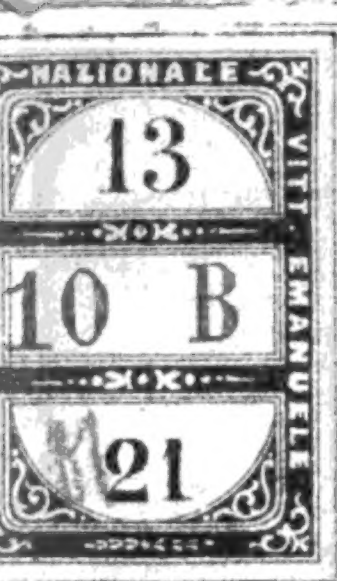


**RECUEIL DES
EDITS ET
DECLARATIONS
DU ROY, ARRETS
DE SON...**

Francia





Ex Bibliotheca
majori Coll. Rom.
Societ. Jesu

13-19.5.60.

23
3
21
24
20

RECUEIL
DES EDITS
ET

DECLARATIONS DU ROY,
ARRESTS DE SON CONSEIL,
ET AUTRES JUGEMENTS
RENDUS EN FAVEUR DU CLERGE'
PENDANT L'AGENCE

*de M. L'ABBE' DE LA HOGUETTE nommé à
l'Evesché de S. Brieux; & de M. L'ABBE' DE
GRAMMONT nommé à l'Evesché de S.
Papoul.*

DIVISE' EN DEUX PARTIES,
QUI CONTIENNENT,

LA PREMIERE, *les Arrests & autres Jugemens
rendus contre les Pretendus Reformez, en execu-
tion & consequence de l'Edit de Names.*

LA SECONDE, *Les Edits, Declarations
du Roy, & Arrests de son Conseil, par les-
quels le Clergé a esté maintenu en ses Droits,
Exemptions & Privileges.*



A PARIS;

Chez FREDERIC LEONARD Imprimeur ordinaire
du Roy, & du Clergé de France.

M. DC. LXXVI.

AVEC PRIVILEGE DU ROY.





PREMIERE PARTIE DU RECUEIL.

ARREST DU CONSEIL D'ESTAT,

*Portant démolition du petit Temple des P.
R. de la Ville de Montpellier.*



EU au Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, le procez verbal de partage intervenu entre les sieurs de Besons & de Peyremalez, Commissaires Deputez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes en la Province de Languedoc, & pays de Foix, le 13. Mars 1668. Sur la demande du Syndic du Clergé du Diocese de Montpellier; à ce que le second Temple basty dans ladite Ville en l'année 1604. fût démoly, comme estant basty sans permission de sa Majesté, d'une part : Et les Habitans de la R. P. R. deffendeurs d'autre ; Encore sur la demande de Dame Claudine de Toiras Abbessé du Monastere de Vignogouls, à ce qu'elle fût maintenüe en la possession & jouissance de la place, sur laquelle ledit Temple auroit esté basty, appartenant audit Monastere, aussi d'une part : Et les Ha-

A ij

bitans de la R. P. R. deffendeurs d'autre ; par lequel ils auroient esté d'avis, sçavoir ledit Sieur d. Bezons Commissaire Catholique, d'enteriner la demande dudit Syndic du Clergé, & ordonner que le second Temple qui a esté bâty audit Montpellier, soit démoly ; Et qu'avant faire droit sur la demande de ladite Dame Abbessé de Vignogouls, qu'elle justifieroit plus amplement dans trois mois, que c'est la place de la maison qui leur a esté leguée, sans prejudice aux Habitans de la R. P. R. dudit Montpellier, de leurs fins de non recevoir : Et ledit sieur de Peyremalez de la R. P. R. de maintenir lesdits Habitans en la possession & jouissance de leurdit Temple, pour y faire & continuer l'exercice de la R. P. R. Avec defenses audit Syndic, Dame de Vignogouls, & autres qu'il appartiendra, de leur donner aucun trouble ny empeschement, sur les peines portées par ledit Edit ; Ordonnance desdits sieurs Commissaires du 11. Novembre 1667. Portant que sur la demande dudit Syndic, lesdits de la R. P. R. remettroient pardevant eux dans quinzaine des Lettres Patentes par eux alleguées, & que ladite Dame Abbessé de Vignogouls seroit appelée dans le mesme delay, pour ce fait estre ordonné ce qu'il appartiendroit Les exploits de signification faits ausdits de la R. P. R. de ladite Ordonnance, & assignation à ladite Dame Abbessé de Vignogouls desdits 15. Decembre 1667. & 20. Janvier 1668. en consequence : Autre exploit de signification faite ausdits de la R. P. R. à la Requête dudit Syndic du 15. Février audit an

1668. qu'il avoit remis ⁵ sa production au Greffe de ladite Commission : Cinq Extraits de compois des maisons de François Gresse , Jean Vezain , Pierre Courtant auparavant Jean Bedos , Bernard Orliac , & heritiers Jean Bedoc, desquels resulte des confronts des maisons y designées sises rue René Danguaudan , & du Porche Danroüart , Description de la scituation dudit petit Temple de Montpellier : Requête remonstrative dudit Syndic , présentée ausdits sieurs Commissaires , & signifiée ausdits Habitans de la R. P. R. le 7. Mars 1668. Copie du Testament de Claire Roquette veuve de Pierre Valat du 29. Novembre 1415. par lequel elle auroit legué audit Monastere de Vignogouls une maison située au Porche Danroüart dudit Montpellier. : L'article deuxieme de la Conferance de Nerac de l'an 1579. par lequel auroit esté permis aux Habitans de la R. P. R. d'acheter & faire construire des lieux pour faire l'exercice de leur dite Religion aux Fauxbourgs des Villes , ou des Bourgs & Villages qui leur seroient ordonnez en chacun Bailliage , Senéchaussée ou Gouvernement , & aux lieux , où l'exercice de ladite Religion leur estoit permis : L'article 16. de l'Edit de Nantes : Copie d'un Brevet du 22. May 1600. portant don à ceux de la R. P. R. de Montpellier, de tous les lods & ventes, & deniers Seigneuriaux , écheus ou qui pourroient échoir à sa Majesté , à cause de la retrocession & revente à eux faite par Estienne Argue d'une maison sise audit Montpellier : Lettres Patentes de Henry IV. dudit jour 22. May 1600. por-

A iij

tant confirmation dudit don , & que pour donner moyen ausdits de la R. P. R. de s'accommoder de ladite maison , & y faire & continuer l'exercice de leur dite Religion , leur auroit esté permis la tenir pleinement & paisiblement , à charge qu'elle seroit toujours mouvante de sa Majesté : Acte d'assemblée des vingt & quatre , & autres personnes notables de ladite Ville de Montpellier , des 20. Septembre 1602. portant qu'il seroit imposé sur tous ceux de la R. P. R. de ladite Ville , la somme de dix mil livres , tant pour le remboursement de ceux qui avoient presté l'argent pour l'achat du Temple du Porche Danroüart , que pour le bastiment qui luy convenoit faire. Copie collationnée d'Arrest de la Cour des Aydes dudit Montpellier : du 26. Mars 1604. par lequel le département de ladite somme de dix mil livres auroit esté autorisée , & ordonné que les y dénommez seroient contraints au paiement de leur cote : Copie du Contract de vente faite le 20. Septembre 1533. d'une maison au Porche Denroüart à Barthelemy de Rodes : Autre copie d'un autre Contract de vente fait le dernier Aoust 1599. par ledit de Rodes à Estienne Argue Marchand dudit Montpellier d'une maison sise au Porche Danroüart : Extrait de l'article 5. de l'Edit de Charles IX. de l'an 1562. portant entr'autres choses , qu'en toutes les Villes ou la R. P. R. estoit jusques au 7. du mois de Mars , lors presentement exercée , outre les autres Villes , qui seroient spécifiées desdits Bailliages & Seneschaussées , le mesme exercice seroit conti-

nué en un ou deux lieux dedans ladite Ville: Autre Extrait du compois d'une maison appartenant au sieur Mariote President en la Cour des Aydes, située au Porche Danroüart. Requestes remonstratives, écritures & productions des Parties: Requeste desdits de la R. P. R. de Montpellier, à ce qu'il leur fût permis d'adjoster les pieces y enoncées à leur production, pour en jugeant le partage d'opinions, y avoir tel égard, que de raison, au bas est l'Ordonnance du 22. Octobre dernier portant les pieces receuës & communiquées au Syndic du Diocèse de Montpellier par les mains du sieur Boucherat Rapporteur sans retardation, & au surplus en jugeant seroit fait droit, signifié au sieur Abbé Solas Syndic dudit Diocèse, ledit jour 22. Octobre audit an: Acte du 22. Novembre 1561. par laquelle Chapitre de l'Eglise Cathedrale de S. Pierre dudit Montpellier auroit consenti & accordé, que ceux de la R. P. R. de ladite Ville puissent prescher & s'assembler dans les Temples de Nostre-Dame des Tables, de S. Paul, & de S. Matthieu, & ce sous le bon vouloir du Roy & de tous autres qu'il appartiendrait: Procez verbal du sieur de Caylus député par sa Majesté, pour appaiser les troubles, qui estoient entre les Habitans Catholiques, & ceux de la R. P. R. audit Montpellier, du 1. Aoust 1563. par lequel il auroit remis les Ecclesiastiques de ladite Ville en la jouissance de leurs Temples, biens & revenus, pour en jouir comme ils faisoient auparavant lesdits troubles, & permis à ceux de la R. P. R. de faire l'exer-

A iiii

cice de leur dite Religion à la place de la Loge, & en la maison de l'Ecole Maie de ladite Ville, sans occuper lesdits Temples, suivant l'Edit du mois de Mars audit an 1563. & tout ce qui a resté mis & produit par devers le sieur Boucherat Conseiller Ordinaire du Roy en ses Conseils, qui en a communiqué aux sieurs d'Aligre, de Lezeau, de Morangis, des Tampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Pussort, & Voisin, Conseillers ordinaires du Roy en ses Conseils : Ouy son rapport, & tout considéré, **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL**, faisant droit sur ledit partage, & vuidant iceluy, sans s'arrester à ladite demande de ladite Abbessse de Vignogouls, a ordonné & ordonne, que le second & petit Temple basty dans ladite Ville de Montpellier, sera abbatu & demoly aux frais & dépens de ceux de la R. P. R. dans deux mois apres la signification qui leur sera faite du present Arrest; quoy faisant ils pourront disposer de la place, des materiaux, & des meubles qui s'y trouveront, ausquels sa Majesté permet pour leur commodité de faire croistre & agrandir leur Temple vieux, en sorte qu'il soit capable de les contenir, pour y faire l'exercice de leur dite R. P. R. selon les ordres & alignemens qui seront donnez à cette effet par le sieur de Bezons Conseiller ordinaire de sa Majesté en ses Conseils, & Intendant de Justice en la Province de Languedoc : sinon, & a faute de ce faire dans ledit temps, & icy passé, en vertu du present Arrest, sans qu'il soit besoin d'autre, permet sa Majesté au

Syndic du Clergé dudit Diocèse de Montpellier de les faire démolir , & lequel audit cas pourra faire vendre les matériaux dudit petit Temple, jusques à la concurrence des frais qu'il conviendra faire pour ladite démolition , & le surplus sera rendu à ceux de la R. P. R. Ordonne sa Majesté au sieur Duc de Verneüil Gouverneur de ladite Province de Languedoc, & au sieur de Bezons , de tenir la main à l'exécution du present Arrest ; lequel sera executé nonobstant opposition ou appellation quelconque , dont si aucunes interviennent , sa Majesté s'en est réservé la connoissance , à soy , & à sondit Conseil , icelle interdite à tous autres Juges. FAIT AU CONSEIL D'ESTAT DU ROY , sa Majesté y estant , tenu à Saint Germain en Laye , le 18. Novembre 1670. Signé , P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant interdiction d'exercice public de
la R. P. R. & démolition du Temple à
Melgüeil , Diocèse de Montpellier.*

VEU au Conseil du Roy , sa Majesté y estant , le Procès Verbal de partage des Sieurs de Bezons & de Peyremalez , Commissaires Deputez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes en la Province de Languedoc & Pais de Foix , du premier jour de Decembre 1667. Par lequel , sur la demande faite par le Syndic du Clergé du Diocèse de

Montpellier , à ce qu'il fust fait inhibitions & deffences aux Habitans de la R. P. R. du lieu de Melgüeil , d'y faire à l'avenir aucune exercice de leur Religion ; & qu'à cet effet , le Temple qui y est construit , fût demoly ; Ils auroient esté d'avis , sçavoir ledit sieur de Bezons Commissaire Catholique , que ceux de ladite R. P. R. dudit lieu de Melgüeil , doivent rapporter dans quinzaine la Capitulation qu'ils pretendent leur avoir esté accordée , lors de la prise d'iceluy ; autrement , que ledit lieu estoit censé avoir esté pris par force , & par consequent , que l'exercice leur doit estre interdit , & le Temple demoly ; Et ledit sieur de Peyremalez de la R. P. R. de maintenir lesdits Habitans de Melgüeil au droit & faculté de faire & continuer l'exercice de ladite R. P. R. audit lieu de Melgüeil , avec deffenses audit Syndic & autres , de leur donner aucun trouble ny empeschement , sur les peines portées par les Edits. Extrait de l'Histoire de Louïs XIII. composée par Charles Bernard en 1622. par lequel il paroist que le Siege estant devant ledit lieu de Melgüeil , ceux qui estoient dedans auroient esté contraints de se rendre dans la seule assurance de la vie , & de la liberté aux Soldats , les Habitans demeurans Prisonniers de Guerre ; Autre Extrait du Livre de l'Histoire , composée par Barthelemy de Grammont en 1623. duquel resulte de la prise dudit lieu de Melgüeil par force des Armes. Procez Verbal fait par le Viguiier dudit lieu le 25. Mars 1635, contenant les plaintes à luy faites par le Procureur jurisdictionel dudit Mel-

güeil, la deposition de quelques témoins, qu'au prejudice des Arrests du Conseil & Ordonnances des sieurs Intendans en ladite Province, le Ministre de la R. P. R. auroit fait le Prêche public audit lieu de Melgüeil. Autre Extrait de Deliberation des Habitans dudit Melgüeil du 12. May 1563. prise pardevant le Viguiier & Consul dudit lieu, par laquelle les Prestres d'iceluy auroient déclaré qu'ils consentoient que non seulement l'exercice de la R. P. R. se fît dans le Temple appelé de Saint Jacques, mais encore, s'il n'estoit suffisant, en celuy de Nostre-Dame, & ce pour entretenir lesdits Habitans en bonne paix & union. Autre Extrait d'Acte d'Assemblée desdits Habitans de Melgüeil du 25. Mars 1577. par lequel auroit esté deliberé d'achever la levée de deniers pour les gages de leur Ministre. Autre Extrait de Deliberation desdits Habitans du 18. jour de Juin audit an 1577. d'envoyer leur Ministre & quelques-uns d'entr'eux pardevers le sieur Mar-schal de Dampville, pour obtenir de luy l'exemption des Garnisons, Contributions, & continuation de l'exercice de la R. P. R. audit Melgüeil. Cahiers d'Extraits d'Actes des Synodes Provinciaux des Eglises P. R. de bas Languedoc, tenus à Nîmes, Melgüeil, Montpellier & autres Villes de ladite Province, és années 1571. 1572. 1584. 1596. 1597. 1598. 1599. & 1600. par lesquels il paroist que les Ministres & Anciens dudit lieu de Melgüeil y ont assisté. Copie d'une Transaction du 13. Avril 1600. par laquelle Hector de Massonnere Ministre dudit Melgüeil auroit donné quittance aux Ha-

bitans dudit lieu des sept années de ses gages commencées le premier May 1593. & finissant le premier May, lors prochain. L'Exploit d'assignation donnée ausdits de la R. P. R. dudit lieu de Melgüeil le 26. Aoust 1667. à la Requête dudit Syndic, aux fins de sa demande. Cahiers d'Extraits d'actes des Synodes du bas Languedoc, depuis 1610. jusques en 1667. par lesquels il paroist que les Ministres & Anciens dudit Melgüeil y ont assisté. Autre Cahier d'Extrait du Livre des Baptesmes faits en l'Eglise P. R. dudit Melgüeil, commençant en 1624. & finissant en 1652. Requestes remonstratives, Ecritures desdites Parties, Exploit de commandement fait à la requête de M.

Fernand Procureur du Syndic du Clergé dudit Diocèse de Montpellier, à M. Bordarier Procureur des Habitans de la R. P. R. dudit lieu de Melgüeil du 11. Octobre 1667. de remettre dans trois jours par devers lesdits sieurs Commissaires tout ce que bon luy sembleroit, sinon qu'il en seroit forclos, & que l'affaire seroit jugée en l'estat qu'elle estoit. Requête desdits de la R. P. R. dudit lieu de Melgüeil, à ce qu'il leur fust permis d'ajouter à leur Production, les Pieces y énoncées, pour en jugeant ledit partage d'opinions, y avoir tel égard que de raison. Au bas est l'Ordonnance du 21. jour d'Aoust dernier, portant les Pieces reçues & communiquées au Syndic dudit Diocèse de Montpellier, par les mains du sieur Boucherat Rapporteur sans retardation, & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit; signifié au sieur Abbé Solas Syndic du Clergé dudit Dio-

cesse, le 22. jour d'Octobre ensuivant. Un Cahier de six Extraits de Deliberations prises au Consistoire par ceux de ladite R. P. R. dudit Melgüeil, és années 1631. 1633. & 1634. par lesquelles il auroit esté deliberé de payer au sieur Salles sept années d'arrerages de la rente du Temple, commencées le premier jour de May 1624. & finies le premier May 1631. que Jean Faure ayant déclaré ne vouloir plus louer sa maison pour faire le Prêche, & demandé les loyers, il auroit esté conclu de l'achepter, d'en faire l'estimation, passer Contract, & de faire reparer les ruines qui y estoient depuis survenues. Acte passé pardevant Notaire le 22. jour de Juin 1631. par trois Anciens, comme ayans pouvoir des autres Anciens & Habitans, de l'Eglise P. R. dudit Melgüeil, par lequel ils ont consenti qu'Antoine Roquette leve & exige deux departemens & impositions faites sur lesdits Habitans & contribuables dudit lieu de ladite R. P. R. l'une de la somme de mil livres pour le payement des gages du sieur Bourbier Ministre dudit Melgüeil, pour deux années qui écherront le premier jour de May 1633. y compris la rente de la maison où se disoit le Prêche, les frais du voyage du Colloque, Synodes, & gages de Leuvret. Et l'autre de la somme de six cens quarente-cinq livres onze sols quatre deniers, pour le payement de pareille somme due à la veuve & heritiers du sieur Codurc, vivant Ministre en ladite Eglise P. R. de Melgueil, compris les dépens de Leuvret. Contract de Vente fait par Pierre Arnaud, & Jean Fabre, & ceux de ladite R. P. R.

dudit Melgüeil, le 14. Septembre 1633. d'une paillere avec la court y joignant, scise dans l'enclos dudit Melgüeil près la Motte, moyennant la somme de quatre cens cinquante livres. Marché fait par ceux de ladite R. P. R. avec Guillaume Fresinet, de faire les reparations dudit Temple & agrandir iceluy, dautant que le peuple n'y pouvoit contenir, en datte du 26. jour de Juin 1636. O ù y le raport du sieur Boucherat Conseiller ordinaire du Roy en ses Conseils, après en avoir communiqué au sieur Daligre, Delezeau, de Morangis, Destampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Puffort & Voisin, Conseillers ordinaires du Roy en ses Conseils; & tout considéré : **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL;** faisant droit sur ledit partage, & vuidant iceluy, a fait inhibitions & deffenses aux Habitans de la R. P. R. dudit lieu de Melgüeil, d'y faire à l'avenir aucun exercice public de ladite R. P. R. & en consequence. **ORDONNE** sa Majesté que le Temple qu'ils y ont fait construire, sera par eux démoli dans deux mois après la signification qui leur sera faite du present Arrest, sinon, & ledit temps passé, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocese de Montpellier, de faire proceder à ladite demolition, aux frais & dépens desdits Habitans de ladite R. P. R. qui seront pris par préférence sur les materiaux qui en seront vendus à cet effet. **ORDONNE** sa Majesté au Sieur Duc de Verneuil Gouverneur de la Province de Languedoc, & au sieur de Bezons Conseiller ordinaire en ses Conseils, & Intendant de Justice en ladite Province de

tinuer ledit exercice audit Poussan. Avec def-
fences audit Syndic & autres de leur donner au-
cun trouble ny empeschement sur les peines
portées par les Edits. Copie collationnée d'u-
ne Sentence du Presidial de Montpellier du 6.
Decembre 1570. portant permission à Damoi-
selle Françoisse de Barriere, Dame en partie du-
dit Poussan, d'avoir en sa Maison & Chasteau
dudit lieu, l'exercice de ladite R. P. R. & ce tant
pour elle, que pour sa famille, & autres qui y
voudroient aller: Declaration de Felix de Chau-
me Seigneur dudit Poussan du 23. Mars 1663.
que l'exercice de ladite R. P. R. se faisoit dans
son Chasteau audit lieu, jusques en l'année
1603. n'y ayant aucun Temple pendant ledit
temps. Autre Declaration de plusieurs Habi-
tans dudit Poussan du 17. Septembre 1660. que
feu Guillaume de Chaume & Michel de Barrie-
re, Seigneurs dud. lieu, auroient fait dire le Prê-
che pendant quelque temps dans leurs Cha-
steaux, & qu'après le decés dudit de Chaume
arrivé en l'année 1603. ceux de ladite R. P. R.
auroient fait construire un Temple audit Pou-
ssan, où ils auroient fait dire le Prêche, jusques
en l'année 1619. ou 1620. que ledit Temple fut
démoli. Autre Declaration de plusieurs autres
Habitans dudit Poussan du 23. Mars 1663. qu'ès
années 1596. 1597. & suivantes, jusques en
1603. que ledit de Chaume seroit decédé, l'exer-
cice de ladite R. P. R. se faisoit dans le Cha-
steau du Seigneur dud. lieu de Poussan. Certificat
de Jean Guiberny & autres Prestres & Consuls
modernes dudit Poussan, du 11. Septembre 1625.
portant qu'au temps que l'exercice de ladite
R. P. R.

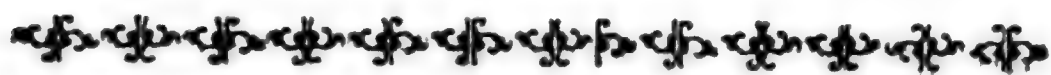
R. P. R. fut introduite audit lieu , lesdits de Chaume & Barriere en estoient Seigneurs , & faisoient profession de ladite Religion , & permettoient l'exercice d'icelle audit Poussan. Requête présentée par les Consuls & Habitans Catholiques dudit lieu de Poussan, à Monsieur le Prince de Condé, tendante à ce que défenses fussent faites aux Ministres de ceux de la R. P. R. dudit Poussan d'y faire aucun exercice : l'Ordonnance au bas du 4. Novembre 1628. portant que le Seigneur & Ministre du lieu de Poussan seroient assignez à comparoir en personne dans quinzaine pardevant ledit sieur Prince de Condé , avec cependant défenses d'y faire aucun Prêche ny Assemblée de ladite R. P. R. à peine de desobeissance. Autre Requête desdits Consuls & Habitans Catholiques de Poussan, au sieur Duc de Montmorency Gouverneur de ladite Province , avec son Ordonnance au pied , du 28. Decembre audit an 1628. portant qu'iteratives défenses seroient faites audit Seigneur de Poussan , Ministre, & autres Habitans dudit lieu , faisant profession de la R. P. R. de contrevenir à l'Ordonnance dudit sieur Prince de Condé, du 4. Novembre 1628. & qu'en cas de contravention, il en seroit informé. Acte du 28. Juin 1651. par lequel plusieurs Habitans Catholiques dudit Poussan auroient déclaré qu'au prejudice desdites Ordonnances , l'on y auroit fait l'exercice de ladite R. P. R. sinon depuis le 27. Avril lors dernier, que le sieur de Barriere Seigneur dudit Poussan l'auroit fait faire dans son Chasteau. Copie d'Arrest du Parlement de Tholose du 9. Sep.

tembre 1598. par lequel ledit Guillaume de Chaume auroit esté condamné de laisser au sieur Guittard de Ratte Evesque de Montpellier, la possession & jouissance de la moitié de la Seigneurie dudit Poussan. Autre Acte d'Assemblée faite par les Eglises de la R. P. R. dudit Poussan, du 19. Novembre 1571. portant nomination de Jean David, pour faire le recouvrement de la somme sur eux départie. Copie de Sentence du Presidial dudit Montpellier, du 10. Decembre 1597. par laquelle Dominique Ricard, & autres Principaux de ladite R. P. R. dudit Poussan, auroient esté condamnés à payer la somme de quatre cens livres à Jean Menin, pour les arrerages des gages de Pierre Menin son pere leur Ministre. Autre Copie d'une Procuration du 12. Octobre 1578. passée par ceux de ladite R. P. R. dudit Poussan à Jean Marés & Jean David, pour en leur nom assister à l'Assemblée qui devoit estre faite à Anduze par ceux y faisant profession de ladite Religion. Cahier de plusieurs Extraits du Livre du Consistoire de ladite Eglise P. R. dudit Poussan, commençant en l'année 1596. & finissant en l'année 1604. par lesquels il paroist qu'il y avoit Exercice, Ministre, & Anciens de ladite R. P. R. audit lieu. Autre Cahier d'Extrait d'actes des Synodes & Colloques tenus à Sauve, Nîmes, & autres lieux de ladite Province, és années 1570. & suivantes, jusques en 1601. par lesquels il appert que les Ministres & Anciens dudit Poussan y ont assisté. Copie d'un Contract de Vente par Jean David, le dernier May 1599. à ceux de ladite R. P. R.

de Poussan de deux lieux couverts , scis audit Poussan , pour faire un Temple de ladite Religion : Autre Copie de Sentence du Presidial de Montpellier , du 15. Decembre 1601. par laquelle ledit David auroit esté déchargé de la délivrance du Moulin par luy vendu ausdits de la R. P. R. dudit Poussan , pour eux faire bâtir un Temple: Autre Copie d'Ordonnance des sieurs Commissaires deputez par sa Majesté pour l'exécution dudit Edit de Nantes en ladite Province de Languedoc , du 23. Decembre 1600. portant que l'exercice de ladite R. P. R. seroit continué audit Poussan , comme il estoit és années 1596. & 1597. Autre Copie de Quittance dudit David de la somme de six cens livres , qu'il auroit receuë de ceux de ladite R. P. R. dudit Poussan , pour le prix des Places , où estoit construit le Temple , du 10. Fevrier 1603. Roolle des Classes & Colloques des Eglises P. R. de ladite Province de Languedoc, tenus à Nismes en l'année 1592. dans lequel Poussan est compris & denominé. Autre Copie de Quittance du 5. Juin 1562. donnée par ceux de ladite R. P. R. dudit Poussan à Antoine Valociere Receveur du Prieuré dudit lieu, de la somme de 400. liv. pour la nourriture du Ministre, entretien , & reparation dudit Temple d'iceluy : Autre Copie du Testament de Damoiselle Françoise de Barriere Dame dudit Poussan, du 25. Novembre 1575. par lequel elle auroit ordonné estre enterrée dans le Temple dudit lieu de Poussan , & legué la somme de vingt-cinq livres aux pauvres faisant profession de ladite R. P. R. d'iceluy : Autre Copie de Con-

tract de Vente faite par ledit Guillaume de Chaume, le 10. Septembre 1570. à Pierre Menin, Ministre dudit Poussan, d'une maison sise audit lieu, en la rue allant au Temple d'iceluy: Requestes remonstratives, Ecritures & Productions desdites Parties, & tout ce qui a esté remis pardevers le sieur Boucherat Conseiller ordinaire du Roy en ses Conseils. O U Y son rapport, après en avoir communiqué aux sieurs Daligre, Delezeau, de Morangis, Destampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Pussort & Voisin, Conseillers ordinaires du Roy en ses Conseils; Et tout considéré. **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL**, faisant droit sur ledit partage, & vuidant iceluy, a fait & fait inhibitions & défenses aux Habitans de la R. P. R. dudit lieu de Poussan, d'y faire à l'avenir aucun exercice public de lad. R. P. R. Et en consequence, ordonne sa Majesté que le Temple qu'ils y ont fait construire, sera par eux demoly dans deux mois après la signification qui leur sera faite du present Arrest, sinon & ledit temps passé, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocese de Montpellier, de faire proceder à ladite demolition, aux frais & dépens desdits Habitans de ladite R. P. R. qui seront pris par preference sur les matériaux qui en seront vendus à cet effet: **ORDONNE** sa Majesté au Sieur Duc de Verneuil, Gouverneur de la Province de Languedoc, & au Sieur de Bezons, Conseiller ordinaire en ses Conseils, & Intendant de Justice en ladite Province, de tenir la main à l'exécution du present Arrest. **FAIT AU**

CONSEIL D'ESTAT DU ROY, sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye, le dix-huitième jour de Novembre 1670.
Signé, P H E L I P P E A U X.



*A R R E S T DV CONSEIL D'ESTAT,
portant interdiction d'exercice public
de la R. P. R. & démolition du Temple
à Pignan, Diocese de Montpellier.*

VE U au Conseil du Roy, sa Majesté y estant, le Procez Verbal de partage des Sieurs de Bezons & de Peyremalez, Commissaires Deputez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes en la Province de Languedoc, & Pais de Foix, du dernier Octobre 1667. sur la demande du Syndic du Clergé du Diocese de Montpellier, à ce qu'il soit fait inhibitions & défenses aux Habitans de la R. P. R. de Pignan, de faire à l'avenir aucun exercice de leur Religion; & qu'à cet effet, le Temple qui y est construit, seroit démoli, d'une part. Et défenses au contraire desdits de la R. P. R. dudit Pignan, d'autre: Par lequel lesdits sieurs Commissaires auroient esté d'avis, sçavoir ledit sieur de Bezons, que l'exercice de ladite R. P. R. devoit estre interdit audit Pignan, & le Temple qui y est basti, démoli: Et ledit sieur de Peyremalez, de maintenir lesdits Habitans dudit Pignan, au droit & faculté d'y faire & continuer l'exercice public de ladite R. P. R. Avec défenses audit Syndic & autres, de leurs

B iij



donner aucun trouble ny empeschement, sur les peines portées par les Edits : Copie du Testament de Damoiselle Jeanne de Brinac Dame dudit Pignan, du 22. Aoust 1567. par lequel elle auroit entr'autres choses ordonné, que l'exercice de ladite R. P. R. seroit fait & continué dans le Chasteau dudit Pignan, sans que ses heritiers ny autres, les puissent empêcher: Autre Copie de Contract de Vente faite le 7. Juin 1598. par Damoiselle Anne de Saint Felix, aux Habitans de la R. P. R. dudit Pignan, d'une place nommée la Salle du Chasteau d'Allez, pour y construire un Temple, & y faire l'exercice de ladite R. P. R. Extrait des Actes des Synodes Provinciaux des Eglises P. R. de bas Languedoc, tenus à Anduze, Montpellier & Sauve, és années 1576. 1578. 1596. 1597. & 1598. par lesquels il paroist qu'un Ministre de Pignan y auroit eu entrée, que l'Eglise P. R. dudit Pignan, auroit esté mise en distribution que le sieur Lecques auroit requis, que Montcassin Ministre fut donné aux Eglises P. R. de Pignan, Fabregues & autres, & que Pignan y a esté compris avec Ministre & Anciens. Un Cahier de plusieurs Extraits du Livre du Consistoire de ladite Eglise P. R. de Pignan, des années 1586. 1591. 1592. & suivantes, jusques en 1667. contenant plusieurs délibérations prises, tant pour députations aux Colloques, reddition des Comptes, Censures, que pour autres affaires concernans ladite R. P. R. Autre Extrait de reconnoissance faite en 1602. par Jean de Caune & Catherine de Narbonne sa femme, des Terres & Jurisdi-

tion de Pignan. Autre Extrait de dénombrement fourni en 1589. par Segondin de Caune au Gouverneur de Montpellier de la quatrième partie de la Seigneurie & Jurisdiction de Pignan. Autre Extrait d'un autre dénombrement en 1551. par Damoiselle Jeanne de Brinac, veufve dudit Segondin de Caune, de ladite quatrième partie de ladite Seigneurie & Jurisdiction de Pignan : Autre Extrait de Contract de Mariage passé en 1571. entre Robert de Caune Seigneur dudit Pignan, & Damoiselle Françoise de la Verune. Certificat du sieur Poget, Commandant & Consul de la Ville de Camprion, du 5. Novembre 1580. que le Seigneur dudit Pignan auroit esté tué à une lieue de ladite Ville de Camprion, & qu'y ayant esté apporté, il auroit esté enseveli au Cimetiere de l'Eglise d'icelle. Cahier d'autres Extraits des Baptêmes faits tant dans le Chasteau dudit Pignan, que dans les maisons particuliers dudit lieu, és années 1564. & suivantes, jusques en 1597. Autre Extrait des Délibérations prises pardevant les Anciens de l'Eglise P. R. dudit Pignan, és années 1604. & 1605. portant l'arresté & calcul des restes des gages par eux deus à Montcassin, qu'il se contenoit pour sesdits gages de la somme de 400. livres par chacun an. Requestes remonstratives, Ecritures & Production des Parties. Autres Requestes de Production nouvelle desdits de la R. P. R. audit lieu de Pignan, d'un Registre, contenant plusieurs Délibérations, Censures & autres Affaires concernans l'exercice de ladite R. P. R. audit lieu de Pignan, depuis l'année 1586. jusques

en 1614. O U Y le rapport du sieur Boucherat, Conseiller ordinaire du Roy en ses Conseils, après en avoir communiqué aux Sieurs Daligre, Delezeau, de Morangis, Destampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Pussort & Voisin, Conseillers ordinaires du Roy en ses Conseils; Et tout considéré. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, faisant droit sur ledit partage, & vuidant iceluy, a fait & fait inhibitions & défenses aux Habitans de la R. P. R. dudit lieu de Pignan, d'y faire à l'avenir aucun exercice public de ladite R. P. R. Et en consequence, ordonne sa Majesté que le Temple qu'ils y ont fait construire, sera par eux démoli dans deux mois après la signification qui leur sera faite du present Arrest; sinon, & ledit temps passé, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocèse de Montpellier, de faire proceder à ladite démolition, aux frais & dépens desdits Habitans de ladite R. P. R. qui seront pris par préférence sur les matériaux qui en seront vendus à cet effet. ORDONNE sa Majesté au Sieur Duc de Verneuil, Gouverneur de la Province de Languedoc, & au sieur de Bezons, Conseiller ordinaire en ses Conseils, & Intendant de Justice en ladite Province, de tenir la main à l'exécution du present Arrest. FAIT AU CONSEIL D'ESTAT DU ROY, sa Majesté y estant, tenu à S. Germain en Laye, le 18. Novembre 1670. Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant interdiction de l'exercice public
de la R. P. R. & démolition du Temple
à Cornonterrail, Diocese de Montpellier.*

VEU au Conseil du Roy sa Majesté y estant, le procez verbal du Partage des sieurs de Bezons & de Peyremalez Commissaires Deputez par sa Majesté, pour l'exécution de l'Edit de Nantes, en la Province de Languedoc & Pays de Foix : du premier jour de Decembre 1667. par lequel sur la demande du Syndic du Clergé du Diocese de Montpellier, à ce qu'il soit fait défenses aux Habitans de la R. P. R. de Cornonterrail, d'y faire à l'avenir aucun exercice de leur Religion, & qu'à cet effet le Temple qui y est construit, soit démoly, d'une part. Et lesdits Habitans de ladite R. P. R. dudit lieu assignez, & défenseurs d'autre. Ils auroient esté d'avis, sçavoir ledit sieur de Bezons Commissaire Catholique, que l'exercice de ladite R. P. R. soit interdit audit Cornonterrail; & que le Temple soit démoly, & ledit sieur de Peyremalez de la R. P. R. que l'exercice de ladite R. P. R. soit maintenu audit lieu de Cornonterrail; avec défenses audit Syndic & à tous autres, de leur donner aucun trouble ny empeschement, sur les peines portées par les Edits. L'exploit d'assignation donnée ausdits de la R. P. R. dudit Cornonterrail à la Requête dudit Syndic le 20.

Aoust audit an 1667, contenant sa demande ; l'extrait de l'article neuvième de l'Edit de Nantes. Un cahier de plusieurs Extraits de Roolles des Classes & Colloques des Eglises P. R. de Languedoc, tenus à Nîmes, Sauve, Manguiol, Anduze & autres, és années 1562. 1571. 1572. & 1578. Par lesquels il paroist que Cornonterraill y a esté compris, qu'un Ministre y auroit assisté, & que le nommé Homet auroit esté départi audit Cornonterraill & Cornonsec. Autre cahier d'Extraits d'Actes des Synodes Provinciaux tenus esdites Villes, és années 1570. & suivantes, jusques en 1609. desquels il resulte que les Ministres & Anciens, tant dudit Cornonterraill séparément que conjointement pour Cornonsec & les Cornons y auroient eu entrée ; Un livre contenant les taxes & impositions faites & arrestées du consentement du corps de l'Eglise P. R. & Consistoire dudit Cornonterraill le 10. Septembre 1595. pour faire paver le lieu où se faisoit le Presche, & survenir aux affaires d'iceluy. Ensuite sont huit quittances des années 1595. 1596. 1599. & 1600. tant des gages des Ministres dudit Cornonterraill que pour des ouvrages de paver, & d'autres faits au Temple dudit lieu. Plusieurs autres quittances des gages de Justamont Ministre dudit Cornonterraill des années 1587. & 1588. Extrait du Testament de Marie Mefauve du 4. Mars 1596. par lequel elle auroit legué 20. sols aux pauvres de la R. P. R. dudit Cornonterraill. Autre Extrait du Testament de Pierre Tournier, du dernier Septembre 1597. par lequel il auroit aussi legué 40. sols aux pauvres de ladite R. P. R.

dudit lieu. Autre Extrait du Contract de mariage de Paul Bertrand & Isabelle de Siier du 26. Avril 1596. par lequel ils auroient promis de le solemniser en l'Eglise P. R. dudit Cornonterrail. Deux Actes d'élection consulaire des années 1596. & 1597. collationné par Notaire audit Cornonterrail. Un mandement aux Cornons d'envoyer 3. liv. 18. sols 4. den. qu'ils devoient aux veuves, és années 1596. & 1597. Copie collationnée d'un Contract de vente fait le 4. Septembre 1596. par Louïs de Bonafons & Jeanne de Villet sa femme, à Gaspar de Cambroni, Jean Furc, & Pierre Fisel Consuls, & autres Habitans dudit Cornonterrail d'un Patus & Cazal situé dans l'enclos dudit lieu. Autre copie collationné d'un autre Contract de change, fait le 20. Novembre 1601. par les anciens & surveillans de ladite Eglise P. R. dudit Cornonterrail, dudit Patus & Cazal avec Jacques de Vignoles Seigneur dudit lieu, & President à la Chambre del'Edit de Castres, qui leur auroit donné en contrechange d'une maison sise audit Cornonterrail, à charge de l'employer à un Temple pour faire l'exercice de ladite Religion. Autre copie de Contract de vente fait le 2. Avril 1602. par Pierre de Bonafons, comme fondé de procuration de ladite Jeanne de Villet sa mere, ausdits de la R. P. R. dudit Cornonterrail, d'une partie de maison située audit lieu, attenant le Temple de ladite Religion. Autre Extrait du Synode Provincial des Eglises P. R. tenu en la Ville de Sauve le 7. May 1597. Requeste de Production nouvelle desdits de la R. P. R. dudit Cornonterrail. Ex-

trait du procez verbal des Commissaires deputez en 1611. pour l'execution de l'Edit de Nantes , par lequel sur la Requête desdits de la R. P. R. dudit lieu , auroit esté fait défenses de les troubler en l'exercice de ladite Religion, en la faisant par eux, suivant ledit Edit. Un cahier contenant plusieurs deliberations du Consistoire dudit Cornonterrail , des années 1623. 1626. 1631. & 1632. Autres Extraits d'autres deliberations prises au Consistoire dudit Cornonterrail & Cornonsec, les années 1652. 1653. 55. 56. 59. & 1661. Extrait de l'Estat arresté au Conseil en 1664. de Procureurs & Sergens reservez, dans lequel Cornonsec est compris comme Village. Acte de requisition faite le 26. Novembre 1667. par lesdits de la R. P. R. dudit Cornonsec au Viguier de la Justice ordinaire dudit lieu, d'ordonner la publication & enregistrement estre fait au Greffe d'icelle & l'Ordonnance desdits sieurs Commissaires du 10. dudit mois de Novembre audit an 1667. par lequel ils ont esté maintenus en l'exercice de leur dite R. P. R. Requête , Ecriture & productions respectives desdites parties. Autre Requête desdits de la R. P. R. dudit Cornonterrail, à ce qu'il leur soit permis d'ajouter un Extrait de deliberation du Consistoire dudit lieu, du 7. Septembre 1625. par lequel ils ont député six d'entr'eux pour faire recherche du livre dudit Consistoire qui estoit perdu : au bas est l'Ordonnance du 22. Octobre dernier, portant la piece & communiquée au Syndic du Clergé du Diocese de Montpellier : & au surplus en jugeant seroit fait droit, signifié ledit jour 22.

Octobre au sieur Abbé Solas Syndic du Dio-
 cese de Montpellier , & tout ce qui a esté mis
 par devers le sieur Botcherat Conseiller ordi-
 naire du Roy en tous ses Conseils , qui en a
 communiqué aux sieurs Daligre , de Lezeau ,
 de Morangis , Destampes , de Seves , Poncet ,
 de la Marguerie , Puffort & Voisin , Conseil-
 lers ordinaires du Roy en ses Conseils ; Oüy
 son Rapport , & tout considéré : **LE ROY**
ESTANT EN SON CONSEIL, faisant
 droit sur ledit partage, en vuidant iceluy, a fait
 & fait inhibitions & défenses aux Habitans
 de la R. P. R. de ladite Ville de Cornonter-
 rail, d'y faire à l'avenir aucun exercice public
 de la R. P. R. Et en consequence , ordonne sa
 Majesté que le Temple qu'ils y ont fait con-
 struire , sera par eux démoly dans deux mois
 apres la signification qui leur sera faite du pre-
 sent Arrest. Sinon , & ledit temps passé , per-
 met sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Dio-
 cese de Montpellier , de faire proceder à ladite
 démolition , aux frais & dépens desdits Habi-
 tans de ladite R. P. R. qui seront pris par pre-
 ferance sur les materiaux qui en seront vendus
 à cet effet. Ordonne sa Majesté au sieur Duc
 de Verneuil Gouverneur de la Province de Lan-
 guedoc , & au sieur de Besons Conseiller ordi-
 naire en ses Conseils , & Intendant de la Justice
 en ladite Province, de tenir la main à l'exécution
 du present Arrest. **FAIT AU CONSEIL**
D'ESTAT DU ROY , sa Majesté y estant,
 tenu à S. Germain en Laye le dix-huitième jour
 de Novembre 1670. Signé , **PHELIPPEAUX.**



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant interdiction d'exercice public de
la R. P. R. & démolition du Temple à
Leyrac, Diocese de Condom.*

VEU au Conseil du Roy, le Jugement rendu par les sieurs Commissaires deputez par sa Majesté, pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits, Declarations & Arrests du Conseil, és Generalitez de Guienne, le sept Novembre 1665. entre Messire Pierre Ferret Prestre, Docteur en Theologie, Curé de S. Pierre de Condom demandeur, à ce que défenses fussent faites aux Habitans de la R. P. R. de la Ville de Leyrac, d'y faire à l'advenir aucun exercice de leur Religion; & qu'à cet effet le Temple fût démoly, d'une part: & les Syndic, Ministre, Anciens & Habitans de ladite R. P. R. dudit Leyrac défendeurs d'autre, par lequel lesdits sieurs Commissaires se seroient trouvés partagés en leurs opinions, le sieur Pellot ayant esté d'avis sous le bon plaisir de sa Majesté, d'ordonner que l'exercice de ladite R. P. R. seroit interdit dans ladite Ville de Leyrac, & le Temple démoly jusques aux fondemens: & le sieur du Vigier de maintenir ceux de ladite R. P. R. dans le libre exercice de leur dite Religion dans ladite Ville de Leyrac, comme aussi dans le droit de tenir un Regent de ladite Religion, aux termes dudit Edit de Nantes. Requête présentée audit sieur Pellot, par Maistre E-

M^{re} Duffol Prestre , Bachelier en Theologie,
 Recteur de l'Eglise Parrochiale de Leyrac , en
 qualité de Procureur du Syndic du Clergé du
 Diocese de Condom, tendante à mesme fin que
 celle cy-dessus. Ordonnance dudit sieur Pel-
 lot renduë sur ladite Requête le 8. Octobre
 1664. portant aux fins d'icelle , les Parties se-
 roient assignées pardevant luy : l'exploit d'assi-
 gnation donné en consequence , le 9. desdits
 mois & an , Procuration passée par le deman-
 deur audit Duffol le 6. desdits mois & an, pour
 se pourvoir pardevant ledit sieur Pellot aux
 fins susdites: direourny par devers lesdits sieurs
 Commissaires par lesdits défendeurs , à ce que
 le demandeur fût tenu de justifier de sa qualité
 de Syndic , & de produire les pieces enoncées
 dans ladite Requête : responce faite audit dire
 par le Procureur du demandeur du 18. Avril
 1665. Requête présentée par lesdits défendeurs
 au sieur Bordier , Lieutenant Particulier en la
 Senéchaussée d' Agen , & Commissaire subde-
 legué par ledit sieur Pellot , à ce quil leur fût
 permis de faire faire Extrait du piecez dont ils
 entendoient se servir pour la défense de leur cau-
 se : Ensuite est de l'Ordonnance dudit subdele-
 gué du 27. Avril 1665, portant ladite permission
 de faire faire lesdits Extraits parties pre-
 sentes ou deuëment appellées par devant luy, &
 que les défendeurs remettroient leur interest &
 procez és mains de son Greffier , pour proce-
 der uudit Extrait. Exploit d'assignation , don-
 né en consequence au Procureur du demandeur,
 ledit jour & an , par devant ledit subdelegué.
 Trois Actes de Colloques & Synodes tenus en

la Ville de Tonneins & és lieux de Miremont & Nerac , cela trouvé sur les Originaux par le subdelegué dudit sieur Pellot , son Adjoint & Procureur des Parties presentes , par lequel il se voit que la Ferette est qualifié Ministre de Puimerol, sans Anciens , du 5. Mars 1596. 17. Septembre 1597. & 16. Septembre 1598. Exploits d'assignations donnés au Conseil ausdits défendeurs , à la Requête dudit demandeur le premier Février 1666. pour se voir condamner à l'interdiction de l'exercice public de leur R. P. R. & à la démolition de leur Temple jusques aux fondemens , suivant l'avis dudit sieur Pelot. Production complete suivant son Inventaire faite au Conseil en l'année 1635. par les défendeurs à l'encontre du Recteur de ladite Ville de Leyrac, par lequel Inventaire lesdits défendeurs auroient conclud a estre maintenus en la possession & jouissance de l'exercice libre de leurdite Religion , ainsi qu'ils avoient bien & deuëment jouy avant & depuis l'Edit de Nantes , avec défenses audit Recteur & à tous autres de les y troubler à peine d'amende, si mieux il ne plaisoit au Conseil renvoyer les Parties pardevant le sieur de Vertamont , lors Intendant de la Justice en Guienne, avec cependant défenses audit Recteur de les troubler audit exercice , ny de faire aucunes poursuittes au Parlement de Tholozé. Ordonnance du sieur Bosquet cy devant Intendant en la Generalité de Montauban, rendue sur la Requête dudit Recteur de Leyrac le 27. Novembre 1641. portant que les défendeurs seront assignées par devant luy , pour voir procéder à l'exécution

Execution de l'Arrest du Conseil, du 17. Juillet 1635. portant renvoy de défenses des Parties pardevant ledit sieur de Vertemois au lieu & place duquel ledit sieur Bosquet auroit esté subrogé par Lettres Patentes du 27. audit an 1641. mentionné en ladite Ordonnance, au bas de laquelle est l'Exploit d'assignation donnée ausdits défendeurs en consequence pardevant ledit sieur Bosquet le 2. Decembre audit an 1641. Production faite pardevant ledit sieur Bosquet par lesdits défendeurs à l'encontre dudit Recteur de Layrac, sur leur differends renvoyés par ledit Arrest du Conseil. Mandement du sieur Macary Commis à la Recepte generale establee à Lectoure, de payer à Maistre Jean Cormier Ministre en la Ville de Layrac la somme de cinquante écus sol à luy ordonnée par le Roy de Navarre, du cinq Avril 1581. Estat de la recepte faite par les Consuls de ladite Ville de Layrac dénommés, des grains pris sur les Legumes par Ordonnance du sieur de Turenne, Lieutenant General pour le Roy en Guienne, du 16. Juillet 1660. Ordonnance dudit sieur de Turenne, du 25. Aoust audit an, portant décharge de ladite levée de Grains, comme l'employ en ayant esté fait au payement du sieur de Merinnes Gouverneur de Layrac, & des Soldats de la Garnison dudit lieu. Ordonnance du sieur de Matignon Mareschal de France, rendue sur la Requeste du Consul de Layrac, le 28. Janvier 1591. portant ordre de prendre sur les biens desdits Seigneurs la somme de cent escus, pour les causes contenues en ladite Requeste. Copies de deux Deplations du feu Roy Henry IV. du cinq Avril

& dix Juin 1592 portant Reglement pour le payement des gages & entretien des Ministres des Provinces de Bourdelois , Bazadois , Condomois & autres , ensuitte desquels est l'Estat ordonné par sadite Majesté , estre fait des sommes à payer ausdits Ministres pour leursdits gages & entretien suivant lesdites Declarations , dans lequel Estat ou colloque de Condomois Monsieur Pradelle , il est employé pour Layrac aux gages de deux cens livres. Procuration passée pardevant Notaires par le sieur de Maircins Gouverneur de Layrac , R. P. R. Anciens & autres Chefs de famille de Consistoire de leur Diocese , & Maistre Jean Ferire leur Ministre, pour aller en leurs noms à l'assemblée Synodale qui se devoit tenir à Thonneins , du deux Octobre 1596. Copie d'Ordonnance du sieur de Tertanois & du sieur Privart Commissaires Deputez par le Roy, pour l'execution des Edits de pacification en ladite Province de Guienne, renduë sur la Requête à eux présentée par les Habitans de la R. P. R. de la Ville de Layrac, le dix Aoust 1630. portant entr'autres , que lesdits Habitans de ladite R. P. R. de ladite Ville de Layrac pourroient estre admis aux charge Consulaires d'icelle indifferemment avec les Catholiques , & estre compris, tant au nombre des huit qui sont nommez par les Consuls qui sortent de charge, que choisis entre les quatre qui doivent demeurer par le Prieur, Seigneur dudit lieu, & ce sans aucune distinction de Religion , & promis ausdits de la R. P. R. de faire bastir un couvert , en tel lieu de leur Temple ou autre voisin d'iceluy que bon leur sembleroit ,

pour y mettre leur Cloche pour la cōvocation du Presches & autres exercices de ladite Religion. Sept Contrac̃ts de mariage & autres Testamens passés pardevant Notaires à Layrac, & témoins y dénommez, dattez depuis le 19. Janvier 1581. jusques au dix Novembre 1597. par lesquels Contrac̃ts est porté que lesdits mariages seroient solemnisez en l'Eglise P. R. dudit Layrac, & par les Testamens y dénommés ou leguez les sommes y mentionnées aux pauvres de l'Eglise P. R. dudit Layrac, & l'une d'icelles sommes baillées aux Anciens de ladite Eglise pour les distribuer. Copie non signée d'Extrait du cahier des plaintes & remonstrances faites au Roy, par les Sujets de la R. P. R. par leurs Deputez assemblez à Chastelleraut, sur les changemens faits en l'Edit & articles particuliers, Extraits des Generaux à eux accordés & octroyés à Nantes par sa Majesté au mois d'Avril 1698. contenant les responses à l'article premier du cahier desdites plaintes de ladite année 1699. & article 13. du cahier 1606. Aête de nomination Consulaire faite le 4. Janvier par le Prieur, Seigneur de Layrac, au nombre de quatre Consuls pour ladite année 1596. Copie non signée de la transaction passée pardevant Notaire Royal à Lectoure, le 23. Decembre 1606. entre ledit sieur Prieur de Layrac d'une part, & les Consuls & Jurats de ladite Ville, faisant pour les Habitans d'Icelle d'autre pour raison de leurs differends, dépendans des coustumes anciennes de ladite Ville, à cause du droit des Decimes appartenans audit sieur Prieur. Copie d'autre Transaction passée pardevant Notaire à Layrac, entre ledit

sieur Prieur de Laxrac & les deux Consuls
 de la Ville de ladite R. P. R. en l'absence des
 deux Consuls Catholiques, touchant les affai-
 res d'entre ledit sieur Prieur & les Habitans de
 ladite Ville du 25. Aoust 1610. six coppies de
 Provisions accordées par les Seigneurs Prieur
 de ladite Ville de Layrac aux nommés Anthoi-
 ne Adam Matthieu, des Offices de Lieutenant
 & Procureur d'Office en la Cour dudit Layrac,
 lesdites Provisions dattées depuis le 15. Janvier
 1602. jusques au trois Juillet 1618. Extrait dat-
 té tiré des Registres des causes tenuës en la mai-
 son commune de Layrac du 14. Octobre 1602.
 auquel est proposé par les quatre Consuls de la-
 dite Ville de Layrac & premier Consul aux
 Commissaires deputez pour l'execution de l'E-
 dit de ladite Ville de Layrac & premier Con-
 sul aux Commissaires deputez pour l'execution
 de l'Ecit, de leur declarer s'ils entendoient em-
 pescher à ceux de la Religion de ladite Ville,
 ayant la sepulture dans le Cimetiere & Eglise
 Parrochiale dudit lieu, de jouir de leur Privile-
 ge, sçavoir d'ensevelir les morts dans ledit Ci-
 metiere & Eglise, & que pour eux, ils n'en-
 tendoient l'empescher, attendu qu'il vivoient
 en paix avec ceux de ladite R. P. R. Estat des
 comptes rendus le 18. May 1611. par les An-
 ciens de l'Eglise de Layrac, de l'administration
 en l'année 1610. Acte fait en la maison de Vil-
 le dudit Layrac le 13. May audit an 1610. sur
 les remonstrances du sieur de Merignis,
 Gouverneur d'icelle, du bon service qu'il
 avoit rendu au Roy & à ladite Ville sans
 aucune plainte contre luy, dans lequel Acte

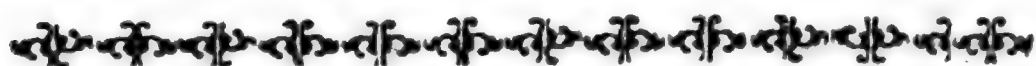
est la Réponse des Consuls, & de quelques Habitans de ladite Ville, qui ne se peuvent plaindre dudit sieur de Merignis, pour avoir fait Acte indigne de sa Charge, ny aucune extorsion contre aucun Habitant, ains le reconnoissant tous pour Gouverneur de ladite Ville, sous l'autorité de sa Majesté; & qu'il est vray qu'il y a des plaintes faites & à faire contre luy, lesquelles ne se peuvent déduire en ladite Maison de Ville. Lettre de Cachet de la Reyne Regente, du quatrième Decembre 1613. par laquelle elle mande aux Consuls de ladite Ville de Layrac, le soin qu'elle prend de leur particulier repos & conservation, leur recommande la fidelité au service du Roy, & d'avoir toute sorte de croyance au sieur de Pujos, qui leur estoit envoyé de sa part, avec témoignage du desir qu'elle avoit de maintenir en paix ceux faisant profession de la R. P. R. Acte de Délibération & Assemblée des Consuls, Anciens & autres Habitans dudit Layrac, du septième Janvier 1614. sur l'avis à eux donné par le Consistoire de l'Eglise P. R. de Layrac, de la députation faite par sa Majesté du sieur Gouverneur de ladite Ville, pour faire entendre certaines Charges à luy donnés aux Habitans dudit Layrac, faisant professions de la R. P. R. lequel Acte porte reception de la Lettre cy-dessus énoncée. Cahier des Actes & Comptes de la Maison de Ville dudit Layrac, dattés depuis le premier Janvier 1616. jusques au mois d'Avril 1617. Requête présentée au Seneschal d'Armagnac, par les Anciens de la R. P. R. de Layrac, à ce que les Cottisations contenuës aux Roolles & At-

rache faites sur ceux de ladite R. P. R. pour
 l'entretien de leur Ministre, fussent payées ; au
 bas est l'Ordonnance dudit Seneschal, du hui-
 tième Janvier 1628. portant, soit fait comme
 requis. Copie de Procuration passée par les Ju-
 rats & Habitans de ladite Ville de Layrac, le
 29. Aoust 1642. à Maistre Tibault, Advocat
 au Conseil, pour supplier le Roy & Nossei-
 gneurs de son Conseil, de trouver bon comme
 expedient pour son service, que ceux de la
 R. P. R. soiēt admis à la Charge censulaire. Re-
 quēte presentées aux sieurs Commissaires Ge-
 neraux députez par le Roy, pour l'exécution de
 l'Edit de Nantes, par le Ministre & Ancien du
 Consistoire de la R. P. R. de Layrac ; à ce
 que défenses fussent faites aux Curé, Consuls
 & autres que besoin seroit, de troubler ny em-
 pescher le Regent de ceux de ladite Religion,
 & lesdits Habitans en liberté de faire leur En-
 terrement, aux heures marquées par l'Arrest
 du Conseil y mentionné, & au nombre de
 trente personnes, avec défenses audit Curé de
 s'entremettre ny encourir aucun trouble, & de
 ne fermer la porte du Temple, directement ny
 indirectement, à peine contre les Contrevenans
 de punition, suivant la rigueur des Edits.
 Ordonnance dudit sieur Pellot, renduë sur la-
 dite Requête du 25. Septembre 1664. portant
 qu'aux fins de ladite Requête les Parties se-
 roient assignez à la huitaine. Exploit d'Assigna-
 tion donné en conséquence, tant audit Dussol,
 qu'aux Consuls de ladite Ville de Layrac, du
 dernier dudit mois de Septembre audit an 1664.
 à la requēte de trois Bourgeois de la R. P. R.

dud. lieu, faisant tant pour eux, que pour les autres Habitans de lad. Religion, par lequel ils déclarent aux Consuls & Habitans Catholiques de ladite Ville, que conformément à l'Edit de Nantes, c'estoit à eux de fournir de Maison Presbyterale au Curé dudit lieu, à leurs frais & dépens, sans pouvoir faire aucune cottisation sur eux; & en cas qu'ils procedassent à ladite cottisation, iceux de ladite R. P. R. s'opposent à l'Acte qui en sera fait, & protestent de se pourvoir en Justice, & de tous dépens, dommages & interets. Requête présentée ausdits Sieurs Commissaires Generaux Députez par le Roy, pour l'exécution de l'Edit de Nantes, par les Habitans dudit Layrac de ladite R. P. R. à ce que conformément audit Edit, ils fussent déchargées de toutes sortes de cottisations, tant de l'achapt des flambeaux, loüages, achapt & reparations de la Maison Presbyterale, qu'autres énoncées dans ledit Edit, avec inhibitions & défenses tant audit Consul qu'autres, de comprendre ceux de ladite Religion, dans le Roolle & Cottisations, pour raison de ce, ny de proceder que pardevant lesdits sieurs Commissaires, à peine de quatre mil livres d'amande, & de tous dépens, dommages & interets. Ordonnance dudit sieur Pellot, du vingt six Novembre 1664. portant que ladite Requête seroit communiquée au Syndic & Habitans Catholiques dudit Layrac, pour eux ouys, ou leur réponse, leur estre ordonné ce que de raison. Signification de ladite Requête & Ordonnance ausdits Consuls & Habitans, & Assignations à

eux données pardevant lesdits Commissaires , en consequence des dernier Novembre 1664. & vingt-septième Janvier 1665. Copie d'Acte de la Maison commune dudit Layrac , du quatorzième Septembre 1636. par lequel le nommé Maneur auroit esté commis pour regenter & instruire la jeunesse à lire, tant d'une Religion , que d'autre indifferement , aux gages de soixante livres par an , led. Maneur faisant profession de ladite R. P. R. Production desdites Parties, sur lesquelles leur partage est intervenu , & tout ce qui a esté mis & produit pardevers ledit sieur Poncet Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, & Direction de ses Finances , Commissaire à ce député , après en avoir communiqué aux sieurs Commissaires Députés pour les affaires de la Religion : Et tout considéré. **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL** , faisant droit sur lesdites Contestations & Partage , a fait & fait tres-expresses inhibitions & défenses ausdits Habitans de Layrac , de continuer l'exercice public de la R. P. R. dans ledit lieu : en consequence ordonne que dans un mois du jour de ladite signification du present Arrest , le Temple dudit lieu sera démoli , & les materiaux par eux emportés , si bon leur semble ; autrement & à faute de ce faire dans ledit temps , & iceluy passé ; Permet sa Majesté audit Syndic ou Habitans Catholiques de le faire démolir aux frais & dépens desdits de la Religion Prétendue Reformée. **FAIT AU CONSEIL D'ESTAT DU ROY**, sa Majesté y estant , tenu à Paris le vingt-

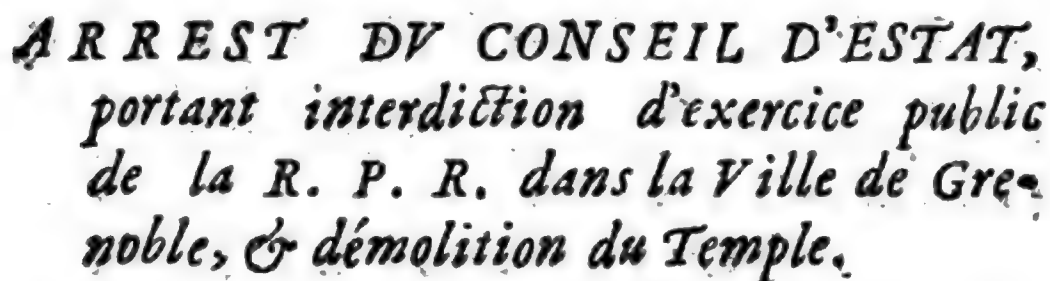
fixième jour de Janvier mil six cens soixante-
onze. Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant interdiction d'exercice public de
la R. P. R. & démolition de Temple à
Aynesses, Loubez, Gours, dit Leves,
lieux du Diocèse d'Agen.*

LE R O Y ayant esté informé des Partages
survenus en l'année 1668. entre les sieurs
Pellot, lors Intendant de Justice en Guyenne;
& Pierre Guignard Advocat en Parlement,
Commissaires départis par sa Majesté pour l'e-
xecution de l'Edit de Nantes : Entre le Syndic
du Clergé du Diocèse d'Agen, demandeur d'u-
ne part; & les Ministres, Anciens du Consi-
stoire, & Habitans de la R. P. R. de la Ville
de Sainte Foy, & des lieux d'Aynesse, Loubez,
Gours, dit Leves, défenseurs d'autre, pour
raison de l'exercice public de ladite R. P. R.
esdits lieux, & démolition des Temples, lesdits
sieurs Commissaires à l'égard de Sainte Foy
sont demeurez d'accord que lesd. de la R. P. R.
ayant justifié y avoir eu ledit exercice es années
1596. & 1597. y doivent estre maintenus; mais
pour ce qui est desdits lieux d'Aynesse, Loubes,
& Gours dit Leves, ledit sieur Pellot a esté
d'avis que l'exercice de ladite R. P. R. y doit
estre interdit, & les Temples démolis; & le-
dit sieur Guignard au contraire, que les Habi-
tans de ladite R. P. R. desdits lieux doivent

estre maintenus & confirmez audit exerceice; & veu lesdits Partages sur les demandes de part & d'autre, les motifs desdits sieur Commissaires sur leur advis, ensemble toutes les Procédures & Pieces produites pardevers eux par les Parties. O U Y le Rapport: Et tout considéré. **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL,** suivant l'avis desdits Sieurs Commissaires pour le regard de Sainte Foy, a maintenu & confirmé les Habitans de ladite Ville faisant profession de ladite R. P. R. tant en la possession de leur Temple, que pour y continuer doresnavant l'exercice de leur dite Religion, ainsi qu'ils ont fait jusques à present; & quant ausdits lieux d'Aynesse, Loubes & Gours, dit Leves, sadite Majesté suivant l'avis dudit sieur Pellot, que les Temples qui y sont bastis, seront démolis de fonds en comble, par lesdits de la R. P. R. dans un mois, à compter du jour de la signification du present Arrest; ce faisant qu'ils pourront disposer des matériaux comme bon leur semblera, & à faute d'y satisfaire dans ledit temps, permet sa Majesté au Syndic du Clergé dudit Diocese d'Agen, & Habitans Catholiques desdits lieux d'Aynesse, Loubes, & Gours, dit Leves, de faire ladite démolition aux frais & dépens desdits de la R. P. R. auxquels sadite Majesté défend tres-expressement d'y faire à l'avenir aucun exercice public de leur dite Religion, à peine de desobeissance, & d'estre procedé contr'eux, ainsi qu'il appartiendra. Enjoint à son Gouverneur Lieutenant General en ladite Province de Guyenne, Intendant de Justice, & tous autres Officiers,



LE R O Y ayant esté informé des différens survenus entre le Syndic du Clergé du Diocèse de Grenoble , d'une part : Et les Ministres Anciens , & tous autres Habitans de la Ville de Grenoble , faisant profession de la Religion Prétendue Reformée d'autre , tant pour raison de l'exercice public de ladite R. P. R. en ladite Ville , que pour autres demandes faites par ledit Syndic , contre lesdits de la R. P. R. par un Cahier présenté au mois d'Aoust 1664. au Sieur Sarron de Champigny, depuis decedé , lors Conseiller ordinaire de sa Majesté en ses Conseils , & Intendant de Justice, Police & Finances en Lionnois , Forests , Beaujolois & Dauphiné , & au Sieur Charles Arbalestier de Monclar & de Beauport , Gentil homme de la R. P. R. Commissaires départis par sa Majesté , pour pourvoir dans lesdits Pais aux entreprises , innovations

& contraventions faites en iceux, tant à l'Edit de Nantes, & à celuy de 1629. qu'à autres Declarations données en consequence; sur lesquelles demandes lesdits Sieurs Commissaires s'estans trouvez partagez, sa Majesté se feroit fait représenter leur Procez verbal; & veu iceluy, les motifs desdits Sieurs Commissaires sur chacun article, ensemble leur avis: Copie de la Capitulation faite le 22. Decembre 1590. pour la reduction de ladite Ville, en l'obeissance de sa Majesté, portant que l'exercice libre de ladite R. P. R. pourra estre fait dans le Faux-bourg des trois Cloistres en tel lieu commode qu'il sera avisé: Copie des Lettres Patentes de Henry IV. du 18. Février 1591. portant confirmation de ladite Capitulation, verifiées au Parlement de Grenoble: L'article 2. de la Conferance de Nerac: Les articles de l'Edit de Nantes 9. & 12. Les productions dudit Syndic du Clergé de Grenoble, & desdits de la R. P. R. pardevant lesdits Sieurs Commissaires executeurs de l'Edit. Nouvelles productions des Parties audit Conseil. Requestes par elles présentées au Roy, pendant le mois de Juillet dernier, & réponses à icelles de part & d'autre, signées de leurs Avocats. Production nouvelle desdits de la R. P. R. mise en jugeant avec leur Requeste signée, Lorige, leur Avocat, ensemble les pieces y attachées; & entre autres l'original de l'instruction donnée par Louis XIII. au mois d'Octobre 1611. aux Commissaires députez pour pourvoir aux contraventions & inexécutions faites dans le Dauphiné audit Edit de

Nantes , & articles particuliers d'iceluy. Et
 en outre lesdites Parties entendues dans le
 Conseil : O U Y le Rapport; Et tout considéré.
LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL,
 voidant lesdits partages, a ordonné & ordonne
 ce qui s'ensuit.

P R E M I E R E M E N T.

Que d'oresnavant il ne pourra estre fait au-
 cun exercice public de ladite R. P. R. dans
 la Ville de Grenoble , & qu'à cette fin le Tem-
 ple qui est dans icelle , sera par lesdits de la
 R. P. R. démoli & razé jusques aux fonde-
 mens dans un mois après la signification qu'il
 leur sera faite du present Arrest , & en ce cas
 pourront disposer de la place dudit Temple ,
 & des materiaux d'iceluy , ainsi que bon leur
 semblera ; autrement & à faute de faire ladite
 démolition dans ledit temps , permet sa Maje-
 sté audit Syndic du Clergé de Grenoble de
 faire démolir ledit Temple aux dépens des-
 dits de la R. P. R. sauf à eux d'en bastir un
 autre dans le Faux-bourg des Trois-Cloistres
 de ladite Ville, en tel lieu commode qu'il sera
 avisé , ainsi qu'il est porté par l'Article deuxiè-
 me de ladite Capitulation de Grenoble , & ce
 par le Sieur le Gué , Conseiller de sa Maje-
 sté en ses Conseils , Maistre des Requestes
 ordinaire de son Hostel , & Intendant de Ju-
 stice esdits Pais , pour l'exercice public de la-
 dite R. P. R. estre fait audit lieu aux termes
 des Edits.

Fait sa Majesté tres-expresse défenses ausdits de la R. P. R. de ladite Ville de Grenoble, avoir aucunes Ecoles, mais leur permet d'en tenir des petites dans ledit Faux-bourgs des Trois-Cloistres, suivant l'article 37. des particuliers dudit Edit de Nantes.

I I I.

Ne pourront lesdits de ladite R. P. R. de Grenoble, estre admis dans la Charge de premier Consul qui sera toujours Catholique, mais à l'égard des autres, en sera usé ainsi qu'il a esté pratiqué jusques à present.

I V.

Ne pourront lesdits Consuls & Magistrats de ladite R. P. R. porter dans le Temple, ny aux lieux d'assemblée particuliere, les Robes rouges, Chaperons & marques Consulaires; & à l'égard des Ministres, ne pourront porter Robes & Soutanes, ny paroistre en habits longs, ailleurs que dans les Temples, conformément à l'article 8. de la Declaration de Février 1669.

V.

Fait sa Majesté tres-expresse défenses ausdits de la R. P. R. de mettre dans le Temple qu'ils bastiront audit Faux-bourg des Trois-Cloistres, & autres lieux d'Assemblées, tapis de quelque sorte que ce puisse estre, chargé de Fleurs-de-Lys & Armes de sa Majesté ou de ladite Ville, ny Peintures avec Fleurs-de-Lys, soit sur les bancs, murailles, vitres, ou autres lieux.

V I.

Comme aussi la Majesté fait tres-expresses défenses ausdits de la R. P. R. de mettre dans ledit Temple du Faux-bourg des Trois-Cloistres, la Chaire & Armes du sieur de l'Esdi-guieres, ny aux vitres & murailles.

V I I.

Comme aussi semblables défenses leur sont faites de se servir des Ministres étrangers, quoy qu'ils ayent Lettres de naturalité, mais seulement des Ministres qui seront naturels François.

V I I I.

Et quant au rang ou prestance pour les femmes des Ministres, Diacres & autres, il en sera usé comme par le passé.

I X.

Et à l'égard desdits de la R. P. R. qui seront condânez par Justice, ils pourront estre consolez & visitez par les Ministres dans les prisons, & y pourront faire prieres, pourveu toutefois qu'elles ne puissent estre entendues des autres prisonniers, sans les pouvoir accompagner par les rues. Permet néanmoins la Majesté ausdits Ministres de faire prieres publiques dans leur Temple, ou lieux destinez pour leur exercice, pour lesdits condânez. Et afin d'éviter les inconveniens qui pourroient arriver : Enjoint sadite Majesté au Gouverneur, & son Lieutenant General en Dauphiné, Intendant de Justice, & tous autres ses Officiers, de tenir la main à l'exécution & observation du present Arrest. FAIT AU CONSEIL D'ESTAT DU ROY, la Ma-

jesté y estant, tenu à Versailles ce premier jour du mois d'Aoust mil six cens soixante & onze. Signé, P H E L I P P E A U X.

~~~~~

**A R R E S T D V C O N S E I L D' E S T A T,**  
*portant interdiction d'exercice public  
 de la R. P. R. & démolition des Temples  
 à Vitré & à Viellevigne, Diocèse de  
 Rennes.*

**V**E U par le Roy estant en son Conseil, le Procez verbal des sieurs d'Argouges & Montboucher Sieur du Bordage, Commissaires Députez par Lettres Patentes de sa Majesté, du 2. Aoust 1662. pour informer en la Province de Bretagne des entreprises, contraventions, & innovations faites tant aux Edits de Nantes de 1629. qu'autres Declaratons faites en consequence, ledit Procez verbal du 1. Aoust 1664. & autres jours suivans : Contenant les direz & contestations des Habitans Catholiques de la Ville de Vitré, d'une part ; & des Habitans de ladite Ville faisant profession de la Religion Prétendüe Reformée, d'autre ; Les avis & motifs desdits Sieurs Commissaires sur les differens en question, les Actes & Pieces mentionnées audit Procez verbal, & les Productions respectives desdites Parties par eux préalablement veuës ; L'avis dudit Sieur d'Argouges estant que le Temple basti en ladite Ville de Vitré soit démoli, que tout exercice y cesse, attendu que le Sieur Duc de la Trimoüille fait profession de la Religion Catholique

que , Apostolique & Romaine , & en consequence que lesdits de la R. P. R. soient déboutez de leur Requête du 22. Février 1664. touchant les Sepultures ; & à l'égard des Tentures du devant de leurs maisons aux jours & Festes du Saint Sacrement, & autres, qui seront commandées , qu'elles seront faites aux frais de la Communauté par les soins des Officiers dudit Vitré , sans aucune opposition de la part desdits de la R. P. R. & celuy de Montboucher Sieur du Bordage , que l'exercice de ladite R. P. R. soit continué audit Vitré , avec défenses aux Catholiques de l'empescher , ny troubler en iceluy ceux de ladite R. P. R. sous les peines portées par les Edits ; Et en consequence, qu'il soit permis ausdits de la R. P. R. dudit Vitré , conformément à l'Arrest du Conseil du 19. Mars 1663. de faire les Convois & Enterremens de leurs morts , depuis le mois d'Avril jusqu'à la fin du mois de Septembre à six heures du matin , & à quatre heures du soir , auxquels Convois se pourront trouver trente personnes , s'il leur semble ; & enfin conformément à l'Article 3. des particuliers dudit Edit de Nantes & Arrests du Conseil des 9. Mars 1661. 22. Aoust 1663. & 27. Septembre 1664. que lesdits de la R. P. R. soient déchargez de tendre & parer le devant de leurs maisons aux jours des Festes ordonnées pour ce faire , notamment le jour du Saint Sacrement , ains souffrent simplement qu'il y soit rendu, sans y contribuer ; au bas duquel Procez verbal , & ensuite desdits avis est un jugement rendu par lesdits Sieurs Commissaires , le 22. Septembre 1665. sur la requeste.



& piéces y énoncées à eux présentées par les Habitans du Bourg de Velevigne faisant profession de la R. P. R. ladite Requête tendante à ce qu'ils fussent maintenus en la possession de faire leur exercice audit Bourg de Viellevigne au lieu & en la maniere accoustumée, & ledit jugement portant que le Temple basti audit lieu de Viellevigne seroit démoli, & que tout exercice de ladite R. P. R. y seroit interdit, fors celui qui est permis aux hauts Justiciers, par l'article 7. de l'Edit de Nantes, laquelle démolition lefdits de la R. P. R. seroient tenus de faire dans trois mois du jour de la signification qui leur seroit faite dudit jugement, sauf à eux à disposer des matériaux dudit Temple, ainsi qu'ils verront estre à faire, sinon, & à faute de ce faire, & ledit temps passé, que ladite démolition seroit faite à leurs frais; par lequel Procez verbal lefdits Sieurs Commissaires s'estans trouvez partagez en quelques unes de leurs opinions, ils auroient envoyé iceluy à sa Majesté, pour estre par Elle pourveu sur ledit partage, ainsi qu'Elle jugeroit devoir estre par Justice. Requête présentée ausd. Sieurs Commissaires par lefdits Habitans Catholiques de ladite Ville de Vitré, à mesme fin que l'avis dudit Sieur d'Argouges à l'égard du Temple. Deux Extraits du Synode national, tenu à Saurmur le 3. jour de Juin & suivans, l'an 1596. par l'un desquels appert que pour la Province de Bretagne, est comparu Maistre Pierre Merlin Ministre en l'Eglise de la Maison de Madame de Laval à Vitré, & le Sieur de Londauban ancien en ladite Eglise, & par l'autre que :

Province de Bretagne, en laquelle il n'y a qu'une Eglise, sera jointe à la Normandie. Extraits du Procez verbal des Sieurs Turquan & Cargrois, Commissaires Députez pour l'exécution de l'Edit de Nantes, dans le ressort du Parlement de Bretagne, des années 1600. 1601. & 1602. par lequel entre-autres choses appert qu'ils establirent le premier lieu d'exercice public de la R. P. R. en la Senéchaussée de Rennes au Village de Cligné, dépendant des Fiefs & Seigneuries de Vitré, qu'ils demanderent aux Députez de ladite R. P. R. s'il y avoit quelque chose à faire pendant qu'ils estoient en la Province, sans quoy ils se retireroient, & qu'ils auroient receu lettre, premierement pour se transporter audit Vitré, où ils avoient envoyé leurs bagages, & autres Lettres ensuite, par lesquelles ils estoient contremandez. Dire fourni le 26. Septembre 1628. par le nommé le Moyne Sieur de la Gasnais, comme Procureur general de tous ceux de la R. P. R. dudit Vitré, contre les Catholiques dudit lieu, par lequel entre-autres choses il soustenoit qu'ils ont fait l'exercice de ladite R. P. R. tant en plusieurs Maisons particulieres, qu'en la Salle du Chasteau & en la Halle. Sentence renduë au Presidial de Rennes le 15. Novembre 1608. entre Jean Lepaigneul Prestre, Recteur de l'Eglise Nostre-Dame de Vitré, Olivier du Verger, René Thomin, & Gilles le Moyne, Tresoriers de ladite Eglise, d'une part; & ledit Guillaume le Moyne Sieur de la Gasnais, d'autre; portant entre-autres choses, que ledit Guillaume le Moyne représenteroit la

Procuration qu'il prétendoit avoir de ceux de ladite R. P. R. de Vitre. Imprimé d'Arrest du Conseil d'Estat de sa Majesté, du 11. Janvier 1657. portant entr'autres choses, que les Temples establis par les hauts Justiciers, seront démolis lors que le Seigneur ou ses Successeurs dans la terre seront Catholiques, & que ceux de ladite R. P. R. qui acqueront de ses Domaines, ne pourront en consequence de leur adjudication & engagement establis aucun Presche és lieux qui leur seront adjugés sous pretexte de la haute Justice comprise esdites adjudications. Autre imprimé d'Arrest dudit Conseil d'Estat, du 7. Aoust 1662. portant entr'autres choses, que tant les Habitans de ladite R. P. R. du lieu de Saint Dezery, que tous autres lieux, prouveront par Actes que l'exercice de ladite Religion a esté fait ausdits lieux durant les années requises par l'Edit, & conformément à iceluy, sans que lesdits Habitans puissent le prouver par témoins. Autre imprimé d'Arrest du Conseil d'Estat, du 7. Septembre 1663. portant entre autres choses, que les Habitans de la Ville d'Alençon de la R. P. R. prouveront par titres valables & authentiques, que l'exercice de ladite R. P. R. a esté fait en icelle aux années 1596. & 1597. & que cependant le Temple estant dans l'enclos de ladite Ville demeurera fermé. Autre imprimé d'Arrest du Conseil d'Estat, portant entr'autres choses, que le Temple desdits Habitans de la R. P. R. qui est dans ladite Ville d'Alençon, sera abatu & démoli, à eux néanmoins permis d'en faire

bastir un autre à l'extrémité de l'un des Faux-bourgs de ladite Ville. Autre imprimé d'Arrest dudit Conseil d'Estat, du 23. Avril 1665. portant entr'autres choses, que le Temple basti au Mesnil Imbert, sera démoli. Autre imprimé d'Arrest dudit Conseil d'Estat, dudit jour 23. Avril 1665. portant entr'autres choses, que le Temple basti à l'Indebœuf, sera pareillement démoli. Livre relié en parchemin, fait par Pierre Marcha Sieur de Pras, intitulé Discipline des Ministres renversée. Livre relié en veau, contenant les Baptêmes qui ont esté faits en l'Eglise Prétendue Reformée de Vitré, dont le premier Ecrit est du 26. Juillet 1560. & le dernier du 28. Juillet 1585. Les Mariages dont le premier Ecrit, est du 24. Novembre 1561. & le dernier du 21. Juillet 1585. & les Decez & Enterremens, dont le premier Ecrit est du 12. May 1579. & le dernier du 18. Juin 1584. Extrait d'extrait des Articles & Faits particuliers arrestez au Synode Provincial de Bretagne, tenu à la Rochebernard le 23. Février 1563. contenant entr'autres choses, qu'il avoit esté resolu que le Sieur Pasquier exerceroit le Ministère à Vitré. Autre Extrait d'extrait des Articles, Memoires & Faits particuliers, arrestez au Synode Provincial de Bretagne, tenu à Ploërmel le 21. Février & jours suivans 1565. l'intitulé duquel fait mention que le Ministre de Vitré y a assisté avec un ou deux Anciens. Cahier de papier intitulé. Ce sont les Points & Articles promis & accordez en la Maison Commune de la Ville de Vitré, par les Habitans d'icelle, tant de la Religion

Catholique , que Nouvelle , pour la conservation de leur paix. Union des Habitans de ladite Ville & manutention du service du Roy , signé enfin Novesi , Laddier , & Couldray , du 18. Avril 1569. Quittance du nommé Berny , du 12. Juin 1572. des sommes y mentionnées , reçues du nommé Mathurin le Moyne. Feuille de papier, signée le Moyne, intitulée: Recueil des Comptes tenus en l'Eglise Reformée de Vitré, des deniers des pauvres , tant à charge que décharge , depuis le 28. Juin 1576. jusqu'au 22. Mars 1599. Compte de ce qui estoit deub audit Berny Ministre de ladite Eglise Prétendue Reformée de Vitré , du 25. Novembre 1580. pour reste des gages de son Ministère de l'année 1572. ensemble des sommes que ledit Berny avoit reçues de ladite Eglise , ledit Compte signé enfin Jacques le Fort. Quittance dudit Berny , du 16. Septembre 1581. de tout ce qui luy estoit deub par ladite Eglise Prétendue Reformée de Vitré , pour sa subvention & entretien de tout le temps qu'il a presté son Ministère à ladite Eglise. Petit Registre non couvert , intitulé : Le Papier tant de la Recepte , que de la Distribution des deniers donnez aux Pauvres de l'Eglise Reformée de Vitré , commençant le premier jour de Janvier 1583. au bas duquel est l'arresté de Compte fait en ladite Ville , le 30. Janvier 1597. par Parant, le Moyne & autres Ministres , au profit de Jean Grasset Sieur de la Villegirard Diacre de ladite Eglise , qui en avoit fait la recepte & distribution. Compte rendu par M. Noüail Perruquet , dit Malloiniere Ministre , de la dépence qu'il a fait.



55

au nom de ladite Eglise Prétenduë Reformée de Vitré, depuis le 20. Septembre 1583. jusque au dernier Octobre audit an, ensuite duquel est la Verification d'iceluy, signée le Fort & le Moyne, & enfin la Quittance dudit Perruquet de la somme de cinquante-deux livres dix sept sols dix deniers, à quoy se montoit à plus près ladite dépense. Deux autres Memoires de mises & dépenses faites par ledit Perruquet Ministre dudit Vitré, & de luy signés, au bas & dos desquels sont les Quittances, des sommes y mentionnées, des 25. Avril & 12. Novembre 1584. Feuille de papier en forme de Compte, écrite aux deux pages du milieu, & signée dudit Perruquet, enfin de chaque page, l'une contenant ce que ladite Eglise de Vitré luy doit, & l'autre ce qu'il a receu d'elle, du 18. Novembre 1584. Quatre Quittances dudit Perruquet en trois demy-feuillet de papier des sommes par luy receuës dudit Mathurin le Moyne à luy deuë par ladite Eglise de Vitré pour sa subvention, à raison de quatre cens livres par an, des 3. Avril & 16. May 1585. 11. & 13. Decembre 1590. Autre petit Registre non couvert, contenant plusieurs Baptêmes, dont le premier écrit est du premier Juillet 1590. & le dernier du 22. Decembre 1592. lesdits Baptêmes faits tant par Buisson Ministre à Messé en Caligny Pais de Normandie, exerçant sa Charge à Vitré, que par Perruquet & Merlin Ministre en la Maison de Laval. Mariages faits au Chasteau dudit Vitré, dont le premier écrit est du 19. Juillet 1590. & le dernier du 24. Septembre

1592. Decez & Enterremens faits au Cimetiere de Nostre-Dame de Saint Martin, dont le premier écrit est du 12. Aoust 1590. & le dernier du 5. Novembre 1592. Lettre de Cachet du Roy Henry IV. adressante aux Ministre & Anciens de ladite Eglise de Vitré, & autres circonvoisins, du 24. Octobre 1592. par laquelle entr'autres choses, il les excite à secourir d'argent la Ville de Genève, que le Duc de Savoye avoit dessein de bloquer. Quit-tance des Ministres dudit Genève, du 16. Novembre 1592. de 120. écus sol, receus de François le Fort, de Vitré en Bretagne, habitant lors a Londres, laquelle somme l'Eglise Prétendue Reformée dudit Vitré leur avoit envoyée pour le secours & entretenement des Pauvres dudit Genève, reçu du nommé le Moyne, comme Exécuteur testamentaire dudit Perruquet, de la somme de vingt-un écus cinquante & trois sols quatre deniers tournois deubs audit défunt, pour un sixième de la subvention à luy deuë à cause de sa Charge, laquelle il finit le premier Avril 1591. dont ledit le Moyne promet acquiter ladite Eglise dudit Vitré envers les heritiers dudit défunt, du premier Decembre 1593. Livre relié en parchemin commençant d'un costé, 1593. ce sont les Mariages, dont le premier écrit est du 5. Janvier audit an 1593. & le dernier du 15. Février 1665. & de l'autre 1593. les decez de ceux & de celles de Vitré estant de l'Eglise Prétendue Reformée, dont le premier écrit est du 4. Avril audit an 1593 & le dernier du 30. Janvier 1665. Autre Livre relié en parchemin, commençant par ces

mots : Au Nom de Dieu 1593. ce sont les Bap-  
 têmes , dont le premier écrit est du 10. Jan-  
 vier audit an 1593. & le dernier du 2. Octobre  
 1659 Quatre Lettres missives écrites aux Mi-  
 nistres & Anciens de l'Eglise Prétendue Re-  
 formée de Vitré , des 20. Mars 1593. 22. May,  
 10. & 12. Juin 1594. tant par le Ministre Beze ,  
 que par les Syndics & Conseil dudit Genève ,  
 & les Diacres de la Bource des pauvres estran-  
 gers François , pour les remercier des sommes  
 à eux envoyées par ladite Eglise Prét. Ref.  
 de Vitree. Compte arreité entre ladite Eglise  
 Prétendue Reformée de Vitré , & Maistre Jean  
 Parent , lors Ministre en icelle , tant des sub-  
 ventions à luy deuës , que des sommes par  
 luy receuës , & ce pour le temps de sept ans  
 huit mois , à commencer du 14. Mars 1594.  
 jusqu'au 15. Novembre 1601. clos le 10. Aoust  
 1603. Memoire signé de la dépense mise faite  
 au voyage du Synode , tenu à Saumur au com-  
 mencement de Juin 1596. Estat des Pasteurs  
 & Proposans , lors actuellement servans , ou  
 destinez pour servir aux Eglises Prétendues Re-  
 formées de Bretagne , dressé au Synode , tenu  
 en l'Eglise Prétendue Reformée de Rennes ,  
 dans lequel est nommé du Preau Ministre de  
 Vitré , du 28. Decembre 1601. ledit Estat si-  
 gné Oyseau , Modérateur de l'action dudit  
 Synode , & Pinceau Scribe. Procez verbal du  
 Senéchal de Rennes , du 17. Novembre &  
 jours suivans 1608. fait à la Requête de Guil-  
 laume le Moyne Procureur General desdits  
 Habitans Prétendue Reformée de Vitré , au  
 sujet de la construction de leur Temple dans

icelle, contenant l'opposition des Catholiques, & appellation des assignations à eux données devant ledit Senéchal, & de tout ce qui s'est fait en consequence. Requête présentée au Conseil par lesdits de la R. P. R. de Vitré, du 16. Decembre audit an, tendante à ce qu'attendu la possession & jouissance paisible dans laquelle ils sont d'avoir exercice public en ladite Ville de Vitré, non seulement es années 1596. & 1597. mais auparavant, il pleût à sa Majesté leur permettre de faire construire un lieu d'exercice public en la place accordée par le Sieur de Laval & la Dame de Fervaque sa mere, ou aux maisons par eux acheptées à la persuasion desdits Sieur & Dame, avec défenses aux Catholiques de les y troubler, au bas est l'Ordonnance, portant qu'elle seroit communiquée. Commission sur ladite Requête, du 16. desdits mois & an. Exploit de signification desdites Requête & Commission sur icelle fait ausdits Catholiques le 27. desdits mois & an. Sommation faite à Michel Bruneau, gardien moderne des clefs des portes de la grande Halle de la Ville de Vitré, à la Requête de Guillaume le Moyne, au nom & comme Procureur General de tous ceux de la R. P. R. de ladite Ville, du 20. Decembre 1608. de tenir les deux portes de ladite Halle ouvertes aux jours & heures ordinaires de leur exercice, en la maniere accoustumée, ladite Sommation contenant sa réponse, sçavoir qu'on luy avoit défendu d'ouvrir lesdites portes, sur peine d'estre chassé. Requête présentée aux Juges de la Cour de Vitré par

ledit le Moyne audit nom , du 21. Decembre  
 audit an 1608. tendante à qu'il luy fût permis  
 de faire appeller ledit Bruneau pour se voir faire  
 défense de troubler lesdits P. R. en leur exerci-  
 ce , avec commandement de tenir lesdites deux  
 portes ouvertes en la maniere accoustumée : au  
 bas est l'Ordonnance à mesmes fins, & exploir  
 • d'assignation donnée en consequence , du 22.  
 desdits mois & an. Sentence renduë par lesdits  
 Juges en la Cour de Vitré du 23. desdits mois  
 & an , portant qu'il seroit communiqué du fait  
 en question au Procureur Fiscal de ladite Cour.  
 Arrest du Conseil d'Etat intervenu en conse-  
 quence du 24. Mars 1609. par lequel est ordon-  
 né que par le Lieutenant du Seneschal de Ren-  
 nes, parties appellées , il seroit dressé Procez  
 verbal de la visitation qui seroit faite du lieu  
 commode qui se pourroit trouver dans lad. Vil-  
 le pour la construction & cōtinuation de l'exer-  
 cice de lad. Religion, pour iceluy veu, estre or-  
 donné par sa Majesté ce que de raison. Com-  
 mission sur ledit Arrest desdits jour mois & an.  
 Procez verbal fait en execution desdits Arrests  
 & Commission par le sieur de Jartiere Lieute-  
 nant dudit Seneschal de Rennes du 25. Avril  
 1609. & autres jours suivans contenant les direz  
 & contestations des parties, & son Ordonnan-  
 ce , par laquelle entr'autres choses acte est ac-  
 cordé aux Catholiques de l'opposition par eux  
 formée à la description des Fauxbourgs joi-  
 gnant la Ville. Autre Arrest dudit Conseil du  
 19. Decembre audit an , intervenu sur ledit  
 procez verbal fait par ledit Seneschal de Ren-  
 nes, par lequel sa Majesté auroit permis aus-



dits de la R. P. R. de bastir & construire un lieu  
 propre pour faire l'exercice de ladite Religion,  
 en la place ou sont les deux maisons acquises  
 par ledit le Moine; à la charge que l'entrée se-  
 roit éloignée de cinquante toises de l'Eglise de  
 Nostre-Dame, sans qu'ils puissent faire aucune  
 ouverture sur la grande rue, si mieux n'aimoient  
 les Catholiques bailler un autre lieu commode  
 dans l'enclos de ladite Ville, sur lequel ils puis-  
 sent faire bastir ledit Edifice, ce qu'ils seroient  
 tenus d'opter dans deux mois, autrement ex-  
 clus. Autre procez verbal du sieur de Chenon  
 Lieutenant General de Guerrande du 31. Mars  
 1610. fait en execution dudit Arrest du 19. De-  
 cembre 1609, contenant les comparutions, di-  
 res & contestations des Parties, & au bas son  
 Ordonnance, par laquelle sur la mise en posses-  
 sion desdites deux maisons, pour y bastir un  
 lieu d'exercice, de laquelle lesdits Catholiques  
 auroient appelé acte de leur appellation leur est  
 accordé. Commission de sa Majesté adressante  
 au Sieur Loysef President au Parlement de Bre-  
 tagne, pour mettre lesdits de la R. P. R. en posses-  
 sion réelle & actuelle desdites deux maisons  
 conformément audit Arrest, nonobstant opposi-  
 tions ou appellations quelconques du 25. Fé-  
 vrier 1611. Coppie collationnée d'ordonnance  
 dudit sieur Loysef du 12. Mars 1611. pour assi-  
 gner lesdits Catholiques de Vitre à comparoir  
 devant luy pour proceder en execution de ladite  
 Commission: au bas est autant de l'exploit d'as-  
 signation donnée en consequence, des 14. & 15.  
 desdits mois & an. Exploit de reassignation  
 donnée ausdits Catholiques du 18. Mars audit

an. Extrait du Procez Verbal dudit sieur Loy-  
 sel rendu en consequence , du 19. Mars audit  
 an , contenant les direz & contestations desdi-  
 tes Parties; & son Ordonnance au bas , par la-  
 quelle sur les appellations & oppositions faites  
 par lesdits Catholiques , les Parties auroient  
 esté renvoyées au Conseil. Arrest dudit Con-  
 seil du 29. Avril audit an, rendu en consequence  
 dudit renvoy , par lequel auroit esté permis aus-  
 dits de la R. P. R de Vitré de faire continuer  
 & parachever leur Edifice & bastiment pour  
 leurdit exercice , sur lesdites deux maisons jus-  
 ques à entiere & parfaite construction d'iceluy,  
 nonobstant oppositions ou appellations faites  
 ou à faire par lesdits Catholiques , lesquels sa  
 Majesté auroit déclaré décheus de l'option à eux  
 deferée par le susdit Arrest, faute d'y avoir satis-  
 fait dans le temps à eux prefix par iceluy. Com-  
 mission sur Arrest , Exploit de signification d'i-  
 celuy ausdits Catholiques à la Requête desdits  
 P. R. du 26. Juin audit an. Coppie d'Arrest du  
 Conseil Privé du 9. Aoust 1641. rendu sur la  
 Requête de René Hodemon , Prestre Recteur  
 de la Parroisse de Vitré , portant qu'aux fins de  
 ladite Requête ses Parties seroient assignées  
 audit Conseil, pour elles ouies estre ordonné ce  
 qu'il appartiendra , ledit Hodemon pris cepen-  
 dant en la protection & sauvegarde de sa Maje-  
 sté : au bas est autant de l'Exploit d'assignation  
 donnée en consequence le 25. Aoust audit an  
 ausdits P. R. de Vitré à comparoir audit Con-  
 seil , pour proceder aux fins de ladite Requête  
 inserée audit Arrest. Lettres de compulsoire ob-  
 tenuës en Chancellerie le 16. Septembre 1641.  
 par lesdits P. R. pour avoir copie des pieces ne-

cecessaires en l'Instance d'entr'eux & ledit Hodemon le 25. Octobre audit an , à comparoir en l'Auditoire de ladite Ville de Vitré , pour de là se transporter ou besoin sera, & estre procedé au fait du Compulsoire mentionné ausdites Lettres. Procez verbal des pieces compulsées fait en consequence, du 26. Octobre audit an , par Jean Becheu Sergent Royal & d'Armes en Bretagne hereditaire à Vitré , lescdites pieces représentées par le nommé de Gennes , au nombre de 19. & quatre papiers & Registres, le tout concernant tant l'établissement desdits Habitans & profession par eux faite de ladite R. P. R. en ladite Ville de Vitré , que la possession & installation de leur Temple sis en ladite Ville de Vitré. Arrest dudit Conseil Privé du 24. Janvier 1642. rendu contradictoirement entre ledit Hodemon demandeur & lescdits P. R. de Vitré , René Noail Senéchal, Jean de Grimaudet, Georges de Fretart Tresorier de l'Eglise Collegiale de la Magdelaine, & Michel du Verger Procureur Syndic de la Communauté de Vitré défendeur d'autre , Jean le Moyne alloüé en la Jurisdiction ordinaire de la Baronnie de Vitré, & Lieutenant general des Eaux & Forests intervenant d'autre part , par lequel sa Majesté faisant droit sur l'Instance en ce qui concerne ledit Temple desd. de la R. P. R. de lad. Ville de Vitré, auroit ordonné qu'en baillant & délivrant par lescdits Catholiques ausdits P. R. de ladite Ville en l'un des Fauxbourgs d'icelle , une place telle que lescdits Catholiques voudront choisir, de pareille consistance que celle qui estoit lors occupée par le Temple desdits P. R. & payant par lescdits Catholiques le prix des Baux, aux ra-

baïs qui seront faits pardevant le plus prochain Juge Royal en présence du Syndic desdits P. R. de la construction & bâtiment sur ladite place d'un autre Temple de pareille structure, largeur & longueur que celuy qui estoit lors, & apres que ledit nouveau Temple seroit entierement basti, & non plûtoſt, lesdits P. R. seroient tenus quitter & délaisſer ledit Temple par eux occupé en ladite Ville, & se rerirer audit nouveau Temple pour l'exercice de ladite P. R. Lequel ancien Temple serviroit à l'avenir de Maison cōmune pour ladite Ville, ou tel autre usage public qui seroit jugé cōvenable, & en conſequēce, que lesdits Habitans Catholiques seroient remboursez des ſommes qui leur auroient eſté par eux avancées pour l'achapt de ladite place & bâtiment dudit nouveau Temple, sur les deniers communs & d'oſtroy en une ou plusieurs années, jusques à leur entier remboursement, à quoy faire les Receveurs desdits deniers d'oſtroy contraints par les voyes ordinaires & accouſtumées & ne pourroit eſtre ledit nouveau Temple en la Justice cenſive & dependance de Seigneurs Ecclesiastiques, ny en aucun lieu qui ne fuſt diſtant de cinquante toiſes pour le moins à 6. pieds la toiſe, des Eglises, Chapelles, & autres lieux Sacrez de ladite Ville & Fauxbourgs, & autres lieux, ſuivant les Arreſts & Reglemens, que les Parties ſe pourvoiroient en ladite Cour de Parlement de Rennes, pour raiſon des pretendus deſordres arrivez en ladite Eglise & Parroiſſe de Noſtre Dame de Vitré la Feſte de Noël 1640. dont la plainte estoit pendante & indeciſe en ladite Cour & en la Chambre de



l'Edit de Paris sur l'appel de la Sentence dudit le Moyne du 2. Janvier 1641. pour le regard de la Tombe & Sepulture, & avant faire droit sur les autres differents desd. parties sa Majesté auroit pareillement ordonné que le sieur Duc de la Trimouille, Seigneur & Baron dudit Vitré, seroit assigné audit Conseil au mois, écriroient & produiroient lesdites Parties tout ce que bon leur sembleroit, dans quinzaine apres, pour au rapport du Commissaire à ce Deputé, leur estre fait droit ainsi que de raison : & cependant par maniere de provision & sans préjudice du droit desdites Parties au principal, que ledit le Moyne alloüé opjneroit en mesme rang és assemblées de ladite Maison de Ville, & que ledit Hodemon Curé ou Vicaire perpetuel de lad. Eglise Nostre-Dame de Vitré, ses Collegues & Successeurs audit Benefice, y auroient rang, Séance & voix deliberatives avant toutes personnes Laiques, à la reserve desdits Seneschal, Alloüé & Procureur Fiscal, tels & semblables qu'ils les avoient avant ledit Reglement dudit sieur Duc de la Trimouille du 24. May lors dernier, ledit Hodemon mis cependant en la protection & sauvegarde de sa Majesté. Acte d'Assemblée signée Garault Greffier d'Office à Fougères, tenuë par lesdits Habitans Catholiques de Vitré le 7. May 1642. portant que l'emplacement qui est au dessus de la maison dépendante de l'Hospital dás le haut du Fauxbourg du Rachapts, seroit achetée pour y bastir un nouveau Temple. Acte d'assemblée signé Bidault Greffier, tenuë par les Administrateurs dudit Hospital, portant qu'il seroit vendu une piece de Terre située audit Fauxbourg



bourg des Rachapts appartenante audit Hospi-  
tal pour y bastir le nouveau Temple. Coppie  
d'Arrest du Conseil Privé du Roy du 16. Decem-  
bre 1642. rendu sur la Requeste dudit Hode-  
mon, tendante à ce que l'Arrest du Conseil du  
24. Janvier lors dernier, fût executé selon sa  
forme & teneur, ce faisant que pour proceder  
sur les appellations & oppositions faites en con-  
sequence, ledit sieur Duc de la Trimouille & les-  
dits P. R. seroient assignez au Conseil, par le-  
quel Arrest auroit esté ordonné qu'aux fins de  
ladite Requeste les Parties seroient assignées au  
Conseil au mois, pour estre sommairement  
ouïes pardevant le sieur Rapporteur d'iceluy,  
pour à son rapport leur estre fait droit ainsi que  
de raison, au bas est autant de la Commission  
expediée sur iceluy, & assignation donnée en  
consequence le 9. de Février 1643. Autre Acte  
d'Assemblée signé dudit Bidault, tenuë par les-  
dits Catholiques de Vitré le 9. Aoust 1643. par  
lequel auroit esté deliberé apres avoir remercié  
ledit Hodemon & autres des soins & peines  
qu'ils ont pris pour maintenir les interets de la  
Religion Catholique, qu'au plustost l'estat de  
leurs frais seroit examiné par le sieur Evêque  
de Rennes. Arrest dudit Conseil d'Estat du 19.  
Aoust 1643. signé de Lomenie, portant qu'à la  
diligence & frais desdits Catholiques, il seroit  
basty un Temple de pareille structure. longueur  
& largeur que celuy qui estoit lors possédé par  
lesdits P. R. au lieu & emplacement designé  
sur le plan de ladite Ville & Fauxbourg de Vitré  
distant de 150, toises de ladite Eglise Nostre-  
Dame, auquel nouveau Temple se retireroient

lesdits P. R. apres qu'il seroit entierement fait & parachevé, & quitteroient ledit ancien Tēple pour servir de Chapelle ou Auditoire, en conséquence de quoy lesd. Habitans seroient rēboursez des avances qu'ils auroient faites, sur les deniers communs & d'octroy de lad. Ville, & par preference des avances qu'ils auroient faites, tant pour la construction dudit nouveau Temple, que pour celuy commencé lors à bastir au Fauxbourg des Rachapts dudit Vitré, dont ils pourroient prendre & transporter les materiaux pour s'en servir si bon leur sembloit. Commission sur ledit Arrest. Copie d'autre Arrest dudit Conseil d'Estat du 12. Février 1644. par lequel sa Majesté auroit entr'autres choses ordonné qu'à la diligence & frais des P. R. il seroit basti un nouveau Temple pour l'exercice de leur Religion, de telle structure, longueur & largeur que bon leur sembleroit, dans le Jardin du nommé Leurot, situé en la rue de la Folie près la Fauxbourg de la Hel-lerie, dedans la saint Jean lors prochaine, & que ledit jour venu ils seroient depossédez de leur ancien Temple situé en ladite Ville, duquel une portion convenable seroit employée en Chapelle, & le surplus serviroit d'Auditoire pour les Juges dudit lieu, pour l'execution duquel Arrest sa Majesté auroit commis le sieur de Marbœuf President au Parlement de Rennes, au bas est autant de la Commission expediee sur ledit Arrest adressante audit Sieur, & ensuite l'Exploit de signification d'iceluy du 3. Mars audit an. Copie collationnée par du Chemin & Bohuon Notaires Royaux, du Procez verbal dudit sieur de Marbœuf du 18. Avril 1644. contenant son

transport de ladite Ville de Rennes en celle de Vitré , pour l'exécution du susdit Arrest du 12. février 1644. Requête présentée ausdits sieurs Commissaires par les P. R. de Vitré, tendante à ce qu'ils soient maintenus en la possession de leur Temple, pour y continuer l'exercice de leur Religion. Autre Requête aussi présentée ausdits sieurs Commissaires par les Catholiques dudit lieu , servant de contredits à la production desdits P. R. Salvations desdits P. R. fournies devant lesdits sieurs Commissaires. Livre relié en Parchemin , intitulé la Discipline des Eglises Reformées de France. Cahier de papier signé le Moyne , en l'absence dudit le Fort Scribe du Consistoire dudit Vitré , contenant entr'autres choses Lettres du Roy Henry III. du 11. May 1578. par lesquelles il appert qu'ayant permis au Roy de Navarre de lever une somme de deniers sur toutes les Eglises P. R. de France, qui avoient precedé l'Edit de 1577. ayant eu un département pour la Bretagne , il fit son adresse à Messieurs de l'Eglise Reformée de la Generalité de Bretagne. Cahier signé le Moyne, Ricarel & Grasser , intitulé Roolle des personnes de l'Eglise P. R. de Vitré, qui ont moyen de payer la taxe des deniers que Maistre Nicolas Pageot à Commission du Roy de lever sur ceux de ladite Religion , pour le payement des debtes par eux faites durant l'an 1577. par lequel appert qu'il y avoit 570. personnes qui contribuoient dans Vitré. Acte du Synode national tenu à Gergeaule 9. May & jours suivans 1601. par lequel appert au feüillet premier, que pour la Province de Bretagne lors unie avec celle de

Normandie, Jean Parant Ministre dudit Vitré a assisté audit Synode. Acte de l'Assemblée tenue à Blain le 7. Novembre 1599. par lequel entr'autres choses appert que pour l'Eglise de Vitré, ledit Parant auroit assisté à ladite assemblée, ledit Acte signé du Plessis, Monlin & Oyseau. Requeste desd. P. R. afin de réception desd. pieces quatre, au bas de laquelle est l'Ordonnance du Conseil portant reception d'icelle du 25. Janvier 1669. & la signification faite à l'Avocat de la partie adverse. Requeste desdits Catholiques signée M. Billon député de la Ville de Vitré du 31. Janvier audit an, signifiée lesdits jours, mois & an, servant de réponse à ladite Requeste des P. R. & portant reception d'un Imprimé d'Arrest dudit Conseil du 19. Janvier 1665, qui ordonne la démolition des Temples de Blain, Sion, & Ploër. Repliques desdits P. R. du 7. Février audit an, à la réponse desdits Catholiques. Employ des pages 15. 40. 45. & 46. dudit Procez verbal en la Senéchaussée de Rennes, pour establir le droit d'exercice des P. R. de Vitré. Registre & papier domestiques d'Isaac le Fort inventorié par autorité de Justice, par lequel appert que Baptême du nommé Godard fut fait le 22. Septembre 1596. en la grande cohue de Vitré, & que le Parant Ministre y a fait plusieurs Baptêmes jusqu'en l'an 1611. Requestes des P. R. afin de réception desdites pieces, au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit Conseil du 7. Septembre 1669. portant; soient lesdites pieces receuës, & la signification d'icelles desdits jours, mois & an. Requeste de contredits desdits Catholiques du 14. Février



audit an signifiée lesdits jour, mois, & an. Repliques desdits P. R. signifiées le 22. Février audit an, Dupliques desd. Catholique signifiées le 16. Avril 1671. Acte d'assemblée generale des Habitans dudit Vitre tenuë en la Maison de Ville le 10. Avril 1562. apres Pasques, contenant qu'en consequence des Lettres du Duc d'Estampes Gouverneur pour le Roy en Bretagne, le sieur Despinay se seroit transporté avec plusieurs Gentilshommes en ladite Ville pour prendre garde quelle ne fut surprise, & se seroit fait donner les clefs d'icelle, en laquelle Assemblée le nommé Bodinais auroit comparu pour ceux de la Nouvelle Religion, & auroit dit que de leur part le Roy seroit craint & obey, & ledit sieur Despinay en ce qu'il ordonneroit. Requête présentée par lesdits P. R. de Vitre à la Dame de Laval, tendante entr'autres choses à ce qu'estant en droit par l'Edit de Nantes audit Vitre de faire exercice public de leur Religion, & n'y ayant aucun lieu commode, sinon dans la grande place où lesdits sieurs Commissaires faisoient difficulté de leur y delivrer un lieu sans son consentement, ils la supplioient de le leur accorder ensuite de laquelle est le consentement de ladite Dame, écrit & signé de sa main le 2. Novembre 1600. & de celle de son Fils le 3. Juillet 1605. Employ de l'Arrest du Conseil du 29. Decembre 1605. obtenu par lesdits P. R. portant que par le Seneschal de Rennes il seroit informé de la commodité ou incommodité que l'établissement d'un Temple pourroit apporter dans ladite Ville, pour ladite information veuë estre ordonné ce que de raison. Requête desdits P. R.



afin de reception desdites pieces , en suite de laquelle est l'Ordonnance dudit Conseil du 2. Mars 1671. portant, soient les pieces receuës & la signification au bas du 3. de Mars audit an. Response desdits Catholiques signifiée le 4. d'Avril 1671. Lettre de la Dame Charlotte de Nassau écrite ausdits Habitans , faisant profession de ladite Religion Catholique de Vitré , par laquelle elle reconnoist que les Catholiques n'opposoient la construction qu'elle vouloit faire d'un Temple pour l'exercice de ladite R. P. R. que sur la creance qu'ils avoient , que ny elle ny lesdits P. R. n'avoient aucun droit par l'Edit. Requête desdits Catholiques afin de reception de ladite piece , en suite de laquelle est l'Ordonnance du Conseil du 22. Juillet 1671. portant soit la piece receuë ; & au bas de la signification du 22. Juillet audit an. Lettre de la Dame Duchesse de la Trimoüille adressante aux Pasteurs, Anciens & Chefs de famille de l'Eglise P. R. de Vitré , contenant qu'elle fera prendre soin de la conduite du bastiment du nouveau Temple , & qu'elle en fera les avances , du 2. Mars 1644. Copie collationnée par de Lespine & du Rosoy Notaires audit Vitré, d'un Acte du 5. Juin 1644. par lequel en consideration de ce que ladite Dame s'estoit chargée de faire lesdites avances , lesdits P. R. luy cedent & transportent 10500. livres à eux deubs sur les deniers communs de ladite Ville dont elle se fera payer. Copie collationnée par lesdits Lespine & du Rosoy, d'un traité fait entre ladite Dame autorisée de son mary & ceux de ladite R. P. R., par lequel lesdits P. R., auroient reconnu

estre dans l'impuissance d'avancer ladite somme de 10500. livres & prient ladite Dame moyennant la subrogation en leurs droits , de toucher lad. somme, & de faire bastir led. Temple, quoy fait , elle reconnoist qu'il appartient ausdits P. R. & ny pretend aucune chose ny aux dépendances d'iceluy. Procuration de ladite Dame de la Trimouille du 21. Avril 1646. verifiée par son mary le 23. May suivant , donnée au sieur Grimaudet leur Inetndant , portant pouvoir de toucher du Receveur des deniers communs, en un ou plusieurs payemens , ce qui luy étoit deub de reste pour son remboursement de ladite somme de 10500. livres par elle avancée pour ledit bastiment. Quittance dudit Grimaudet du 27. Février 1647. de la somme de 2580. livres, donnée audit Receveur des deniers communs. Memoire de compte & calcul signé de Lespine Notaire, sous-signé des payemens faits à valoir sur ladite somme de 10500. livres & de ce qui estoit deub de reste d'icelle, tant en principal qu'interests par les députez de Vitré, du 20. Octobre 1647. au pied duquel est la quittance generale du reste de lad. somme de 10500. livres & interests payez & remboursez des deniers de la Comunauté de Vitré du 22. desdits mois & an. Extrait legalisé le 27. Avril 1671. tiré du Synode national tenu dans la Ville de Montauban le 15. Juin 1594. par lequel entr'autres choses appert que les Consistoires des Maisons des Princes & Seigneurs sont separés des Consistoires des Eglises où ils resident à temps. Requeste desdits P. R. afin de reception desdites pieces , en suite de laquelle est l'Ordonnan-

ce du Conseil, du dernier Juillet 1671. portant; soient les pieces receuës , & au bas la signification d'icelle desdits jour , mois & an. Escritures & Productions desdites Parties , & tout ce que par elles a esté mis par devers le sieur Poncet Conseiller ordinaire de sa Majesté en tous ses Conseils , & Direction de ses Finances , Commissaire à ce Deputé par sa Majesté: Oü y son Rapport apres en avoir communiqué aux sieurs Commissaires Deputez par sa Majesté pour les affaires de la Religion, & tout considéré: **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL;** faisant droit sur les differents desdites Parties & partage desdits Commissaires sur iceux: A fait & fait tres-expreses inhibitions & défenses ausd. de la R. P. R. de faire aucun exercice de leur Religion en ladite Baronnie de Vitré , ce faisant ordonne que dans Quinzaine pour toutes prefixions & delais , ils feront démolir ledit Temple : à eux permis de disposer des matériaux ainsi qu'ils adviseront bon estre , autrement & à faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé , pourront lesdits Habitans Catholiques le faire démolir aux frais & dépens desdits de la R. P. R. Et en conséquence , sans avoir égard à la Requête desdits P. R. du 22. Février 1664. Ordonne Sa Majesté que les Convois & Enterremens des morts de ceux de ladite R. P. R. seront faits dès le matin à la pointe du jour , ou le soir à l'entrée de la nuit , sans qu'ils puissent estre faits à autres heures , ny qu'il y puisse assister plus grand nombre que de dix personnes , conformément aux Arrests de sa Majesté des 7. Aoust

& 13. Novembre 1662. Et pour ce qui concerne les Tentures de devant leurs Maisons aux jours de Festes ordonnées pour ce faire, ou qui pourroient estre commandées par ordre de l'Eglise; Ordonne conformément à l'article troisiéme del'Edit de Nantes, qu'elles seront faites par les soins des Officiers dudit Vitré, & à la diligence du Syndic de ladite Communauté, ce que lesdits de la Religion Prétenduë Reformée seront tenus de souffrir, sans qu'il y contribuënt aucune chose pour ce regard. Et en tant que touche l'exercice de la Religion Prétenduë Reformée dans ledit lieu de Vieillevigne, Sa Majesté ordonne que l'Ordonnance desdits Commissaires sera executée, ce faisant que dans trois mois pour toutes préfixions & délais, le Temple dudit lieu de Vieillevigne sera démoli, & que l'exercice public de ladite Religion Prétenduë Reformée y sera interdit, sinon & à faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé, que ladite démolition sera faite à leurs frais & dépens; Et à l'égard de celuy qui est permis aux Hauts Justiciers par l'article sept dudit Edit de Nantes; Ordonne qu'il sera continué tant & si longuement que les Seigneurs dudit lieu feront profession de la Religion Prétenduë Reformée. FAIT AU CONSEIL D'ESTAT DU ROY, sa Majesté y estant, tenu à Fontainebleau le septième jour d'Aoust 1671.  
Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,  
portant interdiction d'exercice public de  
la R. P. R. & démolition du Temple  
à la Bastide en Armagnac, Diocese  
d'Aire.*

**V**EU par le Roy, estant en son Conseil, le Jugement rendu par les Sieurs Commissaires Députez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes, Autres Edits, Declarations & Arrests dudit Conseil dans les Generalitez de Guyenne, le 29. Juillet 1665. entre le Syndic & Habitans Catholiques de la Ville de la Bastide en Armagnac Diocese d'Aire, demandeur en Requête, du 2. Septembre 1664. tendante à ce que le Temple des Prétendus Reformez dudit lieu de la Bastide, soit démolí ; avec défenses d'y faire aucun exercice public de la R. P. R. & d'élire à l'avenir aucun Consul, n'y se servir d'aucuns Greffiers, qu'ils ne soient Catholiques, mesmes qu'aucunes Assemblées se tiennent dans la Maison de Ville, si un desdits Catholiques ny préside, & non un desdits Prétendus Reformez, d'une part ; Et le Syndic & Habitans de la R. P. R. dudit lieu, défenseurs d'autre : Et entre le Syndic du Clergé dudit Diocese d'Aire, intervenant & demandeur en Requête, du 19. Decembre ensuivant, tendante à mesme fin, que celle dudit Syndic des Habi-



tans Catholiques, d'une autre part; Et lesdits de la R. P. R. dudit lieu de la Bastide, défendeurs d'autre, par lequel Jugement lesdits Sieurs Commissaires se seroient trouvez partages en opinions, & auroient esté d'avis pour les raisons & motifs y contenuës; sçavoir le Sieur Pelot Commissaire de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, que l'exercice de lad. R. P. R. soit défendu dans la Bastide, & le Temple démoli; & le Sieur du Vigier, Commissaire de la R. P. R. que l'exercice de ladite Religion Prétendue doit estre maintenu audit lieu, avec défenses à toutes sortes de personnes de l'y troubler, ladite Requête du 2. Septembre 1664. au bas de laquelle est l'Ordonnance, portant que les parties seroient assignées, & ensuite l'Exploit d'assignation, donné en consequence ausdits de la R. P. R. du 6. Decembre audit an. Acte d'employ de la part desdits Catholiques, pour satisfaire au Reglement rendu par ledit Sieur Pelot, Intendant de la Justice, Police & Finances esdites Generalitez, Commissaire député à l'effet que dessus, du 30. Decembre 1664. Extrait du Synode tenu à Cleyrac l'an 1560. dans lequel appert que la Bastide est mise dans le Colloque des Landes. Copie d'estat & distribution de la somme donnée par le Roy Henry IV. aux Ministres de la R. P. R. de France, dans lequel est fait mention de Maistre Jean Silvius Ministre à Saint Justin de la Bastide, de l'an 1592. Deux Extraits de Délibérations d'entre lesdits Catholiques & lesdits Prétendus Reformez de la Bastide, au sujet des affaires de

la Ville, des 2. May 1580. & 1. Janvier 1589. Lettres Patentes dudit Seigneur Roy Henry, du 23. May 1581. pour l'imposition de 800. livres sur ceux dudit lieu de la Bastide, afin de rembourser deux particuliers y dénommez, faisans profession de la R. P. R. qui les auroient fournies pour ladite Communauté. Memoire en parchemin du Mariage du nommé Vigues, Naissance & Baptême de ses enfans, de luy signé en deux endroits, ledit Memoire commençant en 1594. & finissant en 1619. Extrait tiré du Consistoire de la Bastide, du 15. Aoust 1597. où il est fait mention dudit Silvius Ministre. Extrait des Actes de Consistoires desdits de la R. P. R. de Roquefort, des années 1596. 1597. & 1599. où il est fait mention des Eglises Prétendues Reformez de la Bastide & Saint Justin. Expedition en papier d'un Contract d'achapt fait d'une maison, par les Anciens de ladite R. P. R. de la Bastide, du 30. Mars 1603. ladite Requête du 19. Decembre 1664. au bas de laquelle est l'Ordonnance, qui reçoit ledit Syndic du Clergé, partie intervenante, & ensuite la signification d'icelle, faite ausdits de la R. P. R. le 20. Decembre audit an. Acte signifié le 24. Decembre audit an ausdits de la R. P. R. de la Bastide, pour venir défendre à ladite Requête. Reglement à écrire & produire, obtenu par Défaut, contre lesdits de la R. P. R. dudit jour 24. Decembre audit an. Acte de produit vers le Greffe en consequence dudit Reglement par ledit Syndic, le 30. Decembre audit an. Deux Copies de Requestes des Prétendus Refor-

mez du Mont de Marsan , signifiées ausdits Catholiques les 4. & 29. Mars 1662. à l'occasion de leur Temple, qui avoit esté démoli. Informations faites à la Requête du Curé de Saint Justin , par le nommé du Puy , Jurat de ladite Ville, le 8. Mars 1664. de ce que les jours de Carême & autres , où il est défendu de manger viande , lesdits de la R. P. R. tuoient le bétail, & l'exposoient en vente , au bas de laquelle Information est le Decret de prise de Corps , & l'Adjournement personnel décernez contre quelques particuliers y dénommez. Exploit de commandement & contraintes , signifiées au Procureur desdits P. R. de rendre le Procès qu'il auroit retiré , des 22. 23. & 25. Juin 1667. Extrait du Livre de Baptêmes de l'Eglise P. R. de la Bastide , par lequel appert que Jean du Four fut baptisé par ledit Silvius , le 9. Mars 1597. Extrait d'un Arrest de la Chambre de l'Edit de Grenoble, du 5. Aoust 1631. qui fait mention du susdit Extrait Baptistaire. Copie d'Acte du Synode de Miremont , du 17. Septembre 1597. dans lequel il est parlé dudit Silvius Ministre de Saint Justin de la Bastide. Copie d'Acte du Synode Provincial , tenu à Nerac , le 16. Septembre 1598. dans lequel appert que l'Eglise P. R. de la Bastide a esté excusée. Copie du Testament du nommé Tortore, demeurant à la Bastide , fait en 1598. d'où resulte qu'il veut estre inhumé dans le Cimetiere de ladite Ville , à la maniere des P. R. Extraits d'Actes du Colloque, tenu à Casteljaloux en 1599. où il est parlé des Sieurs de Loque ,

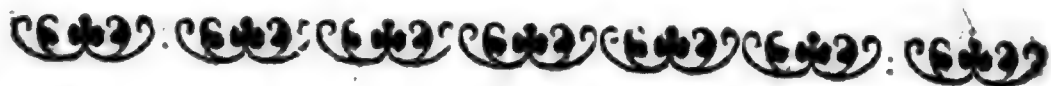
**Silvius**, & autres Ministres, qui estoient presens audit Colloque, mesmes de Tourtarel, Ancien de l'Eglise P. R. de la Bastide, & autres Extraits d'Actes de Consistoire des P. R. de Nerac, de l'an 1600. où il est fait mention dudit Silvius Ministre, & ce pour Montagnac. Extrait de la Collecte des Pauvres de la Bastide, depuis l'année 1600. jusques en l'année 1613. Copie collationnée de Contract de Mariage d'une fille dudit Silvius, fait en l'année 1603. dans lequel il est qualifié Ministre de la Bastide, de Saint Justin, & Roquefort. Requête portant reception de ladite piece, du 27. Juillet 1665. signifiée le 28 desd. mois & an. Extrait du Consistoire de Nerac de l'an 1607. par lequel appert que le Sieur du Fort Ministre, auroit esté nommé pour les Eglises P. R. de la Bastide, de Roquefort, de S. Justin. Requête dudit Syndic du Diocese d'Aire, servant de Contredits à la Production desdits P. R. de la Bastide, au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit Sieur Intendant, portant, ait Acte, & la signification ensuite, du 13. Janvier 1665. Requête de saluations contre les productions dudit Syndic, signifiée de la part desdits P. R. le 14. Juillet 1665. Autre Requête de Contredits, fournis de la part dudit Syndic, contre la production desdits P. R. signifiée le 18. Juillet 1665. Inventaires, Ecritures & Productions respectives des Parties, sur lesquelles est intervenu ledit partage. Requête desdits P. R. à ce qu'il pleût à sa Majesté leur permettre d'ajouter à leur production cinq pieces, pour justifier leur possession en l'année 1597. & y

ayant égard qu'il pleût à ladite Majesté leur adjuger entierement leurs conclusions , & ce faisant les maintenir au droit d'exercice de leur Religion, au Temple qu'ils ont à cet effet audit lieu de la Bastide , ensuite est l'Ordonnance du Conseil , portant , soit communiqué , du 11. Septembre 1671. au bas est l'Exploit de signification desdites Requête & Ordonnance à l'avancement dud. Syndic, lesd. jour & an , les Pieces receuës par ladite Requête , qui sont Copie collationnée d'un Acte de Colloque, tenu en la Ville de Nerac , le 30. Janvier 1597. dans lequel il paroist que le nommé la Fargue est comparu pour les Eglises de Saint Justin , la Bastide & Roquefort. Une feüille de papier écrite , tirée d'un Livre de Consistoire , tenu en la Ville de la Bastide le 13. Octobre 1597. par laquelle il appert que Silvius Ministre est arrivé en ladite Ville de la Bastide , ledit Cahier collationné des Actes de l'Assemblée du Synode, tenu à Miremont le 17. Septembre 1597. dans lequel Silvius est qualifié Pasteur de Saint Justin , avec ancien. Extrait tiré d'un Livre des Actes du Consistoire de l'Eglise de Nerac , des 16. Aoust 1589. 7. Juillet 1600. & 1. Aoust ensuivant 1607. par lequel il appert que le Sieur Tartarel est qualifié Ancien de l'Eglise de la Bastide, que le Sieur Silvius & Consistoire de la Bastide s'excusent de ce qu'ils n'ont pû venir à un Consistoire , qu'il est parlé desdites Eglises de la Bastide , Roquefort & Saint Justin , & que le Sieur du Fort fut nommé pour estre Pasteur & Ministre desdites Eglises de la Ba-



stide, Roquefort & Saint Justin. Copie collationnée d'Actes d'Assemblée du Synode Provincial, tenu à Nerac le 16. Septembre 1598. dans lequel Silvius est qualifié Pasteur de Saint Justin sans Ancien, & ladite Eglise de la Bastide excusée comme les autres, & exhortée de mieux faire à l'avenir. Réponse du Syndic dudit Diocèse à la Requête desdits P. R. en reception des susdites pieces, ensuite est l'Exploit de signification d'icelles, faite le 18. desd. mois & an à l'avancement desd. P. R. & tout ce qui a esté mis pardevers le Sieur Poncet Conseiller ordinaire de sa Majesté en tous ses Conseils & Direction de ses Finances, Commissaire à ce Député. OUY son rapport après en avoir communiqué aux Sieurs Commissaires Députés pour les Affaires de ladite Religion Prétendue Reformée. Et tout considéré. **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL**, faisant droit sur l'instance, a ordonné & ordonne, que l'exercice de ladite R. P. R. sera intetdit dans la Bastide d'Armagnac, & ce faisant le Temple basti audit lieu, démoli dans un mois pour toutes préfixions & delais, du jour de la signification du present Arrest, à la diligence, frais & dépens desdits de la R. P. R. qui pourront disposer des mateiraux, ainsi que bon leur semblera; autrement, & à faure de ce-faire dans ledit temps, & iceluy passé, a permis & permet ausdits Catholiques de faire faire la démolition aux frais & dépens desd. de la R. P. R. **FAIT AU CONSEIL D'ESTAT DU ROY**, sa Majesté y estant, tenu à Versailles

les, le dix neufvième jour de Septembre 1671.  
Signé, P H E L I P P E A U X, & scellé.



*A R R E S T DV CONSEIL D'ESTAT,  
portant interdiction de l'exercice public  
de la R. P. R. & démolition du Temple  
à Geaune, Diocese d'Aire.*

**V**EU- par le Roy, estant en son Conseil ;  
la Copie collationnée d'Ordonnance des  
Sieurs Commissaires Députez par sa Majesté  
pour l'exécution de l'Edit de Nantes. Autres  
Edits, Declarations & Arrests donnez en  
consequence en la Generalité de Guyenne, le  
29. Juillet 1665. entre le Syndic & Habitans  
Catholiques de la Ville de Geaune, Diocese  
d'Aire, demandeur en Requeste, du 2. Sep-  
tembre 1664. d'une part, & le Syndic & Ha-  
bitans de la Religion Prétendue Reformée du  
dit lieu, défendeurs d'autre ; & entre le Syn-  
dic du Clergé du Diocese d'Aire, intervenant  
& demandeur en Requeste, du 19. Decembre  
ensuivant, d'une autre part, & lesdits Pré-  
tendus Reformez, défendeurs d'autre. Acta  
d'apel de ladite Ordonnance, fait par ledit  
Syndic du Clergé dudit Diocese, notifié au  
nommé de Jabaros Ancien desdits P. R. de  
ladite Ville de Geaune, le 7. Aoust 1667.  
Arrest du Conseil d'Estat, du 6. Février 1666.  
rendu sur la Requeste du Syndic dudit Dio-  
cese d'Aire, à ce qu'il pleût à sa Majesté de  
recevoir ensemble lesdits Habitans de ladite

Ville de Geaune , Appellans de la susdite Ordonnance , sans s'y arrester , interdire l'exercice de la R. P. R. en ladite Ville , & ordonner que le Temple qui y est , seroit démoli dans quinzaine par les Habitans de ladite R. P. R. jusques aux fondemens , & à faute de ce faire , qu'il fust permis ausdits Syndics & Habitans de le faire à leurs frais & dépens , par lequel Arrest auroit esté ordonné que sur les fins de ladite Requête , lesdits Habitans de ladite R. P. R. de ladite Ville de Geaune , seroient assignez en iceluy , pour estre fait droit aux Parties , ainsi qu'il appartiendra. Commission sur ledit Arrest desdits jour & an. Exploit de signification dud. Arrest , & assignation donnée en consequence , le 29. Mars aud. an 1666. à la Requête du Syndic dudit Clergé , au nommés Fourcade Ministre , Guizanier de Labac , tant pour eux , que pour les autres Syndic & Habitans de ladite R. P. R. à comparoir au Conseil , pour y proceder aux fins dudit Arrest. Procès verbal dudit Sieur Poncet , Conseiller ordinaire du Roy en tous ses Conseils , Rapporteur de l'instance d'entre les Parties , du 23. Février 1671. rendu sur leurs dires , requisiions & contestations , au bas est son Ordonnance , portant que sur les fins de ladite Requête , inserée au susdit Arrest du Conseil dud. jour 6. Février 1666. icelles parties écriroient & produiroient pardevers luy tout ce que de bon leur sembleroit , pour à son Rapport audit Conseil leur estre fait droit ainsi que de raison. Exploit de signification d'iceluy , estant au bas à l'Avocat des P. R. le 3. Mars aud. an 1671. Cau-

les & moyen d'appel du Syndic du Clergé. Acte d'iceluy Syndic, signifié le 13. Mars 1671. à l'Avocat desdits P. R. par lequel entr'autres choses il leur auroit déclaré qu'il poursuivroit incessamment le Jugement de l'instance pendante entre eux audit Conseil sur ledit appel. Copie collationnée pardevant Notaire, d'un Contract du 6. Janvier 1602. portant délaissement fait par lesdits Catholiques ausdits P. R. d'une place, pour y faire tant les enterremens de leurs morts, que l'exercice de ladite R. P. R. Cahier intitulé: Discipline Ecclesiastique à Geaune, par les Pasteurs Anciens de l'Eglise de Chalosse, le 5. Avril 1598. ensuite de laquelle est la confession de Foy desdits P. R. signée en Consistoire audit Geaune, par le Pasteur & Anciens, lesdits jour, mois & an. Testament de Jeanne de Castel Ufinal, veufve Pugros, receu par de Labat Notaire Royal, le 23. Octobre 1591. par lequel entre autres choses, elle vouloit estre enterrée dans l'Eglise des Augustins de ladite Ville de Geaune, au lieu ou les Ancestres de sondit feu mary & ses enfans sont enterrez, en la façon de ceux de ladite R. P. R. qu'elle professoit. Testament du nommé de Lyon & sa femme, du 16. Janvier 1588. portant que leur volunté estoit après leur decez d'estre inhumez, sçavoir ledit Lyon dans la grande Eglise de ladite Ville, & sadite femme dans l'Eglise des Augustins à la Chapelle appelée de Peros, en la maniere accoustumée, entre ceux de ladite R. P. R. de laquelle ils faisoient profession. Extrait du Livre des Délibérations du Conseil

de la Communauté de ladite Ville de Geaune, du 11. Decembre 1664. contenant desaveu d'un particulier, soy disant Syndic des Catholiques, & qui en cette qualité avoit intenté Procès aux P. R. dudit lieu. Requête desdits P. R. présentée aux Commissaires Députés pour l'exécution des Edits de Pacification, tendante à ce que sans avoir égard aux dires & allegations, tant du nommé Prugues, soy disant Syndic desdits Catholiques, que dudit Syndic du Clergé d'Ayre, ils fussent declarez non recevables en leur action & intervention, en tout cas déboutez de leurs demandes, au bas est l'Ordonnance desdits Sieurs Commissaires du 14. Juillet 1665. portant, soit communiqué. Extrait collationné pardevant Dagoueix & son Compagnon Notaires, des Actes des Synodes des Eglises de la R. P. R. des Provinces de Bearn, sçavoir de celui tenu en Septembre 1563. où est dit art. 7. que le nommé Ceranet Ministre seroit rendu à l'Eglise de Geaune à Castelnau, celui tenu en Avril 1568. où il est dit art. 110. que le nommé de Bedat, qui auroit autrefois servi à Chalosse, demeurerait en son Eglise, & celui du mois de Septembre 1594. où il est dit art. 38. que sur la Lettre des Eglises de Mont de Marsan & de Chalosse, le nommé Magendie leur avoit esté presté jusques au prochain Synode. Certificat des Jurats de la Ville de Pau, du 15. Avril 1665. contenant que le nommé Dagoutcis, qui auroit collationné les susdits Extraits, est Notaire de ladite Ville de Pau. Extrait des Actes du Synode



Provincial de Bearn, tenu à Pau le 29. Juillet 1581. portant députation du nommé Lahat de Geaune, de la part de l'Eglise de Chalosse vers les Ministres & Anciens assemblez audit Pau, pour demander Meugat leur Ministre, du Synode tenu à Orthes le 16. Avril 1584. contenant que le nommé Bordenaut est presté pour six mois à ladite Eglise de Mont de Marsan, sur la Requête présentée audit Synode par les Eglises de Mont de Marsan & Chalosse, au fin desquels Extraits est l'attestation des Jurats de la Ville de Sauveterre en Bearn, que le nommé de Campagne est Notaire de ladite Ville. Arrest de la Chambre de l'Edit de Guyenne, du 5. Septembre 1609. d'où résulte que le 5. Septembre 1603. & 3. Novembre 1607. il y a eu des Legs faits au Consistoire de ladite Ville de Geaune. Copie collationnée d'Ordonnance des Sieurs de Caumont & Refuge Commissaires, exécuteurs de l'Edit de Nantes, dans le Ressort du Parlement de Bourdeaux, du 3. Juillet 1600. portant pour premier lieu de Balliage, translation de l'exercice de ladite R. P. R. de Candresse & Hastingués, & pour second à Saint André dans le Duché d'Albret; ensuite sont les Requisitions des Procureurs & Substitut du Roy aux Sieges d'Ax & Hastingués, pour leur registrement de ladite Ordonnance au Greffe desdits Sieges. Copie collationnée d'Arrest du Conseil d'Estat, & Commission sur iceluy, du dernier Février 1602. portant entre autres choses, que l'exercice public de ladite R. P. R. sera mis & établi par effet en ladite Ville

d'Hastings , par les Officiers dudit lieu. Procès verbal du Sieur de Saint Martin , Juge Royal de la Ville de Hastings , du 6. Avril 1601. contenant l'establissement de l'exercice public de ladite R. P. R. en ladite Ville de Hastings , comme lieu de Bailliage. Copie d'Arrest du Conseil d'Estat , du 7. Novembre 1664. portant entre-autres choses interdiction de l'exercice de la R. P. R. au lieu de Sainte Croix de Caderle. Requête présentée ausdits Sieurs Commissaires , le 27. Juillet 1665. par lesdits P. R. de Chalosse , tendante à ce qu'ils fussent maintenus dans la possession de l'exercice de ladite R. P. R. aux Geaune & Buanes , avec défenses de les y troubler: au bas est l'Ordonnance desdits Sieurs Commissaires , du 27. Juillet 1665. portant , soit communiqué; ensuite est l'Exploit de Signification d'icelle , du 28. desdits mois & an. Inventaires , Ecritures & Productions desdites Parties, Moyens fournis par lesdits P. R. de Geaune, contre l'Appel de l'Ordonnance desdits Sieurs Commissaires , interjetté par le<sup>e</sup> Syndic du Diocèse d'Aire. Signification à son Advocat au Conseil , le 10. Septembre 1671. Réponse dudit Syndic du Diocèse d'Ayre ausd. moyens, signifiée à l'Advocat desdits P. R. le 11. desd. mois & an. Factum dudit Syndic , signifié à l'Advocat desdits P. R. lesdits jour , mois & an. Acte dudit Syndic , signifié lesdits jour , mois & an , à l'Advocat desdits P. R. par lequel il leur donne Copie. desdites Réponses aux Moyens. Factum, Procès verbal dudit Sieur de Saint Martin, du 6. Avril 1602, de l'Ordon-

nance desdits Sieurs de Caumont & Refuge ,  
 du 3. Juillet 1600. & l'Arrest dudit Conseil  
 d'Estat, du dernier Février 1602. & tout ce  
 que par lesdites Parties a esté mis & produit  
 pardevers ledit Sieur Poncet, Conseiller or-  
 dinaire de sa Majesté en tous ses Conseils, &  
 Direction de ses Finances, Commissaire à ce  
 député : O U Y son Rapport, après en avoir  
 communiqué aux Sieurs Commissaires dépu-  
 tez pour les affaires de la R. P. R. Et tout  
 considéré : **LE ROY ESTANT EN SON**  
**CONSEIL**, faisant droit sur ladite Instance,  
 sans s'arrester à ladite Ordonnance desdits  
 Sieurs Commissaires, du 29. Juillet 1665. a  
 interdit l'exercice de ladite R. P. R. en ladi-  
 te Ville de Geaune : Et en consequence, or-  
 donne que dans quinzaine pour toutes préfi-  
 xions & delais, du jour de la signification du  
 present Arrest, sur les lieux, le Temple con-  
 struit en ladite Ville sera entierement démoli,  
 à la diligence des Habitans desdits de la  
 R. P. R. & à faute de ce faire dans ledit  
 temps, & iceluy passé, permis ausdits Syndic  
 & Habitans Catholiques de le faire aux frais  
 & dépens desdits de la R. P. R. **FAIT AU**  
**CONSEIL D'ESTAT DU ROY**, sa Maje-  
 sté y estant, tenu à Versailles, le 11. Mars 1672.  
 Signé, **P H E L I P P E A U X.**



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,  
portant interdiction d'exercice public  
de la R. P. R. dans le Chasteau d'Al-  
lonne, Diocèse de Chartres.*

**V**E U au Conseil du Roy, le Jugement rendu par les Sieurs Commissaires Députez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes en la Generalité d'Orleans, le 10. Mars 1671. entre Maistre Pierre Macé, Prestre Curé d'Allonne, demandeur en requête, tendante à ce que pour les causes y contenuës, défenses fussent faites à la Dame de Biziou, veufve de Maistre Henry Brion, Chevalier Seigneur de Pizieux & dudit lieu d'Allonne, de faire aucune Assemblée ny aucun exercice de la R. P. R. dans la Paroisse d'Allonne, contre elle & contre le Ministre, qui voudroit s'ingerer de ce faire, de mil livres d'amende, d'une part, & ladite Dame de Biziou défenderesse, d'autre part, auquel lesdits Sieurs Commissaires se seroient trouvez partages és opinions, & auroient esté d'avis pour les raisons & motifs y contenus, de renvoyer les Parties pardevers le Roy & son Conseil, pour leur estre fait droit, ainsi que de raison : Ordonnance du Sieur Marin l'un desdits Sieurs Commissaires, estant au bas de ladite Requête du demandeur, du 26. Janvier 1670. portant que ladite veufve du Sieur de Brion seroit assignée pardevant luy

aux fins d'icelle. Exploit d'assignation à elle donnée en conséquence , à comparoir pardevant luy , dudit jour 26. Janvier , contrôlé le 28. du mesme mois : Exceptions de ladite Dame de Biziou , signifiées audit demandeur au domicile de son Procureur , le 27. dudit mois de Janvier, Réponses dudit demandeur ausdites Exceptions , signifiées le 16. Février 1671. au domicile du Procureur de Partie adverse. Copie collationnée de Testament de feu Marc de Brion, Escuyer Sieur d'Allonne, & autres lieux , du 3. Juillet 1636. par lequel entre-autres choses appert qu'il faisoit profession de la Religion Catholique , Apostolique & Romaine , Jugement sur Procès verbal , du 14. Novembre 1642. rendu par le Sieur Haumain Lieutenant Criminel d'Orleans , Commissaire député par Arrest du Conseil , du 11. Avril audit an , sur le fait des Contraventions aux Edits de Pacification , portant entre-autres choses , que dans quinzaine ledit Sieur d'Allonne représenteroit pardevant luy les titres de sa haute Justice , & à faute de ce faire , que dès-lors , comme à l'avenir , défenses luy estoient faites , & à tous autres , de faire exercice de la R. P. R. à peine d'encourir la rigueur des Ordonnances & Arrests rendus en conséquence. Cahier contenant entre-autres choses deux Actes d'élection de domicile , faite tant par ledit Sieur de Brion , que par ladite Dame de Biziou , en la Maison Seigneuriale d'Allonne , des 4. Novembre 1641. & 7. Février 1671. par lesquels l'un & l'autre promettent d'avoir agreable



tous Exploits ; Significations ; Commandemens , & autres affaires quelconques , qui leurs seroient faits audit lieu , comme s'ils estoient faits à leur propres personnes. Défenses de ladite Dame de Biziou , signifiées audit demandeur le 20. Février 1671. Repliques à icelles fournies au Procureur de Partie adverse de la part dudit demandeur , le 4. Mars audit an. Acte d'affirmation dudit demandeur faite au Greffe des Affirmations d'Orleans , & signifié le 11. Mars audit an , qu'il est venu exprès d'Allonne en lad. Ville , pour faire juger le Procès qu'il a contre ladite défenderesse , où il sejournera jusqu'à Jugement définitif : Autre Acte dudit demandeur , signifié de la part de son Advocat , à celui de Partie adverse , le 27. Avril audit an , par lequel il dénonce son arrivée , le constitue Advocat comme le Sieur Loride de luy declarer s'il veut occuper pour ladite Dame d'Allonne sur ledit renvoy fait au Conseil , dont il luy donne Copie , proteste si dans huitaine il n'offre d'occuper , qu'il obtiendra Commission pour faire appeller en tant que de besoin ladite Damoiselle , pour proceder sur ledit renvoy , de sejourner à la suite du Conseil , & de repeter contr'elle tous dépens , dommages & interests. Commission pour assigner au mois ladite Dame sur ledit renvoy , du 29. Avril 1671. Signification d'icelle faite audit Loride le 21. May audit an , & contrôlée le 23. desdits mois & an. Affirmation de voyage faite au Greffe du Conseil par ledit demandeur , le 9. May audit an ;

Acte dudit Sieur Lorde , du 30. Juin audit an, responsif à celui du 23. Avril audit an, contenant que le Jugement des partages est surcis par sa Majesté pendant tout son voyage , que pour satisfaire à ses ordres ceux qui estoient venus pour telles affaires , se seroient retirez , que le sieur demandeur seroit resté, auroit levé des Lettres au grand Sceau pour faire assigner la défenderesse , auroit protesté en consequence au Greffe du Conseil , estre venu exprés apporter ses pieces, lesquelles il auroit mis es mains du Sieur Poncet ; & qu'au préjudice de la volonté de sa Majesté s'il fait aucune poursuite, il proteste de nullité , & de tous dépens , dommages & interets, declarant qu'il sera prest d'occuper si-tost qu'il y aura nouvel ordre de sa Majesté. Acte dudit demandeur du 20. Juillet audit an, par lequel entre-autres choses , il somme & interpelle ladite défenderesse, de joindre & faire incessamment mettre es mains dudit Sieur Poncet ses pieces & production sur lesquelles , ainsi que sur celles dudit demandeur, ledit renvoy au Conseil est intervenu , autrement proteste qu'il poursuivra incessamment le Rapport & Jugement de l'affaire sur ses pieces & production, qui sont es mains dudit Sieur Poncet. Autre Acte dudit demandeur de declaration de voyage & de sejour en Cour, desd. jour, mois & an. Arrest du Conseil d'Estat, rendu sur la Requête dudit demandeur, tendante à ce que faisant droit sur le renvoy, il pleût à sa Majesté luy adjuger les fins & conclusions par

luy prises en l'Instance , ce faisant ordonner  
 que le lieu où se fait le Prêche & l'exercice  
 public de ladite R. P. R. en ladite Parroisse  
 d'Allonne , sera incessamment démoli à la di-  
 ligence , aux frais & dépens de ladite Dame  
 de Biziou , à laquelle , & à tous autres , ex-  
 pressés inhibitions & défenses seront faites,  
 de faire à l'avenir aucun exercice de ladite  
 Religion en toute l'estendue de ladite Par-  
 roisse, à peine de punition corporelle , amen-  
 de , tous dépens , dommages & interests du-  
 dit demandeur : par lequel Arrest auroit esté  
 ordonné avant faire droit sur les fins de la-  
 dite Requête , que dans quinzaine , pour  
 toutes préfixions & délais , ladite de Biziou ,  
 veufve dudit de Brion Sieur de Pizieux , remet-  
 troit entre les mains dudit Sieur Poncet les  
 Titres & Pieces par elle produites pardevant  
 les Commissaires Députez pour l'exécution de  
 l'Edit de Nantes , sur lesquels seroit intervenu  
 ledit partage, autrement & à faute de ce faire  
 dans ledit temps , & iceluy passé , qu'il seroit  
 passé outre au Jugement dudit partage , sur ce  
 qui se trouveroit pardevers ledit Sieur Poncet,  
 Signification d'iceluy faite à l'Advocat de Par-  
 tie adverse , le 8. Aoust audit an. Ecritures &  
 Production dudit demandeur fournies parde-  
 vant lesdits Sieurs Commissaires , & tout ce  
 que par luy a esté mis & produit pardevers  
 ledit Sieur Poncet , Conseiller ordinaire du  
 Roy en tous ses Conseils , & Direction de  
 ses Finances , Commissaire à ce député, après  
 en avoir communiqué aux Sieurs Commissaires  
 députez pour les affaires de la Religion ; Et

tout considéré. LE ROY ESTANT EN  
 SON CONSEIL , a ordonné & ordonne  
 que dans quinzaine pour toutes préfixions &  
 délais du jour de la signification du present  
 Arrest à personne où domicile, ladite de Bi-  
 ziou, veufve dudit Sieur de Pizieux & d'Al-  
 lonne en partie , satisfera audit Arrest du  
 Conseil du premier Aoust 1671. ce faisant  
 que ladite de Biziou remettra entre les mains  
 dudit Sieur Poncet Commissaire , les Titres  
 & Pieces par elle produits pardevant les Com-  
 missaires Députez pour l'exécution de l'Edit  
 de Nantes , sur lesquels est intervenu ledit  
 partage , notamment les adveus , dénombre-  
 mens , & autres pieces & titres justificatifs  
 du droit que sondit feu mary avoit en la terre  
 d'Allonne , par elle produits pardevant les  
 Commissaires Députez pour l'exécution de  
 l'Edit de Nantes , sur lesquels est intervenu  
 ledit partage , pour ce fait & rapporté estre au  
 Rapport dudit Sieur Commissaire ordonné ce  
 qu'il appartiendra ; & cependant faite par  
 ladite de Biziou d'avoir satisfait audit Arrest,  
 sa Majesté luy a fait tres-expresses inhibitions  
 & défenses , de faire aucun exercice de ladite  
 R. P. R. dans ledit lieu d'Allonne , & ou la-  
 dite de Biziou dans ledit temps de quinzaine,  
 & iceluy passé , n'auroit rapporté lesdits Ti-  
 tres es mains dudit Sieur Commissaire, ordon-  
 ne sa Majesté , que l'exercice de ladite R. P. R.  
 demeurera definitivement interdit audit lieu  
 d'Allonne , sans qu'il y soit besoin d'autre Ar-  
 rest , faisant défense à ladite de Biziou , & à  
 tous autres , d'y continuer ledit exercice , à

peine d'estre extraordinairement procedé à l'en-  
contre d'elle & autres qu'il appartiendra. FAIT  
au Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant,  
tenu à S. Germain en Laye le vingt-troisié-  
me jour de May, mil six cens soixante & douze.  
Signé, P H E L I P P E A U X.

[illegible]

*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,  
portant interdiction d'exercice public de  
la R. P. R. & démolition du Temple à  
Archiac, Diocese de Xaintes.*

**V**EU par le Roy, étant en son Conseil, le Jugement rendu le premier Mars 1664. par les sieurs Commissaires députés par sa Majesté dans le Pais de Xaintonge, pour informer des entreprises, contraventions & innovations faites à l'Edit de Nantes & celuy du 1629. & autres Declarations expedées en consequence, recevoir & entendre sur ce les plaintes des Sujets de sa Majesté tant Catholiques que P. R. par lequel ils se sont trouvées contraires en quelques unes de leurs opinions. Le sieur Colbert du Theron Commissaire Catholique ayant esté d'avis pour les causes y contenuës de faire tres expresse inhibitions & défenses aux Habitans du Bourg d'Archiac d'y faire aucun Exercice de la R. P. R. & de s'assembler au Temple qu'ils y ont construit depuis l'Edit de Nantes, à peine d'estre declarés perturbateurs du repos public, rebelles au Roy & à la Justice, & de trois



mil l. ce faisant & conformément aux Arrests, d'ordonner qu'ils feront démolir & abbatre dans quinzaine, le bastiment dudit Temple, tant pour l'avoir construit depuis l'Edit de Nantes, & contre la teneur expresse d'iceluy sans la permission de sa Majesté, qu'à cause de l'incommodité de sa situation, qui est proche de l'Eglise des Religieux Recollets : & au regard des Ecoles, de leur faire inhibitions & défenses d'en tenir ou faire tenir aucunes audit Bourg, & à tons Regents de la R. P. R. de s'immiscer de l'instruction de la jeunesse : & de leur pareillement enjoindre de n'enterrer leurs morts que le matin à la pointe du jour, ou le soir à l'entrée de la nuit, sans qu'il y puisse assister plus grand nombre que de dix personnes, sur les peines que dessus, & le sieur de Loire Commissaire de la R. P. R. Au contraire ayant esté d'avis pour les causes y contenues conformément au 9. article de l'Edit de Nantes, de maintenir lesdits P. R. dudit lieu d'Archiac dans la possession actuelle qu'ils ont de leur exercice au mesme lieu où ils le font à present, & qu'ils bastirent dans les premieres années de l'execution de l'Edit de Nantes, conformément au 16. article d'iceluy, de faire défense à toutes personnes de les y troubler ny inquieter pour quelques causes que ce puisse estre, à peine d'estre declarés perturbateurs du repos public, infracteurs des Edits de sa Majesté, & des deux mil livres, & ce sans avoir égard à la proximité du Convent des Religieux Recollets, & en ce qui concerne la levée des deniers pour les frais

des modes , colloques , entreteneimens de Ministres , & autres affaires Ecclesiastiques, d'ordonner que les 43. article des particuliers de l'Edit de Nantes & autres Edits & Declarations de sa Majesté & des Roys ses Predecesseurs , ensemble la réponse faite par Henry le Grand au 24. article du cahier présenté à sa Majesté en 1604. seroient executés , leur enjoindre de garder & observer les Edits & Declarations de sa Majesté , à l'égard de leurs enterremens , sauf à eux de se pourvoir pardevers sa Majesté conformément à ce qui a esté dit sur l'article de Xaintes , & pour les Ecoles d'ordonner que les 13. articles de l'Edit de Nantes & 38. particuliers dudit Edit , ensemble la réponse faite par le deffunt Roy Louys XIII. au 19. article du cahier présenté à sa Majesté en 1613. & celle faite par sa Majesté au 13. article du cahier qui luy fust présenté en 1616. seront executées , sans que lesdits de la Religion soient obligez de se pourvoir pour leurs Maistres d'Ecoles & Regence par devers le Sieur Evesque de Xaintes ou ses Vicaires comme estant contraire à la liberté de conscience accordée par les Edits , comme aussi à l'égard des legs faits à ceux de ladite Religion , que le 28. article des particuliers de l'Edit de Nantes & plusieurs réponses faites sur ce sujet , par les Roys Predecesseurs de sa Majesté , particulièrement celle faite par le Roy Louys XIII. au second article du cahier qui luy fut présenté en 1616. seroient pareillement executées. Requeste présentée à la Cour de Parlement de Bourdeaux par le sieur Procureur

Procureur General de sa Majesté, à ce qu'il luy  
 fust permis de faire informer pardevant le pre-  
 mier Juge Royal d'Archiac de la contravention  
 faite par ceux de la R. P. R. dudit lieu à l'E-  
 dit de Nantes, lors de la construction du Tem-  
 ple dudit lieu. Ordonnance de ladite Cour  
 estant au bas portant, soeint faites les informa-  
 tions signifiées du 28. Avril 1660. Commis-  
 sion de la Chancellerie dudit Parlement des-  
 dits jour, mois & an attachée esdites Re-  
 questes & Ordonnances pour l'execution d'i-  
 celles; Procez Verbal du fleur de Pichon  
 Conseiller du Roy en la Senechaussée  
 & Siege Presidial de Xainte faits le 29. May  
 1660. sur l'execution de la susdite Ordonnan-  
 ce; ensuite est l'enquete par luy faite le 31.  
 desd. mois & an en consequence, contenant les  
 dépositions de douze témoins: Copie collation-  
 née de quittance de la somme de soixante-  
 seize sols apportée par le fleur Cossor au collo-  
 que de Jonzac, pour le cinquième denier des  
 pauvres de l'Eglise Pretendue d'Archiac, ladi-  
 te quittance du 22. Novembre 1582. signée  
 Mousseret & Sobie; Copie collationnée de  
 l'estat des taxes & impositions faites sur les  
 Habitans de l'Eglise Pretendue d'Archiac, pour  
 la subvention & entretien de leur Ministre en  
 icelle, ensuite sont plusieurs receus & quitti-  
 cées données par ledit Cossor és années 1583.  
 & 1584. des sommes y mentionnées par luy  
 receuës des mains du nommé Guerin & Valet,  
 sur ce qui luy estoit deub des quartiers y men-  
 tionnés. Copie collationnée d'Acte du collo-  
 que tenu à Pons le 16. Novembre 1583. par

Quel l'entretien de Cossor Ministre de l'E-  
 glise Pretendue d'Archiac & Lonzac, fut re-  
 glé à la somme de quatre cens livres qui luy  
 seroit payée de quartier en quartier; à faute de-  
 quoy il demeureroit en liberté. Copie colla-  
 tionnée d'Acte du colloque tenu à Pons le 4.  
 May 1590. auquel fut arresté, que l'Eglise P.  
 d'Archiac, suivant ce qui avoit esté cy-devant  
 arresté, payeroit les arrerages quelle devoit à  
 son Ministre, le sieur Cossor, dans deux mois;  
 autrement que ledit sieur seroit en liberté, &  
 que s'ils estoient d'accord que ladite Eglise pa-  
 yeroit pour la pension dudit Cossor deux cens  
 quarante livres de la Taille, & luy donneroit  
 logis commode pour sa demeure. Extrait de  
 l'estat de la responce ordonnée par le Roy, estre  
 faite en l'année 1590. pour les gages, pensions &  
 entretenemens des Ministres és Province d'Au-  
 nis, Poitou, Xaintonge, Angoumois, & autres de  
 la Guienne, auquel led. Cossor est employé pour  
 200.l. Copie collationnée de deux Actes de col-  
 loques & Synodes, tenus és lieux de Xaintes,  
 Pons, la Rochelle, Saujon, Jonzac, & Jarnac  
 és années 1594. 1597. 1600. & 1601. par les-  
 quels il apert, sçavoir par les Actes de collo-  
 que és Synodes de Xainte & Pons, de l'an-  
 née 1594. que Chaislegnier Ministre de Bois-  
 bajault a comparu au Synode, pour l'Eglise  
 Pretendue d'Archiac & Lonzac: par les Actes  
 du colloque & Synode de Xaintes & la Ro-  
 chelle de l'année 1597. que ladite Eglise Pre-  
 tendue d'Archiac & Lonzac y a esté employée  
 comme absoute: & par les Actes des collo-  
 ques de Xaintes tenus à Saujon, Jonzac, &

Jarnac és années 1600 & 1601. que ladite Eglise Pretendue de Lonzac & Archiac y a comparu par un Ancien d'icelle : Copie collationnée de Traité fait par la Pretendue Reformée d'Archiac avec ledit Cossor leur Ministre le 30. Mars 1590. par lequel il leur offrit entierement son Ministère, & se départit de l'Eglise Pretendue de Lonzac. Copie collationnée de Lettre missive écrite par le sieur Bonnel le 3. May 1698. au Consistoire de Pons pour l'assemblée du colloque qui se devoit tenir à S. Severin le 26. dudit mois de May audit an 1598. Ensuite est une autre Lettre Missive de ceux du Consistoire de Pons écrite aux ministres & Anciens de l'Eglise Pretendue d'Archiac & Lonzac le 27. desdits mois & an, par laquelle ils leur mādent d'apporter leurs taxes pour le Synode national. Copie collationnée de quittance dudit Bonnel, de la somme d'un écu par luy receuë de l'Eglise Pretendue Reformée de Lonzac & Archiac le 5. Janvier 1599. Ensuite est un Acte du colloque de Xaintes assemblé au Bourg de Rioule le cinq desdits mois & an, contenant la proposition du sieur Cossor, qu'il luy estoit deub des arrerages par son Eglise Pretendue d'Archiac, sur quoy auroit esté arresté que ladite Eglise Pretendue satisferoit ledit Cossor, autrement qu'il seroit mis en liberté. Copie collationnée de Procez Verbal du sieur de Pichon Conseiller au Présidial de Xaintes, Commissaire à ce député par Ordonnance des sieurs Commissaires de la Province, fait le premier Mars 1664. contenant que le Procureur des P. R. d'Archiac luy auroit représenté un papier



contenant les Baptesmes faits en ladite Eglise d'Archiac depuis le mois d'Avril 1670. qui ont continué de huiétaine en huiétaine jusques au 21. Aoust 1613. temps que Sagist Ministre de l'Eglise Pretendüe d'Archiac, presenta Elizabeth de la Font au Baptesme qui fut administré par le sieur de Rostel Ministre de Barbezieux, avec un autre papier contenant divers Actes faits au Consistoire d'Archiac depuis le 18. Novembre 1678. jusqu'en l'année 1584. entre lesquels apert que le 19. Novembre audit an 1578. il fut arresté qu'il seroit fait doresnavant Articles de Receptes & mise des deniers qui se recevroient, tant pour la pension dudit Collor Ministre, qu'autrement, & qu'il en seroit rendu compte par le Receveur, de quartier en quartier, à la fin duquel papier est fait mention d'un receu dudit Collor, d'une Pipe de Froment en l'année 1583. prise à 26. livres, qui fut compensée sur les deniers du temps passé jusques au quartier finy au dernier Octobre lors dernier passé, auquel temps ledit Collor demeureroit quitte avec ladite Eglise Pretendüe d'Archiac. Copie collationnée d'Ordonnance du sieur Lieutenant General, Civil & Criminel de Xaintes, renduë le 3. Octobre 1600 sur la Requête des P. R. des lieux d'Archiac & Artenac, par laquelle apres avoir veu le consentement du Seigneur d'Archiac donné aux Habitans P. R. dudit lieu, de faire prêcher en iceluy de R. P. R. & le dire du Procureur du Roy, il auroit permis ausdits Habitans de faire le Presche & continuer l'exercice de leur Religion audit lieu d'Archiac: Requête

présentée au Conseil par les P. R. d'Archiac, à ce qu'il leur soit permis d'ajouter à leur Production, l'avis du sieur de Loire Commissaire de la R. P. R. du premier Mars 1664. dans la crainte qu'ils ont que le Greffier de la Commission n'ait pas déduit dans le partage qu'il a delivré, tout ce que ledit sieur de Loire a employé, & qui ayant égard à leurs Conclusions, leurs soient entièrement adjudgées. Ordonnance du Conseil estant au bas du 26. Novembre 1672. portant, soit la piece receüe en baillant copie d'icelle au surplus en jugeant : ensuite est l'Exploit de signification d'icelles desdits jours, mois & an, à l'Advocat desdits Religieux Recollets, ledit avis dudit sieur de Loire, dudit jour premier Mars 1664. Requête desdits deffendeurs servant de contredits à la Production du Syndic du Clergé de Xaintes, tendante à ce qu'il plaise à sa Majesté, sans avoir égard à l'avis du sieur de Loire, les maintenir & conserver au libre exercice de leur Religion audit lieu d'Archiac, au lieu où ils le font apresent, avec défenses à toutes sortes de personnes de leur donner aucun trouble ou empeschement, aux peines portées par les Edits : contredits desdits deffendeurs, signifiés à l'Avocat du demandeur le 3. Decembre 1672. & tout ce que par les Religieux Recollets & lesdits P. R. d'Archiac a esté mis & produit par devers le sieur Poncet Conseiller Ordinaire du Roy en ses Conseils & direction de ses Finances, Commissaire à ce Deputé : O ù y son Rapport, apres en avoir communiqué aux sieurs Commissaires Deputez par sa

G iij

Majesté pour lesdites affaires de la R. P. R.  
 Et tout considéré : LE ROY ESTANT EN  
 SON CONSEIL, faisant droit sur les par-  
 tages, a fait & fait tres-expresses inhibitions  
 & défenses ausdits Habitans d'Archiac de fai-  
 re aucun Exercice public de ladite R. P. R.  
 dans ledit lieu d'Archiac : & en consequence,  
 ordonne que dans quinzaine du jour de la signi-  
 fication du present Arrest le Temple construit  
 audit lieu, sera démoly jusqu'aux fondemens,  
 & à eux permis de disposer des materiaux ainsi  
 qu'ils adviseront bon estre, autrement & à  
 faute de ce faire dans ledit temps & iceluy pas-  
 sé, pourront les Habitans Catholiques en fai-  
 re faire la démolition aux frais & dépens des-  
 dits P. R. Ordonne sa Majesté au sieur de  
 Séve Maistre des Requestes départy en ladite  
 Province, & enjoint à tous autres Juges, de re-  
 tenir la main à l'exécution du present Arrest qui  
 sera executé nonobstant oppositions ou appel-  
 lations quelconques. FAIT au Conseil d'Etat  
 du Roy, sa Majesté y estant, tenu à Versailles  
 le quatorzième jour de Decembre mil six cens  
 soixante & douze. Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,  
portant interdiction d'exercice & dé-  
molition du Temple de S. André de la  
Beausse Diocese d'Agen, & interdiction  
aussi d'exercice dans le Chasteau de  
Coissel du mesme Diocese.*

**L**E Roy ayant esté informé des partages sur-  
venus en l'année 1668. entre le sieur Pellot  
Intendant de Justice en Guyenne, & Pierre  
Guignard Advocat en Parlement, Commissai-  
res députez pour l'exécution de l'Edit de Nan-  
tes, & autres Edits, Declarations & Arrests  
donnez en consequence, sur les Instances for-  
mées pardevant lesdits sieurs Commissaires,  
entre le Syndic du Diocese d'Agen, deman-  
deur à ce que l'Exercice public de la R. P. R.  
soit interdit pour toujours, tant dans le lieu de  
S. André de la Beausse, que dans le lieu de  
Coissel & Parroisse de S. Julien, & que les Tem-  
ples estans audit lieu de S. André, & dans le  
Chasteau de Coissel, soient démolis jusques aux  
fondemens, d'une part; Et les Ministres & An-  
ciens du Consistoire & Habitans de ladite R.  
P. R. dudit lieu de S. André de la Beausse;  
Et le sieur Charles de Perreau Seigneur de Cois-  
sel, défendeurs, d'autre, pour estre maintenus  
audit Exercice. Sur quoy lesdites Parties ayans  
fourny de Défenses & Repliques par devers les-  
dits sieurs Commissaires, iceux se seroient  
grouvez partagez; ledit sieur Pellot ayant esté

d'avis à l'égard dudit lieu de S. André de la Beausse, que l'Exercice public de ladite R. P. R. y soit interdit, & le Temple démoly jusques aux fondemens; & ledit sieur Guignard, qu'avant faire droit aux Parties, elles seroient renvoyées au Conseil de sa Majesté, jusques à ce que le Partage intervenu au regard des lieux d'Exercice de Condommois & d'Agenois fût vuïdé. Et pour ce qui concerne ledit sieur de Coissel, ledit sieur Pellot auroit esté d'avis qu'iceluy sieur de Coissel ne pourra faire dans son Chasteau l'Exercice de ladite R. P. R. qu'aux termes de l'Article 8. de l'Edit de Nantes, pour luy, sa famille, & trente personnes seulement; Et le Temple basti dans ledit Chasteau démo!y jusques aux fondemens; Et ledit sieur Guignard au contrajre, que ledit sieur Coissel doit estre maintenu & conservé dans le droit d'Exercice accordé par l'Article 7. dudit Edit de Nantes, comme haut Justicier de ladite terre de Coissel. Et V E U lesdits Partages, Avis & motifs desdits sieurs Commissaires, Procedures & Pieces produites pardevers eux. Production nouvelle dudit sieur de Coissel présentée au Conseil le 8. Octobre dernier, contenant sa Requeste signifiée au Syndic dudit Clergé. Copie écrite sur un vieux papier d'un Contract de vente faite par Anthoine de Lustrac à Loüis d'Albret Seigneur de Coissel des deux troisièmes parties de la haute, moyenne, basse Justice, & autres droits de la Seigneurie & Parroisse de S. Julien de Coissel du 27. Avril 1565. Requeste dudit Syndic du Clergé d'Agen présentée audit Conseil & signifiée le 15. dudit mois d'Octobre dernier à Lorde



Avocat dudit sieur de Coissel pour destruire le droit de Justice en ladite terre de Coissel, qu'il pretendoit tirer par le moyen dudit Contract. Oü y le Rapport: Et tout considéré. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, vuïdant lesdits Partages, a ordonné & ordonne suivant l'avis dudit Sieur Pellot, Que dorenavant il ne pourra estre fait aucun Exercice public de ladite R. P. R. dans ledit lieu de S. André de la Beaulle; Et qu'à cette fin, le Temple qui y est basti sera démoly & razé jusques aux fondemens par lesdits Habitans de ladite R. P. R. dans quinzaine, à compter du jour de la signification du present Arrest; ce faisant, qu'ils pourront disposer des materiaux comme bon leur semblera. Et à faute de ce faire dans ledit temps, Permet sa Majesté ausdits Syndic du Diocèse d'Agen & Habitans Catholiques dudit lieu de S. André, de faire ladite démolition aux frais & dépens desdits de la R. P. R. Et à l'égard dudit sieur de Coissel, Ordonne sa Majesté qu'il ne pourra faire dans son Chasteau l'Exercice de ladite R. P. R. qu'aux termes de de l'article 8. de l'Edit de Nantes, pour luy, sa femme, & trente personnes seulement; Et que le Temple, si aucun y a dans ledit Chasteau, sera démoly dans quinzaine, en sorte qu'il n'y ait aucune marque d'Exercice public de ladite R. P. R. ainsi qu'il est porté par l'article 3. de la Declaration de sa Majesté du premier Février 1669. le tout à peine de desobeïssance, & d'estre procedé contre les contrevenans ainsi qu'il appartiendra. Enjoint sa Majesté au Gouverneur son Lieutenant General en Guyenne, Intendant de

Justice, & tous autres Officiers de tenir la main à l'exécution & observation du present Arrest, & de donner pour cet effet toute l'assistance qui sera nécessaire. FAIT au Conseil du Roy, sa Majesté y estant, tenu à S. Germain en Laye le vingtième jour de Decembre mil six cens soixante douze. Signé, P H E L I P P E A U X.

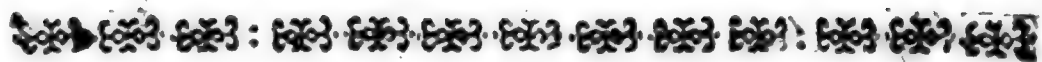
~~~~~

*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant interdiction d'exercice public &
démolition de Temple à Vnet, à Gala-
pian, à Fouillet, à Ammet, à Ligneux,
& à S. Barthelemy de la Perche, lieux
du Diocese d'Agen.*

VEU par le Roy estant en son Conseil, les Procez verbaux des Partages survenus en l'année 1668. entre le sieur Pellot lors Intendant de Justice en Guyenne, & Pierre Guignard Advocat de la R. P. R. Commissaires deputés en Guyenne pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits & Declarations données en consequence, & pour pourvoir aux Innovations, Contraventions & Entreprises faites à iceux des 27. Avril & 18. Juillet audit an 1668. sur la demande du Syndic du Clergé du Diocese d'Agen, à ce qu'il soit fait défenses aux Ministres, Anciens & autres Habitans de lad. R. P. R. des lieux de Unet, Galapian, Fouillet, d'Ammer, Ligneux, & S. Barthelemy de la Perche, de faire d'oresnavant en iceux l'Exercice public de

ladite. R. P. R. Et qu'à cet effet leurs Temples soient démolis jusqu'au fondement, d'une part; Et les Ministres, Anciens, & autres Habitans desdits lieux, faisans profession de la R. P. R. défenseurs, d'autre. Surquoy ayant esté par eux fourny de défenses, ledit sieur Pellot Commissaire Catholique auroit esté d'avis, par les motifs y énoncez, d'ordonner que l'Exercice public de ladite R. P. R. fera interdit dans les susdits lieux de Unet, Galapian, Fouillet, d'Ammet, Ligueux & S. Barthelemy de la Perche, & les Temples démolis jusques aux fondemens: Et ledit Sieur Guignard au contraire, pour le regard desdits lieux de Ligueux & de S. Barthelemy, à ce qu'ils soient maintenus audit Exercice; Et pour les autres, qu'avant faire droit aux Parties, elles seroient renvoyées audit Conseil, jusques à ce que le Partage soit intervenu pour le Condommois & l'Agenois fût vuide. V E U aussi les Productions des Parties. O ù y audit Conseil ledit Syndic du Clergé d'Agen, le nommé Janisson Député desdits de la R. P. R. des susdits lieux, Loride leur Advocat, le Rapporteur. Et tout considéré; LE R O Y ESTANT EN SON CONSEIL, Vuidant lesdits Partages, a interdit tout Exercice public de ladite R. P. R. dans lesdits lieux de Unet, Galapian, Fouillet, d'Ammet, Ligueux & S. Barthelemy de la Perche. Avec tres-expresses inhibitions & défenses à tous Ministres & Habitans de l'y faire à l'avenir sous quelque pretexte que ce soit, à peine de desobeissance & d'estre procedé contre les contrevenans, ainsi qu'il appartiendra. A cette fin Ordonne sa

Majesté, que par lesdits Habitans de la R. P. R. desdits lieux, les Temples qui y sont construits seront rasez & démolis jusques aux fondemens ; Sçavoir, ceux de Unet, & Galapian dans quinzaine, ceux de Foüillet & d'Amme dans un mois, & ceux de Ligneux & S. Barthelémy de la Perche dans deux mois; & ce à compter du jour de la signification du present Arrest : Ce faisant, pourront lesdits Habitans disposer des materiaux si bon leur semble. Autrement & à faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé, Permet sa Majesté au Syndic du Diocese d'Agen & Habitans Catholiques desdits lieux, de faire faire ladite démolition aux frais & dépens de ceux de ladite R. P. R. Enjoint sa Majesté au Gouverneur son Lieutenant General en Guyenne, Intendant de Justice, & tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution & observation du present Arrest, & de donner pour cet effet toute l'assistance nécessaire. FAIT au Conseil d'estat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à saint Germain en Laye, le troisiéme jour de Février mil six cens soixante-treize. Signé, P H E L I P P E A U X.



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
*portant interdiction d'exercice public
 de la Religion Pretendue Reformée, &
 démolition du Temple à Bazas.*

VE U au Conseil d'Estat du Roy sa Majesté y estant, le Procez Verbal de Partage intervenu entre les sieurt Pellot Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maistre des Requestes Ordinaire de son Hostel, Intendant és Generalitez de Guyenne, & Guignard Advocat en Parlement. Commissaires deputez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes & autres Edits & Arrests donnez en consequence, du 12. Mars 1668. par lequel ledit sieur Pellot Commissaire Catholique auroit esté d'avis que l'exercice public de la R. P. R. devoit estre interdit dans la Ville de Bazas, & le Temple ou il est fait, démoly jusques aux fondemens, & ledit sieur Guignard Commissaire de la R. P. R. au contraire auroit esté d'avis que l'exercice public de ladite R. P. R. fût maintenu dans ladite Ville de Bazas. Copie de Requeste présentée ausdits sieurs Commissaires par le Syndic du Clergé du Diocese de Bazas, à ce qu'il fût ordonné que l'exercice public de ladite R. P. R. seroit interdit pour toujours dans ladite Ville de Bazas, & la Grange où il se fait, démolie jusques aux fondemens dans quinzaine par les deffendeurs à leurs frais & dépens, & à faute de ce faire dans ledit temps, qu'il seroit procedé à

ladite démolition , à la diligence dudit Syndic , aux frais & dépens desdits deffendeurs , signifié le 3. Février 1668. Copie collationnée d'Arrest du Conseil du 23. Avril 1665. par lequel auroit esté ordonné que lesdits Commissaires départis dans les Provinces pour pourvoir aux choses qui regardent le fait de ladite R. P. R. Exercice d'icelle , Temples, Cimetieres & observation de l'Edit de Nantes, executeroient incessamment lesdites Commissions , & qu'à cette fin ils recevroient les plaintes , tant des Ecclesiastiques , que de la part des Ministres , & audites personnes de ladite R. P. R. pour leur pourvoir ainsi que de raison , & conformément à leursdites Commissions : & à l'égard des Procez & Instances qui pourroient estre pour raison de ce , pendantes & introduites audit Conseil , sa Majesté les auroit renvoyées pardevant lesd. sieurs Commissaires , chacun dans l'estendue de sa Commission. Autre Copie collationnée de la Declaration de sa Majesté du 17. Decembre 1656. portant entre autres choses que les Sujets de sa Majesté faisant profession de ladite R. P. R. conformément aux Edits de pacification, Arrests & Reglemens donnez en consequence , ne pourroient faire l'exercice de ladite R. P. R. és Villes où il y a Archeveschez ou Eveschez , ny aux lieux & Seigneuries appartenans aux Ecclesiastiques , ny en autres que ceux qui leur sont accordez par l'Edit de Nantes , & que les lieux où ils faisoient le Presche, qui se trouveroient bastis sur les Cimetieres, ou si proche des Eglises , que le Service Divin en peut estre trouble , & ceux qui y avoient esté établis depuis l'Edit de Nantes

1
sans Lettres de permission de sa Majesté registrées aux Cours des Parlemens, seroient démolis, & que les Cimetieres des Catholiques leur seroient rendus, sans que lesd. de la R. P. R. y pussent faire enterrer leurs morts; que les Seigneurs faisans profession de ladite R. P. R. ne pourroient user d'aucuns droits honorifiques dans les Eglises, des Sepultures, bancs, titres tant dedans que dehors lesdites Eglises & Patronages, demeurants lesdits droits en surseance tant qu'ils feroient profession de la R. P. R. & pour le patronage, que l'Evesque confereroit de plein droit pendant ledit temps seulement, sans préjudice du droit de la terre, apres l'empeschement cessé; & que les Ministres de ladite R. P. R. conformément aux Arrests du Conseil, ne pourroient prescher en autre lieu qu'en ceux de leur demeure, le Presche y estant estably par les Commissaires deputez pour l'exécution de l'Edit de Pacification, à peine de prison & d'amende arbitraire. Extrait de l'Histoire de France par Scipion du Pleix, par lequel il paroist que le Capitaine Fabas ayant quitté la Religion Catholique, auroit au commencement de l'an 1577. surpris les Villes de Bazas & de la Reolle pour les Religionnaires, dont la nouvelle avoit esté portée au Roy & aux Etats assembles à Blois au mois de Novembre 1576. Requête présentée audit Conseil par ledit Syndic du Clergé du Diocese de Bazas, à ce qu'il fût permis d'adjouster à sa Production un Arrest dudit Conseil du 29. Janvier 1644. par lequel auroit esté ordonné qu'autre Arrest du Parlement de Pau du 23. Juillet 1640. seroit executé, ce faisant

que l'exercice de ladite R. P. R. pourroit estre estably en tous les lieux du Pays de Bearn où il y auroit outre le Ministre dix Chefs de Famille domiciliers & residens en iceux , & pour le regard des autres Villes & Villages où ledit nombre n'estoit point , qu'il seroit permis aux Ministres dy aller visiter les malades , enterrer leurs morts dans les Cimetieres , & en cas de necessité y faire leurs Baptesmes dans les Maisons privées, si bon leur sembloit , sans Presche ny assemblée , & défenses d'y faire aucun Presche ny exercice dans les Temples desdits lieux, sauf aux particuliers Habitans de s'assembler pour cet effet au lieu plus proche, qui auroit le nombre requis des personnes ; l'Ordonnance du Conseil estant au bas de ladite Requête du 19. Aoust 1672. portant, soit la piece receüe & communiquée, signifiée le 22. du mois d'Aoust. Autre Requête ausdits sieurs Commissaires deputez en la Province de Guyenne pour l'execution dudit Edit de Nantes, par les Ministres, Anciens & Habitans de ladite Ville de Bazas, faisant Profession de la R. P. R. à ce qu'ils fussent maintenus en l'exercice de ladite Religion, & possession de leur Temple , & de toutes les choses qui en dependent, establir & reestablir en toutes les graces & concessions des Edits & renvoy des fins & conclusions dudit Syndic du Clergé avec dépens , signifié le 3. Mars 1668. Copie collationnée d'Ordonnance des sieurs de Caumont & de Refuge Commissaires deputez par le Roy en l'estenduë du Ressort du Parlement de Bordeaux pour l'execution dudit Edit de Nantes du 27. Juin 1600. par laquelle apres avoir

avoir ouï les Jurats de ladite Ville de Bazas & de Montsegur, & conferé avec le Senéchal de Bazadois, & eu l'avis des principaux Officiers de ladite Senéchaussée, auroit entre autres choses esté ordonné, conformément à l'Article dix dudit Edict de Nantes, que l'exercice de ladite R. P. R. se pourroit faire en ladite Ville de Bazas, pour les Habitans de lad. Ville & Prevosté seulement, sans toutefois qu'il en survint d'autres, jusques au nombre de 10. personnes, ils en pussent estre recherchez & maintenus en la possession du Cimetiere qu'ils avoient hors la Ville. Autre Copie collationnée d'autre Ordonnance desdits Sieurs Commissaires, du 28. dudit mois de Juin, portant que la Grange appartenant à Jean de la Serre Capitaine, sise en ladite Ville de Bazas, seroit baillée ausdits de la R. P. R. pour faire l'exercice de leur dite Religion, & ce par provision, jusques à ce qu'ils peussent acheter quelque autre lieu plus commode. Extrait du Cahier présenté au Roy par lesdits de la R. P. R. Article 22. & la Réponse faite à iceluy par sa Majesté le dernier Aoust 1602. portant injonction au Senéchal de Bazadois de faire rendre ausdits de la R. P. R. le Cimetiere qu'ils avoient auparavant les Guerres. Autre Extrait d'autre Cahier aussi présenté à sa Majesté par lesdits de la R. P. R. Article 19. & la Réponse faite à iceluy par sa Majesté le 4. Juillet 1603. par laquelle après avoir eu l'avis des Commissaires Exécuteurs dudit Edict, & du Senéchal de Bazadois, auroit esté ordonné que la restriction des dix Forains,

portée par l'Ordonnance desdits Sieurs Com-
 millaires pour ladite Ville de Bazas , seroit le-
 vée & ostée , & l'exercice de ladite Religion
 continué en ladite Ville , suivant le 37. &
 autres Articles particuliers , accordez à ceux
 de ladite R. P. R. Copie collationnée de la
 Declaration de sa Majesté , adressée audit
 Senéchal de Bazadois , du dernier dudit mois
 de Juillet audit an 1603. portant confirmation
 de la Réponse faite par sa Majesté audit Ar-
 ticle 19. dudit Cahier. Extrait du 37. Article
 des particuliers , accordez par sa Majesté aus-
 dits de la R. P. R. portant permission ausdits
 de la Religion , qui demeureroient aux Champs
 d'aller à l'exercice d'icelle és Villes , Faux-
 bourgs & autres lieux où il seroit publique-
 ment établi. Copie collationnée d'Arrest du-
 dit Conseil , en forme de Lettres Patentes ,
 dudit jour dernier Juillet audit an 1603. por-
 tant Commission audit Senéchal de Bazadois
 de faire rendre & restituer ausdits de la R.
 P. R. de ladite Ville de Bazas , le Cimetiere
 dont ils estoient en possession auparavant les
 Troubles, suivant les Articles 28. dudit Edit de
 Nantes , & 22. du Cahier présenté à sa Ma-
 jesté le dernier Aoult 1601. Autre Copie d'au-
 tre Arrest dudit Conseil du 12. Aoult 1604.
 confirmatif de ladite Declaration, dudit jour
 dernier Juillet 1603. pour l'exercice de ladite
 R. P. R. audit Bazas. Commission sur ledit
 Arrest du 7. Janvier 1609. avec l'Acte d'en-
 registrement d'iceluy , & de ladite Declara-
 tion, au Siege de ladite Ville de Bazas. Exploit
 d'assignation baillée à la Requête dudit Syn-

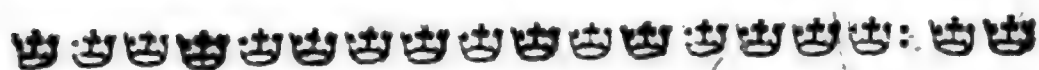
dic du Clergé ausdits de la R. P. R. de ladite Ville de Bazas, pour proceder pardevant lesdits Sieurs Commissaires sur les fins de la Requête à eux présentée par ledit Syndic, le 10. Janvier 1665. Défenses desdits de la R. P. R. tendante à ce qu'ils fussent renvoyées de ladite assignation, & maintenus en l'exercice de ladite Religion dans ladite Ville de Bazas, & possession de leur Cimetiere, avec défenses de les y troubler, signifiées le 27. Février 1666. Deux Extraits de Testament de Pierre Zauvergne & de Dauphine Saubin sa veufve, des 13. Octobre 1596. & 21. Juillet 1598. par lesquels les Testateurs auroient ordonné leurs corps estre enterrez dans le Cimetiere de ceux de ladite R. P. R. situé proche ladite Ville de Bazas, & legué chacun cinq écus pour la reparation dudit Cimetiere, & pour les Pauvres de ladite R. P. R. Requête desdits de la Relig. P. R. à ce qu'il leur fût permis d'ajouter trois pieces y mentionnées à leur Production, l'Ordonnance du Conseil estant au bas, du 23. Janvier 1673. portant soient les pieces receues & communiquées sans retardation, signifiée le 27. dudit mois de Janvier. Cahier d'articles collationnés présentés au Conseil du Roy de Navarre, sa Majesté y estât. Arrests du Marechal de Matignon, pour ceux de lad. Ville de Bazas, le 23. Mars 1583. par lequel Article 4. l'exercice de ladite R. P. R. auroit esté maintenu en ladite Ville de Bazas, & continué au lieu où ceux de ladite R. P. R. avoient accoustumé de le faire, jusqu'au premier jour de May lors prochain,

dans lequel temps lesdits de la R. P. R. feroient tenus d'en trouver un autre, duquel ledit Sieur Marechal de Marignon les auroit asseurez. Copie de Requête présentée ausdits Sieurs de Caumont & de Refuge, par les Habitans de ladite Ville de Bazas, à ce qu'il fût ordonné n'y avoir lieu d'établir en ladite Ville aucun exercice de ladite R. P. R. & que lesdits de la R. P. R. se contenteroient des lieux de Cazeneneuve & Auros, ensemble du Cimetiere duquel ils jouissoient lors, l'Ordonnance desdits Sieurs Commissaires du 27. Juin 1600. par laquelle il auroit esté octroyé Acte ausdits Habitans Catholiques, de leurs dires & remonstrances, pour leur servir ainsi que de raison. Rolle des Chefs de Famille faisans profession de la R. P. R. domiciliez dans ladite Ville. Contredits desdits de la R. P. R. à la Production nouvelle du Syndic du Clergé du Diocese de Bazas, signifiez le 27. Janvier 1673. Réponse dudit Syndic du Clergé à la Production nouvelle desdits de la R. P. R. du 23. dudit mois de Janvier, signifiée le 28. dudit mois. Autre Requête desdits de la R. P. R. à ce qu'il leur fût permis d'ajouter à leur Production les Pieces y mentionnées, & y ayant égard leur adjuger les Conclusions, l'Ordonnance dudit Conseil du 17. Février 1673. portant la Requête & Pieces receuës, dont les Parties prendroient communication sans retardation; & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit, signifiée ledit jour, Registre non signé des Baptêmes de ceux de ladite R. P. R. de la-

dire Ville de Bazas , commencé le 23. Aoust 1576. jusques au 16. Decembre 1584. Certificat pardevant Notaire en ladite Ville de Bazas , du 6. Février 1673. d'Antoine Lagardere & Jean Meuserrat , que les dénommez audit Rolle des Chefs de Famille , faisant profession de la R. P. R. sont domiciliez en ladite Ville de Bazas. Autre Requête dudit Syndic du Clergé du Diocese de Bazas , à ce qu'il luy fût permis d'ajouter deux pieces y mentionnées à sa production : l'Ordonnance estant au bas du 17. Février 1673. portant , soient les pieces receuës & communiquées sans retardation , signifiée le 18. dudit mois. Extrait de l'Histoire de De Thou , par lequel il paroist qu'au commencement de l'année 1577. ledit Capitaine Fabas faisant profession de la Religion Catholique, auroit fait assassiner le Gouverneur de ladite Ville de Bazas , & enlevé la filiastre d'iceluy, pour la marier à un de ses parens , & que craignant d'estre poursuivi par la rigueur des Loix , auroit fait entrer secretement des Soldats , comme en ayant besoin pour la défense de sa personne , & qu'il s'estoit alors rendu par force Maistre de la Ville, & qu'en mesme temps il auroit fait Abjuration de la Religion Catholique , & Profession de la R. P. R. & pour se mettre à couvert de la Justice , craignant d'estre puny pour raison de l'assassinat & du rapt , avoit traité avec le Roy de Navarre , & déclaré tenir la Ville pour luy , disant n'avoir rien fait que par ses Ordres , & que pour se rendre plus recommandable au Roy de Navarre , auroit surpris

la Ville de la Reolle, Attestation faite par devant le Lieutenant Particulier en la Sénéchaussée de Bazadois, par Jean Brustis Advocat en la Cour, & Juge Royal de ladite Ville & Prevosté d'icelle, deux Jurats, deux Advocats & deux Procureurs de ladite Ville, du premier Février 1673. des familles demeurans audit Bazas, faisant profession de ladite R. P. R. au nombre de onze. Autre Requête dudit Syndic du Clergé, employée pour contredire à la dernière Production nouvelle desdits de la R. P. R. & tout ce qui a esté mis pardevers le Sieur Boucherat, Conseiller ordinaire du Roy en ses Conseils, Commissaire à ce député. OUY le Syndic du Clergé du Diocèse de Bazas, & Monereau député pour ceux de la R. P. R. de Bazas, le Rapport du Commissaire; Et tout considéré, **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL**, vuidant ledit partage, & y faisant droit, a ordonné & ordonne, que l'exercice de la R. P. R. sera interdit dans la Ville de Bazas, & que le Temple qui y est construit, sera démoli jusqu'aux fondemens, dans deux mois, par ceux de la R. P. R. & en ce faisant, ils pourront disposer des matériaux & de la place du Temple, sinon & à faute de faire par eux la démolition dans ledit temps de deux mois, & iceluy passé, sa Majesté a permis & permet au Syndic du Clergé du Diocèse de Bazas, de faire ladite démolition aux dépens de ceux de ladite R. P. R. qui seront remboursez sur lesdits matériaux; Et sera le present Arrest executé nonobstant op-

positions ou appellations quelconques. FAIT
au Conseil d'Etat du Roy, sa Majesté y
estant, tenu à Saint Germain en Laye, le
vingtième jour de Février mil six cens soixante
& treize. Signé, P H E L I P P E A U X.



A R R E S T D V C O N S E I L D' E S T A T,
*portant interdiction d'exercice public
de la R. P. R. & démolition de Temple
à Chasteaudouble, Diocese de Valence.*

V E U par le Roy estant en son Conseil, le
Jugement rendu par les sieurs Commis-
saires Députez par sa Majesté pour l'execu-
tion de l'Edit de Nantes. Autres Edits, De-
clarations & Arrests dudit Conseil, és Pro-
vinces de Dauphiné, Lyonnois & Provence,
le cinquième jour d'Aoust 1664. entre Maistre
Gilles le Ferron Prestre, Docteur en Sainte
Theologie, & Chanoine en l'Eglise Cathe-
drale Saint Apollinaire de Valence, & Syn-
dic du Clergé de ladite Ville, demandeur en
Requete du 16. Octobre 1663. d'une part,
& Maistre Salomon Geliffier, Ministre de la
R. P. R. du lieu de Chasteaudouble, les An-
ciens & autres Habitans dudit lieu faisant
profession de ladite R. P. R. défenseurs d'au-
tre; par lequel lesdits Sieurs Commissaires se
feroient trouvez partagez en quelques-unes
de leurs opinions, le Sieur Commissaire Ca-
tholique ayant esté d'avis, que défenses soient
faites ausdits de la R. P. R. de faire aucun

exercice public de leur Religion audit lieu de Chasteaudouble, sur les peines portées par les Edits, Arrests & Reglemens du Conseil de sa Majesté, d'ordonner que le Temple dudit lieu de Chasteaudouble sera démoli & razé jusqu'aux fondemens, que ceux de ladite Religion Prétendue Reformée seront tenus de souffrir qu'on tende & pare devant leurs maisons, suivant l'Article 5. de l'Arrest du Conseil, du 4. May lors dernier, intervenu sur les partages de Provence; qu'il leur sera enjoint de garder les Festes indites par l'Eglise Romaine, avec défenses de travailler en quelque sorte de Mestier, dont le bruit puisse estre entendu des passans & voisins, conformément à l'Article 20. de l'Edit de Nantes, & que défenses leur soient faites d'étaler ou débiter publiquement de la viande aux jours dont l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine en ordonne l'abstinence, suivant l'Article 7. dudit Arrest du Conseil 1663. de tenir aucunes Ecoles, & neanmoins que leurs enfans soient admis en celles des Catholiques sans aucune distinction, & de faire aucunes impositions ny levees de deniers, qu'en presence du Juge Royal, suivant l'Article 43. des particuliers, & le Sieur Commislaire de la R. P. R. au contraire d'ordonner que l'exercice public de ladite Religion sera fait & continué audit lieu en toute liberté, avec inhibitions & défenses à toutes personnes de troubler les Ministre, Anciens & autres Habitans dudit lieu, faisant profession de ladite R. P. R. en leurdir exer-

pice., sur les peines portées par les Edits, que
 le Temple sera laissé au lieu où il est, pour
 y continuer ledit exercice, &c. Extrait d'un Re-
 gistre des Baptêmes, & autres choses, faites
 par ceux du Consistoire Général de l'Eglise de
 la Baume, depuis le 13. May 1571. jusqu'au 27.
 Mars 1572. Autre Extrait d'un autre Registre,
 contenant les noms & surnoms de ceux qui
 se sont joints à l'Eglise P. R. de la Baume
 Cornilhanne, depuis le 12. Octobre 1578. jus-
 qu'au 10. Septembre 1579. Réponses dudit
 Syndic aux défenses desdits de la R. P. R.
 de Chasteaudouble. Copie collationnée du
 Contract de Vente d'une Maison située audit
 lieu de Chasteaudouble, & au dessous du Tem-
 ple, du 9. Février 1571. Autre Copie colla-
 tionnée du Livre de Baptêmes & Mariages
 faits en ladite Eglise P. R. de Chasteaudou-
 ble, depuis le 11. Juillet 1593. jusqu'au 11. May
 1597. Autre Copie collationnée d'Actes de
 Colloque de Livron, d'Heurre, Bourdeaux &
 Chasteaudouble, des 26. Avril 1595. 8. Fé-
 vrier 1596. 4. Nov. 1597. & 22. Avril 1598.
 Copie collationnée d'un Extrait des Registres
 du Synode Provincial, tenu à Grenoble le 4.
 Juillet 1593. contenant que Chasteaudouble
 estoit un secours des Eglises de Beaumont
 & Valence, Lettre écrite par le nommé
 Agard Ministre de Romans, le 10. Avril 1595.
 où l'exercice n'estoit pas libre, comme il pa-
 roist de la piece cy-dessus, par laquelle il té-
 moigne au nommé Cellier avoir receu, pour
 se rendre au Synode Provincial à Orange.
 Copie collationnée du Procès verbal de la

prise en possession du Sieur Montbrun en la Terre & Seigneurie de Chasteaudouble, du 19. Octobre 1594. Autre Procuration passée par la Dame de Montbrun à Chasteaudouble au Sieur de Vercoiran son beau-fils, pour la recepte des droits Seigneuxiaux dudit Chasteaudouble, le 28. May 1597. où ledit Agard a asisté comme Ministre de Romans, avec un Député, &c. Copie collationnée du Jugement rendu le 15. May 1599. par le Synode de Montelimart, sur le differend d'entre ledit Agard Ministre de Romans & Chasteaudouble, & les Eglises P. R. desd. lieux, &c. Protocolle de Notaire, dans lequel se trouve quelques Contrac̃ts pour les Habitans de Chasteaudouble, &c. Et tout ce que par les Parties a esté mis & produit pardevers le Sieur Poncet, Commissaire ordinaire du Roy en tous ses Conseils, & Direction de ses Finances, Commissaire à ce député. O U Y son Rapport après en avoir communiqué aux Sieurs Commissaires députez pour les Affaires de la R. P. R. Et tout considéré. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, faisant droit sur led. partage & contestations, a fait & fait tres-expresses inhibitions & défenses ausd. de la R. P. R. de faire & continuer l'exercice public de la R. P. R. audit lieu de Chasteaudouble; & ce faisant, ordonne que dans un mois pour toutes préfixions & délais du jour de la signification du présent Arrest, le Temple dudit lieu sera démoli & razé jusqu'aux fondemens, & les materiaux par eux emportez si bon leur semble; autrement, & à

faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé, permet sa Majesté audit Syndic & Habitans Catholiques, de le faire démolir aux frais & dépens desdits de la R. P. R. Et en consequence, leur fait pareillement défenses de tenir aucunes Ecoles publiques, & seront les enfans admis en celles des Catholiques sans aucune distinction, ainsi qu'il est ordonné; & au surplus, ordonne que les Edits, Arrests & Reglemens seront observez. FAIT au Conseil d'Etat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye, le premier jour de Mars mil six cens soixante & treize. Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
par lequel l'exercice public de la
R. P. R. est interdit, & le Temple
démoli à Grateloup, Diocese d'Agen.*

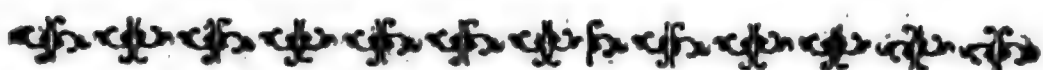
VEU par le Roy, estant en son Conseil, le Procés Verbal de Partage, survenu le 16. Avril 1668. entre le Sieur Pellot, lors Intendant de Justice és Generalitez de Bourdeaux & Moutauban, & Maistre Pierre Guignard, Avocat de la R. P. R. Commissaires députez en Guyenne, tant pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits & Declarations données en consequence, que pour pourvoir aux innovations, contraventions & entreprises faites à iceux, sur la demande du Syn-

dic du Clergé du Diocèse d'Agen, à ce qu'il soit fait défenses aux Ministres, Anciens du Consistoire, & autres Habitans de ladite R. P. R. du lieu de Grateloup, d'y faire à l'avenir aucun exercice public de ladite Religion, & qu'à cet effet le Temple sera démoli d'une part; & ledit Ministre, Anciens de Consistoire, & autres Habitans dudit lieu de Grateloup, faisant profession de ladite R. P. R. défendeurs d'autre; le Sieur Pellot Commissaire Catholique, auroit esté d'avis pour les motifs y énoncés, d'ordonner que l'exercice public de ladite R. P. R. sera interdit dans Grateloup, & le Temple où il se fait démoli jusqu'aux fondemens, & ledit Guignard au contraire, que l'exercice public de ladite R. P. R. soit maintenu audit lieu de Grateloup. Ecritures & Productions respectives des Parties, pardevers lesdits Sieurs Commissaires. Requête desdits de la R. P. R. présentée au Conseil le 8. Octobre 1671. dans laquelle ils disent entre-autres choses, que le nommé Ricotier estoit leur Ministre és années 1596. & és années 1597. dans laquelle Requête ils ont fait une nouvelle production de quatre pieces, la premiere est un vieux cahier de papier non signé, auquel il est écrit entre-autres choses, qu'il fut fait quelques Baptemes audit lieu, & au Temple de Grateloup, és années 1596. & 1597. par ledit Ricotier, & qu'un Maistre d'Ecole aprenoit à lire & écrire aux enfans dudit lieu, & dans ledit Temple. La seconde, Copie du Colloque tenu audit lieu de Grateloup, le premier Juin

1597, dans lequel le nom des Ministres qui y assisterent est écrit, & entre-autres, celui dudit Ricotier est qualifié Pasteur de Clairac, après lesquels noms, il est dit que ceux du Consistoire de Grateloup assisterent aussi audit Colloque, sans qu'il y soit nommé aucun Ministre dudit lieu; la troisième, un Testament de Jeanne Bonnefons, femme de Claude Pomarede, du 28. Avril 1586. & la quatrième, est un Colloque des Habitans d'Agenois, tenu audit lieu de Grateloup, le premier Juin 1597. auquel assisterent ceux du Consistoire de Grateloup. Requête dudit Syndic d'Agen du 15. Octobre 1671. servant de Contredits à ladite nouvelle Production, par laquelle il fait voir entre-autres choses, que lesdits de ladite R. P. R. de Grateloup ayant esdites années 1596. & 1597. un Consistoire audit lieu, mais nul Ministre, ceux des autres lieux qui les alloient servir de temps en temps, y alloient comme à une de leurs Eglises qu'ils appellent jointes. OUY au Conseil ledit Syndic, & le nommé Jau-nisson député desdits de la R. P. R. Lorde leur Advocat, le Rapport; Et tout considéré.

LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL,
 voidant ledit partage, & y faisant droit, conformément à l'avis dudit Sieur Pellot, a interdit tout exercice public de ladite R. P. R. audit lieu de Grateloup; Fait sa Majesté tres-expresses défenses à leur Ministre & Habitans, de l'y faire à l'avenir, sous quelque pre-texte que ce soit, à peine de desobeissance, & d'estre procédé contre les Contrevenans,

ainsi qu'il appartiendra ; A ces fins , ordonne
 sa Majesté , que le Temple qui y est con-
 struit, sera démoli jusqu'aux fondemens, dans
 deux mois, à compter du jour de la significa-
 tion du present Arrest par lesdits de la R.
 P. R. ce faisant qu'ils pourront disposer des
 materiaux , ainsi que bon leur semblera ; &
 à faute de ce faire dans ledit temps , per-
 met sa Majesté au Syndic dudit Clergé d'A-
 gen , & Habitans Catholiques dudit lieu de
 Grateloup , de faire faire ladite démolition
 aux frais & dépens de ceux de ladite R. P.
 R. Commande sa Majesté au Gouverneur ,
 son Lieutenant General de Guyenne , Inten-
 dant de Justice , & tous autres Officiers qu'il
 appartiendra , de tenir la main à l'exécution
 du present Arrest. FAIT au Conseil d'Etat
 du Roy , sa Majesté y estant, tenu à Ver-
 sailles le treizième Mars mil six cens soixante-
 treize. Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
 portant delaisement du Temple de la R.
 P. R. de Montflanquin, Diocese d'A-
 gen.*

SUR ce qui a esté représenté au Roy
 Estant en son Conseil, qu'en l'année 1668.
 le Sieur Pellot lors Intendant de Justice és Ge-
 neralitez de Bordeaux & Montauban, ayant
 esté commis par sa Majesté, avec Maître
 Pierre Guignard , Advocat de la Religion Pré-

tenduë Reformée, tant pour l'exécution de l'Edit de Nantes en Guyenne, & autres Edits & Declarations données en consequence, que pour pourvoir aux Innovations, Contraventions & entreprises faites à iceux; le Syndic du Clergé du Diocèze d'Agen auroit fait assigner pardevant lesdits Sieurs Commissaires, les Ministres, Anciens du Consistoire, & autres Habitans de ladite R. P. R. de la Ville de Montflanquin, à ce que l'exercice public de leur dite Religion leur fût interdit pour toujours en ladite Ville & Jurisdiction, & le Temple où il se fait rendu au Prieur & Curé de l'Eglise, sans délai ny aucun remboursement, comme basti sur le fonds d'une Chapelle & des Maisons dudit Prieur & Curé, des pierres & materiaux de ladite Eglise, & desdites maisons ruinées. Surquoy lesdites Parties ayans contesté, fourny des défenses & repliques pardevers lesdits Sieurs Commissaires; iceux par leur Advis du 28. du mois de Juillet de ladite année 1668. seroient demeurez d'accord que lesdits de la R. P. R. défendeurs, ayant justifié l'establissement de leur exercice en ladite Ville és années 1596. & 1597. y devoient estre maintenus, & en ce cas qu'ils pourroient bastir un Temple au lieu qui leur seroit piqueté par des Commissaires subdeleguez; ce faisant qu'il seroit libre aux Catholiques de prendre ledit Temple, à la reserve de la Chaire, des Bancs & de la Cloche, au cas qu'il ne s'y trouve aucune marque comme elle a appartenu autresfois à l'Eglise; & ce en payant par eux

lesdits défendeurs la somme de quatre cens livres, sinon que ledit Temple sera démoli, comme appartenant à l'Eglise, & le sol rendu au Prieur & Curé d'icelle. VEU le Procès verbal des Sieurs Commissaires, contenant leurs Advis & Motifs d'iceux, Escritures, Pieces & Productions respectives des Parties, & par eux remises pardevers lesdits Sieurs Commissaires: Requête présentée au Roy par ledit Syndic du Clergé le 30. Septembre 1671. contre lesdits de la R. P. R. à ce que sans avoir égard à l'accord & avis desdits Sieurs Commissaires; les fins & conclusions par luy prises pardevant eux luy fussent adjugées. Dires desdits défendeurs fournis tant contre ladite Requête, que contre un Acte à eux signifié de la part dudit Syndic, le treize Octobre 1671. persistant à leurs conclusions d'estre maintenus en l'exercice public de leur dite Religion dans ladite Ville. OUY audit Conseil ledit Syndic du Clergé d'Agen, le nommé Janisson; député desdits de la R. P. R. Lorde leur Advocat, le Rapport: Et tout considéré. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL; conformément au Jugement & Advis desdits Sieurs Commissaires, a maintenu & maintient lesdits Habitans de ladite Ville de Montflanquin faisant profession de la R. P. R. en leur exercice public de ladite Religion. Ordonne sa Majesté qu'ils quitteront & laisseront leur Temple en l'estat qu'il est aux Catholiques de ladite Ville dans quinzaine, à compter du jour de la signification du present Arrest, à la reserve de la

Chaire, des Bancs & de la Cloche qu'ils pourront emporter, en cas qu'il ne s'y trouve aucune marque comme elle appartient à l'Eglise; le tout en payant par lesdits Catholiques ausdits de la R. P. R. la somme de quatre cens livres; ce qui sera libre ausdits Catholiques d'accepter si bon leur semble dans ledit temps; sinon sera ledit Temple démoli jusqu'au fondemens par lesdits Habitans de ladite R. P. R. & le sol où il estoit basti (comme appartenant à l'Eglise) rendu au Prieur & au Curé d'icelle; ce faisant ils demeureront déchargés à l'avenir du payement de l'interest de 400. li. qui sont en leurs mains, moyennant quoy ils pourront disposer des materiaux dudit Temple, ainsi qu'ils aviseront; Et à faute par eux de faire lad. démolition, Permet sa Majesté ausd. Syndic & Habitans Catholiques de la faire faire aux frais & dépens de ceux de lad. R. P. R. lesquels pourront faire bastir un autre Temple au lieu qui leur sera piqueté par le Sieur de Séve, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel, & Commissaire départi en la Generalité de Bordeaux, & un Adjoint qui sera par luy pris de ladite R. P. R. & ce aux dépens desdits de la R. P. R. Enjoint sa Majesté audit Sieur de Séve, & tous autres Officiers qu'il appartiendra, de tenir la main à l'exécution du present Arrest. FAIT au Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à Versailles, le 13. Mars 1673. Signé, P H E L I P P E A U X.

*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant que l'exercice public de la R.
P. R. cessera à Paray Lemonial, Cou-
ches, Vaujaucour, & Volenai, Villes &
Lieux du Diocese d'Authun, & que
les portes des Temples y seront mu-
rées.*

SUR la Requête présentée au Roy, étant
en son Conseil, par les Habitans de la
R. P. R. de Bourgogne, notamment des lieux
de Couches, Paray Lemonial, Baulne & Vau-
jaucour; contenant qu'ayant pleu à sa Maje-
sté de donner ses Ordres au Sieur Boucheu
Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Mai-
stre des Requestes ordinaire de son Hostel, In-
tendant de Justice, Police & Finance en Bour-
gogne, pour l'exécution de la Commission,
afin d'informer des Contraventions à l'Edit
de Nantes, il a eu pour Adjoint en ladite
Commission le Sieur Salvert de la Religion
Prétendue Reformée, contre lequel les Sup-
plians ont divers sujets de suppositions, &
ayant appris qu'ils ont rendu des Ordonnan-
ces le 28. Novembre 1673. lesquelles leurs
sont fort préjudiciables, & sans aucun fon-
dement; mesme directement contre l'Edit de
Nantes, notamment pour ce qui concerne
les exercice desdits lieux de Couches, Paray
Lemonial, Baulne & le Vaujaucourt, qui sont

des lieux de Balliages , confirmez par des Arrests du Conseil , auxquels ils ont interdit l'exercice , & ordonné la démolition des Temples , les Supplians en ont interjetté Appel au Conseil , & par ce que les Syndics du Clergé de ladite Province les menacent de faire tous leurs efforts pour surprendre quelque Arrest au Conseil confirmatif desdites Ordonnances , dont les Supplians leur ont fait déclarer qu'ils estoient Appellans , & que mesme que si lesdits Supplians n'obtenoient point promptement Arrest en vostre Conseil , pour empêcher l'exécution desdites Ordonnances , après les deux mois passez portez par lesdites Ordonnances , on pourroit démolir les Temples desdits lieux , & joint mesme qu'ils ont leur Production , qu'ils sont prests de remettre incessamment pardevers le Sieur Marquis de Chasteauneuf , Conseiller du Roy en ses Conseils , Secrétaire d'Etat , & de ses Commandemens , Rapporteur nay des affaires de la R. P. R. pardevers lequel ils sont aussi prests de produire quelques pieces nouvellement recouvrées , justificatives de leur bon droit indubitable. A CES CAUSES , requeroient les Supplians, qu'il pleust à sa Majesté les recevoir Appellans de toutes les Ordonnances renduës par lesd. Sieurs Commissaires, qui leur sont préjudiciables, notamment de celle renduë ledit jour 28. Novembre 1673. qui ont interdit l'exercice desdits lieux de Couches , Paray Lemonial , Baulne & le Vaujaucour , & ordonné les démolitions des Temples desdits lieux , & procedant sur ledit Ap-

pel, leur permettre de produire par production nouvelle, les pieces qu'ils ont nouvellement recouvrées justificatives de leur bon droit, & pour faire droit sur iceluy, ordonner que les Parties seront assignées au Conseil, & que les Sacs & Production des Parties y seront incessamment remises, avec défense de rien attenter. VEU la dite Requête, signée Lorde, des Gallinieres, Advocats des Supplians, avec les Pieces justificatives. OUY le Rapport; Et tout considéré. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, ayant égard à ladite Requête, a receu & reçoit lesdits Supplians Appellans des Ordonnances rendues par lesd. Sieurs Boucheu & de Salvert, Commissaires Exécuteurs de l'Edit de Nantes en Bourgogne, du 28. Nov. 1673. tant pour l'interdiction de l'exercice de lad. R. P. R. desdits lieux de Couches, Paray Lemonial, Baulne & le Vaujaucour, que démolitions des Temples desdits lieux. Ordonne sa Majesté que sur ledit Appel, lesdits Supplians mettront dans six mois l'Instance en estat, pour estre par sa Majesté ordonné ce que de raison. Cependant leur fait sa Majesté tres-expresse défenses, de faire aucun exercice de ladite R. P. R. dans les lieux susdits; & à cette fin ordonne que lesd. Temples seront murés à la diligence du Syndic du Diocese d'Autun. Enjoint sadite Majesté audit Sieur Boucheu, de tenir la main à l'exécution du present Arrest. FAIT au Conseil d'Estat du Roy sa Majesté y estant, tenu à Versailles, le 5. Mars 1674. Signé, P H E L I P P E A U X.



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,

portant cessation d'exercice public de la R. P. R. à Landreville, Diocese de Langres, que les Défendeurs veulent maintenant, quoy qu'il ne l'ait jamais esté, faire passer pour lieu d'exercice de Balliage, dans le Balliage de Bar-sur-Seyne, & que pour cét effet le Temple y sera muré.

SUR la Requête présentée au Roy estant en son Conseil, par les Habitans de la Religion Prétendue Reformée de Bar-sur-Seyne Diocese de Langres; Contenant, que les Habitans de ladite Religion de Bourgogne, & notamment ceux des lieux de Couches, Paray le Monial, Beaune, & le Vauxjaucourt, s'estans plains des Ordonnances rendues par les Sieurs Commissaires députez par sa Majesté, pour informer des Contraventions à l'Edit de Nantes en Bourgogne, portant interdiction de l'exercice de ladite Religion esdits lieux, avec la démolition des Temples; Sa Majesté par Arrest de son Conseil d'Estat, du cinquième Mars dernier, auroit receu les Habitans des lieux susdits, Appelans desdites Ordonnances, & ordonné qu'ils mettront dans six mois l'Instance en estat, pour estre par sa Majesté ordonné ce que de

raison ; cependant défenses de faire aucun exercice de ladite Religion esdits quatre lieux, & à cette fin que les Temples seront murez, à la diligence du Syndic du Diocèse d'Autun, dans lequel Arrest n'estant point parlé de l'Eglise Prétendue Reformée de Bar-sur-Seyne, qui est dans le Diocèse de Langres, dont lesdits Sieurs Commissaires ont pareillement pris connoissance, parce qu'alors le Syndic dudit Diocèse n'avoit point encores fait paroître l'Ordonnance rendue c ntre lesdits Supplians par lesdits Sieurs Commissaires du 28. Novembre 1673. portant interdiction de leur exercice, & démolition de leur Temple, bien que lieu de Bailliage, laquelle Ordonnance le Syndic dudit Diocèse de Langres ne leur auroit fait signifier que le quatrième Juin dernier, dont ils n'ont pû se plaindre jusqu'à present à sa Majesté, à cause de son occupation en Franche-Comté ; & combien que ledit Arrest du Conseil d'Estat, du 5. Mars dernier, leur suffit pour empêcher que leur Temple ne soit démoli, puisqu'ils sont du nombre de ceux qui ont baillé ladite Requête, sur laquelle il est intervenu, & qu'il y a pareille raison, que pour lesdites quatre autres Eglises de Balliage, spécialement nommées dans ledit Arrest ; néanmoins parcequ'il n'est pas nommément parlé de ladite Ordonnance ; ils apprehendent que ledit Syndic du Diocèse de Langres ne se porte après le 4. d'Aoust prochain qu'expirent les deux mois de délai à eux donné, à faire démolir leur Temple, & ne prétende le pouvoir faire à

leurs dépens. A CES CAUSES, requeroient
 lesdits Supplians, qu'il pleust à sa Majesté leur
 vouloir sur ce pourvoir, & ordonner que ledit
 Arrest du 5. Mars dernier, sera executé à leur
 égard, ainsi qu'à celuy des autres Habitans de
 lad. R. P. R. de la Province de Bourgogne des
 lieux de Couches, Parayle Monial, Beaune &
 le Vauxjaucourt. VEU ladite Requête. Copie
 dudit Arrest du Conseil cy-dessus datté, & de
 l'Ordonnance desd. Sieurs Commissaires, dudit
 jour 28. Nov. 1673. ensemble de l'Exploit de
 signification d'icelle, du 4. Juin dernier. OUY
 le Rapport; Et tout considéré: LE ROY
 ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné
 & ordonne, qu'à l'égard des Supplians ledit Ar-
 rest du 5. Mars dernier sera executé; ce faisant
 sa Majesté les a receu & reçoit Appellans de
 l'Ordonnance renduë contr'eux, le 28. Novemb.
 1673. par lesd. Sieurs Commissaires Exécuteurs
 de l'Edit de Nantes en Bourgogne, tant pour
 l'interdiction de l'exercice de lad. R. P. R. audit
 lieu de Bar-sur-Seyne, que démolition du Tem-
 ple. Ordonne sa Majesté que sur ledit Appel,
 les Supplians mettront dans six mois l'Instance
 en estat, pour estre par sa Majesté ordonné ce
 que de raison; cependant leur fait tres-expresses
 défenses de faire audit lieu aucun exercice de
 ladite R. P. R. & à cette fin, que le Temple
 sera muré à la diligence du Syndic dud. Dioce-
 se de Langres. Enjoint sa Majesté au Sieur Bou-
 chu, Intendant de Justice de Bourgogne, de tenir
 la main à l'exécution du present Arrest. FAIT au
 Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, te-
 nu à Versailles, le trentième Juillet 1674.
 Signé, P H E L I P P E A U X.

*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant interdiction de l'exercice public
de la R. P. R. & démolition du Temple
à Montpasier, Diocese de Sarlat.*

VE U par le Roy, estant en son Conseil, le Jugement rendu par les Sieurs Commissaires députez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes, & autres Edits, Declarations & Arrests donnez en consequence, en la Generalité de Guyenne, le 3. Mars 1668. entre le Syndic du Clergé du Diocese de Sarlat, Demandeur aux fins de l'Exploit du 12. Juillet 1664. à ce qu'il soit fait défenses au Ministre, Anciens de Consistoire, & autres Habitans de Montpasier, faisant profession de la R. P. R. faire à l'avenir aucun exercice public de ladite Religion; & qu'à cet effet leur Temple soit démoli jusqu'aux fondemens, d'une part; & le Ministre, Anciens de Consistoire, & autres Habitans de Montpasier, faisant profession de la R. P. R. défendeurs d'autre; par lequel lesdits Sieurs Commissaires auroient esté contraires en leurs opinions: le Sieur Pellet ayant esté d'avis sous le bon plaisir de sa Majesté, d'ordonner que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit dans Montpasier, & le Temple où il se fait, démoli jusqu'aux fondemens, & le Sieur Guignard auroit esté d'avis sous le bon plaisir du Roy, que l'exercice public de la R. P. R. doit estre maintenu

audit Montpasier, ledit Exploit dudit jour 12. Juillet 1664. Requête dudit Syndic dudit Diocèse de Sarlat, par luy présentée ausdits sieurs Commissaires, à ce qu'entre autres choses ledit Temple de Montpasier & autres y dénommez soient démolis, avec inhibitions & défenses à tous Seigneurs & Dames de faire dire le Presche dans leurs maisons que dans celle qu'ils indiqueront, & seront enregistrées aux Greffes des Seneschaussées où les maisons sont situées, laquelle indication ils feront tous les ans suivans les Edits du Roy & les Arrests de son Conseil, & sera enjoint au sieur de Bergues & autres, de démolir les Voutes reduites en Tombeaux qu'ils ont fait contre, joignant & proche les Eglise Parrochialles des lieux, & à ce faire seroient contraints par toutes voyes deues & raisonnables, & aux Habitans de Duylan faisans profession de la R. P. R. & tous autres, de faire des assemblées & attroupemens, sous pretexte de priere au autrement, comme ils ont fait depuis deux ou trois ans, à peine d'estre punis comme infracteurs des Edits de sa Majesté, & perturbateurs du repos public. Ordonnance desdits sieurs Commissaires, estant au bas, du 18. Juillet 1664. portant, soit monstre à Parties, pour y défendre dans la huitaine, autrement pourvû. Exploit de signification desdites Requetes, & Ordonnance & assignations estant au bas donnée en consequence aux Ministres, Anciens & Habitans de Montpasier de ladite R. P. R. à la Requête dudit Syndic le 21. desdits mois & an, à comparoir à la huitaine pardevant lesdits sieurs Commissaires pour y pro-

ceder sur les fins de ladite Requête , fourni par devant lesdits sieurs Commissaires par lesdits de la R. P. R. de Montpasier contre ledit Syndic, signifié le premier Février 1666. les articles 9. 10. & 16. de l'Edit de Nantes , deux Extraits des Livres journaux de feu Marc Massobre & Pierre Pourqueri Habitans de Montpasier, contenant leurs mariages , & les Baptesmes de leurs enfans faits par les nommés la Ferriere , Ballot, Luilier , & Bessotis Ministres de Montpasier , és annés 1570. 75. 76. 77. 78. 82. 84. 85. 88. 89. 95. 97. & 1598. Procez verbal des sieurs Consuls de ladite Ville , contenant , comme à la requisition de Maistre Jean Sani Bachelier és droits , ils auroient procedé & tiré lesdits Extraits desdits Livres journaux le 5. Aoust 1665, de quoy ils auroient donné Acte audit Sani. Extraict d'Actes de colloques tenus à Bergerac , Issigeac & Nerac és années 1584. 93. 1594. & 1598. ausquels Extraits auroit assisté ledit Bessotis Ministre de Montpasier. Six Extraits d'Actes des Consistoires & colloques tenus à Bergerac és années 1578. 79. 92. 94. & 1595. par deux desquels qui sont des années 1594. & 1595. il appert que le sieur Bessot a assisté comme Ministre de Montpasier & Biron. Requête présentée ausdits sieurs Commissaires deputez par sa Majesté pour l'execution des Edits de Pacification par le Syndic des P. R. de Montpasier , à ce qu'il luy fut permis de faire extraire lesdits Actes , Parties presentes ou appellées , au bas de laquelle est l'Ordonnance desdits sieurs Commissaires, portant, soient faits lesdits Extraits & Vidimus, Parties presentes ou deue-

ment appellées du 19. May 1665. Extrait tiré d'un Livre couvert de parchemin, dans lequel estoient plusieurs memoires dattés à la premiere page du 14. Aoust 1593. & à la fin du 17. Mars 1606. sans aucune signature, par le sieur Debordes Lieutenant Particulier en la Seneschauffée d'Agenois, Commissaire député & subdelegué dudit sieur Pellot & le sieur Guignard son Ajoint. Extrait d'un autre memoire de la naissance de quelques particuliers dudit Montpasier baptisez par Luilié & Bessotis Ministres és années 1582. 88. 92. 96. 98. 99. & 1603. par lesdits sieurs Commissaires, contenant les mariages faits és Eglises de Montpasier & de Biron depuis l'année 1592. jusques à celle de 1605. Onze Extraits tirés par lesdits sieurs Commissaires, d'Actes de Synodes Provinciaux & colloques tenus à Miramont, Bergerac, la Linde, Issigeac, Saintefoy & Cleyrac, és années 1582. 83. 84. 94. 97. 98. 1600. 1601. & 1602. où Bessot a assisté en quelques-uns comme Ministre de Montpasier & Biron. Copie d'Acte de Jurats de la Ville de Montpasier en l'année 1601. par lequel auroit esté donné un lieu pour le Cimetiere desdits P. R. de ladite Ville. Requête des contredits dudit demandeur, au bas de laquelle est l'Ordonnance desdits sieurs Commissaires, portant, soit fait quant à la conclusion, & au surplus du 23. Mars 1666. signifiée lesdits jour & an. Requête présentée aux sieurs Commissaires par lesdits P. R. de Montpasier le 8. Février 1668. servant de response aux contredits dudit Syndic, & tout ce que par lesdites Parties a esté mis & produit pardevers la

sieur Poncet Conseiller ordinaire du Roy en ses
 Conseils & direction de ses Finances, Com-
 missaire à ce député, apres en avoir communi-
 qué aux sieurs Commissaires deputez pour les
 affaires de la R. P. R. Et tout considéré. LE
 ROY ESTANT EN SON CONSEIL;
 faisant droit sur ledit Partage a interdit l'exerci-
 ce public de la R. P. R. dans Montpasier, &
 en consequence ordonné que dans un mois pour
 toutes prefixions & delais du jour de la signifi-
 cation du present Arrest, le Temple y construit
 sera démoly, & permis ausdits de la R. P. R.
 de disposer des materiaux comme ils adviseront
 bon estre, autrement & à faute de ce faire dans
 ledit temps, & iceluy passé, ledit Syndic & Ha-
 bitans Catholiques dudit lieu pourront le faire
 démolir aux frais & dépens desdits de la R. P.
 R. & sera le present Arrest executé nonobstant
 oppositions ou appellations quelconques. FAIT
 au Conseil d'Etat du Roy, la Majesté y estant,
 tenu à Saint Germain en Laye le quatrié-
 me jour de Mars, mil six cens soixante & onze.
 Signé, P H E L I P P E A U X.

A R R E S T D V C O N S E I L D' E S T A T,
*portant interdiction d'exercice public de
 la R. P. R. à Angoulins Diocese de la
 Rochelle, à la Flotte & à Ars, Bourgs
 de l'Isle de Ré & du mesme Diocèse,
 & démolition des Temples qui y
 sont; & injonction à tous P. R. origi-
 naires de haut & bas Languedoc qui
 sont venus faire leur demeure dans la-
 dite Isle, d'en vuider dans un mois
 pour toutes prefixions & delais.*

V E U par le Roy estant en son Conseil,
 le Jugement rendu par les sieurs Com-
 missaires deputés par sa Majesté pour l'execu-
 tion de l'Edit de Nantes, autres Edits, Decla-
 rations & Arrests du Conseil dans le pais
 d'Aulnis, Ville & Gouvernement de la Ro-
 chelle le 20. jour de Decembre 1663. entre Maî-
 tre Laurens Barbin Prestre, Curé de S. Soulle
 & Syndic du Clergé d'Aulnis demandeur, à ce
 que défenses fussent faites à Jean Pepin Mi-
 nistre de la R. P. R. Anciens & autres Habi-
 tans de ladite Religion du Bourg d'Angoulins,
 de faire aucun exercice de ladite R. P. R. au-
 dit Bourg, sur peine d'estre declarés rebelles &
 perturbateurs du repos public, & qu'injonction
 leur fût faite sur les mesmes peines, d'observer les
 Edits & Declarations de sa Majesté, de ne te-
 nir aucunes Ecoles audit Bourg pour l'instru-

Orion de la Jeunesse . & de n'enterrer leurs morts que dès le matin , à la pointe du jour , ou le soir à l'entrée de la nuit , sans qu'il y puisse assister plus grand nombre que de 10. personnes, conformément à l'Arrest du Conseil d'Etat du 13. Novembre 1662. d'une part, & ledit Pepin Ministre de ladite R. P. R. dudit Bourg d'Angoulins , faisant tant pour luy , que pour les Anciens & Habitans de ladite Religion dudit lieu défenseurs d'autre , par lequel Jugement lesdits sieurs Commissaires se seroient trouvez contraires en leurs Opinions , le sieur Colbert du Terron ayant esté d'avis , de permettre au sieur d'Angoulins suivant l'Article 8. de l'Edit de Nantes de faire faire l'exercice de ladite R. P. R. en sa Maison sise audit Bourg d'Angoulins pour sa famille seulement , & en ce faisant faire défenses audit Pepin de tenir & faire le Presche audit Bourg d'Angoulins , sinon en la presence dudit sieur d'Angoulins , à la charge d'y resider, conformément aux Arrests dudit Conseil des 20. Juin 1639. 11. Janvier 1657. & à la Declaration de sa Majesté, portant défenses aux Ministres de ladite R. P. R. de prescher hors les lieux de leur demeure & de leur residence , sur peine de punition corporelle & non autre , sur autres peines portées par les Edits: Et le sieur de Loire ayant esté d'avis , que ledit sieur d'Angoulins jouït de la grace contenuë dans le 7. Article de l'Edit de Nantes; & quant à la residence du Ministre , que le 6. Article dudit Edit, & le premier des particuliers, fussent observés selon leurs forme & teneur , par lesquels il leur est permis de vivre & de

demeurer en tous les lieux de ce Royaume, & Pais de l'obeissance de sa Majesté, à condition toutesfois de ne faire aucun exercice public de ladite Religion, si ce n'estoit aux lieux esquels il leur est permis par ledit Edit. Copie collationnée de transaction passée le 20. Novembre 1616. entre les sieurs Roüillet & le Beruc, portant entr'autres choses, que ledit le Beruc tiendrait en tout droit de Chasteau & Chastellenie la Paroisse d'Angoulins. Imprimé d'Ordonnance desd. sieurs Commissaires du 13. Septembre 1663. portant assignation à quinzaine aux Ministres, Anciens, Diacres, & Consistoire de ladite R. P. R. d'Angoulins, pour représenter les titres & preuves de l'exercice de leur Religion, aux lieux où ils le font; signification d'icelle audit Pepin tant pour luy que pour les autres du Consistoire dudit Angoulins du 11. Octobre 1663. Moyens fournis par ledit Syndic contre lesdits de la R. P. R. du 14. Novembre audit an. Requête dudit Beruc sieur d'Angoulins ausdits sieurs Commissaires, afin d'estre maintenu dans tous les Privileges accordés par ledit Edit, toutes demandes & pretentions au contraire rejetées, du 20. Decembre audit an 1663. icelle Requête servant de contredits & replique ausdits moyens. Réponse dudit Syndic à ladite Requête. Autre Jugement rendu par lesdits sieurs Commissaires le 28. dudit mois de Decembre 1663. entre ledit Barbin Syndic demandeur suivant l'Exploit du 17. Octobre 1663. d'une part, & les Habitans de la R. P. R. demeurans aux Bourgs de S. Martin, de la Flotte, & Ars en l'Isle de Ré, défenseurs d'autre,

par lequel lesdits sieurs Commissaires se sont trouvés partagés en leurs opinions , le sieur Colbert de Terron ayant esté d'avis de faire défenses aux Habitans du Bourg de S. Martin de ladite Isle , & à tous autres , de faire ou faire faire en aucune maniere l'exercice de ladite R. P. R. audit Bourg , ce faisant que le Temple , où les Habitans dudit Bourg de saint Martin font l'exercice de ladite R. P. R. fût démoly dans quinzaine , & enjoint ausdits Habitans de garder les Edits & Reglemens faits par sa Majesté , sur les peines portées par iceux , à ce que les Habitans Catholiques fussent maintenus & gardés dans la possession de leur Temple & de leur Cloche , & envoyés de la demande faite par lesdits Habitans de ladite R. P. R. du remboursement de l'achapt du Cimetiere dont ils jouissent à present , au lieu de celuy qui leur estoit commun avec lesdits Catholiques. Et en ce qui concerne la demande pour estre admis indistinctement avec lesdits Catholiques aux charges de Police, de Syndic, & autres de ladite Isle ; ordonné que les Reglemens faits en la Seneschauflée & Cour Ordonnance de la Ville de la Rochelle & Arrests donnés en consequence , seroient executés selon leur forme & teneur , avec défenses ausdits Habitans de ladite R. P. R. de s'assembler audit Bourg , pour y tenir Consistoire , ny faire aucun Exercice de ladite Religion : & au Regard des demandes faites par lesdits Habitans desdits Bourgs d'Ars & de la Flotte , faisans profession de ladite R. P. R. afin d'estre reestablis dans l'exercice d'icelle , qu'ils en fussent debouttés

boutés ; conformément aux Ordonnances & Ordres de sa Majesté , avec défenses à tous autres de faire ou faire faire l'Exercice de ladite Religion esdits Bourgs , pour n'y avoir droit , ny titres de ce faire , & pour estre décheus de tous Privileges suivant la Declaration de sa Majesté de l'année 1627. & à eux enjoint de garder les Edits & Reglemens faits par sa Majesté , sur peine aux contrevenans d'estre punis selon la rigueur portée par iceux , & à tous Originaires du haut & bas Languedoc , qui depuis l'Edit de Nismes sont venus faire leur demeure dans ladite Isle de Ré , d'en vuider de corps & de biens , dans un mois pour tout delay, sur peine de 500. livres d'amende , autrement qu'ils y seroient contraints par toutes voyes , mesme par vente & exposition de leurs meubles sur le carreau : Et ledit sieur de Loire ayant esté d'avis de maintenir lesdits Habitans dudit Bourg de Saint Martin dans la possession actuelle de l'exercice de ladite R. P. R. & dans le mesme lieu où ils le font à présent, & au surplus qu'ils jouiront de toutes les autres graces accordées par les Edits , à ceux qui ont ledit droit, avec défenses à toutes sortes de personnes de leur apporter aucun trouble ou empeschement, sur les peines portées par les Edits : Et faisant droit sur le premier Article de leurs plaintes , ordonner que conformément au 16. article de l'Edit de Nantes , leur ancien Temple leur seroit rendu , où la juste valeur d'iceluy ; sur le second que le 28. article de l'Edit de Nantes seroit executé selon sa forme & teneur , & sur les deux derniers renvoyées à ce qui a esté

par lesdits sieurs Commissaires appostillé en marge du cahier à eux présenté par les Habitans faisans profession de ladite R. P. R. de la Rochelle , & à l'égard de ceux de la Flotte & d'Ars , se trouvant aussi fondées sur les mesmes articles 9. & 10. dudit Edit de Nantes , confirmez par tous les autres Edits , tant de sa Majesté , que des Roys ses Predecesseurs , ledit sieur Commissaire auroit esté d'avis de leur retablissement , pour lequel obtenir se pourvoiroient vers sa Majesté , demeurans cependant dans le mesme estat qu'ils sont à present , avec défenses de rien innover , & enjoint à tous les Habitans du haut & bas Languedoc qui se seroient venus establir dans ladite Isle de Ré depuis l'Edit de Nismes , que conformément au 9. article dudit ; ils en sortiront dans trois mois pour tout delay , & le tout sans oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles. Ordonnance desdits sieurs Commissaires du 24. Octobre 1663. portant que les Extraits des Titres & pieces desdits Habitans , dont ils entendoient se servir , seroient collationnés en presence dudit Barbin Syndic pour valoir Originaux. Autre desdits sieurs Commissaires du 20. Decembre audit an sur la reformation de la qualité de P. R. en quoy ils se sont trouvés pattagés : Autre Ordonnance du 20. Février 1660. rendue sur la Requête présentée au sieur de S. Chamont Commandant pour sa Majesté à la Rochelle & Isle de Ré , par Jomont Procureur Fiscal de la Baronnie de ladite Isle , & faisant pour les Seigneur & Dame d'icelle , à ce que défenses fussent faites aux Habitans

dudit lieu de ladite R. P. R. de plus à l'advenir faire l'exercice de ladite Religion dans iceluy , ny aucuns lieux de ladite Baronnie comme ils l'auroient accoustumé par tolerance , sur les peines portées par les Edits & Ordonnances Royaux , par laquelle Ordonnance est dit, qu'iceluy Jamond se pourvoiroit par devers les sieurs de la Tuilerie Intendant audit Pais , & cependant défenses. Ordonnance dudit sieur de la Tuilerie du 13 Mars 1630. renduë sur la Requête dudit Jamond tendante à mesmes fins que la precedente , portant que ladite Requête sera communiquée aux Ministres & Anciens de S. Martin de Ré, pour leur réponse veüe , estre ordonnée que de raison. Copie de Jugement dudit sieur de la Tuilerie concernant l'exercice de la R. P. R. dans le Pais d'Aulnys du 20. Mars 1630. Copie de deux Lettres missives écrites au sieur de la Bochellerie Commandant pour sa Majesté en l'Isle de Ré, par le sieur de la Vrilliere les 25. May & 24. Juin 1648. par lesquels entr'autres choses est dit que sa Majesté ne veut point empescher que les Habitans de l'Isle de Ré fassent leurs prieres dans leurs maisons , & familles particulieres , pourveu que ce fut à voix basse , & sans assemblée d'autres sujets que ceux de la famille & maison particuliere , afin d'éviter scandale , qui autrement pourroit arriver. Copie d'Ordonnance du sieur de la Bachelerie renduë conformement ausdites deux Lettres missives , pour l'exercice de ladite R. P. R. dans l'Isle de Ré du 18. Juin 1648. imprimé d'Inventaire , sommaire des pieces & titres desdits de la R. P. R. de l'Isle de Ré,

pour justifier que depuis l'an 1563. jusques en 1630. ils ont joui sans interruption de l'exercice public de leur dite Religion, aux Bourgs de S. Martin, la Flotte & Ars, suivant les Edits & Declarations des Roys Predecesseurs de sa Majesté. Imprimé de Declaration du feu Roy, sur la Reduction de la Ville de la Rochelle à son obeissance, contenant l'Ordre & Police que sa Majesté y a estably; du mois de Novembre 1628. Ensuite sont les Articles de la grace accordée par sa Majesté aux Rochelois sur le pardon par eux demandé: à l'article 9. dudit Edit de Nismes, portant permission aux dessusdits de rentrer dans leurs maisons & les reestabli si besoin estoit, mesmes de demeurer en telles Villes & lieux du Royaume que bon leur sembleroit, fors és Isles de Ré, Oleron, la Rochelle & Privas, avec la Declaration du Roy contre le sieur de Soubise & autres du party des Anglois, qui confirme les Edits de Pacification en faveur de ceux qui demeureroient en leur devoir du 5. Aoust 1627. Imprimé des moyens fournis par ledit Syndic devant lesdits sieurs Commissaires, comme les pieces & titres desdits Habitans de ladite R. P. R. réponses dudit Syndic aux moyens & contredits fournis par lesdits Ministres, Anciens & Habitans du Bourg de S. Martin de Ré de ladite R. P. R. Copie de Lettres Patentes du Roy Charles IX. du 8. Juillet 1563. par lesquelles est mandé au sieur Jarnac Lieutenant au Gouvernement de la Rochelle & Pais d'Aulnis, de permettre ausdits Habitans de l'Isle de Ré de ladite R. P. R. d'avoir un lieu en ladite Isle auquel ils se pussent

assembler pour faire tous exercices de leur Religion, & jouir de l'effet des Edits, sans trouble: ensuite est l'Ordonnance dudit sieur du 23. Aoust 1563. portant qu'il seroit donné ausdits Habitans de ladite R. P. R. un lieu public dans ladite Isle pour faire leurs exercices de Religion, auquel effet le Lieutenant Particulier de la Rochelle auroit esté commis pour informer du lieu le plus commode pour l'exercice de ladite Religion: dans lemesme cahier est la Requête présentée par lesdits habitans audit Lieutenant Particulier, tendante à ce que l'exercice de ladite Religion leur fût permis en la maison de la veuve Ogier assize près le Cimetiere dudit Bourg S. Martin, laquelle maison leur avoit esté accordée pour un temps par ladite veuve: en suite est l'Ordonnance portant que ladite Requête seroit signifiée au Procureur du Roy, auquel seroient communiquées lesdites Lettres & la Commission dudit Lieutenant Particulier pour y venir répondre. Apres est la réponse dudit Procureur du Roy, qu'il ne vouloit empêcher qu'il fût pourveu par provision aux Habitans de la maison de ladite veuve de gré à gré. Dans ledit cahier est encores l'Ordonnance dudit Lieutenant Particulier qui auroit accordé ausdits Habitans la maison de ladite veuve pour l'exercice de ladite R. P. R. le tout jusques à ce qu'il leur eust esté pourvu d'autre lieu plus commode par ledit sieur Jarnac, avec défenses de les y troubler: dans lemesme cahier est encores l'Acte par lequel lesdits Habitans de ladite R. P. R. sont mis en possession réelle de ladite maison, pour l'exercice

de ladite Religion par provision , jusques à ce qu'autrement y eust esté pourveu par ledit sieur Jarnac, Autres Lettres Patentes du Roy Charles IX. du 13. May 1566. par lesquelles est mandé au Gouverneur de la Rochelle , ou son Lieutenant, de laisser jouir lesd. Habitans de l'Isle de Ré de ladite R. P. R. du lieu y mentionné appelé S. Cler sis au Cimetiere du Bourg S. Martin , pour y faire l'exercice de leur Religion , ensuite est la plainte faite par lesdits Habitans sur le trouble à eux fait en la possession & jouissance du lieu de S. Cler avec la Sentence d'enterinement desdites Lettres , Ordonnance du sieur Richelieu député de sa Majesté pour l'exécution de son dernier Edit de Pacification en Poitou , Xaintonge , Angoumois & Aulnis , du 24. Janvier 1578. portant que les Catholiques auroient l'Eglise de S. Cler , maisons , Chapelles , & autres lieux appartenans aux Ecclesiastiques & Colleges de Communauté , & ceux de la R. P. R. l'Aumonerie d'Ere , pour leur servir de Temple , en attendant la construction d'un Temple , laquelle Aumonerie ils laisseroient dans deux ans ausdits Catholiques , comme par cy devant , Extrait des Registres des Baptesmes desdits Habitans de ladite R. P. R. de S. Martin en ladite Isle de Ré commençant en Février 1561. & finissant en Avril 1627. deux Extraits de Synodes & colloques tenus à la Rochelle & S. Jean d'Angely és années 1575. 76. 78. 95. 96. 97. 98. & 1599. ausquels les Ministres & Anciens dudit lieu de S. Martin ont assisté ; estat de la dépense ordonné estre faite par le Roy Henry IV. en l'année 1590.

pour le payement des gages & pensions des Ministres d'Aulnis, Poitou, Xaintonge, Angoumois, & autres lieux de la Guyenne dans laquelle Channetot, Gehier, & Thierry Ministres des Eglises dudit S. Martin, Ars & la Flotte, sont employés pour deux cens livres chacun, ensuite sont des Extraits des Synodes Provinciaux, Nationaux & Consistoire de la Rochelle des années 1594. 1596. & 19. Janvier 1590. Procuration passée le 22. Novembre 1598. par lesdits Habitans dudit Bourg de S. Martin de la R. P. R. audit Channetot Ministre, & à Auger, pour faire travailler à la construction d'un Temple audit Bourg, pour l'exercice de leur dite Religion au lieu appelé l'Ecole. Acte d'assemblée desdits Habitans de ladite Isle de Ré du 11. Novembre 1598. portant cession & transport de la place appelée la grande Ecole, au nommé Paris, aux charges & conditions y mentionnées, Procez verbal de l'Estat de ladite place, fait à la Requête dudit Auger devant le Juge, Ordonnance de ladite Isle de Ré du 27. Février 1599. Acte de représentation faite par lesdits de la R. P. R. dudit Bourg de S. Martin, des Originaux de leurs Titres, dont les Extraits ont esté collationnés en presence dudit Syndic, imprimé d'Ordonnance du sieur Themin Maître des Requestes, Commissaire député par sa Majesté en l'Isle de Ré sur les Requestes à luy faites par lesdits de la R. P. R. desdits lieux de la Flotte & d'Ars, le nommé Veillon Curé & autres Habitans Catholiques dudit lieu du 30. Decembre 1627. par laquelle auroit esté permis ausdits de la R. P. R. de faire

l'exercice de leur dite Religion en la maison du nommé Vallan jusques à ce qu'autrement en eust esté ordonné , & lesdits Catholiques maintenus en la possession de leur Cimetiere de la Parroisse dudit lieu , avec défenses ausdits de la R. P. R. de les y troubler , ausquels en ce faisant auroit esté adjugé une piece de Terre designée par ladite Ordonnance , & offerte par lesdits Catholiques , pour leur servir de Cimetiere à l'advenir , lequel ils pourroient faire clore si bon leur sembloit. Imprimé d'autre Ordonnance dudit sieur Themin du 13. Janvier 1628. portant que l'ancien Cimetiere de la Parroisse de la Flotte demurerait pour l'avenir aux Habitans Catholiques dudit lieu , avec défenses de les y troubler , & en ce faisant ladite piece de Terre adjugée ausdits Habitans de la R. P. R. dudit lieu , conformément aux offres desdits Catholiques , pour servir à l'advenir de Cimetiere ausdits de la R. P. R. Bail à ferme fait par le sieur de S. Chamont le 8. Janvier 1630, au nommé Rousseau , Marchand demeurant en ladite Isle de Ré au Bourg de S. Martin , des biens , domaines , revenus & autres choses y mentionnées , acquis audit sieur , par le don à luy fait par sa Majesté le premier Avril 1629. Imprimé de Lettres d'Abolition du crime de rebellion accordées par le feu Roy au mois d'Octobre 1628. aux nommés Vincent & Gobert , tant pour eux que pour les autres y denommez , les Soldats & Matelots , ausquels auroit esté permis de retourner chez eux , & conduire les Vaisseaux dans les Ports de sa Majesté , comme aussi aux Habitans de la Rochelle qui estoient

restez en Angleterre, pourveu que dans trois mois ils retournaissent, & fissent leur déclaration. Imprimé d'autres Lettres d'abolition dudit crime, du 14. Avril 1632. accordées par le feu Roy aux Habitans de ladite Ville de la Rochelle, & des Isles de Ré, Oleron, la Tremblade, Marennnes & lieux circonvoisins, réfugiés en Angleterre & Pais Estrangers, Imprimé de Lettre de Cachet, du premier Février 1650. écrite au Sieur Comte d'Ognon, pour faire cesser l'opposition formée par le Syndic du Clergé d'Aulnis, à la construction d'un bastiment pour l'exercice de ladite R. P. R. audit Bourg de Saint Martin. Imprimé de contredits fournis par lesdits de la R. P. R. dudit Bourg. Autres contredits fournis par lesdits Habitans contre la production dudit Syndic, du 28. Decembre 1663. Extrait des Baptêmes & Mariages faits audit Bourg de la Flotte, par ceux de ladite R. P. R. commençant au 18. Février 1568. & finissant au 16. May 1629. Extrait des Actes des Colloques & Synodes Provinciaux, tenus tant à la Rochelle, Saint Jean d'Angely, qu'és Isles de Ré, depuis l'an 1576. jusqu'en 1599. ausquels les Ministres & Anciens des Eglises P. R. desdits Bourgs Saint Martin, la Flotte & Ars ont assisté. Lettre missive, signée d'Estrades, du 13. Decembre 1654. écrite ausdits Habitans de la Flotte, par laquelle leur est mandé, que le Sieur de Saint Leonard examinera ce qui a esté accoustumé se pratiquer audit Bourg, touchant la plainte contenuë en leurs Lettres, pour leur faire Justice, & suivre les

intentions de Roy sur les Privileges accordez
par les Edits. Acte de representation faite par
lesdits Habitans de la Flotte de la R. P. R.
des Originaux de trois Registres, tant de
Baptêmes, Mariages & Enterremens, que des
Colloques & Synodes, dont les Extraits ont
esté collationnés en presence dudit Syndic,
du 8. Decembre 1663. Dire fourni par les-
dits Habitans de la Flotte pardevant lesdits
Sieurs Commissaires, contenant leurs moyens.
Extrait des Actes des Colloques & Synodes
Provinciaux tenus à la Rochelle, S. Jean d'An-
gely, & Isle de Ré, depuis 1575. jusques
en 1594. auxquels les Ministres & Anciens
d'Ars ont assisté. Extrait des Baptêmes
& Mariages faits audit Bourg d'Ars par les-
dits de la R. P. R. commencé le 18. Octobre
1608. & fini au 5. Juillet 1625. Procuration
passée le 9. Avril 1630. par le nommé Vallean
Marchand dudit Bourg d'Ars, & Ancien de
la R. P. R. dudit lieu, tant pour luy, que pour
tous les autres de ladite Religion du mesme
lieu, pour comparoître pardevant ledit Sieur de
la Thuillerie, & soutenir que les Catholiques
sont non recevables en leur Requête, & faire
plainte qu'iceux avec le Curé & les Capucins
ont les 18. & 19. Mars 1630. jetté bas leur
Temple, & fait changer les pierres à la Cure.
Dire fourni pardevant lesdits Sieurs Commis-
saires par lesdits Habitans de ladite R. P. R.
audit Bourg d'Ars, contenant les raisons &
moyens. Autre Jugement rendu par lesdits
Sieurs Commissaires le 22. Decembre audit
1663. contre ledit Barbin Syndic dudit Clergé

d'Aunis ; d'une part ; Et les Ministres ; Anciens , Diacres du Consistoire de la R. P. R. dudit Aunis & Mauzé , d'autre ; par lequel lesdits Sieurs Commissaires se seroient trouvez de contraire avis ; ledit Sieur de Terron ayant fait défences ausdits Habitans dudit Bourg de Mauzé faisant profession de ladite R. P. R. de faire faire l'exercice de ladite Religion audit Bourg , pour n'avoir droit ny titres de ce faire ; ce faisant ordonné que le Temple où se fait ledit exercice , seroit démolí dans quinzaine , & enjoint ausdits Habitans de garder les Edits & Reglemens faits par sa Majesté sur les peines portées par iceux , & ledit Sieur de Loire ayant esté d'avis que l'exercice de ladite R. P. R. sera continué audit lieu de Mauzé , & que les Habitans faisant profession de ladite Religion , jouiront des Graces & Concessions accordées par les Edits de Pacification , & Réponses aux Cahiers presentez à sa Majesté , & aux Roys ses Prédecesseurs , à ceux a qui l'exercice de ladite Religion est permis par lesdits Edits , & le tout executé nonobstant tous Jugemens & Arrests à ce contraires , conformément à l'Article 9. de l'Edit de Nantes , & autres Declarations expedíées en consequence , & particulièrement à celles de 1629. 1643. & 1652. & ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques , & sans préjudice d'icelles. Extrait collationné de quelques Articles , contenant dans un papier de recepte & distribution de deniers pour les Pauvres de ladite R. P. R. de Mauzé , aucuns Articles font mention de

Baptêmes des dernier Juin 1571. vingt-huit
 Octobre audit an, deux & six Janvier 1572.
 Copie collationnée d'estat de la dépense à
 faire pour les gages, pensions, & entretenne-
 mens des Ministres des Eglises P. R. és Pro-
 vinces d'Aulnis, Poitou, & autres, du 18.
 Mars 1590. Extrait collationné de quelques
 Articles d'un papier de Consistoire & de Bap-
 têmes de Mauzé, lesdits Baptêmes admini-
 strez par le nommé Silvestre Ministre audit
 Mauzé, des treize Avril 1578. onze Janvier &
 premier Avril 1579. Autre Extrait de quel-
 ques Articles d'un papier des Baptêmes faits
 à Mauzé, les trois Juin 1584. dix-huit No-
 vembre audit an, treize Janvier 1585. cinq
 Octobre 1586. quatorze May 1587. six May
 1589. six Janvier 1591. treize Novembre 1594.
 & 12. Mars 1595. Autre Extrait collationné
 de quelques Articles d'un papier de Bapte-
 mes & de Consistoire dudit lieu de Mauzé,
 des huit Mars 1592. & vingt-six Decembre
 1593. Autre Extrait collationné de diverses
 Quittances des Pensions des Ministres dudit
 lieu, des neuf Decembre 1589. vingt-cinq De-
 cembre 1599. vingt-quatre Juin, & vingt-deux
 Decembre audit an, & vingt-un Juin 1594.
 Autre Extrait collationné de quelques Arti-
 cles du papier du Consistoire dudit lieu, des
 vingt-trois & trente Juillet, six & vingt Aoust,
 dix-sept, vingt & vingt-deux Septembre, huit
 Octobre, & cinq Novembre 1595. premier &
 sept Janvier, sept, quatorze & dix-sept Avril
 1596. cinq Janvier, dix-huit May & neuf No-
 vembre 1597. Autre Extrait collationné du pa-

pier des Baptêmes de ladite R. P. R. de
 Mauzé, commencé le vingt-trois Juillet 1595.
 & fini le vingt Aoust 1614. Autre Extrait
 collationné des Actes du Colloque d'Aulnis,
 tenu audit Mauzé le 11. Novembre 1597. où
 le nommé Besnard est dit Pasteur de Mauzé.
 Copie collationné d'un Article. Extrait du
 colloque d'Aulnis tenu à la Rochelle le 4.
 Novembre 1599. Imprimé d'Ordonnance des-
 dits sieurs Commissaires du 15. Septembre
 1663. portant assignation à quinzaine, aux
 Ministres, Anciens, Diacres & Consistoire de
 ladite R. P. R. de Mauzé, pour représenter
 leurs Titres & preuves de l'exercice de leur
 Religion aux lieux où ils le font : signification
 de ladite Ordonnance, au nommé la Forest
 Ministre de Mauzé, tant pour luy
 que pour les autres du Consistoire dudit
 lieu, du 8. Octobre 1663. Copie collationnée
 d'opposition du Baron de Mauzé à l'establis-
 sement du Presche audit lieu, en qualité de Ca-
 tholique, du premier Juillet 1590. Moyens four-
 nis par ledit Syndic contre lesdits de la R. P.
 R. dudit Mauzé signifiés le 12. Novembre
 1663. dire desd. de ladite R. P. R. dudit Mauzé
 servant de réponse ausdits moyens, répliques
 dud. Syndic ausd. moyens, Production desdites
 Parties, & tout ce que par icelles a esté mis &
 produit par devers le sieur Poncet Conseiller or-
 dinaire de sa Majesté en ses Conseils & direction
 de ses Finances, Commissaire à ce député
 après en avoir communiqué aux Sieurs Com-
 missaires députez pour les affaires de la Re-
 ligion Prétendue Reformée ; Et tout considéré.

LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL,
 faisant droit sur lesdits Partages , a permis audit Sieur d'Angoulins de faire faire l'exercice de la R. P. R. en sa maison sise audit lieu d'Angoulins , comme Seigneur de Fief seulement , & conformément à l'Article 8. de l'Edit de Nantes , tant qu'il sera demeurant actuellement audit lieu , avec inhibitions & défenses audit Depin , soy disant Ministre audit Bourg , ou autres qui luy pourroient succéder , d'y tenir & faire le Prêche , sinon en la presence dudit Sieur d'Angoulins , à peine d'en répondre en leur propres & privés noms , & d'observer les Edits , Declarations de sa Majesté , & Arrests dudit Conseil , & où il se trouveroit au Prêche dudit lieu plus grand nombre de ceux de lad. R. P. R. qu'il n'est porté par l'Edit 8. Article de l'Edit de Nantes , sa Majesté ordonne qu'il en sera informé par le plus prochain Juge Royal , à la Requête de son Procureur audit lieu pour ce fait , & rapporté estre ledit Sieur d'Angoulins déchu dudit privilege s'il y échet : Et à l'égard de l'Isle de Ré , sa Majesté a maintenu & maintient lesdits Habitans du Bourg Saint Martin en la possession actuelle de ladite R. P. R. au mesme lieu où ils le font à present ; Fait défenses à toutes personnes de les troubler ny inquieter , à peine d'estre procedé extraordinairement contre les Delinquans , sans que les Habitans des Bourgs de la Flotte & Ars , puissent prétendre de pouvoir faire aucun exercice public de leur dite Religion esdits lieux , à peine d'estre punis comme infracteurs des Edits , &

perturbateurs du repos public; Enjoint à tous Originaires du haut & bas Languedoc, qui sont venus faire leur demeure dans lad. Isle, d'en vuidier dans un mois pour toutes préfixions & délais; autrement & à faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé, qu'ils y seront contraints par toutes voyes deuës & raisonnables, mesme par ventes de leurs meubles sur le quarreau, & quant à l'exercice public de la R. P. R. dans ledit Bourg de Mauzé, sa Majesté ordonne qu'il y sera continué, conformément à l'article 9. dudit Edit de Nantes, sans qu'ils y puissent estre tronblez ny inquietez aux peines susdites; Et sera le present Arrest executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, dont si aucune intervient, sa Majesté s'en est reservée la connoissance, à soy & à sondit Conseil, FAIT au Conseil d'Etat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à S. Germain en Laye, le septième Mars 1671. Signé, P H E L I P P E A U X.



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
*portant interdiction d'exercice public
 de la R. P. R. & démolition de Temple
 à Aymet, Diocèse de Sarlat.*

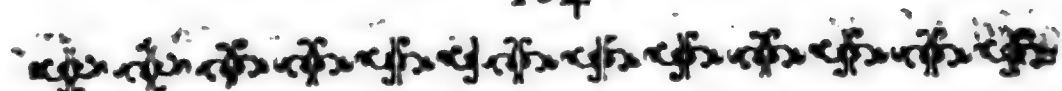
VE U par le Roy estant en son Conseil, le Jugement rendu par les sieurs Commissaires Députez par sa Majesté pour l'exécution de l'Edit de Nantes. Autres Edits, De-

clarations & Arrests dudit Conseil, en la Generalité de Guyenne, du 12. Mars 1668. entre le Syndic du Clergé du Diocèse de Sarlat, Demandeur aux fins de l'Exploit du 21. Juillet 1662. à ce qu'il fust fait défenses aux Ministres, Anciens de Consistoire, & autres Habitans d'Aymet, faisant profession de la R. P. R. d'y faire à l'avenir aucun exercice public de ladite Religion; & qu'à cet effet leur Temple fust démoli jusqu'aux fondemens d'une part; & lesdits Ministre, Anciens de Consistoire, & autres Habitans d'Aymet, faisant profession de la R. P. R. défendeurs d'autre; par lequel lesdits Sieurs Commissaires auroient esté contraires en leurs opinions, le Sieur Pellot ayant esté d'avis sous le bon plaisir de sa Majesté, d'ordonner que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit dans Aymet, & le Temple où il se fait, démoli jusqu'aux fondemens; & le Sieur Guignard, Commissaire de ladite R. P. R. que l'exercice de ladite Religion Prétendue doit estre maintenu audit lieu, & leur Temple subsister, ledit Exploit dudit jour 21. Juillet 1662. Deux Extraits de Cahiers de papiers, le premier intitulé: Livre des Baptêmes de l'Eglise d'Aymet, commençant le 2. Octobre 1575. & finissant le 7. Decembre 1597. & le second intitulé: S'ensuit le dénombrement des Enfans qui ont esté baptisez en l'Eglise de la presente Ville d'Aymet, par Monsieur Boyteau Ministre de la parole de Dieu, commençant le 14. May 1581. & finissant le 3. Avril 1583. Extrait d'une Certification faite par lesdits Habitans de la

La R. P. R. d'Aymet, pour l'entretien de leurs Ministres, és années 1591. & 1592. Extrait de divers Colloques du bas Agenois & Perigord, tenus à Aymet, Sainte Foy, Bergerac, Issigeac, Miramont & Nerac, és années 1582. 90. 92. 93. 94. 97. & 1598. par lesquels appert entre-autres choses, que congé & liberté fut donnée à Valeran, Ministre d'Aymet, au Colloque d'Assigeac, le premier Mars 1594. d'aller exercer son Ministère à Castres, sur la requisition qui en fust faite audit Colloque, par le nommé Billot député dudit Castres. Extrait du Livre du Consistoire dudit Aymet, commençant le dernier Mars 1589. & finissant le 12. Juin 1620. par lequel appert entre-autres choses qu'il avoit esté arresté le huitième Avril 1594. en présence de Finet Ministre de Sainte Foy, que le Consistoire de Bergerac, sera prié de vouloir octroyer à celui d'Aymet, un de leurs Ministres, pendant que ledit Valeran seroit absent, & le 11. Aoust 1595. en présence de Ragnac Ministre de Sigoules, qu'il y avoit esté arresté que l'on celebreroit la Cene le Dimanche lors prochain en quinzaine, & que depuis ledit jour 11. Aoust audit an, jusques au 19. Novembre 1597. il n'y a eu ny Ministre ny Consistoire, marque qu'il n'y a aucun exercice public audit Aymet, és années spécifiées en l'Article 9. de l'Edit de Nantes. Extrait de Lettres Patentes de Don, fait par le Roy és Eglises P. R. de Languedoc, & autres, en l'année 1592. dans lequel Valeran Ministre d'Aymet, est employé pour deux cens écus. Extrait de

Colloque tenu à Sainte Foy, le 3. Avril 1596. par lequel auroit esté arresté que l'on écriroit audit Valeran, & à son Eglise, touchant ce que nul d'eux n'estoit venu audit Colloque. Extrait d'Acte de Consistoire de l'Eglise de Bergerac, du 7. Juin 1596. par lequel auroit esté arresté, que l'on écriroit au Colloque, pour quelque argent deub par l'Eglise d'Aymet & Pomport. Extrait d'Acte du Synode tenu à Miremont le dix-sept Septembre 1597. par lequel auroit esté arresté qu'il seroit écrit Lettres au Synode du hant Languedoc, de pourvoir ausdits P. R. d'Aymet d'un Pasteur, au lieu du Sieur Valeran qui s'en estoit allé à Castres. Ordonnance des Sieurs de Boissié & de la Caze, Commissaires députez par sa Majesté au Ressort du Parlement de Bourdeaux, pour l'exécution de l'Edit de Nantes, du 17. Janvier 1612. qui ordonne que le Cimetiere de ladite Ville d'Aymet, sera commun aux Habitans de ladite Ville, tant de l'une que de l'autre Religion, que lesdits Habitans seront indifferemment admis aux Charges de la Ville, & que la Cloche seroit aussi commune. Procès verbal des Sieurs Hofman & du Vigier, Commissaires députez pour l'exécution de l'Edit de Nantes en Guyenne, du 18. Juin 1662. contenant les causes de l'opposition faite par lesdits P. R. d'Aymet à la démolition de leur Temple, & privation de l'exercice de ladite Religion, ordonné par Arrest du Parlement de Bourdeaux. Dire desdits Défendeurs du 23. Mars 1666. contenant leurs défenses à la demande dudit Syndic. Requête

dudit Syndic desdits jour, mois & an, servant de Réponse ausdites défenses. Copie de Requeste dudit Syndic du 23. Mars 1666. tendante à ce que lesdits P. R. eussent à produire & représenter leurs Titres pardevant lesdits Sieurs Pellot & Guignard: au bas est l'Ordonnance de Forclusion. Défenses desdits P. R. d'Aymet, du 7. Mars 1668. contre la Requeste de Contredits dud. Syndic, & tout ce que par lesdites Parties a esté mis & produit pardevers le Sieur Poncet, Conseiller ordinaire du Roy en tous ses Conseils, & Direction de ses Finances, Commissaire à ce député, après en avoir communiqué aux Sieurs Commissaires Députés pour les Affaires de la R. P. R. OUY son Rapport; Et tout considéré. **LE ROY ESTANT EN CONSEIL**, vuidant ledit partage, a interdit l'exercice de ladite Religion Prétendue Réformée audit lieu d'Aymet; ce faisant ordonne que dans quinzaine du jour de la signification du present Arrest, qui sera faite sur les lieux, le Temple sera démoli par lesdits de ladite Religion Prétendue Réformée, autrement & à faute de ce faire dans ledit temps, & iceluy passé, la démolition sera faite à leurs frais & dépens par les Catholiques dudit lieu. **FAIT** au Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à Versailles, le dix-neuvième Septembre mil six cens soixante & onze. Signé, **P H E L I P P E A U X.**



JUGEMENT RENDU PAR LES
Sieurs Commissaires Exécuteurs de l'Edit
de Nantes, contre l'exercice que les P. R.
de l'Isle-Bouchard & lieux circonvoisins
faisoient faire au lieu de Maune.

JEAN-BAPTISTE VOYSIN
 Chevalier Seigneur de la Noraye,
 Conseiller du Roy en ses Conseils,
 Maistre des Requestes ordinaire de
 son Hôtel, Commissaire départi
 pour l'exécution des Ordres de sa
 Majesté es Provinces de Touraine,
 Anjou & Maine, & Député pour in-
 former & connoître des contraven-
 tions à l'Edit de Nantes, à celuy de
 1629. & autres Edits & Declarations
 renduës en consequence; & Henry
 de Soucelles, Chevallier, Seigneur
 d'Hoiray, faisant profession de la R.
 P. R. aussi député pour connoître
 desdites contraventions.

Entre le Syndic du Clergé, Demandeur aux fins
de la Requeste du premier Septembre 1668.
d'une part.

Et les Habitans de l'Isle-Bouchard & des environs, fai-
sant profession de la R. P. R. Défendeurs d'autre.

VEU les Lettres Patentes, données à saint
 Germain en Laye, le 7. Septembre 1667.

Signées LOUIS ; Et plus bas, par le Roy ;
 P H E L I P P E A U X , & scellées du grand Sceau
 de cire jaune , par lesquelles sa Majesté nous
 ordonne d'informer des entreprises , contra-
 ventions & innovations faites à l'Edit de Nan-
 tes , & à celui de 1629. & aux Edits & De-
 clarations expedées en consequence , rece-
 voir & entendre sur ce les plaintes de ses
 Sujets , tant Catholiques que de la R. P. R.
 pour y estre par Nous pourveu , selon que
 trouverons juste & raisonnable pour le bien
 du service & repos desdits Sujets de sa
 Majesté , la Requeste dudit Syndic , ten-
 dante à ce qu'il fust ordonné que dans
 quinzaine pour toutes préfixions & delais ,
 lesdits particuliers faisans profession de ladite
 Rel. Prét. Ref. rapporteront pardevant Nous
 les Titres originaux , en vertu desquels ils
 ont un exercice public proche ladite Ville
 de l'Isle-Bouchard ; sinon & à faute de ce fai-
 re dans ledit temps , & iceluy passé , que leur
 Temple sera razé & démoli à leurs frais &
 dépens , avec défense d'y faire à l'avenir au-
 cun exercice public : Nostre Ordonnance du-
 dit jour premier Septembre , portant que dans
 quinzaine lesdites Parties faisans profession de
 ladite R. P. R. représenteront pardevant Nous
 les Titres en vertu desquels ils font ledit
 exercice proche la Ville de l'Isle-Bouchard ;
 sinon & à faute de ce faire dans ledit temps ,
 sera fait droit sur la Requeste dudit Syndic.
 Assignation donnée en consequence le cin-
 quième Septembre 1668. à Daniel Pierre ,
 Escuyer Sieur de Narré , Samuel Perilleau &

Estienne Vacher , Ministre dudit lieu de l'Isle-Bouchard. Production dudit Syndic du Clergé , contenant un Procès verbal du 19. Decembre 1664. fait par le Sieur Dreux , Lieutenant General de Chinon , en consequence de l'Arrest du Conseil , du 33. Decembre 1644. Information faite par ledit Sieur Dreux à la Requête de Monsieur le Duc de Richelieu , le 24. dudit mois de Decembre 1644. contre lesdits de la R. P. R. Signé le Grand. Production desdits de la R. P. R. contenant un Registre en papier , contenant soixante & dix feuillets des Baptêmes , commençant le dixième Juin 1589. finissant le 23. Novembre 1625. Autre Registre en parchemin des Actes de Consistoire desdits de la R. P. R. recüeillis au lieu de l'Isle - Bouchard , commençant le 12. Septembre 1593. & finissant le 24. Février 1602. Un Cahier en parchemin , contenant les Mariages desdits de la R. P. R. commençant le 24. Avril 1594. finissant le 8. May 1660. Procès verbal fait par le Juge de la Baronnie de l'Isle-Bouchard , du 14. Février 1630. par lequel il est permis ausdits de la R. P. R. de s'assembler dans le Faux-Boug de l'Isle-Bouchard au lieu du Chasteau où ils s'assembloient dans la Chapelle , ledit Procès verbal fait entre le Sieur Naumain , Procureur de Monsieur le Cardinal de Richelieu , les Habitans Catholiques , & lesdits de la R. P. R. & Inventaire desdites Pieces. Production nouvelle desdits de la R. P. R. contenant quinze Comptes de la Recepte & Dépense faite pour les affaires de ladite Eglise

de la R. P. R. en datte des 16. Janvier & 26. Mars 1594. 8. Novemb. 21. May 1595. 15. May 25. Septembre , 6. Novembre , 2. Decembre 1596. 25. Juin 1597. 8. Avril 1598. & 23. Avril 1606. Trois Copies des Synodes desdits de la R. P. R. tenus le premier à l'Isle-Bouchard, le 8. Mars 1603. Signé Perilleau , le second tenu le 3. May 1619. en la Ville de Saumur , & le 3. tenu le 7. Aoust 1631. en la Ville de Loudun , Signé Couppé , dans lesquels le Sieur Bouchereau & le Vacher ont assisté pour l'Eglise de l'Isle-Bouchard. Memoires desdits de la R. P. R. de l'Isle-Bouchard , concernans les droits de ladite Eglise P. R. pour son establissement en ladite Ville , pour estre presentez à Monsieur le Cardinal de Richelieu , signé le Vacher & autres. Arrest du Parlement rendu en la Chambre de l'Edit , le premier Avril 1645. entre lesdits de la R. P. R. de l'Isle Bouchard , & Dame Marie de Vignerod Duchesse d'Eguillon , par lequel les Sentences rendues par les Seneschaux de Richelieu, & de la Baronnie de l'Isle-Bouchard, les 16. & 20. Mars 1643. portant défenses ausdits de la R. P. R. de faire l'exercice de leur Religion en ladite Ville de l'Isle-Bouchard , ont esté confirmées , fauf à eux à se pourvoir pardevers le Roy , pour leur estre pourveu d'un lieu pour l'exercice de leur Religion ; signé Bouchardeau. Inventaire desdites Pieces, Contredits dudit Syndic du Clergé, Salvations desdits de la R. P. R. & tout ce qui a esté écrit & produit par les Parties , & après avoir oüy sur le Bureau le Sieur Arnoul Syndic du Clergé, & le Sieur Pierre, Gen-

un-homme député desdits de la Religion Prétendue Reformée ; Et tout considéré.

N O U S Commissaires susdits , ayons fait & faisons défenses ausdits Habitans de la Rel. Prét. Ref. de l'Isle-Bouchard , & autres lieux circonvoisins , de continuer l'exercice de leur Religion audit lieu de Maune , ny de s'y assembler à cet effet , sur les peines portées par les Edits. Fait à Tours le 14. Aoust 1670. ainsi signez VOYSIN DE LA NOIRAYE , & D'HOIRAY DE SOUCELLES.

Le sixième Mars 1671. la presente Sentence a esté registrée au Papier des Insinuations du Bailliage de Chinon , par moy Greffier dudit Bailliage soussigné , au feüillet dix-huit du second Volume des Insinuations dudit Bailliage. Ainsi signé D U S O U L.

*Collationné sur l'Original par moy
Secrétaire de mondit Seigneur
Voysin, soussigné D A L B I N.*

*IVGEMENT RENDU PAR LES
Sieurs Commissaires Exécuteurs de l'E-
dit de Nantes , contre l'exercice que les
P. R. de Mirebeau és lieux circonvo-
sins , faisoient faire dans le Fief du
Sieur de Ritz, Diocèse de Tours.*

JEAN-BAPTISTE VOYSIN,
Chevallier Seigneur de la Noraye, Conseil-
ler du Roy en ses Conseils , Maistre des Re-
questes ordinaire de son Hôtel , Commis-
saire départy pour l'exécution des Ordres
de sa Majesté és Provinces de Touraine ,
Anjou & Maine , & Député pour informer
& connoître des Contraventions à l'Edit
de Nantes , à celuy de 1629. & aux De-
clarations & Edits rendus en consequence;
Et Henry de Soucelles , Chevalier , Seigneur
d'Hoiray, faisant profession de la R. P. R.
aussi Commissaire député pour connoître
desdites Contraventions.

*Entre les Gentils-hommes & autres Habitans
de la Ville de Mirebeau , & lieux circonvoi-
sins , faisans Profession de la R. P. R. De-
mandeurs aux fins de la Requête , du 7.
Février 1669. d'une part.*

*Et le Syndic du Clergé de Touraine, Défendeur
d'autre.*

VEU les Lettres Patentes , données à
Saint Germain en Laye , le septième

Septembre mil six cens soixante & sept, Signées L O U I S ; & plus bas , Par le Roy , P H E L I P P E A U X , & scellées du grand Sceau de cire jaune , par lesquelles sa Majesté nous ordonne d'informer des Entreprises , Contraventions & Innovations faites à l'Edit de Nantes & à celuy de 1629. & aux Edits & Declarations expédiées en consequence , recevoir & entendre sur ce les plaintes de ses Sujets , tant Catholiques , que de la R. P. R. pour y estre par Nous pourveu , selon que Nous trouverons juste & raisonnable pour le bien & repos des Sujets de sa Majesté. La Requête desdits de la R. P. R. de Mirebeau , tendante à ce qu'il Nous pleust ordonner qu'ils seront maintenus dans la possession & jouissance de l'exercice de leur Religion ; Et pour le faire avec plus de commodité , il leur sera marqué une place dans le lieu designé par le Brevet de sa Majesté , du 12. Juillet 1612. dans le Fief du Sieur de Ritz , pour en jouir par lesdits de la R. P. R. tant comme estant en droit de possession prescrite , que comme par droit particulier & special , donné par grace du Roy , comme droit de Bailliage , acquis par les Articl. x. & xi. de l'Edit de Nantes , & pour mettre lesdits de ladite R. P. R. en actuelle possession dudit lieu designé , que Nous nous transporterons sur les lieux , ou commettre telle personne qu'il Nous plairoit ; & cependant défenses tant audit Syndic , qu'à tous autres , de les troubler dans ledit exercice. Nostre Ordonnance sur ladite Requête , du septième Février 1669. portant qu'elle seroit communiquée avec les Pieces

audit Syndic du Clergé pour luy oüy, ou sa Réponse vëüe, estre ordonné ce que de raison. Signification de ladite Requête, du neuf dudit mois de Février, par Hardouin Huissier. Brevet de sa Majesté du dix-sept May 1612. Signé LOUIS; & plus bas, Par le Roy, POTIER, par lequel sa Majesté de grace speciale, accorde aux Gentils-hommes, & autres ses Sujets residans en la Ville de Mirabeau, & és environs, faisans profession de la R. P. R. de faire faire l'exercice de leur Religion en un certain lieu prés d'une maison en roture appartenante à Charles Trainquant Apoticaire, mouvant d'un Fief qui appartient au Sieur de Ritz de la mesme profession de Religion, & qu'ils y fassent bastir à leurs dépens, sans qu'ils y soient, ou puissent estre troublez ou empeschez, ce que sa Majesté défend à tous ses Sujets Catholiques, & mande aux Officiers qu'ils fassent jouir lesdits de la R. P. R. dudit Mirebeau, de l'effet du Brevet; sans neantmoins tirer à consequence pour, quelques-autres personnes, occasion, ou pretexte que ce soit. Lettre de Cachet de sa Majesté, adressante au Senéchal de Mirabeau, du douze Juillet 1612. par lequel sa Majesté luy ordonne, que lorsque ledit Brevet cy-dessus luy sera présenté, il ait à s'y conformer, & le faire executer soigneusement & exactement; & à ce faire aussi souffrir & y obeir, contraindre tous autres qu'il appartiendra. Ladite Lettre, signée LOUIS; & plus bas, POTIER. Arrest du Parlement du dix-huit Juin mil six cens soixante - quinze,

par lequel il est fait défense ausdits de la Religion Prétendue Reformée, de faire l'exercice public de la Religion Prétendue Reformée, au Lieu, Terre & Seigneurie de Choupes. Contredits dudit Syndic du Clergé, signifiez ausdits Syndic de la Religion Prétendue Reformée, le premier May mil six cens soixante-neuf, par Clavier Huissier. Salvations desdits de la Religion Prétendue Reformée, signées Moret, significées audit Syndic du Clergé, le quatorze May mil six cens soixante-neuf, & tout ce qui a esté écrit & produit par les Parties; Et tout considéré.

NOUS Commissaires susdits, avons debouté lesdits Gentils-hommes, & autres Sujets de sa Majesté faisans profession de la Religion Prétendue Reformée de la Ville de Mirebeau, & lieux circonvoisins, de leur Requeste & du droit d'exercice par eux prétendu. Enjoignons au Senéchal de Mirebeau, & autres Juges, de tenir la main à l'exécution de nostre presente Ordonnance. Fait à Tours le douzième Aoust mil six cens soixante & dix. Signé VOYSIN DE LA NOIRAYE, & D'HOIRAY DE SOUCELLES.

*Collationné sur l'Original par moy
Secretaire de mondit Seigneur
Voysin, soussigné DALBIN.*

*JUGEMENT EN DERNIER RESSORT
du sieur d'Aguesseau, Intendant dans la
Generalité de Bourdeaux & du Prési-
dial de Libourne, par lequel le Temple
d'Issigeac Diocese de Sarlat est condamné
à estre démoly, & trois Ministres à fai-
re amende d'honneur la corde au col,
pour avoir fait des Presches és lieux où
l'exercice public de la R. P. R. a esté
interdit & les Temples démolis.*

HENRY D'AGUESSEAU, Chevalier
Conseiller du Roy en ses Conseils, Maî-
tre des Requestes ordinaire de son Hostel, Pre-
sident au grand Conseil, & commissaire départy par sa Majesté, pour l'exécution de ses Or-
dres en la Generalité de Bourdeaux, & en cet-
te partie par Arrest du Conseil d'Etat du 19.
de Mars 1672. Entre Maistre Pierre Gaurene
Prestre Docteur en Theologie, Chanoine en
l'Eglise Cathedrale, & Syndic du Clergé de
Sarlat, Maistre Paul Robert de saint Amans,
Chanoine en l'Eglise Cathedrale, Vicaire Ge-
neral & Syndic du Diocese d'Agen, & Maistre
Jean Marie de Prugue Docteur en Theologie,
Vicaire general de Monsieur l'Evesque d'Ay-
re, & Maistre Pierre Marrenh aussi Docteur
en Theologie, Prestre & Curé d'Aurisse, Syn-
dics du Clgé du Diocese d'Ayre demandeurs &
accusateurs, le Procureur du Roy en la commis-

sion joint à eux d'une part , & Maistre Pierre Royer Ministre d'Issigeac , Maistre Jean Baylen Ministre de Lenquais , Maistre Simon Canole Ministre de Gours , Maistre Laurets Ministre de sainte Foy, Maistre Jean Louïs Malide Ministre de la Bastide en Armagnac. Jacob Melon de Briniagues, Pierre Cauviere sieur de Peyrieres, Daniel Galvan de la Frigere , Joseph Richeome sieur de la Capelle Pindrac, Jean Gelieu Marchand vieux. Jean de Labrue Bourgeois, Pierre & Jean Bartheloumot. André Guiraud de la Boüissouade. Jeande Nodon d'Elcardenal, Jean Pierre Delbes de S. Albe, Jean Melon de la Justinie , Jacob Melon de la Justinie, Daniel Melon de Besombes, Isaac Bessé Maistre Cordonnier , Antoine Baudon jadis Regent , Jean Audouin Maistre Chirurgien , Pierre Chancoigne Marchand Grossier, Jean Faussetele , Pierre Embarbe , Helie Cauviere Bourgeois , Pierre de Roussel Escuyer sieur du Cluseau , Jean de Cassieux sieur du Couix, Antoine Aujol , Paul l' Aujol Marchand, Jacques Geneste Marchand , Pierre Dartieu dit le Bousquet , Daniel du Lion Escuyer sieur de Campagnac , Pierre Veyssiere dit Montauban, prisonniers és prisons de Libourne & à nostre suite défendeurs & accusés d'autre. Et encore entre lesdits sieurs de Prugue & de Marrenh Syndics du Clergé du Diocèse d'Ayre , demandeurs & accusateurs , requerans le profit & utilité des défauts par eux obtenus à l'encontre de Jean Lafargue sieur de L'hostalet , & le nommé saint Orens défendeurs accusés & defaillans.

Veu par nous dans le Presidial de Libourne les procez extraordinairement faits à la Re-

queste desdits demandeurs, ausdits defendeurs
 & accusés, l'Arrest du Conseil d'Etat du Roy,
 du 19. Mars dernier, par lequel Sa Majesté a
 ordonné que par nous il sera informé des at-
 troupemens avec armes, assemblées illicites, se-
 dition, emotion populaire & rebellion dans la
 Province de Guyenne, pour ensuite estre le
 procez fait & parfait, aux coupables Prevo-
 stablement & en dernier ressort, suivant la ri-
 gueur des Ordonnances, par nous avec les Of-
 ficiers du Presidial d'Agen ou de Libourne,
 auxquels sa Majesté en a attribué toute Cour,
 jurisdiction & connoissance, & icelle interdi-
 te à tous autres Juges quelconques, signé Phe-
 lippeaux : commission sur ledit Arrest à nous &
 audit Presidial adressante, signée Louïs, &
 plus bas par le Roy Phelippeaux, & seellé. Ar-
 rest du Parlement de Bourdeaux, portant dé-
 fenses à tous Ministres de la R. P. R. de pres-
 cher dans la Ville d'Issigeac à peine de 1000.
 livres & autre plus grande s'il y écheoit du 23.
 Decembre 1633. Arrest du Conseil Privé du
 Roy, contradictoirement rendu entre le Mi-
 nistre & Anciens de la R. P. R. d'Issigeac,
 demandeurs en Reglemens des Juges d'une part,
 & Messire Louïs de Salagnac Evêque de Sar-
 lat, defendeur d'autre, portant renvoy du diffé-
 rend des Parties au Parlement de Bourdeaux
 du 2. Septembre 1636. Decret d'adjournement
 personnel donné par le Parlement de Bourdeaux,
 contre Thouron Ministre de sainte Foy. Ar-
 rest dudit Parlement de Bourdeaux portant dé-
 fenses ausdits Ministres & Anciens de la R.
 P. R. d'Issigeac & à tous autres, de plus faire

À l'avenir dans la Ville d'Issigeac aucun exercice public de la R. P. R. & d'y faire Escole à peine de 1000. livres d'amende & de plus grande peine s'il y écheoit, & en cas de contravention permis d'informer, signé Depontac, du dernier de May 1638. Arrest du Conseil Privé du Roy, portant que lesdits Arrests du Parlement de Bourdeaux seront executés du 4. Novembre 1664. signé de la Guillaumie. Exploit de la signification d'iceluy au Ministre & Anciens du Consistoire d'Issigeac, du 23. Janvier 1665. signé Glenc: pareille signification dudit Arrest au Secretaire dudit Consistoire du 23. Aoust 1665. Ordonnance de Monsieur Pellotcy-devant Intendant en cette Province, du 3. de Novembre 1665. portant que les Parties mettront l'Instance en estat de juger incessamment, & cependant par maniere de provision, & attendu la desobeissance aux Arrests du Conseil & à ceux du Parlement, que les portes du Temple d'Issigeac seront fermées, & murées aux frais & dépens desdits de la R. P. R. Exploit de signification d'icelle ausdits Ministres & Anciens du Consistoire d'Issigeac & à leur Syndic, du premier Decembre 1665. signé Michelot Archer. Procez verbal du Viceseneschal de Sarlat contenant son transport audit lieu d'Issigeac, & qu'en sa presence il auroit fait fermer & murer les portes du Temple dudit lieu d'Issigeac, en execution de l'Ordonnance dudit sieur Pellot, du dernier Novembre 1665. signé Suau, & Boyssonie son Greffier. Copie d'Ordonnance du sieur Vigier par luy rendue sur la Requête des Habitans dudit Issigeac du 4. Decembre 1665. Arrest du
Conseil

Conseil d'Estat du Roy , portant entre autres choses que les portes du Temple desdits de la R. P. R. dudit Issigeac seront fermées & murées à leurs frais & dépens avec défenses ausdits de la R. P. R. de plus contrevenir ausdits Arrests , & de faire aucun exercice public de leur Religion audit lieu , sur les peines portées par ledit Arrest du 30. Decembre 1665. Ordonnances desdits sieurs Pellot & Vigier sur ledit Arrest des 15. & 18. Janvier 1666. Exploit de signification desdites Ordonnances aux Ministre & Anciens du Consistoire dudit Issigeac desdits Arrests du Conseil , & Ordonnances du 27. Janvier 1666. signé Taurel : nostre Ordonnance rendue sur la Requeste dudit de Gaurene , par laquelle nous luy avons permis d'informer de la contravention faite ausdits Arrests , & de l'ouverture des portes du Temple d'Issigeac , avec enjonction audit Rojere de resider dans le lieu ou il prêche , à peine d'estre procédé extraordinairement contre luy, du vingt-deuxième Avril mil six cens soixante-dix. Exploit de signification d'icelle audit Rojere du 5. May audit an ; Procez verbal de Maistre Anthoine Labrue Lieutenant de la Ville & Jurisdiction d'Issigeac, de la contravention faite aux Arrests du Conseil & du Parlement , ensemble à nos Ordonnances du 7. Juillet 1671. Information faite par ledit Labrue sur ladite contravention du mesme jour 7. Juillet 1671. Nostre Ordonnance portant injonction audit Rojere de se retirer au lieu de sa residence , & Exploit de signification d'icelle. Autre information faite par ledit Labrue à la Requeste du Procureur

d'Office d'Issigeac, à l'encontre desdits Rojere & autres du 14. Février dernier. Information faite à l'encontre dudit Rojere & autres de la R. P. R. dudit Issigeac par le Lieutenant Criminel de Sarlat, des 18. & 19. Avril & 9. May 1672. Procez verbal du Transport fait par ledit Labrue dans le Temple dudit Issigeac, par lequel il paroist que les portes du Temple ont esté ouvertes, du mesme jour. Decret de prise de corps par nous donné à l'encontre desdits Rojere & autres du 4. Avril 1672. Procez verbal d'emprisonnement fait de la personne dudit Rojere & autres, défendeurs & accusez du 15. Avril 1672. Commission par Nous donnée au sieur Deymerique Conseiller du Roy, Lieutenant Criminel à Sarlat, pour instruire le Procez ausdits defendeurs & accusez jusques à Sentence definitive exclusivement, pour le tout fait & à Nous rapporté, estre ordonné ce que de raison, dudit jour 4. Avril 1672. Procez verbal dudit sieur Deymerique de son Transport audit lieu de Castilhonnés, du 12. dudit mois d'Avril; les interrogatoires par luy faits ausdits défendeurs & accusez contenant leurs confessions & denegations, des 15. Avril, & autres jours suivans 1672. Conclusions du Procureur du Roy sur icelles, Sentence de reglement extraordinairement renduë par ledit Lieutenant Criminel de Sarlat des 26. Avril, & autres jours suivans 1672. Recollement & confrontations des témoins faits ausdits défendeurs & accusez à la Requeste dudit demandeur. Acte d'appel interjetté par ledit Rojere & autres du 19. Avril 1672. Nostre Ordonnance por-

tant que nonobstant l'appel il sera passé outre à l'instruction dudit Procez par ledit Lieutenant Criminel de Sarlat. Exploit de signification d'icelle du 27. Avril ; Procez verbal desdits Consuls de Mompasier contenant le transport au lieu du Cimetiere de ceux de la R. P. R. de Mompasier, pour empêcher le Presche qu'il entendoit faire audit lieu des 21. Février & 23. Mars 1672. Infomration faite de Nostre Ordonnance par ledit Deymerique Lieutenant Criminel de Sarlat de la contravention faite aux Arrests du Conseil par ceux de la R. P. R. de Mompasier des douzième, treizième & dix-septième May 1672. Nos Ordonnances portant Decret d'adjournement personnel à l'encontre de plusieurs Habitans de Mompasier de la R. P. R. Autre nostre Ordonnance portant Decret de prise de corps à l'encontre dudit Baylin Ministre de Lenquais & autres de la R. P. R. de Mompasier du 4. Avril dernier, interrogatoire fait audit Baylin, & autres. Conclusions du Procureur du Roy ; Sentence de reglement extraordinaire rendue par ledit Lieutenant Criminel de Sarlat du 27. Avril, & autres jours suivans 1672. Cayer de recolement fait desdits témoins ouïs esdites informations ; Autre cayer de confrontation faite desdits témoins ausdits accusez ; Arrest du Conseil d'Estat du Roy du 4. jour de Mars 1671. par lequel sa Majesté a interdit l'exercice public de la R. P. R. dans Mompasier, & en consequence ordonne que dans un mois le Temple dudit lieu sera démolli aux frais & dépens desdits de la R. P. R. Signé P H E L I P P E A U X ; Commission sur ledit

Arrest à Nous adressante ; Signé **L O U I S** :
 Et plus bas , Par le Roy **P H E L I P P E A U X**, &
 scellé. Exploit de signification dudit Arrest du
 21. May 1671. Procez verbal de la démolition
 faite dudit Temple en execution dudit Arrest.
 Arrest du Conseil d'Estat par lequel sa Maje-
 sté a ordonné que les Temples qui sont bastis
 és lieux Dayniese, Loubes & Gours seront dé-
 molis de fond en comble par ceux de la R. P.
 R. du 7. Mars 1661. Signé , Phelippeaux ;
 Commission sur iceluy du mesme jour , Signé ,
L O U I S : & plus bas , **P H E L I P P E A U X**.
 Exploit des significations faites dudit Arrest
 aux Ministres & Anciens des Consistoires des-
 dits lieux des 5. Octobre , & autres jours sui-
 vans 1671. Procez verbal de la démolition des-
 dits Temples faite en presence du Juge de Mi-
 ramont par Nous commis du 14. Octobre &
 autres jours suivans 1671. Signé , Dumas. In-
 formation faite par le Juge de la Reole de la
 contravention faite audit Arrest du Conseil par
 les nommez Rojere , Canole Ministres & au-
 tres de la R. P. R. du 8. Mars 1672. Decret
 de prise de corps par Nous decerné à l'encon-
 tre desdits Canole , & autres du mois d'Avril
 1672. Nos Ordonnances par lesquelles Nous
 avons commis le sieur Limosin Lieutenant
 Criminel au Presidial de Libourne , pour in-
 struire le Procez ausdits Canole & Laurets ,
 jusques à jugement definitif exclusivement, des
 6. Avril & 14. May 1672. Interrogatoires faits
 par ledit Lieutenant Criminel de Libourne aus-
 dits Canole & Laurets des 12. Avril & 17.
 May 1672. Conclusions du Procureur du Roy

audit Siege Presidial de Libourne Sentence de
Reglement extraordinaire du 20. dudit mois
d'Avril. Recolemēt fait des témoins ouïs contre
ledit Canole du 8. Juin 1672. Confrontation fai-
te des témoins ouïs esdites informations audit
Canole du 8. & 10. Juin 1672. Autre Arrest
du Conseil d'Estat du Roy , par lequel sa Ma-
jesté a interdit l'exercice de la R. P. R. au lieu
d'Aymet , ce faisant que ledit Temple sera dé-
moli de fond en comble du 19. Septembre 1671.
Commission sur ledit Arrest , Signé Phelip-
peaux , & scellé. Procez verbal de significa-
tion dudit Arrest fait par Michelot Archer en
la Mareschaussée de Sarlat du 22. Juin 1671.
Autre Procez verbal du 7. Decembre ensui-
vant , Signé , de Hautefort. Arrest du Con-
seil d'Estat par lequel sa Majesté a interdit l'e-
xercice de la R. P. R. en la Ville de la Bastide
d'Armagnac , & ce faisant que le Temple ba-
sti audit lieu sera démoli à la diligence , frais &
dépens de ceux de la R. P. R. du 19. Septem-
bre 1671. Signé , Phelippeaux ; Commission sur
ledit Arrest à Nous adressante ; nostre Ordon-
nance pour l'exécution dudit Arrest du 17. O-
ctobre 1671. Procez verbal fait par le Juge de
ladite Ville de la Bastide , sur la contravention
faite audit Arrest par ceux de ladite R. P. R.
dudit lieu de la Bastide du 11. Janvier 1672. Au-
tre Procez verbal fait par Bernard Dubuc
Marchand , premier Consul de la Ville de la
Bastide , à la requisition dudit sieur de Prugue
sur la contravention faite audit Arrest par ceux
de la R. P. R. du 13. Mars 1672. Information
faite de ladite contravention par le Juge de la

Bastide contre lesdits de Malide, Duvignal & autres du mesme jour 13. Mars : Nostre Ordonnance portant decret de prise de corps à l'encontre dudit Malide & autres y dénommez du 29. Mars 1672. ensuite duquel est la Commission par Nous donnée au Lieutenant Criminel du Mont de Marsan, pour faire les procès ausdits accusez, jusques à Jugement definitif exclusivement. Procez verbal de la capture dudit Malide & de l'écrouë faite de sa personne es Prisons de la Ville du Mont de Marsan; Interrogatoires faits audit Malide par le Lieutenant Criminel du Mont de Marsan, contenant ses confessions & denegations, du 15. Mars 1672. Continuation d'information faite par ledit Lieutenant Criminel du Mont de Marsan du 25. May 1672. Second interrogatoire fait audit Malide du 23. du mois d'Avril; Troisième interrogatoire fait audit Malide du 25. May; Conclusions du Procureur du Roy: Sentence de reglement extraordinaire du mesme jour; Cayer de recolement fait des témoins ouïs esdites informations: Confrontation faite desdits témoins audit Malide du 26. dudit mois de May. Exploit de perquisition & d'assignation donnée à la Requeste dudit sieur de Prugue au nommé de S. Ourens Habitant de la Bastide à la Fargue, & l'Houstalet Habitans Darlegous à comparoir pardevant ledit sieur de la Sale Lieutenant Criminel du Mont de Marsan, Signé Cazemont, Controollé; défaut donné audit sieur de Prugue contre ledit Saint Ourens, la Fargue & l'Hostalet. Autre Exploit donné à mesme fin à la Requeste dudit

fleur de Prugue audit Saint Ourens , la Fargue
 & l'Hostalet du 23. May 16672. Second défaut à
 l'encontre desdits Saint Ourens , Lafargue &
 l'Hostalet defaillants ; Sentence de Regle-
 ment extraordinaire porrant que les témoins
 ouïs esdites informations seroient recolez &
 confrontez en leurs depositions pour valoir con-
 frontation , suivant l'Ordonnance du 4. Juin
 1672. Exploits donnez ausdits témoins. Cayer
 de recolement fait desdits témoins en leurs dé-
 positions du 8. du present mois de Juin. Pro-
 cez verbal des sieurs Paignon & Gombaut, Pre-
 vôts de Bourdeaux & de Libourne , de leur
 transport au lieu Deymet, du 19. Avril 1672.
 Les Lettres & memoires inventoriés audit pro-
 cez verbal , écritures & productions desdits
 demandeurs avec leurs Requetes , contenans
 leurs conclusions civiles , signifiées ausdits dé-
 fendeurs & accusez , & controllées ; Nostre
 Ordonnance du 18. du present mois , portant
 que lesd. Procez faits ausd. accusez seroient par
 Nous jugez conjointement; Requete de Maistre
 Isaac Forbert Fermier du Domaine & des A-
 mendes adjudées au Roy dans l'estendue de la
 Seneschaussée de Libourne , tendant à ce qu'il
 Nous pleût ordonner que les Amendes esquel-
 les lesdits accusez seront condamnez , seront ap-
 pliquées au profit de sa Majesté , sans autre
 destination. Declaration du Roy portant Re-
 glement pour les Amendes, jointe à sadite Re-
 quete ; Interrogatoires faits sur la sellette dans
 la Chambre du Conseil dudit Presidial de Li-
 bourne ausdits Rojere , Labruë , Baylin , Pol,
 Laujol, Canole & audit Malide, contenant leurs
 confessions & denegations ; Conclusions du

Procureur du Roy au Presidial de Libourne ;
auquel le tout a esté communiqué. O U Y le
rapport du sieur Limosin Lieutenant Criminel
dudit Libourne ; Et tout considéré.

N O U S par Jugement en dernier Ressort ;
de l'avis des Sieurs Officiers du Presidial de
Libourne , Avons déclaré lefdits Royere , Ca-
nole & Malide Ministres de la R. P. R. Da-
niel & Jacob Melon, Nodon, Richeome , Jean
Melon, Faussetelle, Ambarbe, Chancoygne,
Galban, Gelieu, Guiraud, Besle, Jean & Pier-
re Barthelemot, Labruë, Delbets, Audoüin,
Pierre & Helie Caumeres, Bodon, Vayssiere,
Cassieus sieur de Conis , & Dulion sieur de
Campagnac, deuëment atteints & convaincus
des crimes d'Assemblées illicites , contraven-
tion & desobeissance aux Ordres du Roy &
Arrests de son Conseil d'Estat. Pour reparation
desquels , & autres cas resultans du Procez ;
Avons condamné lefdits Royere , Canole &
Malide à faire amende honorable devant la
porte du Palais de la presente Ville , où ils se-
ront conduits par l'executeur de la haute Justi-
ce , & là nuds teste, en chemise, & à genoux ,
la corde au col, tenans une torche ardente du
poids de deux livres à la main , declareront que
temerairement & malicieusement ils ont contre-
venu & desobey aux Ordres du Roy , & Ar-
rests de son Conseil d'Estat , & presché dans
les lieux interdits , dont ils demandent pardon
à Dieu , au Roy & à la Justice , & ce fait , les
avons banis , & bannissons à perpetuité du
Royaume : leurs enjoignons de garder leur ban
à peine de la hard , & en outre les avons con-
damnez solidairement en trois mil livres d'a-

mende envers le Roy ; Et à l'égard desdits Daniel, Jacobs, & Jean Melon, Nodon, Richeome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, Labruë, Delbets, Audouin, Pierre & Helies Caumeres, Baudon, Veissiere, Cassieux Sieur de Coins, & Dulion Sieur de Campagnac, les avons condamnez & condamnons en cent cinquante livres d'amende chacun envers le Roy ; Et en ce qui concerne lesdits la Fargue & Saint Ourens, avons déclaré les defauts & contumace bien & deuëment obtenus, pour le profit & utilité desquels, & pour les cas cy-dessus mentionnez, les avons banis & banissons de la Province & Gouvernement de Guyenne pendant cinq ans, leur enjoignons de garder leur ban à peine de la hard : Et en outre les avons condamnez solidairement en deux mille livres d'amende envers le Roy : Et en consequence de l'Assemblée illicite, & de la contravention faite aux Ordres du Roy, & aux Arrests du Conseil, dans ledit Temple d'Issigeac, Ordonnons qu'iceluy sera incessamment démoli rez pied, rez terre, à la diligence du Syndic du Clergé du Diocèse de Sarlat, & les materiaux employez aux frais de la démolition, avec défenses ausdits Habitans de ladite Religion Pré-tendue Reformée de la Ville d'Issigeac, de plus continuer l'exercice public de ladite Religion audit lieu d'Issigeac, ny de reestabliir ledit Temple, jusques à ce qu'autrement par sa Majesté en ait esté ordonné ; Seront pareillement les murs qui ont commencé d'estre redifiez à

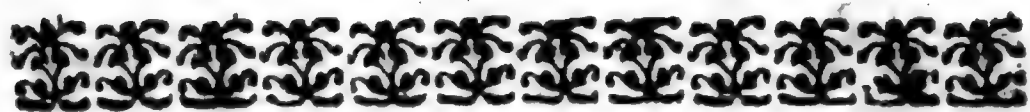
Gours , & autres lieux susdits , incessamment démolis , à la diligence desdits Syndics du Clergé des Diocèses dont ils dépendent , avec pareilles défenses aux Habitans desdits lieux, d'y continuer l'exercice public de leur Religion, le tout à peine de la vie ; Et faisant droit sur les conclusions desdits demandeurs , avons condamné par forme de reparation civile, sçavoir ledit Royere en la somme de mil livres envers le Syndic du Clergé du Diocèse de Sarlat, & ledit Canole en pareille somme de mil livres envers le Syndic du Clergé d'Agen, & ledit Malide en pareille somme de mil livres envers le Syndic du Clergé du Diocèse d'Ayre; Et lesdits Daniel, Jacobs, & Jean Melon, Nodon, Richeome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, Labruë, Delbets, Audouin, Pierre & Helie Caumeres, Baudon, Vaisfiere, Cassieux, Sieur du Conis, & du Lion Sieur du Campagnac, pour pareille reparation civile, chacun en 100. livres envers le Syndic du Diocèse de Sarlat jusques, au paiement lesquels tiendront prison. Et lesdits Lafargue & de Saint Ourens 1000. livres chacun envers le Syndic du Clergé du Diocèse d'Ayre, pour estre lesdites sommes employées suivant la discretion des Sieurs Evêques Diocézains : Et en outre condamnons lesdits Royere, Canole & Malide, à aumosner chacun la somme de 30. livres, & lesdits Daniel, Jacobs, & Jean Melon, Nodon, Richeome, Faussetele, Ambarbe, Chancoyne, Galban, Gelieu, Guiraud, Bessé, Jean & Pierre Barthelemot, La-

bruë , Delbets , Audoüin , Pierre & Helie Caumieres, Baudon, Vaissiere, Cassieux Sieur de Conis, & du Lion Sieur de Champaignac, chacun 20. livres , lesquelles aumônes seront mises entre les mains du Sieur Curé de la presente Ville , pour estre distribuées en œuvres pies , ainsi qu'il jugera à propos. Et au regard dudit Bailyn Ministre de Lanquais , ordonnons qu'il sera plus amplement informé dans le mois , & cependant qu'il sera élargi & mis hors des prisons , à la charge de se représenter quand par Justice sera ordonné , à peine de conviction , & sur l'accusation intentée à l'encontre desdits Laurets, Roussis Sieur du Cluseau , Dartieu dit Bousquet , Antoine & Paul Aujol , & Jacques Geneste , avons iceux mis & mettons hors de Cour & de Procès ; Et en consequence , ordonnons que les prisons leur seront ouvertes ; Ordonnons que les nommez Joyes Ministre de Calonges, Dupuy Ministre de Mauhart , & Lafire Ministre de Puch , seront pris au corps , si pris & appréhendez peuvent estre , sinon sera fait perquisition de leurs personnes , & les assignations données suivant l'Ordonnance & les Contumaces contre les Defaillans instruites , pour le tout fait & rapporté , estre ordonné ce que de raison. Condamnons lesdits Royere, Canole , Malide , Daniels , Jacob , & Jean Melon , Nodon , Richeome , Faussetele , Ambarbe, Chancoyne , Galban , Gelieu, Guiraud, Bessé , Jean & Pierre Barthelemot , Labruë , Delbets , Audoüin , Pierre & Helie Caumont Baudon , Vaissiere, Cassieux Sieur de Couys,

& du Lion Sieur de Campagnac, aux dépens ; envers ceux qui les ont faits chacun en ce qui les concerne , & les Defaillans en ceux de la Contumace , la Taxe d'iceux à Nous réservée : Et à l'égard dudit Baylin despens reservez. Mandons au premier Huissier ou Sergent sur ce requis , faire tous Exploits requis & necessaires. Fait dans la Chambre du Conseil du Presidial de Libourne , le vingt-unième jour de Juin mil six cens soixante & douze. Signez , D' A G U E S S E A U , Limosin Lieutenant General Criminel Rapporteur , David, Berard, Dumas, Bourret Assesseur, Maynard, Bouvier, Desages , Fazileau , Lhostet , & Peyrounin , ainsi signé , L E F E B V R E .

Prononcé le present Jugement ausdits accusez dans la Chambre du Conseil du Presidial de Libourne , le vingt-deuxième jour de Juin 1672. par moy Greffier soussigné , ainsi signé , L E F E B V R E .

Et le mesme jour vingt-deux. Juin 1672. lesdits Royere , Canole & Malide , Ministres de la Religion Prétendue Reformée, ont fait l'amende honorable devant la porte du Palais de cette Ville de Libourne , en la forme portée par le present Jugement.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant que tous les Consuls du lieu de
Pignan, Diocese de Montpellier, seront
Catholiques.*

VE U au Conseil du Roy, sa Majesté y
estant, le Procès verbal de partage, in-
tervenu entre les Sieurs de Bezons & de Pey-
remalez, Commissaires Députez par sa Maje-
sté pour l'exécution de l'Edit de Nantes en la
Province de Languedoc & Pais de Foix, le
dernier Octobre 1667. sur les contestations
meuës entre le Syndic du Clergé du Diocese
de Montpellier, au sujet de la demande par
luy faite, que tous les Consuls du lieu de
Pignan soient Catholiques, & les Habitans
de la Religion Prétenduë Reformée de Pi-
gnan, defendeurs soustenans au contraire, par
lequel ledit Sieur de Bezons Commissaire Ca-
tholique auroit esté d'avis que le Consulat de
Pignan devoit estre maintenu aux Catholi-
ques; avec défenses à ceux de la R. P. R. de
leur donner aucun trouble ny empeschement,
à peine d'estre punis suivant la rigueur des
Edits; Et ledit Sieur de Peyremalez de la R.
P. R. de maintenir lesdits Habitans de ladi-
te R. P. R. dudit lieu de Pignan, au droit &
faculté de tenir & exercer toutes charges pu-
bliques, Consulaires & Politiques audit Pi-
gnan, & qu'à cette fin il fust ordonné que

la transaction mentionnée au partage, du 4. Decembre 1596. seroit gardée & observée pour les Habitans dudit lieu, tant d'une que d'autre Religion, avec défenses audit Syndic & tous autres, de leur donner aucun trouble ny empeschement, sur les peines portées par les Edits. La Requête présentée ausdits Sieurs Commissaires par les Consuls dudit lieu de Pignan, à ce qu'il leur fust permis de proceder le jour de la Toussaints, lors prochaine, à nouvelle élection Consulaire selon les formes accoustumées; au bas est l'Ordonnance du 27. Octobre 1667. portant que ladite Requête seroit communiquée au Syndic du Clergé & Habitans Catholiques dudit Pignan, & cependant sursis; l'Exploit de signification de ladite Ordonnance, du 29. dudit mois d'Octobre 1667. Copie collationné d'une Transaction passée entre les Habitans dudit lieu de Pignan, au Conseil general de la Communauté, le 4. Novembre 1596. portant entre autres choses, que ladite année le premier Consul seroit de la R. P. R. & le second Catholique, & enfans natifs dudit lieu, & le troisième seroit aussi Catholique, non natif, mais Habitant depuis dix ans dudit lieu; Et que l'année suivante le jour de la Toussaints, le premier Consul seroit Catholique, natif dudit Pignan, le second de la R. P. R. non natif, & le troisième de la R. P. R. natif dudit lieu, & ainsi continuer d'an en an. Copie d'Arrest du Conseil, du 21. May 1652. portant que ceux du 18. Mars & 11. Avril, lors dernier, pour le mi-partement des Charges des

Consuls , & autres en dépendantes , données en faveur de ceux faisant profession de la R. P. R. de Montpellier , seroient executez selon leur forme & teneur ; & qu'à l'égard de Sommieres , Gignac , Lunel , & autres lieux y mentionnez ; les Consulats & Charges en dépendantes seroient pareillement my-partis , pourveu qu'il n'y eust point de possession immémoriale , ou de capitulation au contraire. Exploit de signification dudit Arrest , du 28. Octobre 1652. aux Consuls modernes dudit Pignan. Acte de sommation faite par Jean Arger Consul dudit Pignan , tant en son nom que des autres Consuls & Habitans dudit lieu , le 11. Avril 1618. à l'Archidiacre & Syndic de l'Eglise Cathedrale de Montpellier , de faire reparer par le Chapitre d'icelle , les murailles de l'Eglise dudit Pignan , & cependant qu'il leur fust donné un lieu commode pour le Service Divin. La réponse dudit Syndic au bas de ladite sommation. Autre Acte d'assemblée des Habitans Catholiques dudit Pignan , du 6. Decembre 1620. par lequel ils auroient delibéré de poursuivre ledit Chapitre à faire les reparations de ladite Eglise de Pignan , & cependant d'imposer sur les Habitans Catholiques , les sommes necessaires pour faire lesdites reparations. Extrait d'un Livre de Memoires des journées employées par les nommez Jacques Michel , & Estienne de Viams , Syndic de la Communauté dudit lieu de Pignan , au retablissement de ladite Eglise , en l'an 1621. Extrait de l'Inventaire des meubles de la succession d'Anne Trebou-

jeune, veufve dudit Jacques Michel, le 8.
 Janvier 1642. dans lequel ledit Livre est énon-
 cé. Copie d'une Requête présentée par les-
 dits de la R. P. R. de Pignan au Sénéchal
 de Montpellier, qu'il leur fust permis de fai-
 re contraindre le Greffier des ordinaires du-
 dit Pignan, & les Tuteurs des enfans de la-
 dite veufve Michel, de leur delivrer Extraire
 dudit Livre de Memoires & Inventaire, avec
 l'appointement au Conseil estant au bas du
 21. Janvier 1642. L'Exploit de commandement
 fait ensuite, le 27. dudit mois audit Greffe.
 Enquestes faites le 5. May 1645. & 5. No-
 vembre 1649. composées de plusieurs témoins
 qui auroient entr'autres choses déposé, qu'au
 mois de Janvier 1621. la voûte de l'Eglise de
 Pignan seroit tombée d'elle-mesme peu de
 jours après l'Acte fait dans ledit mois aus-
 dits Sieurs du Chapitre de Montpellier. Re-
 quête non signée présentée par lesdits de la
 R. P. R. dudit Pignan ausdits Sieurs Com-
 missaires, tendante à ce que les Consuls fus-
 sent faits audit lieu de Pignan, une année
 le premier Catholique, & les deux autres de
 la R. P. R. & l'autre année le premier de la
 R. P. R. & les deux autres Catholiques, selon
 les formes accoustumées. Acte du Lieutenant
 de Bail dudit Pignan, du 5. May 1581. par le-
 quel plusieurs Habitans dudit lieu auroient
 affirmé qu'au sujet de la Rebellion de ceux
 de la R. P. R. dudit Pignan, ils n'auroient pû
 faire cultiver & ensemençer leurs Terres. Or-
 donnance du Sieur Duc de Montmorancy
 Gouverneur & Lieutenant General en Lan-
 guedoc,

guedoc, du 29. Octobre 1628. portant qu'il seroit sursis à l'élection Consulaire de Pignan jusqu'au 10. Novembre lors prochain. Autre Ordonnance dudit Sieur Duc de Montmorancy, du 2. Novembre audit an 1628. portant que pour certaines considerations importantes au service de sa Majesté, les Consuls qui seroient nommez audit Pignan seroient Catholiques, & les auroit à ces fins dans l'instant nommez. Procès verbal de prestation de serment du cinquième dudit mois de Novembre audit an 1628. fait en execution de ladite Ordonnance par Privat Menil premier Consul, Jean Pasquier pour second, & André Coulondres pour troisième, nommez par icelle pardevant le Lieutenant General au Presidial dudit Montpellier. Autre Procès verbal d'élection faite par lesdits Consuls, d'autres nouveaux Consuls pendant l'année 1629. contenant leur prestation de serment en presence de la Dame dudit Pignan. Copie d'Arrest du Conseil du 21. Mars 1642. portant que ceux qui se trouveroient avoir pris & partagé les matériaux provenans des démolitions des murailles & bastions dudit Pignan, seroient contraints à la restitution ou valeur d'iceux dans un mois. Requête présentée par le Syndic dudit Clergé du Diocèse de Montpellier ausdits Sieurs Commissaires, avec l'Ordonnance au bas, du 23. Octobre 1666. portant qu'il seroit par eux incessamment procédé au Jugement de l'Instance pour raison dudit Consulat de Pignan, & cependant sursis à l'élection Consulaire, jusques à ce qu'au-

trement par eux en eust esté ordonné. Autre Requête dudit Syndic du Diocèse de Montpellier présentée ausdits Sieurs Commissaires, à ce que les Consuls & autres Officiers politiques dudit Pignan fussent tous élus Catholiques; & en cas que l'affaire ne fust pas en estat de regler pour le fonds, qu'il fust sursis à la nouvelle élection Consulaire; communiquée ausdits Sieurs de la R. P. R. le 5. Novembre 1667. Autre Requête remonstrative desdits de la R. P. R. servant de réponse à celle à eux communiquée de la part dudit Syndic. Ecritures & Productions des Parties, & tout ce qui a esté mis & produit pardevant le Sieur Boucherat, Conseiller ordinaire de sa Majesté en ses Conseils, Commissaire à ce Député: O U Y son Rapport, après en avoir communiqué aux Sieurs d'Aligre, Delezeau, de Morangis, d'Estampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Pussort & Voisin, Conseillers ordinaires du Roy en ses Conseils; Et tout considéré. LE R O Y ESTANT EN SON CONSEIL, faisant droit sur ledit partage, & voidant iceluy, a ordonné & ordonne, que le Consulat & autres Charges publiques dudit lieu de Pignan, seront exercées par les seuls Habitans Catholiques, sans que ceux de la R. P. R. y puissent estre receus & admis; Leur faisant sa Majesté défenses d'y apporter aucun trouble ou empeschement, à peine de desobeissance, & en cas de contravention, d'estre procedé contr'eux, suivant la rigueur des Edits & Ordonnances: Ordonne sa Majesté au Sieur

Duc de Verneüil , Gouverneur de la Province de Languedoc , & au Sieur de Bezons, Conseiller ordinaire en ses Conseils , & Intendant de Justice en ladite Province , de tenir la main à l'exécution du present Arrest. FAIT au Conseil d'Estat du Roy , sa Majesté y estant , tenu à S. Germain en Laye , le 18. Novembre 1670. Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant que les Consuls de Cornonterral,
Diocese de Montpellier, seront tous Ca-
tholiques.*

VE U par le Roy estant en son Conseil , le Procès verbal du Partage des Sieurs de Bezons & de Peyremalez , Commissaires Députés par sa Majesté , pour l'exécution de l'Edit de Nantes , en la Province de Languedoc & País de Foix , du 27. Octobre 1667: par lequel sur la demande du Syndic du Clergé du Diocese de Montpellier , à ce que les Consuls du lieu de Cornonterral soient tous Catholiques , d'une part ; Et les Habitans de la R. P. R. dudit lieu , défenseurs d'autre ; Ils auroient esté d'avis , sçavoir ledit Sieur de Bezons Commissaire Catholique , d'exclurre les Habitans de la R. P. R. de pouvoir posseder aucune Charge Consulaire , ny autres , audit Cornonterral , & que le Consulat , & Conseil Politique , & autres Charges Muni-

cipales dudit lieu , doivent estre occupées par
 les Catholiques seuls : & ledit Sieur Peyre-
 malez de la R. P. R. d'ordonner definitive-
 ment que lesdits Habitans de Cornonterral
 de la R. P. R. seront remis & reſtablis aus-
 dites Charges Conſulaires & Politiques, pour
 en jouir comme ils ont fait en 1622. & depuis
 1653. juſques en 1655. ce faiſant que les Con-
 ſuls & Conſeillers Politiques qui ont eſté in-
 terdits de la fonction de leurs Charges , y ſe-
 roient remis , & procederont à nouvelle no-
 mination , ſuivant l'uſage ancien , & confor-
 mément aux élections Conſulaires des années
 1596. & 1597. & délibération du 8. Juin 1653.
 avec défenſes audit Syndic , & tous autres ,
 de leur donner aucun trouble ny empeſche-
 ment , ſur les peines portées par les Edits.
 Copie de Lettres Patentes de Philippes Roy
 de France de l'an 1344. par leſquelles il au-
 roit concedé le Conſulat dudit Cornonterral
 aux Habitans dudit lieu, moyennant la ſomme
 de cinq cens livres une fois payée , & quinze
 ſols de rente annuelle , avec faculté d'élire à
 chaque Nativité de Saint Jean-Baptiſte, trois
 Conſuls & autres Officiers Politiques. Acte
 d'Assemblée des Conſuls , & autres Habitans
 dudit Cornonterral , du 22. Juin 1621. par le-
 quel pour continuer l'union qui eſtoit entr'eux.
 Ils auroient conclu & arreſté de garder ſous
 l'obeiſſance de ſa Majeſté , & de Monsieur le
 Duc de Montmorancy, Lieutenant General
 de ladite Province , ledit lieu de Cornonterral.
 Autre Acte de Deliberation de la meſme Af-
 ſemblée, du 24. dudit mois de Juin audit an

1621. portant, que pour d'autant plus affermir & establir l'union cy-dessus entre les Habitans tant d'une que d'autre Religion dudit Cornonterral, suivant les Advys & Conseils des Sieurs Pujol & le President de Vignoles, & oster toutes matieres de doute aux Habitans Catholiques, à cause de la garde qui se faisoit par ceux de la R. P. R. soit au Chasteau dudit Sieur President, ladite garde seroit faite par ses Officiers & domestiques, & que pareillement lesdits Habitans Catholiques pourroient, si bon leur sembloit, faire de leur part, garde dans la maison dudit Sieur Cazalis. Copie collationnée d'un Certificat dudit Sieur Duc de Montmorancy, du 4. Septembre audit an 1621. qu'au mois d'Aoust de ladite année ledit Chasteau de Cornonterral appartenant audit Sieur de Vignoles, faisant profession de la R. P. R. s'estant rebellé contre sa Majesté, il auroit esté en personne avec nombre de Gens-de-Guerre, & fait sommer ceux qui avoient esté mis dedans, de vouloir rendre la place à l'obeïssance de sadite Majesté; à quoy bien loin d'avoir voulu entendre, ils se seroient au contraire portez à toute sorte de rebellion, ce qui luy auroit donné occasion de sapper ladite place, & par ce moyen obliger ceux qui estoient en icelle, de se rendre à sa discretion. Autre Copie collationné d'une Ordonnance dudit Sieur Duc de Montmorency, du 14. Juin 1622. portant injonction au Sieur de Pujol, son Lieutenant en la Compagnie de Gens-d'Armes, de se transporter audit lieu de Cornonterral le jour que l'on

N ilj

avoit accoustumé de faire l'élection Consulaire d'iceluy , pour faire commettre les Charges des Consuls à des Habitans Catholiques dudit lieu, & affectionnez au service de sa Majesté , avec défenses à ceux de la R. P. R. de les troubler ny empescher , à peine de desobeissance. Extrait du Compte rendu en 1623. par les Consuls dudit Cornonterral, par lequel ils auroient fait dépence de quinze livres un sol par eux payées au Secretaire dudit Sieur Duc de Montmorancy , pour avoir fait confirmer ladite Ordonnance , & d'autres frais faits pour raison de cette affaire contre lesdits Habitans de la R. P. R. dudit lieu. Requête présentée par ledit Syndic ausdits Sieurs Commissaires, contenant les fins & conclusions cy-dessous , au bas de laquelle est l'Ordonnance desdits Sieurs Commissaires , du 23. Juin 1665. portant que les Parties seroient appelées pardevant eux , & cependant défenses de proceder à l'élection Consulaire audit lieu de Cornonterral, jusques à ce que la qualité dudit Consulat , & le nombre des Conseillers Politiques eust esté par eux réglé. Autre Requête présentée ausdits Sieurs Commissaires par ledit Syndic du Clergé, & le Syndic des principaux Habitans dudit Cornonterral: ensuite est l'Ordonnance du 9. Aoust 1665. portant que les Parties seroient aussi appelées pardevant lesdits Sieurs Commissaires , & cependant conformément à leur Ordonnance, dudit jour 23. Juin audit an 1665. défenses de proceder à l'élection Consulaire audit Cornonterral, jusques à ce que la qualité dudit

Consulat eust esté par eux réglée; & en cas de contravention, violences & voyes de fait, qu'il en seroit informé, & les Consuls & Habitans Catholiques dudit lieu mis sous la protection & sauvegarde du Roy & de la Justice. Signification de ladite Ordonnance, du 18. Aoust 1665. ausdits Consuls & Gfficiers ordinaires dudit Cornonterral, avec assignation à la Requête faite pardevant lesdits Sieurs Commissaires, & autre Ordonnance desdits Sieurs Commissaires contradictoirement renduë sur ladite assignation, le 9. Septembre audit an 1665. par laquelle auroit esté ordonné que ceux de la R. P. R. dudit Cornonterral, rapporteroient pardevant lesdits Sieurs Commissaires, les Titres en vertu desquels ils prétendent que le Consulat dudit lieu doit estre my-party, & que cependant les Consuls dudit lieu seroient tous Catholiques, ainsi qu'ils avoient esté depuis l'année 1621. jusqu'en l'année 1652. & qu'à cet effet il seroit incessamment procédé à lad. élection. Signification de lad. Ordonnance ausd. Habitans Catholiques, du 12. dudit mois de Septéb. audit an 1665. Sommation faite à la Requête du Procureur Jurisdictionnel dudit Sieur de Vignoles audit Cornonterral, aux Consuls dudit lieu, de proceder en execution de ladite Ordonnance, à l'élection des Consuls Catholiques, avec la réponse desdits Consuls, & la replique dudit Procureur. Copie d'une Requête présentée par les Habitans de la R. P. R. audit Cornonterral, ausdits Sieurs Commissaires, à ce que sans s'arrester à leur Ordon-

nance du 9. Septembre 1665. il fût ordonné que les Consuls dudit lieu seroient faits my-partis de l'une & de l'autre Religion, à l'élection qui devoit estre faite au jour de Saint Jean-Baptiste 1666. & autres suivans, comme ils avoient accoustumé d'estre faits, auparavant l'année 1622. & depuis l'année 1652. portant que les Consuls Catholiques seront appelez pardevant les Sieurs Commissaires, & cependant surfis à l'élection Consulaire, signifiée ausdits Consuls Catholiques ledit jour 23. Juin 1666. avec assignation aux fins de ladite Ordonnance. Copie collationnée de ladite Declaration du Roy du 18. Juillet 1656. portant que l'Edit de Nantes, Declarations, Arrests, & Reglemens donnez en conséquence, seront gardez & observez, & que sa Majesté n'avoit rien innové à la Declaration du 21. May 1650. ny rien ordonné au préjudice des Declarations, Arrests & Reglemens sur ce intervenus. Autre Copie collationnée de Lettres d'évocation, obtenues par le Sieur de Saint Martin, le 21. Mars 1626. des Procès qu'il avoit en la Chambre de l'Edit de Beziers, sur ce qu'ayant servi à la prise du Chasteau de Cornonterral, & fait travailler à la sappe d'iceluy, dont le Sieur de Vignoles estant Seigneur & President en ladite Chambre de l'Edit, il apprehendoit n'y avoir pas la Justice due à son bon droit. Autre Copie collationnée du Procès verbal, fait par le Lieutenant Principal au Presidial de Montpellier, le 23. Juin 1624. en conséquence des Ordonnances dudit Sieur de Montmorency, contenant l'é-

lection des Consuls Catholiques dudit Cornonterral, pour ladite année 1624. & la Declaration de ceux de la R. P. R. dudit lieu, de ne vouloir s'opposer ny empescher ladite Election. Arrest du Conseil du 5. Octobre 1663. par lequel auroit esté ordonné que le Consulat & Conseil Politique de Sommieres seroit composé seulement d'Habitans Catholiques, ainsi qu'il avoit esté pratiqué depuis l'année 1622. jusques en 1652. Extrait d'une deliberation non achevée ny signée, prise par les Habitans & Communantez dudit Cornonterral, le 24. Juin 1653. par laquelle en reprenant les anciennes coustumes, avoient esté nommez pour Consuls pendant ladite année, sçavoir le premier Catholique & les deux autres de la R. P. R. Acte de nomination des Consuls dudit Cornonterral pour l'année 1585. Copie collationnée d'une Requête présentée ausdits sieurs Commissaires par lesdits de la R. P. R. à ce que commandement fût fait ausdits Consuls, Greffier & autres detrempteurs des actes necessaires estant dans les Archives dudit Cornonterral, pour leur servir au jugement de cette affaire, & de leur en delivrer des Extraits : l'Ordonnance au bas dudit 6. Juin 1666. portant que ledit commandement seroit fait, signifiée ledit jour. Deux Extraits d'autres Actes de nomination des Consuls dudit Cornonterral des 16. Juin 1595. & 15. Juin 1597. Imprimés de la Declaration du Roy du 21. May 1652. par laquelle ceux de la R. P. R. auroient esté maintenus en la jouissance de l'Edit de Nantes, & autres Edits, Declarations, Arrests & Reglemens donnez en

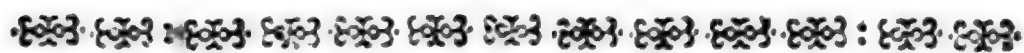
leur faveur en l'exercice libre & public de ladite Religion , aux lieux où il avoit esté accordé par iceux. Autre imprimé d'Arrest du Conseil dudit jour 21. May 1652. portant que l'exercice de la R. P. R. pourroit estre fait par un mesme Ministre en divers lieux , esquels il estoit permis par les Edits. Autre imprimé d'Arrest du Conseil dudit jour 21. May audit an 1652. par lequel auroit esté ordonné que les Arrests dudit Conseil des 18. Mars & 11. Avril 1652. pour le mypartiment des charges des Consuls & autres en dependantes, donnez en faveur de ceux de la R. P. R. de Montpellier seroient executez , & qu'à l'égard de Sommieres , Gignac & autres, qu'aux Elections lors prochaines & suivantes les Consuls & charges en dependantes seroient pareillement myparties , pourveu qu'il n'y eust point de possession immemoriable ou de capitulation au contraire. Quatre quittances de l'année 1621. du payement qu'Abel Molinier a fait au Receveur des tailles dudit Montpellier , de celles dudit Cornonterral. Copie d'un recepissé de Guillaume Riuffet Consul dudit lieu de Cornonterral , du 30. May 1624. des ordres que luy remettoit Raymond Bertrand aussi Consul l'année precedente , expediés pour recevoir par les Habitans dudit lieu les gens de guerre que sa Majesté y avoit envoyé es années 1621. 22. & 23. afin d'avoir Ordonnance des Estats pour le remboursement des avances & frais faits par lesdits Habitans au logement desdites troupes. Deux Arrests de la Cour des comptes dudit Montpellier , des 24. Decembre 1631. &

dernier Juillet 1635. par lesquels , Pierre Du-
 faur auroit esté condamné de payer à Yzabeau
 des Urcières veuve dudit sieur President de Vi-
 gnoles, la valeur de cent septiers de bled , qui
 estoient dans le Chasteau dudit Cornonterral ,
 en l'année 1621. Acte de Notorieté du 27. No-
 vembre 1645. pris par lesdits de la R. P. R. du-
 dit Cornonterral pardevant le Baillif dudit lieu,
 de plusieurs Habitans Catholiques d'iceluy ,
 comme pendant les années 1621. & 1622. &
 suivantes , que les guerres civiles estoient en
 ladite Province , ils auroient toujourns demeu-
 ré dans l'obeissance & payé tailles à sa Ma-
 jesté , & autres impositions levées audit Cor-
 nonterral. Copie collationnée d'acte d'assem-
 blée des Habitans dudit Cornonterral , tant
 d'une que d'autre Religion du 6. Juin 1653. par
 lequel ils auroient conclu & arresté que delors
 en avant , à commencer à l'Election prochai-
 ne , les Consuls dudit lieu seroient faits selon les
 anciennes coûtumes qui s'observoient aupara-
 vant le siege de Montpellier ; ce faisant que le
 premier des trois que l'on éliroit ordinairement
 seroit Catholique la premiere année , & les
 deux autres de la R. P. R. Et que l'année sui-
 vante , le premier seroit de la R. P. R. & les
 deux autres Catholiques , & ainsi continuer.
 Deux actes de sommation des 30. May & 2.
 Juin 1623. faites à la Requeste des Habitans
 de ladite R. P. R. dudit Cornonterral , aux
 Consuls dudit lieu , de declarer s'ils vouloient
 ladite année proceder à l'Election des Consuls
 & autres Officiers Politiques dudit Cornonter-
 ral en la mesme forme que l'année precedente.

ou si conformément à leurs anciennes coutumes ; ils vouloient nommer lesdits Consuls & Officiers Politiques , moitié Catholiques , & moitié de la R. P. R. Requête présentée par lesdits de ladite R. P. R. ausdits sieurs Commissaires , à ce qu'il fut ordonné qu'ils jouïroient des honneurs , charges , & dignitez , desquelles ils avoient de tout temps jouï dans ledit lieu de Cornonterral , & enjoint aux Consuls Catholiques de faire proceder au jour de l'Electi^{on} desdits Consuls & autres Officiers Politiques mypartis : l'Ordonnance au bas du 9. Juin 1623. portant que les Parties seroient assignées , cependant toutes choses demeurans en estat , signifiée ledit jour ausdits Consuls Catholiques , avec assignation aux fins de ladite Ordonnance. Copie collationnée d'un Acte d'opposition formée par lesdits de la R. P. R. le 24. Juin audit an 1623. à l'Electi^{on} qui avoit esté faite ledit jour , des Consuls & autres Officiers Politiques par les Consuls & Habitans dudit Cornonterral. Jugement par défaut rendu par le Lieutenant General au Presidial de Montpellier , le 18. Juin 1624. portant défenses ausdits Consuls Catholiques , d'attenter contre lesdits de la R. P. R. dudit Cornonterral , au prejudice de l'Instance intentée contr'eux , jusques à ce qu'il en fût autrement ordonné. Procez verbal de prestation de serment fait par les Consuls élus audit Cornonterral en l'année 1652. pardevant le Juge ordinaire dudit lieu , du 15. Juillet audit an , par lequel sur l'opposition des Habitans de ladite R. P. R. à ladite Electi^{on} , prestation de serment

& reception desdits Consuls. Dires du Procureur Jurisdictionnel dudit lieu. Replique & contestation des Consuls Anciens d'iceluy, il auroit ordonné que sans préjudice du droit des Parties, & jusques à ce qu'autrement par la Chambre de l'Edit, en eust esté ordonné, & par maniere de provision, lesdits nouveaux Consuls exerceroient ledit Consulat pendant ladite année. Copie d'un Certificat dudit sieur Duc de Monmorency du 23. Aoust 1624. que par l'Ordonnance & desaveu qu'il avoit fait expedier audit sieur President de Vignoles, le 23. May audit an 1624. il n'auroit entendu deroguer aux Certificats & adveus qu'il avoit donné au sieur de Cazalis & Fabre Ingenieurs, le 3. Septembre 1621. & 30. Mars 1624. Lettre dudit sieur de Vignoles du vingt-quatrième Mars 1621. aux Consuls dudit Cornonterral, par laquelle entr'autres il leur mande de garder leurs portes & murailles, tant que leurs voisins le feroient, & que le Chasteau qui seroit gardé par ses domestiques, ne l'empescheroit pas, puis qu'il n'aboutissoit pas sur la muraille. Requêtes remonstratives, Ecritures & productions des Parties, & tout ce qui a esté mis par devers le sieur Boucherat, Conseiller ordinaire du Roy en ses Conseils, Ouy son rapport, apres en avoir communiqué aux sieurs Daligre, de Lezeau, de Morangis, d'Estampes, de Seve, Poncet, de la Marguerie, Pussort & Voisin Conseillers Ordinaires du Roy en ses Conseils, Et tout considéré : **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL**, faisant droit sur ledit partage, en vuidant iceluy, a ordonné & ordonne que le Consulat

& Conseil Politique & autres charges publiques & municipales de ladite Ville de Coronterral , seront exercées par les seuls Catholiques de ladite Ville : sans que ceux de la R. P. R. y puissent estre admis , leur faisant sa Majesté défenses d'y apporter aucun trouble ou empêchement à peine de desobeissance, & en cas de contravention , d'estre procedé contre eux, suivant la rigueur des Edits & Ordonnances: Ordonne sa Majesté au sieur Duc de Verneüil Gouverneur de la Province de Languedoc , & au sieur de Bezons Conseiller Ordinaire en ses Conseils , & Intendant de la Justice en ladite Province , de tenir la main à l'exécution du present Arrest. FAIT au Conseil du Roy, sa Majesté y estant, tenu à S. Germain en Laye le vingt-huitième jour de Novembre mil six cens soixante-dix. Signé, P H E L I P P E A U X.



LETTRE DE CACHET PORTANT
défenses aux Habitans de Montelimar
Diocèse de Valence, d'admettre au Con-
sulat aucun de ceux qui font profession
de la R. P. R.

DE PAR LE ROY DAUPHIN,

CHERS & Bien-amés nous avons esté informés que par un usage abusif l'on élit tous les ans un Consul de la R. P. R. en nostre Ville de Montelimar, & considérant que cet usage est inutile à nostre Service, Nous vous

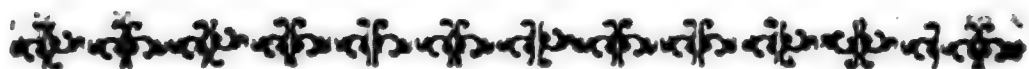
faisons cette Lettre, pour vous dire que Nostre Intention est qu'il ne soit plus à l'advenir nommé aucune personne de la R. P. R. pour estre dans le Consulat de nostredite Ville; Et comme nous sommes aussi informés que dans le Temple de ceux de ladite R. P. R., il y a un banc couvert d'un tapis semé de fleurs de lys, sur lequel les Officiers de Justice qui sont de ladite Religion prennent leur séance ainsi que faisoit pareillement ledit Consul Huguenot, Nous desirons que ledit tapis soit osté, & que lors que les Officiers de Justice seront dans le Temple, ils n'y puissent estre precedés par aucuns Massiers, ny estre distingués des autres Religionnaires que par leurs simples Robes noires, lesquelles ils pourront porter si bon leur semble; & ne doutant pas qu'il ne soit satisfait ponctuellement, à ce qui est en cela de Nostre intention: Nous ne vous faisons la presente plus longue ny plus expresse. **DONNÉ** à Saint Germain en Laye le seizième jour de Decembre mil six cens soixante & onze: Signé **L O U I S**, Et plus bas **LE TELLIER**. Et au bout il y a, aux Consuls de Montelimar, Et au dessus à Nos Chers & Bien-amez les Consuls de Nostre Ville de Montelimar, y estant le Cachet des Armes de France.

LETTRE DE CACHET PORTANT
défenses aux Habitans de Saint Paul
trois Châteaux d'admettre au Consulat
aucun faisant profession de la Religion
Pretendue Reformée.

DE PAR LE ROY DAUPHIN;

CHERS & Bien-amez, ayant résolu de supprimer l'usage abusif qui se pratique en Nostre Ville de S. Paul, d'y élire tous les ans un Consul de la R. P. R. : Nous faisons cette Lettre pour vous dire que Nostre Intention est qu'il ne soit plus à l'advenir nommé aucune personne de ladite R. P. R. pour entrer dans le Consulat de Nostre dite Ville, à quoy Nous asseurant que vous vous conformerez, Nous ne vous faisons la presente plus longue ny plus expresse, n'y faites faute : Car tel est Nostre plaisir. **DONNE'** à Versailles le septième jour de Decembre mil six cens soixante-quatorze : Signé **LOUIS**, Et plus bas **LE TELLIER**. Et au dessus de ladite Lettre, à Nos Chers & Bien-amez les Consuls & Habitans de Nostre Ville de Saint Paul.

ARREST



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant défenses à la Chambre de l'Edit
de Languedoc établie à Castelnaudarry,
de se mêler & prendre connoissance des
Elections Consulaires de ladite Ville.*

SUR ce qui a esté remonstré au Roy estant
en son Conseil, que pour terminer & faire
cesser les divisions, contestations & differends
qui estoient depuis quelque temps en la Ville
de Castelnaudarry, pour raison de l'Election
des Consuls, & reestabli le repos en ladite Vil-
le, sa Majesté auroit pour cet effet donné Ar-
rest en sondit Conseil d'Estat, le cinquième
Septembre de l'année mil six cens soixante-dix,
& par iceluy entr'autres choses ordonné que
pardevant le sieur de Bezons Conseiller ordi-
naire de sadite Majesté en ses Conseils, & In-
tendant de Justice en Languedoc, il seroit pro-
cedé à nouvelle Election avec les Officiers E-
lecteurs nais qui ont accoustumé d'y assister,
pour empêcher tous monopoles; & en cas que
ledit sieur de Bezons ne s'y pût trouver, par-
devant lesdits Officiers selon les uz & coustu-
mes, reglemens & statuts de ladite Ville,
avec défenses à toutes personnes de donner au-
cun trouble ny empeschement aux Consuls en
Charge, en la nomination qui seroit par eux
faite de leurs Successeurs, suivant les consu-
mes, mesmes au Parlement de Toulouse de
connoistre des d'Elections, que conformement

O

aux Arrests dudit Conseil, du quatrième Septembre 1651. & quatrième Septembre 1666. à peine de nullité, pour l'exécution duquel Arrest ledit sieur de Bezons auroit donné son Ordonnance le 23. Avril dernier, laquelle par mégarde estant tombée és mains d'un des Officiers de la Chambre de l'Edit, séante en la Ville de Castelnandary, il auroit nonseulement fait difficulté de la remettre és mains desdits Consuls pour exécuter ledit Arrest, mais encores au prejudice d'iceluy & de ladite Ordoonance, ladite Chambre pretendant connoistre du fait de ladite Election Consulaire, auroit par son Arrest du 9. du mois de May ensuivant ordonné qu'incontinent apres que la procedure de ladite Election Consulaire auroit esté faite, qu'elle seroit remise entre les mains du Procureur General de ladite Chambre par lesdits Consuls, pour y demeurer jusques au lendemain dix heures du matin, conformément à l'usage de la Ville de Thoulouse, Castres, & autres Villes où ladite Chambre a tenu sa Séance, avec défenses aux Consuls, Viguiers & autres Officiers de faire prester le serment aux nouveaux Consuls que lad. procedure n'eust esté remise & ledit temps expiré, à peine de quatre mil livres d'amende & autre arbitraire en cas de contravention, mais comme ledit Arrest n'a esté donné que pour connoistre de ladite Election, lesd. Consuls nonobstant iceluy, apres leurs protestations n'auroient laissé le 10. du mois passé conformément audit Arrest du Conseil d'Estat du 5. Septembre dernier, & suivant les uz & coustumes de ladite Ville de proceder à la mu-

tation desdits Consuls , & par la pluralité des voix , & à la satisfaction d'un chacun ont esté élus ; Sçavoir pour le premier rang Messire Yves de Capella Advocat , pour le second Maître Scipion de Belamy Bourgeois , pour le troisième François Cahusat Marchand , & pour le quatrième Jacques Driget aussi Marchand , lesquels ensuite s'estas présentés au Viguier de ladite Ville pour faire le serment, il auroit fait difficulté de le recevoir , attendu les défenses à luy faites par l'arrest de ladite Chambre , Ce qui a obligé lesdits Habitans de Castelnaudarry de demander la confirmation de l'Election desdits Consuls , afin d'en faire les fonctions. V E U ledit Arrest dudit Conseil d'Estat & celui de ladite Chambre cy-dessus dattés , l'Ordonnance du sieur de Bezons : OUY le Rapport, Et tout considéré : LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL , sans avoir égard audit Arrest de la Chambre de l'Edit que sa Majesté a cassé & casse , ensemble tout ce qui s'en est ensuivi, & bien informé de la fidélité & affection à son service, desdits Capella , Belamy, Cahusac , & Driget, ladite Majesté les a confirmés & confirme pour Consuls de ladite Ville de Castelnaudarry ordonné qu'à cet fin ils prêteront le serment si fait n'a esté , és mains du Viguier de ladite Ville en la forme & maniere accoustumée , & en cas de refus , difficulté ou retardement par luy de le recevoir , ils prêteront ledit serment en celles du Juge Mage, ou autre Officier sur ce requis , pour faire les fonctions desdites Charges pendant le temps accoustumée : F A I T sa Majesté tres-

expresses défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, de les y troubler, mesmes aux Officiers de ladite Chambre de l'Edit establie audit Castelnau-dary, & de se mesler à l'advenir, ny prendre connoissance en quelque sorte & maniere que ce soit du fait desdites Elections Consulaires à peine de nullité, cassation des procédures, & de desobeissance. FAIT au Conseil d'Etat du Roy sa Majesté y estant, tenu à Tournay le troisiéme jour de Juin mil six cens soixante onze : Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant qu'en l'exercice des Greffes de
Nyort ne pourra estre commis qu'un Ca-
tholique.*

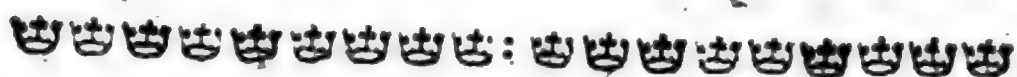
SUR ce qui a esté représenté au Roy estant en son Conseil, qu'encores que par ses Lettres Patentes en forme d'Edit du 29. Avril 1664. portant que les Fermiers ou Commis à l'exercice des Greffes des Domaines du Roy engagés & non engagés prendront des Lettres de Commission du Grand Sceau, pour exercer leldits Greffes, à peine de nullité & de faux; Registrées au Parlement par deux Arrests de Reglement de la Cour, des 10. Juillet & 10. Decembre 1665. portant que toutes les minutes des Greffes, tant Civils que Criminels seront mis dans un dépost public au Palais du

Siege où elles ont esté receuës , & apres le Bail fini de l'ancien Greffier ou Commis , celui qui entrera en l'exercice se chargera desdites minutes par un Inventaire fait par le Lieutenant General & le Substitut du Procureur General , & les emolumens des expéditions recus par les precedens Greffiers seront partagés par moitié pendant dix ans , que par les Declarations du Roy du 2. Avril 1666. & Février 1669. portant que les Charges de Greffiers des maisons Consulaires ou Secretaires des Communautez ne pourront estre tenuës que par des Catholiques , que par Arrest du Conseil contradictoirement donné entre les Proprietaires des Greffes du Siege de Melle , & le Lieutenant General dudit lieu , portant que les Proprietaires desdits Greffes seroient tenus de commettre à l'exercice desdits Greffes des personnes Catholiques , & qui prendront des Lettres du grand Sceau , ledit Arrest du 2. Avril 1667. que par Oidonnance du fleur Rouillé Commissaire departi en la Generalité de Poitiers du 10. Mars 1670. portant que les Proprietaires des Greffes de la Jurisdiction Consulaire de Niort seroient tenus de presenter pour l'exercice du Greffe une personne capable & suffisante de la Religion Catholique Apostolique & Romaine dans un mois , & cependant permet aux Juges Consuls de commettre à la place dudit Rouget auquel il fait défense de s'immiscer de la fonction dudit Greffe à peine de faux & de cinq cens livres d'amende , avec injonction au Procureur de sa Majesté d'y tenir la main , neanmoins le nommé François Rou-

ger qui fait profession de la R. P. R. & qui est Fermier de partie des Greffes du Siege Royal de Niort & de la Jurisdiction Consulaire du mesme lieu, exerce au préjudice des Edits, Declarations, & Arrests du Conseil lesdits Greffes, & les fait exercer à des Commis de la R. P. R. à des Mineurs qui n'ont aucun domicile & qui n'ont aucune Commission du grand Sceau. & mesme ledit Rouget a les minutes de tous les Actes du Greffe dans sa maison extremement éloignée du Palais, ce qui est contraire à l'Ordonnance & à tous les Reglemens de la Cour, qui veulent que les Greffiers soient au Palais, où tout le monde va avec liberté, ce qui cause un grand desordre dans la Ville de Niort, & fait que le public & les particuliers y sont fort interessés. A quoy il est necessaire de pourvoir, veu les Edits & Declarations, Arrests du Conseil, les Reglemens du Parlement de Paris, l'Ordonnance du sieur Intendant de Poitou, les Procez verbaux du Lieutenant General & du Lieutenant Criminel, avec les requisitoires du Substitut du Procureur General des 30 Janvier 13. Novembre 1670. & autres jours, qui font voir que le nommé Bourgeois est Sergent travaillant actuellement à la Campagne pour le recouvrement des Tailles, qui ne fait aucun exercice dans le Greffe, ne faisant que prester son nom audit Rouget, que les nommez Gaultier, & Sabourin Commis sont mineurs, & n'ont aucunes Lettres du grand Sceau, non plus que Bourgeois pour exercer lesdits Greffes, que les minutes des Actes du Greffe sont dans la maison de Rouget & non

au Palais , & que ledit Gaultier demeure avec Rouget. Acte de Notoriété du Siege Royal de Niort & Certificat des Curez du mesme lieu qui justifient que ledit Rouget professe la R. P. R. Extraits de Papiers Baptistaires desdits Gaultier & Sabourin des années 1648. & 1650. signé le Venier Curé de Vitré , & Pingazer Curé de Nostre-Dame de Niort , qui justifie leur minorité , plusieurs Sentences émanées du Siege de Niort de l'année 1670. signées de Rouget , Gaultier & Sabourin , qui justifient qu'ils n'écrivent pas dans l'ordre, & qu'il ne peut y avoir rien de leur , où tant de différentes gens qui signent les expéditions d'un Greffe : Veu les pieces cy-dessus énoncées , & Oui le Rapport du sieur Commissaire à ce député **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL** a ordonné que lesdits Arrests du Conseil du 11. Avril 1667. & Ordonnance dudit sieur Rouillé Commissaire départi en la Generalité de Poitiers seront executés selon leur forme & teneur; en consequence , a fait très-expreses inhibitions & défenses audit Rouget de plus s'immiscer directement ny indirectement en l'exercice desdits Greffes du Bailliage de Niort & des Juges Consuls à peine de faux , & de deux mil livres d'amende , au payement de laquelle en cas de contravention , il fera contraint comme pour les propres deniers & affaires de sa Majesté , enjoignant sa Majesté aux Propriétaires desdits Greffes de commettre dans un mois pour l'exercice desdits Greffes d'autres personnes que ledit Rouget , qui soient de la Religion Catholique & Majours , sinon & à faute de ce, dans ledit temps &

iceluy passé, qu'il en sera commis d'office par le Lieutenant General dudit lieu, & les Juges Consuls: Ordonne en outre sadite Majesté audit Rouget, de remettre toutes les Minutes & Actes de Justice desdits Greffes, au déposit public, entre les mains des Greffiers Catholiques, & exercice d'iceux, Inventaire préalablement fait pardevant le Lieutenant General de Niort, & lesdits Juges Consuls, en présence du Substitut de son Procureur audit Siege: à ce faire ledit Rouget après ledit temps d'un mois passé, contraint comme Dépositaire de biens de Justice: Et sera le present Arrest executé à la diligence dudit Substitut, auquel sa Majesté enjoint de tenir la main, nonobstant oppositions, accusations, prise à partie, & empeschemens quelconques, pour lesquels ne sera différé. FAIT au Conseil d'Etat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à Versailles, le quatorzième d'Avril mil six cens soixante-onze, Signé, LE TELLIER.

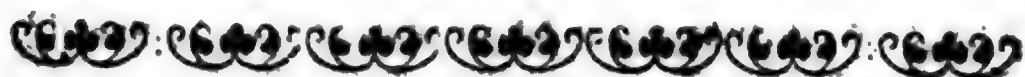


ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
qui casse les Deliberations prises au
Synode des P. R. de bas Languedoc,
en l'absence du Commissaire.

SUR ce qui a esté représenté au Roy,
Estant en son Conseil, que sa Majesté
ayant permis à ses Sujets de la Religion
Prétendue Reformée de bas Languedoc, de

tenir leur Synode au mois d'Avril dernier en la Ville de Nîmes, les Ministres & Anciens des Villes & lieux qui ont accoustumé d'y députer, s'y seroient rendus le jour qui leur auroit esté indiqué, ont commencé leur Assemblée le quinziesme dudit mois d'Avril, laquelle ne devoit tenir, suivant les instructions données au Sieur de Peyremalez, Commissaire de sa Majesté, que huit jours seulement, celuy de la closture & de l'ouverture compris; il a esté libre ausdits Députez d'y traiter des choses qui leur sont permises par les Edits, toutesfois au bout de la huitaine, finie le 22. dudit mois, ayant désiré de prolonger leur Assemblée de quelques jours, pour proceder au Jugement d'une affaire qui regarde le Sieur Dumont Ministre de Montpellier, le Sieur de Peyremalez leur en auroit non seulement refusé la permission, mais aussi fait tres-expres ses inhibitions & défenses reiterées par trois ou quatre fois de continuer ladite Assemblée, & à eux enjoint de se separer, au préjudice de quoy ils n'ont laissé de passer outre, & de prendre diverses Deliberations, dont sa Majesté ayant esté informée elle auroit jugé nécessaire d'y pourvoir, attendu la consequence & l'importance dont est la chose à son service. OUY le Rapport qui luy en a esté fait; Et tout considéré : **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL**, a cassé & casse toutes les Deliberations prises audit Synode de Nîmes, tant pour le sujet dudit Ministre Dumont, qu'autres affaires, de quelque nature qu'elles soient, depuis le 23. jour dudit

mois d'Avril, iceluy compris , jusqu'à la separation de ladite Assemblée; Fait sa Majesté tres-expresles défenses à tous ses Officiers & Sujets, d'y avoir aucun égard , ny icelles Deliberations mettre à execution, sur peine de desobeissance , & d'estre procedé contre les contrevenans , comme refractaires aux Ordres & intentions de sa Majesté, laquelle ordonne en outre, que lesdites Deliberations seront tirées des Actes dudit Synode, & à la place d'icelles , le present Arrest y estre inseré , pour y avoir recours quand besoin sera. FAIT au Conseil d'Etat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à Dunkerque, le treizième May mil six cens soixante-onze.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
qui décharge un nouveau Catholique
du payement de ses debtes, quant au
principal, pour trois ans.*

SUR la Requête présentée au Roy estant en son Conseil , par Jean de Versé Advocat au Parlement de Bordeaux , Habitant de Bayonne; contenant qu'en haine de ce qu'il s'est converti depuis peu de temps à la Foy Catholique en la Ville de Paris, où il étudioit en Theologie; ses plus proches parens , qui sont un frere & trois beau-freres , dont deux sont Ministres , ont formé le dessein de luy faire abandonner le Pais , & le reduire à la dernière ne-

cessité ; & pour y reüssir , ils ont recherché & suscité contre luy tous ses creanciers , qui sont aussi de la Religion Prétendue Reformé , lesquels prenans occasion de l'absence du Suppliant , & du séjour qu'il fait en ladite Ville de Paris , pour y parachever ses Estudes , ont fait saisir réellement tout son bien , dont ils jouissent en vertu de Baux judiciaires , qu'ils en ont fait faire à tres-vil prix , sous le nom de leurs domestiques , & poursuivent le Decret & l'Adjudication desdits biens avec un empressement extraordinaire ; en sorte que le Suppliant ne peut recevoir aucune chose pour sa subsistance ; & d'autant que cette procedure violente a esté faite au préjudice de la grace que sa Majesté a accordée à tous ses Sujets nouveaux convertis de la Province de Guyenne , par Arrest de son Conseil d'Estat , du 21. Janvier 1668. portant défenses à tous leurs Creanciers de la Religion Prétendue Reformée , de faire à l'encontre d'eux aucunes poursuites pendant trois ans , pour le payement des sommes principales qui leur seront deues par lesdits nouveaux convertis , duquel Arrest le Suppliant n'ayant eu aucune connoissance , que depuis peu de jours , à cause de la résidence actuelle qu'il fait en ladite Ville de Paris , pour ses Estudes , il n'a pû jouir du benefice de cette surseance. A CES CAUSES, & attendu que le Suppliant a en fonds de terre pour la valeur de trois fois plus qu'il ne doit , & qu'ainsi il n'y a rien à perdre pour ses Creanciers ; Requeroit qu'il pleust à sa Majesté , conformément audit Arrest , luy accorder

une surseance de 3. ans , pour le payement de ce qu'il doit , tant en principal , qu'intérêt , & luy faire pleine & entière main-levée de toutes les saisies sur luy faites ; & en conséquence , ordonner que les Fermiers & Détenteurs desdits biens , & autres ses Debiteurs , seront contraints au payement des sommes à luy deues , quoy faisant ils en demeureront bien & valablement quittes & déchargez ; avec défenses à sesdits Creanciers de luy donner aucun trouble , ny faire aucunes poursuites contre luy , ses Fermiers , Détenteurs ou Debiteurs , pendant lesdites trois années , à peine de quinze cens livres d'amende , & de tous dépens , dommages & intérêts. **VEU** ladite Requête , ledit Arrest dudit jour 21. Janvier 1668. Certificat signé du Sieur Archevesque de Paris du 21. Mars 1671. de la Conversion du Suppliant , & autres Pieces attachées à ladite Requête : **OUI** le Rapport ; Et tout considéré. **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL** , ayant égard à ladite Requête , a ordonné & ordonne , que ledit Arrest du 21. Janvier 1668. sera executé selon sa forme & teneur ; Et en conséquence , fait tres-expreses inhibitions & défenses aux Creanciers du Suppliant , de faire pendant trois ans aucunes poursuites à l'encontre de luy , ses Fermiers ou Detenteurs , pour raison des sommes principales qu'il leur doit ; mesmes pour les intérêts qui en sont échus jusqu'à present , à peine de quinze cens livres d'amande , dépens , dommages & intérêts ; Fait sa Majesté pleine & entière main-levée de toutes les saisies sim-

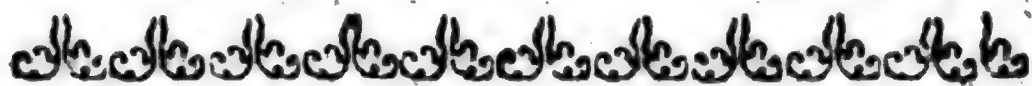
ples , les réelles faites sur ledit Suppliant, à la Requête desdits Creanciers tenans. Ordonne que les Fermiers Judiciaires, Conventiionnels , ou autres , qui ont receu le revenu de son bien depuis lesdites saisies , seront tenus de vuider leurs mains , de ce dont ils se trouveront redevables , en celles du Suppliant ; quoy faisant ils en demeureront bien & valablement quittes & déchargez , à la charge que ledit de Versse payera auidits Creanciers les interests qui courront pendant lesdites trois années , à la fin de chacune d'icelles : Enjoint au Sieur de Séve, Commissaire départi dans la Province de Guyenne , de tenir la main à l'exécution du present Arrest , lequel sera exécuté nonobstant opposition ou appellation quelconque , dont si aucunes interviennent, sa Majesté s'est reservée la connoissance , & à son Conseil , & icelle interdite à toutes ses autres Cours & Juges. FAIT au Conseil d'Etat du Roy , sa Majesté y estant , tenu à Versailles , le vingt-quatrième jour de Mars 1673. Signé , P H E L I P P E A U X.



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
*portant que les P. R. sortiront de la
 Ville de Privas de la Taillabilité, &
 du lieu de Tournon, avec défenses d'y
 habiter à l'avenir.*

SUR ce qui a esté représenté au Roy estant
 en son Conseil, par le Sieur Evesque de
 Viviers, qu'encores que par trois Arrests de
 son Conseil d'Estat rendus, la Majesté presen-
 te, les 22. Février, 30. Septembre 1664. &
 5. Aoust 1669. Il a esté ordonné que conformé-
 ment à la Declaration faite au Camp de Pri-
 vas au mois de Juin 1629. aucunes personnes
 faisant profession de la Religion Prétendue Re-
 formée, ne pourront habiter dans ladite Ville
 de Privas & Tailliabilité, ny dans le lieu de
 Tournon, qui est un lieu proche dudit Privas,
 & qui est plus fort que ladite Ville: Neant-
 moins plusieurs desdits Religionnaires prenans
 avantages des troubles qui sont arrivez la
 presente année 1670. dans le Pais de Vivarez,
 n'ont pas laissé de se reestabliir dans lesd. lieux;
 ce qui est une desobeissance formelle aux vo-
 lontez du feu Roy, & de sa Majesté, laquelle
 voulant y pourvoir. **LE ROY ESTANT EN
 SON CONSEIL**, conformément à ladite
 Declaration du mois de Juin 1629. & desdits
 Arrests dudit Conseil, desdits jours 22. Fé-
 vrier, 30. Septembre 1664. & 5. Aoust 1669.

a ordonné & ordonne, que toutes personnes
 faisant profession de la Religion Prétendue
 Reformée, sortiront incessamment de ladite
 Ville de Privas de sa Tailliabilité, & du lieu
 de Tournon; Leur fait sa Majesté iteratives
 inhibitions & défenses d'y plus habiter, à pei-
 ne de desobeissance, & d'estre procedé con-
 tr'eux suivant la rigueur des Ordonnances;
 Enjoint au Gouverneur & son Lieutenant
 General en Languedoc, Intendant de Justice,
 Magistrats, Juges, & tous autres Officiers, de
 tenir la main à l'exécution du present Arrest.
 FAIT au Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y
 estant, tenu à S. Germain en Laye, le dix-neuf-
 vième jour de Novembre mil six cens soixante
 & dix. Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV PARLEMENT
 de Paris, par lequel le Sieur de Cor-
 mont de la R. P. R. est condamné à
 quatre mil livres, pour remettre l'Ho-
 stel Dieu de Sezanne, & à faire faire
 le Divin Service dans la Chapelle du
 Chasteau des Bordes.*

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU
 ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au
 premier des Huissiers de nostre Cour de Par-
 lement, ou autre nostre Huissier ou Sergent
 sur ce requis, S A L U T. Sçavoir faisons, que
 comme ce jourd'huy comparant en nostredite

Cour Maistre Jean de Barny Prestre , Curé de Meure , demandeur en deux Requestes , des 4. & 23. Juillet 1672. d'une part, & Antoine de Cormont, Escuyer Sieur des Bordes , défendeur d'autre : Et entre ledit de Barny, demandeur en Requête du 28. Septembre 1672. & défendeur , & ledit Antoine de Cormont, défendeur & demandeur en Requête du 6. Février 1673. d'autre. V E U par nostredite Cour lesdites Requestes dudit de Barny, desdits jours 4. & 23. Juillet 1672. La premiere , à ce qu'il fust receu opposant à l'exécution de l'Arrest du 28. Juin precedent ; y faisant droit , debouter ledit de Cormont de sa Requête , sur laquelle il estoit intervenu, & que lesdits Arrests des 30. Mars & 15. Juin seroient incessamment executez à la Requeste du Substitut de nostre Procureur General à Sezanne , poursuite & diligence dudit de Barny , & les revenus de ladite terre en question , regis par les Commissaires y establis , iceux vendus & adjugez pardevant le Lieutenant Particulier aud. Sezanne en la maniere accoustumée , & les deniers en provenant mis és mains d'un notable Bourgeois de ladite Ville de Sezanne , pour estre employez aux reparations de la Chapelle du Chasteau des Bordes , & Hostel-Dieu dont il s'agit , sur iceux préalablement pris la somme de trois cens livres pour les frais de la descente, visite & information : à ce faire les Depositaires contraints, ce faisant déchargez , & le demandeur remboursé de tous le frais & dépens par luy faits en execution desdits Arrests , & ceux qu'il conviendra

conviendra faire, & ledit de Cormont condamné aux dépens : Et par la deuxième, qu'en consequence du Procès verbal de visitation, ledit de Cormont fust condamné par son défaut d'entretien par luy fait & ses auteurs de l'Hostel-Dieu du Village de Meure, & fait celebrer le Service Divin en ladite Chapelle, en la somme de 30000. livres, laquelle seroit appliquée à la decoration de l'Eglise dudit Meure, aux pauvres de ladite Paroisse, & tels autres lieux qu'il plairoit à nostredite Cour, sur icelle prealablement prise telle somme qu'il plairoit à nostredite Cour adjuger audit demandeur, pour les frais de ses voyages & sejours qu'il avoit fait en cette Ville pendant quatre ans & plus, ensemble pour les faux frais qu'il avoit convenu faire, & condamner ledit de Cormont aux dépens : Ladite Requête dudit de Barny dudit jour 28. Septembre 1672. à ce que sans avoir égard à l'opposition formée par le défendeur à l'exécution de l'Arrest du 7. Février, par Acte du 24. dudit mois, il fut ordonné que ledit Arrest seroit executé selon sa forme & teneur, & condamner ledit de Cormont aux dépens : Ladite Requête dudit de Cormont du 6. Février 1673. à ce qu'attendu qu'il avoit satisfait à l'Arrest du 30. Mars 1672. au chef concernant la Chapelle Saint Laurens de ladite terre des Bordes, & l'offre qu'il faisoit d'entretenir le Service Divin & accoustumé en ladite Chapelle suivant la fondation, il fut ordonné qu'il demeureroit bien & valablement déchargé pour ce regard, mesme qu'il luy seroit per-

mis ou à Maître Antoine du Chesne Chapelain de ladite Chapelle, de se pourvoir par-devant le Metropolitain ou ailleurs, à l'effet d'obtenir Mandement nécessaire pour parvenir à la reconciliation de ladite Chapelle, au moyen du refus fait par l'Evesque de Troyes, par Acte du 22. Decembre 1672. en ce qui concernoit l'Hostel-Dieu de Meure, il seroit ordonné qu'entre le Substitut de nostre Procureur general au Bailliage de Sezanne, & ledit Cormont, il seroit convenu pardevant le Lieutenant General dudit Bailliage, d'Experts & Gens à ce connoissans, autrement & en cas de refus nommez d'Office, pour faire vifitation, s'il appert de la commodité ou incommodité de la maison que ledit Cormont avoit offert & offre de fournir au Village de Meure pour servir d'Hostel-Dieu, & ce suivant lesdits Arrests des 30. Mars & 15. Juin 1672. pour ledit rapport fait, communiqué audit Procureur General du Roy, estre ordonné ce que de raison : L'Arrest du 7. Septembre audit an 1672. par lequel sur les demandes portées par lesdites Requestes des 4. & 23. Juiller, & sur les défenses fournies, les Parties auroient esté appointées en droit. Autre Arrest du 18. Mars 1673. par lequel auroit esté ordonné que les precedens seroient executez, & sur lesdites Requestes des 18. Septembre audit an 1672. & 6. Février 1673. les Parties auroient esté appointées à mettre & joint, & avant faire droit sur le tout, ordonné que descente seroit faite sur les lieux à la diligence dudit de Barny par le Lieutenant

General de Chasteauthierry , pour visiter ladite Chapelle en question , par lequel seroit donné advis sur l'achapt d'une maison pour y establir l'Hostel-Dieu : Et à l'effet de la descente le delay auroit esté renouvelé pour trois mois , la descente faite par ledit Lieutenant General de Chasteauthierry , en consequence du susdit Arrest. Productions des Parties. Contredits respectivement fournis. Salvations dudit Berny. Requête dudit de Berny du 28. May 1673. à ce qu'en augmentant ses conclusions cy-dessus , il fust ordonné que sans avoir égard à la Requête dudit de Cormont dudit jour 6. Février , dont il seroit debouté , les Arrests des 28. Juin 1586. 30. Mars & 15. Juin 1672. seroient executez , & en consequence ledit de Cormont tenu faire incessamment restablir ledit Hostel-Dieu sur les anciennes fondations , & ainsi qu'il estoit avant sa destruction , y establir six lits , fournir les meubles , linges , & autres choses nécessaires pour la reception des pauvres malades qu'il seroit tenu de faire nourrir , penser & medecamenter suivant ladite quantité de lits , à cet effet le doter de tel revenu que la Cour avisera bon estre , pour empêcher le divertissement duquel , & qu'il ne fust employé ailleurs : qu'il seroit administré des Administrateurs & Habitans de ladite Paroisse , qui seroient nommez de deux ans en deux ans par le Curé dudit Meure avec les Habitans de ladite Paroisse , lesquels Administrateurs seroient tenus de rendre compte en la maniere accoustumée. En second lieu , à l'égard de la

Chapelle du Chasteau des Bordes , ledit de Cormont tenu en faisant incessamment restablir icelle , y faire poser une cloche dans un lieu commode au haut du pignon où est la porte de ladite Chapelle : à cét effet faire construite un Chapiteau de Maçonnerie ou Charpenterie avec une Croix au dessus dudit bastiment ; ensemble fournir les ornemens necessaires pour la celebration du Service Divin , pour l'achapt desquels & desdits meubles, linges & autres choses necessaires pour ledit Hostel-Dieu , ledit Cormont seroit condamné de mettre telle somme qui seroit par la Cour arbitrée entre les mains d'une personne qu'il luy plairoit nommer : En troisiéme lieu , fournir de luminaires , & autres choses necessaires pour la celebration des Messes & Services. En quatriéme lieu , qu'au payement de toutes les condamnations qui seroient prononcées contre luy , il seroit contraint par saisie des revenus de ladite terre des Bordes , qui seroit specialement affectée par privilege , & vendue en vertu de l'Arrest qui interviendra , & condamner ledit de Cormont en tous les dépens , & donner Acte audit de Barny de ce que pour toutes Ecritures & Production il employe ladite Requeste , & ce qu'il avoit écrit & produit , sur laquelle auroit esté mis , le défendeur écrira & produira suivant l'Ordonnance & Acte de l'employ. Requeste dudit de Cormont employée pour défenses , écriture & production. Requeste dudit de Cormont du 14. Aoust audit an 1673. employée pour écritures & prduction sur ladite Reque-

ste du 6. Février audit an , & outre à ce qui en consequence de l'offre par luy faite , & reïteroit d'entretenir le service deub & accoustumé dans ladite Chapelle , suivant la fondation qu'il en demeureroit bien & valablement déchargé pour ce regard , & qu'il luy seroit permis ou audit du Chesne , Chapelain de ladite Chapelle , attendu le refus de l'Evesque de Troyes , de se pourvoir pardevant le Metropolitan , ou ailleurs , s'il y échet , à l'effet d'obtenir mandement nécessaire pour parvenir à la reconciliation de ladite Chapelle , & condamner ledit Barny aux dépens , & outre donner Acte audit de Cormont , de ce qu'en consequence du Procès verbal de descente faite sur les lieux dont il s'agit , par le Lieutenant General de Chasteauthiery , en execution dudit Arrest du 18. Mars dernier , il concluoit , à ce que les offres par luy faits par ladite Requête du 6. Février , & qu'il reïteroit d'abondant de fournir & donner dans ledit Village de Meure une maison de la qualité portée audit Procès verbal , garnie de trois lits , suivant la fondation , pour recevoir les pauvres , soit declarées bonnes & valables ; ce faisant qu'il demeureroit bien & valablement déchargé de tout le contenu aux Arrests des 30. Mars & 15. Juin 1672. & condamner ledit de Barny aux dépens , sans prejudice des dommages & interets dudit Cormont , & de la restitution des deniers par luy consignez , & de ses autres droits & actions contre ledit de Barny , & aux fins cy dessus , & luy donner Acte de ce que pour toutes

écritures & production sur le present incident, il employe ladite Requête: Ledit Procès verbal & autres Pieces cy-dessus énoncées, sur laquelle auroit esté mis Acte, & sur la demande en droit & joint, & Acte d'employ: ledit Procès verbal fait en execution dudit Arrest du 18. Mars dernier par le Lieutenant General de Chasteauthiery, & l'avis dudit Juge. Exploit de saisie du 13. Octobre 1672. des grains, prez & bois fait sur ledit de Cormont à la requeste dudit de Barny, en vertu de l'Arrest du 30. Mars 1672. Sentence rendue par le Lieutenant Particulier de Sezanne, du 14. Octobre audit an 1672. à la Requête du Substitut de nostre Procureur General audit lieu, poursuite & diligence dudit de Barny, portant que les Commissaires establis ausdites saisies feroient leurs charges, les mettant en possession des granges où estoient les grains saisis. Autre Sentence rendue audit Bailliage de Sezanne, entre ledit Substitut, poursuite & diligence dudit Barny contre Jean Boulay & Claude Bonard Commissaires establis ausdites choses saisies sur led. de Cormont, par laquelle auroit esté ordonné qu'ils executeroient leur Commission, de laquelle ils demeureroient chargez suivant ledit Exploit du 13. Octobre, & pour faciliter ladite Commission qu'il leur seroit founy soixante livres par ledit de Barny, moyennant quoy il ne seroit procedé à la vente d'aucuns grains, ny autres choses saisies, ainsi qu'il auroit esté permis par ledit Jugement, & Acte audit de Barny de ses offres de fournir ladite somme

de soixante livres qu'ils auroient refusé & déclaré ne vouloir signer. Requête dudit Cormont du 17. Aoust 1673. à ce qu'il fust reçu Appellant desdites Saisies & Sentences, mettre l'appellation & ce au neant, émandant, luy faire main-levée de ladite Saisie, & condamner ledit de Barny aux dépens, dommages & interets dudit Cormont, luy donner Acte de ce que pour cause d'appel, écriture & production, il employe le contenu en ladite Requête, & ce qu'il auroit écrit & produit sur laquelle auroit esté mis, reçu Appellant, sur l'appel les Parties appointées suivant nostre Ordonnance & Acte de l'employ. Requête dudit de Barny employée pour réponses aux Requêtes dudit de Cormont, des 14. 17. & 18. Aoust 1673. Escriture & Production, tant sur la demande incidente qu'Apel porté par icelle Requête. Requête dudit de Cormont du 14. dudit mois d'Aoust, à ce qu'il fust ordonné que dans trois jours ledit de Barny feroit tenu de déclarer précisément, s'il entendoit soutenir que la fondation de l'Hostel-Dieu de Meure fust de plus de trois lits ; sinon ledit temps passé, ledit Cormont ayant soutenu au contraire ladite fondation n'estre que de trois lits, il fut permis aux Parties respectivement d'informer de leurs faits par-devant le Lieutenant general de Chasteauthierry pour l'enquête faite & rapportée estre ordonné ce que de raison. Arrest d'appointé à mettre du 30. Aoust dernier. Défense & Production dudit de Barny, & Requête dudit de Cormont employée pour Production.

Arrest du 23. Janvier 1674. par lequel ladite Requête auroit esté jointe à l'Instance, pour en jugeant y avoir tel égard que de raison, dépens reservez. Production nouvelle dudit Jean de Barny, par Requête du dernier Juillet 1673. Requête dudit Cormont employée pour Contredits. Informations faites par le Lieutenant Criminel de Chasteauthiery, à la Requête dudit de Barny, à l'encontre dudit de Cornont, du 28. Novembre 1673. en execution de l'Arrest du 21. Octobre precedent : Autre information faite par le Juge Prevost de Chantemerle, le 7. Octobre audit an, à la Requête dudit de Barny contre ledit de Cornont, en execution de l'Arrest du 5. Septembre precedent, les interrogatoires subis en consequence joints à l'Instance, par Arrest du 16. Janvier 1674. Conclusions de nostre Procureur General : Tout joint & considéré. NOSTREDITE COUR faisant droit sur le tout, a mis & met l'appellation au neant, a ordonné & ordonne, que ce dont a esté appelé sortira effet ; & faisant droit sur les demandes dudit de Barny, Curé de Meure, a condamné & condamne led. de Cornont payer la somme de 4000. li. tournois, qui sera mise entre les mains des Administrateurs de l'Hostel Dieu de Sezanne, & après par eux employée en acquisition d'heritages, qui appartiendront incommutablement à perpetuité audit Hostel Dieu, si mieux n'aime ledit de Cornont bailler des heritages de pareille valeur de 4000. livres, suivant l'estimation qui en sera faite par Experts, ce qu'il sera tenu d'op-

ter dans quinzaine après la signification du
 present Arrest, à la personne ou domicile de
 son Procureur, sinon en demeurera décheu ;
 & en cas doption de donner lesdits heritages,
 payera l'interest de ladite somme de 4000.
 livres au denier vingt, jusqu'au jour de ladite
 estimation; le revenu desquels heritages sera
 employé à l'entretien de quatre lits, qui seront
 mis dans la Salle dudit Hostel-Dieu de Sezan-
 ne, & qui seront affectez aux pauvres mala-
 des du Village de Meure & des Bordes, y fai-
 sant leurs demeures, moyennant quoy demeu-
 rera ledit de Cormont dechargé de l'obligation
 de restablir ledit Hostel-Dieu de Meure, &
 de l'entretien des lits fondez audit Hostel-
 Dieu de Meure, de la nourriture des pauvres
 qui y auroient esté receus, & de la restitution
 des non-jouissances du passé: comme aussi se-
 ra tenu ledit de Cormont de faire mettre une
 Croix au dessus de la Chapelle du Chasteau
 des Bordes, une Cloche & un Aubenitier aux
 endroits accoustumez, faire boucher la porte
 qui entre dudit Chasteau en ladite Chapelle :
 icelle Chapelle faire reconcilier par l'Evesque
 Diocezain ou son grand Vicaire, & entrete-
 nir les lieux en bon & suffisant estat, en
 sorte que le Service Divin y puisse estre ce-
 lebré, fournir le luminaire & ornement ne-
 cessaire, y faire dire & celebrer chaque jour
 de la semaine, mesme le Dimanche, une Messe,
 par un Prestre qui sera nommé & approuvé
 par ledit Evesque, & la retribution par luy
 arbitrée, tant & si longuement que ladite
 terre des Bordes sera possedée par des Sei-

gneurs faifans profeflion de la Religion Pré-
tendue Reformée, & pour le defaut de cele-
bration defdites Mefles, condamné ledit de
Cormont d'aumôner à l'Eglife Paroiffiale du
Village de Meure la fomme de deux cens li-
vres tournois, qui fera employée en Livres
& ornemens neceffaires pour ladite Eglife :
quoy faifant, pourra ledit de Cormont reti-
rer la fomme de huit cens foixante livres par
luy conignée. Enjoint au Subftitut de noftre
Procureur General audit Sezanne, de tenir la
main à l'exécution du prefent Arrest; & fur
le furplus des autres demandes refpectives,
les Parties hors de Cour & de Procès, a con-
damné & condamne ledit de Cormont à une
amande de douze livres tournois, & en tous
les dépens. Si te mandons & commettons à
la Requête dudit Maiftre Jean de Barny
Cuté de Meure, mettre le prefent Arrest à
deüé & entiere execution de point en point
felon fa forme & teneur, & en ce qu'exé-
cution le requiert: De ce faire te donnons
pouvoir. DONNE' à Paris en noftredit Par-
lement, le vingt-feptième jour d'Avril, l'an
de grace mil fix cens foixante & quatorze,
& de noftre Regne le trente-unième. Par la
Chambre. Collationné. Signé, DONGOIS,
Scellé & Contronné.



*ARREST DV PARLEMENT
de Bourdeaux , portant défenses à la
Ville de Castel-jaloux , de faire des
Syndics qui soient de la R. P. R.*

SUR ce qui a esté représenté à la Cour par le Procureur General du Roy , qu'il est averty qu'au mépris de la Declaration de sa Majesté , du mois d'Avril 1666. Article 31. & Arrest de son Conseil , qui veulent que les Charges uniques & municipales , ne puissent estre tenuës que par des Catholiques : Neanmoins ceux de la Religion Prétenduë Reformée de la Ville de Castel-jaloux , qui composent la plus grande partie d'icelle , ont trouvé moyen de faire nommer pour Syndics de ladite Ville les nommez Augis & Boutet , faisans profession de la R. P. R. par Acte de Deliberation , du 30. Aoust 1670. ce qui non seulement est contraire à la disposition desd. Ordonnances & Arrests , mais tres-préjudiciable & de consequence à ceux de la Religion Catholique , Apostolique & Romaine dudit Castel-jaloux ; & il importe à leur repos d'aller au devant des inconveniens , & reprimer cette contravention , atant ledit Procureur General requiert la cassation dudit Syndicat , & tout ce qui s'en est ensuivi en consequence , comme contraire à la volonté de sa Majesté , & au repos public , faire inhibi-

tions & défenses aux Consuls de ladite Ville de Castel-jaloux, de reconnoistre lesdits Augier & Boutet Religionnaires, en ladite fonction de Syndics, à telle peine que de droit, & à mesmes de s'assembler dans huitaine, pour en élire d'autres en leur place, faisant fonction de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; Faire pareillement inhibitions & défenses ausdits Augier & Boutet, de s'ingerer audit Syndicat; & en cas de contravention, permettre audit Procureur General d'en informer, & que l'Arrest qui interviendra soit executé selon le simple dictum, attendu la matiere dont est question. LA COUR faisant droit de la requisition dudit Procureur General, a cassé & cassé l'Acte de Syndicat desdits Augier & Boutet faisans profession de la R. P. R. & tout ce qui s'en est ensuivi; leur fait inhibitions & défenses de s'ingerer en la fonction de Syndics de la Ville de Castel-jaloux, à telle peine que de droit, & à mesmes peines aux Consuls d'icelle de reconnoistre lesdits Augier & Boutet en ladite qualité. Ordonne ladite Cour que dans huitaine lesdits Consuls s'assembleront pour proceder a l'eslection de deux autres Syndics faisans profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine; & que le present Arrest sera executé en vertu du simple dictum, attendu la matiere dont est question. FAIT à Bourdeaux en Parlement le 22. Decembre 1674. Signé, DEMONTALIER.



*ARRÊST DV PARLEMENT DE
Toulouse , par lequel une femme est con-
damnée à bannissement à perpétuité du
Royaume pour crime de Relaps.*

EN T R E le Procureur general du Roÿ pre-
nant le fait & cause pour son Substitut en la
Seneschauſſée de Beziers appellant par Acte du
premier Juin dernier , de la Sentence renduë par
le Seneschal de Beziers ledit jour premier Juin,
comme contraire à la Declaration du Roy du
vingtième Juin mil six cens soixante-cinq , &
défendeur d'une part, & Susanne Reversade de
la Ville de Montagnac , detenuë prisonniere
aux prisons des Haumurats appelée , deffende-
resse & impetrante Lettres Royaux du vingt-
huitième Juillet dernier , en cassation de l'acte
d'abjuration produit au procez , & encore sup-
pliante par Requête du neuvième du courant , à
ce que sans avoir égard au pretendu certificat,
dont est question , ny à la resomption & con-
frontemens des témoins d'iceluy , & le tout cas-
sant , la relaxer des fins & conclusions contre
elle prises avec dépens , dommages & interests,
d'autre. **V** E U le Procez plaide des sixième &
dixième Juillet dernier , charges , & informa-
tions , Arrest du vingt-troisième dudit mois de
Juillet , portant que les témoins presens aux au-
ditions de ladite Reversade luy seront accarez
& confrontez , confrontemens à elle faits , sui-
vant ledit Arrest , objects par elle proposez

contre les témoins à elle confrontez; Arrest
 portant reception d'iceux & appointement en
 droit du septième du courant & autres produ-
 ctions desd. parties, dire & conclusions du Pro-
 cureur general du Roy, Dit a esté que la Cour
 a mis & met l'appellation, & ce dont a esté ap-
 pellé au neant & sans avoir égard aux Lettres &
 Requestes de ladite Reverfade l'a déclarée & de-
 clare atteinte & convaincuë du crime de Relaps,
 pour reparation duquel, l'a condamnée & con-
 damne à estre delivréé entre les mains de l'E-
 xecuteur de la Haute Justice, qui la bannira à
 perpetuité du Royaume, luy faisans inhibitions
 & défenses de contrevenir à son ban à peine de
 la vie. Declare en outre ses biens acquis & con-
 fisque au Roy, distrait la troisième partie pour
 ses enfans si elle en a, & la somme de cinquante
 livres pour estre employée à l'Ordonnance de la
 Cour, ensemble les dépens envers ceux qui les
 ont exposez, la taxe réservée; Et a renvoyé &
 renvoyé ladite Reverfade au Juge ordinaire de
 Montagnac, pour faire contre elle mettre le
 présent Arrest à execution, le commettant
 quant à ce. Prononcé à Toulouse en Parle-
 ment le treizième Aoust mil six cens soixante-
 quatorze.

Monsieur DEBERTIER, Rapporteur.

Signé RIVIERE,

239

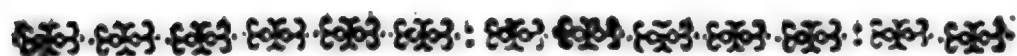
HENRI D'AGVESSEAU CHEVALIER
Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son Hostel, & President au Grand Conseil, Intendant de Justice, Police & Finances en la Province de Languedoc.

SUR ce qui nous a esté remonstré par Maître Jacques Barbier Conseiller du Roy, & son Advocat au Presidial de Beziers, que par Arrest du Parlemēt de Toulouze du present mois d'Aoust, Suzanne Reversade de la Ville de Montagnac a esté déclarée convaincuë du crime de Relaps, & condamnée à estre delivrée es mains de l'Executeur de la Haute Justice, qui la bannira à perpetuité du Royaume, luy faisant défenses de contrevenir à son ban, à peine de la vie, & en outre en cinquante livres d'amende pour estre employée à l'Ordonnance de la Cour; lequel Arrest ledit Barbier voulant faire executer, le Fermier du Domaine a empesché la traduction de la prisonniere que préalablement ladite somme de cinquante livres n'ait esté payée; & d'autant que cet empeschement n'est pas legitime, & ne peut retarder l'execution dudit Arrest, ledit Barbier nous a requis d'y pourvoir. Veu ledit Arrest dudit jour treizième Aoust; **NOUS** Ordonnons que ledit Arrest sera executé selon sa forme & teneur, en consequence que ladite Reversade sera traduite à Montagnac à cet effet, nonobstant la recommandation du Fermier du Domaine de sa Majesté, & tous autres empeschemens, sauf audit

Fermier du Domaine , apres l'execution , de faire mettre ladite Reverfade dans telles prisons que bon luy semblera pour y demeurer jufques au payement de ladite fomme de cinquante livres, & fera noſtre preſente Ordonnance executée nonobſtant oppoſitions ou appellations quelconques: Mandons au premier Huiffier de faire tous Exploits. FAIT au Pont de Lunel le vingt-trois Aouſt mil ſix cens ſoixante & quatorze.

D A G U E S S E A U.

Par mondit ſieur
L E F E B V R E.



*A R R E S T D V P A R L E M E N T
de Grenoble , par lequel le nommé Ram-
baut Habitant de Die eſt condamné à
avoir la langue coupée, & à eſtre pendu
& brûlé pour crimes d'impietés & blaſ-
phêmes.*

EN T R E le Procureur Général du Roy ,
demandeur en adjudication de profit de dé-
faut ; faute de ſe remettre en perſonne dans les
Prifons de la Conciergerie du Palais , & au prin-
cipal en cas de crime d'impieté & de blaſphê-
me , d'une part , & Louïs Rambaud de la Vil-
le de Die , accusé & défaillant d'autre. V E U ,
&c. La Cour dit le défaut à faute de ſe re-
mettre en eſtat par ledit Rambaud , eſtre bien
&

& deuëment obtenu & intervenu ; & pour le profit, declare ledit Rambaud vray contumax , & suffisamment atteint & convaincu des crimes d'impieté & blasphèmes , pour reparation desquels l'a condamné à estre livré entre les mains de l'Executeur de la Haute Justice , & par luy conduit au devant de l'Eglise Cathedrale de Nostre-Dame de la presente Ville, en chemise, la hart au col , pied & teste nuë , tenant en ses mains une torche ardente du poids de deux livres , & là à genoux demander pardon des susdits crimes à Dieu, au Roy & à la Justice, & de là estre mené en la Place de Breüil de cette Ville , pour luy estre par ledit executeur de la haute Justice la langue coupée , & pour estre apres par iceluy executeur ledit Rambaud pendu & étranglé jusques à ce que mort naturelle s'en ensuive ; son corps brûlé, & ses cendres jettées au vent. Comme aussi l'a condamné en la somme de 1600. livres , applicables premierement 100. livres à l'achapt d'une lampe d'argent, 500. livres pour estre employées à la diligence & par les soins du Chapitre de l'Eglise Nostre-Dame de Die ; & des Consuls de ladite Ville de Die, à l'acquisition d'un fonds non imbringué , dont les revenus serviront à l'entretien à perpetuité de ladite seconde lampe ardente qui sera mise devant l'Autel où repose le Tres-Saint Sacrement en ladite Eglise Cathedrale : Et cependant ladite somme de 500. l. sera remise entre les mains d'un Marchand resseant & solvable qui en fera les fruits , lesquels seront employez pour l'entretien de ladite lampe ardante. Ordonne qu'il sera attaché au mur

Q

de ladite Eglise dans un endroit apparent le plus proche de ladite lampe, une lame de cuivre, où seront gravez ces mots. Par Arrest de la Cour de Parlement de cettre Province, du 16. Juillet 1675. une seconde lampe ardante a esté ordonnée pour reparation des impietez & blasphêmes commis contre le Tres-Saint Sacrement de l'Autel ; Et au bas sera fait mention de l'acquisition du fonds pour l'entretien de ladite lampe ; Et les 1000. livres restantes détrait, le prix de la susdite lame de cuivre pour estre employé à la batisse de ladite Eglise Nostre-Dame de Die, suivant les prix faits qui en seront donnez par le susdit Chapitre & Consuls de ladite Ville de Die ; Et en outre l'a condamné en l'amende de 50. livres envers le Roy, & aux frais & dépens de Justice : & où ledit Rambaud ne pourroit estre apprehendé, il sera exécuté en effigie dans un tableau, lequel sera à ces fins exposé & attaché à une potence dressée en la place de Breuil, où sera mis le nom dudit Rambaud, avec ces mots : Impie & Blasphémateur. Et sera en outre le present Arrest lû & publié à son de trompe dans la Ville de Die en la Place publique, & devant l'Eglise Cathedrale. Fait en Parlement le 16. Juillet 1675.

SENTENCE DV SENESCHAL
*d'Aginois par laquelle un Ministre est
 condamné à 500. livres d'amende pour
 avoir presché hors le lieu de sa resi-
 dence.*

ENTRE Monsieur le Procureur du Roy
 En la présente Seneschaullee, demandeur en
 excès d'une part, & Maistre Jean Borie Mini-
 stre de la R. P. R. de Layrac défendeur d'autre,
 Ouy de Fabre sieur de Gots, Advocat du Roy,
 pour le Procureur du Roy en la présente Sené-
 chaullee, ensemble Guignard & Brunel aussi Ad-
 vocat & Procureur pour ledit Borie en leurs dires
 & requisitions, par avis & deliberation du Con-
 seil, faisant droit sur les fins & conclusions du
 Procureur du Roy, attendu l'adveu fait par la
 Partie de Guignard en son audition prevention-
 nelle, estre résident & domicilié au lieu de Layrac,
 & avoir presché à Boé dans le Temple de la R. P.
 R. sans mission, a esté déclaré icelle partie de Gui-
 gnard avoir contrevenu aux Ordres, Edits, &
 Declarations du Roy, pour reparation de laquel-
 le contravention icelle partie de Guignard est
 condamnée en cinq cens livres d'amende, avec
 inhibitions & défenses de prescher par cy apres
 en autre lieu qu'en celuy qui luy sera indiqué
 par le Synode, où il sera domicilié & résident,
 suivant sa mission, à peine de punition corpo-
 relle, & la partie dudit Guignard condamnée en
 outre aux dépens envers ceux qui les auront ex-

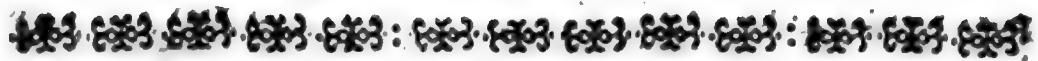
Qij

est injurieux à l'Eglise, & est défendu par grand nombre d'Arrests, entr'autres par un de la Chambre de l'Edit du 17. Juin 1643 donné contradictoirement à la Requête de Monsieur l'Evesque de Soissons, contre Dame Suzanne d'Inval veuve du sieur Isaac de Nogentel de la R. P. R. & deux autres de la mesme Chambre de l'Edit, le premier du 24. Avril 1660. le second du 27. Juillet de la mesme année, contradictoirement rendus entre Monsieur l'Evesque du Mans & le sieur de Montboucher Marquis du Bordage & de Poligny, & le sieur de Cahibuc de la R. P. R. par lesquels il est dit que les Litres des ceintures funebres que ledit sieur de Poligny avoit fait apposer à l'Eglise & grand Autel du Cimetiere-Dieu de Laval, & autour d'icelle, seroient ostées & reblanchies, avec défenses d'en mettre tant qu'ils seroient en ladite R. P. R. & plus generally pour tout le Royaume par la Declaration du Roy du 26. Decembre 1656. qui portent en propres termes en l'article 5. Que les Seigneurs de la R. P. R. ne pourront user d'aucuns droits honorifiques dans les Eglises & Sepultures, Bancs, Litres tant dedans que dehors les Eglises & Patronages, demeurans lesdits droits en surseance, tant qu'ils seront de ladite R. P. R. Ce considéré, M O N S E I G N E U R, il vous plaise ordonner que lesdits Bancs, Litres & Armes, & autres marques honorifiques, que lesd. Seigneurs de la R. P. R. ont dans les Eglises, en soient ostées par eux quinze jours apres la signification de vostre Ordonnance, & au défaut d'iceux par les Syndics aux dépens desdits de la

Q iij

R. P. R. avec defenſes d'en mettre à l'avenir, à peine de trois mil l. d'amende, ſauf leur droit, lors qu'eux ou leurs ſucceſſeurs feront Profeſſion de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, & vous ferez juſtice. Signé D A-BURON, pour les ſupplians. Veu la Requeſte cy-deſſus, les Arreſts y énoncéz, & la Declaration de ſa Majeſté, du 16. Decembre 1656.

Nous Commiſſaire ſuſdit, Ordonnons que dans quinzaine du jour de la ſignification de noſtre preſente Ordonnance, les Seigneurs de Fief faiſant profeſſion de la R. P. R. feront tenus de faire oſter les Bancs, Litres, Armes & autres marques honorifiques qu'ils ont dans les Eglifes, ſinon & à faute de ce faire dans ledit temps de quinzaine, avons permis auſdits Syndics de les faire oſter aux frais & dépens deſdits Seigneurs de Fiefs, ſans prejudice neanmoins de jouir par leſdits Seigneurs, ou les ſucceſſeurs, lors qu'ils ſeront Catholiques, deſdits droits. FAIT à Angers ce vingt-huitième Juin mil ſix cens ſoixante & onze. Signé, VOISIN DE LA NOIRAYE.



LETTRES PATENTES DV ROY,
*par lesquelles nul faisant Profession de la
 R. P. R. ne peut estre admis au Decanat
 du College des Medecins de la Ville de
 Roüen, ny plus de deux de ladite R.
 P. R. audit College.*

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU
 ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A
 tous presens & à venir, Salut. Nos chers &
 bien-amez les Medecins du College étably en
 nostre Ville de Roüen, Nous ont fait remontrer
 que depuis que le feu Roy nostre tres-honoré
 Seigneur & Pere, avoit par ses Lettres Paten-
 tes du mois de Mars 1640. conformément à
 l'Arrest du Conseil du 6. du mesme mois, or-
 donné que les Statuts des Exposans registrez en
 la Cour de Parlement de Roüen, fussent execu-
 tez selon leur forme & teneur, & qu'ils jouis-
 sent de tels & semblables Privileges & Exem-
 ptions dont ils ont jouïy par le passé, & dont
 jouissent ceux de leur qualité és Villes de Lyon,
 Grenoble, Orleans, & autres de ce Royaume:
 les Exposans, pour se rendre plus dignes de cet-
 te grace, ont assiduellement & gratuitement
 rendu le service de leur Profession, par députa-
 tion de chacun mois, aux Pauvres du Bureau
 de ladite Ville, à la satisfaction des habitans
 d'icelle, & de ladite Cour de Parlement de
 Roüen; de sorte qu'icelle secondant à nos bon-
 nes intentions, de l'autorité que nous luy

Q^{iiiij}

avons commise , auroit en execution des Arrests de nostre Conseil , reduit à deux seulement le nombre des Medecins faisans profession de la R. P. R. & iceux exclus du Decanat dudit College , & ordonné que leurs Aggregations se feront desormais publiquement ; & cela par trois Arrests de ladite Cour , des 5. Juin 1663. 7. Février 1664. & 4. Dec. 1669. lesquels Privileges les Exposans nous auroient tres-humblement supplié de confirmer. A ces causes, voulans favorablement traiter les Exposans dans l'exercice de leur Profession si necessaire au public , & prevenir toutes les contestations qui pourroient survenir contre l'execution desdits Arrests ; De l'avis de nôtre Conseil , & de nôtre grace speciale , pleine puissance & autorité Royale , Nous avons approuvé , confirmé & autorisé , confirmons , approuvons & autorisons lesdits Articles , Statuts & Reglemens , & Lettres Patentes données par le feu Roy nôtre tres-honoré Seigneur & Pere: Ensemble lesdits Arrests de nôtre Cour de Parlement de Rouën , desdits jours 5. Juin 1663. 7. Février 1664. & 4. Decembre 1669. Voulons & nous plaist qu'ils soient gardez & observez selon leur forme & teneur, sans qu'il y soit contrevenu, sur les peines y portées, pourveu qu'il n'y ait rien de contraire à nos Ordonnances. Ce faisant, qu'aucun postulant Medecin faisât profession de la R. P. R. ne pourra estre receu dans led. College, tant qu'il y en aura deux de ladite R. P. R. auxquels nous avons enjoint & enjoignons de suivre & observer ponctuellement ce qui leur est ordonné par leursdits Statuts , touchant les advis qu'ils doi-

vent donner aux Catholiques malades de maladies aiguës, pour l'assurance de leurs consciences : **V O U L O N S** qu'à l'avenir les Disputes des prétendans à l'Aggregation au College des Medecins de ladite Ville, soient faites publiquement, pour en estre usé par les Medecins dudit College, suivant leurs Statuts; & qu'à cette fin seront les Theses pour lesdites disputes affichées aux Carrefours de ladite Ville huit jours auparavant: Defendons aux Medecins dudit College, en cas de vacance du Decanat d'iceluy, d'y admettre aucun d'entr'eux qui ne fasse profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nôtre Cour de Parlement de Rouën, Bailly dudit lieu, ou son Lieutenant, & autres qu'il appartiendra, que ces Presentes ils fassent registrer, & de leur contenu jouïr & user lesdits Exposans pleinement, paisiblement, & perpetuellement; à ce faire, obeïr & contraindre ceux qu'il appartiendra, & cesser tous troubles & empeschemens contraires: **C A R** tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre seel à cesdites Presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'autrui en toutes; nonobstant Clameur de Haro, Chartre Normande, & Lettres à ce contraires. **D O N N É** à S. Germain'en Laye, au mois de Juin, l'an de grace mil fix cens soixante & dix: & de nostre Regne le vingt-huitième. Signé, **L O U I S**. Et sur le reply est écrit, Par le Roy, Signé, **PHILIPPEAUX**

avec paraphe. Visa, S E G U I E R. Pour servir aux Lettres de Confirmation des Privileges des Medecins de Roüen; Et à costé est écrit: Registrée au Greffe des Expéditions de la Chancellerie de France, par moy Conseiller Secretaire du Roy, Greffier des Expéditions. A Paris ce vingt-huitième May mil six cens soixante & dix. Signé, B O U C H E T, avec paraphe.

Collationné à l'Original par moy Conseiller Secretaire du Roy, Maison & Couronne de France. L E B I G O T.



ARREST DV PARLEMENT
de Roüen, portant que dans ladite Cour, les Advocats faisant profession de la R. P. R. ne pourront pas y excéder le nombre de dix, ny celui de deux es Cours subalternes.

SUR la remonstration du Procureur General du Roy, que comme la Cour avoit jugé nécessaire que son Arrest du cinquième Juin mil six cens soixante-trois, de fixer le nombre des Medecins de la Religion Prétendue Reformée; il y a lieu pour des considerations non moins importantes, d'arrester aussi le nombre des Advocats de ladite Religion, d'autant que la plus grande partie de ceux de ladite Religion, voyans par l'ordre

du Royaume, qu'ils ne peuvent estre pour-
 veus aux Offices de Judicature, de Finance,
 & autres, & que la porte leur est fermée
 par ledit Arrest, au College de Medecine,
 se viendroient jeter en foule dans le Barreau
 & Jurisdctions de ce Ressort, ce qui seroit
 de perilleuse consequence, pour ce que l'on
 pourroit voir quand les Advocats des Juris-
 dctions sont appellés, suivant l'usage de cer-
 te Province, pour y juger les causes, que la
 Seance seroit remplie du plus grand nombre
 de ceux de ladite Religion, ce qui seroit au
 préjudice des Edits de Pacification, de l'in-
 tention du Roy, & contraire a l'interest pu-
 blic, & de la Religion, esperant estre pour-
 veu par la Cour sur le nombre des Advocats
 de la Religion Prétendue Reformée, tant à
 la Cour qu'aux Jurisdctions inferieures. LA
 COUR faisant droit sur ladite remonstrance,
 a ordonné & ordonne, qu'aucun de la Religion
 Prétendue Reformée, qui obtiendront Let-
 tres de Licence en Droit, pour estre admis
 à postuler comme Advocats, ny pourront
 estre receus tant qu'il y en aura dix en cette
 Cour, deux en chacun Siege de Bailliage, &
 un en chacun Siege de Vicomté du Ressort
 de la Cour: Fait défenses à tous Juges de
 cette Province d'en recevoir aucun pendant
 ledit temps, à peine de nullité; Ordonné que
 les Vidimus du present Arrest seront envoyés
 en chacun Siege de Bailliage & Vicomté de
 ce Ressort, pour y estre publié, enregistré &
 executé: Et enjoint aux Substituts dudit Pro-
 cureur General d'y tenir la main. FAIT à

Rouën en Parlement, le troisiéme Decembre
1664. Signé, BONNEL.



*ARREST DV PARLEMENT
de Rouën, donné en confirmation &
consequence du precedent, contre ceux
qui y avoient contrevenu.*

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU
ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE; Au
premier des Huissiers de nostre Cour de Par-
lement, ou autre nostre Huissier ou Sergent
sur ce requis; Sur ce qui a esté remonstré par
nostre Procureur General, qu'il auroit esté ad-
verti qu'au Bailliage de Caën l'on auroit le
huitième de ce présent mois receu Samuel
le Sage, à postuler en iceluy comme Advo-
cat, quoy qu'il fasse profession de la Religion
Prétendue Reformée, & qu'il y eust en op-
position à sa reception de la part du College
des Advocats dudit lieu, à cause qu'il y a un
grand nombre d'Advocats de ladite Religion
dans ledit Bailliage, & que l'Arrest & Re-
glement de nostredite Cour du trois Decem-
bre mil six cens soixante-quatre, porte ex-
pressément qu'aucun de ladite Religion ne
pourra estre admis au nombre des Advocats,
tant qu'il y en aura deux de chacun Siege
de Bailliage, lequel Arrest a esté envoyé par
tous les Bailliages & Sieges de la Province
pour y estre executé, pourquoy requiert estre
receu Appellant de ladite reception; & ce-

pendant défenses estre faites audit le Sage de s'immiscer , & faire la fonction d'Advocat dudit Bailliage de Caën, ny ailleurs : Et enjoint à tous Juges d'y tenir la main, jusques à ce que par nostre Cour Parties ouïes en ait esté ordonné; & au surplus défenses estre faites au Lieutenant General dud. Bailliage de Caën, & à tous autres Juges , de contrevenir audit Reglement, sur les peines au cas appartenant. V E U par nostredite Cour ledit requisitoire de nostre Procureur General , Pieces y attachées ; & ouïy le Rapport du Commissaire : Nostredite Cour a octroyé & octroye mandement à nostredit Procureur General , pour faire assigner en icelle ledit le Sage , & autres qu'il appartiendra , aux fins dudit Requisitoire ; & cependant fait défenses audit le Sage , de s'immiscer à faire la fonction d'Advocat audit Bailliage de Caën ny ailleurs : & enjoint à tous autres Juges d'y tenir la main , jusques à ce que par nostredite Cour Parties ouïes , autrement en ait esté ordonné ; & au surplus fait défenses audit Lieutenant de Caën , & à tous autres Juges , de contrevenir audit Arrest de Reglement , sur les peines au cas appartenans , pour ce est-il que Nous te mandons le present Arrest mettre à execution selon sa teneur , de ce faire te donhons pouvoir: Mandons à nos Subjets à toy, ce faisant, obeir. D O N N E' à Rouen en Parlement , le dix-huitième Juin , l'an de grace mil six cens soixante & onze , & de nostre Regne le vingt-neufvième. Signé, Par la Cour, BONNEL.

*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant défenses d'imprimer & débiter
les Livres qui traittent des matieres
de la R. P. R. non attestez, & certi-
fiez par des Ministres approuvez, &
sans la permission des Juges & Magi-
strats des lieux.*

LÉ Roy, ayant esté informé des abus qui se commettent à l'impression, vente & débit des Livres qui sont composez par des Ministres, ou autres personnes de la Religion Prétendue Reformée, & voulant y pourvoir, SA MAJESTE' ESTANT EN SON CONSEIL, a fait tres-expresles défenses à tous Libraires, de vendre ny débiter aucuns Livres traitans des matieres de la Relig. Prét. Reform. ou composez par ceux de ladite Religion, sans avoir esté attestez & certifiez par des Ministres approuvez, & à tous Imprimeurs d'en imprimer sans la permission des Juges & Magistrats des lieux, à peine de confiscation des Livres & Formes, & de quinze cens livres d'amende. Et sera le present Arrest leu, publié, & affiché, par tout où besoin sera. FAIT au Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à S. Germain en Laye, le 19. jour de Novembre 1670.
Signé, PHILIPPEAUX.

ARREST DV PARLEMENT
*de Paris , portant défenses aux Mini-
 stres de la Religion Prétendue Reformée
 de donner des Approbations aux Li-
 vres qu'ils auront permission de faire
 imprimer , mais seulement de simples
 Attestations , & de prendre d'autre qua-
 lité que celle de Ministre de la Reli-
 gion Prétendue Reformée.*

VE U par la Cour les interrogatoires pres-
 tés par Jean Dallié & Pierre Allix ,
 Ministres de la Religion Prétendue Refor-
 mée , le neuf des présent mois & an , par-
 devant Maître Pierre de Brilhac , Conseiller
 en icelle , en execution de l'Arrest du 30.
 Janvier precedent , rendu sur la Requête du
 Procureur General du Roy sur le sujet de
 l'Approbation donnée par lesdits Dallié &
 Allix, le 5. Novembre 1670. au Livre inti-
 tulé : Réponse du Sieur Claude au Livre de la
 perpetuité de la Foy , & imprimée au com-
 mencement du Livre dudit Ministre Claude:
 Conclusions du Procureur General du Roy;
 La matiere mise en délibération. **LA COUR,**
 faisant droit sur les conclusions du Procureur
 General du Roy , a arresté & ordonné que
 ladite Approbation signée Dallié & Allix de-
 meurera supprimée: Fait défenses à tous Li-
 braires de vendre ledit Livre avec ladite Ap-
 p-

probation, & ausdits Dellié & Allix, & à tous autres Ministres de la Religion Prétendue Reformée, de donner des Approbations aux Livres que ceux de la Religion Prétendue Reformée auront permission d'imprimer, mais donneront de simples attestations, qui contiendront seulement, que le Livre est conforme à la doctrine dont ils font profession : Leur fait tres-expresses inhibitions & défenses de prendre en aucuns Actes autre qualité que celle de Ministre de la Religion Prétendue Reformée, suivant la Déclaration du Roy du mois de Février 1669. vérifiée en la Cour, le tout à peine d'estre procedé extraordinairement contre les contrevenans: Et sera le présent Arrest leu & publié dans tous les Bailliages, Senéchaussées & Sieges Royaux du Ressort, à la diligence des Substituts du Procureur General du Roy. Fait en Parlement le vingt-cinquième Février mil six cens soixante-onze. Signé, ROBERT.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant défenses aux P. R. d'estre plus
de douze és Ceremonies de leurs Nop-
ces & Baptêmes, y compris les parens
qui assisteront.*

SUR ce qui a esté représenté au Roy
Sestant en son Conseil, que sa Majesté
ayant réglé le nombre de ceux de la Reli-
gion

gion Prétenduë Reformée qui peuvent assi-
 ster aux Enterremens qui sont faits de ceux
 de leur Religion, ils pretendent sous ce pre-
 texte en faire de mesme lors qu'ils font des
 Ceremonies de Mariages & Baptêmes, allant
 en marche par les ruës, & affectant de se
 trouver un nombre considerable pour aller en
 leurs Temples, ce qui est directement con-
 traire à l'usage pratiqué jusques à present;
 A quoy estant necessaire de pourvoir. **LE**
ROY ESTANT EN SON CONSEIL, a or-
 donné & ordonne, qu'à toutes les Cerémo-
 nies de Nopces & Baptêmes qui seront fai-
 tes par ceux de la Religion Prétenduë Re-
 formée, il ne pourra y avoir que douze per-
 sonnes, y compris les parens qui y assisteront.
 Leur fait sa Majesté défenses de marcher en
 plus grand nombre par les ruës, allant aus-
 dites Ceremonies, à peine d'en estre décheus.
 Enjoint aux Officiers & Juges des Villes &
 lieux où ils demeurent, de tenir la main à
 l'execution du present Arrest. **FAIT** au Con-
 seil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, tenu
 à Saint Germain en Laye, le neufvième jour
 de Novembre mil six cens soixante & dix.
 Signé, **P H E L I P P E A U X.**



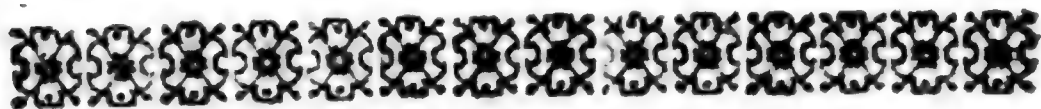
*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant défenses aux P. R. de solliciter
leurs domestiques, d'abjurer la Reli-
gion Catholique, & ordonnant qu'en
toutes occasions les Catholiques porte-
ront la parole.*

LE ROY estant informé que dans plu-
sieurs Villes de son Royaume, où ceux
de la Religion Prétendue Reformée sont les
plus puissans en credit, autorité & en biens;
ils pratiquent tous les moyens possibles pour
pervertir les Catholiques, particulièrement
ceux qui sont à leur service, ou qui reçoivent
d'eux leur subsistance en qualité de mercenai-
res, en les sollicitant de changer de Religion,
& les menaçant de ne se plus servir d'eux
s'ils ne renoncent à la Religion Catholique,
pour embrasser la Religion Prétendue: Com-
me aussi que dans lesdites Villes, quoy que
ceux de ladite Religion Prétendue Reformée
ne fassent aucun Corps; Neanmoins ils ne
laissent pas au mépris des Reglemens du
Conseil sur ce intervenus, d'affecter de porter
la parole à l'exclusion des Catholiques dans
les députations, & d'en faire souvent de clan-
destines à cet effet, sans la participation des
Catholiques: A quoy estant nécessaire de
pourvoir; **LE ROY ESTANT EN SON
CONSEIL**, a fait tres-expresses inhibitions

& défenses à ceux de la Religion Prétendue Reformée, de solliciter leurs Valets, Servantes, Mestayers, & autres domestiques & mercenaires d'abjurer la Religion Catholique, & aux Ministres de les recevoir à faire Profession de leur Religion, tant qu'ils seront en service chez ceux de la Religion Prétendue Reformée, ny six mois après qu'ils en seront sortis. Comme aussi fait sa Majesté pareilles défenses à ceux de ladite Religion Prétendue Reformée, de recevoir à leur service ceux qui auront quitté la Religion Catholique, que six mois après leur Abjuration, le tout à peine de cinq cens livres d'amende solidairement, tant contre lesdits Valets, Servantes, Mercenaires, que contre les Maîtres qui leur auront laissé faire ladite Abjuration pendant qu'ils seront à leur service, ou qui les auront receus avant lesdits six mois expirez, du jour qu'ils auront fait profession de ladite Religion Prétendue Reformée, & de pareille amende contre les Ministres qui auront reçu lesdites Abjurations desd. Valets, Servantes, & autres étant au service de ceux de la Relig. Prét. Reform. Ordonne sa Majesté, que les Arrêts & Reglemens intervenus pour le fait des Deputations, seront observez; Et ce faisant, qu'en toutes occasions les Catholiques porteront la parole privativement à ceux de la Religion Prétendue Reformée. Enjoint aux Commissaires départis de tenir la main à l'exécution du present Arrest, lequel sera executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent, sa Majesté s'en est

R ij,

réfervé la connoiffance , & icelle interdite à tous autres Juges. FAIT au Conseil d'Eftat du Roy , la Majesté y eftant , tenu à Versailles, le feizième jour de Février 1671.
Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant que les Maistres d'Ecole de
la R. P. R. ne pourront enseigner qu'à
lire , écrire & chiffrer.*

SUR ce qui a esté représenté au Roy estant en son Conseil , qu'encore que par l'Article trente-huit des particuliers de l'Edit de Nantes , il seroit expressément ordonné que dans les Ecoles qui seront establies par ceux de la Religion Prétendue Reformée , pour l'instruction de leurs Enfans , ou autres , il ne pourra estre enseigné en icelles qu'à lire, écrire, & l'arithmetique ; Neanmoins abusant de la-dite permission aucuns enseignent les Humanitez & autres Sciences dans lesdites Ecoles ; ce qui est directement contraire audit Article, & à l'intention de sa Majesté : A quoy estant nécessaire de pourvoir. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, a fait tres expresse défenses à tous Maistres d'Ecoles & autres , qui seront établis par ceux de la Religion Prétendue Reformée pour l'instruction de leurs enfans , d'enseigner dans lesdites Ecoles qu'à lire, écrire & l'arithmetique seulement , à peine de

demeurer décheus de ladite Permission. Enjoint aux Officiers & Juges des lieux de tenir la main à l'exécution du present Arrest. FAIT au Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye le neufvième jour de Novembre 1670.

Signé, P H E L I P P E A U X.



A R R E S T D U C O N S E I L D' E S T A T,
*portant que les P. R. ne pourront avoir
 qu'une Ecole és lieux où l'exercice pu-
 blic de la R. P. R. est permis, ny en
 icelle plus d'un Maistre, qui ne pour-
 ra estre payé des deniers de la Com-
 munauté.*

SUR ce qui a esté représenté au Roy estant
 en son Conseil, par les Agens Generaux
 du Clergé de France, que les Ministres, An-
 ciens de Consistoire, & autres faisans profes-
 sion de la Religion Prétenduë Reformée don-
 nent une fausse interpretation à l'Article 37.
 des particuliers de l'Edit de Nantes, qui leur
 défend de tenir Ecoles publiques, sinon és
 Villes & lieux où l'exercice public d'icelle est
 permis, soustenant qu'és lieux où les Edits
 souffrent ledit exercice, ils peuvent avoir plu-
 sieurs Ecoles & plusieurs Maistres d'Ecole.
 Et dans cette erreur & fausse interpretation, ils
 ont estably nombre d'Ecoles & des Regens en
 plusieurs Villes & lieux où ledit exercice pu-

blic de leur Religion est permis, faisant mesme contribuer les Communautéz, & les autres Consistoires, pour les gages desdits Regens ou Maistres d'Ecole, ce qui est directement contraire à l'Arrest du Conseil d'Estat, du 15. Septembre 1670. par lequel il a esté ordonné que lesdits Prétendus Religioneux, ne pourront avoir qu'une Ecole en chacun des lieux designez pour l'exercice de la Religion Prétendue Reformée, n'y plus d'un Regent en chacune Ecole, & que lesdits Regens seront payez des deniers seulement de ceux qui seront instruits, ou du Consistoire du lieu où lesdites Ecoles seront establies sans qu'ils puissent estre payez des deniers ou collectes des autres Eglises Prétendues Reformées, à quoy estant necessaire de pourvoir. VEU ledit Arrest du Conseil d'Estat du 15. Septembre mil six cens soixante & dix. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne conformément à l'Article 37. des particuliers de l'Edit de Nantes, que ceux qui font profession de la Religion Prétendue Reformée, ne pourront avoir plus d'une Ecole en chacun des lieux où l'exercice public de ladite Religion est permis par les Edits, ny plus d'un Maistre en chacune Ecole, lesquels Maistres seront payez des deniers seulement de ceux qui seront instruits, ou du Consistoire du lieu où lesdites Ecoles seront establies, sans que lesdits Maistres puissent estre payés des deniers de la Communauté du Collecte des autres Eglises Prétendues Reformées. Enjoint Sa Majesté aux Gouverneurs, Lieutenans Ge-

neraux de ses Provinces, Baillifs, Senéchaux, Prevofts & autres Officiers, de tenir la main à l'exécution du present Arrest, nonobstant toutes oppositions, pour lesquelles ne sera differé. FAIT au Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye, le quatriéme jour de Decembre 1671.
Signé, P H E L I P P E A U X.



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant défenses aux P. R. d'avoir dans leurs Temples Bancs & Sieges élevez pour les Magistrats, Consuls & Eschevins, Fleurs-de-Lys, & Armes de sa Majesté, & des Villes & Communautéz, & ausdits Magistrats, Consuls & Eschevins de porter dans lesdits Temples aucunes marques de Magistrature & de Consulat.

SUR ce qui a esté representé au Roy, S'estant en son Conseil, par les Agens Generaux du Clergé de France, qu'en la plupart des Villes, Bourgs & Villages de son Royaume, esquels l'exercice public de la Religion Prétendue Reformée est permis, les Magistrats des Justices Royales, & les Juges des Justices particulieres, & les Consuls ou Eschevins qui font profession de ladite Religion, affectent d'avoir dans les Temples où se fait ledit exercice & aux autres lieux d'as-

R iiij

Temblées , des Bancs élevez semblables à ceux que les Magistrats , Consuls , & Echevins Catholiques ont dans les Eglises , mettent des Tapis chargez de Fleurs-de-Lys , & Armes de sa Majesté ou de celles de la Ville & Communauté , & veulent paroistre dans lesdits Temples aux lieux d'Assemblée particulières avec la Robe rouge , Chaperons , & autres marques de Magistratures & Consulaires : Et lors qu'ils vont ausdits Temples ou en reviennent , ils marchent avec pompe , accompagnés de ceux de leur Religion , qui les vont prendre à la Maison de Ville , ou à leurs Maisons particulières , & les y reconduisent ; & l'on voit dans leurs Bancs , vitres , murailles , & autres lieux desdits Temples , les Armes de sa Majesté , des Fleurs-de-Lys , & les Armes de la Ville & Communauté ; toutes lesquelles choses n'ayant jamais esté permises par aucuns des Edits de sa Majesté ; Elle les a défendues aux Magistrats , Consuls & autres Habitans de Grenoble , faisant profession de ladite Religion Prétendue Reformée , par Arrest de son Conseil du premier Aoust dernier : Et voulant sa Majesté que pareilles défenses soient faites & observées dans toutes les Villes , Bourgs , Villages & lieux de son Royaume , où l'exercice de ladite Religion Prétendue Reformée se fait : Et veu ledit Arrest du Conseil rendu , sa Majesté y estant , le premier jour du mois d'Aoust 1671. Et tout considéré, **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL** , a ordonné & ordonne que tous les Bancs & Sieges élevez qui se

trouveront avoir esté mis dans les Temples de la Religion Présumé Reformatée , soit pour les Magistrats des Justices Royales ou pour les Juges des Justices particuleres , Consuls & Eschevins des Villes & Bourgs de ce Royaume , seront ostez dans quinzaine après la signification du present Arrest , ensemble les Fleurs-de-Lys, Armes de sa Majesté , & des Villes & Communautéz qui se trouveront avoir esté mises sur les bancs , murailles & vitres desdits Temples , & autres lieux , par les Ministres , Anciens de leurs Consistoires. ou autres , & à faute de ce faire dans ledit temps , permet sa Majesté aux Syndics du Clergé des Dioceses de ce Royaume , de les faire oster aux frais & dépens desdits Ministres & Anciens des Consistoires ; Fait sadite Majesté tres-expresses inhibitions & défenses à tous Juges Royaux & des Seigneurs, Consuls & Echevins des Villes & Bourgs de ce Royaume , faisans profession de la Religion Présumé Reformatée , de porter dans les Temples & autres lieux d'Assemblée particuliere , & lors qu'ils y vont ou qu'ils en reviennent , leurs Robes rouges , Chaperons , & autres marques de Magistrature ou Consulaires , & de marcher par les ruës avec aucune pompe & éclat. Enjoint sa Majesté aux Gouverneurs , Lieutenans Generaux des Provinces , Intendans de Justice , Baillifs, Sénéchaux , Prevosts , & autres Officiers , de tenir la main à l'exécution du present Arrest, que sadite Majesté veut estre executé nonobstant oppositions ou appellations quelcon-

ques, pour lesquelles ne sera différé; & à cet effet, il sera leu, publié & affiché en toutes Villes & lieux où l'exercice de ladite Religion Prétendue Reformée se fait. FAIT au Conseil d'Etat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à S. Germain en Laye, le dix-neuvième jour de Février mil six cens soixante & douze. Signé, P H E L I P P E A U X.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant que les P. R. rapporteront par-
devant les Sieurs Commissaires Execu-
teurs de l'Edit de Nantes, les sommes
qu'ils ont imposées sur eux pendant les
quatre dernieres années.*

LE R O Y estant informé que ceux de la Religion Prétendue Reformée abusant de la permission qui leur a esté accordée par l'Article 34. des particuliers de l'Edit de Nantes, d'imposer & lever sur eux les sommes nécessaires pour les frais de leurs Synodes, & entretenement de leurs Ministres, ont sous ce pretexte fait des impositions beaucoup plus considerables, dont ils ont employé les deniers à diverses dépenses particulieres, desquelles ils n'ont point envoyé les Estats à Monsieur le Chancelier, quoyque par ledit Article ils y soient obligez: A quoy sa Majesté voulant pourvoir, & estre informée de l'employ desdites impositions: S A

MAJESTE' ESTANT EN SON CONSEIL , a ordonné & ordonne que ceux de ladite Religion Prétendue Reformée rapporteront incessamment pardevant les Sieurs Commissaires départis dans les Provinces les Estats de Recepte & Dépense des sommes qu'ils ont imposées sur eux en consequence dudit Article 33. des particuliers de l'Edit de Nantes , pendant les quatre dernieres années, pour estre par lesdits Commissaires examinez , & ensuite dressé Procès verbal de la Recepte & Dépense qui se trouvera avoir esté faite au préjudice dudit Article, lequel ils enverront au Conseil , avec leurs advis, pour y estre ensuite pourveu ainsi qu'il appartiendra ; & à faute par lesdits de la Religion Prétendue Reformée d'y satisfaire dans un an , à compter du jour de la signification du present Arrest , & ledit temps passé, leur fait sa Majesté défenses de faire aucunes impositions sans permission expresse de sa Majesté , à peine d'estre punis suivant la rigueur des Ordonnances. FAIT au Conseil d'Estat du Roy , sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye, le neuvième jour de Novembre mil six cens soixantedix, Signé, P H E L I P P E A U X.



ORDONNANCE TOUCHANT
l'Impression des Livres des P. R. de
Sedan.

DE PAR LE ROY.

SA MAJESTÉ ayant esté tres-humble-
 ment suppliée de la part de ses Sujets faisans
 profession de la R. P. R. dans la Ville & Sou-
 veraineté de Sedan de les maintenir dans le Pri-
 vilege , dont ils ont jouï jusqu'à present , de
 faire Imprimer tous leurs Ouvrages avec la
 seule approbation des Moderateurs de leur Re-
 ligion , sans estre tenus d'obtenir pour cela
 aucune permission des Officiers Catholiques :
 Et ayant égard à ce qui luy a esté d'ailleurs re-
 présenté par son Lieutenant General au Bail-
 liage & Siege Presidial dudit lieu , que ce pre-
 tendu Privilege est contraire aux Reglemens
 generaux du Royaume , & que ceux de la R.
 P. R. dudit Sedan en ayant abusé en diverses
 occasions par la liberté qu'ils se sont donnée
 d'imprimer divers Libelles diffamatoires &
 scandaleux , il est important de reprimer la con-
 tinuation de cet abus , & leur défendre à l'ave-
 nir de faire rien Imprimer sans l'approbation de
 leurs Ministres , & la permission expresse des
 Magistrats ; A quoy voulant pourvoir, S A
 M A J E S T É a ordonné & ordonne que con-
 formement à l'usage general , qui se pratique
 dans le Royaume , tous les Livres & generale-

ment tous autres Ouvrages ou écrits particuliers que ceux de la R. P. R. dudit lieu & Souveraineté de Sedan desireront faire Imprimer à l'avenir, seront prealablement veus & approuvez par deux Ministres de leur Religion, lesquels demeureront responsables de tout ce qui y sera contenu, afin que ledit Magistrat puisse ensuite leur donner permission de les mettre au jour. FAIT à Paris le 10. jour de Janvier 1671. Signé L O U I S. Scellé du cachet secret. Et au bas signé DE L I O N N E.

Leu, publié, & enregistré l'Audiance tenant le 28. Janvier 1671. Signé MARTIN Commis-

deffendeur

ORDONNANCE DV SIEVR
President & Lieutenant General au
Bailliage de Sedan, portant défenses
aux P. R. de ladite Ville d'exposer &
étaler ou vendre de la viande ou gibier
es jours ausquels l'Eglise en défend l'usage.

DE PAR LE ROY
ET MONSIEUR LE PRESIDENT
LIEUTENANT GENERAL.

SUR ce qui nous a esté representé par le Procureur du Roy, que par un usage abusif, qui n'a jamais eu d'autre fondement, que

parce qu'il a esté établi par les Anciens Princes de cette Ville , qui faisoient profession de la R. P. R. les Bouchers tant Catholiques que de ladite R. P. R. entreprennent d'ouvrir la Boucherie publique, d'y exposer & vendre publiquement leur viande pendant les Carêmes & autres jours de Jeusne ou d'abstinence ordonnés par l'Eglise ; de laquelle entreprise naissent plusieurs desordres scandaleux à la Religion , défendus par les Loix de l'Etat , & contraires à l'honnesteté publique : Car comme ladite Boucherie est située sur une partie de la grande Place , & qu'elle est ouverte de deux grandes portes & de deux petites , dont l'une des grandes à son issuë sur ladite grande Place , & est dans le passage de deux ruës qui conduisent d'une porte de la Ville à l'autre , qui sont les entrées & sorties du Royaume , & que l'autre grande porte de ladite Boucherie publique est proche & vis-à-vis de la grande porte de l'Eglise des R. P. Jesuittes, les Etrangers qui arrivent en cette Ville pour entrer ou sortir du Royaume, ont sujet de douter qu'elle soit Catholique , y appercevant ces sortes de marques publiques , qui font bien plustost imaginer le contraire ; dont non seulement les honnestes gens ont de la pudeur , les Catholiques François & Etrangers de l'horreur , & dont la pieté & le zele de tout un monde sont extrêmement scandalisez , puisque dans tout le Royaume il n'y a que cette seule Ville où cet abus soit souffert ; Mais de plus la Ville estant my-partie , & les Habitans estant élevez & nourris , vivans & nego-

tians les uns avec les autres, il se trouve des Catholiques, dont la vie & les mœurs ne sont pas moins mêlées, que leur interest & leur commerce, de sorte qu'ils ne font aucun scrupule d'acheter à la Boucherie publique & de manger de la viande pendant tout le Carême & les autres jours défendus par l'Eglise. Le mesme scandale arrive encore à l'égard des Chaircuitiers, Rotisseurs, Patissiers, Cabaretiers, Taverniers, ou Hôtelains, & autres gens qui font debit de toute sorte de viande, de Volaille, ou de Gibier, qui tous les vendent librement, publiquement, & impunément, sur leurs boutiques ou dans leurs maisons, en tout temps & à toutes sortes de personnes indistinctement. Ausquels desordres ayant esté pourveu par les Arrests & Reglemens du Conseil d'Estat, qui tiennent lieu de Loy generale à tout le Royaume, ledit Procureur de Sa Majesté nous auroit requis de les faire garder, observer, & executer dans l'étendue de nostre ressort. N O U S ayant égard ausdites requisiions, avons conformément ausdits Arrests & Reglemens de Sa Majesté, fait & faisons tres-expresses défenses à tous Bouchers, Patissiers, Chaircuitiers, Rotisseurs, & à tous autres, tant Catholiques que de ladite R. P. R. d'exposer, étaler, ou vendre de la Viande ou Gibier, de quelque nature qu'ils puissent estre, en ladite Boucherie publique, ou sur leurs boutiques particulieres, pendant les Carêmes & autres jours, auxquels l'usage en est défendu par l'Eglise, sauf à eux d'en vendre en leurs maisons & secrettement aux gens de la R. P.

R. à la charge de n'en fournir ny administrer par lesdits de ladite R. P. R. à aucun Catholique, pour quelque cause ny sous quelque pre-
 texte que se puisse estre ; Pourront encore en vendre en leursdites maisons aux Catholiques malades, qui seront tenus d'envoyer un billet signé du sieur Curé de cette Ville, chaque fois qu'ils en feront acheter, avec défenses ausdits Bouchers, Patissiers, Chaircuitiers, Rotisseurs, & autres, de vendre ny viande, ny Pâtisserie, ny Volaille, ny Gibier autrement, auxquels Nous ordonnons de retenir lesdits billets, & de nous les représenter tous les Lundis de chaque semaine, à peine de confiscation des marchandises & de deux cens livres d'amende, le tiers acquis au denonciateur. Défendons sous les mesmes peines à tous Cabaretiers, Taverniers, ou Hôtelains, de vendre ny fournir en aucune maniere que ce soit, de la Viande, Volaille, ou Gibier, aux gens qui pendant lesdits jours défendus boiroient, mangeroient, ou logeroient chez eux, soit Catholiques, ou de ladite R. P. R. Habitans, Forains, ou Etrangers. Enjoignons à toutes personnes qui auroient connoissance de quelque contravention à nôtre presente Ordonnance, de nous en donner avis dans les vingt-quatre heures, à peine de vingt livres d'amende, le tiers encore acquis au denonciateur ; Ce qui sera leu, publié & affiché aux lieux publics & accoutumez de cette Ville & Fauxbourgs, même aux quatre portes de la Boucherie publique, & encore dans les trois Villages où il y a des Temples, dépendans des Principautez & Souverainetez de

cette Ville & de Raucourt , avec injonction aux Maires & gens de Justice desdits Villages de tenir la main pour l'entiere execution de nôtre dite Ordonnance , qui sera executée nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques , & sans prejudice , pour lesquelles ne sera differé. Ce fait & donné par Messire Joseph du Guillet de la Mesnardiere ; Conseiller du Roy en ses Conseils, President Lieutenant general au Bailliage , Siege Presidial, Justice & Police , Chef nay & perpetuel de l'Hostel de Ville de Sedan , & President de la part de Sa Majesté en la Cour Souveraine de Saint-Manges , le vingt-quatrième Février. 1672. A D A M.

LA MESNARDIERE.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant que les Edits de Pacification,
Declarations & Arrests donnez sur la
discipline des P. R. du Royaume, seront
executez dans les Villes & Souverai-
neté de Sedan, Raucourt & S. Manges.*

LE Roy estant en son Conseil , ayant eu lavis que le nommé Josué le Vasseur Ministre de la R. P. R. & Recteur de l'Academie de ladite Religion à Sedan, étant venu à deceder sur la fin du mois de Novembre dernier , ceux de ladite Religion méprisant ce qui

autres Arrests des cinquième Octobre 1663. & dixhuitième de Septembre 1664. par lesquels le precedent a esté confirmé, & en outre fait défenses aux Ministres de faire des exhortations dans les ruës à l'occasion desdits enterremens. Veu aussi par sa Majesté ses Lettres Patentes en forme de Declaration du premier Février 1669. confirmative des Arrests, ensemble l'Arrest d'enregistrement d'icelle au Parlement de Metz, & sa Majesté considérant combien il est important à son service de reprimer ces entreprises, & néanmoins voulant pour cette fois moderer la severité avec laquelle elle desire que les contraventions à ses volontés soient punies en pourvoyant toutefois à ce qu'il n'en puisse arriver de semblables à l'avenir. **SA MAJESTE' ESTANT EN SON CONSEIL** a ordonné & ordonne, que les Edits de Pacification, Arrests & Declarations données sur la discipline de ceux de la R. P. R. de son Royaume seront exécutés selon leur formé & teneur dans les Villes & Souverainetés de Sedan, Raucourt & S. Manges, & ce faisant a ordonné & ordonne que ceux de ladite R. P. R. qui viendront à deceder, ne pourront estre exposés en public, qu'ils seront enterrez sans pompe ny ceremonies funebres, sçavoir depuis le mois d'Avril jusques à la fin de celuy de Septembre à six heures du matin, & à quatre heures du soir, ausquels enterremens se trouveront seulement les plus proches parens du défunt si bon leur semble, & jusques au nombre de trente personnes seulement eux, compris : fait en outre **SA**

Majesté tres-expresses défenses aux Ministres & autres personnes de ladite Religion de faire aucunes exhortations dans les rues à l'occasion desdits enterremens : & sera le present Arrest publié , & enregistré au bailliage dudit Sedan , à la diligence du Procureur de sa Majesté & en iceluy , auquel sa Majesté enjoint de l'informer des contraventions qui seront faites audit Arrest , pour y estre par elle pourveu ainsi qu'il appartiendra par raison : FAIT au Conseil d'Estat du Roy sa Majesté y estant , tenu à S. Germain en Laye le vingtième jour de Janvier 1673. Signé , A R N A U T.

•••••

A R R E S T D E S R E Q U E S T E S
de l'Hôtel , par lequel toutes les Lettres
de Maistrises expédiées au prejudice de
l'Arrest du Conseil d'Estat du 21. Juillet
1664. où la clause de la Religion Catho-
que , Apostolique , & Romaine n'a point
esté employée , sont déclarées nulles.

EN T R E Matthieu Segalas demandeur en Requête du 18. Janvier 1673. à ce qu'il fût receu opposant à l'exécution de l'Arrest de la Cour du 18. Juin 1672. & faisant droit sur son opposition ; ordonner que les Sentences rendues par le Bailly de S. Germain Desprez , des 9. & 10. Juin de ladite année 1672. seront entièrement exécutées selon leur forme & teneur Avec défenses tant au sieur de la Bour-

lie qu'aux Arquebuzieres dudit Fauxbourg S. Germain Desprez de le troubler ; & cependant surfis d'une part : Et le sieur Comte de la Bourlie & consors défendeurs d'autre ; & entre les Jurez & Communauté des Arquebuziers dudit Fauxbourg S. Germain Desprez , demandeurs en Requête du 26. Janvier dernier 1673. à ce qu'il plust à la Cour les recevoir parties intervenantes en la cause, d'entre ledit sieur Comte de la Bourlie & consors , & ledit Segalas ; & faisant droit sur leur intervention conformément aux Edits , Arrests du Conseil , Reglemens & Arrests de la Cour du 18. Juin 1672. faire défenses aud. Segalas & tous autres de la R. P. R. de se servir des prétendues Lettres ; & pour l'avoir fait, déclarer la peine de cinq cens livres d'amende portée par ledit Arrest du 18. Juin , encourue ; au paiement de laquelle ledit Segalas sera contraint par corps , & le condamner aux dépens, mesmes en ceux faits au Conseil par lesdits Jurez & Communauté , pour obtenir le renvoy en la Cour ; & ledit Segalas défendeur d'autre , & encore ledit Segalas demandeur en Requête du 26. Avril dernier 1673. A ce qu'il plust à la Cour déclarer la saisie sur luy faite à la Requête desdits Jurez & Communauté , injurieuse & déraisonnable , luy faire mainlevée d'icelle ; & défenses ausdits Jurez de plus faire telles violences, & pour leur indeue vexation les condamner aux dépens ; & lesdits Jurez & Communauté défendeurs , & encore ledit Segalas demandeur en Requête du 11. Juin dernier 1673. à ce qu'il plust à la Cour le re-

recevoir opposant à la seconde saisie de ses biens
 & effets, le 7. dudit mois de Juin, sans aucun
 fondement, raison ny pretexte, declarer la-
 dite saisie nulle, injurieuse & déraisonnable,
 luy donner main-levée de ses meubles & effets,
 à la délivrance desquels ceux qui les détien-
 nent seront contraints par toutes voyes deuës
 & raisonnables, mesme par corps, & lesdits
 Jurez Maistres Arquebuziers, à la Requête
 desquels ladite saisie a esté faite, condamnez
 en cent livres de reparation, & en tous ses dé-
 pens, dommages & interets, ou du moins or-
 donner qu'au iour auquel les Parties viendront
 plaider sur la Requête du 26. Avril dernier,
 afin d'opposition à une premiere saisie du 24.
 dudit mois d'Avril, elles viendroient aussi plaider
 sur la presente Requête, & lesdits Jurez &
 Communauté défendeurs d'autre part; & en-
 core ledit Segalas demandeur en Requête du
 12. Aoust 1673. à ce qu'il plût à la Cour luy
 adjuger toutes les Conclusions prises par ses
 Requestes desdits jours 18. Janvier & 26. A-
 vril dernier; ce faisant le recevoir opposant à
 l'exécution dudit Arrest dudit jour 18. Juin 1672.
 & à la saisie de ses outils faite sous pretexte
 dudit Arrest, le maintenir tant en qualité de
 Maistre Arquebuzier au Fauxbourg S. Ger-
 main, en vertu de Lettres de Maistrise audit
 Art, dont il avoit traité, & suivant lesquelles
 il avoit esté receu par le Bailly dudit Fauxbourg,
 par ses Sentences des 9. & 10. Juin 1672.
 qu'en qualité de Maistre par chef d'œuvre du-
 dit Métier en la Ville de Paris, où il a esté re-
 ceu le 8. Aoust dernier, condamner ledit sieur

de la Bourlie & consors en une reparation convenable, & en tous ses dépens, dommages & interests, procedants de la poursuite faite entre luy au nom dudit sieur de la Bourlie, sous le nom duquel & de ses consors estoit faite la-dite poursuite contre ledit Segalas, & desavoüé avoir donné aucune charge de ce faire, à Maistre Robert Gousselin Procureur en la Cour, qui faisoit lesdites poursuites, par le moyen dequoy ledit sieur Comte de la Bourlie pretend s'exempter desdites condamnations, que ledit Gousselin qui est desavoüé, sera tenu de faire cesser ledit desaveu, autrement & à faute de ce faire, qu'il sera luy-mesme condamné en une reparation convenable, & en tous ses dépens, dommages & interests d'une part, & ledit sieur Comte de la Bourlie & consors, lesdits Jurez & Communauté défendeurs d'autre, & Isaac Ferrand opposant, suivant la Requeste du 8. Janvier 1673. & lesdits Jurez & Communauté défendeurs d'autre, & encore entre Maistre Robert Gousselin Procureur en la Cour demandeur en Requeste par luy présentée le 14. Aoust 1673. à ce qu'il plût à la Cour ordonner qu'au jour que la cause d'entre ledit sieur de la Bourlie & consors d'une part, & ledit Segalas & autres sera plaidée, Maistre Baillet Procureur en la Cour sera tenu d'y comparoir pour soutenir son prétendu desaveu; & voir dire & ordonner qu'il sera déclaré nul, injurieux & temeraire, & condamné en son propre & privé nom, en telle amende qu'il plaira à la Cour ordonner, & aux dépens d'une part, & ledit Baillet Procureur en la Cour en

son nom défendeur d'autre , apres que Lorde
 pour ledit Segalas , Chardon pour ledit Ferrand,
 Gourdon pour ledit sieur de la Bourlie , &
 Belin pour les intervenans , ont esté ouys : en-
 semble le Procureur General du Roy. Les Maî-
 tres des Requestes Ordinaires de l'Hostel du
 Roy Juges Souverains , ont receu les parties
 de Belin parties intervenantes , & faisant droit
 sur leur intervention, ont donné Acte à la partie
 de Lorde de la declaration qu'il fait qu'il aban-
 donne la Lettre de Maistrise dont est question;
 ce faisant l'ont declarée nulle & de nul effet ,
 ordonnent qu'elle sera incessamment rappor-
 tée au Greffe de la Cour pour estre le sceau
 rompu, en consequence l'ont debouté de son
 opposition & Requeste , & l'ont condamné aux
 dépens envers les parties de Belin seulement ,
 lesquels seront reglez sans frais par Maistre
 Rolland du Bourg ancien Advocat au Conseil,
 qu'ils ont commis à cet effet ; ont ordonné que
 le Bailly de S. Germain rendra & restituera au-
 dit Segalas , ce qu'il a receu pour la reception ,
 ont fait & font main-levée à ladite partie de
 Lorde des saisies de ses outils & meubles ,
 ordonnent qu'ils luy seront rendus , à ce faire
 les depositaires contraints par corps , ce fai-
 sant déchargez , sans prejudice à ladite partie
 de Lorde de sa reception par chef-d'œuvre ;
 ont receu & reçoivent la partie de Chardon
 opposante à la permission d'informer obtenuë
 par la partie de Gourdan , ce faisant ; ordonnent
 que des faits contenus dans la Requeste du 18.
 Juin 1672. il en sera informé à la Requeste du
 Procureur General du Roy : & ayant égard aux

Conclusions dudit Procureur general ont ordonné que l'Arrest du Conseil du vingt-unième Juillet 1664. sera executé selon sa forme & teneur ; ce faisant ont déclaré nulles toutes les Lettres de Maistrises pour tous les Arts & Mestiers, faites depuis & au préjudice dudit Arrest, où la clause de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine n'a point esté employée ; ont ordonné qu'à la Requeste dudit Procureur General tous ceux de la Religion Prétendue Reformée, qui ont entrée dans les Arts & Mestiers en vertu desdites Lettres de Maistrises, seront assignez pour les rapporter au Greffe de la Cour, pour estre pris par ledit Procureur General telles Conclusions qu'il avisera bon estre ; Font défenses à tous Juges, & particulièrement au Baillif de Saint Germain Desprez, & à tous Jurez & Gardes des Arts & Mestiers, de recevoir aucuns Maistres en consequence desdites Lettres ; sans ladite clause de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, sur peine d'interdiction contre les Juges, & de destitution contre lesdits Jurez & Gardes des Arts & Mestiers ; Ordonnent en outre que les Arrests de la Cour seront executez selon leur forme & teneur, & conformément à iceux, qu'il ne sera scellé à l'avenir en la Chancellerie du Palais à Paris aucunes Lettres de Maistrises que pour les titres connus par l'enregistrement en la Cour des Edits & Creation desdites Lettres, ensemble que pour les Villes seulement où il y aura Jurande estable ; & pour cet effet, que

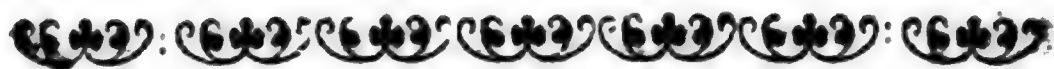
l'impetrant sera tenu d'enoncer dans la Lettre de Maistrise, la Ville pour laquelle elle sera, ensemble que le nombre crée par l'Edit, n'est pas encore remply, le tout à peine de nullité; Ordonnent que les Greffiers & autres Dépositaires des Actes de reception desdits Maistres, seront tenus de les représenter à la premiere requisition dudit Procureur General; Ce faire contraints en vertu du present Arrest par toutes voyes deuës & raisonnables, mesme par corps: Et que le present Arrest sera leu & publié en la Chancellerie du Palais à Paris, le Sceau tenant, & par tout ailleurs où besoin sera, ensemble signifié à qui il appartiendra. **FAIT** à Paris esdites Requestes de l'Hostel, le vingtième jour de Novembre mil six cens soixante & treize, Collationné. Signé, **LE MAZIER**



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant qu'aucun Ministre des Seigneurs faisant profession de la Religion Prétendue Reformée, qui n'ont point droit d'exercice réel, ne pourra estre admis aux Synodes de ladite Religion, pour quelque cause & pretexte que ce puisse estre.

VEU par le Roy, estant en son Conseil, le Procès verbal du Sieur du Portal de

Marſac, Commiſſaire député du Sieur Comte
 de Parabere, Lieutenant General pour ſa Ma-
 jeſté au haut Poitou ; Contenant ce qui s'eſt
 paſſé au Synode de ceux de la Religion Pré-
 tendue Reformée de Poitou, depuis le der-
 nier jour d'Octobre dernier, juſques au di-
 xième Novembre enſuivant, le Procès ver-
 bal du Sieur de Marillac, Conſeiller du Roy
 en ſes Conſeils, Maïſtre des Requeſtes or-
 dinaire de ſon Hoſtel, Intendant de Poitou ;
 Contenant les Répoſes du Sieur du Portal,
 & ſur les Advis qui avoient eſté donnez à
 ſa Majeſté, de pluſieurs choſes qui avoient
 eſté faites audit Synode contre ſes intentions :
 Et tout conſideré : **LE ROY ESTANT**
EN SON CONSEIL, a ordonné & or-
 donne, qu'à l'advenir aucun Député du Col-
 lege de ceux de la Religion Prétendue Re-
 formée de Saumur, ny aucun Miniſtre des
 Seigneurs de ladite Religion qui n'ont point
 droit d'exercice réel, ne pourront eſtre ad-
 mis aux Synodes qui ſe tiendront par la per-
 miſſion de ſa Majeſté dans les Provinces,
 pour quelque cauſe & pretexte que ce puiſſe
 eſtre ; Défend ſa Majeſté aux Miniſtres &
 Anciens qui compoſeront les Synodes, de
 les recevoir, ſur peine de 3000. livres d'a-
 mende & de punition. **FAIT** au Conſeil d'E-
 ſtat du Roy, ſa Majeſté y eſtant, tenu à Ver-
 ſailles, le neufvième jour de Février 1674.
 Signé, **LE TELLIER.**



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant défenses à toutes Cours de Ju-
stice de recevoir des Appellations comme
d'abus, des resultats des Synodes, Col-
loques & Consistoires des Prétendus
Reformez, & de souffrir que lesdits
Resultats soient qualifiez du nom de
Sentence, & permettant de se pourvoir
contre iceux par voye de plainte & de
Requeste.*

ENTRE Helie Chion Ministre de la Religion Prétenduë Reformée à Gap, Jacques du Marché Ministre à Montelimart, Salomon Bernard, aussi Ministre de ladite Religion à Dieu-le-Fit, & Estienne Barbier Procureur à Gap, demandeurs en Requeste insérée en l'Arrest du Conseil, du troisiéme Septembre 1669. d'une part, & Damoiselles Judith du Soulier, & François Girard, défenderesses d'autre, sans que les qualitez puissent nuire ny préjudicier aux Parties. V E U au Conseil du Roy ledit Arrest du troisiéme Septembre 1669. intervenu sur la Requeste des demandeurs, à ce qu'il plust à sa Majesté casser, revoquer & annuler les Arrests de la Chambre de l'Edit de Grenoble, du 20. Mars 1669. rendus contre les dispositions de l'article 34. de l'Edit de Nantes, contre les formes

pratiquées dans le Royaume , & par attentat au préjudice de l'Arrest d'évocation des Procès & differens concernant Maistre Estienne Aulnet Ministre de la Religion Prétendue Reformée à Nyons , circonstances & dépendances de la Chambre de l'Edit de Grenoble , & renvoy en la Chambre de l'Edit de Castres , & sans s'arrester à la poursuite faite contre les demandeurs par lesdites défenderesses , dont ils seroient déchargez avec reparation , dépens , dommages & interets , ou en tout cas , renvoyer les Parties en la Chambre de l'Edit de Castres , pour y proceder sur leurs Procès & differents , en execution dudit Arrest du Conseil du 28. May 1668. & où il plairoit à sa Majesté ordonner qu'aux fins de ladite Requête lesdites Damoiselles du Soulier & Girard seroient assignées au Conseil ; faire cependant défenses de mettre à execution ledit Arrest de la Chambre de l'Edit de Grenoble du 20. Mars 1669. jusqu'à ce qu'autrement parties ouïes en iceluy en eust esté ordonné ; par lequel Arrest auroit esté ordonné que sur les fins de ladite Requête les Parties seroient assignées audit Conseil , & cependant sursis à l'execution de l'Arrest du Parlement de Grenoble , du 20. Mars 1669. avec défenses aux Parties de faire poursuites ailleurs qu'audit Conseil , à peine de nullité , cassation de procedures ; exploits de signification dudit Arrest ausdites Damoiselles du Soulier & Girard , aux fins des défenses y contenues , avec assignation à elles donnée audit Conseil en consequence , à la Requête des

demandeurs , du 7. Octobre 1669. Appointement de reglement signé en l'instance entre lesdites Parties, du 6. Novembre 1674. Procès verbal du Sieur Rapporteur de l'instance dudit jour & an ; contenant les contestations des Advocats des Parties sur la signature dudit Appointement , au bas duquel est son Ordonnance , portant que ledit Appointement seroit de luy signé. Extraits des Articles 34. & 35. des particuliers de l'Edit de Nantes , concernant l'exercice de la Religion Prétendue Reformée , & les Ministres , Anciens & Diacres d'icelle. Copie d'Arrest de la Chambre de l'Edit de Paris , du 27. Juillet 1662. entre divers particuliers faisant profession de la Religion Prétendue Reformée, demandeurs d'une part , & les Ministres & Anciens de ladite Religion Prétendue Reformée qui ont leur exercice à Charenton, défenseurs d'autre , portant que dans trois semaines lors prochaines , il seroit convoqué en la maniere accoustumée un Colloque audit lieu de Charenton, auquel un Ministre & un Ancien non suspects, assisteroient pour estre procedé à la destitution , ou institution d'Alexandre Morus Ministre de ladite Religion Prétendue Reformée audit Charenton. Copie d'Arrest du Conseil du 18. May 1672. rendu au profit des Anciens du Consistoire de la Ville de Montpellier contre des particuliers dudit Consistoire : Extrait de l'Article 4. de l'Edit de sa Majesté, portant reglement general sur les differens survenus entre le Parlement de Pau , le Clergé de Bearn , & les Sujets de sa Majesté de

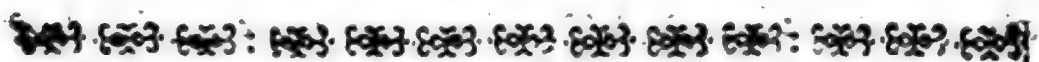
la Religion Prétendue Reformée dudit Païs. Copie d'autre Arrest dudit Conseil du 26. May 1672. entre Estienne Crussol du Mont Ministre de la Religion Prétendue Reformée en la Ville de Montpellier, demandeur d'une part, & les Ministres de ladite Religion Prétendue Reformée qui avoient assisté au Synode tenu à Nîmes en l'année 1671. par lequel auroit esté ordonné conformément à l'Edit de Nantes, que les Parties se pourvoiroient aux Consistoires & Synodes Provinciaux & Nationaux de ceux de ladite Religion Prétendue Reformée, pour ce qui concerne leur discipline Ecclesiastique, avec défenses de se pourvoir au Parlement de Tolose ny ailleurs, pour raison de ce, qu'ausdits Consistoires. Copie de Cedulle évocatoire, signifiée à la Requête d'Estienne Aulnet Ministre de la Religion Prétendue Reformée au lieu de Nyons le 13. Aoust 1667. au sujet des parentez & alliances desdites Damoiselles du Soulier & Girard en la Cour de Parlement, & Chambre de l'Edit de Grenoble. Copie d'Arrest du Conseil du 18. May 1668. entre ledit Aulnet, demandeur en évocation de la Chambre de l'Edit de Grenoble, d'une part, & lesdites Damoiselles du Soulier & Girard, défenderesses d'autre, par lequel Arrest sa Majesté en son Conseil auroit évoqué les Procès & differens d'entré lesdits Aulnet, du Soulier & Girard pendant en la Chambre de l'Edit de Grenoble, & iceux avec leurs circonstances & dépendances renvoyez en la Chambre de l'Edit de Castres, avec attributions.

tion de toute Juridiction & connoissance : Copie de Lettres de relief d'appel comme d'abus, interjetté par lesdites Damoiselles du Soulier & Girard le quatrième Septembre 1668. de la Sentence du Synode de Nyons y mentionnée, avec assignation en ladite Chambre de l'Edit de Grenoble, donnée aux Ministres dudit Synode de Nyons, pour proceder sur ledit Appel: Extrait des Registres des Presentations faites audit Parlement de Grenoble, par lesdits du Marché, Chion & Barbier, le 20. & 27. Novembre 1668. sur les Assignations à eux données audit Parlement, à la Requête desdites Damoiselles du Soulier & Girard, pour y proceder sur ledit Appel comme d'abus de ladite Sentence du Synode de Nyons: Certificat du Greffier des Presentations du Parlement de Grenoble, du quatrième May 1669. contenant qu'aucun Procureur postulant en ladite Cour, ne s'estoit cotté aux Registres desdites Presentations en la Chambre de l'Edit dudit Parlement, pour Salomon Bernard Ministre de la Religion Prétendue Reformée de Dieu-le-Fit, intimé en Appel d'Ordonnance du Synode, tenu à Nyons le mois de Juin 1668. Arrest du Parlement de Grenoble en la Chambre de l'Edit de ladite Cour, du 20. Mars 1669. entre lesdites Damoiselles du Soulier & Girard, Appellans comme d'abus du Jugement rendu par le Synode tenu à Nyons, au mois de Juin 1668. & de tout ce qui s'en estoit ensuivy, d'une part; & lesdits Chion, du Marché, Benard & Barbier, Intimez, d'autre,
par

par lequel entr'autres choses ladite Chambre de l'Edit auroit déclaré y avoir abus aux Ordonnances renduës par le Consistoire & Synode de Nyons, contre lesdites Damoiselles du Soulier & Girard, sans avoir esté ouïes ny citées, & en consequence déclaré lesdites Ordonnances, & tout ce qui s'en estoit ensuivi, nul & abusif, & comme telles les auroit cassées & revoquées, avec dépens, dommages & interets, & condamné lesdits Intimez aux dépens; Executoire de dépens obtenu par lesdites Damoiselles du Soulier & Girard en ladite Chambre de l'Edit de Grenoble, de la somme de huit cens soixante & neuf livres dix-neuf sols six deniers, à l'encontre desdits Chion, du Marché, Bernard & Barbier, du treizième Avril 1669. Copie d'Arrest de la Chambre de l'Edit de Languedoc, du dernier Janvier 1674. entre ledit Aulnet & Consors d'une part, & lesdites Damoiselles du Soulier & Girard, défenderesses d'autre, par lequel ledit Aulnet & ses Consors, auroient esté déboutez de leurs demandes, & condamnés aux dépens, dommages & interets desdites défenderesses. Transaction passée entre lesdites Damoiselles du Soulier & Girard, le dix-septième Mars 1673. avec ledit Aulnet Ministre, & autres y dénommez, en execution dudit Arrest, Ecritures & Productions des Parties. Contredits desdits Chion & Consors, contre la Production & Pieces desdites Damoiselles du Soulier & Girard, signifiées à leur Advocat le cinquième Février 1675. Requête desdites du Soulier & Girard, employée

pour Contredits contre la Production desdits Chion & Consors, signifiée le quinziesme du mois de Février dernier ; & tout ce qui a esté mis pardevers le Sieur de la Moignon, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son Hostel, Commissaire à ce Député, qui en a communiqué au Sieur Puffort, Conseiller ordinaire de sa Majesté en ses Conseils, suivant l'Ordonnance du Conseil du Mars dernier OUY son Rapport, Et tout considéré. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, faisant droit sur l'Instance, sans s'arrester à l'Arrest de la Chambre de l'Edit de Grenoble, du vingtième Mars 1669. que sa Majesté a cassé & annullé ; en ce que ladite Chambre a receu l'Appellation comme d'abus de la Délibération du Synode, tenu à Nyons le septième Juin 1668. & jours suivans ; Fait défenses à ladite Chambre, & à toutes autres Cours, de plus recevoir à l'avenir de semblables Appellations, ny de souffrir que l'on qualifie du nom de Sentences de pareils Resultats, des Synodes & Consistoires de ceux de la Religion Prétendue Reformée, sauf à eux à se pourvoir par voye de Plainte, ou par Requeste. Et avant faire droit au principal, ordonne sa Majesté que dans deux mois pour toutes préfixions & délais, du jour de la signification du present Arrest, les Informations & autres Procédures qui ont donné lieu à ladite Délibération, seront apportées au Greffe du Conseil, à la diligence desdits Chion, du Marché, & Consors, pour

le tout communiqué aux Commissaires députez pour les affaires de la Religion Préten-
due Reformée, estre fait droit au Rapport
dudit Sieur de la Moignon; sinon, & faute
d'y satisfaire dans ledit temps, & iceluy
passé, sera pourveu aux Parties, ainsi qu'il
appartiendra par raison. FAIT au Conseil
d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, re-
nu à Versailles, le sixième jour d'Avril 1675.
Signé, P H E L I P P E A U X.



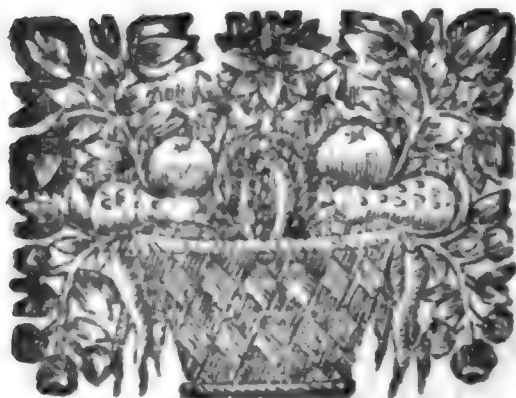
L E T T R E D E C A C H E T,
portant que le Procureur du Roy fai-
sant profession de la Religion Prétenduë
Reformée, ne sera point admis aux As-
semblées de la Maison de Ville de
Saint Paul Trois-Châteaux.

DE PAR LE ROY DAUPHIN.

CHERS & Bien-amez, ayant sçeu la
prétention qu'a nostre Procureur au Sie-
ge de Saint Paul, d'assister aux Assemblées
qui se font dans vostre Hostel de Ville, bien
qu'il soit de la Religion Prétenduë Reformée,
Nous donnons nos Ordres pour Nous faire
bien particulièrement informer du fondement
de sadite prétention, pour en ordonner en-
suite, ainsi que Nous verrons estre à propos ;
Cependant Vous faisons cette Lettre, pour

Tij

vous défendre ; comme Nous faisons très-
 expressément, d'admettre nostre Procureur
 esdites Assemblées, jusqu'à nouvel Ordre de
 Nous, ne faites donc faute : Car tel est nô-
 tre plaisir. **D O N N E'** à Saint Germain en
 Laye, le onzième jour de Novembre 1674.
 Signé, **LOUIS,** **LE TELLIER.**





SECONDE PARTIE DU RECUEIL.

*EDIT DU ROY,
Portant Reglement pour la retention
des Pensions, sur les Benefices qui
requierent residence.*



LOUIS PAR LA GRACE DE
DIEU, ROY DE FRANCE ET DE
NAVARRÉ: A tous presens & à
venir: SALUT. Bien que la
creation des Pensions sur les Be-
nefices, Cures & Prébandes, qui requierent
une residence, & un service actuel & conti-
nuel, soit contraire à l'ancienne discipline de
l'Eglise, & à la pureté des Canons: & qu'el-
les n'ayent esté tolerées dans la suite des
temps, que pour de tres-justes considerations,
particulierement à cause du grand âge, & de
l'infirmité de ceux qui avoient desservi long-
temps leurs Benefices, & ne se trouvoient
plus en estat d'en faire les fonctions: Nean-

moins cet usage favorable en son origine , & depuis dégénéré en de grands abus par l'ouverture qu'il a donné à une espece de commerce des Cures & Prébandes , en les faisant passer en différentes mains avec retention de Pensions excessives , & beaucoup au de-là d'une legitime proportion , ce qui a mis les Titulaires hors d'estat de les servir avec l'assiduité & la decence qu'ils doivent , & donné lieu à plusieurs contestations suivies de differens Arrests , tant de nostre Conseil , que des autres Compagnies de nostre Royaume ; Ce qu'estant directement contraire à l'esprit des Canons , des Conciles & des Decretales ; comme aussi aux libertez de l'Eglise Gallicane ; Nous avons estimé necessaire de retrencher les abus qui s'y sont glissez , en renouvelant les dispositions faites par les Canons , A CES CAUSES , & autres considerations à ce nous mouvans , de l'avis de nostre Conseil , & de nostre certaine science , pleine puissance , & autorité Royale ; Nous avons dit , statué & ordonné ; & par ces Presentes signées de nostre main , disons , statuons & ordonnons , Voulons & Nous plaist , que cy-aprés les Titulaires pourvus de Cures , ou de Prébandes ordinaires , ou Theologales dans les Eglises Cathedrales ou Collegiales , ne pourront les resigner avec reserve de Pensions , qu'après les avoir actuellement desservies pendant le temps & espace de quinze années entieres , si ce n'est pour cause de maladie & d'infirmité , connue & approuvée de l'Ordinaire , qui les mette hors d'estat le

reste de leurs jours, de pouvoir continuer de faire les fonctions, & desservir leurs Benefices; & sans néanmoins qu'au cas que les Pensions, que les Resignans retiendront, puissent excéder le tiers du revenu desdites Cures & Prébandes; le tout sans diminution, ny retranchement de la somme de trois cens livres, qui demeurera aux Titulaires desdites Cures & Prébandes pour leur subsistance par chacun an, franche & quitte de toutes charges, sans comprendre en ladite somme le Casuel & le Creux de l'Eglise, qui appartiendra pareillement aux Curez; ensemble les distributions manuelles qui appartiendront aux Chanoines. Et quant aux Pensions qui se trouveront avoir esté cy-devant créées sur les Cures & sur les Chanoines & Prébendes des Eglises Cathedrales ou Collegiales en faveur des Resignans. Nous voulons & ordonnons qu'elles soient reduites au tiers, sans diminution desdits trois cens livres, ainsi qu'il est exprimé cy-dessus; nonobstant tous Traitez & Concordats, pour cause de Procès, Resignations, Permutations, Demandes en regrez, faute de payement desdites Pensions & tous cautionnemens, desquels Nous avons déchargé & déchargeons les obligez. Si DONNONS EN MANDEMENT, à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans nostre Grand Conseil, que ces Presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder, observer & executer selon la forme & teneur, cessans, & faisans cesser tous troubles & empeschemens: nonobstant

tous Edits , Declarations , Reglemens , Arrests , Traitez , Concordats & Usages à ce contraires , auxquels Nous avons dérogé & dérogeons : C A R tel est nostre plaisir ; Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours , Nous avons fait mettre nostre Seel à. seldites Presentes. DONNÉES à Ath au mois de Juin , l'an de grace mil six cent soixante & onze ; & de nostre Regne le vingt-neufvième. Signé, LOUIS. Et sur le reply , Par le Roy , COLBERT. Et seellé du grand Seau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte ; Et à costé est écrit *Visa*, SEGUIER, Pour servir aux Lettres, portant Reglement des Pensions sur les Benefices.

Leues & publiées en l'Audience du Grand Conseil du Roy , & registrées és Registres dudit Conseil : Ouy ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre gardées , observées & executées selon leur forme & teneur. A Paris, le Conseil y estant, le treizième Juillet mil six cens soixante-onze, suivant l'Arrest dudit Conseil du neufvième dudit mois. Signé, HERBIN.

EXTRAIT DES REGISTRES
du Grand Conseil du Roy.

VEU par le Conseil, les Lettres Patentes du Roy en forme d'Edit, portant Reglement pour les Pensions sur les Cures

& Prébendes ; en datte du mois de Juin 1671.
 Données à Ath , & adressées au Conseil ,
 Signées, LOUIS : Et sur le reply, Par
 le Roy , COLBERT , & scellées en cire
 verte sur lacs de soye rouge & verte. Con-
 clusions du Procureur General du Roy: LE
 CONSEIL a ordonné & ordonne que les-
 dites Lettres seront leuës & publiées en l'Au-
 diance du Conseil, & registrées és Registres
 dudit Conseil, pour estre gardées, observées
 & executées selon eur forme & teneur. FAIT
 audit Conseil à Paris, le neufvième Juillet
 mil six cens soixante & onze, Collationné,
 Signé, HERBIN,



*DECLARATION DV ROY,
 portant que l'Edit du neufvième Juil-
 let mil six cens soixante-onze aura lieu
 touchant la retention des Pensions, à
 l'égard de tous les Benefices qui requie-
 rent residence.*

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU
 ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE ; A
 tous ceux qui ces Presentes Lettres verront,
 SALUT. Nous aurions par nostre Edit du
 mois de Juin mil six cens soixante & onze,
 ordonné que les Titulaires pourvus de Cu-
 res ou de Prébendes ordinaires ou Theolo-
 gales dans les Eglises Cathedrales ou Collec-

giales ne pourront les resigner avec réserve de Pensions , qu'après les avoir actuellement desservies pendant le temps & espace de quinze années , si ce n'est pour cause de maladie & d'infirmité connue , sans que lescdites Pensions puissent excéder le tiers du revenu desdites Cures & Prébendes , sans diminution de la somme de trois cens livres qui demeurera au Titulaire , franche & quitte de toutes charges. Et quant aux Pensions qui se trouveront avoir esté cy-devant créées , qu'elles soient aussi reduites au tiers , sans diminution desdits trois cens livres. Et quoyque le motif principal de cette Declaration ait esté d'empescher que les Benefices qui requierent une residence & service actuel & continuel , ne soient chargez de Pensions excessives , & beaucoup au de-là d'une legitime proportion ; en sorte que les Titulaires les puissent desservir avec l'assiduité & la decence convenable ; Neanmoins Nous avons esté informez que sous pretexte que les Dignitez , Personnats , & autres Benefices sujets à des fonctions personnelles & reglées dans les Eglises Cathedrales & Collegiales , ne sont pas nommément compris dans ledit Edit , quelques Pensionnaires sur lescdites Dignitez , prétendent que leurs Pensions ne sont pas reductibles aux termes dudit Edit , & empeschent par ce moyen que l'Eglise n'en reçoive le fruit que Nous avons entendu luy procurer. A CES CAUSES , & autres considerations à ce Nous mouvans ; de l'avis de nostre Conseil , qui a veu nô-

tre Edit du mois de Juin 1671. dont copie collationnée est cy-attachée sous le contrescel de nostre Chancellerie, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale. Nous avons dit & déclaré, & par ces Presentes signées de nostre main, disons & déclarons en interpretant ledit Edit, que nostre intention a esté qu'il ait lieu, tant pour les Prébendes ordinaires ou Theologales, que pour toutes les autres Dignitez, Personats, Semi-prébendes, Vicairies, Chapelles & autres Benefices des Eglises Cathedrales & Collegiales, qui requierent residence, de telle dénomination & qualité qu'ils puissent estre; Ce faisant que les Pensions cy-devant créées, & qui le seront cy-après sur les Benefices de la qualité susdite, seront reduites au tiers des revenus, sans diminution de la somme de trois cens livres qui demeurera aux Titulaires desdits Benefices pour leur subsistance, franche & quitte de toutes charges. Comme aussi que les Resignans ne pourront se reserver lesdites Pensions qu'ils n'ayent desservy lesdits Benefices l'espace de quinze années, suivant & au desir dudit Edit du mois de Juin mil six cens soixante & onze, lequel Nous voulons estre executé selon sa forme & teneur. **SI DONNONS EN MANDEMENT** à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre grand Conseil, que ces Presentes ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer, & executer selon sa forme & teneur cessant, & faisant cesser tous troubles.

bles & empeschemens , nonobstant tous Edits , Declarations , Reglemens , Arrests , Traitez , Concordats & Usages à ce contraires , auxquels Nous avons dérogé & dérogeons par cesdites Presentes : **CAR** tel est nostre plaisir ; En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites Presentes. **D O N N E'** à Saint Germain en Laye, le neufvième jour du mois de Decembre, l'an de grace mil six cens soixante & treize ; Et de nostre Regne le trente-unième. Signé, **L O U I S** ; Et sur le reply , Par le Roy, **C O L B E R T** , & seellé du grand Seau.

Enregistrée és Registres du grand Conseil du Roy , suivant l'Arrest ce jourd'huy donné en iceluy. A Paris le vingt-troisième Decembre mil six cens soixante & treize.

Signé, H E R B I N.

DECLARATION DV ROY,
*portant faculté aux Ecclesiastiques de
 rentrer dans leurs biens alienez en ver-
 tu de la Bulle de Pie V. du vingt-
 cinquième Iuillet mil cinq cens soixan-
 te-huit, & des Lettres expedées en con-
 sequence, & ce pour le temps de cinq
 ans.*

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU,
 ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A
 tous ceux qui ces Presentes Lettres verront;
 SALUT. Les necessitez pressantes des Roys
 nos Prédecesseurs pendant les Guerres Civi-
 les, causées par les Heresies, les ayant obli-
 gez de recourir à l'alienation des biens Ec-
 clesiastiques pour y subvenir, & les Papes
 ayant accordé pour cét effet les Bulles à ce
 necessaires; les temps estant devenus plus
 calmes, les Assemblées du Clergé auroient
 obtenu la faculté d'y pouvoir rentrer, la-
 quelle leur auroit esté confirmée de temps en
 temps. Mais comme cette faculté est inso-
 lite & extraordinaire, & tend à troubler tou-
 tes les familles qui ont partagé ces biens en
 plusieurs subdivisions depuis plus d'un siecle
 que ces alienations ont esté faites, Nous au-
 rions déclaré aux Prelats assemblez par nô-
 tre Permission en l'année mil six cens soixante-

fix, que Nous leur accordions la mesme faculté encore pour cinq ans, sans esperance d'un plus long terme; Et sur ce que l'Assemblée du Clergé, tenuë dans nostre Ville de Pontoise, Nous auroit fait les mesmes supplications, & insisté pareillement à ce qu'il Nous pleût au moins continuer pour quelque temps la faculté de retirer les mesmes biens alienez, en vertu de la Bulle de Pie V. de l'année mil cinq cens soixante-huit, & de nos Lettres Patentes expedées en consequence, portant faculté expresse de rachat: Nous après avoir fait examiner ladite Bulle en nostre Conseil, de l'avis d'iceluy, & de nostre grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons renouvelé & continué, & par ces Presentes signées de nostre main, renouvelons & continuons aux Archevesques, Evêques, Abbez & autres Ecclesiastiques de nostre Royaume, la faculté de rentrer par eux dans les biens alienez, en vertu de la Bulle du Pape Pie V. du vingt-cinquième Juillet mil cinq cens soixante-huit, & des Lettres Patentes expedées en consequence seulement, & non d'autres: & ce pour le temps & espace de cinq années, à compter du jour & datte de l'enregistrement des Presentes, sans esperance d'autre nouveau délai, sous quelque pretexte, cause & occasion que ce puisse estre. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenants nostre grand Conseil, que ces Presentes ils fassent lire, publier & registrer, & du contenu en icelles jouir & user lesdits Ar-

chevesques, Evesques, Abbez & autres Ecclesiastiques, nonobstant tous Edits, Declarations, Arrests & choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé & dérogeons : En témoin dequoy nous avons fait mettre nostre Seel à cesdites presentes. Donné à S. Germain en Laye, le onzième jour de Novembre 1670. Et de nostre Regne le vingt-huitième. Signé LOUIS : Et sur le reply, Par le Roy, COLBERT. Et seellé du grand Sceau de cire jaune.



DECLARATION DV ROY,
portant défenses aux Religieux & Congregations, de s'establir dans les Monasteres non reformez, & d'y faire aucunes unions sans la permission de Sa Majesté, par ses Lettres Patentes.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU,
 ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous presens & à venir, Salut. La pieté du feu Roy nostre tres-honoré Seigneur & Pere l'ayant porté à desirer l'establissement de la reforme & discipline Reguliere dans divers Ordres, Abbayes & Monasteres de nostre Royaume, plusieurs Bulles & Brefs auroient esté expediez en Cour de Rome depuis l'année 1621. à cet effet. Et entr'autres par les Papes Gregoire XV. & Urbain VIII. des 17. May 1621. 8. Avril 1622. 21. Janvier 1627. 16. Février 1628. 20. Decembre 1631. & 3. Fé-

vrier 1633. qui auroient esté authorisez par Lettres Patentes du feu Roy, registrées dans les Compagnies Superieures, & executées par les Commissaires Apostoliques à ce deputez par les Papes, lors seans au S. Siege; Mais quoy que ces reformatiions saintement instituées, ayent produit un fort grand fruit, en restablissant avec beaucoup d'édification la discipline Reguliere dans plusieurs Abbayes & Monasteres, dans lesquelles il y avoit du relaschement; Neanmoins les changemens qu'elles apportent, pouvant avoir dans la suite du temps, leurs inconveniens, & causant ordinairement de grands procez, dont les differens tribunaux de nostre Royaume se trouvent remplis, Nous avons jugé à propos d'interposer nostre autorité pour en prevenir les suites, & par la connoissance que nous en prendrons, regler ce qui sera de plus convenable aux susdits Ordres & Congregations Religieuses, & de plus avantageux au bien general de nostre Estat. A CES CAUSES de l'avis de nostre Conseil, qui a veu lesdits Brefs, Bulles, Lettres Patentes, Arrests & Jugemens qui s'en sont ensuivis, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons confirmé & approuvé, & par ces presentes signées de nostre main, confirmons & approuvons lesdits Brefs & Lettres Patentes, & tout ce qui s'en est ensuivy. Et neanmoins entant que besoin est, ou seroit, interpretant lesdites Lettres Patentes & concessions: Voulons & Nous plaist, que cy-apres les Religieux & Congregations ne puissent estre establis dans
les

les Monasteres non reformez dependans desdits Ordres , ny aucunes unions y estre faites sans nostre expresse permission , & sans avoir préalablement obtenu nos Lettres à ce necessaires ; & en consequence défendons tant à nos Cours de Parlement , Grand Conseil, qu'à toutes nos autres Cours & Juges , d'ordonner desdites reformes & unions , sous pretexte desdits Brefs , Bulles & Lettres Patentes, en quelque sorte & maniere que ce soit , sans qu'il leur soit apparu de nosdites Lettres , à peine de nullité de tout ce qui pourroit estre par eux sur ce fait & ordonné. **SI DONNONS EN M A N D E M E N T** à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Grand Conseil , que ces presentes ils fassent lire , publier , & enregistrer ; & le contenu en icelles garder & observer , nonobstant tous Edits , Arrests & Reglemens à ce contraires , auxquels Nous avons dérogé & dérogeons par ces Presentes , & aux derogatoires des derogatoires d'icelles : **C A R** tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours ; Nous avons fait mettre nostre scel à cesdites presentes : Données à Tournay au mois de Juin , l'an de grace mil six cens soixante-onze , & de nostre Regne le vingt neuvième , Signé , **L O U I S.** Et sur le reply par le Roy , **C O L B E R T :** & scellées du grand Sceau de cire verte sur lacs de soye rouge & verte. Et à costé est écrit , *Visa* , **S E G U I E R** , Pour servir aux Lettres concernans la reforme des Monasteres.

Lenës publiées en l'Audiance du grand Con-
V

seil du Roy, & registrées és Registres dudit Conseil : Ouy ce requérant le Procureur General du Roy pour estre gardées, observées & executées selon leur forme & teneur. A Paris, le Conseil y estant, le trente & dernier jour de Juin 1671. suivant l'Arrest dudit Conseil du 26 dudit mois precedent, Signé HERBIN.

*EXTRAIT DES REGISTRES
du grand Conseil du Roy*

VE U par le Conseil les Lettres en forme de Declaration du Roy, concernant la Reforme des Abbayes & Monasteres du Royaume, du mois de Juin 1671. Conclusions du Procureur General du Roy; Le Conseil a ordonné & ordonne que lesdites Lettres seront leuës & publiées en l'Audiance du Conseil; & enregistrées és Registres d'iceluy pour estre executées, gardées & observées selon leur forme & teneur. Fait au Conseil à Paris le 26. jour de Juin 1671. Collationné. Signé, HERBIN.

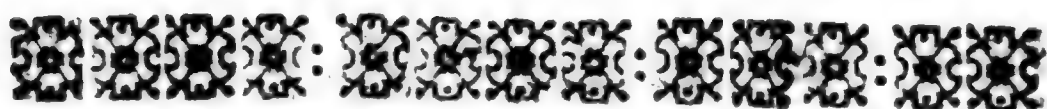


*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT
du Roy, portant surseance de toutes pour-
suites & procédures contre les Arche-
vesques, Evesques, & autres Benefi-
ciers de son Royaume, pour raison de la
foy & hommage, adveu & dénombre-
mens, & declaration des biens qu'ils pos-
sèdent; avec main levée des saisies fai-
tes sur leurs biens pour raison de ce.*

SUR la Requête présentée au Roy étant
en son Conseil, par les Archevesques, &
Evesques, & autres Beneficiers deputez de
l'Assemblée Generale du Clergé de France, qui
se tient à Pontoise, par permission de sa Ma-
jesté, Contenant qu'ils sont exempts de faire
foy & hommage, adveu, denombrement, &
de donner par Declaration les biens de leurs
Benefices, Et quoy qu'ils soient dans une
longue possession, confirmée par les Roys pre-
decesseurs de sa Majesté, neanmoins plusieurs
Archevesques, Evesques & autres Beneficiers,
auroient esté poursuivis par voyes de saisie de
leur temporel, & establissmens de Commis-
saires sequestres à la Requête des Procureurs
generaux des Chambres des Comptes, & Con-
trolleurs du Tresor, de faire foy & homma-
ges, adveu & dénombremens, de donner de-
claration des biens & revenus de leurs benefi-

ces. Requeroient à ces causes qu'il pleust à sa Majesté sur ce leur pouvoir. Veu ladite Requête & pieces y attachées. Oüy le rapport du Sieur Colbert , Conseiller ordinaire au Conseil Royal , Controolleur General des Finances. **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL,** a sursis & surseoit pendant le temps de deux années , qui commenceront au premier Novembre prochain , toutes poursuittes & procedures contre les Archevesques , Evesques , & autres Beneficiers du Royaume , pour raison de la foy & hommage , adveu & dénombrement , & declaration des biens qu'ils possèdent : Leur a fait sa Majesté main-levée des saisies faites sur leurs biens pour raison de ce , avec défenses à ses Procureurs Generaux , leurs Substituts , & tous autres , de faire aucunes poursuittes pendant ledit temps. **FAIT** au Conseil d'Etat du Roy, sa Majesté y estant , tenu à S. Germain en Laye le vingt-huitième jour d'Octobre 1670.

Signé , **C O L B E R T.**



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT
*du Roy , par lequel Sa Majesté a sur-
 sis & surseoit pendant les années mil
 six cens septante-un & mil six cens
 septante-deux l'exécution des articles
 de la nouvelle Ordonnance concernant
 les Bois des Ecclesiastiques.*

SUR ce qui a esté représenté au Roy estant
 en son Conseil , par Messieurs de l'Assem-
 blée du Clergé , Que les Bois qui ont esté
 donnez aux Prelats , Abbez , Communautéz ,
 & autres Ecclesiastiques , & qui font une par-
 tie des plus considerables de leurs revenus , leur
 ont esté donnez pour en user en bons Peres de
 famille , sans qu'il leur soit permis deles abba-
 tre & dégrader à leur volonté : ce qui auroit
 donné occasion de dire que les Bois des Eccle-
 siastiques doivent estre considerez comme des
 biens immeubles , faisant partie du fonds & des
 patrimoines des Eglises auxquelles ils appartiennent , & dont il ne leur est pas permis de dis-
 poser que pour des raisons & des necessitez
 pressantes qui regardent le bien desdites Egli-
 ses , & sans avoir obtenu la permission des
 Rois par des Lettres Patentes deuëment regi-
 strées : Ce qui auroit aussi esté déclaré par plu-
 sieurs Ordonnances des Rois predecesseurs de
 sa Majesté , qui se feroient monstrez les Protec-

Seurs des Eglises , comme ils estoient les Fon-
 dateurs & Bien-faâteurs : neanmoins par la
 nouvelle Ordonnance sur le fait des Eauës &
 Forests , du mois d'Aoust 1669. article premier,
 au chapitre des Bois qui appartient aux Ec-
 clesiastiques , il leur auroit esté ordonné de fai-
 re arpenter , figurer & borner leurs bois , &
 d'en mettre les procez verbaux dans les six mois
 aux Greffes des Maistrises, avec les plans & fi-
 gures : ce qui ne se pourroit faire sans causer une
 tres-grande dépense ausdits Ecclesiastiques , &
 sans les engager en de grands procez avec les
 propriétaires voisins de leurs bois , particulie-
 rement à l'occasion des bornes qui doivent estre
 mises , , qui ne se peuvent terminer sans des
 descentes sur les lieux , qui sont de tres-grands
 frais : lequel article seroit trouvé contraire aux
 Declarations accordées par les Roys en faveur
 desdits Ecclesiastiques , par lesquels ils seroient
 exempts de donner les Declarations de leurs
 Domaines , spécialement de leurs Bois : Par
 l'article deuxième du mesme chapitre il leur au-
 roit esté ordonné de laisser le quart de leurs Bois
 pour croistre en nature de futaye , conformé-
 ment à l'Ordonnance de l'année 1553. confirmée
 par celle de 1597. & s'il ne se trouvoit aucune
 futaye dans toute l'étenduë de leurs Bois , ou
 que celle qui est à present fust au dessous de la
 totalité , ce qui manqueroit seroit pris dans leurs
 taillis , jusques à la concurrence de la quatrième
 partie , pour estre reservée à croistre en futaye.
 Qu'il seroit vray qu'il fut fait une pareille Or-
 donnance en l'année 1553. mais qu'elle fut ré-
 voquée en l'année 1580. Par le trente-sixième

Article de l'Edit de Melun , par la consideration du grand prejudice qu'en auroient souffert lesdits Ecclesiastiques , qui auroient perdu par ce moyen une partie tres-considerable de leurs revenus , ce qui les anroit mesme empesché en bien des lieux de satisfaire aux charges de leurs Benefices. Et si depuis cette mesme Ordonnance fut renouvellee en 1595. outre qu'elle n'auroit pas esté verifiée, elle seroit demeurée sans effet pour les raisons cy-dessus. Par l'article troisieme du mesme Chapitre , il auroit aussi esté ordonné ausdits Ecclesiastiques que le surplus de leurs bois taillis seroit reglé en coupes ordinaires de dix en dix ans aux moins, & qu'il seroit réservé seize baliveaux de l'age du bois en chacun arpent , outre tous les anciens & modernes. Qu'il y auroit deux griefs pour les Ecclesiastiques en cet article. Le premier , en ce que la coupe des bois taillis seroit reglée necessairement à dix ans : quoy qu'en bien des lieux elle le fût à 5. 6. 7. 8. ou 9 ans, soit qu'il soit ainsi reglé par la Coustume qui fait une espece de Loy , à laquelle il semble qu'on ne doive pas déroger , ainsi qu'il a esté jugé par Arrest de la Cour de Parlement de Paris ; allegué par Chopin en son Livre du Domaine , titre dix-septieme par le Reglement de la Forest de Carnelle appartenante au Roy , le taillis six coupes à l'âge de sept ans , soit que les Bois ne soient d'une nature à ne pas beaucoup profiter au dessous de 5. 6. 7. 8. & 9. ans. Ce qui arrive aux Bois qui ne sont plantez que de Chesnes , Haistres , Bourseaux , Chastagniers , Tillaux , & autres bois tendres qui ne

seroient propres qu'à faire des fagots, cercles & autres ouvrages ; pour lesquels il seroit necessaire que le bois ne fut pas si âgé. Le deuxième grief que souffriroient lesdits Ecclesiastiques par ledit Article troisième, consiste en ce qu'il leur seroit enjoint de laisser seize baliveaux par arpent, ce qui seroit contraire à toutes les anciennes Ordonnances : à celle de Charles V. en 1375. à celle de Henry II. en 1554, qui determinent seulement le nombre de huit ou dix baliveaux par chacun arpent, & qui laissent la liberté de couper ceux qui excéderont l'âge de quarante ans. En effet il y auroit bien de la Justice à ne pas ordonner qu'il en soit laissé un si grand nombre entre les anciens & les modernes qui s'y rencontrent réservés dans les coupes precedentes ; parce qu'autrement les taillis deviendroient en peu de temps une veritable fustaye, & seroient si offusquez par les baliveaux qui s'estendent en branches, qu'ils deviendroient de nulle valeur, & ne produiroient plus le revenu ordinaire. Par l'Article quatrième il auroit esté ordonné aux Ecclesiastiques de ne couper aucun arbre de fustaye ou baliveaux sur taillis, ny toucher au quart mis en reserve, qu'en vertu de Lettres Patentes bien & deuëment registrées. Que cet Article qui est fondé sur plusieurs Ordonnances anciennes, & qui semble d'abord tres-juste & tres-équitable, merite bien neanmoins qu'on y fasse quelque reflexion. Car comme il auroit tres sagement esté ordonné qu'il ne se fust aucune vente de fustaye pour prix d'argent, qu'en vertu de Lettres Patentes, & pour les causes pour lesquelles lesdites Lettres Paten-

tes doivent estre obtenues , il seroit aussi juste que les Ecclesiastiques se puissent servir de leurs Bois , suivant l'usage pratiqué de tout temps pour les necessitez ordinaires, telles que sont les chauffages des Prelats , Abbez , Communautéz & autres Ecclesiastiques residens en leur Benefice , & pour les reparations legeres qui surviennent annuellement , l'entretien des Maisons , Fermes , Granges , Moulins , Pressoirs, Etangs, prenant seulement le bois necessaire en nature sans en pouvoir vendre pour subvenir aux frais des autres reparations. Et sa Majesté trouvera sans doute tres-equitable de ne pas obliger un Eveque , un Abbé , une Communauté , un Beneficier resident, d'acheter du bois pour se chauffer. ny faire une reparation preslee, lors qu'il en trouve sur son fonds qu'il conserve pour ses besoins. Et en effet on pourroit inferer que les Ecclesiastiques ont toujours eu la liberte de se servir des baliveaux reservez sur leurs taillis , soit pour leurs chauffages , soit pour ces sortes de reparations , ou du moins jusques en l'année 1583. puisque l'Ordonnance qui fut faite cette année, est la premiere qui ait fait defenses de couper lesdits baliveaux sans Lettres Patentes ; & que les Ordonnances anciennes de François I. de Henry II. & Charles IX. ont defendu seulement aux Ecclesiastiques de faire couper aucuns Bois de haute futaye , sans faire mention des baliveaux reservez sur les taillis , y ayant d'ailleurs peu d'apparence d'obliger un Ecclesiastique à recourir au Roy pour obtenir des Lettres Patentes pour ces sortes de reparations , veu que ces Lettres causent de grands soins & de grandes

dépenses , estant nécessaire d'avoir l'avis du Grand-Maistre pour les obtenir , de les poursuivre au Conseil , & qu'après cela l'exécution n'en pourroit estre faite suivant l'Ordonnance , qu'après la verification au Parlement , qui ne se doit aussi faire qu'après la descente d'un Commissaire , ou d'un Juge Royal commis par la Cour : ce qui causeroit dans la suite des temps la ruïne des Maisons , Fermes , Moulins & Pressoirs des Ecclesiastiques , qui les laisseroient plustost déperir , que d'achepter du bois pour les reparer , n'en pouvant pas mesme trouver pour de l'argent. D'ailleurs il seroit tres-aisé de pourvoir aux mauvais usages que les Ecclesiastiques pourroient faire de leurs bois , tant pour leurs chauffages ordinaires , que pour les reparations annuelles & pressées , estant sujets aux condamnations d'amendes & restitutions portées par les Ordonnances , auxquelles les Officiers du Roy seroient en possession de condamner lesdits Ecclesiastiques lorsqu'ils en abusent. Par l'Article 6. du mesme titre , il auroit esté ordonné que les Lettres Patentes pour la vente des bois de fustaye & baliveaux réservés , ne seront accordez ausdits Ecclesiastiques qu'en cas d'incendies , ruines , démolitions , pertes & accidens extraordinaires , arrivez par forfait , guerre ou cas fortuit , & non pour le fait , & faute de Beneficier , & suivant les formes prescrites dans ledit Article. Qu'ils demeureroient d'acord qu'il faut nécessairement avoir recours au Roy pour obtenir des Lettres Patentes , lorsque les Ecclesiasti-

ques sont obligez pour des raisons pressantes , qui regardent le bien & l'utilité de leurs Eglises, de faire vendre pour le prix d'argent les bois de haute futaye ou baliveaux reservez , dépendans de leurs Benefices. Que les cas d'incendie , ruine , démolitions , perte , accidens extraordinaires arrivez par cas fortuit , seroit un de ceux qui donnent sujet d'obtention desdites Lettres , mais qu'il y en auroit encore quelques uns où il semble qu'il y ait lieu de se pourvoir pardevant sa Majesté , pour obtenir de semblables permissions , comme s'il y avoit quelque augmentation necessaire , ameliorations utiles à faire aux bastimens d'un particulier ou d'une Communauté , s'il y avoit du bien aliené qu'il fust avantageux de retirer & réunir audit Benefice. Comme aussi si la futaye ou baliveaux sur taillis estoient sur le retour , & si anciens qu'il fust necessaire de les abbatre pour en empêcher la ruine entiere & le déperissement. Auquel cas les deniers en provenans doivent estre employez en fonds au profit & augmentation du Benefice. Plus que par l'Article quatriéme du titre des bois en grurie , grairie , tiers & dangers , il seroit dit , qu'il ne sera rien innové aux droits que le Roy a continué d'y prendre , soit pour le tiers ou le danger seulement, où il se trouvera qu'on sera fondé en titre & possession , que le Clergé de Normandie souffriroit un grand préjudice si la possession ancienne ne luy servoit pas d'un titre suffisant pour le maintenir dans son droit , puis qu'outre que toute la Province est dans la prétention que la possession seule

sans autre titre , est un droit legitime & suffisant ; il est certain que les Ecclesiastiques de la Province doivent jouir des mesmes privileges que tous les autres du Royaume , auxquels les annuelles possessions doivent servir de titres legitimes , pour les maintenir dans la jouissance de leurs biens , ainsi qu'il a esté réglé par plusieurs Ordonnances de Rois qui auroient déchargé lesdits Ecclesiastiques de représenter les titres de leurs Domaines , attendu qu'ils les auroient perdus pour la plûpart , ou par le moyen des Guerres civiles de la Religion. Requeroient à ces causes qu'il plût à sa Majesté leur pourvoir sur leurs tres-humbles Remonstrances , & d'avoir la bonté de considérer les griefs que souffriroient les Ecclesiastiques , si l'exécution desdits Articles premier , 2. 3. 4. & 5. du titre des bois , qui appartiennent ausdits Ecclesiastiques , & du quatrième Article du titre des bois en grurie , grairie , tiers & dangers , contenus dans la nouvelle Ordonnance sur le fait des Eauës & Forests , du mois d'Aoust mil six cens soixante-neuf avoit lieu. Oüy le Rapport du Sieur Colbert, Conseiller au Conseil Royal , Controolleur general des Finances. **SA MAJESTE' ESTANT EN SON CONSEIL** , avant faire droit sur les remonstrances & demandes cy-dessus proposées , a ordonné que tous les bois , tant de futaie que taillis , dépendans des Eveschez & Abbayes , & autres Benefices Consistoriaux , seront incessamment veus & visitez par les Grands-Maistres , chacun dans leur département , en presence des Titulaires ou de leurs

Officiers, & Procès verbal dressé de l'estat present d'iceux, contenant une description exacte de la quantité & qualité desdits Bois ; Ensemble des besoins que lesdits Titulaires en peuvent avoir, soit pour leur chauffage ordinaire, ou pour les entretiens & reparations nécessaires qui se trouveront à faire dans leurs Benefices, Mestairies, Fermes & Domaines en dépendans. Ordonne en outre sa Majesté à chacun desdits Grands-Maistres, de luy envoyer au bas du Procès verbal qu'ils auront dressé, leurs avis par chefs & articles separez, sur l'exécution desdits articles premier, 2. 3. 4. & 5. du titre des bois, appartenans aux Ecclesiastiques, & du quatrième de celui des bois en grurie, grairie, tiers & dangers ; mesme sur les prétendus griefs & inconveniens proposez contre chacun d'iceux : pour le tout veu & rapporté en son Conseil, estre ordonné ce que de raison ; & cependant sa Majesté a sursis & surseoit pendant les années 1671. & 1672. l'exécution des articles de la nouvelle Ordonnance, concernant les bois des Ecclesiastiques. FAIT au Conseil d'Etat du Roy sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye, le trentième jour d'Octobre mil six cens soixante-dix. Signé, COLBERT.

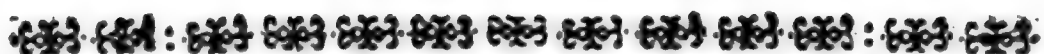


*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
portant défenses aux Habitans des Pa-
roisses d'imposer à la Taille les Curez
qui prennent à ferme les Dixmes de
leurs Paroisses, ny les Fermiers des
Ecclesiastiques, à cause des Fermes
qu'ils prennent d'eux.*

SUR la Requête présentée au Roy en son Conseil, par les Archevesques, Evesques, & autres Beneficiers Députez de l'Assemblée Generale du Clergé de France, qui se tient par la permission de sa Majesté à Pontoise; Contenant qu'encore que par Arrest du Conseil du d x huitième Mars mil six cens soixante-six, il ait esté fait défenses aux Asscours, Collecteurs, & Habitans des Paroisses, de taxer & imposer les Curez qui prennent à Ferme les Dixmes de leurs Paroisses, pour le payement de leur Portion congrüe, ou autrement: ensemble les Fermiers des Ecclesiastiques pour raison des Fermes qu'ils tiennent d'eux: Neanmoins plusieurs Fermiers des Ecclesiastiques sont troublez journellement dans l'exemption portée par ledit Arrest, & sont compris dans les Roolles des Tailles, & imposez à des sommes deux fois plus grandes que celles à quoy ils estoient imposez auparavant que d'estre Fermiers desdits Ecclesiastiques. Ce qui oblige

les Supplians d'avoir recours à sa Majesté, & ce qu'il leur soit sur ce pourveu. V E U ladite Requête, ledit Arrest du Conseil du dix-huitième Mars mil six cens soixante-six, & ouïy le rapport du Sieur Colbert, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Controolleur General des Finances. LE ROY EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne, que ledit Arrest du dix-huitième Mars mil six cens soixante-six, sera executé selon sa forme & teneur. Et en consequence a fait défenses aux Affecteurs, Collecteurs & Habitans des Paroisses, de taxer & imposer les Curez qui prennent à ferme les Dixmes de leurs Paroisses, pour le payement de leurs Portions congruës, ou autrement : Ensemble les Fermiers des Ecclesiastiques pour raison des Fermes qu'ils tiennent d'eux. FAIT au Conseil d'Estat du Roy, tenu à Paris le trentième jour d'Octobre 1672.

Signé, BECHAMEILL.

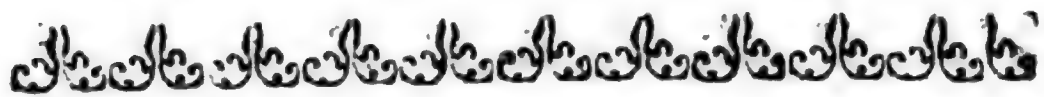


*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT
du Roy , par lequel sa Majesté décharge
les Archevesques , Evesques , & autres
Beneficiers de son Royaume , des Droits
d'Entrée , de Traite - foraine , augmen-
tation d'icelle , Domaniale , nouveaux
cinq sols , gros & augmentation d'ice-
luy , Parisis & nouveaux subsides.*

SUR la Requête présentée au Roy estant
en son Conseil , par les Archevesques, Eves-
ques & autres Beneficiers Députez de l'As-
semblée Generale du Clergé de France , qui se
tient a Pontoise , par permission de sa Majesté;
Contenant qu'encore que par Arrest du Con-
seil du 18. Mars mil six cens soixante-six , il
ait esté ordonné que les Archevesques , Eves-
ques , & autres Beneficiers , demeureront
exempts des droits d'Entrées, de Traites-forai-
nes , augmentation d'icelles , domaniale, nou-
veaux cinq sols , gros & augmentation d'ice-
luy , parisis , & nouveau subside pour les Bleds,
Vins, Cidres , grains & autres fruits procedans
du crû de leurs Benefices & Dixmes , qu'ils
pourroient faire transporter d'une Province à
l'autre pour l'usage de leurs maisons , & pour
y estre consommez , sans payer aucuns desdits
droits, & ce nonobstant le dernier bail d'iceux:
A la charge de donner declaration de ce qu'ils
auront dépoüillé chacune année au plus pro-
chain

chain Bureau. Neanmoins plusieurs Ecclesiastiques & Beneficiers sont journellement troublez dans l'exemption desdits droits par Maître François le Gendre, Fermier General des Fermes unies, les sous-Fermiers, Commis & Préposez; Ce qui les oblige d'avoir recours à sa Majesté, à ce qu'il leur soit sur ce pourveu. V E U ladite Requête, ledit Arrest du Conseil du dix-huitième Mars mil six cens soixante-six. Oüy le rapport du Sieur Colbert, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, & Controolleur General des Finances. L E R O Y ESTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que ledit Arrest du dix-huitième Mars mil six cens soixante-six, sera exécuté selon sa forme & teneur; Ce faisant, & conformément à iceluy, que les Archevesques, Evêques, & autres Beneficiers, demeureront exempts des Droits d'Entrées, de Traites-foraines, augmentation d'icelle, domaniale, nouveaux cinq sols, gros & augmentation d'iceluy, parisis & nouveau subside pour les Bleds, Vins, Cidres, grains & autres fruits procedant du crû de leurs Benefices & Dixmes, qu'ils pourront faire transporter d'une Province à l'autre, pour l'usage de leurs maisons, & y estre consommez, sans payer aucuns desdits droits, & ce nonobstant le dernier bail d'iceux, & l'Arrest du Conseil du vingtième Janvier mil six cens soixante-dix, à la charge de donner declaration de ce qu'ils auront recueilly chacune année sur les terres de leurs Benefices au plus prochain Bureau desdites Fermes. F A I T au Conseil d'Etat du Roy, sa Majesté

y étant, tenu à Saint Germain en Laye, le trentième jour d'Octobre mil six-cens soixante-dix. Signé, COLBERT.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT
du Roy, qui ordonne que les Députés
de l'Assemblée generale du Clergé de
France seront payez de tous leurs
gros fruits & distributions manuelles
& quotidiennes pour leurs Canoncats,
Prébendes & Dignitez, pendant tout le
temps de ladite Assemblée.*

SUR la Requête présentée au Roy en
son Conseil, par les Agens Generaux du
Clergé de France: Contenant que le Sieur
Abbé de Chambonnas, Archidiacre de l'E-
glise Cathedrale de Nismes, Député du se-
cond Ordre de la Province de Vienne,
pour assister en l'Assemblée generale du Cler-
gé de France, qui se tient à Pontoise,
par permission de Sa Majesté; le Sieur Ab-
bé de Fromentieres, Chanoine Theologal de
l'Eglise Cathedrale de Saint Julien du Mans,
Député du second Ordre de la Province de
Sens; le Sieur Abbé de Champigny, Chanoi-
ne de l'Eglise de Paris, Député du second
Ordre de la Province d'Auch; le Sieur Abbé
Bailly, Chanoine de l'Eglise Cathedrale de
Luçon, Député du second Ordre de la Pro-

vince de Bordeaux: Lesquels Députez ont actuellement servy & assisté, & assistent encore en ladite Assemblée generale depuis qu'elle est commencée, à cause de quoy il est sans difficulté que chacun d'eux doit estre tenu pour present au Chapitre de son Eglise, & payez de tous les fruits & distributions manuelles & quotidiennes, qui leur appartiennent, suivant plusieurs Reglemens du Clergé, & Arrests du Conseil rendus pour mesme fait, & notamment ceux des 23. Février 1636. & 13. Octobre 1645. Neanmoins lesdits Députez sont advertis que les Chapitres desdites Eglises font difficulté de les tenir pour presens, & de leur faire delivrer les fruits & distributions qui sont deus à leurs Benefices quand ils sont presens, & assistent ausdites Eglises: Ce qui les oblige d'avoir recours à sa Majesté, à ce qu'il leur soit sur ce pourveu. V E U ladite Requête, Signée Louïs, Advocat du Clergé, les Certificats de services rendus en ladite Assemblée generale par lesdits Députez, lesdits Arrests du Conseil des 23. Février 1636. & 13. Octobre 1645. Oüy le Rapport du Sieur Colbert Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Controlleur general des Finances. LE ROY EN SON CONSEIL, ayant égard à ladite Requête, a ordonné & ordonne, que lesdits Députez seront payez de tous les gros, fruits & distributions manuelles & quotidiennes, de quelque nature qu'elles soient, pour leurs Canonicats, Prébendes & Dignitez, pendant tout le temps de ladite Assemblée generale du Clergé, par les Receveurs & Commis desdits

lage de Soran, demandeur en execution de l'Arrest contradictoire de nostredit Conseil, du vingt-cinquième Octobre 1660. suivant les Exploits d'assignations donnez à sa Requête, l'un pardevant les Presidens du Grenier à Sel Dault, & l'autre pardevant les Presidens & Esleus d'Amiens, le 20. Novembre 1667. à ce qu'il soit ordonné que ledit demandeur audit nom, sera rayé & biffé des Roolles du Sel & Taille de ladite Paroisse de Soran; ce faisant, le recevoir opposant à l'execution faite de ses meubles & bestiaux, à la Requête des défendeurs cy-aprés nommez, & les condamner en tous les dépens, dommages & interets d'une part: & les Manans & Habitans, Affecueurs & Collecteurs du Sel & Taille de ladite Paroisse de Soran, défendeurs d'autre, & entre ledit Sieur de la Fosse demandeur en Requête par luy présentée en nostredit Conseil, le 25. dud. mois, aux fins qu'il plaise à nostredit Conseil ordonner que les conclusions par luy prises en ladite Election d'Amiens, & Grenier à Sel d'Ault, luy seront adjudgées, & en consequence de la declaration faite par ledit demandeur, qu'il abandonne la Ferme en question ausdits défendeurs, moyennant la somme de six cens livres par an, qui est le prix auquel lesdits défendeurs disent que ladite Ferme se monte, en luy baillant caution; ordonner que ledit Arrest du 25. Octobre 1660. sera executé, & lesdits demandeur avec ses domestiques ou occupant ladite Ferme, sans bail ny aucune propriété, declarez francs & exempts de toutes les impositions de ladite Paroisse,

qu'ils soient rayez des Roolles où ils sont imposés, avec défenses de les y plus comprendre, sur telle peine qu'il plaira à nostredit Conseil ; & pour l'avoir fait, qu'ils soient condamnés en une amende, & en tous les dépens, dommages & interests dudit demandeur ; ordonner que les sommes exigées en vertu desdits Roolles, pour ladite année 1667. seront rendues & restituées audit demandeur ; à ce faire ceux qui les ont receus contraints par corps, avec condamnation de tous dépens, dommages & interests, d'une part : & lesdits Manans & Habitans, Assesseurs & Collecteurs dudit Sel & Taille, défendeurs d'autre : & entre ledit de la Fosse, demandeur en une autre Requête, sur icelle impretant Arrest de nostredit Conseil du dixième Avril 1669. suivant l'Exploit du treizième Octobre audit an, aux fins que pleine & entiere main-levée soit faite des saisies sur luy faites sous le nom dudit Louïs de la Fosse son frere ; ordonner que les sommes qu'il a esté contraint de payer en vertu des Roolles de ladite année 1668. depuis au préjudice dudit Arrest de nostredit Conseil, du 25. Janvier audit an, signifié le 2. Février ensuivant, luy seront rendus & restituez, à ce faire ceux qui les auront receus contraints par toutes voyes deues & raisonnables, mesme par corps, comme depositaires des biens de Justice, avec dépens, dommages & interests, d'une part, & lesdits Manans & Habitans, Assesseurs & Collecteurs, défendeurs d'autre : & entre les Manans & Habitans, Assesseurs & Collecteurs du Sel & Taille de ladite Pa-

roisse de Soran, demandeurs en Requête verbale par eux faite en l'Audience de nostredit Conseil, à ce qu'il plaise à nostredit Conseil les recevoir opposans à l'exécution dudit Arrest du vingt-cinq Octobre 1660. & y faisant droit debouter ledit de la Fosse de ses demandes, avec dépens, dommages & interets, d'une part, & ledit de la Fosse esdits noms, défendeur d'autre : & entre les Agens Generaux du Clergé de France receus parties au Procès, & requerant que conformément à nos Edits, Declarations & Arrests de nostredit Conseil, faits & rendus en faveur dudit Clergé & des Ecclesiastiques, portant exemption des droits du Sel & Taille, & autres Subsidés, ledit de la Fosse, ses occupeurs, & ses domestiques, seront rayez & biffez des Roolles du Sel & Taille de ladite Paroisse de Soran, avec défense ausdits Habitans, Asseurs & Collecteurs, & à ceux qui seront cy-après en charge, de les plus imposer à l'avenir, tant & si long-temps que ledit de la Fosse fera exploiter par ses mains, & par ses domestiques, la Ferme à luy appartenante en ladite Paroisse de Soran, & qu'il ne fera acte dérogeant à sa qualité; & pour la contravention faite par lesdits Habitans ausdits Edits & Declarations, Arrests de nostredit Conseil, qu'ils seront condamnés en tous les dépens, dommages & interets : & lesdits Manans & Habitans, Asseurs & Collecteurs du Sel & Taille de ladite Paroisse de Soran, défendeurs d'autre. Veu par nostredit Conseil les Escritures & Productions desdites Parties, deux de nos Edits & Declara-

tions , portant exemption des Tailles en faveur des Ecclesiastiques , des mois de Février & Juin 1661. & Arrest portant décharge de Taille pour un Ecclesiastique , du septième Aoust 1659. deux Contrac̃ts faits & passez entre Nous & le Clergé de France , portant décharge & exemption de l'impôt du Sel & Tailles en faveur des Ecclesiastiques , des mois de Mars & Avril 1666. Quatre Arrests portans décharge des Tailles en faveur des Fermiers des Ecclesiastiques , des deux & 18. Mars , 8. Avril & 17. Juin 1666. Autres Arrests, Edits & Declaration , portant que les Ecclesiastiques & Gentils-hommes, & autres Officiers privilegiez, ne pourront tenir qu'une Ferme par leurs mains, dans une mesme Paroisse, & sans fraude; sçavoir lesd. Ecclesiastiques & Gentils-hômes, le labour de quatre chevaux , du mois de Mars 1667. Copie d'une Sentence des Esleus de Lyon , sur une demande faite contre un Ecclesiastique , à fin d'imposition & paiement de Taille , pour raison d'une Ferme qui luy estoit propre ou acquêt , par laquelle sur ladite demande l'on l'auroit mis hors de Cour , du 19. May 1670. Arrest confirmatif de la Sentence y énoncée , renduë entre ledit de la Fosse demandeur , ses Fermiers , & le Sieur de Plainville , par laquelle ledit Sieur de Plainville auroit esté condamné a la restitution des foins par luy enlevez de la Ferme dudit de la Fosse , avec dépens , dommages & interests, du onzième Juillet 1670. Bail fait par Marguerite le Court, veufve de défunt Jacques Bernard, au profit d'Isaac Jaglibro , du Domaine &

Heritage en question, sis au Village dudit Soran, moyennant la somme de cinq cens livres, du 25. Aoust 1653. Copie collationnée d'un Decret & Adjudication faite sur ledit Jacques Bernard, au profit dudit Maistre François de la Fosse, demandeur dudit Domaine & Heritage, sis audit Village de Soran, & dont est question, moyennant la somme de huit mil cent livres, du treizième Juillet 1658. Sentence d'Ordre du prix de ladite Adjudication, par laquelle Damoiselle Austreberte Bernard, veufve de défunt Anne de la Fosse, & ledit Maistre François de la Fosse son fils, auroient esté colloquez pour les sommes y mentionnées, du vingt-troisième Juillet 1660. Quittances de Jacques Lerot & Loüis Velit Collecteurs, portant receu dudit de la Fosse la somme de 85. livres pour la Taille de 1639. du vingtième May 1639. Exploit d'assignation donné ausdits Habitans pour proceder en nostredit Conseil, en execution de l'Arrest du dix-neufvième Juillet 1659. ledit Exploit du vingt-sixième Juillet audit an: Arrest de nostredit Conseil, contre lequel lesdits Habitans ont formé ladite opposition renduë à l'Audience, contre ledit Maistre François de la Fosse, demandeur en Requête, à ce qu'il fût déchargé de l'imposition des Tailles, & luy declarer ses biens francs & quites, exempts desdites Tailles, d'une part, & les Habitans & Collecteurs des Tailles de ladite Paroisse de Soran, défendeurs d'autre, par lequel après la declaration desdits Collecteurs, qu'ils n'entendoient point imposer ledit de la Fosse Curé au Roolle de leur

Taille : Nostredit Conseil sur la cassation de la Sentence des Esleus d'Amiens, du 25. Février dernier, auroit mis les Parties hors de Cour & de Procès, & ordonné que ledit de la Fosse sera payé & remboursé par préférence à tous Creanciers, de la somme de quatre-vingt cinq li. sur les deniers consignez par ledit de la Fosse, procedant de la liquidation des labours & fermes, au profit de Françoise Petit Fermiere, du 25. Octobre 1660. Copie d'un Acte de notorieté servant de titre patrimonial dudit de la Fosse Curé, passé pardevant Poilly Notaire Royal à Amiens, à prendre sur lesdits biens decretés en question, au dessous duquel Acte est l'insinuation d'iceluy, fait au Greffe des Insinuations de la Prevosté de Vimeu, de l'Acte de proclamation des bans dudit de la Fosse, lesdits Actes dénoncés dans une addition d'Inventaire, fait en nostredit Conseil par ledit de la Fosse, du 24. Avril 1660. Commission de l'Intendant de la Province de Normandie, portant entr'autres choses, que les Ecclesiastiques dérogeant, & qui tiennent des terres à ferme, & font valoir leurs biens de patrimoine & acquests, seront imposez aux Roolles des Tailles de la Paroisse au quart du Revenu des Fermes qu'ils tiendront, suivant l'Article 30. du Reglement du mois d'Aoust 1664. Quatre Actes de publications faites à la Requeste dudit de la Fosse Curé de Houdan, que ladite Ferme située en ladite Paroisse de Soran estoit à bailler à ferme, des 7. Avril, 3. May & premier Septembre 1666. 2. No.

vembre 1667. & 6. Mars 1669. Quatre Roolles des Tailles de la Paroisse de Houdan, dans lesquels Louïs de la Fosse auroit esté employé & taxé des années 1665. 1666. 1667. & 1668. Autre Roolle des Tailles de la Paroisse de Soran, dans lequel Guillaume Bouchard a esté employé & taxé de l'année 1666. Deux autres Roolles des Tailles de la Paroisse de Soran, dans lesquels ledit Louïs de la Fosse, comme occupant la Ferme dudit de la Fosse Curé de Houdan, auroit esté employé & taxé des années 1667. & 1668. Requête présentée aux Esleus d'Amiens par ledit François de la Fosse, contenant sa demande contre lesdits Habitans, à ce qu'il soit ordonné que le suppliant fera receu opposant à la cottisation dudit Louïs de la Fosse, portée par le Roolle de ladite Paroisse de Soran ladite année 1667. & que ledit Louïs de la Fosse seroit rayé dudit Roolle, du 17. Novembre 1667. Exploit d'assignation donné ausdits Habitans pour proceder sur ladite Requête, ledit Exploit du 20. Novembre audit an: Causes & Moyens d'opposition dudit François de la Fosse, d'y fournir par lesdits Habitans, & Réponses à icelles dudit de la Fosse, les 15. Decembre audit an, & troisiéme Janvier 1668. Deux Exploits d'exécution en vertu des Roolles des Tailles de l'année 1667. sur ledit Louïs de la Fosse, des 27, & 28. Novembre 1667. Sentence du Prevost de Vimeu, qui auroit renvoyé les Parties pardevant les Esleus d'Amiens, & cependant main-levée de la vache executée sur ledit Louïs de la Fosse, du 23. Mars 1668. Ex-

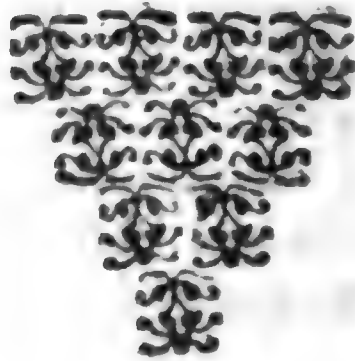
ploit d'assignation de ladite Sentence, ledit
 Exploit du 24. dudit mois, Exploit d'execu-
 tion sur ledit Louïs de la Fosse, du premier
 Février 1670. Requête présentée à nostredit
 Conseil par ledit de la Fosse, contenant la de-
 mande du 23. Janvier 1668. Arrest intervenu
 sur icelle, portant commission aux fins de faire
 assigner les Parties, & cependant défenses, du
 25. dudit mois. Assignation donnée ausdits
 Habitans, pour proceder en nostredit Con-
 seil, du 2. Février audit an. Sentence des
 Esleus d'Amiens, par laquelle auroit esté or-
 donné que ledit Louïs de la Fosse demeurera
 cottisé au Roolle de Taille dudit Soran, nonob-
 stant & sans avoir égard à l'opposition for-
 mée par ledit François de la Fosse, de la-
 quelle il est débouté, du 8. Février 1668. Ex-
 ploit d'exécution de vente faite en vertu des
 Roolles des Tailles sur ledit Louïs de la Fosse,
 des 8. & 10. Février, & 5. Mars 1668. Acte
 d'offre dudit de la Fosse, & Quittance au
 pied de quarante livres, du 21. Mars audit an.
 Arrest de la Cour des Aydes, obtenu par les-
 dits Habitans, portant décharge de l'assigna-
 tion à eux donnée à nostredit Conseil, du
 24. Mars 1668. Requête présentée à nostredit
 Conseil par ledit de la Fosse, contenant ses de-
 mandes à fin de cassation de ladite Sentence
 des Esleus d'Amiens, du 8. Février 1668. &
 dudit Arrest de la Cour des Aydes, & main-
 levée des saisies & executions, avec restitution
 des deniers receus; Arrest sur icelle, portant
 commission, & que sans avoir égard ausdites
 Sentences & Arrests, les Parties procederont

en nostredit Conseil , du 10. Avril 1669. Ex-
 ploit d'assignation & signification dudit Ar-
 rest ausdits Habitans , avec assignation en
 nostredit Conseil , du 13. Octobre audit an :
 Copie collationnée d'un Bail fait par ledit
 François de la Fosse , au profit de Claude Mar-
 tin, dudit Domaine & Heritage situés audit
 Village de Soran, moyennant quatre cens cin-
 quante livres par an , du 8. Novembre 1648.
 Autre Copie collationnée d'autre Commission
 de l'Intendant dans la Generalité d'Amiens
 & autres Provinces, par laquelle il est enjoint
 ausdits Assesseurs & Collecteurs d'imposer le
 nommé de la Fosse au Roolle des Tailles , du
 18. Octobre 1669. Bail fait par ledit de la
 Fosse, de la mesme Ferme , au profit de Guil-
 laume Bouchard, moyennant quatre cens vingt-
 cinq livres par an , du 2. Janvier 1664. Attes-
 tation des Particuliers , Loyeurs & Moisson-
 neurs , du 12. Octobre 1666. Deux Quittances
 des Collecteurs des Tailles dudit Soran , du
 8. Février 1668. & 29. Decembre 1669. Trois
 Roolles des Tailles de la Paroisse de Hou-
 dan , auxquels ledit Loüis de la Fosse est em-
 ployé & taxé és années 1669. & 1670. Pro-
 curation pardevant Notaire dudit de la Fosse
 demandeur , portant pouvoir audit Loüis de la
 Fosse son frere, d'amenager ladite Ferme , si-
 tuée en ladite Paroisse de Soran, en qualité de
 domestique & occupeur d'icelle , du 20. No-
 vembre 1666. ensuite est l'assignation & pu-
 blication faite ausdits Habitans, du 5. De-
 cembre audit an. Commission de l'Intendant
 de la Province de Normandie, du 30. Octo-

bré 1670. Certificat de Jacques Huissier d'avoir fait des publications pour ledit de la Fosse Curé, que ladite Ferme de Soran estoit à bail-
 ler à loyer, du 6. Decembre 1670. Requête
 dudit de la Fosse aux fins de reception des-
 dites Pieces employées pour Contredits contre
 la Production desdits Habitans, du 21. Jan-
 vier 1671. Sommation de fournir de Contre-
 dits par lesdits Habitans, du 23. Janvier audit
 an 1671. Requête présentée en nostredit Con-
 seil par les Agens Generaux du Clergé de
 France, aux fins d'estre receus Parties interve-
 nantes d'entre les Parties, du 26. Janvier
 1671. Acte pour venir à plaider sur ladite Re-
 quête dudit jour & an: Arrest de Reglement
 sur ladite Requête, par lequel nostredit Con-
 seil a receu lesdits Agens du Clergé Parties
 intervenantes audit Procès, & a déclaré le
 reglement cy-devant donné entre les autres
 Parties, commun avec eux, ordonné qu'ils y
 satisferont dans le jour, & a donné Acte de
 leur employ, & de celuy fait par ledit de la
 Fosse, du 27. Janvier audit an 1671. Conclusion
 de nostre Procureur General, & tout ce qui
 a esté dit, écrit & produit pardevers nostre-
 dit Conseil: ICELUY NOSTREDIT GRAND
 CONSEIL, sans avoir égard à l'opposition
 desdits Manans & Habitans, Assesseurs &
 Collecteurs du Sel & Taille de ladite Pa-
 roisse de Soran, par eux formée à l'exécution
 de l'Arrest de nostredit Conseil, du vingt-
 cinquième Octobre mil six cens soixante, a
 ordonné & ordonne, que ledit Arrest de nô-
 tredit Conseil dudit jour vingt-cinquième

Octobre mil six cens soixante , fera executé selon sa forme & teneur ; ce faisant, ayant égard à l'intervention des Agens Generaux du Clergé de France , a déclaré & declare ledit de la Fosse Curé , ses domestiques & Préposez , exempts desdits droits de Sel & Taille de ladite Paroisse de Soran, a ordonné & ordonne que ledit de la Fosse Curé , sesdits domestiques & preposez, seront rayez des Roolles , fait main-levée des saisies sur luy faites , sesdits 'domestiques & preposez , a condamné & condamne lesdits Manans & Habitans , de rendre & restituer audit de la Fosse Curé , toutes les sommes qui se trouveront avoir esté exigées de luy ou de ses domestiques & preposez , a fait & fait inhibition & défense de l'imposer à l'avenir tant qu'il tiendra sa Ferme par ses mains , & la fera valoir par ses domestiques & preposez, pourveu qu'il ne fasse Acte dérogeant à son privilege & à sa qualité , conformément à nos Edits & Declarations , Arrest & Reglemens de nostredit Conseil ; & lesdits Manans & Habitans , Asséeurs & Collecteurs , condamnez aux dépens. SI DONNONS EN MANDEMENT au premier des Huissiers de nostredit Conseil ou autre nostre Huissier ou Sergent sur ce requis , qu'à la Requête dudit Maître François de la Fosse , le present Arrest il mette à deuë & entiere execution de point en point , selon sa forme & teneur , nonobstant opposition ou appellation quelconque , & pour lesquelles & sans préjudice

d'icelles, ne voulons estre differé ; & outre faire pour l'entiere execution des Presentes, tous Exploits de Signification, Sommations, & Commandemens, Contraintes & autres Actes de Justice requis & necessaires ; de ce faire te donnons pouvoir, sans pour ce demander placet ny pareatis, nonobstant Clameur de Haro, Charte Normande, & autres Lettres à ce contraires ; en témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Scel à ces Presentes. **D O N N E'** à Paris le quatorzième jour de Février, l'an de grace mil fix cens soixante & onze, & de nostre Regne le vingt-neufvième : Signé, Par le Roy, à la relation des Gens de son grand Conseil, & par collation, **H E R B A I N**, & plus bas est, veu, avec paraphe.



ARREST

ARREST DV CONSEIL PRIVE
*par lequel la revocation faite par un E-
 vesque de son Official, est maintenüe.*

SUR la Requête présentée au Roy en son Conseil par Messire François de la Fayette Conseiller és Conseils de sa Majesté, Evêque de Limoges, contenant qu'il auroit révoqué le pouvoir qu'il avoit donné cy-devant, d'exercer la charge d'Official Forain à Gueret, au sieur Gilbert Tacquenet Doyen de la Chapelle de Taillefort pour raisons à luy connues, sans en spécifier aucunes, & commis à sa place le sieur Pardoux Bourgeois, auparavant Promoteur, suivant & conformément au pouvoir qu'ont les Evêques de révoquer & commettre qui bon leur semble ausdites Charges d'Officialité, autorisez en cela par plusieurs Arrests du Conseil & declaration de sa Majesté de l'année 1637. & & commis le sieur Cousturier à la charge de Promoteur, & comme ledit Tacquenet auroit appelé comme d'abus & comme de Juge incompetent de ladite revocation, & protesté de se maintenir en l'exercice de ladite Charge, nonobstant icelle, qu'il avoit mesme retiré des mains du Greffier de l'Officialité les informations faites contre deux Curez accusez de crimes énormes, sçavoir François Razat Curé de Chabanes, & Soulier Curé de Merignat, comme il paroist par la réponse faite par ledit Greffier à la sommation à luy faite, & ce à dessein de juger

luy-mesme les deux affaires , ou d'empescher le
 jugement qu'en pourroit faire ledit sieur Bour-
 geois commis à cette charge, que lesdites infor-
 mations estant retirées du Greffe , ledit Soulier
 Curé de Merignat auroit fait des sommations
 & protestations du desny de Justice , & en-
 suite se seroit adressé & auroit eu recours au
 Siege Metropolitain de Bourges , qui veu la
 sommation & interpellation , auroit restably le-
 dit le Soulier par provision dans l'exercice de
 ses fonctions Curiales & Sacerdotales , &
 d'autant qu'il est certain & notoire que les E-
 vesques ont droit de révoquer & commettre des
 personnes pour exercer leurs Officialitez , com-
 me il paroist par plusieurs Arrests du Conseil.
 A CES CAUSES requeroit le suppliant qu'il
 pleust à sa Majesté declarer la revocation par
 luy faite dudit Tacquenet bonne & vallable ,
 & en consequence luy faire défenses d'exercer
 à l'advenir la Charge d'Official audit Gueret,
 & de troubler lesdits Bourgeois & Cousturier
 dans l'exercice de leurs Charges , ordonner audit
 Tacquenet & au Greffier , de représenter les
 Charges & Informations des Procez meus en
 ladite Officialité , pour estre les Procez faits &
 parfaits par lesdits Bourgeois & Cousturier , à
 quoy faire ils seroient contraints par toutes
 voyes, mesme par corps , sinon pour le voir ain-
 si dire & ordonner que ledit Tacquenet sera as-
 signé au Conseil, & cependant faire tres-expres-
 ses inhibitions & défenses audit Tacquenet de
 faire les fonctions d'Official , & d'empescher
 lesdits Bourgeois & Cousturier dans l'exercice
 de leurs Charges , & enjoint audit Tacquenet

de remettre incessamment les pieces au Greffier de l'Officialité, & audit Greffier de les représenter. V E U ladite Requête signée de Croisy Advocat audit Conseil, l'Institution dudit Tacquenet faite par le suppliant en ladite Officialité, la destitution faite aussi par le suppliant, l'appel comme d'abus interjetté de ladite destitution par ledit Tacquenet, défenses à luy faites par le suppliant d'y troubler ledit Bourgeois sur peine d'excommunication, jusques à ce qu'il ait esté autrement ordonné, appel comme d'abus en adherant de l'Ordonnance, par ledit Tacquenet, & prise à partie dudit sieur Evesque, autre appel comme d'abus de la nomination dudit Cousturier nommé pour promoteur par le suppliant, Acte de refus fait par ledit Tacquenet audit Promoteur de luy remettre les Procez desdits deux Curez, Arrest du Conseil du 25. Juin 1669. rendu contre le nommé de Villars Promoteur audit Gueret, & revoqué par ledit sieur suppliant, ladite declaration du mois de Septembre 1637. Oüy le Rapport du sieur de Fieubet, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maistre des Requestes Ordinaire de son Hostel, Commissaire à ce député : Et tout considéré.

LE ROY EN SON CONSEIL a ordonné & ordonne que sur les fins de ladite Requête, ledit Tacquenet sera assigné en iceluy, & cependant luy a fait tres-expresses inhibitions & défenses de faire les fonctions d'Official, & de troubler lesdits Bourgeois & Cousturier dans l'exercice de leurs Charges, enjoint audit Tacquenet de remettre incessamment au Greffe de l'Officialité lesdites Char-

ges & informations des Procez meus en icelle,
& audit Greffier de les représenter, à quoy ils
seront contraints par toutes voyes deuës & rai-
sonnables, mesme par corps. FAIT au Con-
seil privé du Roy, tenu à Paris le douzième
jour de Juin mil six cens soixante & unze.
Signé, MAISSAT.



*ARREST DV CONSEIL PRIVE',
par lequel le Seigneur Evesque qui avoit
revoqué son Official, & l'Official revo-
qué, sont renvoyés au Parlement de
Paris.*

SUR les Requestes respectivement presen-
tées au Roy en son Conseil, l'une par Gil-
bert Tacquenet, Escuyer, Prestre, Docteur
en Theologie, Doyen du Chapitre de l'Eglise
Seculiere & Collegiale de Nostre-Dame de la
Chapelle de Taillefort, & Official de Gueret,
& l'autre par Messire Francois de la Fayette
Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Evê-
que de Limoges, celle dudit Tacquenet conte-
nant que deffunt Loüis Tacquenet Escuyer, son
Oncle, Doyen du mesme Chapitre, ayant esté
pourveu en 1632. de ladite Charge d'Official
de Gueret par le sieur Evesque de Limoges, il
l'a exercée jusques à son decés avec tant d'hon-
neur, de probité, & d'édification de tout le
Diocese pendant trente années, que ledit sieur
de Limoges par cette consideration, &

aussi par reconnoissance des services que ledit deffunt & trois Oncles du suppliant & de mesme nom, luy avoient rendus au Diocese dans les mesmes emplois, comme aussi des services particuliers que le suppliant luy a pareillement rendus, il l'auroit pourveu en 1662. de ladite Charge d'Official, dans laquelle le suppliant a tasché de suivre les exemples de ses Predecesseurs & Oncles, cependant Maistre Pierre Maillard, que ledit sieur Evesque a establi Official à Limoges pour le destroit du Parlement de Bordeaux, s'est voulu attribuer indirectement, depuis quelques années, les principales fonctions de la Charge du suppliant, & parce que le suppliant n'a pas eu la lâche complaisance de souffrir les entreprises dudit Maillard, il s'est attiré la haine dudit Maillard, laquelle s'est encore accruë par les soins que le suppliant a pris pour les interets du public, d'empescher que ledit Maillard ne se soit rendu Maître des procez criminels de son destroit, comme il a fait des autres Officialités du Diocese de Limoges, & par le moyen de quoy il fait des accommodemens tels qu'il luy plaist, ou continuë les poursuites, suivant les differents interets qu'il prend dans les contestations: ce qui le touche plus particulierement, ce sont deux choses que le suppliant a faites pour le devoir de sa charge, mais directement contraires à l'intention & aux desseins dudit Maillard, la premiere c'est que s'estant fait representer le Registre Criminel de l'Officialité, & ayant connu que plusieurs procez criminels demeuroient sans poursuites, il a rendu une Ordonnance le 29. Novembre

1670. par laquelle il auroit enjoint au Promoteur de prendre communication dudit registre , de poursuivre l'instruction des procez qui estoient discontinués , & de faire les diligences nécessaire à la recherche de la vie scandaleuse des Curez & Prestres de son Détroit : d'autre part que ledit Maillard ayant fait poursuivre par son Promoteur, & par devant luy, Maître François de Vassac Prestre du Détroit du suppliant, ledit Vassac ne s'estant pas trouvé d'humeur à s'accommoder & à composer , & au contraire s'estant rendu appellant de la procedure dudit Maillard & de son Promoteur , & ayant poursuivi vigoureusement au Parlement de Paris , Arrest contradictoire est intervenu entre luy & le Promoteur dudit Maillard le 31. Janvier 1671. par lequel la procedure a esté infirmée, & ledit Vassac renvoyé au suppliant, à la charge de se représenter par devant luy en personne : ledit Maillard indigné de cet Arrest , souhaittoit que le suppliant ne l'exécutast point de sa part, qu'il ne prist point connoissance du procez, ou qu'il suivist ses mouvemens : le suppliant au contraire ne cherchant qu'à rendre justice & à tirer d'oppression ce Prestre , s'il estoit vray qu'il en souffrist , ou à le punir s'il le meritoit, receut sa Requête , & en consequence de ce qu'il s'estoit représenté aux termes dudit Arrest , il a rendu Sentence par laquelle il luy a donné Acte de ladite représentation, & ordonné que pour proceder à l'exécution dudit Arrest , le Promoteur feroit assigner les témoins ouïs és informations , non confrontés , & autres , si bon sembloit à ladite partie , pour estre recollés &

confrontés audit Vassac, lequel à cet effet seroit tenu se trouver en estat audit temps, & cependant mainlevée de la saisie faite sur ses meubles & revenus, en consequence de la contumace qu'il avoit purgée : cette Sentence est du 11. Avril dernier. Mais à peine ledit sieur Maillard en eut advis, que par le credit qu'il a sur l'esprit dudit sieur Evêque de Limoges, il fit destituer le suppliant de sa charge d'Official le 14. du mesme mois d'Avril. La conference des dattes de cette Sentence & de cette revocation, donnent assez à connoistre que celle-cy a esté faite en consideration de l'autre : mais la revocation mesme en est une preuve constante. Car quoy que l'institution du suppliant eust esté faite pour reconnaissance de ses services, ou de trois de ses Oncles qui ont occupé la mesme place, la revocation ne porte aucune cause, l'on y a pris seulement pretexte que le suppliant estant Doyen de Nostre-Dame de Taillefort, ne pouvoit pas vacquer aux fonctions de l'Officialité à Gueret. Mais si cela estoit, comment est-ce que depuis 1663. l'on ne s'en seroit pas apperceu ? & comment est-ce que Monsieur de Limoges, qui a tant de zele pour son Diocese, n'y auroit pas pourveu ? Il paroist bien que ce n'est que la haine dudit sieur Maillard qui a veu ce pretendu défaut ; mais comme elle est aveugle, elle ne doit pas estre crüe : d'ailleurs Gueret & Taillefort sont si peu éloignés, que le suppliant peut facilement fournir aux devoirs des emplois qu'il a dans lesdits lieux : aussi il rapporte un Acte de notoriété, par lequel les Curiaux & Habitans de la Ville de Gueret re-

connoissent judiciairement en presence des
 sieurs Lieutenant General, Lieutenant Particu-
 lier, & plusieurs Conseillers au Presidial de la-
 dit Ville, que le suppliant a toujours exercé
 sa charge d'Official de Gueret, sans aucun re-
 proche, & avec l'approbation publique, qu'il y a
 rendu tous les Samedys la Justice, qui est le
 jour ordinaire & accoustumé pour la rendre,
 & que de sa demeure ordinaire il ne faut au plus
 qu'une heure & demie pour venir à Gueret.
 Mais ce qui découvre plainement que ce pre-
 texte est recherché, c'est que dans ce mesme
 temps que ledit Maillard fait destituer le sup-
 pliant, & qu'en sa place il fait commettre
 Monsieur Pardoux Bourgeois qui estoit Pro-
 moteur, il fait instituer pour Promoteur au lieu
 dudit Bourgeois Maître Robert Cousturier
 Curé de Saint Seure qui est un lieu plus éloi-
 gné de Gueret, que Taillefort, dont les che-
 mins sont plus mauvais, & où ledit Cousturier
 est obligé en qualité de Curé à une plus étroite
 assiduité que celle que le suppliant doit à Tail-
 lefort, comme Doyen : cependant le suppliant
 ayant interjetté appel comme d'abus de sa de-
 stitution, fondé sur ce que les Officiaux ne
 sont pas Justiciables *ad nutum*, particuliere-
 ment quand ils ont esté substitués pour re-
 compense de services, comme a esté le suppliant,
 lequel d'ailleurs n'a point donné de sujet legi-
 time de sa destitution, ayant remporté au con-
 traire une approbation publique, & qu'il peut
 commodement, & pour les justiciables, & sans
 préjudice du service qu'il doit à l'Eglise de Tail-
 lefort, faire les fonctions de Doyen & d'Official,

& l'ayant relevé au Parlement de Paris Juge naturel des Parties, ledit Maillard sous le nom de Monsieur de Limoges s'est pourveu au Conseil, & faisant ce qui vient d'estre représenté, il a surpris un Arrest le 12. Juin 1671. portant qu'aux fins de la Requête, le suppliant sera assigné, & cependant défenses luy ont esté faites de faire les fonctions d'Official, & de troubler lesdits Bourgeois & Cousturier dans l'exercice de leurs Charges, & il luy est enjoint de remettre au Greffe Criminel les Charges & informations des Procez pendants en ladite Officialité, & au Greffier de les représenter, à quoy ils seront contraints par toutes voyes deuës & raisonnables : contre lequel Arrest le suppliant est obligé de se pourvoir, & de représenter au Conseil, outre tout ce qui a esté dit cy-dessus, que le Parlement de Paris est le seul Juge naturel de l'appel comme d'abus interjetté par le suppliant, de sa destitution ; & Monsieur de Limoges le peut d'autant moins recuser, qu'il y a fait renvoyer tous les procez par une evocation generale qu'il a obtenue depuis six mois ou environ : & il ne sert en rien de dire qu'il y a eu une Declaration du Roy en 1637. qui a permis aux Evesques de destituer à leur volonté leurs Officiaux, car cela sera examiné au Parlement de Paris aussi bien que les pretextes que l'on a pris pour destituer le suppliant. A CES CAUSES requeroit le suppliant qu'il plût à Sa Majesté, sans avoir égard audit Arrest du Conseil du 12. Juin dernier, renvoyer les Parties au Parlement de Paris pour y proceder entre elles sur leurs differends, suivant

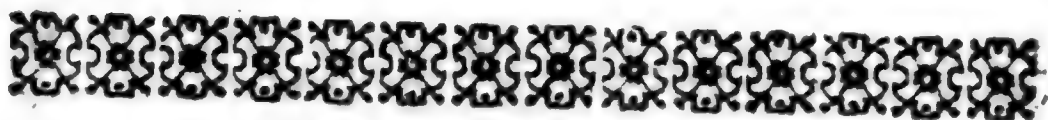
les deniers errements. Ce faisant décharger le suppliant de l'assignation qui luy a esté donnée au Conseil en vertu dudit Arrest, lever & oster les défenses portées par iceluy, faire défenses ausdits Bourgeois & Cousturier de troubler le suppliant à peine de 3000. livres d'amende, dépens, dommages & interets : Celle dudit sieur Evesque de Limoges, contenant, qu'encore que l'Arrest rendu sur sa Requête au Conseil le 12. Juin dernier, soit donné conformément à la Declaration de sa Majesté publiée au Sceau le 12. Octobre 1637. qui confirme tous les Evesques en la disposition des Officialitez de leurs Dioceses, & qui défend d'en disposer à titres onereux, & aux Juges des Compagnies Souveraines d'avoir égard à des provisions qui seroient accordées de cette sorte, neanmoins sous pretexte que cette Declaration n'a pas esté jusques à present verifiée dans les Cours de Parlement, Maître Gilbert Tacquener cy-devant Official de Gueret destitué par ledit sieur Evesque pour bonnes causes à luy connues, a donné sa Requête au Conseil, à fin de cassation dudit Arrest du 12. Juin dernier, & renvoy des Parties au Parlement de Paris sous pretexte qu'il dit avoir interjetté appel comme d'abus de sa destitution : Mais ledit sieur Evesque estime que le Conseil est assez bien informé de sa conduite & de sa maniere d'agir dans l'administration des affaires de son Evesché, pour n'entreprendre rien mal à propos, particulièrement en cette rencontre, où il n'agit que par des motifs tres-justes & raisonnables, que la seule charité l'empesche d'expliquer. A CES CAUSES & que

ladite Declaration estant verifiée au Conseil, c'est une affaire qui le concerne & non le Parlement, qu'il importe à la pieté & au zele de sa Majesté, de la faire executer pour le bien de tous les Dioceses de son Royaume, & pour asseurer les Evesques dans les fonctions qu'ils ne peuvent faire d'eux mesmes, & qu'estant pourtant de tres-grande consideration, requeroit ledit sieur Evesque qu'il plût à sa Majesté, sans s'arrester à la Requeste dudit Tacquenet, dont il sera deboutté, ordonner que l'arrest du Conseil du 12. Juin dernier sera executé deffinitivement, declarer la revocation faite dudit Tacquenet par ledit sieur Evesque, bonne & valable, & en consequence luy faire défenses d'exercer à l'avenir la Charge d'Official audit Gueret, & de troubler Monsieur Pardoux Bourgeois, & Robert le Cousturier pourvus par ledit Sieur Evesque des Charges d'Official & de Promoteur audit Gueret, dans l'exercice de leursdites Charges, & condamner ledit Tacquenet aux dépens, dommages & interests du dit sieur Evesque. V E U lesdites Requestes signées, Sçavoir celle dudit Tacquenet, de Payelle advocat au Conseil, & celle dudit sieur Evesque, de Croisy aussi son Advocat au Conseil : O ù y le Rapport du sieur Depommereu Commissaire à ce député, & tout considéré : L E R O Y EN SON CONSEIL, faisant droit sur lesdites Requestes respectives, sans avoir égard audit Arrest du Conseil du douzième Juin dernier, a déchargé ledit Tacquenet de l'assignation à luy donnée audit Conseil en vertu d'iceluy, & en consequence renvoyé les Parties au

Parlement de Paris, pour y proceder suivant les derniers erremens. FAIT au Conseil Privé du Roy, tenu à Paris, le septième jour d'Aoust mil six cens soixante-onze. Collationné. Signé, LA GUILLAUMIE.

Pour Copie.

PAYELLE.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
par lequel les Abbez & les Religieux
sont renvoyez aux Bureaux Ecclesia-
stiques de leurs Dioceses, pour le fait
des taxes du don gratuit, & par Appel
aux Chambres Souveraines Ecclesiasti-
ques.*

SUR la Requête présentée au Roy en son Conseil par les Agens Generaux du Clergé de France; Contenant que par le Contract passé entre sa Majesté & le Clergé de France, le treizième Novembre 1670. pour le don de la somme de deux millions deux cens mil livres, il a esté expressément stipulé que les Communautez tant Seculieres que Regulieres, Maisons nouvellement establies, Menses conventuelles, pour ayder les Titulaires des Benefices à supporter les charges ordinaires & extraordinaires, payeront les ta-

xes qui seront imposées sur eux , sans pou-
 voir les repeter , ny faire payer aux Abbez
 ny autres Beneficiers , sous pretexte du parta-
 ge des Menses , Transactions anciennes &
 nouvelles , ou nonobstant qu'il fust stipulé par
 Traité & Conventions , ou ordonné par Ju-
 gemens ou Arrests qu'ils jouïront de leurs
 revenus francs & quittes de toutes charges ,
 attendu que ledit don a esté accordé à sa Ma-
 jesté , pour estre payé par tous ceux qui pos-
 sedent & jouissent de quelques biens d'Egli-
 se , neanmoins les Religieux de plusieurs Ab-
 bayes inquiettent leurs Abbez pour le paye-
 ment dudit don gratuit , & voulant s'exemp-
 ter de payer leur part sous pretexte de leurs
 partages & concordats , auxquels il a esté dé-
 rogé par ladite clause dudit Contract , font
 assigner les Abbez en plusieurs Jurisdic-
 tions , où ledit Contract n'estant point connu ny ho-
 mologué , ils ne peuvent y esperer justice , &
 mesme depuis peu le Sieur Chevalier d'Har-
 court Abbé de Royaumont , a esté assigné au
 Parlement de Paris , à la Requête des Reli-
 gieux de ladite Abbaye , pour le mesme fait ,
 quoyqu'ils n'ayent pû valablement se pour-
 voir ailleurs qu'au Bureau Ecclesiastique , seul
 competant pour connoistre de tels differends ,
 & par Appel en la Chambre Souveraine Ec-
 clesiastique , conformément aux Edits, Decla-
 rations , Arrests de sa Majesté , & audit
 Contract , partant requeroient lesdits Sup-
 plians , qu'il pleust à sa Majesté évoquer tous
 lesdits Procés & differends faits ausdits Ab-
 bez , pour raison des taxes faites pour ledit

don gratuit en quelque Jurisdiction que ce puisse estre , & iceux renvoyer aux Bureaux Ecclesiastiques de chaque Diocese , & par Appel aux Chambres Souveraines Ecclesiastiques , pour leur estre fait droit ainsi que de raison , avec défenses aux Abbez & Religieux de proceder ailleurs , à peine de nullité , cassation de procedures , de tous dépens , dommages & interets , & cependant par provision que lesdits Religieux payeront les taxes auxquelles ils ont esté imposés pour le dit don gratuit , à ce faite contraints par les voyes ordinaires. VEU ladite Requête , signée L O Y s Advocat du Clergé de France , ledit Contract dudit jour treizième Novembre 1670. O U Y le Rapport du Sieur Colbert, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur general des Finances , Commissaire à ce député ; Et tout considéré. LE ROY EN SON CONSEIL , sans s'arrester aux assignations données ausdits Abbez, à la Requête desdits Religieux , ny à toutes les procedures par eux faites audit Parlement de Paris , & autres Juridictions , que sa Majesté a cassées & annullées , & en consequence a renvoyé & renvoye lesdits Abbez & Religieux aux Bureaux Ecclesiastiques de leurs Dioceses , pour le fait des taxes dudit don gratuit , & par Appel aux Chambres Souveraines Ecclesiastiques , suivant & conformément aux Edits & Declarations données pour l'establissement d'iceux , pour y proceder sur leurs differends , & leur estre fait droit ainsi qu'il appartiendra ; Leur a fait sadite Majesté

tres-expresses défenses de proceder ailleurs pour
raison de ce, à peine de nullité, cassation de
procedures, & de tous dépens, dommages &
interests. Et cependant par provision, or-
donne sa Majesté que lesdits Religieux paye-
ront les taxes auxquelles ils ont esté imposez
pour ledit don gratuit, à quoy faire ils seront
contraints comme pour les propres deniers
& affaires de sa Majesté, nonobstant oppo-
sitions ou appellations quelconques, pour
lesquelles ne sera differé. FAIT au Conseil
d'Estat du Roy, tenu à Saint Germain en
Laye, le deuxieme jour de Decembre 1671.
Signé, BECHAMEIL.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT
du Roy, par lequel sa Majesté a ren-
voyé & renvoye au grand Conseil,
les Curez pour les portions congrues,
avec défense à eux de poursuivre les
Abbez & Religieux, pour raison de
ce, ailleurs qu'audit grand Conseil.*

SUR la Requête présentée au Roy estant
en son Conseil, par les Agens Generaux
du Clergé de France; Contenant que l'As-
semblée Generale du Clergé tenuë en la Ville
de Paris, en l'année mil six cens soixante-
six, ayant remonstré à sa Majesté, que bien-
que par la Declaration du Roy Louis XIII.

du dix-huitième Decembre mil six cens trente-quatre, & pour les raisons y contenuës, les portions congruës des Vicaires perpetuels & Curez estant au deçà la Riviere de Loire, eussent esté réglées à la somme de deux cens livres par an, pour les Curez des Eglises Paroissiales qui n'ont point de Vicaires, & à celle de trois cens livres pour ceux qui sont obligez d'avoir des Vicaires, plusieurs Curez avoient voulu contrevenir à ladite Declaration. A cause de quoy sa Majesté auroit accordé à ladite Assemblée Generale du Clergé, sa Declaration du trentième Mars de ladite année 1666. par laquelle elle auroit, en confirmant celle du dix-huitième Decembre mil six cens trente-quatre, réglé & moderé lesdites portions congruës à ladite somme de deux cens livres par an, pour les Curez des Eglises Paroissiales qui n'ont point de Vicaires, & à trois cens livres pour ceux qui sont obligez d'en avoir. Et en outre les Offrandes & droits casuels desdites Eglises. Ensemble les Fondations des Obits, & non les petites dixmës, nonobstant le treizième Article de l'Ordonnance de mil six cens vingt-neuf, & tous Edits & Reglemens faits au contraire, auxquels sa Majesté auroit dérogé pour ce regard : & cette Declaration a esté adressée au grand Conseil, pour y estre registrée, & y faire observer le contenu en icelle, nonobstant oppositions, appellations, ou autres differens quelconques, qui pourroient estre meus en execution d'icelle, dont la connoissance a esté attribuée audit grand Conseil, & icelle

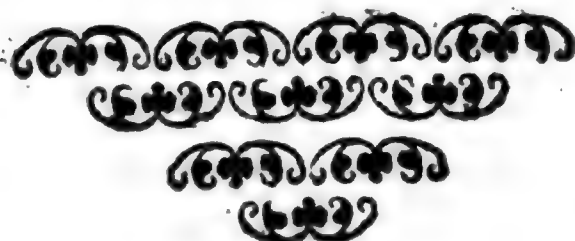
le interdite à toutes les Cours des Parlemens & autres Juges Royaux , laquelle Declaration a esté Registrée audit grand Conseil , purement & simplement, à la Requeste desdits Supplians , & depuis ce temps-là toutes les contestations qui sont survenuës pour le fait susdit ont esté portées audit grand Conseil. Mais depuis peu les Curez de la Neufville lez Corbie, de Pons en Amiennois, de Helly, de Bois, Bergue, & autres leurs Consors, se sont pourvus au Conseil par Requeste, & sous prétexte des Arrests qui y ont esté rendus les 5. Février, 20. Juillet 1666. & 5. Mars 1667. 23. Septembre 1670. & de l'Edit de sa Majesté, du mois de Juin dernier, Registré au Parlement de Paris, le vingt-unième Juillet ensuivant, rendus pour le fait des Pensions créées sur les Cures, dont sa Majesté a voulu reprimer l'abus, sans néanmoins rien innover au Reglement par elle fait, par sadite Declaration, du trentième Mars mil six cens soixante-six, pour les portions congruës, qui est un fait bien differend de celuy desdites pensions créées sur les Cures ; lesdits Curez ont surpris un Arrest au Conseil, le deuxième Octobre dernier, portant renvoy de leur Requeste au Parlement de Paris, tendante à ce que les Curez qui ne sont pas obligez d'avoir un Vicaire, jouïront de la somme de trois cens livres de revenu par chacun an, & ceux qui en auront un, jouïront de quatre cens livres, le tout franc & quitte de toutes charges, outre le Casuel & creux de l'Eglise ; Ce qui est directement contraire ausdites De-

clarations des dix - huitième Decembre mil
 fix cens trente-quatre , & trentième Mars
 mil fix cens soixante-six , dont lesdits Curez
 se sont bien gardez de faire aucune mention
 par leur Requête , parce que le Conseil au-
 roit découvert leur artifice & leur surprise ,
 & s'ils n'avoient pas fait confusion desdites
 pensions créées sur les Cures, & desdites por-
 tions congrues , & qu'ils eussent fait connoi-
 tre le Reglement fait pour lesdites portions
 congrues par lesdites Declarations registrées
 audit grand Conseil , qui sont directement
 contraires aux fins de leur Requête , sans
 doute elle auroit esté rejetée , ou en tout cas
 elle auroit esté renvoyée audit grand Conseil,
 par ce que la connoissance luy en a esté at-
 tribuée privativement à tous autres Juges, &
 nullement au Parlement de Paris , où nean-
 moins lesdits Curez ont fait assigner les Ab-
 bé & Religieux de Saint Pierre de Corbie , &
 ceux de l'Abbaye de Saint Riquier , & autres ,
 en vertu dudit Arrest du Conseil , par eux
 surpris ledit jour deuxième Octobre dernier,
 desquelles assignations ils doivent estre dé-
 charger , sauf ausdits Curez à se pourvoir au-
 dit grand Conseil, s'agissant des portions con-
 grues qu'ils demandent contre le Reglement
 porté par lesdites Declarations , & nullement
 des pensions créées sur les Cures, dont sa
 Majesté a renvoyé la connoissance au Parle-
 ment de Paris. PARTANT requeroient lesdits
 Supplians qu'il pleust à sa Majesté , sans s'ar-
 rester audit Arrest du Conseil , du deuxième
 Octobre dernier , qui sera cassé & annullé

comme directement contraire ausdites Declarations du dix-huitième Decembre mil six cens trente-quatre , & trentième Mars mil six cens soixante-six ; Ensemble lesdites assignations données audit Parlement , en vertu dudit Arrest , dont lesdits Abbez & Religieux seront déchargez , faire défenses ausdits Curez de se servir dudit Arrest du Conseil , à peine de deux mil livres d'amende , tous dépens, dommages & interets , sauf à eux à se pourvoir audit grand Conseil , pour les fins de leursdites Requestes , ainsi qu'ils verront bon estre. V E U ladite Requête , signée Louis , Advocat és Conseils de sa Majesté & du Clergé de France , & de Messieurs Guyot & Mussan anciens Advocats esdits Conseils , ladite Declaration de sa Majesté du trentième Mars 1666. verifiée au grand Conseil le seizième Avril 1666. portant Reglement pour les portions congrues , lesdits Arrests du Conseil des cinquième Février & vingtième Juillet 1666. cinquième Mars 1667. premier Février 1669. & vingt-troisième Septembre 1670. ledit Arrest du Conseil obtenu sur la Requête desdits Curez , du deuxième Octobre dernier , les Exploits d'assignation donnés audit Parlement ausdits Abbé & Religieux , les septième & quatorzième Novembre dernier, O U Y le Rapport du Sieur Commissaire à ce député ; Et tout considéré. LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL, ayant égard à ladite Requête , sans s'arrester audit Arrest du Conseil rendu sur la Requête desdits Curez, les

dit jour deuxième Octobre dernier, & aux assignations données en vertu d'iceluy ausdits Abbé & Religieux, audit Parlement de Paris, dont sa Majesté les a déchargez, a renvoyé & renvoye la demande desdits Curez en portion congrüe audit grand Conseil; En consequence de ladite Declaration de sa Majesté, du trentième Mars 1666. pour leur estre fait droit ainsi que de raison, avec défenses de proceder ailleurs à peine de nullité, cassation des procedures, tous dépens, dommages & interests. FAIT au Conseil d'Estat du Roy, sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye, le vingt-sixième jour de Février mil six cens soixante & douze.

Signé, COLBERT.





ARREST DV CONSEIL D'ESTAT
*du Roy, du 9. Aoust 1672. par lequel
 sa Majesté ordonne, que les Beneficiers
 de Navarre payeront incessamment leur
 cote-part des Decimes & Dons gra-
 tuits, conformément aux Départemens
 qui ont esté faits; & à l'Arrest du
 Conseil du 15. Janvier 1671. qui sera
 executé; quoy faisant ils y seront con-
 traints par les voyes ordinaires; avec
 défenses ausdits Beneficiers de se pour-
 voir au Conseil pour raison de ce, à
 peine de nullité, cassation de procedu-
 res, & de tous dépens, dommages &
 interests.*

SUR les Requestes respectivement presen-
 tées au Roy en son Conseil, l'une par le
 Clergé du Royaume de Navarre, l'autre par
 les Agens Generaux du Clergé de France, &
 la troisième par les Gens des trois Estats du-
 dit Royaume de Navarre, celle dudit Clergé
 du Royaume de Navarre contenant qu'il
 luy est facile de faire connoistre que le Cler-
 gé de France prétend sans fondement déchar-
 ger le Bearn d'une partie des Decimes qu'il
 a payées jusques à present pour la rejeter
 sur la Navarre, & ce par les raisons suivan-

tes. Ce Clergé a esté de tout temps immune du payement des Decimes , d'une immunité naturelle à toute l'Eglise , & qui suivant les Canons ne peut souffrir aucune atteinte que du consentement des Saints Peres , & de la soumission volontaire des Ecclesiastiques. Lors du premier establissement des Decimes en France , qui fut fait de l'agrément du Pape Nicolas , sous Philippes le Bal , selon Paul Emile l. 8. & 10. de *gest. Francor.* & continua sous Louis Hutin , Philippes le Long , & Charles , tous quatre Roys de France & de Navarre , il ne se lira jamais que ces quatre Roys, qui les imposèrent les premiers en France, les ayent imposées sur les Beneficiers de leur Royaume de Navarre , ny que les Papes ayent jamais donné leur consentement à cette nouveauté. Il ne fut non plus compris dans le département de l'an 1516, lors que les Decimes furent rendues fixes , & du Domaine de la Couronne de France , & ensuite Henry le Grand ordonna par ses Lettres Patentes de l'an 1599. que l'ordre du susdit département ne seroit point changé , & que toutes levées des Decimes, tant ordinaires qu'extraordinaires , se feroient sur le pied de ladite Decime de l'an 1516. Louis XIII. d'heureuse memoire , conserva par son Edit d'union des deux Couronnes de France & de Navarre , la Navarre dans ses fors , franchises , libertez , privileges , & droits appartenans à ses sujets dudit Royaume de Navarre , sans prétendre d'y déroger. D'où resulte clairement que l'intention des Papes & des Roys , predecesseurs

de sa Majesté, n'a jamais esté de soumettre le Clergé de Navarre à aucune nouvelle imposition des Decimes. Il est vray que les Beneficiers de Bearn se sont diverses fois soumis, & particulièrement par Acte de 1608. du temps d'Henry le Grand, & par Acte de 1617. du temps de Louis le Juste, à payer les Decimes sous le consentement du Pape, en cas toutefois & sous condition qu'on leur accordast la main-levée de leurs biens Ecclesiastiques, saisis par la Reyne Jeanne l'an 1560. & distribuez à l'usage de ceux de la Religion Prétendue Reformée, & que Louis XIII. inclinant à leurs justes demandes, leur accorda l'Arrest de ladite main-levée, les remit dans la possession de leurs biens, & donna ensuite commission au Sieur de Valençay l'an 1621. pour faire sur eux un nouveau département des Decimes, en veüe de leurs precedentes soumissions; mais comme dans la susdite commission on comprit par une pure surprise les Beneficiers de Navarre, dans l'opinion qu'on eut qu'ils dépendissent des Eveschez de Bearn, & qu'ils avoient aussi participé du Benefice de la susdite main-levée: les susdits Beneficiers de Navarre firent voir que la Reyne Jeanne n'avoit fait aucune saisie sur leurs biens, comme elle en avoit fait dans le Bearn, ny pû en faire, parce qu'ils estoient sans aucun fonds capable de saisie; d'ailleurs qu'ils ne dépendoient pas des Eveschez de Lescar & Olleron en Bearn, mais de ceux de Bayonne & Dacs, & par consequent ces motifs principaux de la commission du Sieur de Valen-

çay se trouvant , sauf respect , supposées & non veritables , la susdite commission resta sans force & sans execution. L'establissement du Bureau des Decimes en Bearn , est encore une preuve tres-claire de cette verité , que l'intention du Roy ne fut jamais d'y comprendre la Navarre ; car il donna en 1628. pouvoir aux seuls Evesque , Syndic & Députés du Clergé du Diocèse de Lescar , de l'ériger dans leur Diocèse. Cét Edit fut ensuite verifié au Parlement de Pau , à la Requête des Evesques de Lescar & Olleron , executé de l'avis & consentement des Députés du Clergé de Bearn , le Bureau composé des seuls Bearnois , & le tout publié dans les seules Paroisses de Bearn , sans qu'on ait fait mention du Clergé de Navarre , ny dans l'Edit du Roy , ny dans toute la procedure de son execution. Une autre commission qui fut donnée en 1643. au Sieur de Marca , en consequence d'un Arrest rendu au Conseil , pour regler les differens d'entre Lescar & Olleron , sur le paiement du plus ou du moins de Decimes , & où la Navarre fut inserée par l'artifice des Bearnois , ne fut non plus executée à l'égard de la Navarre , parce qu'estant relative à celle de Valençay , elle fut combatuë par la mesme raison que cy-dessus ; & le département de 43. fait par ledit Commissaire , ne fut non plus executé , il resta informe , non signé de luy-mesme ; ridicule , injuste comme il seroit facile de le prouver s'il estoit besoin , & non exigible , comme l'a remarqué l'Assemblée de 65. dans la commission qu'elle donna au Sieur Evesque de Co-

menge pour en faire un nouveau , & ledit Sieur Evesque Commissaire après avoir ordonné que chacun des Beneficiers de Navarre , porteroit pardevers luy la valeur de son Benefice , attestée par les Jurats des lieux, cessa d'exécuter sa commission & son ordonnance, soit qu'il fust persuadé de leur immunité & pauvreté , soit qu'il se laissa surprendre par une transaction qu'il passa avec le Clergé de Bearn , par laquelle ledit Clergé consentit à recevoir un nouveau département, & s'obligea à payer solidairement pour la Navarre , à l'insceu des Beneficiers de Navarre , à dessein sans doute d'empescher par ce moyen artificieux , une juste évaluation de leurs Benefices, & par conséquent leur décharge entière des Decimes. Les Beneficiers de Navarre ont toujours donc vécu dans une possession , non jamais interrompue de leur immunité originai-
 re , & n'en ont pas esté persecutez jusques à ce que l'Assemblée de 1670. associant de son autorité propre le Clergé de Navarre à celui d'Olleron en Bearn , comme s'il en estoit dépendant , a ordonné qu'Olleron payera les Decimes , & que la Navarre payera les Officiers , qui jusques à present ont esté payez par le Bearn seul , & jamais par la Navarre , en taxant la Navarre contre tout ordre de Justice , sans une discussion precedente , & préalablement nécessaire, de la valeur de leurs Benefices , ainsi que le portoient la Commission & l'Ordonnance du Sieur Evesque de Comenge , suivant le sens de l'Assemblée de 65. c'est le sujet de la presente Requête. Cette nou-

velle imposition aux Decimes, & cette taxe
 informe, jusques à present inouïe dans la Na-
 varre, sa Majesté préjuge déjà par le recit
 des choses passées, que la Navarre ny ne doit
 ny ne peut payer des Decimes, en considerant.
Primò, Qu'elle n'en a jamais payé, & que son
 immunité a toujours esté conservée depuis le
 commencement du Christianisme jusques au
 regne de sa Majesté sous les Roys de Na-
 varre, sous les Roys de France, qui ont esté
 Roys de Navarre, sous Henry le Grand, sous
 Louis XIII. & qu'on ne peut violer sans une
 Declaration expresse de sa Majesté, contrair e-
 à ce qui s'est pratiqué jusqu'à present dans
 la Navarre, & c'est ce que sa Majesté n'a pas
 encore fait non plus que les Roys ses Pré-
 decesseurs. *Secundò*, Que sa Majesté ny a nul
 interest, l'avantage en rejalliroit sur le Bearn
 seul, lequel on prétend décharger des gages
 des Officiers qu'il a payez jusqu'à present,
 pour en charger la Navarre, bien que la Na-
 varre soit exempte de semblables obligations,
 & qu'elle ne doive pas payer les debtes que
 le Clergé de Bearn s'est attiré pour obtenir
 la main-levée de ses biens Ecclesiastiques:
 l'Assemblée n'y a non plus interest, d'autant
 qu'elle a ses seuretez pour seize cens francs sur
 Olleron seul, par Arrest du dix-huitième De-
 cembre 1671. *Tertiò*, Que le Clergé de Fran-
 ce ne peut imposer que sur les membres de
 l'Eglise Gallicane: or le Clergé de Navarre
 n'est point de cette qualité, il est d'un Royau-
 me distinct, & gouverné par des Loix diffé-
 rentes; il n'a point de voix deliberative, ny

rang , ny place , ny honneurs , ny Députez
 dans les Assemblez dudit Clergé de France ,
 ny Generales ny Provinciales , ny mesme dans
 les Synodales qui se tiennent à Bayonne & à
 Dacqs , qui sont les chefs-lieux de leurs Eves-
 chez: la Justice est administrée dans leur Royau-
 me pour les Ecclesiastiques sans qu'on les en
 puisse tirer dehors, suivant leurs fors & cou-
 tumes , dans lesquels ils ont esté maintenus
 formellement par l'Edit d'union des deux Cou-
 ronnes. C'est pour cette raison que le Clergé
 de Navarre ne reconnoissant pas l'Assemblée
 pour son Juge sur les Decimes , son Député
 n'avoit pas voulu produire ny pieces ny rai-
 sons devant elle , mais se contenta de la prier
 par voye de remontrance , de ne souffrir plus
 les poursuites que les Bearnois faisoient pour
 le faire contribuer à leur décharge. Si sa Ma-
 jesté veut à present & nonobstant ces raisons,
 & d'autres encores très - puissantes que les
 Estats de Navarre ozent luy représenter , im-
 poser sur ce Clergé de nouveau par un sur-
 croit de ses droits, séparément des Clergez de
 Bearn & de France, elle sera obeïe sans repu-
 gnance , mais aussi sera-il juste que sa Majesté
 pleinement informée de la valeur & nature de
 leurs Benefices par leurs Evesques , qui sont
 ceux de Bayonne & Dacqs , ou d'autres per-
 sonnes non suspectes , pour ordonner sur un
 juste & exact département , ces Commissaires
 verroient que les Beneficiers ne sont qu'au
 nombre de soixante Curez , sans Chapitre ,
 Abbaye , Archidiaconé , ny autre Dignité.
 Sans la portion congruë que sa Majesté ac-

corde à tous les Curez , suivant les Ordonnances de Louis XIII. Article 13. sans dixmes , parce qu'elles sont tenuës par la Noblesse à titre d'infeodation , vivans des charitez seules de leurs Paroissiens , qui consistent en quelque morceau de pain , & de peu de bougie : Ces charitez , ou à mieux dire , ces aumônes ne sont pas fixes & stables , c'est à dire qu'elles sont sujettes à diminution & suppression , suivant la devotion ou le caprice d'un chacun , elles ont esté déclarées libres & volontaires par Arrests des Parlemens , & ne peuvent estre cottisées au Roolle des Decimes par l'Edit de François I. de l'an 1599. Les saints Canons y résistent sans doute , parce que ce seroit esteindre , ou du moins refroidir la devotion des peuples , que de divertir à d'autres usages les retributions des Messes , & ce qu'ils offrent à Dieu gratuitement selon leur plus ou moins des biens & de devotion en faveur des ames de leurs parens decedez. Enfin si les Evesques Dacqs les ont declarez exemts & immuns des Decimes par leurs Livres censiers , si les mesmes Evesques n'y ont pas un sol de revenu , si le dernier Evesque y a fait sa derniere visite à ses propres dépens à cause de leur pauvreté , si en un mot la Reyne Jeanne , qui fit saisir tous les biens Ecclesiastiques en Bearn , qui connoissoit jusques au moindre revenu des Benefices de Navarre , n'y saisit rien , parce qu'elle n'y trouva point de fonds capable de saisie , n'ont-ils pas sujet de se persuader par la bonté & par la justice de sa Majesté , qu'elle les traittera

avec autant de douceur , & les déchargera de l'oppression de leurs parties. On ne peut leur opposer les deux Arrests de Janvier 1671. rendus sans les ouïr , sur la simple deliberation de l'Assemblée , & sans aucun égard à l'instance commencée au Conseil par les Supplians; non le premier qui ordonne que le département de 43. sera executé sur la Navarre, parce qu'il fut annullé par la Commission & l'Ordonnance susdite du Sieur Evêque de Comenge pour en faire un nouveau; ny le second qui ordonne que la Navarre payera à l'indication du Syndic de Bearn. Ce Syndic est la partie formelle des Beneficiers de Navarre qui les a poursuivis & poursuit encore par logement des Gens de Guerre, à payer pour le passé, au lieu que l'Assemblée mesme, sans parler du passé , ne regle ny ne prétend regler que l'advenir, il ne seroit pas juste qu'une partie si declarée , & qui excède son pouvoir, fust establi Juge, & que la Navarre fust exposée à sa discretion : & si sa Majesté à la bonté de souffrir que Metz, Verdun, Thoul & Tournay, qui sont du fief de la Couronne de France, ne payent point des Decimes, si la haute Navarre jouït de ses anciennes immunités sous la domination d'un Prince estrange, & d'un usurpateur injuste, sera-t-il pas juste que ses pauvres & tres-fideles sujets de basse Navarre jouissent de la mesme liberté sous le regne tres-fleurissant du plus grand & du plus triomphant de tous les Roys? Toutes ces raisons convainquantes, leur immunité non jamais interrompue, leur pauvreté clairement ju-

stifiée. Le peu de profit que sa Majesté en retireroit, & l'exemple de ces quatre Eveschez avec celuy des hauts Navarrois leurs compatriottes vivans sans Decimes, font esperer à ces pauvres Curez, soixante seulement en nombre, qu'il plaira à sa Majesté de les maintenir & garder dans leur immunité des Decimes, & toute autre sorte de charges semblables, faisant défenses à tous ceux qu'il appartiendra de les y troubler en aucune maniere. Ladite Requête signée Belca, pour le Clergé de Navarre. Et celle desdits Sieurs Agens Generaux du Clergé de France, contenant qu'il n'y a rien de si insupportable que la procedure que les Beneficiers de Navarre font au Conseil, pour une prétention sans fondement: La premiere Requête qu'ils ont présentée au Conseil a esté sous le nom du Deputé des Beneficiers du Royaume de Navarre, comme si dans la Navarre il y avoit un corps de Clergé separé & distinct de celuy de Clergé de France, ce qui ne peut pas estre imaginé, puisque suivant ce qui est exposé par ladite Requête, lesdits Beneficiers de Navarre ne sont au nombre que de soixante Curez, sans Chapitre, Abbaye, Archidiaconé, ny autre Dignité; d'où il resulte qu'ils ne peuvent faire aucun corps de Clergé; veu mesme que lesdits Curez sont dépendans des Eveschez de Bayonne & Dacqs, suffragans de l'Archevesché d'Auch. Et d'ailleurs leur Requête ne peut estre soufferte sous le nom du Clergé de Navarre, puisque le défunt Roy Louis XIII. par son Edit du mois d'Octobre 1620. a uny

& incorporé la Couronne & païs de Navarre, & le païs & souveraineté de Bearn & terres qui en dépendent, à la Couronne & Domaine de France, pour estre à l'advenir censez membre d'icelle, & de mesme nature, qualité & condition que les autres membres de la Couronne de France. Et cette union ayant esté ainsi faite par ledit Edit, qui a esté pleinement executé, lesdits Beneficiers de Navarre ne peuvent sans crime agir ny presenter aucune requeste en corps de Clergé, puisqu'ils sont de celui de France, tant à cause de ladite union, que parce que lesdits Curez de Navarre sont des Dioceses de Bayonne & Dacqs, dont les Evesques sont du corps du Clergé de France. Demeurant donc pour constant que lesdits Beneficiers de Navarre font partie du corps du Clergé de France, il reste à examiner s'ils ont quelques privileges considerables, pour prétendre l'exemption des Decimes ordinaires & extraordinaires, & dons gratuits, accordez par le Clergé à sa Majesté. Le fondement de leur prétention est que par ledit Edit d'union de la Couronne de Navarre à celle de France, il y a une clause qui porte, sans déroger aux fors, franchises, libertez, privileges, & droits appartenans aux sujets dudit Royaume de Navarre & païs de Bearn, que sa Majesté a voulu estre gardez & entretenus, n'y dérogeant sinon entant qu'il seroit besoin, pour l'effet desdites Lettres d'union. Il faut donc voir quels sont leurs privileges, s'ils s'étendent jusques à l'exemption des Decimes, & s'ils en ont titres & possession. Leur pré-

mier moyen est que dans le département de l'année 1516. lorsque les Decimes furent rendus fixes , & du Doinaine de la Couronne de France , ils n'y furent pas compris , & que le Roy Henry IV. ayant ordonné par ses Lettres Patentes de l'année 1599. que le roolle & département des Decimes fait en ladite année 1516. ne pourroit estre changé pour quelque cause que ce soit , & que toutes les levées des Decimes ordinaires & extraordinaires se feront sur le pied dudit département ; est avoir jugé tacitement que les Beneficiers de Navarre ne seront pas imposez aux Decimes , puisque dans ledit département de ladite année 1516. ils n'y estoient pas compris ; mais ce premier moyen n'est pas considerable, parce que quand ledit département des Decimes de ladite année 1516. fut fait, les Couronnes de France & de Navarre estoient divisées & possedées par differens Roys : ainsi il ne faut pas s'estonner si les Beneficiers de Navarre ne se trouvent pas compris dans ledit département. Et lorsque le Roy Henry IV. en ladite année 1599. a ordonné qu'il seroit executé sans pouvoir estre changé ; n'a pas esté sur la question de sçavoir si les Beneficiers de Navarre payeront leur part des Decimes portée par le département ; mais sur la question de sçavoir sur quel pied les Decimes de ladite année 1599. s'imposeroient , & par consequent lesdits Beneficiers de Navarre n'en peuvent tirer aucune induction favorable, pour prétendre l'exemption desdites Decimes : Et puisque lesdits Beneficiers ne raportent aucun titre particulier pour leur prétendue exemption

exemption des Decimes, la clause dudit Edit de sa Majesté, du mois d'Octobre 1620. qui unit lesdites deux Couronnes, ne leur peut servir d'aucune chose, parceque par cette clause on n'a reservé que les privileges, franchises, & droits appartenans aux sujets du Royaume de Navarre, sans parler des Decimes, & par consequent il faut voir s'ils ont un titre particulier pour cette prétendue exemption, sans lequel lesdits Curez de Navarre ne peuvent pas estre mieux traittez que les Curez & autres Beneficiers du Royaume de France. Mais il y a plus, car s'ils n'ont pas de titre pour ladite prétendue exemption, ils ont encore moins de possession, & l'on voit que la volonté du défunt Roy Louis XII I. fut de leur faire porter leur cote-part des Decimes, incontinent après qu'il eut fait son dit Edit du mois d'Octobre 1620. pour l'union desdites Couronnes, parce que sadite Majesté fit expedier le 26. Octobre de l'année 1621. une commission au Sieur Destampes de Valençay, par laquelle il est exposé que la réunion desdites deux Couronnes estant faite, & par ce moyen les Ecclesiastiques & Beneficiers des pais de Navarre & Bearn estans réunis au corps du Clergé de France, il estoit raisonnable qu'ils contribuassent & payassent leur cote-part des Decimes, & autres charges qui sont sur ledit Clergé de France: Et en execution de cette commission ledit Sieur Destampes s'estant transporté sur les lieux, il fut fait un département, lesdits Beneficiers de Navarre appelez & ouïs, par

lequel de la somme de seize mil livres que sa Majesté ordonna estre imposée annuellement sur les Ecclesiastiques de Navarre , Bearn , Bressè , Bugey , Valromey & Gex , il fut arresté que les Ecclesiastiques des pais de Navarre & Bearn en porteroient dix mil cent quatre-vingts trois livres ; Sçavoir ceux du Diocèse d'Olleron , tant du Bearn que de Soule , la somme de huit mil cinq cens soixante-cinq livres trois sols. Ceux du Diocèse Dacqs de ce qui est en basse Navarre , la somme de quatre cens quarante-trois livres treize sols. Et ceux du Diocèse de Bayonne , en ce qui est pareillement de la basse Navarre , la somme de onze cens soixante & quatorze livres quatre sols. Le département de laquelle somme fut fait sur tous les Beneficiers de Navarre & de Bearn , ainsi qu'il est justifié par le dit département fait par ledit Sieur de Valençey le 26. May 1622. par lequel on voit qu'il y a plusieurs taxes de cinq sols , de dix sols , & de quinze sols pour des Prebendiers , & que la plus hante taxe des Rectories & Prebendes , n'est que de vingt-quatre livres , tant il est vray que l'on a toujours épargné beaucoup les Beneficiers de Navarre & du Bearn , & le Sieur de Belça qui se dit député desdits Beneficiers de Navarre , & qui est à Paris depuis trois années à leurs frais & dépens , à raison de six livres par jour , possède un Benefice de quinze cens livres de rente audit pais de Navarre , & n'est taxé qu'à dix livres. Cependant les frais de son séjour montent par chacun an à deux mil cinq cens cin-

quante-cinq livres , & par là l'on peut juger par quel esprit cette contestation est formée. Et par ledit département il est justifié que lesdits Beneficiers de Navarre n'ont aucune possession d'exemption desdites decimes , puis qu'au même temps que ladite réunion a esté faite, ils ont esté imposez par Ordre de sa Majesté. Ils disent qu'il faut faire grande difference des Beneficiers du Bearn d'avec ceux de Navarre , parceque ceux du Bearn ne furent taxez aux decimes que de leur consentement , pour avoir main-levée de la saisie que la Reyne Jeanne avoit fait faire de tous leurs biens , & que ceux de Navarre n'ont jamais consenty d'estre imposez aux decimes. Mais outre que ce fait n'est pas justifié , il n'y a rien de considerable pour pretendre l'exemption de leurs decimes , & la suite fera voir qu'il n'y a rien de si extraordinaire que cette pretention : car en l'année 1634. y ayant eu plusieurs contestations entre les Beneficiers du Diocese d'Oléron , Soule , Lescar , Dacs , Tarbe , & Bayonne , à cause du regalement de la somme de quatorze mil livres , que sa Majesté avoit ordonné estre imposée sur tous les Benefices du Bearn , Soule , & Navarre , à proportion de leur revenu , il fut donné Arrest au Conseil le troisiéme Février de ladite année 1634. par lequel sadite Majesté renvoya les differens touchant lesdits regalemens en la Chambre Ecclesiastique de Pau. Pour leur estre pourveu ainsi que de raison, pour l'execution duquel Arrest la dite Chambre rendit Jugement le huitiéme Juillet 1636. par lequel il fut ordonné qu'avant

faire droit sur ledit regalement , estimation seroit faite de la valeur & revenu de chacun Benefice desdits Pais de Bearn , Navarre , & Soulle , & enfin tant fut procedé que par jugement de la dite Chambre du 17. Juin 1643. il fut ordonné que le regalement de ladite somme de quatorze mil livres , seroit fait sur tous les Benefices de Bearn , Soulle , & Navarre , à proportion de leurs revenus , & suivant l'évaluation qui en a esté faite : Et à cet effet ladite Chambre auroit déclaré que le Diocese de Lescar porteroit la somme de six mil deux cens quarante une livres treize sols. Celuy d'Oleron pour le bien qu'il a en Bearn la somme de trois mil sept cens cinquante-cinq livres dix-neuf sols huit deniers. Celuy de Tarbe en Bearn, quatre cens quatre-vingts huit livres treize sols quatre deniers. Celuy d'Acqs pour ce qu'il possède en Bearn la somme de six cens cinquante-sept livres dix-huit sols quatre deniers. Les Beneficiers de Navarre la somme de dix-sept cens soixante-six livres treize sols quatre deniers. Et les Beneficiers de Soulle la somme de mil quatre vingts-neuf livres treize sols, revenant le tout à ladite somme de quatorze mille livres , laquelle fut ensuite departie sur les Beneficiers desdits Dioceses , suivant l'estat qui en fut dressé , qui est justifié par lesdits Supplians. Et ce regalement fut encore examiné & & revu par le défunt sieur de Marca , que sa Majesté commit pour terminer les differens qui s'estoient meus à cause du regalement de ladite somme. On justifie encore que pour le don gratuit fait à sa Majesté és années 1665. & 1666.

il fut fait un departement sur lesdits Beneficiers de Navarre , & pour l'execution d'iceluy , & terminer les nouveaux differens qui s'estoient formez entr'eux , les sieurs Evesques de Comenge & Abbé de Rubec furent commis par Lettres Patentes de sa Majesté du 8. Aoust 1666. tellement qu'on ne voit depuis l'année 1621. qu'une rebellion continuelle excitée par certains esprits d'entr'eux qui ne trouvent leur compte que dans le desordre. Ils se servent encore d'un troisiéme moyen par leur requeste , qui est , que les Eveschez de Mets , Thoul & Verdun , qui sont du Fief de la Couronne de France, ne payans aucunes decimes , il ne seroit pas juste, disent les Beneficiers de Navarre qu'ils en payssent aucunes ; mais cet exemple est mal rapporté , car il est constant que lesdits Eveschez dépendans de l'Archevesché de Treves , qui n'est pas de ce Royaume , au lieu que les Eveschez de la basse Navarre sont de l'Archevesché d'Auch , qui est une des principales Metropolitaines du Clergé de France. Et mesmes les Evesques d'Acqs. & de Bayonne , d'où dépendent les Beneficiers de la basse Navarre , ont rang & seance dans les Assemblées du Clergé de France : & ceux de Mets , Thoul , & Verdun n'y ont aucune seance. Reste donc à examiner le dernier moyen des Beneficiers de Navarre , qu'ils disent estre au nombre de soixante Curez ; sans aucun Chapitre , ny Dignitez , qui n'ont aucune portion congrüe ny dixmes , parce qu'elles sont tenuës par la Noblesse à titre d'inféodation , ne vivans que des charitez de leurs Paroissiens. Mais ce dernier moyen

n'est pas véritable ; car par lesdits départemens qui ont esté faits esdits années 1622. 1643. & 1667. on voit qu'il y a dans ladite basse Navarre plusieurs Prebendes , Prieurez , Fabriques & Commanderies , qui payent leur part des decimes , qui ont esté toujours tres-modiques dans ledit Pays , ainsi que l'on peut voir par lesdits départemens : Et ils'en faut beaucoup que les Curez & autres Beneficiers de France soient traitez si favorablement. Il n'est pas vray aussi de dire qu'ils ne jouissent d'aucune portion congrüe , les dixmes estant infeodées , parce que lesdites dixmes feodées sont sujettes à la portion congrüe subsidiairement , quand les dixmes Ecclesiastiques ne suffisent pas , & les Novales ne leur peuvent estre ostées ; car c'est un droit commun & general , que les terres ne peuvent estre exemptes de dixmes , tant anciennes que Novales , par quelque temps que ce soit , s'il n'y a un titre & une possession fondée sur une exemption de droit ; & si les Curez de Navarre ne les perçoivent pas , c'est une pure tolerance & collusion avec leurs parens qui en profitent : ce que lesdits sieurs Destampes & de Marca reconnurent fort bien sur les lieux. Et si la pretension desdits Beneficiers de Navarre avoit lieu , il faudroit que sa Majesté souffrist que le sieur de Pennautier fût déchargé des sommes auxquelles ils ont esté taxez pour le don gratuit. Et à l'égard des decimes ordinaires , il faudroit que les Dioceses de Bayonne , d'Oléron , Lescar , & Dacs en souffrissent le rejet ; & ce seroit introduire la solidité pour les decimes ; ce que sa Majesté & les Rois ses Prede-

cesseurs n'ont jamais voulu souffrir. Henry III. par sa Declaration du mois de Février 1580. remit plutôt les arrerages des decimes qui étoient deus audit temps , que d'engager les Ecclesiastiques à la solidité. Henry IV. par ses Lettres Patentes du mois de May 1596. jugea que ceux qui avoient payé leurs cottes , ne pouvoient estre contraints pour celles des autres. Il jugea encore la mesme chose par autre Declaration du mois de Decembre 1606. Et le deffunt Roy Louis XIII. en 1615. & au mois de Février 1626. confirma par ses Lettres Patentes la décharge des soliditez : Et depuis ce temps là , ç'a esté une maxime incontestable , qu'une Province n'est jamais contrainte pour les decimes d'une autre , ny un Ecclesiastique pour un autre Ecclesiastique. Mais comme les Deputez des Beneficiers de Navarre n'ont cherché en tous les temps qu'à chicaner sous pretexte de leur imaginaire exemption , ils interjetterent appel en 1668. de l'Ordonnance desdits sieurs de Comenge & Rubec , du troisiéme Septembre 1667. qui condamnoit les Beneficiers de la basse Navarre à contribuer aux decimes à proportion des revenus de leurs Benefices , & firent assigner au Conseil le Syndic du Clergé d'Oleron , par exploit du 15. Avril 1669. Mais le Conseil ayant esté informé de cette nouvelle chicane , il fut donné Arrest au rapport du sieur Colbert Conseiller ordinaire au Conseil Royal de sa Majesté , & Controolleur General des Finances de France , le 18. Decembre 1670. par lequel lesdits Beneficiers de Navarre furent condamnez de payer les deci-

A a iij

mes auxquelles ils estoient taxez. Et par autre Arrest du Conseil du 15. Janvier 1671. rendu au mesme rapport , il fut ordonné que les estats de recouvrement du Don gratuit , & departement des decimes, seroient executez à l'indication du Syndic du Diocese d'Olleron. Ce faisant lesdits Beneficiers de Navarre contraints au payement de leurs cottes , par les voyes ordinaires , nonobstant les assignations données au Conseil audit Syndic du Clergé d'Olleron , dont sa Majesté l'auroit déchargé en vertu dudit Arrest. Au moyen de quoy n'y ayant plus d'instance au Conseil , ledit Deputé s'est advisé de donner une nouvelle Requête au Conseil sous le nom du Clergé du Royaume de Navarre, Ce qui est directement contraire ausdites Lettres Patentes d'union , & marque un esprit de rebellion. Et par cette Requête, taisant tous lesdits Departemens qui ont esté faits par les Commissaires deputez par sa Majesté , avec tant de connoissance de cause , & les Arrests en vertu desquels ils ont esté faits ; ils concluent à estre maintenus dans leur pretendue immunité des decimes, & de toutes autres charges semblables , avec défenses de les y troubler , laquelle Requête n'a aucun fondement , & pour y faire droit , il faudroit renverser tous les Arrests du Conseil , & les departemens qui ont esté faits en consequence depuis cinquante années , & lesdits Arrests du Conseil desdits jour 18. Decembre 1670. & 15. Janvier 1671. rendus au rapport dudit sieur Colbert. Et de plus lesdits Beneficiers de Navarre ont suscité le Deputé des trois Estats dudit Pais , de donner une Requête

pour intervenir en cette contestation. Mais ce Député prevoyant bien que cette demande n'a aucun fondement solide , il se restraint à dire que si sa Majesté trouve à propos de faire imposer les decimes sur lesdits Beneficiers de Navarre , que l'imposition en soit faite avec connoissance de cause par tel Commissaire qu'il luy plaira deputer dans le pais , & qu'ils payent lesdites decimes en leur particulier , sans les unir à cet égard à aucun corps du Royaume de France , & il est étrange que ce Député puisse prendre de telles conclusions contre les propres termes dudit Edit d'union , & que jusques à present il n'y ait pas eu moyen de les reduire dans cette obeïssance , & de les empêcher de paroistre comme si ledit Royaume de Navarre estoit toujours divisé de celui de France. C'est pourquoy requeroient lesdits Supplians , qu'il pleust à sa Majesté , sans s'arrester ausdites Requestes des Beneficiers de Navarre sous le nom dudit Clergé dudit pais ; & à celle des Gens des trois Estats dudit pais , dont ils seront déboutez , ordonner que les Beneficiers de Navarre payeront incessamment leur cote-part des decimes & don gratuit , suivant & conformément aux départemens qui ont esté faits , & à l'Arrest du Conseil du 15. Janvier 1671. & à ce faire contraints par les voyes ordinaires , avec défenses ausdits Beneficiers de Navarre , & audit Belça leur Député , de se plus pourvoir au Conseil , pour raison de ce , n'y de donner aucune requeste sous le nom du Clergé du Royaume de Navarre , ny de prendre cette qualité en aucun acte , à peine de desobeïssan-

ce, trois mille livres d'amende, en son propre & privé nom, & de tous dépens, dommages & interets pour la premiere fois, & de prison pour la seconde fois. Celle des Gens des trois Estats dudit Royaume de Navarre, contenant qu'ayant appris que depuis que le Clergé de France, pretendoit de son autorité particuliere, faire une imposition de decimes sur les Beneficiers de Navarre, & que les Ecclesiastiques dudit Royaume en avoient rendu leurs plaintes à sa Majesté; ils ont crû qu'une entreprise si importante, regardant bien plus tout le pais en general, que le corps particulier du Clergé & des Ecclesiastiques; ils ne pouvoient se dispenser, non seulement d'intervenir, mais de paroître mesme comme parties principales, dans un differend qui leur est de si grande consequence. En effet cette nouveauté que le Clergé de France veut introduire contre toute sorte d'apparence dans un pais où il n'y a jamais eu, & où il ne peut avoir aucune separation ny juridiction, n'est pas seulement injuste en elle mesme, parce que des decimes, ou quelques autres charges que puissent estre, ne peuvent estre imposées sur des biens d'Eglise libres, sans le concours des deux puissances souveraines Ecclesiastique, & seculiere, c'est à dire sans volonté expresse & precise de sa Majesté, & sans la permission & concession du Souverain Pontife, & qu'il n'appartient point à une assemblée d'Evesques de decimer les Beneficiers d'un pais qui leur est étranger. Mais l'atteinte qu'en recevrait le Royaume de Navarre, luy seroit si sensible & si perilleuse, qu'il en pourroit apprehender avec

raison le renversement de son Estat , de sa liberté & de ses Privileges insensiblement. Si ce que dessus réussissoit , cét ancien Royaume perdrait son nom , son titre & sa dignité , & deviendrait un vil accessoire de quelqu'une des Provinces de France ; il seroit exposé à toutes les charges & impositions dont il est naturellement exempt , & de Seminaire des Heros qu'il a esté jusques à present , il ne seroit plus qu'un coin de terre le plus méprisable & le plus abandonné de toute la domination de sa Majesté. Car s'il est au pouvoir du Clergé de France de s'assujettir & de s'asservir de cette maniere le Clergé de Navarre , qui fait la premiere & la plus noble partie de ce Royaume , que ne doivent apprehender par ce premier exemple & par ce premier démembrement , les deux autres Corps ? Et si le premier a perdu sa liberté & sa dignité , comment les deux autres dans la suite , pourront-ils se défendre de pareilles attaques ? Sa Majesté leur a toujours , & depuis peu mesme donné des marques si sensibles de sa bonté & de son affection , que ceux de la haute Navarre , qui sont soumis à une domination étrangere , en ont esté si touchez , qu'ils ne songent plus qu'à rentrer dans leur devoir & l'obeissance de sa Majesté. Mais le bon effet qu'ont produit ces graces singulieres , se trouveroit corrompu par une nouveauté de si dangereuse consequence , qui leur donneroit juste sujet de craindre d'estre un jour dégradés de la mesme maniere , & qu'en les confondant insensiblement avec les autres Pais & les autres Sujets de sa Majesté , ils ne perdissent enfin tous leurs Pri-

vileges & tous les avantages particuliers. Les
 Gens des trois Estats de Navarre ne s'arreste-
 ront point icy à représenter à sa Majesté que
 les Roys Philippe le Bel, Louis Hutin, Philip-
 pes le long, & Charles le Gros, qui ont esté
 aussi Roys de Navarre, & les premiers inven-
 teurs & instituteurs des décimes en France,
 n'ont jamais songé de les établir en Navarre,
 & les Roys Henry le Grand, & Louis le Juste
 de glorieuse & triomphante memoire, dans les
 plus pressans besoins de leurs affaires, n'ont ja-
 mais eu la pensée de charger ce petit Royaume
 de ce tribut, dont le Clergé de France de son
 seul mouvement les veut affliger dans l'estat le
 plus florissant & le plus glorieux, où jamais les
 affaires de nos Roys ayent esté. Ils passeront aussi
 sous silence toutes les raisons particuliers que
 le Clergé & les Ecclesiastiques de Navarre ont
 pû représenter à sa Majesté, pour la persuader
 de la justice de leurs plaintes, & s'arrêteront
 uniquement à cet interest general, qui touche &
 qui regarde ce Royaume, lequel se trouve dé-
 membré dans sa plus noble partie, si son Clergé
 passe de cette maniere, sous la juridiction & sous
 la domination, pour ainsi dire, du Clergé Ge-
 neral de France, auquel il n'a jamais esté ny
 joint ny assujetty, & que de Corps principal
 qu'il est, il devienne un membre & un chetif
 accessoire d'un autre Corps. C'est ce que sa Ma-
 jesté & ses Predecesseurs n'ont jamais fait à l'é-
 gard des Estats generaux de Navarre, les ayant
 toujours distinguez & convoquez séparément
 de ceux de France. Mais pour monstrier à sa
 Majesté qu'en cela son Royaume de Navarre

ne regarde que la conservation de son ancien Estat, & ne pretend point sous ce pretexte se dispenser de contribuer de tout son pouvoir aux charges publiques, & aux besoins universels de l'Estat, ils supplient tres-humblement sa Majesté, en cas qu'elle juge à propos de faire imposer en Navarre les decimes, dont le nom jusqu'à present y a esté inconnu, de trouver bon que l'imposition s'en fasse avec connoissance de cause, par tel Commissaire qu'il luy plaira députer dans le pais, & qu'ils les payent en leur particulier, sans les unir à cet égard à aucun autre Corps du Royaume de France: Car ce n'est point en ce poinct seulement, mais en toute autre occasion, & quand il s'agiroit mesme de sacrifier tous leurs biens & leurs vies, qu'ils seront toujours prests de témoigner, & avec joye à sa Majesté, qu'ils sont assurement ses plus fides & plus soumis Serviteurs & Sujets. Veu lesdites Requestes, celle dudit Clergé du Royaume de Navarre, signée, Belça, pour le Clergé de Navarre; Celle desdits Agens generaux du Clergé de France, signé Loys, Advocat és Conseils de sa Majesté, & du Clergé de France; Et celle des Gens des trois Estats dudit Royaume de Navarre, signée, Armendaritz, Député de Navarre. Extrait de la Deliberation du Clergé faite en la derniere Assemblée de Pontoise. Copie de la Transaction passée à Pau le trois Septembre 1667. avec le Clergé d'Olleron; l'Ordonnance du sieur de Comenge du 25. Aoust 1667. Le Procez verbal d'établissement du Bureau des decimes en Bern, avec les Lettres de direction dudit Bureau du six Octobre 1628.

La Commission du sieur Destampes de Vallencay du 28. Octobre 1621. l'Arrest du Conseil d'Estat du 25. Juin 1617. l'Acte de soumission des Beneficiers du Bearn pour le payement des decimes, en leur accordant ladite main levée. **Extrait desdites Lettres Patentes du Roy Henry IV** de l'année 1599, Ledit Edit d'union du mois d'Octobre 1620. l'Ordonnance dudit sieur Destampes du 27. May 1622. Le Département fait des decimes par ledit sieur Commissaire sur tous les Beneficiers de Navarre le vingt-sixième dudit mois de May de ladite année 1622. Le Jugement de la Chambre Ecclesiastique de Pau du 17. Juin 1643. Le Departement des decimes imposées sur les Beneficiers de Navarre en execution dudit Jugement, & de l'Ordonnance du sieur de Marca Commissaire député par sa Majesté; Autre Département fait desdites decimes sur lesdits Beneficiers de Navarre, pour les decimes es années 1665. & 1666. Commission de sa Majesté donnée aux sieurs Evêque de Comenge & Abbé de Rubec, pour terminer & décider les differens qui s'estoient formez à cause des Departemens faits audit Pays de Navarre pour lesdites decimes & dons gratuits. Lesdits Arrests du Conseil desdits jours dix-huitième Decembre mil six cens soixante-dix & quinze Janvier mil six cens soixante & onze. O ù y le rapport du sieur Colbert, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Controolleur general des Finances, Commissaire à ce député, & tout considéré ;

LE ROY EN SON CONSEIL, faisant droit sur la Requête des Agens generaux du Clergé de France, sans s'arrester à celles des

Beneficiers de Navarre , & des Gens des trois Estats dudit Pais , dont sa Majesté les a debouttez , a ordonné & ordonne que lesdits Beneficiers de Navarre payeront incessamment leur cote-part des decimes & dons gratuits, suivant & conformément aux Départemens qui ont esté faits , & Arrest du Conseil du quinzième Janvier mil six cens soixante & onze , qui sera executé selon sa forme & teneur : A quoy faire ils seront contrains par les voyes ordinaires. Fait sa Majesté défenses ausdits Beneficiers de Navarre , & audit Belça leur Deputé , de se plus pourvoir au Conseil pour raison de ce , à peine de nullité , cassation de procedures , & de tous dépens , dommages & interests, Fait au Conseil d'Estat du Roy , tenu à Saint Germain en Laye le neuvième jour d'Aoust mil six cens soixante-douze. Collationné.

Signé , RANCHIN.

*Collationné à l'Original , par moy
Conseiller Secretaire du Roy , &
de ses Finances.*

L O Y S.



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
*par lequel Monseigneur l'Evesque
 d'Autun & ses Successeurs sont main-
 tenus en la possession de toute jurisdic-
 tion, & de tout droit de visite sur
 l'Eglise Abbatiale & Collegiale de
 Sainte Marie Magdelaine de Vezelay,
 sur l'Abbé, les Dignitez, Chanoines,
 Beneficiers, Officiers, Supposts & Cha-
 pitre de ladite Eglise, & sur toutes les
 autres Eglises, Curez, Clergé & Peu-
 ple de la Ville & Poté dudit Vezelay.*

ENTRE Maistre Jean Gevalgé, Prestre,
 Promoteur de l'Evesché d'Autun, deman-
 deuren Requestes inserées és Arrests du Con-
 seil des 7. & 28. Juin 1669. & 4. Mars en-
 suivant, & défendeur d'une part. Et les
 Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise
 Sainte Marie Magdeleine de Vezelay, Digni-
 tez, Supposts & Officiers de ladite Eglise,
 tant en leurs noms, que comme prenant le
 fait & cause pour les Curez de Saint Estienne
 de Vezelay, de Saint Pere & d'Aquien sous
 Vezelay, défenseurs & demandeurs en Re-
 questes verbales contenuës és appointemens
 de Reglement de l'instance, & Ordonnance
 du Sieur Commissaire à ce député, des 5. Sep-
 tembre & 18. Mars 1670. d'autre part. Et en-
 core

core entre lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre, demandeurs en Requête, suivant l'Arrest du Conseil du sixième Aoust 1669. d'une part : & ledit Gevalgé défendeur d'autre part. Et entre ledit Gevalgé demandeur en Requête suivant autre Arrest du Conseil du vingt-huitième Avril 1670. & aux fins de l'Exploit du vingt-troisième Juin audit an, demandeur en Requête verbale inserée en autre appointment de Reglement de l'instance, d'une part. Et Maistre Pierre Antoine Esleu & Estienne Grasset, Grenetier, Capitaines & Eschevins de Vezelay, tant pour eux, que comme prenant le fait & cause pour les Habitans de ladite Ville, défendeurs d'autre part. Et encore ledit Gevalgé demandeur en autre Requête inserée en l'Arrest du Conseil du seizième Juin 1670. d'une part. Et Maistre Gabriel Antoine Diocesain d'Autun, & Chanoine de ladite Eglise Collegiale de Vezelay, défendeur d'autre. Et entre ledit Gabriel Antoine, demandeur en Requête, contenuë en l'Arrest du Conseil du vingt-sixième Aoust audit an, d'une part : & ledit Gevalgé défendeur d'autre part. Et encore ledit Gevalgé demandeur en Lettres du vingt-unième Septembre 1670. d'une part : Et Messire Louis Foucquet, Evêque & Comte d'Agde, Abbé de ladite Eglise Collegiale Sainte Marie Magdeleine de Vezelay, défendeur d'autre part. Et encore ledit Gevalgé demandeur en execution des Arrests du Conseil des vingt-sixième Aoust 1670. & quatrième Octobre audit an, d'une part : Et lesdits Doyen, Chanoines & Cha-

pitre, Dignitez, Supposts & Officiers de ladite Eglise Sainte Marie Magdeleine de Vezelay, tant en leurs noms, que comme prenant le fait & cause pour lesdits Curez de Saint Estienne de Vezelay, Antoine, & Eschevins, esdites qualitez, défendeurs d'autre part: Et encore Messire Gabriel de Roquette, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, Evêque d'Autun, Comte de Saulieu, & President des Estats de Bourgogne, receu partie intervenante en ladite instance, suivant l'Ordonnance du Conseil, estant au bas de la Requeste par luy présentée en iceluy, du vingt-neuvième Novembre dernier, & demandeur en autre Requeste inserée en l'Arrest du Conseil, du septième Janvier 1671. d'une part. Et ledit Abbé & lesdits Doyen, Chanoine & Chapitre, Dignitez, Supposts & Officiers de ladite Eglise Collegiale de Vezelay, tant en leurs noms, que comme prenant le fait & cause pour les susdits Curez, Capitaines & Eschevins de ladite Ville, défendeurs d'autre part; sans que les qualitez puissent nuire ny préjudicier aux parties. Veu au Conseil du Roy, Copie dudit Arrest du Conseil dudit jour septième Juin 1669, rendu sur la Requeste dudit Gevalgé, tendante à ce que pour les causes y contenuës, il pleust à sa Majesté sans avoir égard aux oppositions & appellations comme d'abus desdits Doyen, Chanoines & Chapitreesdits noms, ordonner que l'Arrest du Conseil du quatrième Février audit an 1669. & les Ordonnances dudit Sieur Evêque d'Autun & de son Vicaire general, men-

tionnées en ladite Requête, seroient exécutées selon leur forme & teneur, avec iteratives défenses ausdits Doyen, Chanoines & Chapitre d'y plus contrevenir, directement ny indirectement, sous telles peines qu'il plairoit à sa Majesté. Par lequel Arrest il auroit esté permis audit Gevalgé de faire assigner audit Conseil lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre esdits noms, pour proceder en iceluy tant sur l'opposition par eux formée à l'exécution dudit Arrest du Conseil dudit jour quatrième Février 1669. que sur les appellations comme d'abus par eux interjettées des Mandemens & Ordonnances dudit Sieur Evesque & de son Vicaire general; & cependant par provision & sans préjudice au principal du droit dudit Chapitre, ordonné que l'Arrest dudit jour troisième Février mil six cens soixante-neuf, & les Ordonnances & Mandemens dudit Sieur Evesque d'Autun, & de son Vicaire general, seroient exécutez selon leur forme & teneur; Que le Predicateur cy-devant nommé par ledit Sieur Evesque, & qui le seroit cy-après, prêcheroit dans le Chœur de ladite Eglise Collegiale de Vezelay, & qu'en cas de contravention par lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre, il seroit procédé contre eux par saisie de leur revenu temporel, en vertu dudit Arrest, qui seroit exécuté nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes interviennent ladite Majesté s'en seroit reservé la connoissance & audit Conseil, & icelle interdite à toutes ses autres Cours & Juges. Commission sur ledit Arrest

dudit jour septième Juin 1669. Exploit de signification d'iceluy & d'assignation donnée audit Conseil en consequence audit Chapitre du 25. Juin audit an. Copie d'autre Arrest du Conseil dudit jour 28. desdits mois & an, obtenu par ledit demandeur, portant que tant sur l'appel comme d'abus interjetté par ledit Chapitre de l'abdication faite par ledit Sieur Abbé de la juridiction spirituelle dudit Veze-
 lay, que sur l'appel comme d'abus aussi interjetté par ledit Chapitre, de l'Ordonnance dudit Sieur Evêque d'Autun du douzième dudit mois de Juin, ledit Chapitre seroit assigné audit Conseil; & cependant ordonné que conformément ausdits Arrests du Conseil du quatrième Février & septième Juin 1669. les Ordonnances dudit Sieur Evêque seroient exécutées, tout ainsi qu'elles l'auroient pû estre avant l'Arrest de Parlement de Paris du septième dudit mois de Juin. Commission sur ledit Arrest du Conseil dudit jour 28. Juin. Exploit de signification d'iceluy, & d'assignation donnée en consequence audit Conseil ausdits Doyen, Chanoines & Chapitre du 10. Juillet 1669. L'apointement de reglement de l'instance à communiquer pieces, écrire & produire dans les délais ordinaires du Conseil pris entre ledit Gevalgé & lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre, Supposés & Officiers de ladite Eglise esdits noms, signé du Sieur Commissaire à ce député le sixième Septembre 1669. suivant son Procez verbal dudit jour. Signification d'iceluy & dudit apointement du douzième desdits mois & an. La Requête ver-

bale desdits défendeurs contenuë audit appoin-
 tement , tendante à ce que sur toutes les ap-
 pellationes comme d'abus par eux interjettées ,
 soit en leur nom , ou comme prenans le fait &
 cause desdits Curez , les parties fussent ren-
 voyées au Parlement de Paris , pour y proce-
 der tant en execution des Arrests qui y estoient
 intervenus pour l'homologation de la Bulle de
 Secularisation & des Lettres Patentes expé-
 diées sur icelle, qu'autrement , avec défenses
 aux parties de se pourvoir ailleurs , à peine de
 trois mille livres d'amende , & ledit Gevalgé
 condamné aux dépens. Copie dudit Arrest du
 Conseil dudit jour quatrième Mars 1670. in-
 tervenu sur la requeste dudit Gevalgé , ten-
 dante à ce qu'il plût à sa Majesté, faisant droit
 sur l'instance , sans s'arrester aux Lettres Pa-
 tentes du mois de Juillet 1653. qui seroient ra-
 portées , en ce qu'elles confirment une pré-
 tenduë exemption de l'Ordinaire , ny aux op-
 positions desdits Doyen , Chanoines & Cha-
 pitre à l'execution desdits Arrests du Conseil
 des 4. Février & 28. Juin 1669. ny aux ap-
 pellationes comme d'abus par eux interjettées
 des Mandemens & Ordonnances dudit Sieur
 Evêque d'Autun , & de son Vicaire general,
 & autres Actes , y seront executez selon leur
 forme & teneur ; declarer avoir esté mal, nul-
 lement & abusivement poursuivi , usé & pro-
 cédé par lesdits Doyen , Chanoines & Cha-
 pitre , avec tres-expreses défenses , sur telles
 peines que de droit, de plus recidiver à l'ave-
 nir , maintenir & garder ledit Sieur Evêque
 en la juridiction ordinaire & Episcopale dans

toute l'estenduë de son Diocèse , particulièrement sur ladite Eglise Collegiale de Sainte Marie Magdeleine , & autres personnes Ecclesiastiques , Seculieres , Regulieres , & Laiques de Vezelay , & autres lieux en dépendans , & condamner lesdits Doyen , Chanoines & Chapitre en l'amende & aux dépens : Par lequel Arrest sa Majesté auroit ordonné que sur les fins de ladite Requête les parties seroient sommairement ouïes pardevant le Sieur Rapporteur de l'instance , & joint à icelle. Signification dudit Arrest du vingt-septième Mars audit an 1670. Ordonnance dudit Sieur Rapporteur du dix-huitième desdits mois & an , en vertu de laquelle & des défauts donnez sur icelle des dix-neuvième & vingt-unième dudit mois de Mars , lesdits Doyen , Chanoines & Chapitre ont fait assigner & reassigner pardevant ledit Sieur Commissaire l'Avocat dudit demandeur , pour estre les parties sommairement ouïes & réglées au desir dudit Arrest , & défendre à la Requête verbale desdits Doyen , Chanoines & Chapitre , tendante à ce que ledit Gevalgé fust déclaré non recevable en sa Requête contenuë audit Arrest du Conseil dudit jour quatrième Mars 1670. & en consequence qu'il en fust debouté & condamné aux dépens , sauf à luy de se pourvoir au Parlement de Paris , ainsi qu'il aviseroit bon estre. Défenses au contraire. Défaut troisième dudit Sieur Commissaire , portant Reglement sommaire à écrire & produire dans trois jours avec jonction à l'instance , tant sur les fins de la Requête dudit Gevalgé contenuë

audit Arrest du Conseil dudit jour quatrième Mars 1670. que susdite Requête verbale. Signification dudit Reglement sommaire du 28. desdits mois & an. Copie d'un Mandement dudit Sieur Evesque d'Autun du vingtième Octobre 1668. contenant la Mission de Pierre Pincot, Gardien des Religieux Cordeliers de Vezelay, pour prêcher en ladite Eglise Collegiale de Vezelay. Copie dudit Arrest du Conseil dudit jour sixième Aoust 1669. intervenu sur la Requête desdits Doyen, Chanoines & Chapitre, tendante à ce qu'il pleust à sa Majesté declarer les saisies de leur temporel faites à la Requête dudit Sieur Evesque, ou de son Promoteur, sous pretexte de contravention aux Arrests, injurieuses & tortionnaires, en faire main-levée pure & simple ausdits Doyen, Chanoines & Chapitre, avec dépens, dommages & interests; & cependant leur faire main-levée des saisies, & ordonner que nonobstant icelles leurs Fermiers & redevables seroient contraints par les voyes ordinaires, moyennant quoy bien & valablement déchargés; & au surplus que toutes choses demeureroient en l'estat qu'elles estoient auparavant ledit Arrest; par lequel Arrest sa Majesté auroit ordonné que sur les fins de ladite Requête les parties seroient sommairement ouïes, & joint à l'instance; & cependant par maniere de provision, & sans préjudice du droit des parties au principal, fait main-levée des saisies; ce faisant ordonné que tous les debiteurs des choses saisies vuideroient leurs mains, quoy faisant ils en demeureroient valable-

ment déchargez. Signification dudit Arrest du cinquième Decembre 1669. Autre Arrest du Conseil dudit jour vingt-huitième Avril 1670. intervenu aussi sur la requeste dudit Gevalgé, rendante à ce qu'il pleust à sa Majesté ordonner que les parties procederoient pardevant ledit Bailly de Vezelay, sans s'arrester aux poursuites & procedures faites par les particuliers habitans pardevant le Bailly d'Auxerre ou son Lieutenant, si mieux n'aimoit sadite Majesté ordonner que conformément à l'Arrest du Conseil dudit jour quatrième Février 1669. les particuliers dénommez aux bulletins mentionnez en ladite Requête, seroient contrainsts d'y satisfaire, mesme les Maire, Eschevins de fournir un autre bulletin pour le Carême de l'année 1670. à peine de tous dépens, dommages & interests, & de cinq cens livres d'amende, qui seroit declarée encoutuë de la premiere contravention, en vertu de l'Arrest qui interviendrait, sans qu'il en fust besoin d'autre : par lequel Arrest sa Majesté auroit ordonné qu'aux fins de ladite Requête les Eschevins lors en charge seroient assignez audit Conseil, & cependant par maniere de provision, sans préjudice du droit des parties au principal, que le roolle fait en execution dudit Arrest du Conseil, du quatrième Février 1669. seroit executé, avec défenses ausdits Juges d'Auxerre, ou autres, d'en prendre connoissance, jusqu'à ce qu'autrement par le Conseil en eust esté ordonné. Exploit de signification dudit Arrest & d'assignation donnée en consequence au Conseil ausdits Antoine, Gras

set, Capitaine & Eschevins de Vezelay, tant pour eux, que comme prenant le fait & cause pour les Habitans de ladite Ville du vingt-troisième Juin 1670. pour répondre suivant & au desir dudit Arrest, & en ce faisant faute d'avoir par iceux Eschevins satisfait à diverses interpellations par eux faites, mesme à la dernière du dix-neuvième dudit mois, se voir solidairement & en leurs propres & privez noms; condamner à payer audit Pere Pincot la somme de vingt-cinq sols par chacun jour, depuis le premier jour de Carême jusqu'au jour de Quasimodo, tant pour sa subsistance, que pour un grand pain & une bouteille de vin, suivant que l'on a accoustumé de payer ou faire payer aux Habitans de Vezelay, en vertu des billets & roolles que les anciens Eschevins ont accoustumé de fournir aux Predicateurs qui ont prêché audit Vezelay, & encore trente-six livres que la Communauté a aussi de coustume de payer en argent à la fin de chacun Carême, & six livres pour le bois & chandelle qu'il a fallu audit Pere Pincot pendant ledit Carême dernier qu'il a prêché audit Vezelay, suivant lesdites Sommations.

Autre Arrest du Conseil dudit jour seizième Juin mil six cens septante, intervenu sur la Requête dudit Gevalgé, tendante à ce qu'il pleust à sa Majesté évoquer à elle & à son dit Conseil, l'apel comme d'abus interjetté par ledit Gabriel Antoine; & cependant attendu qu'il s'agit d'une correction de mœurs dont l'instruction & jugement doit estre fait sans retardation, suivant les saints Canons, & qu'il est

scandaleux qu'un homme qui est dans les censures & dans l'irregularité continuë de célébrer la Messe, ordonner que la procedure commencée contre ledit Antoine par l'Official de Moulins à la requeste dudit Gevalgé, seroit continuée, & ce qui seroit ordonné par ledit Official, seroit executé, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, simples ou comme d'abus, & sans préjudice d'icelles, dont sa Majesté se réserveroit la connoissance & à son Conseil: Par lequel Arrest il auroit esté ordonné que sur les fins de lad. Requeste led. Antoine seroit assigné aud. Conseil, & cependant que la procedure encommencée par l'Official dudit Sieur Evesque à Moulins seroit continuée jusqu'à jugement définitif inclusivement, & ce qui seroit ordonné par ledit Official executé, nonobstant oppositions ou appellations simples ou comme d'abus, & sans préjudice d'icelles; & cependant défenses faites audit Antoine de faire aucunes procedures ailleurs qu'audit Conseil, jusqu'à ce que par sa Majesté en eust esté autrement ordonné. Commission expédiée sur ledit Arrest. Exploit de signification d'iceluy, & assignation donnée en consequence au Conseil audit Gabriel Antoine, du onzième Juillet audit an 1670. Copie d'autre Arrest du Conseil dudit jour vingt-sixième Aoust 1670. intervenu sur la requeste dudit Antoine, tendante à ce que sans s'arrester audit Arrest du Conseil, dudit jour seizième Juin audit an, il fust déchargé de ladite assignation à eux donnée audit Conseil en vertu d'iceluy, & ordonné

que les Parties procederoient au Parlement de Paris suivant les derniers erremens , avec défenses de proceder ailleurs à peine de trois mil livres d'amende , dépens , dommages & intersts , & à tous autres Juges d'en connoistrs à peine de nullité & de la cassation de la procedure. Par lequel Arrest il auroit esté ordonné , que sur les fins de ladite Requête les parties seroient sommairement ouïes , & joint à l'instance ; & cependant défenses faites au Promoteur dudit sieur Evesque , de continuer les poursuites contre ledit Antoine , à la charge neanmoins que ledit Antoine ne pourroit faire les fonctions Sacerdotales dans l'estendue dudit Diocese d'Autun , jusqu'à ce qu'autrement par sa Majesté en eust esté ordonné. Signification dudit Arrest audit Gevalgé du 29. Aoust audit an 1670. Lettres du grand Sceau dudit jour 20. Septembre ensuivant , portant permission audit Gevalgé de faire assigner ledit sieur Abbé de Vezelay , pour assister en l'instance , voir dire & ordonner que l'Arrest qui interviendrait seroit déclaré commun avec luy , & défendre aux appellations interjettées par ledit Chapitre , en ce qui le concerne , & y proceder en outre comme de raison. Exploit de signification desdites Lettres , & d'assignation donnée en consequence au Conseil audit sieur Abbé du 9. Octobre 1670. Autre Arrest du Conseil du 4. Octobre 1670. par lequel en consequence dudit Arrest contradictoire du Conseil du 26. Aoust 1670. portant retention en iceluy de ladite instance , l'instance d'entre ledit Promoteur & ledit Antoine Chanoine , auroit esté

évoquée , mesme les autres appellations comme d'abus , interjettées des Ordonnances dudit sieur Evêque d'Autun , & dudit Acte du 28. Janvier 1668. dudit sieur Abbé de Vezelay , avec jonction de toutes lesdites instances , & icelle retenue audit Conseil par ledit Arrest du 26. Aoust 1670. Et à cet effet ledit Arrest déclaré commun avec ledit Antoine , & autres parties comprises esdites instances , lesquelles seroient tenues d'y satisfaire dans les delais ordinaires ; autrement passé outre au jugement sur ce qui se trouveroit produit , & ordonné que toutes les charges & informations mentionnées audit Arrest , seroient incessamment apportées au Greffe du Conseil , & remises pardevers le sieur Commissaire à ce député , pour estre par luy fait rapport à la propre personne de Vostre Majesté , de toutes lesdites instances , tant civiles que criminelles , & estre sur icelles , circonstances & dépendances , pourveu aux parties définitivement ainsi qu'il appartiendrait. Signification dudit Arrest ausdits Chanoines & Chapitre , & audit Antoine , du 10. Octobre audit an. Commission sur ledit Arrest du 4. dudit mois. L'appointement de Reglement sommaire à écrire & produire avec jonction à l'instance , pris entre ledit Gevalgé & lesdits Antoine , Grasset , Capitaine & Eschevins de Vezelay , tant pour eux , que comme prenant le fait & cause des habitans de ladite Ville , Gabriel , Antoine , & ledit sieur Abbé de Vezelay , & lesdits Doyen , Chanoines & Chapitre , Dignitez , Suppôts & Officiers de ladite Eglise , tant en leurs noms que comme prenant le fait & cause

pour les Curez de Vezelay, & signé dudit sieur
 Commissaire à ce député le 25. Novembre 1670.
 suivant l'Arrest dudit Conseil dudit jour. Signi-
 fication d'iceluy & dudit appointment du 29.
 desdits mois & an. La Requête verbale dudit
 Gevalgé contenuë audit appointment, ten-
 dante à ce que lesdits Eschevins fussent solidai-
 rement condamnez en tous les dépens, dom-
 mages & interests, frais & mises d'execution
 dudit Gevalgé pour le refus par eux fait, & par
 lesdits Habitans de fournir les vivres necessaires
 au Predicateur de Vezelay, ayant la mission
 dudit sieur Evesque, & les autres parties con-
 damnées aux dépens de l'instance. Requête
 présentée au Conseil par ledit sieur Evesque
 d'Autun, tendante à ce qu'il fût receu partie
 intervenante en la presente instance, de laquelle
 intervention il fourniroit sans retardation du
 jugement d'icelle, ses causes & moyens, & les
 conclusions qu'il a droit de prendre. Ordonnan-
 ce du Conseil estant au bas de ladite Requête,
 par laquelle ledit sieur Evesque auroit esté re-
 ceu partie intervenante en ladite instance, à la
 charge, de donner ses moyens d'intervention
 dans trois jours du 29. Novembre 1670. Signifi-
 cation de ladite Requête du 2. Decembre audit
 an. Ledit Arrest du Conseil dudit jour 7. Jan-
 vier 1671. intervenu sur la Requête dudit sieur
 Evesque; tendante à ce que pour les causes y
 contenuës il pleust à sa Majesté sans s'arrester
 aux pretenduës Bulles dudit Chapitre, Lettres
 Patentes expediees en consequence, ny audit
 Arrest du Parlement d'enregistrement desdites
 Lettres pour raison de la pretenduë execution

Audit Chapitre , & autres rendus en consequence , & nommément celuy du 7. Juin 1669. qui seroient rapportez , cassez & annullez , ny à tout ce qui pourroit s'en estre ensuivy , declarer la pretenduë exemption de ladite Abbaye , Chapitre , territoire de Vezelay , nulle , abusive & illusoire ; maintenir & garder ledit sieur Evêque , ses successeurs & Officiers en tout droit de juridiction ordinaire , volontaire & contentieuse , circonstances & dépendances ; comme aussi en tout droit de visite sur ladite Eglise Abbatiale , Collegiale & seculiere de sainte Marie Magdelaine de Vezelay , Abbé , Doyen , Dignitez , Beneficiers , Suppôts , Ecclesiastiques & Chapitre d'icelle , & sur toutes les autres Eglises , Ville & Poté de Vezelay , & au pouvoit de statuer & regler tout ce qu'il conviendrait pour le Service divin , & discipline des mœurs ; au droit de donner la mission & approbation aux Predicateurs & Confesseurs , instituër les Curez desdites Parroisses , publier & faire publier en toutes lesdites Eglises les Jubilez & autres Indulgences ; indiquer toutes les Processions & prières publiques , permettre les expositions du tres-saint Sacrement , & établissement des Confrairies , & generalement d'exercer tous les autres actes de juridiction dépendans de la dignité Episcopale dans lesdites Eglises , territoire & Poté de Vezelay , connoistre de toutes causes civiles & criminelles dépendantes de ladite juridiction , & faire tous actes d'icelle , tant contentieuse que volontaire ; faire défenses tres-expreses ausdits Abbé , Doyen , Dignitez , Chanoines , Curez , & au-

tres leurs successeurs & Officiers d'entreprendre sur tous les droits & exercices de ladite juridiction, ny s'immiscer in icelle en tout ou partie, directement ny indirectement, donner aucune collation de plein droit des Cures de ladite Ville & Poté, leldites collations appartenant audit sieur Evêque, ses successeurs, Vicaires generaux, selon le droit & les Ordonnances sur la presentation des Abbez dudit Vezelay & autres à qui il appartiendrait: Comme aussi leur faire défenses de donner des Lettres dimissoires, accorder des monitoires, fulminer des censures, executer des rescrits de Rome adressez à l'Ordinaire, octroyer des dispenses pour les mariages & autres causes Ecclesiastiques, & pour l'avoir fait par attentat à l'autorité de l'Eglise, & à celle de sa Majesté, casser & annuler les Ordonnances & Mandemens dudit Chapitre, Doyen du 7. Decembre 1668. 14. 20. & 28. Juin 1669. & ceux dudit Chapitre pour la publication du Jubilé, ensemble tous les Actes Capitulaires des 16. Decembre 1669. 6. Mars, 9. 12. & 15. Avril, 25. May, 25. 28. & 30. Juin, 3. 12. & 13. Juillet 14. & 26. Aoust 1669. & autres semblables, comme nuls, scandaleux & injurieux, rendus temerairement par personnes sans autorité & juridiction, ordonner que les Registres où ils seront contenus seront representez pardevant le plus prochain Juge Royal des lieux sur ce requis en la presence dudit sieur Evêque ou de ses Officiers, & que d'iceux seroient titez les Mandemens & Ordonnances, & supprimez, condamner leldits Chanoines & Chapitre en quinze

cents livres d'amende payable, sçavoir, moitié par lesdits Chanoines, & applicable aux pauvres, aussi bien que l'autre moitié qui seroit payée par ledit Chartraire, & en ce qui touche les appellations comme d'abus des 5. Mars, 9. 12. & 15. Avril, 25. May, 25. 28. & 30. Juin, 3. 12. & 14. Juillet, 14. & 27. Aoust 1669. Procédure faites à l'encontre desdits Antoine, Nouveau, le Roux, Curez de S. Pere, de S. Estienne, d'Aquien & Monteliot, & ledit acte dudit Abbé de Vezelay du 28. Janvier 1669. declarer n'y avoir abus, ordonner que ce dont cest appel sortiroit son plein & entier effet, condamner les Maire & Eschevins à fournir la nourriture & entretien, ensemble l'honoraire à tous les Predicateurs envoyez par ledit sieur Evesque & les grands Vicaires pour prescher pendant les Advents & les Caremes, & toutes lesdites Parties en l'amende & aux dépens, avec défenses de plus recidiver à l'advenir sous plus grandes peines; enjoindre à tous les Gouverneurs, Lieutenans, Commissaires départis dans la Province, & à tous les Officiers Royaux de tenir la main à l'exécution de l'Arrest qui interviendrait, & jusqu'à son execution & paiement desdites amendes & frais, la saisie faite en consequence de l'Arrest du 7. Juin 1669. & toutes autres faites & à faire, tiendroient, & donner acte audit sieur Evesque de ce que pour plus amples moyens d'intervention il employoit le contenu en ladite Requête, avec ce qui avoit esté écrit & produit par son Promoteur, en ce qui luy pouvoit servir. Par lequel Arrest sa Majesté auroit ordonné que sur les fins de ladite Requête

te Requête les parties seroient sommairement ouïes pardevant leS^r Rapporteur de l'instance, & joint à icelle, & donné acte audit sieur Evêque de l'employ contenu en ladite Requête. Signification dudit Arrest du 10. Janvier 1671. l'Ordonnance donnée par défaut par ledit sieur Commissaire, portant ledit Reglement sommaire à écrire & produire avec jonction à l'instance sur les fins de la Requête sur laquelle est intervenu ledit Arrest. Signification de ladite Ordonnance du 16. desdits mois & an. Copie d'un Mandement dudit sieur Evêque du 20. Octobre 1668. contenant la mission dudit Pere Pincot pour prescher en ladite Eglise Collegiale de Vezelay. Copie imprimée d'Ordonnance dudit sieur Evêque du dernier Decembre audit an, donnée pour l'execution dudit Mandement. Copie imprimée dudit Arrest du Conseil dudit jour 4. Février 1669. qui ordonne aussi l'execution desdits Mandemens & Ordonnance, avec injonction audit Chapitre, Clergé, Officiers de Justice, Maire & Eschevins de Vezelay, de recevoir ledit Pere Pincot & tous autres Predicateurs qui seroient envoyez par ledit sieur Evêque, leur fournir les choses necessaires pour l'execution de leur mission, avec tres-expresses défenses à toutes autres personnes de troubler ledit sieur Evêque ny ses deputez en l'exercice de sa juridiction ordinaire, & de toutes ses fonctions Episcopales dans toutes les Eglises de Vezelay, sur telles peines que de raison; & ledit Arrest estre executé nonobstant oppositions ou appellations quelconques, dont si aucunes intervenoient sa Majesté s'en

seroit reservé la connoissance & à sondit Conseil, & icelle interdite à toutes ses Cours & Juges. Exploit de signification faite dudit Arrest audit Eveſque du 9. Avril 1669. Procez verbal du Bailly de Vezelay du 5. Mars audit an, du refus fait audit Pierre Pincot de luy donner la benediction pour prescher en ladite Eglise Collegiale de Vezelay. Certificat du Curé de saint Pierre de Vezelay du 8. Mars audit an, de la publication faite en la Messe Paroissiale de ladite Eglise dud. Arrest du Conseil du 4. Février 1669. & de ladite Ordonnance dudit sieur Eveſque, du dernier Decembre precedent. Exploit d'iterative signification faite ausdits Doyen, Chanoines & Chapitre le 9. Avril ensuivant, desdites Ordonnance & Arrest. Deux Procez verbaux dudit jour, l'un du Vicaire general dudit sieur Eveſque, & l'autre dudit Bailly de Vezelay sur le refus fait par lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre, que ledit Pere Pincot preschast dans la Chaire qui est dans le Chœur de ladite Eglise Collegiale de Vezelay, mais bien dans celle de la Nef. Autre Exploit de signification faite ledit jour ausdits Doyen, Chanoines & Chapitre desdits Arrest du Conseil & Ordonnance dudit sieur Eveſque, avec injonction d'obeir. Acte Capitulaire fait par lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre ledit jour 9. Avril, contenant leur consentement sous les protestations y mentionnées, que ledit Pere Pincot preschast dans le Chœur de ladite Eglise. Au bas est la signification qui en a esté faite le mesme jour au grand Vicaire dudit sieur Eveſque. Ordonnance dudit grand Vicaire dudit jour de ci-

ration pardevant ledit sieur Evêque des nommez le Roux & Bouveau , Prestres , pour justifier du pouvoir qu'ils avoient d'administrer les Sacremens , avec défenses d'ouïr les Confessions ny absoudre , à peine de suspension. Signification faite de ladite Ordonnance ausdits Prêtres du 14. desdits mois & an. Acte Capitulaire fait parlesdits Doyen , Chanoines & Chapitre du 12. dudit mois d'Avril audit an, contenant l'appel comme d'abus par eux interjetté de la mission faite de quatre Ecclesiastiques à Vezelay de la part dudit sieur Evêque : Au bas est la signification qui en a esté faite ausdits quatre Ecclesiastiques le 13. dudit mois , au domicile de Maître Jacques Griveau , Curé dudit S. Pierre de Vezelay. Acte fait pardevant Notaire & témoins ledit jour , contenant la réponse dudit Griveau au précédant. Autre Acte Capitulaire desdits Doyen , Chanoines & Chapitre, contenant aussi l'appel comme d'abus par eux interjetté , de l'Ordonnance dudit Vicaire general ; portant interdiction d'edits le Roux & Bouveau d'administrer les Sacremens : Au bas duquel Acte est la signification qui en a esté faite audit sieur Evêque , le 16. Avril audit an 1669. Autres significations faites les 19. & 20. Avril audit an , à la Requeste dudit Gevalgé ausdits Curez de Monteliot , S. Pierre & d'Aquien, de ladite Ordonnance dudit sieur Evêque , & dudit Arrest du Conseil desdits jours dernier Decembre 1668. & 4. Février ensui vant. Acte Capitulaire desdits Doyen , Chanoines & Chapitre du 25. May 1669. contenant leur opposition à la publication dudit Jubi-

lé, accordé par sa Sainteté pour le secours de Candie, & envoyé par ledit sieur Evesque audit Vezelay, & leur appel comme d'abus de tous Actes, pouvoir & Ordonnances dudit sieur Evesque concernant ladite publication. Exploit de signification dudit Acte audit Griveau, qui avoit fait ladite publication du 25. May 1669. Acte d'assemblée desdits Habitans de Vezelay du 30. desdits mois & an, contenant leur approbation de la civilité renduë audit sieur Evesque par l'un desdits Eschevins & le Syndic de ladite ville de Vezelay. Procez verbal dudit Bailly de Vezelay sur l'ouverture faite dudit Jubilé en ladite Eglise de saint Estienne de Vezelay, contenant que les Curez de S. Pere, de S. Estienne & d'Aquien ne se seroient trouvez en la Procession ordonnée pour ladite ouverture, du 30. Juin audit an 1669. Ordonnance dudit sieur Evesque du 7. Juin audit an, portant qu'il seroit informé contre lesdits Bouveau & le Roux qui continuoient d'administrer les Sacremens sans la permission dudit sieur Evesque. Exploit de signification de ladite Ordonnance ausdits Ecclesiastiques, du 15. desdits mois & an. Copie de la Bulle dudit Jubilé; au bas de laquelle est un Mandement dudit Chapitre pour en faire l'ouverture & publication, tant en leur Eglise qu'és Parroisses dépendantes de la juridiction spirituelle de ladite Abbaye. Ordonnance dudit sieur Evesque du 12. Juin 1669. de citation par-devant luy desdits Doyen, Chanoines & Chapitre & susdits Curez, pour rendre raison du susdit Mandement & ouverture dudit Jubilé, & cependant interdits de l'administration des

Sacremens. Requête présentée audit sieur Evesque par ledit Gevalgé, au bas de laquelle est son Ordonnance dudit jour 12. Juin 1669. qui commet quatre Prestres esdites Eglises de S. Estienne, d'Aquien, de S. Pere & de Monteliot pour y prescher & administrer les Sacremens. Exploit de signification de ladite Requête, & Ordonnance au bas d'icelle ausdits Curez qui auroient fait refus de recevoir lesdits Ecclesiastiques, du 24. desdits mois & an. Ordonnance dudit sieur Evesque du 12. dudit mois de Juin, portant la revocation du pouvoir donné à Maître François Converset, Prestre, Archidiacre & Chanoine de Vezelay pour prescher & administrer les Sacremens dans ladite Ville & autres lieux du Diocese d'Autun. Au dos est l'exploit de signification qui en a esté faite audit Converset du 15. dudit mois de Juin. Ordonnance dudit Chartraire Vicaire general de ladite Abbaye sainte Marie-Magdelaine de Vezelay du 14. Juin audit an pour l'approbation de la publication faite dudit Jubilé en consequence du Mandement dudit Chapitre. Copie dudit Arrest du Parlement dudit jour 7. Juin dernier obtenu par lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre qui reçoit leur appel comme d'abus de l'abdication faite par ledit Abbé de ladite Abbaye de Vezelay de sadite juridiction spirituelle, leur permet de faire assigner sur ledit appel qui bon leur sembleroit, & cependant par provision, & sans préjudice du droit des parties au principal, ordonne que ledit Doyen, continueroit ses fonctions pour ladite juridiction spirituelle à la maniere accoustumée. Exploit de signification.

sion dudit Arrest audit Pere Pincot du 14. desdits mois & an , avec sommation de reconnoître ledit Chartraire pour grand Vicaire de ladite Abbaye , & en consequence d'exerciter ses Ordonnances concernant ladite jurisdiction. Exploit de signification faite à la requeste dudit Gevalgé le 15. desdits mois & an ausdits Doyen , Chanoines & Chapitre, & ausdits Curez de ladite Ordonnance dudit sieur Evêque du 12. Juin 1669. avec citation à eux donnée pardevant luy en consequence. Acte Capitulaire desdits Doyen , Chanoines & Chapitre du 15. desdits mois & an , par lequel tant pour eux, que pour lesdits Curez & autres Ecclesiastiques & Officiers dépendans de la jurisdiction de ladite Abbaye , interjettoit appel comme d'abus en adherant à leurs precedentes appellations de ladite Ordonnance dudit sieur Evêque , & de ladite évocation ; au bas duquel Acte est la signification qui en a esté faite audit sieur Evêque ledit jour 25 Juin 1669. Ordonnance dudit Chartraire du 20. desdits mois & an , portant défenses ausdits Curez de Vezelay , & autres du territoire de Vezelay , de recevoir certains Religieux de la Doctrine Chrestienne, sans un Mandement & approbation precise dudit sieur Abbé : au bas est la signification qui en a esté faite ausdits Religieux le 20 Juillet ensuivant. Copie imprimée de la Bulle dudit Jubilé : au bas est le Mandement dudit sieur Evêque ausdits Doyen , Chanoines & Chapitre & susdits Curez pour en faire la publication & ouverture en leurs Eglises du 25. Janvier audit an 1669. Ordonnance dudit Chartraire affichée sur lesdites

Bulle & Mandement du 28. desdits mois & an, portant défenses à tous Vicaires & autres de deférer audit Mandement. Requête présentée par ledit Gevalgé au Vicaire general dudit sieur Evesque ; au bas est une Ordonnance pour l'ouverture dudit Jubilé envoyé audit Vezelay par ledit sieur Evesque, dudit jour vingt-huitième Juin mil six cens soixante-neuf. Acte Capitulaire desdits Doyen, Chanoines & Chapitre, dudit jour, par lequel ils interjettent appel comme d'abus du Mandement dudit sieur Evesque, pour la publication dudit Jubilé, & de tout ce qui s'en estoit ensuivy, dudit jour, au bas duquel Acte est la signification qui en a esté faite audit sieur Evesque du 28. desdits mois & an. Deux Exploits de signification, faite les 28. & 29. desdits mois & an ausdits Curez des Parroisses de Vezelay, & des lieux en dépendans & aux Convents des Religieux & Religieuses, dudit Vezelay, de la Bulle dudit Jubilé, du Mandement dudit sieur Evesque, & Ordonnance de sondit Vicaire general pour l'ouverture dudit Jubilé, avec l'indication des prieres & Stations. Acte Capitulaire desdits Doyen, Chanoines & Chapitre du 30. Juin audit an 1669. contenant l'appel comme d'abus par eux interjetté de l'ouverture dudit Jubilé. Au bas est la signification qui en a esté faite au Vicaire general dudit sieur Evesque. Autre Acte Capitulaire du 3. Juillet ensuivant, par lequel ils auroient aussi interjetté appel comme d'abus d'une Ordonnance dudit sieur Evesque, & de l'information faite en consequence contre certains Ecclesiastiques qui avoient presché & administré

les Sacremens aux temps du Jubilé ordonné par ledit Chapitre. Au bas est la signification qui en a esté faite au Vicaire general dudit sieur Evesque ledit jour. Requête présentée par ledit Gevalgé au Vicaire general dudit sieur Evesque, au bas de laquelle est son Ordonnance du 11. desdits mois & an, portant défenses ausdits Chanoines de continuer leurs prieres, exposition & Procession du S. Sacrement. Au bas est la signification desdites Requestes & Ordonnance ausdits Chanoines dudit jour. Autre Acte Capitulaire par lequel lesdits Chanoines intet-jettent encore appel comme d'abus desdites Ordonnance & citation, du 12. Juillet. Au bas est la signification qui en a esté faite audit Vicaire general ledit jour. Information faite par l'Offi-cial dudit sieur Evesque à Moulins à la Re-queste dudit Gevalgé le premier Juillet audit an, contre lesdits Doyen, Chanoines & Cha-pitre & susdits Curez, des contraventions par eux faites aux Ordonnances dudit sieur Eves-que du 2. desdits mois & an, des insultes & in-jures à luy faites de la part dudit Chapitre, lors qu'il estoit audit lieu de Vezelay envoyé par le-dit sieur Evesque. Autre information faite à la Requête dudit sieur Gevalgé par ledit Vicaire general, desdites contraventions faites par ledit Chapitre ausdites Ordonnances dudit sieur Evesque du 15. dudit mois du Juillet. Ordonnance dudit Vicaire general du 2. dudit mois pour la closture dudit Jubilé; contenant injonction ausdits Curez & Communautéz Religieuses de Vezelay de se trouver à ladite Eglise de S. Pier-re, pour assister à la Procession generale, Pre-

dication & benediction du tres-saint Sacrement.
 Au bas est la signification qui en a esté faite aus-
 dits Curez & susdites Communautéz du 13.
 desdits mois & an. Copie d'une Mission ac-
 cordée par ledit Vicaire general du 15. desdits
 mois & an audit Pere Pincot pour prescher en
 ladite Eglise de la Magdelaine de Vezelay. Au
 bas est l'Exploit de signification qui en a esté
 faite ausdits Doyen, Chanoines & Chapitre,
 le 13. Aoust 1669. avec Sommation à eux faite
 de declarer s'ils entendoient empescher, que le-
 dit Pere ne preschât le jour de l'Assomption en
 leur Eglise, suivant ladite Mission. Procez ver-
 bal du Bailly de Vezelay du 15. dudit mois,
 sur le refus fait par lesdits Doyen, Chanoines
 & Chapitre, que ledit Pere Pincot preschast en
 leur Eglise, qu'auparavant il n'eust signé un A-
 cte Capitulaire, contenant leurs protestations.
 Ordonnance dudit Chartraire dudit jour, por-
 tant injonction à tous Curez & Religieux de se
 trouver en l'Eglise desdits Chanoines, pour al-
 ler ainsi qu'il est accoustumé en Procession à
 l'Eglise de saint Estienne, apres les Vespres du
 jour & Feste de l'Assomption, sur peine d'estre
 procedé contre eux par les voyes de Droit. Au
 bas est la signification qui en a esté faite audit
 Pere Pincot ledit jour 15. Aoust dernier. Ex-
 ploir d'assignation donnée le 17. desdits mois &
 an, à la Requête dudit Pere Pincot audit Char-
 traire, à comparoir pardevant le Bailly de Ve-
 zelay, pour voir répondre par ledit Pere Pin-
 cot à l'Acte, contenant les protestations dudit
 Chapitre. Procez verbal dudit Bailly du 19. du-
 dit mois, contenant les dires & contestations

d'entre ledit Pere Pincot & ledit Chartraire. **A-**
cte de declaration faite à la Requête dudit Pe-
 re Pincot audit Chapitre, que suivant ladite
 Mission, il prescheroit en leur dite Eglise le jour
 de la Nativité de Nostre-Dame du 8. Septem-
 bre audit an 1669. Procez verbal dudit Bailly du
 8. dudit mois, sur ce qu'il n'a esté permis audit
 Pere Pincot de prescher en ladite Eglise Colle-
 giale de Vezelay, qu'apres avoir par luy signé
 l'A^{cte} Capitulaire desdits Doyen, Chanoines
 & Chapitre, contenant leurs protestations. **A-**
cte d'appel comme d'abus interjetté le 30. O-
 ctobre 1670. par ledit Griveau, Prestre de saint
 Pierre de Vezelay, Confrere & Directeur de
 la Confrerie du tres-saint Sacrement, établie
 dans ladite Eglise, de l'introduction faite de la-
 dite Confrerie, par lesdits Doyen, Chanoines
 & Chapitre en leur dite Eglise, sans la partici-
 pation dudit Griveau & autres Confreres. Au
 bas est la signification qui en a esté faite ausdits
 Doyen, Chanoines & Chapitre, ledit jour. **A-**
cte Capitulaire du 14. Juillet 1669. par lequel
 lesdits Chanoines interjettent appel comme
 d'abus, de la closture dudit Jubilé, & d'abon-
 dant de tous les A^{ctes}, Ordonnances, pieces
 secretes & autres, dressées avec l'Official de
 Moulins. Au bas est la signification qui en a
 esté faite audit Vicaire general dudit sieur Eves-
 que, & audit Gevalzé dudit jour 14. Janvier
 1670. Copie imprimée du *Transsumptum*, fait par
 l'Evesque de Bethleem, le 16. Avril 1538. de la
 Bille accordée par le Pape Paul III. au mois de
 Janvier 1537. pour la Secularisation de ladite E-
 glise sainte Marie Magdelaine de Vezelay. Co-

pie imprimée desdites Lettres Patentes de sa Majesté, du mois de Juillet 1653. pour l'homologation dudit *Transsumptum*. Copie imprimée d'Arrest du Parlement du 12. Janvier 1654. portant qu'auparavant de proceder à l'enterinement desdites Lettres, elles seroient communiquées au sieur Abbé de Vezelay, & autres particuliers y dénommez. Copie d'autre Arrest dudit Parlement, donné entre lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre, ledit sieur Abbé, & lesdits particuliers le 2. Mars 1658. portant enregistrement de ladite Bulle, & des susdites Lettres Patentes. Acte Capitulaire desdits Doyen, Chanoines & Chapitre, du 14. Aoust 1669. par lequel ils auroient interjetté appel cōme d'abus du Mandement du grand Vicaire dudit sieur Evêque d'Autun, portant pouvoir audit Pere Pincot de prescher en leur Eglise. Signification dudit Acte audit Pere, du len 'emain 15. dudit mois. Autre Acte fait par devant Notaire & témoins, le 28. Janvier 1669. par ledit sieur Foucquet, Abbé de sainte Marie Magdelaine de Vezelay, contenant sa declaration, qu'en adherant aux Actes par luy cy-devant faits, il reconnoissoit ledit sieur Evêque d'Autun avoir toute jurisdiction ordinaire & Episcopale sur ladite Abbaye, Eglises, Clergé, & peuple dudit Vezelay; & autres Eglises dépendantes de ladite Abbaye: & où il auroit esté fait par ledit Chartraire, Doyen de ladite Abbaye, & cy-devant grand Vicaire, & tous autres, en qualité de grands Vicaires, Officiaux & Vice-gerans dudit sieur Abbé, aucuns Actes contraires à ladite reconnoissance, ledit Abbé les auroit des-

avoüez & revoquez, mesme de nouveau le grand Vicariat dudit Chartraire. Signification dudit Acte à la Requête dudit Gevalgé ausdits Doyen, Chanoines & Chapitre le neuvième Avril 1669. Requête de Contredits desdits Doyen, Chanoines & Chapitre contre la production dudit Gevalgé du 18. Mars 1670. Ledit Arrest dudit Conseil dudit jour 26. Aoust audit an 1670. rendu contradictoirement entre ledit Gevalgé & lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre esdits noms, portant retention audit Conseil du fond & principal differend d'entre les parties, & que dans huitaine elles adjousteroient à leurs productions, écriroient & produiroient pardevers le sieur Commissaire à ce député tout ce que bon leur sembleroit, pour à son rapport audit Conseil estre fait droit diffinitivement ausdites parties ainsi qu'il appartiendrait. Signification dudit Arrest du 10. Septembre audit an 1670. Copie de quatre *Visa* donnez par les sieurs Evêques d'Autun & leurs Vicaires generaux y dénommez des années 1570. 1598. 1660. & 1664. des Provisions de Cour de Rome expediees en faveur des particuliers aussi dénommez, l'un pour la Cure de S. Pere de Vezelay, deux autres pour deux Canoncats de l'Eglise Collegiale dudit lieu, & du Doyenné de la mesme Eglise. Provisions de Cour de Rome du 20. Septembre 1622. pour un Canoncat de ladite Eglise, estant du Diocese d'Autun. Quatre Dimissoires des Vicaires generaux du sieur Evêque d'Autun y dénommez des années 1642. 43. & 44. pour la tonsure à trois particuliers de Vezelay Diocese d'Autun. Deux *Visa* des-

dits Vicaires des années 1660. & 1664. l'un
 pour un Canoniat & l'autre pour le Doyenné
 de Vezelay. Certificat dudit sieur Abbé de Ve-
 zelay & des autres Officiers, Curez & autres
 Ecclesiastiques de ladite Abbaye y dénommez, de
 l'année 1662. de la publication faite dans plusieurs
 Eglises dudit lieu, du Jubilé accordé par sa Sain-
 teté, & envoyé par ledit sieur Evêque d'Autun.
 Copie imprimée de la Bulle dudit Jubilé accor-
 dée par le Pape Clement IX. le 18. Juillet 1667.
 au bas est un Mandement dudit sieur Evêque
 du 26. Novembre audit an pour l'ouverture &
 publication dudit Jubilé dans toutes les Villes
 & Parroisses de son Diocèse. Fulmination de
 Bulle faite par le Vicaire general dudit sieur E-
 vêque du 29. Septembre 1668. avec dispense
 de mariage en faveur de Marie Che-
 valier de Vezelay & du particulier y dénommé,
 apres l'information faite par ledit Chartraire
 Doyen de Vezelay à ce commis par ledit Vi-
 caire general, du contenu en ladite Bulle. Pro-
 cez verbal du 13. Juillet 1669. fait en l'Assem-
 blée des Religieuses du Monastere des Ursules
 de Vezelay, sur l'Electiion de leur Superieure,
 en presence du grand Vicaire dudit sieur Evê-
 que d'Autun. Requête présentée audit grand
 Vicaire par lesdites Religieuses pour la nomina-
 tion de leur Superieure : Au bas est l'Ordon-
 nance dudit grand Vicaire du 15. desdits mois &
 an, portant confirmation de la nomination qui
 avoit esté faite dudit Griveau pour leur Supe-
 rieur. Certificat dudit Griveau Curé de S. Pier-
 re de Vezelay, du 4. Janvier 1670. de la publi-
 cation & closture faite dudit Jubilé en sa Par-

roisse, lequel Jubilé avoit esté accordé en 1667. & envoyé par ledit sieur Evesque. Acte contenant la declaration faite le 25. Aoust 1668. par ledit sieur Foucquet Abbé de Vezelay, qu'il ne pretendoit point soustenir que ladite Abbaye fût exempte de la juridiction dudit sieur Evesque d'Autun. Autre Acte de revocation faite par ledit sieur Abbé, du 15. Janvier 1669. du Vicariat dudit Chartraire. Signification dudit Acte ausdits Chartraire & Gevalgé, des 20. Janvier & 9. Avril. audit an. Acte d'assemblée dudit Chapitre de Vezelay, du 8. Aoust 1659. par lequel il a esté reconnu que la Police & discipline de ladite Eglise appartenoit audit Abbé. Requête présentée audit sieur Evesque par ledit Gevalgé. Au bas est son Ordonnance du 7. Juillet 1669. par laquelle en consequence des declarations & reconnoissances faites par ledit sieur Abbé de la juridiction Episcopale, & de la revocation dudit Chartraire Doyen, il est dit qu'il seroit cité en personne pardevant ledit sieur Evesque, pour respondre sur les fins de ladite Requête, & cependant défenses d'attenter ny entreprendre sur ladite juridiction volontaire ou contentieuse dudit sieur Evesque audit lieu de Vezelay. Acte de protestations faites & signifiées à la Requête dudit Promoteur, audit Chapitre, pour les contraventions faites ausdits Arrests du Conseil du 28. Juin 1669. Plainte faite le 5. Avril 1663. pardevant le Vice-gerant de l'Officialité de Vezelay, par le Pere Regnier Religieux Cordelier, des injures & scandales faits par lesdits Habitans de Vezelay, pendant ses Predications en ladite Eglise Collegiale. Plus

sieurs procédures faites entre ledit Pere Pincot,
 pour l'exécution des Mandemens dudit sieur E-
 vesque, pour prescher en ladite Eglise, & les-
 dits Doyen, Chanoines & Chapitre, qui au-
 roient protesté contre lesdits Mandemens, &
 empesché l'exécution d'iceux, des mois d'Octo-
 bre, Novembre & Decembre 1669. Février,
 Novembre & Decembre 1670. Exploit de signi-
 fication faite à la Requête dudit Gevalgé, du-
 dit Arrest du Conseil du 4. Février 1669. avec
 trois Sommations faites ausdits Eschevins de
 Vezelay, de fournir la subsistance nécessaire &
 ordinaire pour le Pere Pincot, Predicateur en-
 voyé par ledit sieur Evesque, & mesme suivant
 l'ancien usage, de luy donner des billets sur les
 Habitans dudit Vezelay, solvables, pour se fai-
 re payer par ledit Pere Pincot, de vingt sols par
 chacun jour de Careme, avec une bouteille de
 vin & un grand pain, mesme luy fournir de bois
 & chandelle, des 19. Février, 1. & 2. Mars,
 audit an 1670. Acte Capitulaire dudit Chapitre,
 du 7. Decembre 1670. par lequel il a esté resolu
 qu'il seroit signifié audit Pere Pincot, qu'au
 jour & heure qu'il devroit prescher en ladite E-
 glise, tout y seroit preparé à cette fin. Billet
 affiché de la part dudit Chapitre, contenant le
 jour qu'ils feroient l'exposition du saint Sacre-
 ment en ladite Eglise, & qu'ils feroient la Pro-
 cession en celle de S. Estienne pour la Confrai-
 rie du saint Sacrement. Ordonnance dudit sieur
 Evesque d'Autun, du 27. Octobre 1669. par la-
 quelle l'establissement fait par lesdits Doyen,
 Chanoines & Chapitre, de la Confrerie du tres-
 saint Sacrement en leur Eglise, au mépris de

l'autorité dudit sieur Evesque, & contre les formes, auroit esté déclaré nul & sans effet, avec défenses à eux faites, & à tous autres, de continuer ladite Confrerie. Signification de ladite Ordonnance du 4. Decembre 1669. Trois procez verbaux faits les 6. Novembre, 4. & 5. Decembre audit an, sur les contraventions faite à ladite Ordonnance. Ordonnance dudit Chartraire, du 14. Février 1670. de permission de manger des œufs en Carefme, audit lieu de Vezelay, Poté & détroit de la juridiction de ladite Abbaye. Monitoire accordé par ledit Chartraire au particulier de Vezelay, y denommé, sur le fait y mentionné du 14. Juin 1670. Exploit d'assignation donnée le 7. Mars ensuiuant à la Requête dudit Gevalgé audit Gabriel Antoine à comparoir pardevant l'Official de Moulins, pour voir ordonner que sans préjudice de l'appel par luy interjetté, d'autres appellations interjettées & à interjetter, & du renvoy par luy requis, il seroit passé outre au jugement du procez, attendu qu'il s'agissoit d'instruction & de discipline Ecclesiastique; ce faisant que ledit Antoine seroit tenu de rapporter ses Lettres d'Ordination, & le pouvoir en vertu duquel il celebrait la Messe. Lettres de relief obtenues en la Chancellerie du Parlement de Paris par ledit Antoine le 20. Mars 1670. sur l'appel comme d'abus de Juge incompetant par luy interjetté de la Sentence de l'Official dudit sieur Evesque d'Autun à Moulins du 26. Février 1670. en ce que par icelle ledit Official l'avoit debouté de son declinatoire, & ordonné que les parties procederoient pardevant luy, au lieu

lieu de les renvoyer pardevant le sieur Abbé de Vezelay, son Juge naturel. Exploit de signification desdites Lettres & d'intimation donnée en consequence audit Parlement audit Gevalgé du 5. May 1670. Liasse d'Actes Capitulaires desdits Doyen, Chanoines & Chapitre des 6. Mars, 12. Avril, 15. 28. & 30. Juin, 14. Juillet & 14. Aoust 1669. contenant les appellations comme d'abus par eux interjettées des Ordonnances, Mandemens & Missions du dit sieur Evêque d'Autun & de son Vicaire general y mentionnez. Sentence du Bailly de Vezelay du 20. Mars 1669. obtenüe par défaut par ledit Pere Pincot à l'encontre de Pierre Bouchiel, Eschevin, & Claude Offart Syndic dudit Vezelay, qui les condamne de payer audit Pere Pincot la somme de quarante livres pour les vingt sols de l'Advent de l'année 1669. pain & vin, bois & chandelle à luy deus à cause de sesdites Predications. Deux Rooles signez dudit Offart, contenant les noms des Habitans de Vezelay qui devoient fournir la subsistance à leur Predicateur. Acte de declaration desdits Habitans du 13. Janvier 1670. qu'ils n'entendoient contribuer à la subsistance dudit Pere Pincot qui se seroit vanté de prescher le Careme de ladite année audit lieu. Signification dudit acte audit Pere Pincot du premier Février audit an 1670. Copie imprimée d'Arrest contradictoire du Parlement de Bourgogne du 20. Février 1665. entre ledit sieur Abbé de Vezelay & les Maire & Eschevins, Syndic & Habitans dudit Vezelay, par lequel est ordonné ausdits Habitans de Vezelay de porter honneur & respect audit

Abbé leur Seigneur au spirituel & temporel, & à ses Officiers audit Vezelay, avec défenses ausdits Habitans de s'assembler, ny faire battre le tambour sans sa permission ou de ses Officiers, & adjournement personnel decreté contre les particuliers y dénommez dudit lieu de Vezelay. Copie imprimée d'autre Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 2. Septembre 1670. donné en faveur du sieur Archevesque de Sens à l'encontre du Chapitre de l'Eglise Cathedrale dudit lieu, rapporté pour servir de prejugé en l'instance d'entre les parties. Sac dans lequel sont les informations & autres procedures faites à la Requête dudit Gevalgé contre les particuliers y dénommez, porté au Greffe dudit Conseil, & joint à ladite instance, conformément audit Arrest du Conseil du 4. Octobre 1670. Copie imprimée du testament du Comte Gerard sans date, contenant entr'autres choses la fondation par luy faire du Monastere des Religieuses de l'Ordre de S. Benoist audit lieu de Vezelay. Arrest du Parlement de Paris du 7. Juin 1669. obtenu par lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre de Vezelay, par lequel ils sont receus appellans comme d'abus dudit acte d'abdication faite par ledit sieur Foucquet Abbé de ladite Abbaye de sa jurisdiction; & cependant ordonné que par provision ledit Doyen continuera sa fonction pour la jurisdiction spirituelle. Extrait du Registre de la Maison de Ville de Vezelay d'un Acte d'assemblée faite le 16. Juin 1669. pour declarer audit sieur Evêque d'Autun que les Habitans dudit Vezelay n'entendoient le reconnoistre pour leur Seigneur

spirituel. Signification dudit Acte audit sieur Evesque du 14. Juillet audit an. Acte Capitulaire desdits Chanoines de Vezelay, portant deliberation d'interjetter appel comme d'abus de l'Ordonnance de l'Official de Moulins de permission d'informer. Information de tout ce qui s'en estoit ensuivy du 3. Juillet 1669. Signification dudit acte au Vicaire general d'Autun & à l'Official de Moulins dudit jour. Autre Acte Capitulaire du 16. Aoust 1669. pour sommer le Promoteur d'Autun de cotter audit Chapitre les contraventions par eux faites aux Arrests du Conseil. Signification dudit Acte du 26. desdits mois & an. Cahier contenant copie collationnée le 12. Janvier 1671. par Parent Sergent Royal au Bailliage d'Auxerre, avec Malapris & Salon Notaires audit Vezelay, de plusieurs pieces transcrites dans un gros Livre, dit Cartulaire, trouvé dans les Archives de la Sacristie de l'Eglise sainte Marie Magdelaine de Vezelay, en consequence du Compulsoire fait par ledit Parent en vertu d'Arrest du Conseil du 21. Novembre 1670. & Commission expediee sur iceluy, ce requerant les Deputez dudit Chapitre, & en leur presence & de Maistre Pierre Binier comparant pour ledit sieur Evesque d'Autun, & pour son Promoteur, *Primo*, de ladite fondation du Comte Gerard. Plus d'une Bulle du Pape Nicolas I. donnée au mois de May sous l'Empire de Louis fils de Charlemagne, portant approbation & confirmation de ladite fondation. Plus des Lettres du Roy Charles le Chauve données *in bello Palliaco*, le 7. des Ides de Janvier, Indiction premiere, par lesquelles il con-

firme ladite fondation. Ensuite desquelles Lettres est un discours , portant qu'au lieu des Religieuses furent mis dans ledit Monastere de Vezelay des Religieux , & que le Pape Jean confirma ce qui avoit esté fait par le Pape Nicolas I. Plus ladite Bulle dudit Pape Jean donnée le 6. des Kal. d'Octobre l'an 6. du Pontificat dudit Pape , Indiction 8. en faveur des Abbé & Religieux establis audit Monastere au lieu desdites Religieuses , & adressée à Hugues Abbé de Vezelay. Apres laquelle Bulle est un autre discours , contenant que ladite fondation a esté confirmée par les Rois Louïs , Charlemagne , Eudes, un autre Roy nommé Charles, & un autre nommé Louïs. Plus copie des Lettres Patentes de Louïs Roy de France du 6. des Nones d'Avril 1119. confirmatives aussi de ladite fondation: Ensuite dequoy est encore un discours portant que ladite fondation a esté confirmée par deux Rois nommez Philippes subsequemment, l'un en 1280. au mois de Juin , & l'autre l'an 1293. & que l'on obmet de mettre le double desdites Lettres , tant parce qu'elles sont tres-mal écrites , & qu'à grand peine peut-on les lire , qu'à cause que lesdites Lettres du Roy Louïs sont narratives des autres. Le procez verbal dudit Compulsoire, datté au commencement du 9. Janvier 1671. contenant les comparutions . dire , requisitions & contestations desdites parties au sujet du Compulsoire des pieces y mentionnées, rapportées & produites en la presente instance. Copie signée & collationnée comme dessus par ledit Parent Sergent sur la Bulle du Pape Luce, estant ausdites Archives , donnée à Rome le 14. des

Kal. de Janvier , Indiction 15. concernant les Privileges dudit Monastere de Vezelay. Autre copie collationnée en 1669. de ladite Bulle par les Notaires de Vezelay. Autre copie collationnée par ledit Parent lors dudit Compulsoire, d'une Bulle du Pape Martin, des Ides de Novembre, portant confirmation generale des Privileges de ladite Abbaye. Autre copie collationnée comme dessus par ledit Parent d'un Acte fait le penultième Novembre 1417. pardevant l'Official de Vezelay , contenant la collation de plusieurs Bulles qui luy ont esté représentées , & qui sont copiées dans ledit acte ; la premiere du Pape Luce du 5. des Ides de Janvier , qui accorde aux Abbez de Vezelay le droit de porter mitre : La seconde du Pape Clement du 15. des Kal. de Février , qui accorde aussi ausdits Abbez l'usage des sandales : La 3. d'Urbain Pape qui octroye ausdits Abbez le droit de porter l'anneau & les gans en datte du 3. des Nones de Juillet. Et ensuite sont des copies d'autres pieces, sçavoir d'une Lettre de S. Louis à l'Abbé & aux Religieux de Vezelay du mois de Juillet 1267. par laquelle il leur mande , que le Cardinal du Titre de sainte Cecile, Legat du S. Siege , doit aller visiter leur Eglise. Plus d'une concession d'Indulgences pour ladite Eglise donnée aux Ides d'Aoust, sous le Pontificat du Pape Clement par le mesme Cardinal. Plus des Lettres du Roy saint Louis & de l'Evesque d'Auxerre pour convier les peuples à la dépense d'une Chasse pour le corps de sainte Marie Magdelaine de Vezelay. Autre copie collationnée comme dessus par ledit Parent Huissier, d'une Requête présentée à Monsieur

de Reims Abbé & Seigneur de Vezelay , par ses sujets de la ville d'Aquien sous Vezelay , tendante à ce qu'il luy pleust ; soit sur ses dîmes , rentes , terrage ou autrement , donner moyen de vivre à un Vicaire perpetuel, ou telle pension congrüe, qu'ils peussent estre deuëment administrer : Au bas est son Ordonnance du 4. Février 1578. portant renvoy de ladite Requête au sieur Jarrige son Vicaire general , pour s'informer du revenu de ladite Cure d'Aquien ; & cependant luy ordonne d'y commettre quelque homme d'Eglise. Cahier contenant copie collationnée comme dessus par ledit Parent de plusieurs Actes de l'Officialité dudit Vezelay ; le premier de l'année 1631. est un enregistrement de Lettres de Promoteur en ladite Officialité , accordées par le sieur de Rochefort Abbé de Vezelay à Maistre Jean de Margue ; le reste des pieces mentionnées audit Cahier sont plusieurs Actes faits en ladite Officialité entre les particuliers y dénommez des années 1632. 1636. 1643. 1647. 48. & 1655. Autre Cahier contenant aussi copie collationnée par ledit Parent lors dudit Compulsoire de deux Sentences renduës par l'Official de Vezelay ; la premiere le 20. Janvier 1648. entre le Promoteur de ladite Officialité & Maistre Antoine le Couvey , Prestre, Curé de S. Pere ; la seconde du 3. Septembre 1655. entre Maistre François Pie Promoteur commis en ladite Officialité , & Maistre Jean de Margue Promoteur en titre, Curé de saint Estienne de Vezelay , par lesquelles lesdits le Couvey & de Margue sont declarez incapables de tenir aucuns Benefices ny Offices , comme

estant convaincus des cas mentionnez esdites Sentences. Copie collationnée le 5. Aoust 1586. par Morot Greffier en la Commission des usurpateurs des Domaines dudit Registre, appelé Cartulaire de Vezelay. Copie d'une Requête présentée au Roy par le Chapitre de Vezelay, par laquelle il auroit conclu à ce qu'attendu que la Ville & tout le bien & revenu dudit Chapitre avoit esté usurpé par les rebelles de la R. P. R. il fut ordonné que certains fruits & revenus seroient employez au restablissement de leur Eglise: au bas est l'Ordonnance dudit Conseil du 18. Juin 1573. qui renvoye ladite Requête au Parlement: ensuite est une Commission du Conseil pour assigner parties du 18. Juin 1573. & un exploit d'assignation donnée en vertu d'icelle le 12. dudit mois 1574. Copie d'une Lette du Comte Gerard, écrite au Pape Nicolas, pour le supplier d'accepter son Testament. Copie d'une Bulle du Pape Paschal de l'année 1103. portant confirmation des privileges de Vezelay, avec designation de son territoire. Copie d'une Bulle du Pape Innocent, donnée aux Nones de May, qui estend les Privileges accordez à l'Eglise de Vezelay jusqu'aux Prieurez qui en dépendent. Liasses de plusieurs provisions de grand Vicaire, d'Official & Promoteur accordées depuis 1560. jusqu'en 1666. par les Abbez de Vezelay. Signification dudit Arrest du Parlement du 7. Juin 1669. aux Curez, Convents & Habitans de Vezelay du 14. desdits mois & an. Adjournement personnel donné le 9. Avril 1544. par l'Official de Vezelay, contre Louis de Marac Prestre. Deux Sentences du-

dit Official des années 1546. & 1548. au sujet des mariages y mentionnez. Commission pour assigner parties en l'Officialité de Vezelay du 6. Decembre 1548. Procédures faites en ladite Officialité le 30. May 1620. par ledit sieur de Rochefort Abbé, entre le Promoteur & Pierre Felix Chanoine de Vezelay, adjourné à comparoir en personne. Dispense de mariage accordée par le grand Vicaire de Vezelay le 28. Janvier 1626. Liasse de plusieurs Monitoires octroyez par les Officiaux de Vezelay depuis 1598. jusqu'en 1670. Neuf collations faites depuis 1615. jusqu'en 1650. par ledit sieur Abbé de Vezelay des Cures dépendantes de la Poté ou banlieue dudit Vezelay. Autre collation d'une Chapellenie accordée par ledit Abbé en 1588. & quatre *Visa* par luy octroyez depuis 1614. jusqu'en 1619. des Doyenné, Archidiaconé & Canoncats de Vezelay. Dimissoires accordez par les Abbez de Vezelay ou grand Vicaires, depuis 1580. jusqu'en 1668. Ledit Arrest du Conseil dudit jour 21. Novembre 1670. intervenu sur la Requête dudit Chapitre, qui ordonne l'ouverture desdites Archives de l'Eglise de Vezelay, & le Compulsoire des pieces qui seroient indiquées par ledit Chapitre, & non d'autres. Commission expédiée sur ledit Arrest dudit jour. Signification d'iceluy du 2. Decembre 1670. Acte de prestation de serment dudit sieur Fouquet, Abbé de Vezelay, par lequel il promet de défendre les droits de ladite Eglise du 20. Juillet 1659. Copie d'Arrest du Parlement de Paris du 11. Juillet 1670. rendu entre ledit Chapitre & ledit Abbé, par lequel ledit sieur

Abbé est tenu de payer la retribution au Predicateur qui prescheroit en ladite Eglise. Estat dressé par lesdits Habitans de Vezelay, le 10. Decembre 1670. de ceux d'entr'eux qui contribueroient à la retribution du Predicateur, pendant l'année 1670. Cahier contenant copie de plusieurs Dimissoires, octroyez par les Abbez de Vezelay, depuis 1580. jusqu'en 1668. Copie d'assignation donnée le 11. Février 1670. audit Gabriel Antoine, à la Requête dudit Gevalgé, pardevant ledit sieur Evêque d'Autun, ou son Official pour représenter ses Lettres de Tonsure, quatre Mineurs, Sousdiaconat & Diaconat, en vertu desquelles il celebrait la sainte Messe, & faisoit les autres fonctions Sacerdotales. Declinatoire signifié de la part dudit Antoine, le 26. dudit mois sur ladite assignation. Acte de revendication faite ledit jour, de la cause, par ledit Chapitre de Vezelay. Sentence de l'Officialité de Moulins, du 25. desdits mois & an, contradictoirement donnée entre ledit Gevalgé, Promoteur susdit, lesdits Antoine, & Chanoines de Vezelay, intervenans, portant sans avoir égard au declinatoire, que les parties procederoient en ladite Cour, & défendroient aux fins de la demande dudit Promoteur. Acte d'appel interjetté par ledit Antoine, de ladite Sentence du 27. dudit mois. Lettres de relief d'appel du 29. Mars ensuivant. *Pareatis* sur lesdites Lettres du 13. Avril audit an. Exploit d'assignation donnée en vertu desdites Lettres audit Gevalgé audit Parlement de Paris, du 5. May ensuivant Arrest du Conseil sur Requête dudit Gevalgé du 16. Juin audit an, portant

que la procedure commencée par l'Official dudit sieur Evesque à Moulins , seroit continuée jusqu'à jugement diffinitif , & cependant défenses faites de proceder ailleurs qu'au Conseil. Autre assignation donnée audit Antoine à la Requête dudit Gevalgé , le 7. Aoust audit an , à comparoître en ladite Officialité de Moulins , en execution dudit Arrest. Copie du Bref d'absolution obtenu en Cour de Rome par ledit Antoine , le 12. Juin 1670. d'avoir pris les Ordres sur un Dimissoire du grand Vicaire de ladite Abbaye. Requête présentée par ledit Antoine audit sieur Evesque d'Autun , pour la fulmination dudit Bref en la maniere accoustumée. Au bas est son Ordonnance de renvoy à son Official, pour estre procedé suivant la teneur dudit Bref , ainsi qu'il appartiendrait. Acte de requisition faite le 30. Janvier 1671, audit sieur Evesque , par ledit Antoine , pour ladite fulmination, contenant le réponse dudit sieur Evesque , & les protestations dudit Antoine. L'Original dudit *Transsumptum* de ladite Bulle de Secularisation , faite par l'Evesque de Bethleem. La signature de Cour de Rome , donnée le 4. des Kal. de May 1541. sur la supplique faite au nom de François Premier , explicative de ladite Bulle. Lesdites Lettres Patentes obtenues de sa Majesté , du mois de Juillet 1653. pour l'homologation dudit *Transsumptum* , & de ladite signature de Cour de Rome. Escritures & productions desdits Doyen , Chanoines & Chapitre , & dudit Gevalgé , surquoy il est intervenu ledit Arrest de retention au Conseil, du 26. Aoust 1670. Autres écritures, productions & additions de production par eux fai-

tes , pour satisfaire audit Arrest de retention , ensemble celles desdits Antoine & Grasset , Capitaine & Eschevins de Vezelay , tant pour eux , que comme prenant le fait & cause pour les Habitans de ladite Ville , & celle dudit Antoine , Chanoine , de Vezelay , & dudit sieur Evêque d'Autun. La susdite addition de production faite par lesdits Doyen , Chanoines & Chapitre , tendante à ce que ledit Gevalgé seroit debouté de ses Requestes , & ledit sieur Evêque d'autun de son intervention , ledit Chapitre receu appellant comme d'abus , ou comme de Juge incompetant ou autrement , faisant droit sur ledit appel , les Ordonnances dont est question , & ce qui s'en est ensuivy mis au néant , & ordonné que sans avoir égard à l'abdication faite par ledit sieur Abbé de Vezelay , de la juridiction , que le Doyen de ladite Eglise qu'il avoit nommé auparavant pour son grand Vicairre , continueroit ses fonctions pour la juridiction spirituelle , & les intimez & intervenans condamnez aux dépens. Requeste dudit sieur Fouquet , Evêque & Comte d'Agde , Abbé de ladite Abbaye sainte Marie Magdelaine de Vezelay , tendante à ce qu'il pleust à sa Majesté luy donner acte de ce qu'il persistoit aux declarations par luy faites les 28. Janvier 1669. 27. dudit mois , & 4. Février 1671. & de ce qu'il employoit pour toutes écritures & productions en l'instance , le contenu en icelles , & ladite Requeste ; & en consequence le mettre hors de Cour & de procez , avec signification de ladite Requeste du 22. Avril 1672. Les pieces mentionnées & attachées à icelles ; Sçavoir un Acte

passé pardevant Notaire & témoins, ledit jour 28. Janvier 1669. contenant la declaration & reconnaissance dudit Abbé de Vezelay, de ladite juridiction Episcopale sur ladite Abbaye, & Eglises en dépendans, situées dans le Diocèse d'Autun. Signification dudit Acte audit Chapitre, dudit jour 9. Avril 1669, Autre Acte par lequel ledit sieur Abbé persiste au precedent du 27. Janvier 1671. Autre Acte de declaration signifié le 4. Février ensuivant, à la Requeste dudit sieur Abbé, aux Advocats des autres parties, qui n'ayant aucun titre legitime pour contester audit sieur Evesque d'Autun, la juridiction Spirituelle, Episcopale & contentieuse qui luy appartient de droit commun, en qualité d'Evesque Diocesain, il n'empeschoit point comme il avoit cy-devant déclaré, par les Actes des 25. Aoust 1668. 15. & 28. Janvier 1669. qu'il n'exercast ladite juridiction sur l'Abbé, Dignitez, Chapitre & Supposts de ladite Eglise de Vezelay, & autres, tant Seculiers que Reguliers en dépendans, & qui sont dans ladite Ville & territoire d'icelle. Contredits dudit sieur Evesque d'Autun, des productions dudit Chapitre. Signification d'iceux à leur Advocat, du 9. Mars 1672. Requeste dudit sieur Evesque d'Autun, sur laquelle par Ordonnance du Conseil du 22. desdits mois & an, il luy a esté permis d'ajouster à sa production un *Perquiratur* de Cour de Rome, sur lequel les Officiers, Gardes des Archives, ont donné leur certificat au mois de May 1671. que dans les Bulles du Pape Paul III. de l'année 1537. la minute de celle de la Secularisation de l'Abbé de Vezelay, ne s'est point trouvée. Signifi-

cation de ladite Requête du 26. Mars 1672. desdits *Perquiratur* & certificats susdits. Requête desdits Doyen, Chanoines & Chapitre de Vezelay, employée pour contredits, contre l'avertissement dudit Gevalgé, & production dudit sieur Evêque, & aux fins de reception des pieces mentionnées & attachées à ladite Requête, au bas de laquelle est l'Ordonnance du Conseil, du 14. Juin 1672. portant ladite reception, & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit. Signification de ladite Requête, ensemble desdites pieces du 18. desdits mois & an; lesdites pieces, sçavoir Arrest du Conseil intervenu sur la Requête dudit Chapitre, le 6. Aoust 1669. portant main-levée par provision des saisies du temporel dudit Chapitre, faites à la Requête dudit Gevalgé. Copie collationnée d'un Dimissoire octroyé en 1654. audit Griveau, Chanoine de Vezelay. Copie imprimée du Jubilé Universel, accordé par sa Sainteté, & ouvert dans le Diocèse d'Autun, au mois d'Octobre 1661. suivant le Mandement dudit sieur Evêque, Autre imprimé du Jubilé, publié à Vezelay en 1655. sur le Mandement du grand Vicaire dudit sieur Abbé de Vezelay, octroyé par le Pape Alexandre VII. pour son exaltation. Autre Jubilé accordé en 1648. par Innocent X. avec le Mandement dudit sieur Abbé, pour estre publié dans toute la Poté de Vezelay. Acte de Mission donnée le 4. Octobre 1642. par le sieur de Rochefort, Abbé de Vezelay, à des Peres Capucins dans toute ladite Poté. Liste des cas reservez audit sieur Abbé, signé Pijart, Vicaire general, & Griveau son Secretaire. Ordonnance

dudit Pijart , du 30. Aoust 1661. contre tous les Ecclesiastiques de la juridiction de Vezelay , & du dehors, qui frequenteroient le cabaret. Trois Requestes presentées és années 1668. & 1669. par les Capitaine & Eschevins de la ville de Vezelay , pour avoir permission d'user de beurre, œufs & fromage en Careme. Plusieurs extraits des Registres Capitulaires , signez du Secretaire dudit Chapitre de Vezelay , depuis 1538. jusqu'en 1557. au sujet de la discipline exercée par ledit Abbé, ou son grand Vicaire, sur lesdits Chanoines & Prestres de la Poté de Vezelay. Sentence d'absolution, de suspension, & d'excommunication donnée le 20. Juillet 1546. par le grand Vicaire du sieur de Meudon, Cardinal, Abbé de Vezelay, en faveur d'un Chanoine. Acte de consecration de la Chapelle basse de Vezelay, faite le 20. Mars 1616. par le sieur Evêque de Bethleem. Sentence des Requestes du Palais de l'année 1620. par laquelle ledit Chapitre de Vezelay a droit de decerner des prieres publiques, & de convoquer des Processions generales en l'absence dudit sieur Abbé. Acte des Confreres de la Confrerie du saint Sacrement, du 12. Aoust 1669. contenant les raisons qu'ils ont eues de retirer leur Confrerie de l'Eglise de S. Pierre. Acte Capitulaire de la reception de ladite Confrerie, dans l'Eglise de la Magdelaine, du 10. Septembre 1669. Autre Acte fait par le sieur Griveau, en qualité de Curé de ladite Eglise de saint Pierre, le 3. Octobre audit an, au sujet de la reception de ladite Confrerie. L'Ordonnance dudit sieur Evêque d'Auxun, du 27. Octobre 1669. qui declare l'esta-

blissement fait en ladite Eglise de la Magdelaine, de ladite Confrerie, nul. L'Acte Capitulaire du 4. Decembre 1669. portant l'appel comme d'abus, interjetté par le Chapitre, de ladite Ordonnance. Deux significations faites audit Chapitre, à la Requête dudit Pere Pincot les 31. Octobre & 19. Decembre 1669. par lesquelles il leur declare qu'il se trouveroit le lendemain des jours y mentionnez en ladite Eglise de sainte Magdelaine pour y prescher, à ce qu'ils eussent à tenir les portes de ladite Eglise ouvertes, preparer la Chaire, & faire sonner la Predication. Copie d'un Arrest du Parlement, rendu entre lesdits du Chapitre de Vezelay & ledit Griveau, le 21. Mars 1667. par lequel il est permis audit Chapitre de disposer de la charge de Bailly & de Secretaire dudit Chapitre. Autre Arrest dudit Parlement du 31. Decembre 1669. afin de permission de faire assigner ledit Griveau en reparation d'honneur du Libelle diffamatoire par luy fait contre ledit Chapitre. Sentence des eaux & forests du 13. Mars 1671. portant défenses audit Griveau de connoistre des causes dudit Chapitre. Extrait de procez verbal de partage des biens de ladite Abbaye de Vezelay, du 9. Aoust 1668. Imprimé de ladite Bulle de Secularisation, & de ladite signature de Cour de Rome. Autre Requête dudit sieur Evêque d'Autun, employée pour satisfaire au Reglement intervenu sur l'incident de l'appel comme d'abus interjetté par ledit Antoine, évoqué & joint à l'instance principale, & à ce qu'en prononçant sur ladite instance principale & adjugeant les fins & conclusions que ledit sieur Evêque y a prises,

il fust dit qu'il n'y a abus dans la Sentence de l'Official dudit sieur Evêque , du 26. Février 1670. & en consequence ordonné que ledit Antoine procederoit devant l'Official dudit sieur Evêque à Moulins , sur l'instance commencée, & ledit Antoine condamné aux dépens. Ordonnance du Conseil , estant au bas de ladite Requête du 17. Juin 1672. portant Acte de l'employ , & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit. Signification de ladite Requête du 18. desdits mois & an. Les pieces mentionnées & attachées à ladite Requête, employées avec icelle, pour satisfaire audit Reglement. Sçavoir copies collationnées des Lettres de Dimissoire accordé par ledit sieur Evêque , les 4. Juin , & 6. Avril 1669. audit Antoine , pour prendre les Ordres de Sousdiacre & de Diacre, Requête du Promoteur dudit sieur Evêque , pour faire appeller ledit Antoine pour rapporter ses Ordres de Prestre. La procedure faite pardevant l'Official de Moulins , au sujet du contenu en ladite Requête. Copie d'Arrest du Conseil du 26. Aoust 1670. obtenu par ledit Antoine , portant que les parties seroient sommairement ouïes , & cependant défenses de continuer la procedure à Moulins , à la charge neanmoins que ledit Antoine ne pourroit faire les fonctions Sacerdotales dans l'estenduë du Diocèse d'Autun. Ledit Arrest du Conseil , du 4. Octobre 1670. Copie dudit Bref d'absolution , obtenu en Cour de Rome par ledit Antoine , le 12. Juin 1670. Acte fait par ledit Antoine , pour la fulmination dudit Bref. La réponse dudit sieur Evêque audit Acte. Copie de Requête présentée

tée au Conseil, par ledit Antoine. Requête contraire à icelle dudit sieur Evesque d'Autun. Requête dudit Chapitre, sur laquelle par Ordonnance du Conseil du 25. Juin 1672. il luy a esté permis d'ajouter à sa production les pieces mentionnées & attachées à ladite Requête. Signification d'icelle, ensemble desdites pieces dudit jour; lesdites pieces, sçavoir un Livre intitulé *Spicilegium*, composé par Dom Luc d'Achery, Religieux Benedictin, dans lequel se trouve l'Histoire de la Fondation de l'Abbaye de Vezelay, & la copie des Bulles & Rescrits accordez par plusieurs Papes, en consideration de ladite Fondation. Copie collationnée par ledit Parent, Huissier, lors dudit Compulsoire, sur autre copie collationnée, signée Challemelly, d'une Bulle d'Honoré III. du 15. Mars 1216. concernant les Privileges accordez à l'Eglise de Vezelay. Autre copie collationnée comme dessus, par ledit Parent, d'une Bulle du Pape Innocent IV. de l'année 1244. aussi concernant lesdits Privileges. Prise de possession d'un Canoniat de ladite Eglise, sur le *Visa* du grand Vicaire de Vezelay, du 7. Mars 1669. *Visa* donné par le grand Vicaire d'Autun, le 20. Octobre 1669. à Maistre Claude Griveau, Chanoine de Vezelay, au refus du Grand Vicaire dudit Vezelay. Arrest du Parlement de Paris, par lequel sur le refus fait à Maistre Roux, Chanoine, par le Vicaire general de Vezelay, de luy accorder un *Visa*, il auroit esté renvoyé pardevant le Chancelier de l'Université. Requête présentée au Conseil, par ledit Gabriel Antoine, le premier Juillet 1672. tendante à

ce que pour les causes y contenuës , il plust à sa Majesté luy donner acte de la declaration qu'il faisoit , qu'il n'entendoit plus se servir de son Bref d'absolution , & qu'il s'en déportoit , & faisant droit au principal sur l'instance formée par ledit sieur Evesque d'Autun, contre luy, declarer qu'il y a eu abus dans la procedure , en ladite Sentence del'Official de Moulins, & en consequence qu'il en a esté à juste cause appelé par ledit Antoine , casser lescdites procedures & Sentence , & tout ce qui s'en estoit ensuivy, décharger ledit Antoine des assignations à luy données pardevant ledit Official , à la Requête dudit Gevalgé , auquel & à tous autres , tres-expresses défenses seroient faites de troubler ledit Antoine , dans les fonctions de ses Ordres, comme aussi de lever & oster les défenses portées par ledit Arrest du Conseil , du 26. Aoust 1670. & condamner ledit sieur Evesque aux dépens ; & au surplus donner acte audit Antoine , de ce que pour la justification desdites conclusions , il employoit le contenu en ladite Requête , les pieces par luy cy-devant produites, & celles attachées à ladite Requête ; Sçavoir attestation Capitulairement donnée à Vezelay, le 16. Février 1669. audit Antoine , qu'il avoit obtenu son congé dudit Chapitre pour aller étudier. Autre attestation du 14. Juin 1665. qu'il a étudié en Philosophie au College du Plessis, pendant deux ans. Lettres de Maistre és Arts à luy accordées du 25. Juillet 1666. Six attestations de deux Professeurs de Sorbonne , que ledit Antoine a étudié assiduëment sous eux pendant trois années. Autre attestation du Cha-

pitre de Vezelay , que ledit Antoine a toujours vescu regulierement. Deux quittances des mois de Mars , & de May 1669. de la pension que ledit Antoine a payée pour six mois au Seminaire de S. Sulpice. Signature *d'Extra tempora*, obtenu en Cour de Rome par ledit Antoine , pour recevoir les ordres, du 11. Juillet 1669. Dimissoire par luy obtenu le 13. Juin audit an , du grand Vicaire del'Abbé de Vezelay , aussi pour recevoir tous les Ordres. Ses Lettres de Prestriſe du 31. Aoust 1669. Acte de protestation dudit Antoine du 21. Aoust 1670. pour la conservation des droits de l'Eglise de Vezelay , lors qu'il a présenté son bref d'absolution audit ſieur Eveſque d'Autun. L'Ordonnance du Conseil dudit jour 1. Juillet 1672. eſtant au bas de la Requeſte dudit Antoine , portant acte de l'employ , & au ſurplus en jugeant ſera fait droit. Signification d'icelle, enſemble deſdites pieces du 2. deſdits mois & an. Requeſte dudit Chapitre employée pour plus amples contredits contre les productions dudit ſieur Eveſque d'Autun , & aux fins de production nouvelle des pieces mentionnées & attachées à ladite Requeſte ; ſçavoir les originaux des Bulles de Gregoire VII. de 1075. de Luce de 1182. d'Innocent de 1244. & de Martin V. Un *Vidimus* en original contenant la Bulle d'Honoré III. de 1216. Un autre *Vidimus* ſigné de Ramagus de 1417. d'autres Bulles. Atteſtation des Maire & Eſchevins de Vezelay, contenant que tous les Samedis depuis Noel juſqu'à la Purification dans la ville & territoire de Vezelay , l'uſage de la chair eſt permis , & que l'on en fait abſtinence le jour de

S. Marc seulement, ce qui ne se pratique point dans aucun lieu de l'Evesché d'Autun. L'Ordonnance du Conseil du 22. Juillet 1672. estant au bas de ladite Requête, portant reception desdites pieces, & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit. Signification de ladite Requête, ensemble desdites pieces du 23. desdits mois & an. Requête dudit sieur Evesque d'Autun du 28. Septembre 1672. employée pour salvations aux contredits desdits Chanoines contre la seconde production dudit Gevalgé, & pour contredits à la production nouvelle desdits Chanoines du 14. Juin audit an. Signification de ladite Requête du premier Octobre 1672. Autre Requête dudit sieur Evesque d'Autun employée pour contredits aux deux dernieres productions nouvelles dudit Chapitre, & aux susdites Bulles. Signification de ladite Requête du premier desdits mois & an. Autre Requête dudit sieur Evesque employée pour contredits aux deux productions nouvelles dudit Antoine, & aux fins de la reception d'une piece mentionnée & attachée à ladite Requête, sçavoir un certificat du sieur Baudeau Prestre, faisant pour le Seminaire de saint Sulpice, du 7. Aoust 1672. contenant que ledit Antoine est entré audit Seminaire le 13. Février 1669. & qu'il en est sorty le 30. May ensuivant. L'Ordonnance du Conseil estant au bas portant reception de ladite piece, & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit, du 28. Septembre 1672. Signification d'icelle du premier Octobre ensuivant. Autre Requête desdits Doyen, Chanoines & Chapitre de Vezelay employée pour salvations aux contredits dudit

sieur Evesque, Signification de ladite Requête du 19. Novembre dernier. Autre Requête dudit sieur Evesque employée pour addition à sesdits contredits, signifiée le 29. desdits mois & an. Autre Requête de production nouvelle dudit sieur Evesque des pieces mentionnées & attachées à ladite Requête, sçavoir un Cahier imprimé du Factum desdits Chanoines, & la réponse à iceluy dudit sieur Evesque. Arrest du Conseil du 22. Mars 1662. avec copies imprimées de deux Arrests du Parlement de Paris, l'un du 5. Février 1664. & l'autre du 24. Mars audit an, rapportez par ledit sieur Evesque, pour servir de préjugé en sa faveur. Extrait du Procez verbal des visites faites par le sieur Evesque Duc de Langres du 9. Aoust 1672. par lequel il paroist de la visite par luy faite de la maison Abbatiale de saint Estienne de Dijon, & qu'il a esté receu en icelle par les Abbé, Doyen, Chanoines & autres Ecclesiastiques de ladite Eglise. Copie imprimée d'autre Factum dudit sieur Evesque d'Autun contre lesdits Chanoines & Antoine. Attestation des Prieur & Religieux reformez de l'Ordre de S. Benoist, establis depuis dix-huit ans ou environ dans l'Abbaye de Poutiers, du 14. Aoust 1672. qu'il n'estoit jusqu'alors de leur connoissance, que ladite Abbaye estant dans le Diocese de Langres, eust eu de jurisdiction quasi Episcopale dans ce qui dépendoit de ladite Abbaye; & & qu'ils solemnisoient les Festes du Diocese de Langres; l'Ordonnance du Conseil estant au bas de ladite Requête, portant reception desdites pieces, & qu'au surplus en jugeant seroit

fait droit, du 5. Decembre 1672. Signification d'icelle & desdites pieces dudit jour. Autre Requête dudit Antoine de production nouvelle des pieces mentionnées & attachées à ladite Requête, qui sont les originaux des Dimissoires, dont les copies ont esté par luy produites & mentionnées au present Arrest : l'Ordonnance du Conseil estant au bas de ladite Requête, portant reception desdites pieces, & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit, du 6. Septembre 1672. Signification de ladite Requête du lendemain. Autre Requête desdits Doyen, Chanoines & Chapitre de Vezelay, de contredits à la derniere production nouvelle dudit sieur Evêque d'Autun. Signification de ladite Requête du 24. desdits mois & an. Copie imprimée du Factum dudit Chapitre, signifiée audit sieur Evêque le 2. Janvier 1673. Autre Requête dudit sieur Evêque de production nouvelle de deux Cahiers imprimez, l'un intitulé, observations sur la Bulle d'Innocent IV. l'autre, observations sur les Bulles des Papes Paschal & Innocent, transcrites l'une dans le Livre intitulé Bibliothèque de Cluny, & l'autre dans un autre livre en forme de terrier du Prieuré de Millette; & ladite Requête avec lesdits deux cahiers d'observations y attachez, employez pour contredits ausdits deux Livres & Bulles susdites; l'Ordonnance du Conseil du 7. Janvier 1673. estant au bas de ladite Requête, portant reception desdites pieces, & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit. Signification de ladite Requête dudit jour. Autre Requête dudit sieur Evêque, de contredits à la production

nouvelle dudit Antoine , dudit jour 6. Decembre 1672. & aux fins de la reception , de la réponse faite par ledit sieur Eveſque au Factum dudit Antoine ; l'Ordonnance du Conſeil eſtant au bas de ladite Requeſte dudit jour 7. Janvier 1673. portant reception de ladite piece : Acte de l'employ , & qu'au ſurplus en jugeant ſeroit fait droit. Signification de ladite Requeſte dudit jour 7. Janvier 1673. Autre Requeſte deſdits Doyen , Chanoines & Chapitre de Vezelay employée pour contredits aux observations faites par ledit ſieur Eveſque contre ladite Bulle d'Innocent IV. Ordonnance du Conſeil eſtant au bas de ladite Requeſte du douzième Janvier 1673. portant acte dudit employ , & qu'au ſurplus en jugeant ſeroit fait droit. Signification de ladite Requeſte du 20. dudit mois de Janvier. Autre Requeſte dudit Antoine pour obtenir l'adjudication de ſes fins & conſolutions ; au bas de laquelle Requeſte eſt l'Ordonnance du Conſeil du douzième deſdit mois & an , portant qu'en jugeant ſeroit fait droit , ſignifiée le 21. dudit mois de Janvier. Autre Requeſte preſentée au Conſeil par ledit Gevalgé aux fins de la reception d'une piece mentionnée & attachée à ladite Requeſte , qui eſt une Sentence contradictoire des Requeſtes du Palais du 23. Aouſt 1663. qui condamne les Capitaine , Eſchevins & Syndic de Vezelay envers le Pere Regnier Cordelier , au payement de ſa nourriture & ſubſiſtance , pour avoir preſché l'Advent & le Carême en ladite Eglise de Vezelay ; & au ſurplus ladite Requeſte employée pour contredits à la production deſdits Capitaine , Maire & Eſche-

vins dudit Vezelay avec ladite Sentence , & tout ce qui s'en est ensuivy , qu'il avoit écrit & produit en l'instance ; ce faisant que les fins & conclusions prises par ledit Gevalgé par l'exploit du 11. Février 1670. & par la Requête enoncée en l'Arrest du 28. Avril ensuivant , luy fussent adjudgées , l'Ordonnance du Conseil estant aux bas de ladite Requête , portant acte de l'employ , & qu'au surplus en jugeant seroit fait droit , du 20. Janvier 1673. Memoire imprimé , fait au sujet de la datte de ladite Bulle d'Innocent IV. Acte par lequel il paroist qu'il a esté baillé copie de la part dudit sieur Evesque d'Autun , à l'Advocat desdits Doyen , Chanoines & Chapitre de Vezelay , dudit memoire du 20. desdits mois & an , & tout ce que par les parties a esté mis , écrit & produit pardevant le sieur de Pomereu , Conseiller du Roy en ses Conseils , Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel , President au Grand Conseil , Commissaire à ce député. O u y son rapport , apres en avoir communiqué pendant plusieurs seances aux Sieurs de Seve , Boucherat , Voisin Bénard & de Ficubet , Conseillers d'Estat , Commissaires députez par Arrest du Conseil , du 14. jour d'Octobre dernier , pardevant lesquels ledit Sieur Evesque d'Autun , Maistre Germain Chartraire , Doyen dudit Chapitre de Vezelay , & député d'iceluy , ledit Antoine Chanoine , & leurs Advocats , ont esté oüis à diverses fois , & tout considéré. **LE R O Y** ESTANT EN SON CONSEIL , faisant droit sur le tout , a ordonné & ordonne , que lesdites Lettres Patentes du mois de Juillet 1653.

feront rapportées en ce qui regarde l'exemption & Juridiction prétendues par lesdits Doyen, Chanoines & Chapitre de Vezelay, ce faisant sans s'arrester à l'Arrest du Parlement de Paris, du 2. Mars 1658. au chef qui concerne lesdites exemption & juridiction, & à autre Arrest dudit Parlement, sur Requeste du 7. Juin 1659. ny à tout ce qui s'en est ensuivy, a maintenu & gardé, maintient & garde ledit Sieur Evesque d'Autun, & ses Successeurs, en la possession de toute Juridiction volontaire & contentieuse, & de tout droit de visite sur ladite Eglise Collegiale, Abbatiale & Seculieré de Sainte Marie Magdeleine de Vezelay, & sur lesdits Abbé, Doyen, Dignitez, Chanoines, Beneficiers, Officiers, Supposts & Chapitre d'icelle, ensemble sur les autres Eglises, Curez, Clergé & Peuple de ladite Ville & Poté dudit Vezelay; En consequence dit qu'il a esté nullement & abusivement ordonné, & executé tant par ledit Chapitre, que par ledit Chartraire Doyen, dans les publications des Jubilez, & autres Actes de prétendue Juridiction par eux exercée, & dont est question, Fait sa Majesté défenses ausdits Abbé, Doyen, Chanoines & Chapitre dudit Vezelay, de troubler ledit Sieur Evesque, & ses Successeurs, ny s'immiscer en ladite Juridiction; Ordonne neanmoins que la presentation des Cures de ladite Ville & Poté de Vezelay, demeurera ausdits Abbé, Chanoines & Chapitre, pour en jouir chacun à leur égard. Et entant que touche les appellations comme d'abus, interjettées par lesdits

Doyen , Chanoines & Chapitre , & ledit Antoine Chanoine , dit qu'il n'y a abus ; Ce faisant sans s'arrester à la Requête dudit Antoine , du premier jour de Juillet dernier , ordonné , qu'il se retirera pardevers ledit Sieur Evêque d'Autun , pour estre procédé à la fulmination & execution du Bref par luy obtenu pour son absolution & rehabilitation. Et seront tenus lesdits Capitaines , Maire & Eschevins dudit Vezelay , de fournir, ainsi qu'il est accoustumé, la retribution au Pere Pincot , Cordelier , qui a presché en ladite Eglise l'Advent de 1668. le Carefme & l'Advent de 1669. & le Carefme de 1670. & de la fournir pareillement à l'avenir à ceux qui seront envoyez pour le mesme effet par ledit Sieur Evêque d'Autun: Ordonne sadite Majesté , que la main-levée Provisoire portée par l'Arrest du Conseil du sixième Aoust 1669. demeurera diffinitive. Et sur toutes les autres demandes , fins & conclusions des parties , Sa Majesté les a mis & met hors de Cour & de Procès ; Condamne lesdits Doyen , Chanoines & Chapitre , en soixante & quinze livres d'amende , & ledit Antoine , aussi en pareille amende de soixante & quinze livres , dépens compensez entre toutes les Parties. Fait au Conseil d'Estat du Roy , sa Majesté y estant , tenu à saint Germain en Laye, le vingt-cinquième jour de Janvier mil six cens soixante-treize.

Signé , COLBERT.



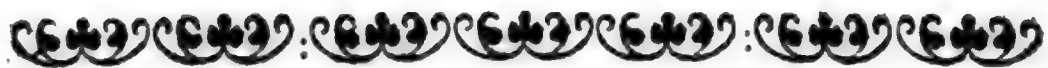
*ARREST DV PARLEMENT
de Paris, portant Reglement pour les
Ornemens & Reparations des Eglises,
& pour le Logement des Curez.*

SUR ce qui a esté remontré par le Procureur General du Roy, que ledit Seigneur Roy ayant ordonné par sa Declaration du 18. Février 1661. que suivant la disposition de l'Article 52. de l'Ordonnance de Blois, & de l'Article 3. de l'Edit de Melun, les Archevesques, & Evesques, particulièrement ceux dont les Dioceses estant sur les frontieres, auroient esté exposez aux desordres & aux ruines de la Guerre, pourvoiroient en faisant leurs visites, les Officiers des lieux appelez, à ce que les Eglises fussent fournies des ornemens necessaires pour la celebration du Service Divin, & celles qui estoient ruinées, restablies, en sorte que le Service y peust estre fait avec decence, & que les Curez eussent les logemens necessaires pour leur residence, enjoignant aux Officiers des lieux de tenir la main à l'execution des Ordonnances qu'ils rendroient sur ce sujet, lesquels sa Majesté vouloit estre executées, nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques. La Cour en procedant à l'enregistrement de cette Declaration, auroit ordonné par Arrest du 18. Juillet 1664. que la connoissance des contestations qui surviendroient

pour lefdites Ordonnances appartiendroir aux Juges Royaux , ce qu'estant fort juste de foy-mefme , a fervy tres-fouvent , contre son intention , de pretexte aux Decimateurs tenus des reparations du Chœur des Eglifes , & de fournir les Ornemens subsidiairement aux Marguilliers & aux Habitans obligez de donner les logemens aux Curez , pour éluder l'exécution des Ordonnances des Archevesques & Evesques par les contestations qu'ils ont formées sous differens pretextes , & qu'aucune des parties qui contestent ne veut faire terminer ; ce qui l'obligeoit de supplier la Cour d'y pourvoir suivant les Conclusions , & d'y apporter les autres remedes que sa prudence luy feront estimer necessaires. Luy retiré , la matiere mise en deliberation : LA COUR a ordonné & ordonne , que suivant l'Article 2. de l'Ordonnance de Blois ; l'Article 3. de l'Edit de Melun , & la Declaration du Roy du 18. Février 1661. les Archevesques & Evesques faisant leurs Visites , pourvoiront , les Officiers des lieux appelez , à ce que les Eglifes soient fournies de Calices , Croix , & d'Ornemens necessaires pour la celebration du Service divin : Et celles qui sont ruinées , restablies , en sorte que le Service y puisse estre fait avec décence , & les Curez logez commodément. Enjoint aux Officiers de tenir la main à l'exécution des Ordonnances qui seront rendues à cet effet par les Archevesques & Evesques , & de proceder par toutes voyes , mesme par saisies pour cet effet. Et qu'en cas de contestation les Ordonnances rendues pour l'achapt des Ca-

lices, Croix, & autres Ornemens nécessaires à la celebration du Service Divin, seront exécutées par provision contre les Marguilliers & Fabriciens étant actuellement en charge, si les Fabriques ont un revenu suffisant, sinon contre les gros Decimateurs, jusques à la somme de cent livres, & ce pour le rétablissement des reparations nécessaires du Chœur des Eglises, jusques à deux cens livres contre les Decimateurs. Et à l'égard de celles concernant les logemens des Curez, enjoint aux Officiers des lieux de faire assembler incessamment les Habitans pour y pourvoir, & regler quelle part chacun d'eux sera tenu d'y contribuer. Et en attendant que lesdits logemens soient en estat d'estre habitez, faire lever sans frais sur toute la Communauté, & à proportion de ce que chaque Habitant paye de Taille, jusques à la somme de quarante livres si besoin est, par an, pour le loüage d'une maison où le Curé puisse demeurer, & les Ordonnances, Saïfies & Contraintes faites en vertu de Sentences des Officiers pour l'exécution des Ordonnances des Archevesques & Evesques, exécutées nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques, sans préjudice néanmoins ausdits Decimateurs, Marguilliers & Habitans, de contester entr'eux pardevant les Juges Royaux des lieux, quelle part & portion ils seront tenus d'y contribuer. Fait en Parlement ce quatorzième jour de Mars 1673.

Signé, R O B E R T.



*ARREST DV CONSEIL PRIVE',
par lequel dans la cause où il estoit
question de la nullité de la Profession
d'une Religieuse, y ayant eu Appel de
la Sentence de l'Official du Metropoli-
tain, & de celle de l'Official d'un des
Suffragans, les parties sont renvoyées
pardevant l'Official du Metropolitain,
autre que celui dont estoit Appel.*

ENTRE Dame Elizabeth du Chastelet ;
veuve de Messire Cyprien de Montebenne,
& à present femme séparée de biens de Mes-
sire Charles de Mouchy, Seigneur de Caveron,
demanderesse aux fins des Lettres par elle ob-
tenues au grand Seau le 11. Octobre 1670. d'u-
ne part : Et Dame Marie Henriette de Monte-
benne, femme autorisée par Justice au refus de
Messire Louis Desabrenois, Chevalier de Cha-
louë, Seigneur Desclusel, & autres lieux, dé-
fenderesse d'autre : Et entre ladite Dame Ma-
rie Henriette de Montebenne, demanderesse
en Lettres d'assistance de cause par elle obte-
nuës au grand Seau le 30. Decembre audit an
1671. d'une part, & Dame Charlotte de Mon-
tebenne, veuve de Messire René, Comte de
Mailly, défenderesse d'autre. Et entre ladite
Dame Charlotte de Montebenne, veuve dudit
feu Sieur Comte de Mailly, tant en son nom

que comme tutrice de René de Mailly son fils, & dudit défunt, demanderesse en Requête insérée en l'Arrest du Conseil du 12. Janvier 1672. d'une part, & ladite Dame Marie Henriette de Montebenne, défenderesse d'autre. Et encore Messire Charles Maurice le Tellier Duc & Archevesque de Reims, premier Pair de France, & les Agens Generaux du Clergé de France, receus Parties intervenantes en l'Instance, suivant l'Arrest du Conseil, du 26. Aoust 1672. d'une autre part, sans que les qualitez puissent nuire ny préjudicier aux Parties. VEU au Conseil du Roy lesdites Lettres du 11. Octobre 1671. obtenues au grand Seau par ladite du Chastelet, par lesquelles sa Majesté luy auroit permis de faire assigner au Conseil à certain & competant jour ladite Marie Henriette de Montebenne, pour voir dire & ordonner, si faire se devoit, que l'Arrest du Parlement de Paris du 18. Aoust precedent, seroit cassé, revoqué & annullé comme contraire à la disposition des Articles 2. 4. & 5. du Titre des Complaintes & reintegrandes de la nouvelle Ordonnance du mois d'Avril 1667. & en consequence qu'icelle du Chastelet seroit reintegrée dans la possession & jouissance du Chateau & Terre d'Herillart, lui avec restitution de tout ce qui a esté pris & enlevé : Et ladite Marie Henriette de Montebenne condamnée en tous dépens, dommages & interests, & en outre proceder comme de raison : Ensuite est copie de l'Exploit d'assignation donnée à ladite Henriette de Montebenne au Conseil, en vertu & aux fins desdites Lettres, à la Requête de

• ladite du Chastelet au domicile de Maistre Pierre Fournier son Procureur audit Parlement de Paris du 30. dudit mois d'Octobre 1671. Au bas est l'Acte, & baillé copie desdites Lettres & Exploit à Maistre Mithouïard Advocat de ladite Marie Henriette de Montebenne, à la Requête de Maistre Jean Ruppin Advocat de ladite du Chastelet du 5. Decembre ensuivant : Requête de Committitur du Sieur le Peletier Maistre des Requestes, pour faire l'instruction & rapport de ladite Instance du 5. Janvier 1672. Appointement à communiquer pieces, à écrire & produire dans les délais ordinaires du Conseil, pris en ladite Instance entre ladite du Chastelet & ladite Marie Henriette de Montebenne, signé dudit Sieur Commissaire le 8. dudit mois de Janvier 1672. Signification dudit appointement dudit de Ruppin Advocat de ladite du Chastelet, à la diligence dudit Mithouïard Advocat de ladite Marie Henriette de Montebenne du 15. desdits mois & an : Procès verbal dudit Commissaire sur la signature dudit Appointement dudit jour 8. Janvier, signifié le 15. dudit mois, lesdites Lettres obtenues au grand Seau par ladite Marie Henriette de Montebenne, ledit jour 30. Decembre 1671. par lesquelles sa Majesté luy auroit permis de faire assigner au Conseil à certain & competent jour, ladite Charlotte de Montebenne Dame de Mailly, pour assister en ladite Instance, & voir declarer commun avec elle, l'Arrest qui y interviendrait, & débouter ladite du Chastelet de ses fins & conclusions ; ce faisant renvoyer les Parties audit
 Parlement

Parlement de Paris, pour y proceder suivant les derniers erremens, & condamner lesdites Dames du Chastelet & de Mailly aux dommages, interets & dépens, & en outre proceder comme de raison : Exploit d'assignation donnée au Conseil à ladite Charlotte de Montebenne, veuve dudit Sieur de Mailly à la Requête de ladite Marie Henriette de Montebenne, en vertu & aux fins desdites Lettres d'assistance de cause, du 30. Decembre 1671. & du 7. Janvier ensuivant : Procès verbal dudit Sieur le Peletier Commissaire à ce député, du 20. dudit mois de Janvier 1672. au bas duquel est son Ordonnance, portant Reglement sommaire sur les fins desdites Lettres, en assistance de cause, du 30. Decembre 1671. & joint à ladite Instance principale réglée par ledit Appointment, du 8. dudit mois de Janvier : Signification dudit Procès verbal, tant à Maître Jean-Baptiste de Falentin Advocat de ladite du Chastelet, du 12. dudit mois de Janvier 1672. intervenu sur la Requête de ladite Charlotte de Montebenne, veuve dudit Sieur Comte de Mailly, tant en son que comme tutrice de René de Mailly son fils, & dudit défunt ; tendante à ce que pour les causes y contenues, il pleust à sa Majesté faisant droit sur ladite Instance, sans s'arrester ausdits Arrests du Parlement de Paris, des 8. Aoust & 26. Octobre 1671. Sentence de l'Official de Beauvais, & du Sieur de la Brunetiere Official de Paris, & autres Subdeleguez du Sieur Archevesque dudit lieu, & autres Commissaires deleguez par le Pape des trois Avril 1666. 10. Septembre 1669.

& 31. Decembre 1670. ny à tout ce qui pourroit s'en estre ensuivy ; Evoquer dudit Parlement de Paris les differens des Parties ; & faisant droit sur iceux , ordonner que ladite Dame de Mailly seroit reintegrée dans la possession & jouissance de ladite Terre d'Herissard, avec restitution de fruits , dépens , dommages & interests : Et pour proceder sur l'Appel de la Sentence de l'Official de Noyon , renvoyer les Parties en l'Archevesché de Reims ; cependant faire défenses au Parlement de Paris , de plus avant connoistre dudit Procès , & enjoindre à ladite Dame Marie Henriette de Montebenne, & à tous autres de vuider incessamment les lieux , avec expresses inhibitions & défenses de rien faire ny attenter à peine de nullité, cassation , dépens, dommages & interests ; Par lequel Arrest sa Majesté auroit ordonné que sur les fins de ladite Requête les Parties seroient sommairement ouïes pardevant le Sieur Rapporteur de l'Instance , & joint à icelle ; & cependant surseoroient toutes poursuites ailleurs qu'au Conseil, jusqu'à ce qu'autrement par sa Majesté en eust esté ordonné: Signification dudit Arrest audit Mithouard Advocat de ladite Marie Henriette de Montebenne, du 25. dudit mois de Janvier 1672. Copie d'Ordonnance dudit Sieur le Peletier Commissaire à ce député, renduë par defect, portant reglement sommaire sur les fins de ladite Requête , inserée audit Arrest du Conseil du 12. Janvier 1672. & joint à ladite Instance principale pendant au Conseil entre lesdites Parties, du 28. dudit mois de Janvier : Signification dudit Reglement

Sommaire audit Mithouiard Advocat de ladite Marie Henriette de Montebenne , du 29. desdits mois & an. Sentence contradictoire de l'Official de Noyon entre ladite Dame Henriette de Montebenne demanderesse , à fin d'enterinement d'un Rescrit du Pape pour la nullité des Vœux & Profession en l'Abbaye de Nostre-Dame au Bois , Ordre de Cisteaux , d'une part ; Et lesdits du Chastelet & Charlotte de Montebenne , veuve dudit sieur de Mailly , défenderesse & opposante audit Rescrit d'autre , par laquelle la Profession & les Vœux faits par ladite Marie Henriette de Montebenne sont declarez nuls , irrités & invalides , & icelle non obligée à la Religion , & remise en son estat seculier , & lesdites défanderesses & opposantes condamnées aux dépens du 3. Avril 1666. Autre Sentence renduë par l'Official de Beauvais, sur l'appel interjetté de ladite Sentence de l'Official de Noyon du 3. Avril 1666. par lesdites du Chastelet & Charlotte de Montebenne , Dame de Mailly , d'une part ; & ladite Marie Henriette de Montebenne intimée , d'autre : par laquelle ladite Sentence , dont estoit appel , a esté confirmée pour sortir son plein & entier effet , & lesdites appellantes condamnées aux dépens de la cause d'appel , taxez à cinquante deux livres , du 10. Septembre 1669. Commission obtenuë en Chancellerie par lad. Marie Henriette de Montebenne , pour l'exécution de lad. Sentence du 5. Octobre audit an 1669. Autre Sentence contradictoire, renduë par le S^r de la Brunetiere, Prestre, Docteur en Theologie de la Faculté de Paris , Chanoine Regulier de Brie en l'Eglise de Paris ,

Vicaire general du sieur Archevesque de ladite Ville, & Official, par luy specialement subdelegué en cette partie; & Dom Julien Meillan, Prestre, Religieux Profes de l'Ordre de Cisteaux, Docteur, & Professeur en Theologie au Convent des Bernardins en l'Université de Paris, Juge aussi subdelegué en cette partie par le Superieur general de tout l'Ordre de Cisteaux: Lesdits sieurs Archevesque & Superieur general, Jugés, commis & deputez en cette partie par le Pape Clement X. à present seant au Siege Apostolique, pour terminer le procez d'entre lesdits du Chastelet & Charlotte de Montebenne, appellantes de ladite Sentence de l'Official de Beauvais du 10. Septembre 1669. confirmative de celle de l'Official de Noyon du 3. Avril 1666. d'une part; Et ladite Marie Henriette de Montebenne intimée, d'autre: par laquelle lesdits Juges & Commissaires subdeleguez par l'avis de Maistres Gaston Chamillard, Docteur en Theologie, & Professeur en la Maison de Sorbonne; & Nicolas Gabillon, Docteur en Theologie, Curé de Saint Laurent; & de Maistres le Bourdais, Nouët & du Chesne, Advocats en Parlement, auroient dit avoir esté bien jugé par ladite Sentence dont estoit appel, mal appellé par lesdites appellantes; Ordonné que ladite Sentence sortiroit son plein & entier effet, & lesdites appellantes condamnées aux dépens, du 31. & dernier Decembre 1670. Signification d'icelle Sentence au Procureur desdites appellantes du 9. Janvier 1671. Commission obtenuë en Chancellerie par ladite Marie Henriette de Montebenne, pour mettre la-

dite Sentence à execution , du 10. dudit mois
 de Janvier 1671. Sentence contradictoire renduë
 entre les parties par le Lieutenant general d'A-
 miens sur leurs contestations pour raison des
 droits honorifiques de l'Eglise d'Herissard , &
 la demande de reintegrande desdites du Chaste-
 let & Charlotte de Montebenne au Chateau
 & Terre dudit Herissard : Surquoy ledit Lieu-
 tenant general par sadite Sentence auroit ren-
 voyé lesdites parties audit Parlement de Paris ,
 du 29. Février 1671. Copie de Sentence par
 défaut , renduë par le Lieutenant Criminel du-
 dit Bailliage d'Amiens , à la poursuite de ladite
 du Chastelet , portant decret d'ajournement
 personnel contre ladite Marie Henriette de
 Montebenne , & qu'icelle du Chastelet seroit
 reintegrée dans le Chateau & Maison Seigneu-
 riale dudit Herissard , du 2. May audit an 1671.
 Ensuite est l'Exploit de signification à ladite
 Marie Henriette de Montebenne , contenant
 son appel interjetté de ladite Sentence. Arrest
 dudit Parlement de Paris du 9. dudit mois de
 May , rendu sur Requête d'icelle Marie Hen-
 riette de Montebenne , qui la reçoit appellante
 de ladite Sentence du 2. dudit mois de May , la
 tient pour bien relevée : Ordonne que sur le-
 dit appel les parries auront Audiance , & fait
 défenses de passer outre. Autre Arrest dudit
 Parlement du 27. Juillet audit an 1671. qui
 condamne ladite du Chastelet rendre compte de
 la gestion & administration qu'elle a eüe de-
 puis le decez de son mari de la personne &
 biens d'icelle Marie Henriette de Montebenne
 sa fille , & ledit compte presenter & affirmer

pardevant Messire Charles Hervé, Conseiller en ladite Cour. Autre Arrest contradictoire dudit Parlement du 18. Aoust audit an 1671. rendu entre ladite du Chastelet, demanderesse en Requête du 22. May precedent, à fin d'opposition à l'exécution de l'Arrest de ladite Cour du 2. dudit mois, d'une part; & ladite Marie Henriette de Montebenne, défenderesse, d'autre: par lequel ladite du Chastelet a esté deboutée de ladite Requête d'opposition, & condamnée aux dépens. Copie d'Arrest de la Chambre des Vacations dudit Parlement du 25. Septembre audit an 1671. rendu sur Requête de ladite Charlotte de Montebenne, veuve dudit sieur de Mailly, qui luy auroit permis de faire informer par addition des faits contenus en sa Requête pardevant le Lieutenant Criminel d'Amiens, & ordonné que les Arrests des 10. Mars & 3. Juillet precedent, seroient executez, avec injonction à tous Officiers de Justice d'y tenir la main: ensuite est un Procez verbal, contenant les contestations des parties sur l'expulsion faite en consequence dudit Arrest, de ladite Marie Henriette de Montebenne dudit Château, Terre & Seigneurie d'Herissard, du 17. Octobre ensuivant. Autre Arrest dudit Parlement en ladite Chambre des Vacations du 26. dudit mois d'Octobre 1671. intervenu sur Requête de ladite Marie Henriette de Montebenne, & les conclusions du sieur Procureur general qui l'a receuë opposante à l'exécution de celui dudit jour 25. Septembre precedent; & pour faire droit sur ladite opposition, que les parties auroient Audiance au lendemain Saint

Martin : & cependant que ledit Arrest contradictoire du 18. Aoust precedent seroit executé ; ce faisant ladite Marie Henriette de Montebenne reintegrée dans ladite Terre d'Herissard, avec injonction à tous Officiers de Justice d'y tenir la main, permis à elle d'informer des violences exercées lors de son expulsion, & en l'enlèvement de ses biens & grains, pardevant le Prevost d'Amiens ; pour ce fait, rapporté & communiqué audit sieur Procureur general estre ordonné ce que de raison. Copie de Requête présentée au Lieutenant-general d'Amiens par ladite Marie Henriette de Montebenne, & à ce qu'il luy fust permis de faire assigner pardevant luy lesdites du Chastelet, Dame de Caveron & Charlotte de Montebenne, Dame de Mailly, pour voir dire & ordonner, que sans avoir égard aux significarions qu'elles avoient fait faire le 24. Janvier 1671. aux Officiers instituez par ladite Marie Henriette de Montebenne audit lieu d'Herissard, pour l'exercice & administration de la Justice en son nom, lesdits Officiers feroient ledit exercice de la Justice, avec défenses à tous autres de les en empêcher, à peine de cinq cens livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interets; mesme leur voir faire défenses de s'immiscer à l'avenir dans la jouissance & exploitation de fruits & revenus de ladite Terre & Seigneurie d'Herissard, & d'empêcher ladite Marie Henriette de Montebenne en ladite jouissance, aussi à peine de cinq cens livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interets : ensuite est l'Exploit d'Assignation en vertu de l'Ordonnance appo-

fée sur ladite Requête ausdites Dames de Ca-
 veron & de Mailly, pardevant ledit Lieutenant
 general d'Amiens, des 26. & 28. dudit mois de
 Janvier 1671. Copie d'autre Requête présentée
 audit Lieutenant general d'Amiens par ladite
 Marie Henriette de Montebenne, à ce qu'il
 luy fust permis de faire assigner pardevant luy,
 le Curé dudit lieu d'Herissard, pour voir dire
 & ordonner qu'il seroit tenu de recommander
 aux Profnes de sa Paroisse ladite Marie Hen-
 riette de Montebenne & la Damoiselle sa fille,
 comme Dames dudit Herissard; & pour ne
 l'avoir fait qu'il seroit condamné en tous dé-
 pens, dommages & interets: au bas est l'Or-
 donnance, & ensuite l'Exploit d'assignation,
 donnée en consequence audit Curé d'Herissard
 desdits jour 26. & 28. Janvier 1671. Sentence
 du Lientenant Criminel d'Amiens, intervenüe
 sur les Requestes, Plaintes & Informations fai-
 tes à la requeste de ladite Dame de Caveron, à
 l'encontre de ladite Marie Henriette de Mon-
 tebenne, le sieur de l'Hospital & autres, le
 2. May audit an 1671. portant que lesdites Re-
 quête, Plainte & Information demeureroient
 jointes à celles auparavant faites à la requeste
 de ladite Dame de Caveron, & comme devant,
 ordonné que ladite Marie Henriette de Mon-
 tebenne, & ladite de l'Hospital seroient ajour-
 nées à comparoir en personne à la huitaine,
 pour estre ouyes & interrogées sur le contenu
 esdites Informations; & cependant que ladite
 Dame de Caveron, ses domestiques & meubles
 eroient reintegrez dans le Chasteau & Maison
 Seigneuriale dudit lieu d'Herissard: Pourquoy

ladite Marie Henriette de Montebenne seroit sommée d'en laisser l'entrée libre à ladite Dame ; & en cas de refus , permis à ladite Dame de Caveron de se faire assister , & prendre main forte , avec défenses à toutes personnes de luy donner empeschement , à peines de cinq cens livres d'amende & de prison , ce qui seroit executé , nonobstant opposition ou appellation , & sans prejudice d'icelles , attendu qu'il s'agit de reintegrande. Exploit d'assignation donné à ladite Marie Henriette de Montebenne , parlant à sa personne audit Chasteau d'Herissard , à comparoir en personne pardevant le Lieutenant Criminel d'Amiens , en vertu de ladite Sentence , & à la requeste de ladite du Chastelet , Dame de Caveron , du 4. Juin audit an 1671. Ensuite est pareille assignation audit de l'Hospital , dudit jour. Copie d'Arrest du Parlement de Paris du 19. May 1671. intervenu sur Requête de ladite Marie Henriette de Montebenne , qui l'a receuë appellante de la permission d'informer , Information , Decret d'ajournement personnel contre elle decerné par ledit Lieutenant Criminel d'Amiens , tenue pour bien relevée , ordonne que sur ledit appel les parties auroient Audiance ; & cependant défenses sont faites de passer outre , & d'attenter à la personne & biens de ladite Marie Henriette de Montebenne. Ensuite est l'Exploit de signification dudit Arrest , avec assignation au dit Parlement à ladite du Chastelet , Dame de Caveron , à la requeste de ladite Marie Henriette de Montebenne , du 12. dudit mois de May 1671. Requête présentée audit Parlement de Paris

par ladite du Chastelet, afin d'opposition à l'exécution dudit Arrest, & de main-levée des défenses y portées, attendu qu'il s'agissoit de reintegrande; & outre, qu'il seroit permis d'informer des dégradations faites en ladite Terre d'Herissard pardevant ledit Lieutenant Criminel d'Amiens, avec défenses d'abatre & vendre les bois de haute fustaye de ladite Terre, & autres fins, au bas de laquelle Requête est l'Ordonnance de ladite Cour, portant: Vient les parties en la Chambre de la Tournelle, du 22. dudit mois de May 1671. signifiée ledit jour. Arrest de ladite Cour contradictoirement rendu sur ladite Requête, qui appointe les parties à mettre sur icelle entre les mains de Messire Jean Godar, Conseiller en ladite Cour, du 12. Juin audit an 1671. signifiée le 4. Juillet ensui-
vant. Copie d'Arrest de ladite Cour intervenu contradictoirement sur ledit Appointé à mettre, qui deboute ladite du Chastelet de ladite Requête, & la condamne aux dépens, du 18. Aoust audit an 1671. Acte d'appel, interjetté du 3. Avril 1666. par lesdites Dames Caveron & de Mailly, de ladite Sentence du mesme jour. Copie compulsée de l'interrogatoire subi pardevant l'Official de Paris par George de la Chaussée d'Eu, & ladite Marie Henriette de Montebenne, au sujet des Bulles de dispense de consanguinité, du 4. dudit mois d'Avril audit an. Ensuite la fulmination desdites Bulles par ledit Official de Paris, dudit jour. Lettres de compulsoire obtenu par ladite Mailly, du 2. Janvier dernier. Assignation donnée pour voir compulser du 5. dudit mois. Procez verbal de compul-

soire. Certificat ou Acte de celebration du mariage desdits de la Chaussée & de Montebenne, par le Curé de Saint Jean le Rond, en vertu des Lettres & Dispense dudit sieur de la Brunetiere, Vicaire general dudit sieur Archevesque de Paris, du 5. Avril 1666. Sentence contradictoire, renduë par l'Official de Reims, entre lesdites Dames de Caveron & de Mailly, appellantes de ladite Sentence de l'Official de Noyon du 3. Avril 1666. d'une part; Et ladire Marie Henriette de Montebenne intimée, d'autre: par laquelle auroit esté ordonné que pour faire droit aux parties au principal, elles mettroient dans le mois le procez en estat, lequel y seroit porté à la diligence des appellantes dans quinzaine, & sans prejudice du droit des parties, permis à l'intimée de continuer à porter l'habit seculier, jusqu'à ce qu'autrement en fust ordonné; & défenses à elle, pendant le procez, de frequenter & d'habiter avec son pretendu mari, à peine des censures Ecclesiastiques. Copie non signée d'Arrest du Parlement de Paris du 14. Février 1667. interuenue sur la Requête de ladite Henriette de Montebenne, par laquelle elle auroit esté receuë appellante comme d'abus de la susdite Sentence de l'Official de Reims du 6. Octobre 1666. cependant défenses d'attenter à sa personne, & aux parties de faire poursuites ailleurs. Autre Copie d'autre Arrest, non signée, dudit Parlement de Paris du 21. Janvier 1669. contradictoirement rendu sur l'appel comme d'abus d'entre lesdites parties, par lequel auroit esté dit: Mal, nullement & abusivement ordonné; & pour faire droit sur

la Sentence de l'Official de Noyon , les parties auroient esté renvoyées pardeuant l'Official de Beauvais , & les intimées condamnées aux dépens. Autre Copie d'Arrest non signée dudit Parlement du 26. Juillet 1669. par lequel le sieur Cardinal Antoine Barberin , Archevesque & Duc de Reims auroit esté debouté de l'opposition par luy formée à l'execution dudit Arrest du 21. Janvier 1669. & condamné aux dépens , sans prejudice de la jurisdiction en autre cause. Copie , non signée , d'Acte de declaration dudit sieur Cardinal du 30. Aoust 1669. qu'il avoit chargé le sieur de Pommereux , Maistre des Requestes , de sa Requeste en cassation desdits Arrests. Autre Copie d'Acte non signée de declaration faite par ledit sieur Cardinal le 3. Septembre audit an 1669. de ladite litispendance & cassation par luy demandée au Conseil , à l'Official de Beauvais , à ce qu'il ne fist rien au prejudice de l'Arrest du Conseil intervenu sur Requeste desdites de Caveron & de Mailly du 22. Octobre 1669. portant qu'il seroit incessamment procedé au jugement des Requestes respectives , sans que le temps qui s'estoit passé depuis que cette Requeste estoit présentée au Conseil , ny celuy qui s'écouleroit jusqu'au jugement d'icelle , pust estre opposé ausdites Dames , pour les empescher de se pourvoir contre ladite Sentence de l'Official de Beauvais du 10. Septembre 1669. par les voyes de Droit. Signification dudit Arrest du 16. Novembre audit an 1669. Copie de Requeste présentée par ladite Marie Henriette de Montebenne , à fin de partage de la succession paternelle , au bas est l'O-

donnance de Viennent les parties du 18. Janvier 1670. Acte d'appel formé le 7. Février audit an 1670. devant Notaire, par ladite Dame de Mailly, tant comme de Juge incompetent qu'autrement, de ladite Sentence de l'Official de Beauvais du 10. Septembre 1669. Arrest dudit Parlement de Paris contradictoirement rendu entre Marie Henriette de Montebenne, demanderesse à fin de partage, d'une part; & lesdites Dames de Caveron & de Mailly, défenderesses, d'autre: par lequel, sans s'arrester audit appel, auroit esté ordonné que ladite Sentence seroit executée dans sa forme & teneur; ce faisant incessamment procedé au partage, sauf ausdites Dames de Caveron & de Mailly à se pouvoir par appel simple. Cependant auroit ladite Marie Henriette de Montebenne provision de la somme de huit cens livres, laquelle luy seroit payée, nonobstant toutes saisies & oppositions; & lesdites Dames de Caveron & de Mailly condamnées aux dépens. Cahier contenant plusieurs pieces, qui sont, Copie du Rescrit, par anticipation d'appel, obtenu en Cour de Rome par ladite Marie Henriette de Montebenne, qui commet l'Archevesque de Paris, & les Evesques de Chartres & de Soissons ou leurs Officiaux, & non autres; Copie de la Commission du sieur de la Brunetiere, Vicair general de l'Archevesque de Paris, pour l'execution dudit Rescrit; Copie d'Arrest dudit Parlement contradictoire entre lesdites parties du 4. Septembre 1670. portant, que sans s'arrester à l'Acte d'appel comme d'abus dudit Rescrit, il seroit incessamment procedé au ju-

gement du procez par le Juge d'Eglise, & lesdites Dames de Caveron & de Mailly tenuës de fournir aux frais du procez; & à cét effet consigner és mains du Greffier du Juge d'Eglise la somme de quatre cens livres, dépens reservez; Exploit d'assignation en consequence, donnée le 27. du mois de Septembre 1670. ausdites Dames de Caveron & de Mailly, pardevant les Juges d'Eglise subdeleguez en l'Officialité de Paris, pour proceder aux fins desdits Rescrits & Commissions. Rescrit en Cour de Rome obtenu par ladite Dame de Mailly le 19. May 1670. qui commet les Evêques d'Amiens, de Laon & de Soissons, pour proceder au jugement de l'appel de ladite Sentence de l'Official de Beauvais; Ordonnance de l'Evêque d'Amiens sur Requête de ladite Dame de Mailly, qui commet son Official pour l'execution dudit Rescrit, au bas est l'Ordonnance dudit Official, pour appeller partie des 24. & 26. Juillet 1670. Ensuite est l'Exploit de signification dudit Rescrit; Et Requête de ladite de Montebenne du 11. Octobre audit an 1670. Autre Rescrit de Rome obtenu par ladite Dame de Mailly le 18. Novembre 1670. confirmatif du precedent, & à fin de cassation de celuy de ladite Marie Henriette de Montebenne; Copie non signée d'une Lettre ou Billet écrit par ladite Marie Henriette de Montebenne, du Convent des Angloises, audit sieur du Plessis; Acte de protestation de nullité signifié le 12. Novembre 1670. signifiée au Procureur de ladite Dame de Mailly en l'Officialité de Paris; & celuy de ladite Marie Henriette de Montebenne de ladite

procédure qu'elle faisoit avant l'expiration des delais. Requête présentée par ladite Dame de Caveron audit sieur de la Brunetiere, à ce qu'il eust à s'abstenir, & se deporter de connoistre du différent d'entr'elle & ladite Dame Marie Henriette de Montebenne sa fille, pour les causes y contenuës : Signification de ladite Requête audit sieur de la Brunetiere du 20. Decembre 1670. Sommation faite le 31. dudit mois à Menin Sergent, qui avoit fait la signification de la Requête de recusation audit sieur de la Brunetiere, de declarer pourquoy il n'avoit pas inferé dans son Exploit de signification, la réponse que luy fit ledit sieur de la Brunetiere, au bas est la signification de ladite Sommation audit Menin, contenant sa réponse. Sentence de Frere Julien Melien, subdelegué du Prieur & Vicaire general de l'Ordre de Cisteaux, assisté du Conseil y nommé, du 29. Decembre 1670. qui declare les moyens de recusation, enoncez dans ladite Requête de ladite Dame de Caveron contre ledit sieur de la Brunetiere, impertinens & inadmissibles : ce faisant, qu'il seroit passé outre au jugement de l'Instance, & ladite Dame de Caveron condamnée aux dépens. Certificats des Avocats & Procureurs de l'Officialité de Paris, que les nommez Guyot, Seure, le Cousin & Fleury, pris pour Conseil par ledit subdelegué, pour rendre ladite Sentence, & juger lesdites causes de recusation, où ils sont qualifiez Avocats, ne sont point Notaires, Avocats, Procureurs, ny Praticiens exerçant audit Siege, ny inscrits dans le Tableau. Acte interjetté par ladite

Dame de Caveron du 30. Decembre 1670. de ladite Sentence du 29. Decembre audit an. Signification d'iceluy audit Melian, subdelegué, tant pour luy que pour ledit sieur de la Brunetiere. Autre Acte d'appel du 12. Janvier 1671. de ladite Sentence par lesdites Dames de Caveron & de Mailly, en adherant à leurs precedentes appellations. Certificat de Maistre de Massac, Banquier, d'avoir envoyé en Cour de Rome, pour obtenir un Bref de la commission d'appel interjetté par lesdites Dames de Caveron & de Mailly, des Sentences rendues par lesdits sieurs de la Brunetiere & Melien des 29. & dernier Decembre 1670, en datte du 28. dudit mois de Janvier 1671. Deux Rescrits de Rome obtenus par lesdites Dames de Caveron & de Mailly, pour proceder sur lesdites appellations des 26. Février & 3. Decembre 1671. Lettres missives écrites par ledit sieur de la Brunetiere au Curé de Garche en datte du 10. Novembre 1668. Extrait de l'Acte de celebration de mariage du 13. Janvier 1669. de ladite Marie Henriette de Montebenne, qualifiée veuve de Messire George de la Chaussée, avec ledit sieur Desclusel, fait par ledit Curé de Garche. Lettre écrite à ladite de Mailly par ledit sieur Petit, Secretaire de feu Monsieur l'Archevesque de Paris, au sujet d'une Sommation qu'elle luy avoit fait faire, de rendre les papiers sur lesquels sieur de la Brunetiere & autres avoient rendu leurs Sentences: Escritures & Productions desdites Dames de Caveron, Desclusel & de Mailly. Sacq dans lequel sont des Informations & autres procedures criminelles, faites d'autorité du

du Lieutenant Criminel d'Amiens, à la requeste de ladite Dame du Chastelet, à l'encontre de ladite de Montebenne & autres, qui seroient entrez de force & de violence en sa maison d'Herissard. Ledit Arrest du Conseil dudit jour 26. Aoust dernier intervenu sur les Requestes desdits sieur Archevesque de Reims & Agens generaux du Clergé de France; Celle dudit sieur Archevesque tendante à ce que pour les causes y contenuës, il plust à Sa Majesté le recevoit partie intervenante en ladite Instance, & faisant droit sur son intervention, sans s'arrester ausdits Arrests du Parlement de Paris des 21. Janvier & 26. Juillet 1669. à ladite Sentence de l'Official de Beauvais du 10. Septembre de ladite année, ny audit Arrest du Parlement qui a confirmé ladite Sentence, sans prejudice de l'appel simple, qui seront cassez & annullez, & tout ce qui s'en est ensuiui; Ordonner que sur l'appel de ladite Sentence dudit Official de Noyon du 3. Avril 1669. lesdites parties procederont pardevant l'Official du Metropolitain de Reims, autre que celuy dont est appel, pour leur estre fait droit ainsi que de raison, avec défenses aux parties de proceder ailleurs, à peine de trois mille livres d'amende, nullité & cassation des procedures, tous dépens, dommages & interets, & donner acte audit sieur Archevesque de Reims, de ce que pour moyens d'intervention il employoit le contenu en ladite Requeste. Celle desdits Agens generaux du Clergé de France, tendante à ce qu'ils fussent aussi receus parties intervenantes en ladite Instance; Faisant droit sur leur intervention seulement,

sans s'arrester audit Arrest du Parlement de Paris du 21. Janvier 1669. & à ladite Sentence de l'Official de Beauvais du 10. Septembre audit an 1669. & à tout ce qui s'en est ensuivi, qui seront cassez & annullez; ordonner que sur l'appel de ladite Sentence de l'Official de Noyon, les parties procéderont pardevant l'Official de Reims, autre que celuy dont il a esté appelé, pour leur estre fait droit, ainsi que de raison, & leur donner acte de ce que pour moyens d'intervention, ils employent le contenu en ladite Requête, & en celle dudit Archevesque de Reims; & ce faisant, ordonner qu'ils auroient communication de ladite Instance: Surquoy Sa Majesté, par ledit Arrest, auroit receuleldits sieur Archevesque de Reims & Agens generaux du Clergé parties intervenantes en ladite Instance. Acte de l'employ, & au surplus, en jugeant ladite Instance, seroit fait droit. Signification dudit Arrest du 14. Septembre 1662. Contredits de ladite de Montebenne contre ladite Dame du Chastelet du 4. Avril 1672. Requête de ladite de Montebenne, employée pour Contredits contre la Production de ladite Dame de Mailly, à ce que sans avoir égard à ladite Production & Pieces, ny aux inductions d'icelles, adjuger à ladite Dame les fins & conclusions par elle prises en ladite Instance, & ordonner que les mots & paroles injurieuses couchées & employées contre l'honneur & honnesteté de ladite de Montebenne, par ladite Dame de Mailly, dans son avertissement & inventaire de Production, seront razez & biffez, condamner icelle Dame de Mailly à faire reparation à la-

dite de Montebenne ; & outre en telle amende qu'il plaira à Sa Majesté d'arbitrer , avec défenses de recidiver , & ladite Dame condamnée aux dépens : Ordonnance du Conseil estant au bas de ladite Requête , portant ait Acte , & au surplus en jugeant. Autre Requête présentée au Conseil par lesdites Dames du Chastelet & de Mailly aux fins d'addition à leur Production des Pieces mentionnées & attachées à ladite Requête : ce faisant , & rectifiant l'erreur des dattes des conclusions de leur premiere Requête , à l'égard des jugemens dont la cassation a esté demandée , sans s'arrester à ceux des 10. Septembre 1669. 29. & 30. Decembre 1670. les autres actes , fins & conclusions par elle prises en ladite Instance luy fussent adjugées , & au surplus , leur donner acte de ce que pour plus amples moyens elles employoient le contenu en ladite Requête avec les pieces y attachées : Ordonnance du Conseil estant au bas de ladite Requête , portant reception desdites pieces du 27. Juin 1672. signifiée le premier Juillet ensuivant , les pieces mentionnées & attachées à ladite Requête : Sçavoir , leurs griefs fournis contre ladite Sentence de l'Official de Noyon du 3. Avril 1666. Copies de deux Requestes présentées les 16. & 17. Septembre 1655. par ladite de Montebenne aux sieurs Commissaires deputez par Sa Majesté pour l'exécution du Bref obtenu par ladite Dame de Montebenne , aux fins de faire declarer sa Profession nulle ; par lesquelles elle se desiste de l'exécution dudit Bref. Copie des Lettres de Rescision par elle obtenues en la Chancellerie du Parlement

le 23. Mars 1658. contre lesdits desistemens. Arrest contradictoire du Parlement de Paris du 2. Aoust 1664. portant entr'autres choses ; Faisant droit sur l'appel comme d'abus interjeté par ladite de Montebenne de la Sentence rendue le 18. Septembre 1655. par lesdits Commissaires, qu'il auroit esté mal & abusivement procédé ; ce faisant, ladite de Montebenne renvoyée pour proceder sur l'execution dudit Rescrit pardevant l'Official de Noyon & le Supérieur de l'Abbaye Nostre-Dame aux Bois, autre que ceux dont est appel, pardevant lesquels les parties pourront articuler & faire preuve de leurs faits : & cependant que ladite de Montebenne seroit tenue de se retirer dans un Monastere à Paris. Attestation du Curé d'Herissard, & de la nommée Fallisse, qualifiée Nourrice de ladite de Montebenne du dernier Aoust 1655. qu'icelle de Montebenne est née en 1630. Extrait de mortuaire de la Paroisse Saint Germain l'Auxerrois à Paris du 23. Septembre 1664. portant que le 20. Juin 1632. le convoy de Cyprian de Montebenne avoit esté fait. L'Acte d'acceptation faite par ladite du Chastelet, veuve dudit sieur de Montebenne, de la gardenoble de leurs enfans du 14. Juillet 1632. Interrogatoire presté le 16. Septembre 1655. par ladite de Montebenne pardevant l'Official de Noyon, où elle dit qu'elle avoit dix-neuf ou vingt ans lors de sa Profession. Autre Interrogatoire du 7. Mars 1665. où ladite de Montebenne dit avoir treize ans quand elle est entrée en l'Abbaye Despargne. Copie de faits fournis par ladite de Montebenne, contenant

qu'elle n'avoit que douze ans à son entrée à ladite Abbaye. Enqueste faite le 5. Aoust 1661. où il est dit que ladite de Montebenne avoit treize ans lors de sadite entrée. Contract d'ingression de ladite de Montebenne en ladite Abbaye, portant que c'est de son consentement, & qu'elle avoit desir d'estre Religieuse du 7. Avril 1643. Procez verbal du 11. Juillet 1664. contenant le desaveu fait par ladite de Montebenne, que plusieurs Lettres missives y mentionnées fussent écrites ny signées de sa main. Autre Procez verbal du 31. desdits mois & an, contenant la verification faite par Experts desdites Lettres missives, pour estre écrites & signées de ladite de Montebenne. Autre Procez verbal datté du 16. Septembre 1665. de reconnoissance faite par ladite de Montebenne de l'Acte de sa Profession. Enqueste faite le 11. Juillet 1665. par l'Official de Noyon, à la requeste des produisantes, contenant les depositions de plusieurs témoins, qu'ils avoient veu ladite de Montebenne au Chasteau de Moyencourt en habit de Religieuse, & ouy dire, quand on luy parloit de mariage, qu'elle vouloit estre Religieuse. Sentence de condamnation au bannissement du 4. May 1652. renduë à l'encontre d'Adrien Questin, pour vol. Acte de declaration fait le dernier Juillet 1664. pardevant Notaire, par le Pere l'Anguillat, Cordelier, premier Confesseur des Dames de Lonchamps, qu'il estoit present à la Profession de ladite de Montebenne, & qu'elle fit ses Vœux avec grande liberté. Testament du sieur de Montebenne, fait au Camp devant Bordeaux le 9. Septembre 1650.

Acte contenant les déclarations de trois Officiers, que ledit sieur de Montebenne mourut dix ou douze jours après ledit Testament, d'une Blessure qu'il reçut au siege de Bordeaux le 9. Septembre 1650. lesdits Actes des 28. Janvier 1665. & 1666. Enquête faite par Maïson, Huissier au Parlement, d'autorité de la Cour du 12. Octobre 1665. rapportée par lesdites Dames du Chastelet & de Mailly, pour justifier les faussetez des depositions de plusieurs témoins produits par ladite de Montebenne. Certificats de plusieurs particuliers des années 1666. & 1667. que ledit sieur de Toncourt & Graval estoient Pages du sieur Marquis des Fontaines, Ambassadeur à Rome en 1648. Saisie & arrest fait le 17. Decembre 1666. à la requeste du grand Maistre du College du Cardinal le Moine, d'autorité du sieur Lieutenant Civil, sur les sieurs de la Chaussée & de Montebenne pour la somme de six cens soixante & dix livres, à luy deuë, pour nourriture & lo-gemens, par eux fournis au sieur de Toncourt, dont ils avoient répondu. Arrest du Parlement de Normandie du 16. Decembre 1650. portant condamnation à l'encontre de Jean de Monf-mers, sieur de Graval, en quatre mille livres d'intérêt Civil, pour fait de rapt. Sentence de l'Eslection de Neuf-Chastel du 3. May 1650. portant permission au nommé Marchand, Sergeant, d'augmenter ses plaintes à l'encontre du fils aîné du sieur de Graval, qui l'avoit mal traité. Decret de prise de corps decerné le 24. Mars 1653. à l'encontre dudit fils aîné Graval sur une plainte de meurtre. Trois Exploits faits

en 1650. pour l'exécution d'un Mandement de l'Élection de Neuf Chastel, portant Decret de prise de corps à l'encontre du fils aîné dudit sieur de Graval, pour les violences par luy commises à l'encontre dudit Marchand. Enquête faite le 22. Juillet 1665. par l'Official de Noyon, contenant, entr'autres choses, la deposition de plusieurs témoins, & de celle de la Dame Duchesse de Chaulne, qu'elle n'avoit veu paroistre à ladite de Montebenne aucune repugnance à la Religion. Extrait du Registre de la Conciergerie du Palais du premier Decembre 1664. de l'emprisonnement fait de François Biard, sieur des Tourrillettes & d'Incarville, pour interest civil. Extrait baptistaire d'Alexandre Camption du 24. Septembre 1666. portant que le 23. Novembre 1639. il fut baptisé à Saint Eustache. Autre Extrait du Registre de ladite Conciergerie du premier Avril 1644. portant l'emprisonnement de Pierre Carbonnois, & faisant mention d'un Arrest du Parlement, portant condamnation à l'encontre dudit Carbonnois au bannissement, pour crime de vol. Lettre du sieur le Tellier, Ministre & Secrétaire d'Etat, du 27. Aoust 1656. adressante au sieur Mareschal d'Hoquincourt, portant qu'il luy envoyoit des Ordres du Roy pour faire casser le sieur de la Raye, Capitaine, à cause de sa mauvaise conduite & de ses exactions: L'Ordre du Roy pour casser ledit de la Raye, dudit jour 27. Aoust 1656. Sentence du Bailliage d'Amiens du 5. Avril 1664. rendue à l'encontre de François Silly, Escuyer, sieur de Larrest, qui avoit donné un soufflet à un Gen-

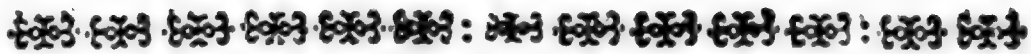
tilhomme. Extrait d'une procédure criminelle
 faite pendant le mois de May 1652. par laquelle
 il paroist que le sieur de Saint Thomas a esté
 decreté de prise de corps. Pieces justificatives
 d'un procez d'entre la veuve du sieur de Bourry
 & de la Dame du Chastelet en l'année 1660.
 Copie d'Arrest du Parlement de Paris du 13.
 Février 1653. portant condamnation à mort à
 l'encontre du nommé Mesnil, sieur de Longue-
 marre. Moyens de nullitez, de reproches &
 addition d'iceux contre les enquestes & témoins
 produits par ladite de Montebenne. Extrait de
 l'écrouë d'emprisonnement fait le 20. Aoust
 1650. de Georges de la Chaussée, Escuyer,
 sieur de Larrest, és prisons du grand Chastelet
 par Ordre du Roy. Arrest du Parlement de
 Paris du 17. Juillet 1651. portant que ledit de la
 Chaussée seroit transferé desdites Prisons en
 celles de la Conciergerie du Palais. Extrait de
 ladite translation & emprisonnement du 12.
 Octobre 1651. au sujet de l'évasion de plusieurs
 prisonniers desdites Prisons de la Conciergerie.
 Arrest dudit Parlement du 25. desdits mois &
 an, rendu sur ledit procez verbal, portant prise
 de corps à l'encontre desdits prisonniers éva-
 dez, & entr'autres, dudit de la Chaussée. Ex-
 trait de l'écrouë d'emprisonnement fait le 19.
 Janvier 1665. és Prisons de la Conciergerie,
 portant que ledit de la Chaussée y avoit esté
 emprisonné, & recommandé par le sieur Procu-
 reur general, en vertu d'Arrest du Parlement
 du 17. Juillet 1651. Extrait de la deposition de
 la Dame Abbessé de l'Abbaye aux Bois, & de
 plusieurs Religieuses dudit Monastere, que la-

dite de Montebenne y avoit librement & volontairement fait sa Profession. Plusieurs Lettres missives, écrites & signées de ladite de Montebenne, & par elle reconnues, où elle ne se plaint point de la Religion. Requête présentée au Conseil par ladite Dame de Mailly, tendante à ce qu'il plust à Sa Majesté, en expliquant les conclusions de sa Requête par écrit, luy donner acte de ce qu'elle persiste en la cassation des Arrêts du Parlement des 21. Janvier & 26. Juillet 1669. qu'elle demande entant que besoin est ou seroit, dont elle requiert acte; ensemble de ce qu'elle adhère aux conclusions prises par ledit sieur Archevesque de Reims, par sadite Requête en cassation des mesmes Arrêts qu'elle employe d'abondant avec les pieces qui y sont attachées, & ce qu'elle a cy-devant dit, écrit & produit, persistant au surplus aux autres fins & conclusions qu'elle a cy-devant prises en ladite Instance. Acte par lequel ladite Dame de Mailly fait bailler copie de ladite Requête le 5. Juillet 1672. à ladite de Montebenne, avec declaration qu'elle l'employoit pour plus amples moyens, écritures & productions en ladite Instance. Autre Requête présentée au Conseil par ladite Dame de Montebenne, employée pour Contredits contre la susdite Production nouvelle faite par lesdites Dames de Mailly & du Chastelet. Ordonnance du Conseil estant au bas de ladite Requête du 29. Juillet audit an 1671. portant acte dudit employ, & en jugeant. Signification de ladite Requête du 5. Aoust ensuivant. Autre Requête de ladite de Montebenne employée

pour réponse à celle de ladite Dame de Mailly dudit jour 5. Juillet, avec le Factum joint à ladite Requête; ensemble ce qu'elle avoit cy-devant écrit & produit; l'Ordonnance du Conseil estant au bas de ladite Requête du 29. desdits mois & an, portant acte de l'employ, & au surplus, en jugeant sera fait droit. Signification de ladite Requête du 5. Aoust ensui-
vant. Autre Requête présentée au Conseil par ladite de Montebenne aux fins d'addition à la Production des pieces mentionnées & attachées à ladite Requête, & à ce qu'en procedant au jugement de l'Instance ses fins & conclusions luy fussent adjudgées. Ordonnance du Conseil estant au bas de ladite Requête du 16. Septembre 1672. portant reception desdites pieces, & qu'au surplus, en jugeant seroit fait droit. Signification de ladite Requête à l'Avocat desdites Dames du Chastelet & de Mailly du 6. Octobre 1672. Acte portant qu'il a esté donné copie desdites pieces le 29. desdits mois & an à l'Avocat desdites Dames. Les pieces adjoutrées par ladite Requête, sçavoir, Copie collationée, signée Laborye d'un Arrest du Parlement du 24. Novembre 1665. obtenu par Maistre Nicolas Michard, Procureur de l'Officialité de Lyon, à l'encontre de Claude Bermond, par forclusion, portant, entr'autres choses, renvoy pardevant l'Official de Reims audit Bermond. Autre Arrest du Parlement rendu contradictoirement le 14. Decembre 1665. entre Claude Gorlidot & autres Chanoines Semi-prebendez en l'Eglise Cathedrale de Chaalons, les Doyen & Chanoines Prebendez de ladite Egli-

le & le sieur Evêque de Chaalons, portant, entr'autres choses, renvoy pardevant le sieur Evêque de Soissons des appellations, comme d'abus y mentionnées dudit Official de Reims. Autre Arrest du Parlement du 7. Avril 1666. Lettre missive du sieur Lieutenant Criminel de Reims du 16. Juillet 1668. portant qu'il n'avoit pu retrouver une certaine Lettre du sieur Cardinal Antoine, Archevesque de Reims, à l'Official de Reims, pour luy recommander une affaire. Certificat dudit sieur Lieutenant Criminel, donné en conformité de sadite Lettre du 16. Juillet 1668. Autre Requête desdites Dames du Chastelet & de Mailly, employée pour Contredits contre la susdite Production nouvelle, & réponse à la precedente Requête de ladite de Montebenne. Acte par lequel lesdites Dames du Chastelet & de Mailly font donner copie à l'Avocat de ladite de Montebenne le premier Avril 1673. de leur susdite Requête, & tout ce que par les parties a esté mis, écrit & produit pardevers les sieurs de Pommereux & Peletier, Conseillers du Roy en ses Conseils, Maistres des Requestes ordinaires de son Hostel, Commissaires à ce deputez. Ouy leur rapport conjointement, après en avoir communiqué aux sieurs de Marillac, Boucherat & de Contes, Conseillers d'Estat, & Commissaires deputez par Ordonnance dudit Conseil: Tout considéré, **LE ROY EN SON CONSEIL**; faisant droit sur le tout, sans s'arrester aux Arrests du Parlement de Paris des 21. & 26. Juillet 1669. en ce les parties ont esté renvoyées pardevant l'Official de Beauvais,

pour y proceder sur l'appel de la Sentence de l'Officialité de Noyon du 3. Avril 1666. ny ausdites Sentences des 10. Septembre de ladite année 1669. & 31. Decembre 1670. & à tout ce qui s'en est ensuiui, A renvoyé & renvoye les parties pardevant l'Official de Reims, autre que celuy dont estoit appel, pour leur estre fait droit sur ledit appel de la Sentence renduë par l'Official de Noyon, ainsi qu'il appartiendra. Et en consequence, sans avoir égard aux Arrests dudit Parlement des 18. Aoust & 26. Octobre 1671. Ordonne Sa Majesté que lesdites Dames du Chastelet & Charlotte de Montebenne rentreront en la possession de ladite Terre d'Herissard dans un mois du jour de la signification du present Arrest; & cependant, que ladite Marie Henriette de Montebenne retirera les biens & meubles à elle appartenans estans dans ladite Terre: Condamne ladite Marie Henriette aux dépens de ladite Instance. FAIT au Conseil Privé du Roy, tenu à Paris le troisiéme jour de May mil six cens soixante-treize. Signé, par collation. MAISSAC, avec paraphe.



ARREST DU CONSEIL D'ESTAT,
Par lequel les droits de nouveaux Ac-
quests que devront payer à l'avenir les
Ecclesiastiques sont reglez, pour tous les
biens generalement par eux possedez.

SUR ce qui a esté representé au Roy en son Conseil, Qu'encore que par son Edit du mois de Mars 1672. il soit expressément porté que les droits de nouveaux Acquests deus à Sa Majesté par les Ecclesiastiques, Beneficiers, Communautéz, & autres personnes de main-morte, seront par eux payez pour tous les heritages feodaux, roturiers ou allodiaux, droits de Justice, censive, champarts, dismes infeodées, rentes feodales, foncieres ou autrement; & generalement tous droits immobiliers tenus de Sa Majesté en fief, censive, ou d'autres Seigneurs non amortis; & que par consequent ils ne puissent estre tenus du payement desdits droits pour les biens dont il leur a esté accordé des Amortissemens: neantmoins, parce que par l'Arrest du Conseil du 19. Juillet audit an, il est confusément porté que les Roturiers & non Nobles, & les Ecclesiastiques, Communautéz & gens de main-morte, seront tenus de rapporter & mettre és mains des Greffiers des Commissaires departis dans les Generalitez, ou des Officiers par eux subdeleguez, leurs declarations par eux signées & certifiées, contenant au vray & par le menu tous les fiefs, arriere-

fiefs, aleux, heritages, rentes, droits & autres biens Nobles par eux tenus & possédez, appartenances & dépendances d'iceux, ensemble les noms des Seigneurs dont ils relevent, en quelles Justices ils sont, & de quelles redevances ils sont chargez, le revenu annuel par le détail desdits biens, & depuis quel temps ils les ont possédez, avec copie des titres de leurs acquisitions, possessions, baux à ferme, & les dernières quittances à eux ou leurs auteurs délivrées pour le payement desdits droits, sur les peines portées par ledit Edit : Les Commis & Procureurs chargez par Maître Claude Vialet du recouvrement des droits de Francs-fiefs & nouveaux Acquests, confondant les uns avec les autres, sans faire distinction ny consideration que lesd. Francs-fiefs regardent seulement les Roturiers & non Nobles pour la jouissance par eux faite des Fiefs, Terres, Seigneuries, & autres droits & biens Nobles; & les nouveaux Acquests, lesdits Beneficiers, Communautés & personnes de main-morte pour tous les biens generalement par eux possédez, tant Nobles que Roturiers, non amortis, ont en divers lieux fait plusieurs poursuites contre aucuns des principaux Beneficiers du Royaume, pour les obliger à fournir des declarations de tous leurs biens generalement; & quoy qu'aucuns desdits Beneficiers payans Decimes, pour faire cesser lesdites poursuites, eussent fait declarer ausdits Commis, que tous les biens de leurs Benefices dont ils jouissent, estoient deüement amortis, tant par leurs anciens amortissemens que par l'amortissement general accordé

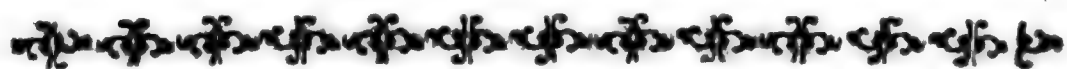
au Clergé & Beneficiers payans Decimes en l'année 1641. & qu'ils n'en avoient acquis ny ne leur en avoit esté donné aucuns depuis l'année 1641. lesdits Commis n'ont laissé de continuer lesdites poursuites, & faire saisir tous les biens & revenus desdits Benefices, ayant fait ordonner par aucuns Juges subdeleguez des Commissaires departis dans les Provinces, qu'il seroit procédé à l'estimation d'iceux, mesme fait comprendre dans les Roolles qu'ils ont fait arrester pour ledit recouvrement, plusieurs Evesques, Abbez, Prieurs, Chapitres & Curez, à des sommes notables, au payement desquelles ils menacent de les contraindre, & comme si lesdites taxes avoient un fondement indubitable, ne veulent les admettre à dire, ny proposer aucunes choses contre icelles, qu'ils n'en ayent auparavant payé la moitié par forme de consignation : Lesquelles procédures, par la mauvaise interpretation que lesdits Commis donnent ausdits Edit & Arrest, pourroient donner de mauvaises impressions de la recherche desdits droits, de soy tres-legitime & conforme aux anciennes Ordonnances & Maximes du Royaume, suivant lesquelles l'intention de Sa Majesté n'estant de faire poursuivre que ceux qui sont legitiment redevables desdits droits, & non ceux auxquels ils ne doivent point estre demandez. A quoy Sa Majesté voulant pourvoir, & reduire lesdites poursuites dans les regles qu'il y convient observer, s'estant fait représenter son dit Edit du mois de Mars 1672. & ledit Arrest du Conseil du 19 Juillet audit an; ensemble les poursuites faites en consequence contre plu-

seurs desdits Beneficiers payans Decimes : Ouy le raport du sieur Colbert, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Controoleur general des Finances. **LE ROY EN SON CONSEIL**, en interpretant sondit Edit du mois de Mars 1672. & Arrest du Conseil du 9. Juillet audit an, a ordonné & ordonne que les Ecclesiastiques & Beneficiers payans Decimes, payeront les droits de nouveaux Acquests pour tous les biens immobiliers, Nobles & Roturiers par eux acquis, ou qui leur ont esté donnez, leguez, ou échangez en quelque maniere que ce soit, depuis l'amortissement general à eux accordé en ladite année 1641. seulement, & pour cét effet lesdits Ecclesiastiques & Beneficiers payans Decimes seront tenus de fournir aux Bureaux pour ce establis leurs declarations contenant par le menu la nature, qualité, quantité, situation, valeur & revenu annuel desdits biens par eux ou leurs predecesseurs acquis, ou qui leur ont esté leguez, donnez ou échangez depuis ladite année 1641. & faute d'y satisfaire dans le temps porté par ledit Edit, il sera procédé contr'eux, à leurs frais & dépens, aux informations & estimations desdits biens, & sur lesdites declarations ou procez verbaux desdites informations & estimations, à la liquidation de ce qu'ils devroient payer pour lesdits droits de nouveaux Acquests, à raison d'une année du revenu annuel desdits biens, pour la jouissance d'iceux pendant vingt années, & à proportion pour tout le temps de leur possession depuis ladite année 1641. jusques & compris l'année dernière 1672. dont le payement sera fait par cha-
cun

l'un d'eux, avec les deux sols pour livre, entre
 les mains dudit Violet, ses Procureurs & Com-
 mis, chacun en l'estenduë de leur département;
 à quoy faire ils seront contraints dans les temps
 & ainsi qu'il est porté par lesdits Edit & Ar-
 rest : Faisant très expresse inhibitions & dé-
 fenses audit Violet, ses Procureurs & Commis,
 d'inquieter lesdits Ecclesiastiques & Beneficiers
 payans Decimes, pour les biens de leursdits
 Benefices, par eux actuellement possédez aupara-
 vant ladite année 1641. en faisant leur decla-
 ration qu'ils ne possèdent autres biens acquis,
 donnez ou échangez depuis ladite année, &
 leur fait pleine & entiere main-levée des saisies
 sur eux faites pour raison de ce. Et à l'égard
 des Convens, Monasteres, Communautés Ec-
 clesiastiques, Seculieres ou Regulieres, & au-
 tres gens de mainmorte, non payans Decimes,
 ils seront poursuivis pour le payement desdits
 droits de nouveaux Acquests pour tous les biens
 & droits immobiliers generalement qui leur
 appartiennent, non deuëment amortis par Let-
 tres d'amortissement particulieres en bonne for-
 me, aussi par les voyes & ainsi qu'il est porté
 par lesdits Edit & Arrest, à l'exception des
 Hospitaux generaux, Hostels-Dieu, Malade-
 ries, Leproseries, & autres lieux pieux, pour
 les biens servans actuellement à la nourriture,
 subsistance & entretien des pauvres. N'entend
 aussi Sa Majesté comprendre en l'exception
 portée par le present Arrest les particuliers Ec-
 clesiastiques & Beneficiers qui ne sont Nobles
 d'extraction, lesquels se trouveront en parti-
 culier possesseurs de Fiefs & biens Nobles à eux

appartenant en propre & patrimonialement, & non en qualité de Beneficiers, pour lesquels biens Nobles Feodaux à eux ainsi appartenans en particulier, ils payeront lesdits droits de Francs-fiefs, comme les autres Roturiers & non Nobles, pareillement ainsi qu'il est porté aussi par lesdits Edit & Arrest. Et sera le present Arrest leu, publié & affiché par tout où besoin sera. Enjoint Sa Majesté aux Commissaires par Elle departis dans les Provinces & Generalitez, & à leurs Subdeleguez de tenir la main à l'exécution d'iceluy, sans permettre qu'il y soit contrevenu, nonobstant oppositions & autres empeschemens quelconques, dont, si aucuns interviennent, Sa Majesté s'en reserve à soy & à son Conseil la connoissance, l'interdisant à toutes ses Cours & autres Juges. Fait au Conseil d'Estat du Roy, tenu à Paris le dixième jour de Juin mil six cens soixante-trois.

Signe, FOUCAULT.



ARREST DU CONSEIL D'ESTAT,
Par lequel les Ecclesiastiques & les Religieux de Bearn sont renvoyez en la Chambre Ecclesiastique de Bordeaux pour le fait des Decimes.

VEU au Conseil du Roy la Requête présentée en iceluy par les Religieux Barnabites residens au College de Lescar, & au Monastere de Luc, Province de Bearn. Contenant que n'y ayant point encore de Chambre Eccle-

fiastique pour les Decimes en ces quartiers , dont la connoissance est interdite au Parlement de Pau , les Supplians ne sçavent où s'adresser dans deux affaires importantes qu'ils ont à demesler avec le Clergé du Diocèse de Lescar , & de celuy d'Oleron , au sujet des Decimes de Lagor , & Hospital de S. Germain de Monein , dans le Diocèse dudit Lescar , d'une part ; & de la Commanderie de Gabas dans celuy d'Oleron , d'autre part. Cette derniere ayant esté depuis quelque temps comprise mal à propos dans le departement fait par lesdits sieurs du Clergé d'Oleron , qui l'y ont ajoûtée au prejudice de l'ancien ordre , & du Regalement de 1643. qui est le fondement des departemens des Decimes , au lieu qu'elle estoit cy-devant comprise & imposée sous l'article du Prieuré de Sainte Christine , dont elle est un membre , & taxée à la somme de quatrevingt livres , comme son chef lieu : de sorte que les Supplians ont grand interest de faire reformer cette nouveauté , & d'avoir des Juges pour cela , quoique ce ne soit pas l'affaire qui les presse le plus , mais bien celle dudit Lagor & Hospital de S. Germain de Monein , que le Clergé dudit Lescar a aussi mal à propos , sauf correction , ajoûtée au departement des Decimes remis au sieur Planterose , Receveur d'icelles , nouveau receu dans sa charge , & qui n'en a pas encore la connoissance parfaite , lequel ne veut pas comprendre que Lagor & Hospital de Monein ont esté ajoûtées audit departement , contre & au prejudice dudit Regalement de 1643. fait par le feu sieur de Marca , & par la Chambre Ec-

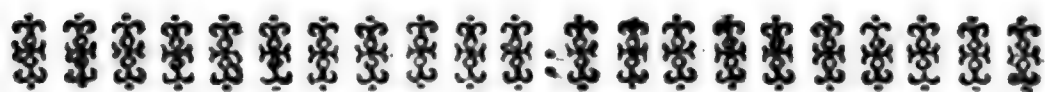
ecclésiastique établie lors à Pau. Ce qui est une entreprise fort à craindre aux Supplians, parce que Lagor est une dépendance de l'Abbaye de Luc, & qu'il a esté toujours compris dans la taxe de son Chef lieu au Diocèse d'Oleron sous un article de sept cens livres, qui comprend généralement tous les membres & dépendances de ladite Abbaye; & de mesme l'Hospital de Monein, qui est taxé avec son Chef lieu sous l'article de la Commanderie de l'Espiau & de Sainte Christine Diocèse de Lescar. Cependant ledit sieur de Planterose, Receveur des Decimes dudit Lescar, auroit écrit un Billet au Supérieur des Supplians en date du 10. Février dernier, par lequel il luy auroit déclaré, que si on ne luy envoyoit trois cens vingt-neuf livres deux sols huit deniers dans trois jours pour lesdits articles de Lagor & de Monein, il enverroit à leurs Fermiers un Logement de Gardes, suivant l'ordre qu'il dit en avoir reçu du petit Bureau; & lors lesdits Supplians ne sachans où s'adresser, parce que le Clergé dudit Lescar est leur partie formelle en ce rencontre qui leur suscite cette traverse, il n'y a point de Chambre Ecclesiastique où appeller, & le Parlement de Pau est interdit d'en connoistre, ils auroient neantmoins esté obligez, pour faire cesser cette violence capable de ruiner leur pauvre Maison, d'avoir recours audit Parlement de Pau pour avoir des défenses, & gagner du temps d'envoyer au Conseil: de sorte qu'ayant donné leur Requeste audit Parlement, qui auroit ordonné qu'elle seroit communiquée audit Planterose, au Syndic du Clergé & au Procureur

teur General, & cependant défense. Ledit sieur Planterose auroit fourni de réponse le 14. Février 1673. portant que les Supplians estoient taxez à ladite somme dans les departemens qui luy avoient esté fournis par le petit Bureau, & qu'à la verité il avoit écrit ledit Billet suivant les Ordres de Sa Majesté, qui veut que les Fermiers des Beneficiers dudit Diocese de Lescar soient contrains par Logement des Gardes du Gouverneur au payement des cottes des Decimes & Don gratuit. Qu'au surplus ledit Parlement n'en pouvoit connoistre, ny surseoir l'exécution desdits Ordres, & qu'il y avoit des Arrests qui défendoient aux Beneficiers de s'y adresser, à peine de trois mille livres d'amende, pour laquelle il protestoit les poursuivre, en cas qu'ils continuassent leur procedure audit Parlement, & mesme il auroit saisi depuis le bien des Supplians dans ledit Diocese de Lescar. A CES CAUSES requeroient les Supplians, qu'il plust à Sa Majesté leur pourvoir, & leur donner des Juges, si mieux n'aime Sa Majesté en connoistre. Ce faisant, ordonner que Commission sera delivrée aux Supplians pour y assigner ledit Planterose, & le Syndic du Clergé de Lescar, & en mesme temps celui d'Oleron, pour voir ordonner la radiation desdits trois articles avec dépens, dommages & interets; & cependant sursis à toutes poursuites, & main levée des saisies dudit Planterose ou autres pour raison du fait dont est question, jusques à ce qu'autrement par Sa Majesté parties ouyes il en ait esté ordonné. Ladite Requête signée, Dom Fortuné Berthonnet, Religieux Barnabite

& député dudit College de Lescar, & Jobert leur Avocat & conseil, au pied de laquelle Requête est un acte par lequel lesdits Religieux ont donné copie d'icelle aux sieurs Abbé de Grammont, & Pennautier, Agent & Receveur generaux du Clergé, & déclaré qu'ils mettroient icelle Requête entre les mains du sieur le Blanc, Maistre des Requestes, au rapport duquel ils en poursuivroient incessamment l'enterinement, à ce que lesdits sieurs de Grammont & Pennautier, esdits noms, eussent à y fournir de réponse, si bon leur sembloit, signifiée ausdits sieurs en leurs domiciles le 11. du present mois d'Aoust. Veu aussi ladite Requête présentée par les Supplians au Parlement de Pau du 13. Février 1673, & Ordonnance estant au bas d'icelle, portant communiqué, & cependant défenses, avec la réponse dud. Planterose fournie à icelle, & autres pieces attachées à lad. Requête. Réponse desd. Agent & Receveur generaux contenant leur consentement que les parties fussent renvoyées pour le fait dont il s'agit en la Chambre Ecclesiastique de Bordeaux pour leur estre fait droit ainsi que de raison, signifiée ausdits Supplians. Autre Réponse dudit sieur de Pennautier, contenant qu'il n'avoit aucun interest aux conclusions de ladite Requête, & se rapportoit de renvoyer les parties où il luy plairoit. Ouy le rapport dudit sieur le Blanc, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel, & Commissaire à ce député. Et tout considéré, **LE ROY EN SON CONSEIL** a renvoyé & renvoye les parties en la Chambre Ecclesia-

stique de Bordeaux, pour y proceder ainsi que de raison. Fait au Conseil d'Estat du Roy, tenu à Paris le neuvième jour de Septembre mil six cens soixante-treize. Collationné.

Signé, RANCHIN.



A R R E S T D U C O N S E I L
*D'Estat du Roy, par lequel Sa Majesté
 décharge les Beneficiers de toutes les in-
 stances & poursuites faites contre eux
 par les Fermiers de ses Domaines pour
 raison des Adveus & Denombrements;
 & regle la maniere de les rendre aux
 Chambres des Comptes.*

LE Roy ayant fait examiner en son Conseil les plaintes qui luy ont esté faites par les Ecclesiastiques & Beneficiers de ce Royaume, d'estre poursuivis en differens Tribunaux pour raison des Adveus, Denombrements & Declarations de leurs Fiefs, Terres, Possessions & Heritages qui leur sont demandez, d'un costé par les Procureurs de Sa Majesté en ses Chambres des Comptes, lesquels pretendent que lesdits Beneficiers y doivent faire la foy & hommage, fournir & faire recevoir leurs Adveus & Denombrements; d'autre par les Officiers & Commissaires deputez pour la confection du Papier terrier de Sa Majesté, qui decernent journellement des Ordonnances pour

obliger leſdits Beneficiers à paſſer pardevant eux leurdits Adveus , Denombrements & Declarations , & les y faire recevoir & verifier , & pour cét effet repreſenter les titres juſtificatifs de leur poſſeſſion ; ce qui leur cauſe de grandes difficultez , eſtant certain que ſi l'on vouloit les obliger à repreſenter les titres des fondations & dotations de leurs Benefices , ils ſe trouveroient preſque tous reduits à l'impoſſible ; dont auſſi Sa Majeſté & les Rois ſes predeceſſeurs leur ont fait la grace de les décharger par pluſieurs Edits, Declarations & Arreſts , outre que cette diverſité de procedures les conſtituë en frais & dépens. Sa Majeſté voulant y pourvoir , & faire ceſſer les plaintes deſdits Beneficiers , en leur donnant un Tribunal fixe & commode , dans lequel les Declarations , Adveus ou Denombrements du temporel de leurs Benefices , qu'ils ne peuvent ſe diſpenſer de rendre , ſoit pour les biens qu'ils tiennent dans les mouvances ou directe de Sa Majeſté , ou ſous ſa protection ſoient gardez : Et où ils pourront avoir recours quand ils en auront beſoin , ce qu'ils ont intereſt notable de faire pour conſerver la connoiſſance de leurdits biens & leur conſiſtance , & en empêcher l'uſurpation. Ouy le rapport du ſieur Colbert , Conſeiller au Conſeil Royal , Controoleur general des Finances : S A M A J E S T E' E S T A N T E N S O N C O N S E I L , a ordonné & ordonne , Que les Archeveſques , Eveſques , Abbez , Prieurs & autres Beneficiers du Royaume , fourniront aux Chambres des Comptes , au reſſort deſquelles leurs Benefices ſont ſituez , des declarations ſi-

gnées de leurs mains , & scellées de leurs sceaux , de tout le temporel de leurs Benefices lesquelles contiendront la consistance en détail & par le menu , tenans & aboutissans des Fiefs , Terres & Seigneuries mouvans & relevans de Sa Majesté , unis & incorporez à leursdits Benefices , des Maisons , Fermes , Métairies , Prez , Bois , Rentes & autres Heritages par eux possédez en la Censive & Seigneurie directe de Sa Majesté , & de tous les autres biens qui leur appartiennent , à cause de leursdits Benefices , tant en Fief qu'en Roture , en la mouvance & directe des Seigneurs particuliers , lesquelles declarations qui serviront d'adveus & denombrements , pour ce qui concerne les Fiefs mouvans de Sa Majesté , seront envoyées pardevant les plus prochains Juges Royaux des lieux , pour y estre leuës , publiées & verifiées en la maniere accoustumée , pour la justification desquelles declarations , en cas qu'elles soient contestées par les Procureurs generaux de Sa Majesté esdites Chambres des Comptes ou Procureurs du Roy desdits Sieges Royaux , lesdits Beneficiers ne seront tenus de rapporter , à l'égard des biens & droits qui leur ont esté amortis , d'autres titres que ceux par lesquels ils feront connoistre que leurs predecesseurs titulaires desdits Benefices estoient en possession & jouissance desdits biens & droits lors de l'Edit de Melun de l'an 1581. comme baux à ferme , papiers terriers , cueilloirs , lieves , reconnoissances , registres & autres semblables. Et à l'égard des biens non amortis par eux acquis , retirez , donnez ou échangez depuis l'année 1641. ils représenteront

les Contrats desdites acquisitions, rétraits, donations, ou échanges, sans que lesdites déclarations puissent prejudicier à l'avenir aux amortissemens généraux & particuliers accordez ausdits Beneficiers, tant par Sa Majesté que par les Rois ses predecesseurs, & sans prejudice aussi de la foy & hommage que lesdits Beneficiers doivent faire pour raison des Fiefs, Terres & Seigneuries dependans de leursdits Benefices mouvans & relevans immediatement de Sadite Majesté. Et en cas que lesdits Beneficiers ayent besoin de quelques delais pour dresser & mettre en estat leursdites déclarations, ils se pourvoiront ausdites Chambres des Comptes, pour leur estre pourveu, s'il y échet, moyennant lesquelles déclarations, veut & ordonne Sa Majesté, que tous lesdits Archevesques, Evêques, Abbez, Prieurs & autres Ecclesiastiques & Beneficiers soient & demeurent déchargez de toutes instances & poursuites faites à l'encontre d'eux, tant à la requeste desdits Procureurs généraux de Sa Majesté esdites Chambres des Comptes pour raison des adveus & denombrements de leursdits Fiefs, Terres & Seigneuries, qu'à la requeste des Procureurs de Sa Majesté aux Bureaux des Finances, Chambre du Tresor à Paris, Controleurs & Fermiers généraux des Domaines, que par tous autres Commissaires & Officiers deputez pour le Papier terrier de Sa Majesté, ensemble de toutes faïsses & établissement de Commissaires faits pour raison de ce, dont Sa Majesté leur accorde pleine & entiere main levée, sans qu'ils soient tenus d'en payer au-

cuns frais , faisant tres-expresses défenses ausdits Tresoriers de France , Commissaires, establis pour le terrier , & autres Officiers generale-ment de faire & continuer à l'avenir aucunes poursuites & contraintes à l'encontre d'eux pour ce regard , à la charge toutefois que lesdits Beneficiers passeront & fourniront par chacun d'eux pardevant lesdits Commissaires du terrier une declaration sommaire de leursdits biens & droits , mouvans , & tenus en Fiefs & Censive de Sa Majesté, à cause de ses Domaines, contenant seulement en gros leur denomination & situation , & dont ils diront le détail estre contenu aux susdites declarations fournies ausd. Chambres des Comptes , pour la reception desquelles declarations sommaires il ne sera pris par les Greffiers de la Commission dudit Terrier que cinq sols de chacune , leur faisant défenses d'en exiger davantage , à peine de concussion. Et à l'égard de ceux desdits Beneficiers qui ont déjà passé leurs declarations pardevant lesdits Commissaires du Terrier , ils demeureront déchargés d'en faire de nouvelles ausdites Chambres des Comptes & Commission du Terrier : Et seront lesdites Lettres apportées ausdites Chambres des Comptes , à la diligence des Controleurs generaux des Domaines de Sa Majesté , pour estre inserées avec les autres. Seront aussi les Beneficiers & Communautéz Ecclesiastiques qui pretendent avoir des droits de Justice directe , Censive & Voirie sur aucunes maisons de la ville & fauxbourgs de Paris , tenus d'en donner les estats , & satisfaire pour ce regard au reglement du Papier Terrier de

ladite Ville, Prevosté & Vicomté de Paris du 28. Decembre 1666. conformément & ainsi qu'il est porté par iceluy; & pour l'exécution du present Arrest toutes Lettres nécessaires seront expédiées. Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Saint Germain en Laye le douzième jour de Decembre mil six cens soixante & treize. Signé, COLBERT.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
Qui décharge les Chartreux de Paris,
les Boursiers du College de Beauvais, &
tous autres Ecclesiastiques de l'Assigna-
tion à eux donnée pour la convocation
& contribution du Ban & Arriereban.*

SUR la Requête présentée au Roy en son Conseil par les Agens generaux du Clergé de France, contenant que par les Contrac̃ts passez entre Sa Majesté & le Clergé de France, & par plusieurs Declarations de Sadite Majesté & des Rois ses predecesseurs des années 1622. 24. 26. & 1630. & encore par plusieurs Arrests du Conseil, & entre autres, par ceux des 14. Septembre 1635. & 10. Juin 1639. les Ecclesiastiques & Beneficiers de ce Royaume ont esté déchargez de la convocation & contribution du Ban & Arriereban, avec défenses à tous Bailiffs, Seneschaux & autres Officiers, de les troubler pour ladite convocation & contribution, & de faire faire aucune saisie de leurs

Fiefs : Neanmoins les Religieux Chartreux de Paris , & les Principal Maistre & Bourriers du College de Beauvais ; & Maistre Baptiste de Chassebras, Prieur du Prieuré de Saint Pierre de Chaumont, ont esté assignez au Baillage & Comté de Chaumont à la requeste du sieur Procureur du Roy audit Baillage, par Exploit du 24. Aoust 1674. pour se trouver à la convocation du Ban & Arriereban qui se fera audit lieu de Chaumont le 30. dudit mois d'Aoust, & lesdites Assignations & toutes autres faites ausdits Ecclesiastiques, estans de pures contraventions ausdites Declarations de Sa Majesté, Arrest de son Conseil, & ausdits Contracts passez avec le Clergé. Requeroient lesdits Supplians leur estre sur ce pourveu pour arrester les troubles qui seroient faits ausdits Ecclesiastiques, Beneficiers & Religieux. Veu ladite Requeste signée Loys, Avocat és Conseils de Sa Majesté & du Clergé de France, lesdits Arrests du Conseil du 14. Septembre 1635. & 10. Juin 1639. lesdits Exploits d'Assignations données ausdits Religieux Chartreux de Paris, aux Principal Maistre & Bourriers du College de Beauvais, & audit Chassebras, à la requeste du Procureur de Sa Majesté audit Baillage de Chaumont, pour se trouver à la convocation du Ban & Arriereban dudit jour 24. Aoust. Ouy le rapport du sieur Colbert, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Controleur general des Finances. **LE ROY ESTANT EN SON CONSEIL**, ayant égard à ladite Requeste, a déchargé & décharge les Religieux Chartreux de Paris, Principal Maistres & Bourriers du

College de Beauvais, ledit Chassebras & tous autres Ecclesiastiques, des Assignations à eux données pour la convocation & contribution du Ban & Arriereban. Fait Sa Majesté défenses à tous Baillifs, Seneschaux, Procureurs de Sa Majesté & autres ses Officiers, de plus faire donner pareilles Assignations ausdits Ecclesiastiques, Beneficiers & Religieux, & de faire aucunes saisies sur leurs biens pour raison de ce, à peine de nullité, cassation de procédures, & de tous dépens, dommages & interets. Fait au Conseil d'Estat du Roy, tenu à Versailles le premier jour de Septembre mil six cens soixante-quatorze. Signé, RANCHIN.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
Par lequel le Syndic du Clergé du Diocèse
d'Autun, & les Controoleurs dudit Cler-
gé sont renvoyez pour le fait des Gages
desdits Controolleurs à la prochaine
Assemblée du Clergé.*

SUR la Requête présentée au Roy en son Conseil par George de Chabans, Chantre, Chanoine de l'Eglise Cathedrale d'Autun, & Syndic du Clergé du Diocèse, contenant qu'en l'année 1653. ayant esté pris deliberation en l'Assemblée dudit Clergé de faire reduire les Gages de leurs Controoleurs du denier quatorze au denier vingt, ou de les rembourser, on la fit signifier à Maistre Pierre Anthouard l'un

d'iceux, lequel accepta ladite réduction à ces deux conditions, qu'on payeroit les taxes qui pourroient estre faites sur ledit Office à sa décharge, & qu'on luy payeroit ses Gages au denier vingt, quinze jours après chaque année expirée, & faute de quoy on le payeroit au denier dix huit : Ces deux conditions ont esté ponctuellement observées en ce qu'on a payé plus de cinq mille livres de taxes, & qu'on a quasi toujours payé lesdits Gages dans les quinze jours. Au prejudice dequoy ledit sieur Anthouard & la Damoiselle Venot sa veuve s'estant fait payer au denier dix-huit; le Suppliant qui découvrit cette surprise en 1672. en fit rapport à l'Assemblée, qui défendit au sieur de Moray, Receveur, de payer les Gages à ladite Venot jusques à ce qu'elle eust remboursé le Clergé des sommes qu'elle avoit trop touchées, & pour s'y voir condamner, ordonna qu'elle seroit assignée; ce qu'ayant esté fait, elle soutint que le Suppliant n'estoit pas bien fondé à cette repetition, & par une forme de reconvention, à laquelle elle n'auroit jamais songé, si on ne luy eust fait cette demande, elle acquist le paiement de trois deniers pour livre qui luy estoient attribuez par l'Edit de creation de son Office de Controoleur sur les Extraordinaires qui s'imposoient en l'année de son Exercice, & ce depuis la creation dudit Office. Sur la contestation des parties; ladite Venot fut condamnée à rendre les sommes qu'elle avoit touchées au denier dix huit, & qu'elle ne devoit toucher qu'au denier vingt dans le temps où elle auroit esté payée dans les quinze jours, & pour les

trois deniers pour livre , deboutée & déclarée non recevable. De cette Sentence ladite veuve mit appel , qu'elle releva à la Chambre Ecclesiastique de Lyon. Mais auparavant la plaidoirie de la cause , elle fit signifier audit Suppliant qu'elle acquiesçoit à la Sentence du Clergé d'Autun , au chef auquel on l'avoit condamnée à rendre les sommes qu'elle avoit trop touchées : mais que pour les trois deniers pour livre elle l'interpelloit de luy en faire payement , à faute dequoy elle protestoit poursuivre. Et à l'Audiance , elle conclut à ces fins. Le Suppliant soutint qu'elle n'estoit pas recevable , & outre ce , que demandant trois deniers pour livre en son année d'exercice , n'ayant jamais exercé elle n'estoit pas bien fondée en cette pretension ; que c'estoit un salaire pour les peines qu'elle n'avoit jamais prises ; que cette mesme difficulté s'estant présentée au Clergé en 1645. on avoit jugé que ces sortes de taxations n'estoient deuës que pour la finance ou pour l'exercice : & n'ayant fait ny l'un ny l'autre , elle n'avoit pas raison de les pretendre. De plus , que ce droit n'ayant jamais esté levé ny exigé par aucun Controoleur ; nonobstant toutes ces raisons il y eut jugement , par lequel ledit Suppliant fut condamné à payer les trois deniers pour livre pour les Extraordinaires qui avoient esté imposées en l'année d'exercice dudit Controoleur , depuis l'année 1628. & sur son consentement de rendre les sommes qu'elle avoit trop touchées , que ledit Suppliant luy rapporteroit ses quittances dans un mois , à faute dequoy ledit temps passé il demeureroit décheu

décheu de sa prétention. C'est de ce jugement rendu contre les Edits de Sa Majesté, les Arrests du Conseil, les Reglemens du Clergé, & une prescription de quarante-cinq ans, durant lesquels ladite Venot & son mari ont donné quarante-cinq quittances, & fait deux réductions de Gages, sans aucune reserve; qu'on demande la reformation à Sa Majesté, laquelle l'accordera bien plus facilement, quand elle aura esté informée des violences qui se sont faites ensuite pour l'exécution de ce jugement, par lequel ayant esté ordonné au Suppliant de rapporter à ladite Venot dans un mois ses quittances, à faute dequoy il seroit décheu de sa prétention. Pour ne pas tomber dans cet inconvenient, ledit Suppliant fit signifier à ladite Venot, que sans approuver ledit jugement au fait des trois deniers pour livre, contre lequel il protestoit de se pourvoir, & d'en porter ses plaintes à Sa Majesté, on la sommoit de se rencontrer au Bureau du Clergé pour prendre communication de ses quittances & de celles de son mari, & faire supputation des sommes qui devoient estre restituées, elle fit réponse qu'il les falloit porter à Lyon. On luy fit de nouveau signifier qu'elle avoit acquiescé à la Sentence du Clergé pour ce chef, tant elle l'avoit trouuée juste: qu'ainsi les Juges qui l'avoient renduë la devoient executer, & que par le jugement de Lyon, il estoit dit qu'on la luy rapporteroit: c'est à quoy on vouloit satisfaire; elle ne voulut pas neantmoins comparoistre. Et comme on apprehendoit quelque surprise dans la Chambre Ecclesiastique, on envoya un député pour faire

ses plaintes & protestations, & demander le renvoy pour ce chef au Clergé d'Autun. Mais au lieu de l'obtenir, on renvoya la connoissance au premier Juge Royal ou Notaire non suspects, en quoy ladite Chambre a fait un grief au Clergé d'Autun tres-considerable, en ce qu'elle luy oste l'execution d'une Sentence, à laquelle la partie avoit donné les mains. Mais ce qui est de plus extraordinaire, c'est que la connoissance du fait des Decimes estant défenduë à toutes sortes de Juges Royaux, & estant attribuée par les Edits & Declarations aux Chambres Ecclesiastiques particulieres & Souveraines, on renvoye neantmoins le Suppliant pardevant un Juge Royal ou un Notaire pour représenter ses quittances pendant le cours d'un mois donné par l'Arrest, à faute dequoy le Suppliant seroit déchu. Il faut donc proceder pour ne pas courir risque. On fit assigner ladite Venot pardevant le Lieutenant General d'Autun pour reconnoistre ses quittances, & en faire supputation. Elle fit une nouvelle contestation : elle soutint, que puisqu'on vouloit proceder à la liquidation des sommes qui estoient adjudgées au Suppliant, on devoit aussi proceder à la supputation des trois deniers pour livre qui luy estoient adjugez sur les Extraordinaires qui avoient esté imposez en son année d'exercice, suivant ce qu'elle en avoit fait interpellier le Suppliant. On luy fit réponse qu'on avoit déjà protesté de se pourvoir contre cette adjudication : mais qu'il ne s'agissoit en ce rencontre que de l'execution de la Sentence du Clergé, à laquelle elle avoit acquiescé, & qui avoit esté

renvoyé pardevant ledit sieur Lieutenant General sur la contestation des parties. Il fut dit qu'on entreroit en reconnoissance des quittances dont il revenoit des sommes au Clergé, & que supputation en seroit faite : & ensuite elles furent liquidées à deux mille six cens soixante & dix-huit livres dix huit sols. Mais pour éviter le paiement de cette somme, ladite Venot a présenté Requête à la Chambre de Lyon, par laquelle elle expose que le Lieutenant General au Baillage d'Autun a procédé aux supputations des sommes adjudgées au Suppliant, & que ledit Suppliant ne veut pas représenter les Rooles & Impositions, pour liquider à quoy montent les trois deniers pour livre, & demande que faute de ne les avoir pas representez, les sommes adjudgées au profit du Suppliant soient compensées avec celles qu'elle peut pretendre des trois deniers pour livre; & que le Suppliant soit assigné pour le voir dire ainsi : Et cependant que Maître Hubert de Marey, Receveur des Decimes audit Diocese auquel on avoit fait défenses de payer les gages dudit Office de Controleur, soit contraint au paiement d'iceluy, nonobstant oppositions quelconques, comme s'agissant d'exécution d'Arrest sur cette Requête. Il fut dit, soit montré au Promoteur, au lieu de la montrer à partie : le Promoteur dit, les conclusions de la partie sont de justice, & y adhère. Et le Juge : Veu les conclusions du Promoteur, soit fait comme il est requis. A-t-on jamais veu une procédure de cette maniere, faire des compensations de choses liquidées avec celles qui ne le sont pas, & condamner des

parties sans les ouïr , ny ordonner qu'elles le
 soient , & prononcer de cette maniere ? Cepen-
 dant on contraint le Receveur en vertu des
 Jugemens ; & le Sergent n'ayant point voulu
 avoir d'égard à l'opposition qu'il formoit , il
 fait faire défenses par le Parlement de Dijon où
 ladite Venot avoit pris *Paratis* , jusques à ce
 que ladite opposition fust jugée. Mais ladite
 Venot ayant de nouveau présenté Requête à
 Lyon , il fut dit qu'il seroit contraint , nonob-
 stant ladite opposition , & qu'il seroit assigné
 pour se voir condamner au corps. Le Suppliant
 qui connoist le desordre que les Jugemens peu-
 vent causer , parce qu'ils mettent en droit non
 seulement les autres Controoleurs dudit Dioce-
 se , mais les Provinciaux , & generalement tous
 ceux du Royaume , de demander lesdits trois
 deniers pour livre adjugez par ledit Jugement ,
 a recours à Sa Majesté , luy represente qu'il
 est rendu contre les Edits , en ce qu'ordonnant
 les trois deniers pour livre aux Controoleurs sur
 les Extraordinaires pour un salaire , ils ordon-
 nent en mesme temps qu'ils feront l'exercice ou
 qu'ils le feront faire par des Commis ; ce que
 ladite Venot & son mari n'ont pas fait. Il est
 rendu contre les Arrests du Conseil , qui ont
 décidé que ce n'estoit que pour l'exercice actuel ;
 il est rendu contre les Reglemens du Clergé ,
 qui declarent que lesdites taxations ou trois de-
 niers pour livre , ne sont deues que pour la fi-
 nance ou pour l'exercice actuel : qu'on n'a point
 financé , qu'il faut donc qu'on aye exercé. Il est
 encore rendu contre une prescription de qua-
 rante-cinq ans , pendant lesquelles ladite Venot

ny son mari ne les ont pas demandez. Si Sa Majesté considere encore les griefs qu'on a faits audit Suppliant pour faire valoir les Jugemens, elle trouvera qu'on a osté à un Juge l'exécution de la Sentence à laquelle la partie avoit acquiescé; que pour le fait des Decimes, on a renvoyé la connoissance à un Juge Royal; qu'on a ordonné une compensation d'une chose liquidée avec une qui ne l'estoit pas; qu'on a executé le Receveur en vertu d'une Commission où il n'y avoit point de somme énoncée: & qu'enfin, encore qu'il n'eust jamais esté ouy appelé, & sans qu'on eust observé les formalitez prescrites par la nouvelle Ordonnance, on n'a point voulu recevoir son opposition. A CES CAUSES, requeroit le Suppliant qu'il plust à Sa Majesté ordonner, que sans avoir égard au Jugement de ladite Chambre de Lyon, les parties seront renvoyées à la prochaine Assemblée du Clergé, ou assignées au Conseil dans un mois, pour proceder sur les faits desdits trois deniers pour livre, que les choses demeureront dans l'estat qu'elles estoient auparavant ledit Arrest du 24. Juillet dernier. Pour ce fait, défenses à ladite Chambre de Lyon de plus prendre connoissance de cette affaire, circonstances & dépendances, mesme de l'opposition formée par le Receveur des Decimes, & aux parties de s'y pourvoir, à peine de mille livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interests. Veu ladite Requête signée du Suppliant, & les pieces justificatives du contenu en icelle: Ouy le rapport du sieur Colbert, Conseiller ordinaire au Con-

seil Royal & Controoleur general des Finances, Commissaire à ce député. Et tout considéré ;
LE ROY EN SON CONSEIL, a renvoyé & renvoye les parties à la prochaine Assemblée du Clergé, pour estre réglé sur les procez & differens : cependant toutes choses demeureront en l'estat où elles estoient avant le Jugement de la Chambre Ecclesiastique de Lyon du 24. Juillet dernier. Fait au Conseil d'Estat du Roy, tenu à Saint Germain en Laye le seizième Decembre mil six cens soixante-treize.



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT
Du Roy, qui décharge les Curez du droit de Controolle pour les publications des bans de Mariage, & autres affaires purement Ecclesiastiques.

SUR la Requête présentée au Roy en son Conseil par les Agens generaux du Clergé de France, contenant, que bien que par l'Edit fait par Sa Majesté en l'année 1669. pour le Controolle des Exploits, & par les Arrests de son Conseil, & Declarations faites en interpretation d'iceluy, Sa Majesté se soit nettement expliquée sur la qualité des Actes sujets audit droit de Controolle, & sur la qualité des Officiers de Justice qui seroient tenus de faire controoller lesdits Actes, à peine d'amende, qui sont les Huissiers, Sergens, Notaires & autres ayant pouvoir d'exploiter : Neantmoins Maître

Claude Vialet , Fermier general des Domaines de France , ou ses Procureurs en la Province de Normandie , auroient , par une entreprise sans exemple , voulu estendre la disposition desdits Edits , Declarations & Arrests sur les Curez du Diocese d'Evreux , leur ayant fait signifier en 1672. des défenses de rendre aucunes publications faites aux Profsnes des Messes Paroissiales ou autrement , de Contrac̃ts , Decrets , Criées d'Heritages , Translations de domiciles & tous autres Actes de Justice , sans aucuns excepter , s'ils ne les ont prealablement fait controoller , à peine de cent livres d'amende pour chacune contravention ; & mesme ayant passé jusqu'à cét excès , de faire assigner aucuns desdits Curez en 1673. & entr'autres ceux des Paroisses de la Pille & de Cerqueux , pardevant un Subdelegué du sieur Commissaire departi en ladite Province , pour se voir condamner en ladite amende , pour avoir rendu des publications de Contrac̃ts ou de Baux à ferme sans les avoir fait controller : en sorte qu'aucuns desdits Curez , dans l'apprehension de tomber en de pareils procès avec lesdits Traitans , auroient esté obligez de faire controoller jusqu'à des publications de bans de Mariage. Ce qui est une entreprise desdits Traitans , directement contraire à l'intention de Sa Majesté , marquée par lesdits Edits & Arrests en deux chefs tres-considerables ; le premier , en ce qu'à l'égard des publications des bans de Mariage , estant une matiere purement Ecclesiastique , Sa Majesté n'a point entendu par lesdits Edits & Arrests les assujettir audit Controolle ; Et le deuxieme , en

ce qu'à l'égard des publications des autres Actes qui concernent les affaires temporelles, si elles sont sujettes audit Controolle, elle n'a point entendu charger les Curez de faire cette diligence ny les exposer à la rigueur des Traictans par l'apprehension continuelle des amendes, mais bien les parties qui se servent desdites publications qui se doivent conformer ausdits Edits & Declarations: ce qui est tres-prejudiciable au bien de l'Eglise, puisque par ce moyen les Curez sont obligez d'abandonner le soin des ames que Dieu leur a confiées pour aller quelquefois à deux & trois lieues de chez eux faire controoller les publications qu'ils ont faites en leurs Paroisses, & de hazarder le salut de leurs Paroissiens, qui peuvent pendant ce temps là mourir sans l'administration des Sacremens: joint que ce seroit imposer un joug trop servile à ceux qui sont destinez pour le service des Autels, avilir leur sacré caractère, & abaisser leurs fonctions jusques aux plus basses, auxquelles les Sergens & autres petits Officiers de Justice puissent estre assujettis: Partant requeroient les Supplians qu'il plust à Sa Majesté declarer les publications des bans des Mariages, & autres pour affaires purement spirituelles, non sujettes audit Controolle. Et à l'égard des publications faites és Paroisses des Paroisses & à l'issuë des Messes Paroissiales pour affaires temporelles, décharger les Curez du Diocese d'Evreux & autres du Royaume dudit Controolle, sauf aux parties à les faire controoller à leur diligence; & que défenses seront faites audit Vialer, ses Commis & Procureurs de plus à

P'avenir inquieter les Curez de ce Royaume ,
 & les décharger de toutes Assignations à eux
 données pour raison de ce. Veu ladite Requête
 signée Loys , Avocat és Conseils de Sa Ma-
 jesté. Ledit Edit pour le Controolle des Exploits
 du mois d'Aoust 1669. Declaration de Sa Ma-
 jesté faite pour l'interpretation dudit Edit du
 21. Mars 1671. Les Arrests du Conseil rendus
 en consequence , & pour l'execution de ladite
 Declaration. Le procez verbal fait à la requeste
 de Louis Tostain , Procureur general dudit
 Violet, le 3. Février dernier , par lequel il ap-
 pert qu'un Contract de vente d'Heritage assis
 en la Paroisse de Cerqueux ayant esté publié
 au Presne de la Messe Paroissiale dudit lieu , &
 n'ayant pas esté controollé , ledit Procureur
 dudit Violet auroit fait assigner le Curé dudit
 lieu pardevant le Juge subdelegué pour se voir
 condamner en l'amende , faite par luy d'avoir
 fait controoller l'Acte de publication dudit
 Contract. Autre Exploit d'assignation donnée
 le 21. Janvier dernier , à la requeste dudit Via-
 let , au sieur Curé de la Paroisse de la Pille
 pardevant le Lieutenant General & Particulier
 du Pont-de-Larche , subdelegué du sieur Com-
 missaire départi par Sa Majesté en la Province
 de Normandie , pour estre condamné en l'a-
 mende , faite par luy d'avoir fait controoller
 l'Acte de publication du Bail Judiciaire de quel-
 ques Heritages saisis réellement. Ouy le rap-
 port du sieur Colbert , Conseiller ordinaire au
 Conseil Royal , Controolleur general des Fi-
 nances , Commissaire à ce député. Tout consi-
 deré : LE ROY EN SON CONSEIL , ayant

égard à ladite Requête, a déchargé & déchargé les Curez de ce Royaume des Assignations à eux données à la requête dudit Vialet, ses Procureurs & Commis, pour estre condamnez à l'amende, faute par eux d'avoir fait controoller les Actes dont les publications ont esté faites aux Profnes des Paroisses, sauf audit Vialet, ses Procureurs & Commis de se pourvoir pour le payement dudit droit & pour l'amende contre ceux à la requête desquels les publications auront esté faites, leur fait Sa Majesté défenses d'exiger ledit droit de Controole pour les publications des bans de Mariage, & autres pour affaires purement Spirituelles, & de plus faire aucunes poursuites contre lesdits Curez, à peine de deux mille livres d'amende, nullité, cassation des procédures, tous dépens, dommages & interests. Fait au Conseil d'Estat du Roy, tenu à Paris le deuxième jour de Juin mil six cens soixante-quatorze.

Signé, F O U C A U L T.



*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT
Du Roy, qui décharge les Curez &
Vicaires de la Province de Normandie
de dresser des estats contenant la quan-
tité & qualité des Bois situez dans l'é-
tendue de leurs Paroisses.*

SUR la Requête présentée au Roy en son Conseil par les Agens generaux du Clergé de France, contenant, que pour parvenir au recouvrement du droit de Tiers & Danger sur les Bois de la Province de Normandie, Sa Majesté ayant ordonné par son Edit du mois d'Avril 1673. que tous les propriétaires des Bois situez en l'étendue de ladite Province seroient tenus de fournir incessamment des declarations de leur quantité, qualité, & essence & situation; & la plus grande part desdits propriétaires n'y ayant pas satisfait, le sieur Mascranny, grand Maistre des Eauës & Forests au département de Normandie, a rendu une Ordonnance le 5. Decembre dernier sur la requisition du Procureur de Sa Majesté en ladite Commission, portant injonction aux Curez, Vicaires, Tresoriers des Eglises, Procureurs, Syndics, & à l'un des Collecteurs de chacune Paroisse, de dresser incessamment des estats contenant la quantité & qualité des Bois situez dans l'étendue de leurs Paroisses, & les noms de ceux qui

les possèdent ; comme aussi de mettre lesdits estats, quinze jours après la signification de ladite Ordonnance, entre les mains des Receveurs des Tailles, ou leurs Commis estans es receptes de l' Election d'où lesdites Paroisses dépendent, à peine contre lesdits Curez, Vicaires, Tresoriers, Procureurs, Syndics & Collecteurs desdites Tailles, de cent cinquante livres d'amende, au payement de laquelle ils seront contraints solidairement, comme pour les affaires de Sa Majesté : laquelle Ordonnance a esté signifiée au mois de Mars dernier à la plus grande partie des Curez dudit Diocese, auxquels l'on s'est adressé, & non à autres. Et dautant qu'il n'est pas juste, ny mesme possible que lesdits Curez, Vicaires & autres Ecclesiastiques, prennent le soin de l'exécution de cette Ordonnance, & qu'ils abandonnent leurs fonctions toutes Spirituelles, pour vaquer à se faire instruire de la quantité & qualité des Bois situez dans leurs Paroisses, & des noms de ceux à qui ils appartiennent : Requeroient lesdits Supplians qu'il plust à Sa Majesté décharger les Curez, Vicaires, & autres gens d'Eglise de l'exécution de ladite Ordonnance dudit sieur Mascranny dudit jour 5. Decembre dernier, avec défenses au Procureur general de ladite Commission, à Maistre René Drouet, chargé du recouvrement des taxes faites pour ledit droit de Tiers & Danger, & autres de faire aucunes poursuites contr'eux pour raison de ce, à peine de deux mille livres d'amende, & d'en répondre en leur propre & privé nom. Veu ladite Requête signée Loys, Avocat es Conseils de Sa Ma-

jesté & du Clergé de France ; ladite Ordonnance dudit sieur Mascranny dudit jour 5. Decembre dernier ; la signification d'icelle faite aux Curé & Vicaire de la Paroisse de Saint Richer du 8. Mars dernier. Ouy le rapport du sieur Colbert , Conseiller ordinaire au Conseil Royal , Controolleur general des Finances , Commissaire à ce député , & tout considéré :
LE ROY EN SON CONSEIL , ayant égard à ladite Requête , a déchargé & décharge les Curez , Vicaires , & autres gens d'Eglise des Dioceses de la Province de Normandie des condamnations d'amende contr'eux jugées par l'Ordonnance dudit sieur Mascranny du 5. Decembre dernier. Fait Sa Majesté défenses audit Droüet & tous autres de faire aucunes poursuites contr'eux pour raison de ce , à peine de tous dépens , dommages & interests en leurs propres & privez noms. Fait au Conseil d'Estat du Roy , tenu à Paris le deuxieme jour de Juin mil six cens soixante & quatorze.

Signé, **FOUCAULT.**



ARREST DV CONSEIL D'ESTAT
*Du Roy, qui ordonne que les Fabriques,
 Tresors des Eglises & autres Fondations
 pieuses, ne pourront estre poursuivies
 pour le payement du droit de nouveaux
 Acquests.*

VE U au Conseil du Roy la Requête présentée en iceluy par les Agens generaux du Clergé de France, contenant que par Arrest du Conseil du 10. Juin 1673. il a esté ordonné que les Ecclesiastiques & Beneficiers payans Decimes seront tenus de payer les droits de nouveaux Acquests pour tous les biens, immeubles, nobles & roturiers, par eux acquis, ou qui leur ont esté donnez, leguez ou échangez en quelque maniere que ce soit depuis l'amortissement general à eux accordé en l'année 1641. Et par le mesme Arrest il a esté aussi ordonné qu'à l'égard des Convens, Monasteres, Communautéz Ecclesiastiques Seculieres ou Regulieres, & autres gens de main-morte non payans Decimes, ils seroient poursuivis pour le payement desdits droits de nouveaux Acquests pour tous les biens & droits immobiliers qui leur appartiennent, non deuëment amortis par Lettres d'amortissement particulieres en bonne forme, à l'exception des Hospitaux generaux, Hostels - Dieu, Maladreries, Leproseries & autres lieux pieux, pour les biens servans

actuellement à l'entretien des pauvres. Mais d'autant qu'il a esté obmis d'exprimer & comprendre dans ledit Arrest les Fabriques & Tresors des Eglises Paroissiales, Confrairies, Stipendies, Prestimonies, Obits & Fondations, les Commis chargez du recouvrement desdits droits pretendent les faire payer pour tous les biens generalement quelconques qui leur appartiennent sans distinction, encore qu'il soit tres-veritable que lors de la recherche qui fut faite pour lesdits Amortissemens, en execution des Declarations de Sa Majesté des 29. Avril 1639. & 7. Janvier 1640. lesdites Fabriques & Confrairies payerent pour lesdits droits des sommes tres-considerables, à cause des biens qu'elles possedoient audit temps, dont il a esté rendu compte à Sa Majesté en la Chambre des Comptes de Paris; & que par la Declaration de Sa Majesté, & Arrests de son Conseil des années 1646. 1658. & 1661. lesdites Fabriques, Tresors, Stipendies, Prestimonies & Obits ayent esté nommément exceptez des recherches faites pour lesdits droits de nouveaux Acquests, & déchargez des taxes auxquelles elles avoient esté imposées: de sorte que l'on ne peut à present leur demander legitimement que les droits de nouveaux Acquests des biens qui leur ont esté leguez, ou qu'elles ont acquis depuis le paiement dudit Amortissement general de l'année 1641. C'est pourquoy lesdits sieurs Agens generaux auroient conclud par ladite Requeste à ce qu'il plust à Sa Majesté décharger lesdites Fabriques & Tresors des Eglises, Stipendies, Prestimonies & autres Fondations pieuses des

taxés sur elles faites pour le droit de nouveaux Acquests, à cause des biens immeubles qu'elles ont acquis, ou qui leur ont esté donnez & leguez avant l'année 1641. Faire défenses à Maître Claude Vialet, ses Procureurs & Commis chargez du recouvrement desdites taxes, de leur en faire aucune demande, poursuite & saisie, à peine de deux mille livres d'amende, nullité, cassation de procédures, tous dépens, dommages & interests; & si aucunes ont esté faites, & quelques deniers exigez, main-levée pure & simple leur en sera faite, & les deniers restituez: & à ce faire, ledit Vialet, ses Procureurs & Commis contrains par les mesmes voyes, non-obstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne sera différé, & qu'il sera enjoint aux sieurs Commissaires departis dans les Provinces de tenir la main à l'exécution de l'Arrest qui interviendra sur ladite Requête. Ladite Requête signée Loys, Avocat es Conseils de Sa Majesté & du Clergé de France; l'Ordonnance du sieur Turgot, Maître des Requestes, Commissaire à ce député estant au bas de ladite Requête du 28. Février 1674. portant qu'elle sera communiquée audit Vialet pour luy ouy, ou sa réponse veüe & montrée au Procureur general estre ordonné ce que de raison; l'Exploit de signification de ladite Requête fait audit Vialet aux fins de ladite communication estant au bas d'icelle Requête, par Boiscourjon, Huissier en la grande Chancellerie, le premier Mars 1674. Trois Actes de sommations faites à la requête desdits sieurs Agens generaux audit Vialet, de fournir de réponses.

réponses à ladite Requête en datte des 2. 3. & 5. May audit an : Les défenses fournies par ledit Violet, à la requête desdits sieurs Agens generaux, signifiées à leur Avocat ledit jour 5. Mars audit an. Extrait de roole des taxes des Francs-fiefs de l'Eslection de Noyon, dans lequel la Fabrique de la Paroisse de Saint Martin de Basset a esté taxée à la somme de vingt livres. Ensuite duquel est un commandement fait à ladite Fabrique de payer ladite somme du 8. Aoust 1673. Iteratif commandement fait à ladite Fabrique de ladite Paroisse de Basset de payer ladite somme de vingt livres du 24. dudit mois d'Aoust audit an. Copie de l'Extrait du Roole des taxes des Francs-fiefs de l'Eslection du Pont-Levesque, arresté au Conseil le 21. Octobre 1673. dans lequel les sieurs Curé, Prestres, Tresor & Fabrique de la Paroisse de Bonneboscq sont taxez à la somme de quarante cinq livres : Ensuite duquel est l'Exploit de commandement qui leur a esté fait à la requête dudit Violet de payer ladite somme, & les deux sols pour livre, du 14. Decembre audit an ; au bas duquel Exploit est un Certificat du Vicaire de ladite Paroisse, comme l'Eglise & la Fabrique d'icelle n'a de revenu annuel que trente-sept livres quinze sols, & qu'il y a pour plus de cent cinquante livres de reparations à faire à ladite Eglise. Un Estat des Fondations de l'Eglise Paroissiale d'Anvilliers, montant à la somme de sept vingts livres neuf sols trois deniers par an, de laquelle somme le Tresor de ladite Paroisse n'en reçoit que seize livres pour fournir le pain & vin, ornemens & luminaire

pour la celebration du Service : le reste demeurant pour la retribution des Prestres qui celebrent ledit Service. Ledit Estat certifié veritable par les Curé & Tresoriers de ladite Paroisse : Et en suite dudit Estat sont Copies des taxes faites au Conseil le 21. Octobre 1675. sur les sieurs Curé , Prestres & Fabrique de ladite Paroisse d'Anvilliers , montans à la somme de huit vingts neuf livres , signifiées le 14. Decembre audit an. Estat certifié veritable de la Paroisse de Valsemé , Vicomté d'Auge , du revenu annuel du Tresor de ladite Paroisse , montant à cinquante-deux livres dix-sept sols dix deniers : En suite duquel Estat est Copie de la taxe faite au Conseil le 21. Octobre audit an sur le sieur Curé , Prestres , Tresor & Fabrique de Valsemé , montant à la somme de soixante-cinq livres. La Declaration du Roy du mois de Juillet 1646. portant amortissement general pour tous les Ecclesiastiques payans & non payans Decimes , Communantez Seculieres & Regulieres , Monasteres , Offices Clostraux , Chapelles , Prestimonies , Obits , Tresors , Fabriques , & toutes autres Fondations pieuses generalement quelconques , sans qu'ils puissent estre recherchez à l'avenir sous pretexte dudit droit pour quelque cause que ce soit , à raison des biens qu'ils possedoient lors du Contract fait à Mante , sans que pour ce ils soient obligez de fournir declaration d'iceux & quittances dudit droit , attendu que ce qu'ils n'ont point fourni de declaration & acquitté ledit droit chacun en son particulier a esté pour le plus grand profit & plus notable avantage de Sa

Majesté, & que dans le susdit Contract de Mante il a esté promis par clause expresse audit Clergé, que les quittances des taxes de l'imposition faite audit Mante seroient receuës, & tiendroient lieu des quittances de finances qui leur pourroient estre demandées pour ledit droit d'Amortissement. Arrest du Conseil du premier Juin 1658. rendu sur la Requête du Syndic du Clergé du Diocese du Mans, par lequel Sa Majesté a déchargé les Beneficiers payans Decimes & tous autres Ecclesiastiques possedans Benefices, Maladreries, Hospitaux, Marguilleries, Fabriques dudit Diocese du Mans de la recherche, taxe & droits desdits Francs-fiefs & nouveaux Acquests, tant pour les biens propres qu'acquests & autres, avec main-levée des saisies sur eux faites. Ledit Arrest du Conseil du 10. Juin 1673. Autre Arrest du Conseil du 6. Janvier dernier, par lequel Sa Majesté en interpretant l'Arrest du Conseil du 18. Novembre aussi dernier, a ordonné que les Communautéz, Tresoriers, Fabriques des Eglises & autres gens de main-morte, Seculieres & Regulieres qui n'ont point obtenu Lettres d'Amortissement, ou qui les ont obtenuës sans payer finance, payeront une année du revenu desdits biens exempts de toutes charges pour quelques causes que ce soit, & au surplus que ledit Arrest sera executé selon sa forme & teneur. Conclusions du Procureur general de Sa Majesté. Ouy le rapport du sieur Turgot, Maistre des Requestes, Commissaire à ce député, & tout considéré: LE ROY EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne que pour l'avenir les Fa-

briques & Tresors des Eglises, Stipendies ;
 Prestimonies & autres Fondations pieuses , ne
 pourront estre poursuivies pour le payement du
 droit de nouveaux Acquests en vertu de l'Edit
 du mois de Mars 1672. sinon pour les droits &
 biens qu'elles auront acquis ou qui leur ont esté
 donnez & leguez depuis l'année 1641. Fait Sa
 Majesté défenses audit Vialer, ses Commis &
 Procureurs chargez dudit recouvrement de les
 comprendre en aucun Roole desdites taxes, ny
 faire aucunes poursuites & saisies pour raison
 desdits biens acquis devant l'année 1641. à peine
 de tous dépens, dommages & interets ; & si
 aucunes ont esté faites, Sa Majesté leur en fait
 pleine & entiere main-levée. Enjoint Sa Ma-
 jesté aux sieurs Commissaires departis dans les
 Provinces de tenir la main à l'exécution du pre-
 sent Arrest, nonobstant oppositions ou appel-
 lations quelconques, dont si aucunes intervien-
 nent, Sa Majesté se reserve la connoissance &
 à son Conseil, l'interdisant à toutes autres
 Cours & Jurisdictions. Fait au Conseil d'Etat
 du Roy, tenu à Paris le deuxième jour de Juin
 mil six cens soixante & quatorze.

Signé, FOUCAULT.

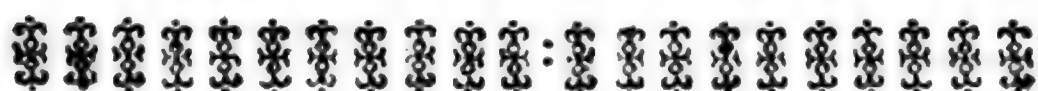
*ARREST DV CONSEIL D'ESTAT,
Portant sursis à l'exécution des Taxes
faites sur les Officiers des Decimes en
conséquence de l'Edit du mois de No-
vembre 1674.*

SUR ce qui a esté représenté au Roy en
son Conseil par les Agens généraux du Cler-
gé de France, contenant que les Receveurs &
Controolleurs Diocesains & Provinciaux des
Decimes estans Officiers du Clergé de France,
dont les gages & les droits se payent sur deniers
imposez sur les Beneficiers de ce Royaume, &
dont les fonctions ne s'estendent qu'à recevoir
& payer les deniers des Decimes, Sa Majesté
n'a jamais souffert qu'ils ayent esté compris
dans les Taxes faites sur les Officiers comp-
tables de Sa Majesté. Et lorsque les Commis
pour le recouvrement des Taxes cy-devant
faites pour la Chambre de Justice ont voulu les
poursuivre, Sa Majesté les en a déchargez par
plusieurs Arrests du Conseil : Neanmoins les
Supplians ont appris, qu'en conséquence de
l'Edit de Sa Majesté du mois de Novembre
1674. lesdits Receveurs & Controolleurs Dio-
cesains & Provinciaux des Decimes, & les ac-
quereurs de leurs gages ont esté taxez au Con-
seil, & que pour le payement desdites Taxes,
il a esté ordonné par Arrest du Conseil du 31.
Decembre 1674. qu'à la diligence de Maistre

Claude Dumas commis par Sa Majesté au recouvrement d'icelles , les gages & droits attribuez ausdits Officiers & acquereurs desdits gages seront saisis , & que la demie année de leurs gages échus au dernier jour de Decembre dernier sera payée par les Receveurs Diocesains & Provinciaux en exercice : & à ce faire , contrains par toutes voyes , & que pour le payement des gages des Officiers remboursez par les Dioceses les Commis preposez aux Recettes des Decimes , & les Deputez & Syndics desdits Dioceses & principaux Beneficiers seroient contrains par saisie de leurs revenus temporels , & emprisonnement de leurs Fermiers. Lequel Arrest a esté suivi de deux autres des 26. Janvier & 6. Mars 1675. par lesquels il a esté ordonné , qu'à la diligence dudit Dumas lesdits Receveurs & Controolleurs Provinciaux & Diocesains des Decimes payeront incessamment aux Revenus Casuels la demie année desdits gages & droits , échue audit jour dernier Decembre 1674. & la suivante à son échéance jusqu'à la concurrence desdites Taxes , à quoy ils seront contrains , comme pour deniers Royaux. Et en cas d'absence , qu'après perquisition faite de leurs personnes , ils seront contrains par saisie & vente de leurs meubles & par toutes autres voyes accoustumées , comme pour les deniers & affaires de Sa Majesté. En vertu desquels Arrests le sieur Mazondon , Controolleur particulier des Decimes au Diocese de Poitiers , a esté contraint par corps & emprisonné au Fort-l'Evesque , & garnison a esté establee chez les sieurs Niceron , Marsolliers

& Gallois, Receveurs Provinciaux de Paris, Tours & Roüen, à cause dequoy les Supplians ont requis Sa Majesté de vouloir décharger lesdits Officiers du Clergé desdites Taxes. Ce faisant, leur accorder main-lévée desdites saisies & garnisons. Veu ledit Edit du mois de Novembre 1674. lesdits Arrests du Conseil des 31. Decembre audit an 26. Janvier & 6. Mars 1675. Ouy le rapport du sieur Colbert, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Controoleur general des Finances : **LE ROY EN SON CONSEIL**, a sursis & surseoit l'exécution de l'Edit du mois de Novembre 1674. & desdits Arrests du Conseil des 31. Decembre audit an 26. Janvier & 6. Mars 1675. & du Roole desdites Taxes fait en consequence jusqu'au mois de Juillet prochain pendant lequel temps, fait Sa Majesté défenses audit Dumas de faire aucunes poursuites, executions ny contraintes contre lesdits Receveurs, Controolleurs Provinciaux & Diocesains & acquereurs de leurs gages, à peine de trois mille livres d'amende, & de tous dépens, dommages & interets. Et en consequence Sa Majesté leur fait main. levée des saisies faites és mains desdits Receveurs à la diligence dudit Dumas : icelles neanmoins tenans és mains des Receveurs Provinciaux, auxquels les Receveurs Diocesains en exercice en l'année derniere 1674. remettront incessamment le fonds desdits gages & augmentations de demie année écheuë au dernier jour de Decembre 1674. & les Receveurs Diocesains en exercice la presente année 1675. leur remettront pareillement le fonds desdits gages de la premiere demie année

1675. à son échéance. A quoy faire seront lesdits Receveurs Diocesains en exercice lesdites années contrains, comme pour deniers Royaux, à la diligence des Receveurs Provinciaux en exercice la presente année, en vertu du present Arrest, & sans qu'il en soit besoin d'autre, à peine d'en répondre en leurs propres & privez noms. Ordonne en outre Sa Majesté, que lesdits Receveurs Provinciaux en exercice l'année dernière 1674. remettront incessamment le fonds de la dernière demie année des gages desdits Officiers Provinciaux & acquereurs sur les Receptes Provinciales de ladite année 1674. es mains desdits Receveurs Provinciaux en exercice en la presente année : & à ce faire contrains par les mesmes voyes susdites, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne sera differé. Fait au Conseil d'Estat du Roy, tenu à Saint Germain en Laye le seizième jour de Mars mil six cens soixante-quinze. Signé, BERRYER.



*ARREST DV CONSEIL PRIVE',
Par lequel le procez touchant le Prieuré
de Saint Antoine de Salin à Toulouze
est renvoyé au grand Conseil.*

VEU au Conseil du Roy les Lettres obtenues au grand Seau le 8. Decembre 1672. par Bernard Guyard, Religieux de l'Ordre de Saint Benoist, Prieur de Saint Antoine

de Salin à Tholozé, par lesquelles luy ayant esté permis de faire assigner audit Conseil Maistre Bernard de Parade, Clerc tonsuré du Diocèse de Tholozé ; & Maistre François Paul Decourtial, Prestre, & Obituaire de Montgiscard, soy disans pourvus dudit Prieuré de Saint Antoine de Salin, pour se voir regler de Juges, & ordonner, si faire se devoit, que les parties procederoient au grand Conseil, au dos desquelles Lettres est la Signification qui en a esté faite ausdits de Parade & Courtial, & Assignation à eux donnée, en vertu d'icelles, audit Conseil le 21. Decembre 1672. Defaut levé au Greffe du Conseil par ledit Guyard, contre lesdits Bernard de Parade & de Courtial, faute de s'estre presentez à ladite Assignation le 28. Mars 1673. Commission sur ledit Defaut dudit jour, au bas de laquelle est l'Exploit d'assignation donnée audit Conseil aux défendeurs, pour voir adjuger le profit du Defaut le 10. Avril 1673. Requête présentée au Conseil par David Nicolas de Bertier, Abbé de Belleperche, Prieur du Prieuré de Saint Antoine de Lezat, tandante à ce qu'il plust à Sa Majesté le recevoir partie intervenante en ladite Instance, luy donner Acte de ce que pour moyens d'intervention il employe le contenu en ladite Requête, au bas de laquelle est l'Ordonnance du sieur Bignon Maistre des Requestes du 13. Juillet 1673. qui le reçoit partie intervenante, luy donne Acte de son employ, & au surplus en jugeant, signifié le 15. dudit mois de Juillet. Autre Requête présentée au Conseil par Maître Estienne Dutilh, Chanoine en l'Eglise Ab-

batiale de Saint Sernin de Tholozé, tendante aussi à ce que pour les causes y contenues il plust à Sa Majesté le recevoir partie intervenante en ladite Instance, faisant droit sur son intervention, permettre audit Dutilh, entant que besoin pourroit estre, de continuer ses procédures au grand Conseil, comme il auroit pu faire avant les Actes à luy signifiés à la Requeste dudit Parade le 24. Decembre 1672. Lesdites Lettres en reglement de Juges du 8. Decembre 1672. dont luy avoit esté donné Copie sans Assignation au Conseil, & autres qui pourroient estre obtenues pour raison du recelé du corps du défunt François de Parade, vivant Prieur dudit Prieuré Saint Antoine, & complaints, circonstances & dependances, tant par ledit Parade que par ceux qui se trouveront chargez dans les Informations dudit recelé, auxquels il seroit fait défenses de se pourvoir ailleurs qu'audit grand Conseil, à peine de nullité, cassation de procédures, dépens, dommages & interêts; & condamner ledit Parade aux dépens, dommages & interêts; & condamner ledit Parade aux dépens dudit Dutilh, & luy donner Acte de ce que pour moyens d'intervention il employe le contenu en ladite Requeste, & les pieces y attachées, au bas de laquelle est l'Ordonnance du sieur le Tonnelier Breteuil, Maistre des Requestes ordinaire, du 12. Aoust 1673. qui le reçoit partie intervenante, luy donne Acte de son employ, & qu'au surplus en jugeant, signifié le 14. dudit mois d'Aoust. Autre Requeste présentée au Conseil par Messire Guillaume de Parade,

Conseiller de Sa Majesté, Président à Mortier au Parlement de Tholoze, & Dame Octavie Effiginie de Garaut son épouse, tendante à ce que pour les causes y contenuës il plust à Sa Majesté le recevoir partie intervenante en ladite Instance, & faisant droit sur sadite intervention, la décharger des Assignations personnelles que ledit Dutilh & Guyart leur avoit fait donner audit grand Conseil par Exploit du premier Juillet dernier, ce faisant, renvoyer les parties au Parlement de Tholoze, comme estant iceluy le seul Juge competant desdits sieur & Dame de Garaut : & cependant défenses au grand Conseil de plus avant connoistre du différent des parties, & à icelles d'y faire aucunes poursuites, à peine de quinze cens livres d'amende, nullité employant pour moyens d'intervention, écritures & productions le contenu en ladite Requête, au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit sieur le Tonnelier Breteuil, Maistre des Requestes, qui le reçoit partie intervenante, & Acte de l'employ, & au surplus en jugeant, signifiée le 17. Aoust dernier. Autre Requête présentée au Conseil par les Agens generaux du Clergé de France, à ce qu'il plust à Sa Majesté les recevoir parties intervenantes en ladite Instance, faisant droit sur leur intervention, en consequence de la Declaration & Lettres Patentes de Sa Majesté des 9. Février 1657. & 12. Février 1667. & Arrest du Conseil du 10. Novembre 1670. renvoyant lesdites parties, leurs procès & différens, circonstances & dependances au grand Conseil pour y proceder, suivant les derniers

erremens, avec défenses aux parties de procéder ailleurs, à peine de nullité, cassation de procédures, & de tous dépens, dommages & intérêts, & donné Acte ausdits sieurs Agens du Clergé, de ce que pour moyens d'intervention, écritures & productions ils employent le contenu en ladite Requête & pieces y attachées, au bas de laquelle est l'Ordonnance dudit sieur le Tonnelier de Breteuil, Maistre des Requestes, du dernier Aoust dernier, qui les reçoit parties intervenantes, leur donne Acte de leur employ, & qu'au surplus en jugeant, signifié ledit jour dernier Aoust, Imprimé de declaration du 9. Février 1657. portant que le contenu aux Articles 54. 55. & 57. de l'Ordonnance de 1539. confirmée par celle de Blois, seroit executé, veu que les Evesques, leurs Vicaires generaux & Officiers pussent faire proceder à la recherche des corps morts qui avoient esté recelez dans les Eglises & Cimetieres. Ladite declaration adressante au grand Conseil du 12. Février 1661. & des Arrests d'enregistrement au grand Conseil du 30. Mars 1661. procez verbal du sieur de Percin, Conseiller en la Seneschaussée de Tholoze, du 29. Mars 1672. contenant qu'à la requisition de Maistre Hierosme Dutilh, grand Vicaire general de Tholoze, il se seroit transporté en la maison du sieur. President Parade, pour le sommer de luy représenter la personne dudit feu sieur de Parade, Prieur dudit Prieuré en question, & que les Domestiques auroient refusé de le faire parler audit sieur President & à la Dame sa femme. Autre procez verbal du

sieur de Buison , Aumosnier du sieur Abbé de Leyrac , du 30. dudit mois de Mars , contenant pareille perquisition de pareil refus. Autre procez verbal du sieur de Poulin , dudit jour 30. Mars , contenant qu'à la requisition des Vicaires generaux & Aumosnier des sieurs Abbez de Saint Sernin & de Leyrac, il se seroit derechef transporté en la maison dudit sieur President aux fins susdites , contenant pareil refus. Provisions dudit Prieuré en question , octroyées par ledit sieur Abbé de Leyrac audit Guyard , comme vacant par la mort dudit de Parade , du dernier Mars 1672. Aête de prise de possession du demandeur dudit Prieuré du 10. Avril 1672. Attestation que le demandeur est Religieux Profez de l'Ordre de Saint Benoist , dans le Monastere de Saint Hilaire , au Diocese de Carcassonne , du 9. Aoust 1636. Copie d'Arrest du grand Conseil du 10. May 1672. qui luy permet de faire informer du recelé du corps dudit défunt de Parade. Procez verbal du sieur de Loppe , Lieutenant Criminel de Tholoze , en execution de l'Arrest du 11. Juillet 1672. Autre Arrest du grand Conseil du 2. Septembre 1672. portant ajournement personnel contre les nommez Colon Appoticaire , Sanat & Quatre-hommes, les sieurs & Dame de Parade pere & mere dudit défunt & autres assignez pour estre ouys sur les faits concernant ledit recelé. Copie de Commission obtenuë en la Chambre de Tholoze par ledit Courtial le 19. Novembre 1672. par laquelle il luy auroit esté permis de faire assigner audit Parlement en cassation de l'Exploit d'assignation qu'il luy

a fait donner audit grand Conseil ensuite, & l'Assignation donnée audit sieur audit Parlement de Tholozé le 21. dudit mois de Novembre. Deux Sommations faites à la requeste dudit Estienne Dutilh les 13. & 17. Decembre audit Courtial, de déclarer s'il approuvoit les poursuites qui estoient faites sous son nom au Parlement de Tholozé. Protestation de le rendre responsable de tous ses dépens. Copie d'Acte signifié à la requeste dudit Bernard de Parade audit Dutilh le 29. Decembre 1671. par lequel il luy avoit déclaré, qu'ayant esté assigné audit Conseil & au Parlement, il ne se présenteroit à l'une ny à l'autre desdites Jurisdictions, jusques à ce qu'autrement par Sa Majesté en eust esté ordonné. Copie des provisions octroyées par ledit sieur Dutilh, grand Vicaire dudit sieur Abbé de Saint Sernin, audit Estienne Dutilh dudit Prieuré en question, comme vacant par la mort dudit Parade le dernier Mars 1672. Acte de prise de possession dudit Dutilh le 4. Avril 1672. Imprimé de Monitoire sur ledit recelé. Copie de Commission dudit grand Conseil obtenue par ledit Dutilh le 30. dudit mois d'Avril, portant permission de faire assigner tous pretendans droit en la Chanoinie Saint Sernin de Tholozé dont estoit pourveu ledit défunt de Parade, pour voir dire & ordonner qu'il seroit maintenu au Benefice, au dos desquels est l'Assignation donnée audit Bernard de Parade audit grand Conseil le dernier Septembre 1672. Acte d'affirmation faite au Greffe dudit grand Conseil par Jean Hierosme Dutilh pere dudit Estienne, pour la pour-

fuite dudit procez du 10. May 1672. Acte de
 Signification de ladite Affirmation audit Ber-
 nard de Parade du 7. Juillet 1673. Signature de
 Cour de Rome obtenue par ledit David Nicolas
 de Bertier, sur la Resignation à luy faite par
 ledit du Laurens le 3. Mars dernier : *Visa* du sieur
 Achevesque de Tholozé sur ladite Signature
 du 7. Avril dernier. Acte de prise de possession
 dudit Bertier du 16. dudit mois d'Avril. Im-
 primé d'Arrest du Conseil, rendu sur la Re-
 quête des Agens généraux du Clergé de France
 du 10. Novembre 1670. par lequel, sans s'ar-
 rester à l'Arrest du Conseil du 21. Octobre pre-
 cedent, il auroit esté ordonné que les nommés
 Archers, Mayneuf & leurs complices procede-
 roient au grand Conseil pour raison du recelé
 dont estoit question, défenses au Parlement de
 Tholozé d'en connoistre. Attestation du Curé
 Saint André de Lyon, que ledit défunt Fran-
 çois de Parade a eité enterré en ladite Eglise le
 14. Avril 1672. Acte signifié à la requête du-
 dit sieur President de Parade & la Dame sa
 femme, audit Guyard & Dutilh le 7. Juin 1670.
 qu'ils partent pour se rendre à Paris, pour de-
 mander la cassation de l'ajournement à eux don-
 né au grand Conseil. Copie des Arrests dudit
 grand Conseil obtenus par lesdits Guyard &
 Dutilh le 2. Septembre 1672. portant que ledit
 sieur & Dame de Parade seront assignez pour
 y répondre sur les faits resultans des Informa-
 tions. Ensuite sont les Assignations données en
 consequence. Requête présentée au Conseil par
 ledit Guyard, à ce que faisant droit sur l'Instance
 renvoyer le procez & differens des parties avec

les circonstances & dependances audit grand Conseil pour y proceder, suivant les derniers erremens, avec défenses à tous autres Juges d'en connoistre, & condamner lesdits Bernard de Parade & Courtial aux dépens : en suite de laquelle Requête est l'Assignation qui en a esté faite le dernier Juillet & 8. Aoust 1673. Copie de Requête présentée par Pierre Sabatier, à fin d'interventio, signée Martin au bas de laquelle est l'Ordonnance du 27. Aoust signifiée le 20. Septembre ensuivant. Inventaire des pieces produites par ledit Sabatier, signifié à la requête dudit S. aux Avocats desdits de Parade & Courtial le 8. dudit mois d'Aoust, par lequel il leur auroit déclaré qu'il avoit produit, & les sommoit de produire de leur part. Inventaire servant de moyens d'intervention dudit sieur President de Parade & la Dame sa femme. Moyens d'intervention dudit sieur Bertier. Inventaire de productions, contenant les moyens d'intervention dudit Dutilh. Procez verbal du sieur Cathelan fait à la requête dudit sieur Dutilh le 27. May 1672. & autres contenant la jurande des témoins ouys en l'Information cy-aprés énoncée, Information faite par ledit Cathelan ledit jour 27. May & autres suivantes. Autre Information dudit 12. Juillet audit an. Copie d'Arrest du Conseil intervenu sur la Requête dudit sieur President de Parade & la Dame son épouse, tendante à ce qu'il plust à Sa Majesté les recevoir, entant que besoin, opposans à la plainte contre eux faite par ledit Guyard & Dutilh en la possession d'informer, & Information contre eux faite en consequence

tequence d'autorité du grand Conseil, ensemble aux procès verbaux des 29. & dernier dudit mois de Mars, & à tout ce qui s'en est ensuivi, qui sera cassé, revoqué & annullé, avec dépens, pour avoir le tout fait par attentat & sans pouvoir & jurisdiction legitime; ce faisant, décharger lesdits sieur & Dame de Parade des Assignations que ledit Guyard & Dutilh leur ont fait donner audit grand Conseil, & sans avoir égard à l'intervention desdits sieurs Agens du Clergé, renvoyer les parties audit Parlement de Tholoze, pour y proceder sur tous les procès & differens dont est question, si mieux il ne plaist à Sa Majesté d'en vouloir prendre connoissance, comme elle a fait de ceux des sieurs Presidens Miramont & Chastenet, sur lesdits procès verbaux & Informations contre eux faites d'autorité dudit grand Conseil, qui seroient à cet effet rapportées au Greffe du Conseil, pour sur icelles & les Requestes respectives présentées en iceluy estre conformement à l'Arrest rendu en presence de Sa Majesté entre lesdits sieurs Presidens Miramont & Chastanet, Conseiller audit Parlement de Tholoze le 29. dudit mois de Mars 1666. fait droit aux parties ce qu'il appartiendra par raison, & attendu qu'ils ont fait bailler Copie desdites pieces aux Avocats desdit Guyard, Dutilh & desdits sieurs Agens du Clergé, leur permettre de les ajoûter à leur production, & leur donner Acte de ce qu'ils employent pour contredits aux Requestes présentées par ledit Guyard & consors le contenu cy-dessus, & ce qu'ils ont cy-devant écrit & produit. Surquoy Sa Majesté auroit donné Acte

de leur employ : Receu les pieces en question enonçées en ladite Requête, & ordonné que les charges & informations seroient apportées au Greffe du Conseil, à ce faire le Greffier contraint, pour sur ladite Requête estre fait droit en jugeant ladite Instance, ainsi qu'il appartiendra ; le tout sans retardation du jugement d'icelle du 27. Septembre 1673. Ensuite est le Commandement fait à Maistre Jesse, Greffier du grand Conseil du 27. Septembre 1673. Imprimé d'Arrest de prorogation de l'evocation generale accordée aux Officiers de la Cour des Aydes de Bordeaux du 12. May 1672. Copie de Lettres Patentes du Roy Henri II. du 24. Avril 1556. Copie d'Arrest du Conseil rendu contre lesdits sieurs de Miramont & Chastanet du 29. Mars 1666. Imprimé d'autre Arrest rendu entre les mesmes du 30. Juillet ensuivant. Actes signifiez à la requête dudit Guyard à Maistre Villeronde, Avocat dudit Bernard de Parade les 12. Janvier & 7. Février 1674. Copie d'autre Acte, signifié à la requête dudit Guyard ausdits sieur & Dame de Parade & autres parties de l'Interrogatoire le 12. Février dudit an 1674. Arrest sur Requête obtenu par ledit Guyard le 5. Mars 1674. qui luy permet de faire reassigner au Conseil dans deux mois ledit Courtial, pour constituer un Avocat au lieu & place de de Vigne decedé, & de lever les défenses, sauf huitaine & pur & simple dans les delais ordinaires, sans autres Reassignments. Commission obtenuë sur ledit Arrest du 5. Mars. Defaut sauf huitaine & pur & simple, obtenu par ledit Guyard contre ledit

Courtial du 30. May & 8 Juin 1674. d'amende en profit desdits Defauts faits par ledit Guyard contre ledit Courtial, à ce qu'en jugeant audit Guyard ses conclusions, lesdits Defauts soient declarez bien & deuëment obtenus, & condamner ledit Courtial aux dépens. Arrest du Conseil obtenu sur la Requête dudit Guyard le 18. Juin 1674. par lequel lesdits défendeurs soient joins en l'Instance, pour y avoir tel égard que de raison. Requête de production nouvelle dudit Dutilh des pieces y mentionnées, au bas de laquelle est l'Ordonnance de reception d'icelle du 19. Decembre 1673. signifiée le 13. dudit mois. Copie d'Arrest du grand Conseil, rendu contre les sieurs Faure, Sabine, Daigue & Cambon, des 17. Novembre 1508. 3. Avril 1566. 4. Avril audit an & 13. Juin 1659. Certificat de ce jourd'huy, commis de la part desdits sieurs de Parade freres & Courtial n'a esté aucune chose produite pardevant le sieur le Tonnelier de Breteuil, Maistre des Requestes: Ouy son rapport, après en avoir communiqué aux sieurs de Marillac, Voisin & de Pommereüil, Commissaires à ce deputez. Et tout considéré: **LE ROY EN SON CONSEIL**, faisant droit sur ladite Instance, a renvoyé & renvoye les parties audit grand Conseil, pour y proceder sur leurs procès, circonstances & dependances, suivant les derniers erremens. Condamne ledit Courtial & lesdits sieurs de Parade aux dépens. Fait au Conseil Privé du Roy, tenu à Versailles l'onzième Juillet mil six cens soixante & quatorze.

Collationné, **DE LA GUILLAUMIE**. Signé,

Ll ij



*ARREST DV PARLEMENT
De Paris , portant que la Chapelle de
Guillerville , située dans l'enclos du
Chasteau dudit lieu , y sera rebastie ,
& que le divin Service y sera rétabli.*

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront , Salut. Sçavoir faisons , que comme de la Sentence donnée par nostre Prevost de Paris ou son Lieutenant Civil le 17. Juin 1669. entre François le Venier, Chevalier , Seigneur de la Grossetiere & de Saint Escobille , demandeur en sommation , suivant la Commission par luy obtenüe dudit Juge du 14. Decembre 1668. & Exploit du 17. desdits mois & an , à ce qu'Elizabeth de Morainville , veuve de Charles de Rouville , fust condamnée luy apporter incessamment acquit & décharge valable de la demande & poursuite contre luy faite par Nicolas Pillier , Prestre, Curé de Saint Escobille ; & les Deputez du Clergé de Chartres , pardevant nos amez & feaux Intendans de la Generalité d'Orleans , à fin de rétablissement de la Chapelle de Guillerville , suivant les Requestes à eux présentées le 26. Mars 1668. & en tous ses dépens , dommages & interests , & défendeur d'une part ; & ladite de Morainville , défenderesse & demanderesse en enterinement de Lettres de Rescision par elle obte-

nuës en nostre Chancellerie le 25. Janvier 1669. contre l'Acte de ratification par elle faite le 23. Novembre 1647. du Contract du 26. Juin precedent concernant la Chapelle de Guillerville, suivant sa Requeste verbale du 29. dudit mois de Janvier 1669. d'autre : par laquelle lesdites Lettres de Rescision obtenues par ladite Rouville ledit jour 25. Janvier 1669. auroient esté enterinées ; ce faisant, envoyée quitte & absoute de la demande dudit le Venier appellé en nostre Cour de Parlement, en laquelle le procez par écrit, conclud & receu pour juger si bien ou mal auroit esté appellé, les dépens respectivement requis par les parties, & l'amende par nous, icelles appointées à fournir par ledit Venier ses griefs, & par ladite de Morainville intimée ses réponses. Veu iceluy procez, Arrest du premier Juin 1672. par lequel ledit Pillier auroit esté receu partie intervenante audit procez, ladite Requeste tendante à ce que faisant droit sur l'intervention, ledit le Venier fust condamné se desister & départir de l'indue possession & jouissance de la Chapelle située dans l'enclos de la Maison par luy acquise au village de Guillerville, ensemble de ladite Maison & Heritages en dependans, rapporter les jouissances, du jour de son acquisition, au profit de ladite Chapelle sur le pied des Baux qu'il en avoit fait, rétablir les lieux, & nommément ladite Chapelle en bon & suffisant estat, en sorte qu'à l'avenir l'on y puisse celebrer la Messe & Service divin, & accomplir les charges & fondations d'icelle ; & condamné en tous les dommages & interests dudit Pillier,

mesme aux dépens faits pardevant les Commis-
 saires & par nous deputez en la Generalité
 d'Orleans & en ceux de l'Instance. Autre Re-
 queste dudit Pillier du 30. Juin 1672. à ce
 qu'Acte luy fust donné de ce qu'il declaroit
 qu'en rectifiant & reformant les conclusions
 cy devant prises par sadite Requeste d'inter-
 vention, il ne persistoit en la demande qu'il
 avoit faite par icelle à fin de desistement par
 ledit le Venier de ladite Maison & lieux affectez
 aux Fondations de la Chapelle Saint Claude
 bastie dans la cour de la Maison Seigneuriale
 de Guillerville, ny à la restitution des fruits &
 revenus de ladite Maison & lieux depuis l'ac-
 quisition qu'il en auroit faite; ce faisant, pro-
 cedant en jugement du procez, ledit le Venier
 condamné se desister & departir de ladite Cha-
 pelle, & au rétablissement d'icelle, ladite Mai-
 son, lieux & heritages en dependans acquis par
 iceluy le Venier audit lieu de Guillerville decla-
 rez, affectez & hypotequez aux Fondations
 de ladite Chapelle, entretenement des Orne-
 mens & choses necessaires & pour la celebra-
 tion du Service divin & à l'entretienement d'i-
 celle, & en qualité de detempteur, au paye-
 ment de la somme de cent livres par chacun an,
 à laquelle ledit Pillier se restraignoit pour la
 retribution de deux Messes fondées par chacune
 Semaine en ladite Chapelle pour l'entretene-
 ment de la Cire, du Vin & Ornemens neces-
 saires pour la celebration du divin Service or-
 donné, qu'au paiement il seroit contraint par
 toutes voyes, suivant nos Ordonnances, les
 Arrests & Reglemens, payer & rapporter au

profit de ladite Chapelle les sommes auxquelles se troveroient monter lesdites Fondations par chacun an, entretien d'Ornemens, Cire & Vin depuis le 26. Juin 1647. qu'il auroit acquis lesdits lieux, jusques au jour que lesdites Fondations seroient payées & accomplies, suivant la liquidation & estimation qui en seroit faite, pour estre lesdites sommes employées en un fond au profit de ladite Chapelle ou en achat d'Ornemens ou autres choses, ainsi qu'il seroit avisé par l'Evesque de Chartres Diocesain ou son grand Vicaire, sauf à nostre Procureur general à prendre sur le surplus telles conclusions qu'il appartiendra, sans prejudice audit Pillier de ses autres actions contre ledit le Venier, & de demander la delivrance des legs dont ladite Chapelle est tenuë, mesme pour les Dismes du Bois par luy faits planter en ladite Paroisse, & pour lesquels il protestoit de se pourvoir; & outre celuy le Venier condamné aux dommages & interests dudit Pillier, & en tous les dépens, tant ceux faits devant le Commissaire departi en la Generalité d'Orleans qu'en ceux de l'Instance, employant pour écritures & productions le contenu en la presente Requête, avec ce qu'il auroit écrit & produit. Sur laquelle Requête nostredite Cour luy auroit donné Acte dudit employ, & ordonné que ledit le Venier fourniroit de défenses, écriroit & produiroit. Requête dudit le Venier du 11. Janvier 1673. employée pour griefs. Réponses aux moyens d'intervention dudit Pillier, avertissement sur ladite intervention & défenses, & tendante à ce qu'infirmant ladite Sentence,

ladite de Morainville fust condamnée , tant en son nom que comme Tutrice des enfans mineurs dudit feu de Rouville son mari & d'elle , solidairement en chacun desdits noms l'acquitter , garantir & indemniser de toutes condamnations qui pouroient intervenir contre luy pour raison de la Fondation , retribution annuelle , rétablissement & ornemens de ladite Chapelle , circonstances & dependances en quelque maniere que ce fust , en tous les dépens , dommages & interests ; dépens , tant en demandant , défendant que de la sommation , causes principales que d'appel , & à ce que pour raison de ladite garantie , recours , acquittement , dommages , interests & dépens , il fust ordonné qu'il auroit hypoteque solidaire sur tous les biens de ladite de Morainville & dudit feu Rouville son mari du jour & adjudication & Contract devente desdites Terres & Domaine de Guillerville du 26. Juin 1647. employant pour écritures & production ladite Requête avec le procez : sur laquelle Requête nostredite Cour luy auroit donné Acte dudit employ , & ordonné que ladite Morainville fourniroit de défenses , écriroit & produiroit. Requête de ladite de Morainville employée pour réponses à griefs , défenses , écritures & productions. Et Requête dudit Pillier employée pour repliques , productions d'iceluy Pillier , & Requête dudit le Venier employée pour écritures & production sur ladite intervention , sommation de produire par ladite de Morainville. Requête d'icelle de Morainville employée pour contredits contre la production dudit Pillier. Lettres de Rescision

incidemment & entant que besoin seroit obtenues par ladite de Morainville en nostredite Chancellerie le 4. Mars 1673. contre une autre ratification par elle faite le mesme jour de celle cy-devant mentionnée 23. Novembre 1647. d'un autre Contract du mesme jour que celuy aussi cy devant mentionné 26. Juin audit an 1647. confirmatif de la vente & adjudication faite audit le Venier de ladite Terre & Seigneurie de Guillerville, sans y faire mention de la Chapelle. Requeste de ladite de Morainville du 20. dudit mois de Mars 1673. à fin d'enterinement desdites Lettres : sur laquelle nostredite Cour auroit donné Acte de l'employ, & ordonné que ledit le Venier fourniroit de défenses, écriroit & produiroit. Autre Requeste de ladite de Morainville employée pour écritures & production sur lesdites Lettres. Requeste dudit le Venier employée pour fins de non recevoir défenses, écritures & production. Requeste de ladite de Morainville du 20. Mars 1673. à ce qu'il fust ordonné que ledit le Venier seroit tenu de produire au procez l'Arrest du 5. Avril 1647. & le procez verbal d'adjudication faite en consequence de ladite Terre & Seigneurie de Guillerville, si mieux il n'aimoit convenir que ladite adjudication luy avoit esté faite pour jouir comme en avoit jouy Antoine de Morainville, qui avoit jusques à son decez tenu & entrevenu ladite Chapelle en question, & satisfaisant aux Fondations. Requeste dudit le Venier du 28. May 1673. sur laquelle, pour satisfaire au requisitoire de ladite de Morainville, auroit esté receuë à produire de nouvel ledi-

procez verbal d'adjudication de la Terre de Guilleville du 25. May 1647. en laquelle ledit Arrest du 5. Avril precedent est mentionné. Requête de ladite de Morainville du 6. Juillet audit an 1673. employée pour réponses : & sur laquelle elle auroit esté renduë à produire de nouvel les pieces y mentionnées. Requête dudit le Venier employée pour contredits. Conclusions de nostre Procureur General, tout joint & diligemment examiné : **NOSTRE DITE COUR** par son Jugement & Arrest, ayant égard à l'intervention & demande dudit Pillier, condamné ledit le Venier payer par chacun an la somme de cinquante livres, pour faire dire & celebrer les Messes par chacun Dimanche & Vendredi en la Chappelle dont est question, en cas que le fonds suffise, sinon suivant la reduction qui en sera faite par l'Evesque Diocésain, rendre & restituer les jouissances des fonds affectez à ladite Chapelle à la mesme raison de cinquante livres par chacun an, à compter depuis le 26. Juin 1647. jusques au jour du present Arrest, lesquels fruits seront employez à faire les reparations necessaires en ladite Chapelle, & y fournir d'Ornemens, Livres, Croix & Chandeliers convenables pour y celebrer le Service divin; & à cet effet ordonne qu'à la diligence du Substitut de nostre Procureur General à Dourdan, en presence dudit Pillier ou luy deuëment appelé, ladite Chapelle sera veuë & visitée par Experts dont les parties conviendront pardevant nostre Juge de Dourdan, autrement par luy nommez d'Office, pour les défrillans, dresseront procez verbal de l'estat d'i-

celle & des reparations necessaires , lesquelles ledit le Venier sera tenu faire sur & tant moins & en deduction de la restitution cy-dessus ordonnée dans trois mois ; & les faire recevoir avec ledit Substitut & ledit Pillier ; & que le surplus à quoy se trouvera monter ladite restitution , sera employée en fond au profit de ladite Chapelle , diligence dudit Substitut & en presence dudit Pillier , ordonne qu'à l'avenir ledit le Venier & ses successeurs propriétaires de ladite Terre de Guillerville seront tenus , outre ladite somme de cinquante livres , entretenir ladite Chapelle de toutes reparations necessaires , condamne ledit le Venier & ladite de Morainville és dépens de ladite intervention & demande , chacun à son égard , & en consequence met l'appellation & Sentence de laquelle a esté appellé au neant ; emendant , faisant droit sur la demande en sommation dudit le Venier portée par la Commission du 14. Decembre 1668. reiterée en nostredite Cour par Requeste du 11. Janvier 1673. sans s'arrester à nosdites Lettres , condamne ladite de Morainville à acquitter , garantir & indemniser ledit le Venier de la condamnation portée par le present Arrest , luy rendre & restituer les sommes cy-dessus adjudgées , ensemble ce à quoy se trouvera monter l'estimation de la charge de cinquante livres par chacun an ; à cet effet , ordonne que ledit le Venier avec son hypothèque du 26. Juin 1647. jour de son Contract d'acquisition , condamne ladite de Morainville l'acquitter des dépens de l'intervention & demande dudit Pillier , tant en demandant que

défendant , & en ceux des causes principales & d'appel & de l'instance de sommation reiterée. Si mandons & commettons à la requeste dudit Pillier au premier des Huissiers de nostre Cour de Parlement , ou autre nostre Huissier ou Sergent sur ce requis , metre le present Arrest à deuë & entiere execution de point en point , selon sa forme & teneur , en ce qu'exécution le requiert. De ce faire te donnons pouvoir. Donnè à Paris en nostredit Parlement le premier jour de Février l'an de grace mil six cens soixante & quatorze ; Et de nostre Regne le trente-unième.

Par Jugement & Arrest de nostredite Cour.

Signé , D O N G E O I S , avec paraphe.

F I N.



T A B L E

D E L A

PREMIERE PARTIE

DU RECUEIL.

A R R E S T du Conseil d'Estat , portant la demolition du petit Temple des P. R. de la ville de Montpellier.	page 3
<i>Interdiction d'exercice public de la R. P. R. & demolition du Temple à Melgueil Diocese de Montpellier.</i>	9
<i>A. Poussan Diocese de Montpellier.</i>	15
<i>A. Pignan Dioc. de Montpellier.</i>	21
<i>A. Cornonteral Dioc. de Montpellier.</i>	25
<i>A. Leyrac Dioc. de Condom.</i>	30
<i>A. Aynesses , A. Loubes , A. Goura , dit Leves , Dioc. d'Agen.</i>	41
<i>A. Grenoble. Demolition du Temple , & plu- sieurs défenses aux P. R. de ladite Ville.</i>	43
<i>A. Vitré & à Vielle Vigne Dioc. de Rennes. Interdiction d'exercice & demolition du Tem- ple.</i>	48
<i>A. Labastide en Armagnac Dioc. d'Aire.</i>	74
<i>A. Geaune Dioc. d'Aire.</i>	81
<i>Au Chasteau d'Allonne Diocese de Char- tres.</i>	88
<i>A. Archiac. Dioc. de Xaintes.</i>	94
<i>A. Saint André de la Beaussé & au Chasteau</i>	

T A B L E.

<i>de Coissel Dioc. d'Agen.</i>	103
<i>A. Vnet, à Galupian, à Foüillet, à Ammet, à Ligneux & à Saint Barthelemy de la Perche, Dioc. d'Agen.</i>	106
<i>A. Bazas.</i>	109
<i>A. Chasteau Double Dioc. de Valence.</i>	119
<i>A. Grate-Loup Dioc. d'Agen.</i>	123
<i>A. Montflanquin Dioc. d'Agen, delaissement du Temple pour servir d'Eglise aux Catholiques.</i>	126
<i>Interdiction d'exercice, & que les portes du Temple seront murées, à Peray le Monial; à Couches; à Vauxiancourt & à Volevay Dioc. d'Autun.</i>	130
<i>A. Landreville Dioc. de Langres.</i>	133
<i>A. Montpasier Dioc. de Sarlat, interdiction d'exercice & demolition du Temple.</i>	136
<i>A. Angonlins Dioc. de la Rochelle, à la Flotte & à Ars Bourgs de l'Isle de Ré, du mesme Diocese.</i>	141
<i>A. Aymet Dioc. de Sarlat.</i>	159
<i>Jugement rendu par les Commissaires Exécuteurs de l'Edit de Nantes, portant interdiction de l'exercice que les P. R. de l'Isle Bouchard & lieux circonvoisins faisoient faire à Mauve, Dioc. de Tours.</i>	164
<i>Jugement des mesmes Commissaires, portant interdiction de l'exercice que les P. R. de Mirebeau & lieux circonvoisins faisoient faire dans le Fief du sieur de Ritz, Dioc. de Tours.</i>	169
<i>Jugement en dernier ressort du sieur d'Agnesseaux, Intendant dans la Generalité de Bordeaux, & du Presidial de Libourne, portant la demolition du Temple d'Yssigeac, Dioc. de Sarlat; &</i>	

T A B L E.

que trois Ministres pour avoir presché és lieux où l'exercice estoit interdit & le Temple demoli, feront amende d'honneur la corde au cou. 173

Arrest du Conseil d'Estat, portant que tous les Consuls seront Catholiques, à Pignan, Dioc. de Montpellier. 189

A. Cornon Terral, Diocese de Montpellier. 195

Lettre de Cachet, portant défense d'admettre aucun P. R. au Consulat de Montelimar, Dioc. de Valence. 206

De Saint Paul trois Chasteaux. 208

Arrest du Conseil d'Estat, portant défense à la Chambre de l'Edit de Languedoc, établie à Castelnaudarry, de se mesler & prendre connoissance des élections Consulaires de ladite Ville. 209

A. Nyort, Dioc. de Poitier, que nul P. R. ne pourra estre commis aux Greffes. 212

Qui casse les deliberations prises au Synode des P. R. de bas Languedoc en l'absence du Commissaire. 216

Qui décharge un nouveau Catholique de Bayonne du paiement de ses debtes, quant au principal, pour trois ans. 218

Qui porte que les P. R. sortiront de la Ville & Taillabilité de Privas & du lien de Tournon. 222

Arrest du Parlement de Paris, portant que le sieur de Cormoud de la R. P. R. donnera quatre mille livres pour remettre l'Hostel-Dieu de Sežanne, & fera faire le divin Service dans la Chapelle du Chasteau des Bordes. 223

Arrest du Parlement de Toulouse, par lequel

T A B L E.

Une femme est condamnée à bannissement à perpétuité du Royaume, pour crime de Relaps. 237

Arrest du Parlement de Grenoble, par lequel le nommé Rambaud, habitant de Die, est condamné à avoir la langue coupée, & à estre pendu & bruslé, pour crimes d'impietez & blasphemés. 240

Sentence du Seneschal d'Agenois, par laquelle un Ministre est condamné à cinq cens livres d'amende, pour avoir presché hors le lieu de sa residence. 243

Ordonnance des Commissaires Executeurs de l'Edit de Nantes, portant que les Seigneurs de Fief faisant profession de la R. P. R. osteront toutes les marques honorifiques qu'ils ont dans les Eglises. 244

Lettres Patentes du Roy, portant que nul faisant profession de la R. P. R. ne pourra estre admis au Decanat du College des Medecins de la ville de Roüen, ni plus de deux de ladite Religion audit College. 247

Arrest du Parlement de Roüen, portant que dans ladite Cour les Avocats faisant profession de la R. P. R. ne pourront pas excéder le nombre de dix, ni és Cours Subalternes celuy de deux. 250

Arrest du mesme Parlement, contre ceux qui avoient contrevenu au precedent. 252

Arrest du Conseil d'Estat, portant défenses d'imprimer & debiter les Livres qui traitent des matieres de la R. P. R. non attestez & certifiez par des Ministres approuvez. 254

*Arrest du Parlement de Paris, portant défenses aux Ministres de donner des Approbation
aux*

T A B L E.

aux Livres , mais seulement des simples attestations, qu'ils sont conformes à leur Doctrine. 255

Arrest du Conseil d'Estat, portant défenses aux P. R. d'estre plus de douze és ceremonies de leurs Noces & Baptesmes, y compris les parens qui y assisteront. 256

De solliciter leurs domestiques d'abjurer la Religion Catholique, & ordonner qu'en toutes occasions les Catholiques porteront la parole. 258

Que leurs Maistres d'Escole ne pourront enseigner qu'à lire, écrire & chiffrer. 260

Qu'ils ne pourront avoir qu'une Escole & qu'un Maistre, qui ne pourra estre payé des deniers de la Communauté. 261

Que les Magistrats & Consuls faisant profession de la R. P. R. ne pourront avoir bancs & sieges élevez dans les Temples, ni y paroistre avec Robes rouges, Chaperons & autres marques de Magistratures ou Consulaires, ni marcher par les rues avec aucune pompe & estat. 265

Que les P. R. rapporteront pardevant les Commissaires Executeurs de l'Edit de Nantes les sommes qu'ils ont imposées sur eux pendant les quatre dernieres années. 266

Ordonnance du Roy touchant l'impression des Livres des P. R. de Sedan. 268

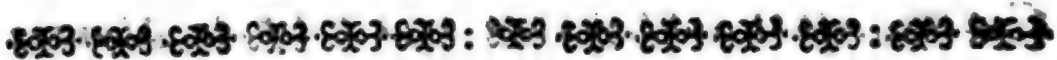
Ordonnance du President & Lieutenant General de Sedan, portant défenses d'exposer & vendre de la viande ou gibier és jours ausquels l'Eglise en défend l'usage. 269

Arrest du Conseil d'Estat, portant que les Edits de pacification, Declarations & Arrests donnez en consequence seront executez dans la

M m

TABLE.

Principauté de Sedan. 273
Arrest des Requestes de l'Hostel, par lequel
toutes les Lettres de Maistrise expediees au pre-
judice de l'Arrest du Conseil d'Estat du 21.
Juillet 1664. sans la clause, de faisant profession
de la Religion Catholique, sont declarées nul-
les. 276
Arrest du Conseil d'Estat, portant défenses
d'admettre aux Synodes des P. R. les Ministres
de Fiefs. 282
Portant défenses à toutes Cours de Instice de
recevoir des appellations comme d'abus des Re-
sultats des Synodes, Colloques & Consistoires
des P. R. de souffrir qu'ils soient qualifiez du
nom de Sentence, & permettant de se pourvoir
par voye de Plainte & de Requeste contre lesdits
Resultats. 284
Lettre de Cachet, portant que le Procureur
du Roy faisant profession de la R. P. R. ne
pourra estre admis aux Assemblées de la Maison
de Ville de Saint Paul trois Chasteaux. 291



SECONDE PARTIE
DU RECUEIL.

E D I T portant reglement pour la retention
des pensions sur les Benefices qui requierent
residence. 193

Declaration portant que le precedent Edit
aura lieu à l'égard de tous les Benefices qui
requierent residence. 197

T A B L E.

*Declaration portant faculté aux Ecclesiastiques de retirer pendant cinq ans les biens allie-
nez, en vertu de la Bulle de Pie V.* 301

*Declaration portant défenses aux Religieux
& Congregations de s'establiir dans les Mona-
steres non Reformez, & d'y faire aucunes unions,
sans la permission de Sa Majesté par ses Lettres
Patentes.* 303

*Arrest du Conseil d'Estat, portant qu'il sera
surfis pendan deux ans, pour toutes poursuites
contre tous Beneficiers, pour raison de la Foy &
Hommage, Aveu, Denombrement & Declara-
tion des biens qu'ils possèdent.* 307

*Qui surseoit pendant deux années l'execution
de la nouvelle Ordonnance concernant les Bois
des Ecclesiastiques.* 309

*Qui défend d'imposer à la Taille les Curez,
qui prennent à ferme les Dixmes de leurs Pa-
roisses, ni les Fermiers des Ecclesiastiques, à
cause des Fermes qu'ils prennent d'eux.* 318

*Qui exempte les Beneficiers des droits d'En-
trées, de Traites foraines, augmentation d'icelle,
Domaniale, nouveaux cinq sols, Gros & au-
gmentation d'iceluy, Parisis & nouveaux sub-
sides.* 320

*Qui porte que les Deputez de l'Assemblée
generale du Clergé seront payez de tous leurs gros
fruits, & distributions manuelles & quoidien-
nes, pour leurs Canonicats, Prebendes & Di-
gnitez, pendant tout le temps de ladite Assem-
blée.* 322

*Qui declare un Curé, son frere & ses autres
domestiques, occupans une Ferme qui luy appar-
tenoit, exempts des droits du Sel & de la Taille*

<i>de la Paroisse.</i>	324
<i>Qui maintient la revocation faite par un Evêque de son Official.</i>	337
<i>Qui renvoye l'Evêque qui avoit revoqué son Official, & l'Official revoqué au Parlement de Paris.</i>	340
<i>Qui renvoye les Abbez & Religieux aux Bureaux Ecclesiastiques de leurs Dioceses pour le fait des Taxes du Don gratuit, & par appel aux Chambres Souveraines Ecclesiastiques.</i>	348
<i>Qui renvoye au grand Conseil les Curez pour les portions congrues.</i>	351
<i>Qui ordonne que les Beneficiers de Navarre payeront incessamment leur cote part des Decimes & Dons gratuits.</i>	357
<i>Qui maintient l'Evêque d'Autun en la possession de toutes Jurisdictions sur l'Eglise Abbatiale & Collegiale de Sainte Marie Magdeleine de Veſelay.</i>	384
<i>Arrest du Parlement de Paris, portant reglement pour les ornemens & reparations des Eglises & pour le logement des Curez.</i>	443
<i>Arrest du Conseil Privé, par lequel dans une cause où il estoit question de la nullité de la Profession d'une Religieuse, y ayant eu appel de la Sentence de l'Official du Metropolitain, & de celle de l'Official d'un des Suffragans : les parties sont renvoyées pardevant l'Official du Metropolitain, autre que celuy dont estoit appel.</i>	446
<i>Arrest du Conseil d'Estat, par lequel les droits de nouveaux Acquests que devront payer à l'avenir les Ecclesiastiques, sont reglez generalement pour tous les biens par eux possedez.</i>	477

T A B L E.

Qui renvoye les Ecclesiastiques & les Religieux de Bearn à la Chambre Ecclesiastique de Bordeaux pour le fait des Decimes. 482

Qui regle la maniere de laquelle les Beneficiers doivent rendre les Avenus & Denombrements aux Chambres des Comptes. 487

Qui renvoye le Syndic du Clergé du Diocese d'Autun & les Controolleurs dudit Clergé, pour le fait des gages desdits Controolleurs, à la prochaine Assemblée du Clergé. 494

Qui décharge les Chartreux de Paris ; les Boursiers du College de Beauvais & tous autres Ecclesiastiques des Assignations à eux données pour la convocation & contribution du Ban & Arriereban. 492

Qui décharge les Curez des droits de Controolle, pour les publications des bans de Mariage, & autres affaires purement Ecclesiastiques. 502

Qui décharge les Curez & Vicaires de la Province de Normandie de dresser des Estats contenant la quantité & qualité des Bois situés dans l'estendue de leurs Paroisses. 507

Qui porte que les Fabriques, Tresors des Eglises & autres Fondations pieuses ne pourront estre poursuivies pour le payement du droit de nouveaux Acquests. 510

Qui renvoye au grand Conseil le procez touchant le Prieuré de Saint Antoine de Salin, à Toulouse. 520

Qui sursoit à l'exécution des Taxes sur les Officiers des Decimes en consequence de l'Edit du mois de Novembre 1674. 517

TABLE.

Arrest du Parlement de Paris, portant que la Chapelle de Guillerville, située dans l'enclos du Chasteau dudit lieu, y sera rebastie, & que le divin Service y sera restabli.

532

Fin de la Table.

Extrait du Privilege du Roy.

LE Roy par ses Lettres Patentes a permis à Frederic Leonard son Imprimeur ordinaire & du Clergé de son Royaume, d'imprimer, vendre & debiter tous les Edits, Declarations, Arrests, Remonstrances, & generalement toutes les choses qui luy seront baillées par les Assemblées generales ou par les Agens Generaux du Clergé de France : Et ce pour le temps & espace de vingt ans. Avec défenses à tous autres de les imprimer, faire imprimer, contre-faire, ny d'en avoir d'autres que de l'Impression dudit Leonard, à peine de six mille livres d'amende, confiscation des Exemplaires, dépens, dommages & interelts, comme il est porté plus au long par lesdites Lettres ; Données à S. Germain en Laye le quatrième Decembre, l'an de grace mil six cens soixante-quatorze. Et de nostre Regne le trente-deuxième : Par le Roy en son Conseil ; Signé, DESVIEUX. Et scellées.

Achevé d'imprimer pour la premiere fois le 27. May 1676.





